

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 34/1

2007

DOI: 10.11588/fr.2007.3.45106

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Rezensionen

Rudolf VIERHAUS, *Vergangenheit als Geschichte. Studien zum 19. und 20. Jahrhundert*, hg. von Hans Erich BÖDEKER, Benigna VON KRUSENSTJERN und Michael MATTHIESEN, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2003, 528 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 183), ISBN 3-525-35179-8, EUR 56,00.

Ce livre important, publié en hommage à l'ancien directeur de l'Institut Max Planck pour l'histoire, de Göttingen réunit vingt neuf contributions de Rudolf Vierhaus publiées de 1964 à 2002. Les éditeurs ont su les organiser autour de six thèmes: interrogations historiques, culture politique, culture intellectuelle dans le processus historique, historiographie, histoire de la politique de la science, l'historien du XX^e siècle. Suit une bibliographie de Vierhaus et des vingt-neuf ouvrages dont il a été l'éditeur. Ces deux listes donnent à elles seules l'idée de la diversité des sujets d'intérêt de l'auteur et de son rayonnement intellectuel. Il n'est pas question, dans le cadre de ce compte-rendu, de résumer les textes présents dans l'ouvrage. Ce qui est possible pour une longue étude ne l'est guère lorsqu'il s'agit d'un ensemble de contributions, d'autant que, judicieusement choisies dans une œuvre considérable, elles ne sont pas répétitives. On s'attachera donc à donner une idée de l'ampleur de l'œuvre et de son originalité. Deux traits peuvent d'emblée être relevés: les études portent sur une longue durée, qui va du XVIII^e au XX^e siècle attestant d'une remarquable aptitude à aborder des moments différents, rare en cette époque d'excessive spécialisation. Au long du volume, court d'autre part une réflexion constante sur l'histoire et l'historien.

Dès la première partie s'affirme l'aisance de l'auteur à élucider et à approfondir les concepts inséparables de la démarche de l'historien. L'étude qui ouvre le volume: »Was ist Geschichte?« définit la démarche de Vierhaus fondée sur une double culture philosophique et historique. Parmi les contributions suivantes, on retiendra particulièrement celle consacrée à la liberté d'action de l'acteur en histoire. »Celui qui franchit le Rubicon, sait ce qu'il fait, ou croit néanmoins le savoir« énonce Vierhaus au départ d'une analyse suggestive qui marque le lien complexe entre l'individu et les masses, les structures. On appréciera aussi les réflexions sur les crises en histoire, ou sur la crise de la conscience historique. L'auteur marque aussi sa réserve vis à vis d'une histoire structurelle qui conduit à sous-estimer le changement en histoire. Dans une autre étude de 1995 sur l'écriture de l'histoire de la culture, il observe que la nouvelle histoire de la culture relève plus d'un élargissement de l'histoire sociale que d'un élargissement de l'histoire de la culture de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle.

La deuxième partie, et la plus longue, sous le titre: culture politique, s'ouvre par une réflexion sur la constitution politique et sociale de l'Empire allemand: le compromis avorté. Elle éclaire l'originalité du constitutionnalisme monarchique germanique, différent de la démocratie parlementaire. Elle marque aussi le souci de démocratie sociale dans l'Empire de Guillaume II. Elle se prolonge par deux études sur l'idéologie du »deutscher Weg« et la crise autour de 1930 en Allemagne. Elles suggèrent que le problème historique est de comprendre comment une idéologie présente avant et après la première guerre mondiale a pu se fondre avec des tendances antilibérales, antidémocratiques, militaristes et impérialistes. Les deux parties suivantes abordent deux thèmes voisins: la culture dans le processus historique et l'historiographie. La situation de Schleiermacher dans l'histoire de la culture allemande,

l'évocation des frères Humboldt, du savant politique au XIX^e siècle, les trois études consacrées à Ranke, à qui Vierhaus avait consacré sa thèse, la présentation des réflexions d'Otto Hintze sur les problèmes d'une histoire constitutionnelle comparée de l'Europe, autant d'approches qui ouvrent à la compréhension au plus profond de l'histoire de l'Allemagne. Suit un chapitre consacré à l'histoire de la politique de la science. Après une présentation du développement des sciences dans l'Empire allemand, viennent deux articles sur la figure si remarquable du théologien et historien du christianisme Adolf von Harnack qui fut aussi, on le voit dans ces textes, organisateur scientifique et auteur d'une politique de la science. La dernière étude de cette partie porte sur la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft comme exemple sur les institutions scientifiques extra-universitaires pendant le Troisième Reich. Cette recherche, marquée par la lucidité et le souci de compréhension, annonce les textes de la dernière partie intitulée d'historien du XX^e siècle. On notera que Vierhaus, face au travail de mémoire si souvent demandé, rappelle que l'historien doit déconstruire la mémoire. Dans l'interview si éclairant sur son itinéraire, il dit son scepticisme devant les témoignages qu'il n'a pu contrôler. Au long de ce livre, l'auteur donne une leçon de méthode historique, de lucidité critique, d'indépendance de jugement, de culture et de morale civique. Puisse ce compte-rendu donner le désir de lire ce grand livre.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Peter KRÜGER, *Das unberechenbare Europa. Epochen des Integrationsprozesses vom späten 18. Jahrhundert bis zur Europäischen Union*, Stuttgart (Kohlhammer) 2005, 390 p., ISBN 3-17-016586-0, EUR 29,80.

Peter Krüger, professeur émérite qui a longtemps enseigné à l'université de Marbourg, mais a également donné des cours au Centre Wilson à Washington ou au Collège historique de Munich, est très réputé dans le domaine de l'histoire contemporaine pour ses travaux novateurs. Il a, entre autres, participé longtemps à la publication des documents diplomatiques allemands (*Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918–1945*), ce qui a marqué son approche historique et a aussi donné lieu à sa publication la plus connue, sur la politique extérieure de la république de Weimar. Mais il s'est aussi intéressé à des domaines variés: systèmes constitutionnels, systèmes administratifs, économie, histoire culturelle et questions européennes.

Son dernier livre, sur l'«imprévisible» Europe, est paru pour son 70^e anniversaire, tel un apogée de sa carrière universitaire. On pourrait croire à un énième ouvrage général sur l'histoire de la construction européenne, mais il n'en est rien et ce livre apporte bien de nouvelles réflexions sur ce thème déjà fort travaillé par les historiens. L'auteur présente ici une étude approfondie du processus d'intégration européenne sur la longue durée, prenant ses racines il y a deux siècles, dans l'Europe des Lumières.

Ce processus d'intégration européenne, qui est loin d'avoir été un mouvement continu et régulier, il l'entend aussi bien comme processus institutionnel, comme processus d'approfondissement, d'expansion et d'échanges mutuels dans différents domaines, en particulier dans le domaine économique, avec l'acceptation commune d'un certain nombre de règles juridiques ou politiques et de méthodes, au-delà des frontières, règles qui visent à un nouvel ordre social, celui du libéralisme. C'est ainsi que depuis la fin du XVIII^e s., on a assisté à la mise en place d'un vaste espace de communication, à la codification d'un droit européen tout comme à une interpénétration économique croissante dans le cadre du développement de l'industrialisation et du libre-échange.

L'ouvrage présente donc une approche historique de ces évolutions. Après la tentative d'une unité européenne par la force, tentée par Napoléon I^{er}, le congrès de Vienne (1815) permet la première mise en place du fameux «concert européen», par la négociation. L'au-

teur fait une approche comparative des intérêts divergents et des égoïsmes des États européens, qui permettent pourtant des avancées non négligeables vers cette convergence européenne, en particulier par le droit.

La seconde moitié du XIX^e s. marque une étape importante du rapprochement économique et technologique et du développement d'un sentiment d'appartenance à une société culturelle commune. L'intégration se développe par le commerce, par les structures industrielles communes et par un monde des affaires conscient des nouvelles conditions générales internationales et de leurs implications pour l'Europe. Mais ceci n'empêchera pas l'éclatement de la Première Guerre mondiale, prolongée dans l'entre-deux-guerres par le retour des vieux antagonismes, suite aux décisions du traité de Versailles. Le risque de désintégration européenne est alors grand. Les tentatives de rapprochement menées à Locarno, les propositions de Briand ou celles du mouvement Paneuropa restent sans avenir, confrontées à la politique d'expansion spatiale agressive du régime nazi.

Mais les espoirs des porteurs de l'unité européenne ne sont pas définitivement abandonnés et des plans d'unification régionale tout comme ceux d'une grande fédération européenne sont mis au point pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais les gouvernements de l'après-guerre ne sont pas encore prêts à franchir le pas. Il faut pour cela la pression américaine, en raison de la guerre froide, pour qu'une partie de l'Europe fasse l'effort nécessaire dans cette direction.

Cette première approche, du XVIII^e s. au plan Schuman, l'auteur la développe sur plus de la première moitié de l'ouvrage (soit plus de 200 p.), ce qui est une nouveauté. Plusieurs ouvrages avaient, depuis longtemps, abordé cette «préhistoire» de l'Europe, mais c'était essentiellement à partir de textes d'auteurs, peu ou prou commentés. Ici, il s'agit d'une analyse approfondie de ces prolégomènes. Il montre ainsi que la construction de systèmes constitutionnels avec des bases communes, par les États européens, était un préalable indispensable à la création d'un droit européen. Par la suite, la révolution industrielle est source à la fois de rapprochement et de nouvelles oppositions, mais elle est la première voie et un facteur fort de l'intégration européenne.

Le plan Schuman est bien, selon l'auteur, la césure majeure car il crée un modèle nouveau et révolutionnaire de coopération internationale. Pour la première fois dans l'histoire, des États se dessaisissent d'une partie de leur souveraineté en faveur d'un organe suprnational, la Haute Autorité de la CEECA, dans le but d'une intégration sectorielle progressive. Même si le modèle est réorienté dans la suite de la construction européenne, il permet la construction d'une Union économique et monétaire.

L'auteur fait le constat que, bien plus le résultat de la poussée du mouvement européen, c'est l'action des États-nations qui a modelé l'intégration européenne, avec le poids de leurs propres intérêts de politique intérieure et extérieure, d'où un résultat parfois mitigé. La pression d'une opinion publique favorable a également contribué au processus d'unification. Mais à partir des années 1960, le scepticisme a grandi face aux choix opérés et la communauté européenne est de plus en plus apparue comme une machine bureaucratique, avec l'éloignement populaire qui en a résulté. Ceci est particulièrement perceptible dans les derniers résultats électoraux. L'auteur déplore cet état de fait et son pronostic pour le futur est assez équivoque. Il regrette que l'on ait délaissé la méthode Monnet des origines et ses intégrations sectorielles pragmatiques, mais il montre aussi une certaine confiance dans le futur. En effet, la nouvelle génération vit dans une Europe concrète dans laquelle elle étudie, travaille et voyage naturellement, et elle a donc adopté l'Europe de fait, encore que les résultats des plus jeunes aux dernières élections, très largement en faveur du «non» à la constitution, puisse en faire douter. Si les résultats globaux peuvent déjà donner satisfaction, avec la création d'un système international vraiment unique, des progrès sont pourtant plus que jamais nécessaires dans le domaine politique et social pour que l'adhésion soit totale et que le processus d'intégration se poursuive.

La belle synthèse historique de Peter Krüger est donc à méditer pour retrouver les sources de la dynamique européenne. Si l'Europe n'a toujours pas de constitution formelle, ses États ont largement avancé dans la mise en place d'un système de type constitutionnel, fondé sur les intérêts convergents des hommes et du droit, avec la participation d'États toujours plus nombreux qui, malgré des intérêts parfois divergents, ont su se mettre d'accord sur un certain nombre de principes fondamentaux et avancer ensemble au service de la paix et du développement économique. C'est cette Europe multiforme, pluri-identitaire, mais toujours innovante comme elle l'a prouvé depuis plus de deux siècles, qui doit poursuivre sa construction en ayant pris la mesure de sa longue et riche expérience historique.

Françoise BERGER, Grenoble

Rüdiger HOHLS, Iris SCHRÖDER, Hannes SIEGRIST (Hg.), *Europa und die Europäer. Quellen und Essays zur modernen europäischen Geschichte*, Stuttgart (Franz Steiner) 2005, 490 p., 18 ill., ISBN 3-515-08691-9, EUR 56,00.

Cet ouvrage publié en hommage à l'éminent historien berlinois Hartmut Kaelble comprend sept chapitres intitulés «Travail, économie, société», «Religion et évolution des valeurs», «Image de soi, image de l'autre entre nation et Europe», «L'Europe et le monde», «Autocratie, dictature et démocratie», «Guerre et paix», «Organisation et institutionnalisation de l'Europe».

Le nombre et la diversité des contributions ne permettent guère d'en faire une analyse exhaustive. Nous nous bornerons à évoquer ici les articles répondant de la manière la plus significative à l'objectif de ce recueil, à savoir l'étude des multiples aspects de l'histoire moderne de l'Europe. Du premier chapitre, nous retiendrons, outre les études sur la vie intellectuelle dans les grandes villes et le rôle important du tourisme de luxe dans l'Europe du XIX^e s., les pages consacrées à l'analyse du capitalisme chez Max Weber, H. BRUHNS, remettant en cause la thèse bien connue du lien direct entre protestantisme et capitalisme. De l'«Émile» de Rousseau à l'«Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain» de Gibbon, de la grande bourgeoisie juive de Berlin à l'idéologie agrarienne conservatrice sous la république de Weimar, le second chapitre est passablement hétérogène et ne correspond pas vraiment à son titre (Religion et évolution des valeurs) que grâce à un article sur l'institutionnalisation du catholicisme nationaliste dans la France d'avant 1914.

Les notions d'ethnopsychologie, d'images de soi-même et des autres constituent un thème plus fourni, car elles touchent au problème des identités nationales et à celui d'une identité européenne. Notons tout d'abord l'intérêt que présente dans ce contexte l'article intitulé «L'ennemi héréditaire comme voisin», qui aborde la question des jugements portés par les Français sur l'Allemagne après 1945. Soulignons ensuite la qualité de deux contributions en rapport avec le concept de culture européenne, l'une concernant l'unité culturelle de l'Europe selon Denis de Rougemont, l'autre sur Milan Kundera et sa conception d'une Europe centrale (*Zentraleuropa*) réintégrée à un Occident oubliés du fait que la culture est le lien le plus solide entre ses peuples. La culture de la mémoire n'en est qu'à ses débuts en Europe, déclare de son côté l'historien E. FRANÇOIS, la mémoire historique étant jusqu'ici le monopole des nations.

N'insistons pas sur les chapitres «L'Europe et le monde» et «Autocratie, dictature et démocratie», sur les visions américaines, asiatiques, africaines de notre continent, de même que sur les courants libéraux en Russie, la terreur stalinienne, la résistance au nazisme, Pétain et la collaboration, l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne. Parmi toutes ces études, l'ouvrage du germaniste Pierre Bertaux, *La mutation humaine* (1964) mérite cependant une mention spéciale. Signalons des aperçus très éclairants sur la pensée européenne de l'humaniste Enea Silvio Piccolomini et le danger turc, sur le manifeste du roi de Suède,

Gustave Adolphe (1630), sur »L'appel des 93 au monde de la culture«, proclamation émanant d'intellectuels allemands en 1914.

La dernière partie de l'ouvrage est riche de perspectives débouchant sur la construction européenne. Elle s'étend sur tout le XX^e s., du projet d'union douanière de l'Europe centrale lancé en 1901 par l'Allemand J. Wolf jusqu'à l'idée d'une fédération européenne s'inspirant de la RFA, idée défendue en 2000 par Joschka Fischer à l'université Humboldt. Outre la »Charte de Bologne« (1988) et les autres accords visant à créer une communauté de savoir et de valeurs, il convient de mentionner encore les efforts tentés entre les deux guerres pour un rapprochement franco-allemand (Deutsch-französische Gesellschaft, »Deutsch-französische Rundschau«), ainsi que l'évolution des relations entre les deux pays après 1945. Car d'une part l'espoir d'une »troisième force« européenne entre les »deux grands«, autour d'un axe franco-britannique (Léon Blum), s'évanouit rapidement. D'autre part, la politique ambivalente de la France dans sa zone d'occupation en Allemagne – esprit de revanche d'un côté, action culturelle et rééducation de l'autre – ne dura pas. Le rapprochement avec la RFA permit à Robert Schuman et à Jean Monnet de faire des deux pays le noyau de la future Europe unie.

En dépit de notables disparités, cet ouvrage représente une source considérable de recherche et de documentation. Il comporte un index des noms de personnes et un index des noms de lieux.

Jean NURDIN, Dole

Natalie KLEIN, »L'Humanité, le christianisme, et la liberté«. Die internationale philhellenische Vereinsbewegung der 1820er Jahre, Mainz (Philipp von Zabern) 2000, XII–382 S. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte Mainz, 178), ISBN 3-8053-2711-0, EUR 45,00.

Im letzten Jahrzehnt des vergangenen Jhs. ist die hier endlich anzuzeigende Mainzer Dissertation entstanden; sie wurde angeregt durch ein vereinsgeschichtliches Seminar Heinz Duchhardts in Münster, finanziert durch die Konrad Adenauer Stiftung und vollendet am Institut für Europäische Geschichte. Einer denkwürdigen Thematik ist sie gewidmet: dem Philhellenismus als der ersten international agierenden politischen Vereinsbewegung in der modernen europäischen Geschichte.

Der organisierte Philhellenismus verdankt seine Entstehung in den Jahren der Restauration vor allem dem Umstand, daß er gegen das Osmanische Reich gerichtet war, d. h. gegen eine Macht, die nicht zur christlichen Welt der Heiligen Allianz der europäischen Fürstentümer gehörte. Dennoch ist seine spontane Durchsetzung bemerkenswert – kurz nach der Epoche der napoleonischen Herrschaft, in der organisierte Aktivitäten nur regional begrenzt und unpolitisch möglich waren und das europäische Bürgertum die kommunikativen und organisatorischen Praktiken, die es im Jh. der Aufklärung entwickelt hatte, weitgehend wieder verlernt zu haben schien. Der Philhellenismus war per se international; denn er unterstützte eine auswärtige Nationalbewegung. In dieser Untersuchung jedoch geht es um ein weiteres internationales Phänomen: die erstaunliche Parallelität philhellenischer Organisation in mehreren Nationen Europas und der USA. Klein fragt nach deren Entstehung, deren Strukturen und Gemeinsamkeiten und nach den Formen und dem Charakter dieser Internationalität. Sie hat in fünf führenden Nationen der philhellenischen Bewegung – in Deutschland, der Schweiz, in Frankreich, England und in den USA – umfangreiche Recherchen durchgeführt und sich dabei auf die organisierten Aktivitäten in den bürgerlichen Gesellschaften konzentriert. Sie hat nun eine Darstellung ihrer Ergebnisse vorgelegt, die nach einer methodischen Einleitung in drei thematische Teilbereiche gegliedert ist.

Den weitaus größten Umfang hat der erste Abschnitt, in dem ein Überblick über die Entwicklung der philhellenischen Vereinsbewegung in jenen fünf Ländern von 1821 bis 1830 gegeben wird. Klein unterscheidet vier Epochen mit einem je anderen inhaltlichen Schwerpunkt: 1821–1823 ein experimentierender Beginn der Bewegung, 1823–1825 die Einleitung politischer Aktionen, 1826–1827 der gesellschaftliche Höhepunkt des »griechischen Fiebers« und 1827–1830 der Ausklang der Bewegung mit vorherrschend humanitären Hilfsaktionen. In einer resümierenden »Zwischenbilanz« werden auf dem Hintergrund der Spendensammlung und deren Koordinierung neun »Hauptvereine« herausgestellt und weitere Aussagen zur Soziologie der Mitglieder, zur internen Struktur und zu der Bedeutung äußerer Faktoren – der militärischen Entscheidungen von Missolonghi und Navarino und der Rolle herausragender Philhellenen wie Lord Byron oder Jean-Gabriel Eynard – gemacht.

Im zweiten Teil werden die philhellenischen Vereine sodann in den politischen Kontext ihres Landes gestellt und damit in ihrer nationalpolitischen und ihrer soziokulturellen Bedeutung genauer charakterisiert.

Schließlich geht Klein in einem relativ knapp gehaltenen dritten Teil auf die Internationalität des abendländischen Philhellenismus genauer ein und analysiert verschiedene Dimensionen dieses bemerkenswerten Phänomens: das in ihren Medien deutlich werdende Selbstbewußtsein der philhellenischen Bewegung von ihrer Internationalität als einer neuen Form von Öffentlichkeit in der europäisch geprägten Welt; sodann das Verbindungsnetz innerhalb der philhellenischen Bewegung in seinen konkreten Formen sowie seiner sozialen und kommunikativen Basis; schließlich das »Weltbild« der Philhellenen, das sie in den drei Titelbegriffen auf den Punkt gebracht sieht: Humanität, Christentum und freiheitliche Zivilisation als die Grundwerte einer transatlantischen Kulturgesellschaft, die in ihrer bewußten Entgegensetzung zur islamischen Welt des Osmanischen Reiches von einem missionarischen Sendungsbewußtsein getragen war.

Wenn Klein in einer Schlußbetrachtung ihre Darstellung als ein Muster transnationaler europäischer Geschichtsschreibung charakterisiert, wirkt das nicht aufgesetzt. In einer intensiven internationalen Materialsuche ist es ihr gelungen, von dem nur selten noch vorhandenen Schriftgut der philhellenischen Gesellschaften, umso mehr von deren Druckschriften ein umfangreiches Quellenmaterial zu sammeln, wobei der Verzicht auf die Dokumente staatlicher Kontrolle, Unterstützung und Überwachung (Polizeiberichte!) allerdings nicht einleuchtet. Sie kann daher, konzentriert auf die Spendensammlung, eine interessante erste Darstellung der Gesamtbewegung geben, und die fortgeschrittene Forschungsliteratur der letzten Jahrzehnte verhilft ihr im ersten und zweiten Teil ihrer Arbeit zu einem kompetenten und souveränen Überblick über die Entwicklung der nationalen Gesellschaften. Eine Gesamtdarstellung des Philhellenismus in seinem entscheidenden Jahrzehnt konnte und wollte die Arbeit nicht sein; die zahlreichen literarischen Äußerungen, die Freiwilligen und Freischaren, die Aktivitäten der Regierungen wurden kaum berücksichtigt. Doch ein wichtiger Schritt zu einer Geschichte jener denkwürdigen europäischen Bewegung ist gemacht.

Otto DANN, Köln

Philhellénismes et transferts culturels dans l'Europe du XIX^e siècle., Paris (CNRS) 2005, 247 p. (Revue germanique internationale, 1–2/2005), ISBN 2-271-06351-5, EUR 30,00.

Avec ce numéro paru en 2005, la Revue germanique internationale se saisit d'un sujet à la fois proprement et foncièrement allemand, tout en l'inscrivant dans un contexte plus largement européen. La Grèce est tout d'abord, au début de la période choisie, une chasse gardée allemande: les œuvres de Winckelmann et le philhellénisme de la *Weimarer Klassik* attestent assez de cette inclination allemande vers la Grèce, élue comme référence, voire comme matrice de culture, de préférence à une Antiquité romaine déjà préemptée par

la France. Élisabeth DÉCULTOT et Suzanne MARCHAND nous initient donc à la naissance de ce philhellénisme culturel et identitaire allemand, ainsi qu'à l'apparition concomitante des sciences de l'Orient: la dialectique Grèce/Asie est consubstantielle à ce mouvement qui, de culturel qu'il était, revêt bientôt une nature politique. Quatre des contributions nous rappellent en effet combien fut passionnément épousée, en Europe, la lutte de libération nationale des Grecs contre leurs oppresseurs turcs (1821–1827). Nationale et libérale, cette guerre d'indépendance a recueilli les suffrages des Allemands qui venaient de se libérer de Napoléon et s'accommodaient tant bien que mal de la Restauration postérieure à 1815, mais a également connu un fort écho en France et en Grande-Bretagne, grâce à la transfiguration héroïque de Byron, martyr de Missolonghi.

La popularité des indépendantistes grecs érige la Grèce en cause commune des nations occidentales qui y trouvent un code culturel commun et une commune nostalgie, source de dialogue et d'échanges, de transferts culturels. Le temps semble en effet révolu où l'université impériale française déterminait à part soi la prononciation adéquate du Grec. L'exemple de Freud, développé par Jacques LE RIDER, le montre: la culture grecque, transmise par un enseignement autrichien en pleine redéfinition humboldtienne, est érigée par Freud en code universel opératoire pour transcrire la psyché humaine. L'émotion philhellène est ravivée à la fin du siècle par les méfaits turcs en Crète et en Arménie, qui font hisser à nouveau la Grèce sur le pavois de l'identité européenne.

Au fond, ce numéro de la Revue germanique internationale explore avec éclectisme et ambition le rapport entre la Grèce, mère des nations, et les nations d'Europe: dépassant la question des nationalismes, illustrée par le rapport de l'Allemagne à la Grèce et par la lutte grecque de libération nationale contre le joug turc, le rapport à la Grèce permet au XIX^e s. la ressaisie d'un passé européen commun dans ce qui fut presque vécu comme une seconde Renaissance, hellénique et non plus simplement latine, comme l'avait été la première, celle de l'humanisme et du XVI^e s.

Le XIX^e s. des nationalités s'est ainsi accompagné et accommodé de références helléniques fondatrices de transferts culturels, d'un dialogue traversant la frontière d'identités en procès de distinction et de définition mais qui se sont reconnues, dans l'héritage grec, un patrimoine commun définitoire de l'Occident hellénique, européen, par rapport et par opposition à un Orient contre lequel la Grèce et sa culture ont dû conquérir de haute lutte leur autonomie.

L'éclatement des contributions et de leurs sujets, indissociable du genre synthétique propre à un tel projet, est heureusement compensé par une introduction problématisée de Michel ESPAGNE et Gilles PÉCOUT, sur les notions de philhellénisme et de transfert culturel.

Johann CHAPOUTOT, Paris

Jean-Paul VISSE, *La presse du Nord et du Pas-de-Calais au temps de l'Écho du Nord 1819–1944*, Villeneuve d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion) 2004, 279 S., ISBN 2-85939-832-5, EUR 20,00.

Schon der Titel macht es deutlich: Mit diesem Buch hat sich Visse eine ungeheure Aufgabe gestellt. Nicht nur, daß er sich fast eineinhalb Jahrhunderte Pressegeschichte vorgenommen hat, es handelt sich auch um ihre wohl bewegtesten Abschnitte. Doch damit nicht genug: Er hat zudem für seine Untersuchung eine Region gewählt, die über lange Zeit eine überdurchschnittlich hohe Zeitungsdichte aufwies: die Region Nord/Pas-de-Calais.

Der Autor hat sich dem Vorhaben mit einer Respekt gebietenden Sorgfalt genähert, hat eine Menge Literatur erschlossen, hat unzählige Archivquellen aufgestöbert und vor allem eine schier unüberschaubare Anzahl an Zeitungen und Zeitschriften gelesen. Als es dann aber darum ging, das gesammelte Material zu verarbeiten, hat er leider übersehen, daß er

eigentlich eine Überblicksdarstellung schreiben wollte. Herausgekommen ist ein fast 300 Seiten dicker Band (in Quart!), der in akribischer Form alles, aber auch wirklich alles auflistet, was sich pressegeschichtlich zwischen 1819 und 1944 in der Region getan hat.

Und das ist eine Menge. Schließlich kämpft die französische Presse bis zur endgültigen Garantie der Meinungsfreiheit durch das Pressegesetz des Jahres 1881 gegen diverse Formen der Überwachung, der Gängelung und der Zensur, unter Karl X. genauso wie unter Napoleon III., aber auch unter Louis Philippe. Nur wenige Zeitungen haben unter solchen Bedingungen über längere Zeit hinweg Bestand. Viele Blätter existieren nur ein paar Wochen oder Monate lang. Andere ändern ständig ihren Namen, wechseln häufig die verantwortlichen Redakteure oder die Erscheinungsorte.

Das 19. Jh. ist ebenso das Zeitalter der Spezialisierung der Presse. Mode- und Frauenzeitschriften, Blätter für Gelehrte, Wissenschaftler und Lehrer erblicken zumal ab der Jahrhundertmitte allerorten das Licht der Welt. Als »unpolitische« Presseorgane haben sie schließlich weniger mit der staatlichen Kontrolle zu kämpfen. Vor allem aber macht die Presse in den einhundert Jahren vor dem Ersten Weltkrieg einen unerhörten technischen Wandel durch. Das Druckverfahren wird immer moderner, ermöglicht damit auch immer höhere Auflagen. Die Fotografie findet Eingang in die Zeitungen, ebenso die Anzeigen im modernen Sinn des Wortes. Die Jahre 1914–1944 sind freilich nicht weniger bewegt. Zwei Weltkriege und eine Weltwirtschaftskrise erschüttern in dieser Zeit eine Presselandschaft, die in den ersten Jahren des 20. Jhs. ein wahrhaft goldenes Zeitalter erlebt hatte.

All diese Entwicklungen schildert Visse in detaillierter Form, beschreibt mit sicherem Urteil deren Auswirkungen auf die Presse in den beiden nordfranzösischen Départements. Nur beschränkt er sich dabei nicht, wie bei einer Überblicksdarstellung üblich, auf prägnante Beispiele. Auch die im Titel angedeutete Fokussierung auf das größte und langlebige Blatt der Region, das »Écho du Nord«, findet im Text keine Entsprechung. Nein, Visse führt wirklich jede Zeitung an, die im angegebenen Zeitraum zwischen Calais, Lille und Arras, zwischen Boulogne und Saint-Quentin erschienen ist, und sei es auch nur für zwei Nummern. Ausführlich wird man über die Biographien unzähliger Redakteure unterrichtet, Details über deren Liebesleben mit eingeschlossen! Mit unermüdlichem Eifer reiht er in langen Sätzen Titel an Titel und Namen an Namen, selbst Blätter mit kleinsten Auflagen werden nicht ausgelassen! Dafür leistet sich Visse einige bedenkliche Verkürzungen, wenn es um den ereignisgeschichtlichen Hintergrund geht. Da kann man dann lesen, daß Frankreich 1870 Preußen den Krieg erklärt hat, »weil der Hohenzollern-Prinz sich geweigert hat, auf den spanischen Thron zu verzichten«. Und der österreichische Thronfolger wurde 1914 »von einem 19-jährigen Gymnasiasten ermordet«. Auch häufen sich ab der Hälfte des Buches sprachliche Fehler.

Fazit: Visse hat eine wichtige Forschungslücke geschlossen und eine Menge bisher unerschlossenen Materials aufgearbeitet. Auf Grund seiner exzessiven Liebe zum Detail sowie zu langen, vor Appositionen geradezu strotzenden Sätzen, ist die Arbeit allerdings kaum als lesbar zu bezeichnen. Schnell verliert man den Überblick, verheddert sich im Gewirr von Zeitungstiteln und Journalistennamen. Eine Überblicksdarstellung, wie der Titel vermuten läßt, ist nicht entstanden, allenfalls ein (allerdings vorbildlich illustriertes) Nachschlagewerk.

Andreas LASKA, Hürth

Lorwerth PROTHERO, *Religion and Radicalism in July Monarchy France. The French Catholic Church of the Abbé Chatel, Lampeter Ceredigion* (The Edwin Mellen Press) 2004, 372 p. (Studies in French Civilization, 36), ISBN 0-88946-636-X, USD 119,95.

Prothero n'est pas le premier à s'intéresser à l'«Église catholique française» fondée en janvier 1831 par Ferdinand-François Chatel: le lecteur pourra consulter p. e. l'article de Jean-François Meyer dans le dictionnaire de Jean-Pierre Chantin (dir.), *Les Marges du Christianisme. Sectes, dissidences, ésotérisme* (Paris 2001 p. 50s). Toutefois, personne n'avait étudié jusqu'à présent aussi précisément ce mouvement contestataire. En effet, Prothero a consulté plus d'une dizaine d'archives, complétées par une trentaine de périodiques et environ deux cents publications d'époque. Ses recherches lui permettent de dresser un tableau à la fois synthétique et documenté d'un phénomène dont l'essor avait alerté les autorités ecclésiastiques de l'Église catholique et le souverain pontife.

Né en 1795 et ordonné prêtre en 1818, Chatel exerçait son ministère à Paris en 1830 quand éclata la Révolution de juillet. Souhaitant adapter l'Église catholique romaine à la société moderne libérale, il décida de rompre avec l'autorité pontificale pour fonder sa propre Église avec des services religieux célébrés en français. Il abolit le célibat des prêtres, le jeûne, l'abstinence, la confession et les taxes obligatoires. Rapidement, il reçut les encouragements de certains responsables du nouveau gouvernement, d'opposants à l'Église catholique romaine et d'antimonarchistes. Ses initiatives furent bien accueillies par une partie de la population en rupture avec l'Église concordataire pour des raisons diverses – par exemple l'absence de prêtres ou les mœurs jugées douteuses du curé. Ainsi, à l'apogée de son mouvement, en 1834 et 1835, l'«Église catholique française» comptait plus d'une trentaine de paroisses pour la plupart à Nantes, en Vendée, dans les Hautes-Pyrénées, en Haute-Marne, en Haute-Vienne et à Bruxelles.

Cependant, des divisions, apparues dès les premiers mois du mouvement entre Chatel et les membres de son clergé, s'aggravèrent car sa théologie, inspirée du rationalisme du XVIII^e s., se rapprocha de l'unitarisme anglo-saxon en rejetant tout ce qui ne pouvait s'expliquer par la raison: la présence réelle, le péché originel, les miracles, l'enfer et la damnation éternelle, etc. À Paris, les cérémonies religieuses orchestrées par Chatel prirent l'allure de véritables performances théâtrales accompagnées d'applaudissements et suivies de collectes qui n'arrivaient plus à éponger les dettes de l'ancien abbé. Francs maçons, républicains et légitimistes avaient appris à se méfier de Chatel qu'ils soupçonnaient d'opportunisme. Comme la monarchie de Juillet, réconciliée avec le pape, n'avait plus intérêt à soutenir les schismatiques, les autorités fermèrent certains lieux de cultes et en poussèrent d'autres à faire appel, sur les conseils de Chatel, à des pasteurs protestants pour échapper à la fermeture. Dès 1837, l'«Église catholique française» périclita et disparut en 1842. Malgré ses efforts pour tirer avantage de la révolution de 1848, Chatel ne parvint pas à faire renaître son mouvement dont le rationalisme n'était pas adapté aux besoins spirituels du milieu du XIX^e s. Oublié de tous, Ferdinand-François Chatel s'éteignit en 1857.

Deux remarques s'imposent. Premièrement, Prothero ne cache pas sa sympathie pour la posture contestataire de Chatel: «fair enough!» d'autant plus que cette sympathie ne l'a pas incité à minimiser la personnalité manipulatrice et égocentrique de l'abbé renégat. Deuxièmement, il a rédigé une chronique bien argumentée de l'«Église catholique française» mais on aurait aimé découvrir davantage le fonctionnement des réseaux sur lesquels Chatel s'appuyait ou bien qu'il combattait, tant au niveau paroissial qu'au nouveau régional, national et européen. Parmi ces réseaux, on songe bien sûr au rôle du Vatican: pourquoi ne pas avoir consulté les archives vaticanes qui contiennent de véritables trésors sur les sociétés religieuses et les sectes en pleine éclosion dans l'Europe du XIX^e s.?

Marie-Emmanuelle REYTIER, Mayence

Thomas SERRIER, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières, 1848–1914*, Paris (Belin) 2002, 351 S. (Histoire et société. Europes centrales), ISBN 2-7011-3022-0, EUR 22,00.

Der Umschlag des Bandes zeigt zwei um 1900 entstandene Postkarten, auf denen ein kleiner Junge, in Anlehnung an ein damals weit verbreitetes Motiv, an einer Stelltafel, an die ein Bild der Stadt Posen bzw. Posnan geheftet ist und die einen entsprechenden Text trägt, seine Stadt vorstellt. Bei den Postkarten handelt es sich um ein klassisches Doppelbildpaar, das gewisse Elemente identisch wiedergibt (Gesicht, Haltung und Gestus des Jungen, Tafel mit Bild und Textaufteilung), anderes aber spezifisch abändert: hier der preußische Junge im Kieler Anzug, dort der polnische in entsprechender Kleidung, hier der Blick auf das neue, »preußische« Posen mit den neuen Repräsentationsbauten um den »Schloßplatz«, dort der Blick über die Warthe auf die historische Altstadt, hier der deutsche, dort der polnische Text, die aber von ihrer Struktur her ganz ähnlich aufgebaut sind. In der Summe geben die beiden Postkarten, die wohl sogar in derselben Druckerei entstanden sind, den jeweils eigenen nationalen Blick auf die in ihrer Geschichte von Deutschen und Polen geprägte Stadt wieder. Während man im heutigen Europa der Regionen gerade das Verbindende entsprechend vielfältig und übernational angelegter Traditionen zu betonen versucht, wird auf den beiden Postkarten eine möglicherweise andere als die eigene, betont nationale Sicht auf den Gegenstand nicht in Erwägung gezogen. Damit führt bereits der Buchumschlag auf geradezu ideale Weise in den Gegenstand der Untersuchung von Serrier ein. Diese beschäftigt sich mit dem Problem der nationalen Identität in der preußischen Provinz Posen während der Zeit von 1848–1914. Sie ist aus einer von Jacques Le Rider betreuten Dissertation an der Universität Paris VIII hervorgegangen, die im intensiven Austausch mit Fachleuten in Frankreich, Deutschland und Polen entstanden ist und im Jahre 2000 abgeschlossen werden konnte.

Serrier, der seine Untersuchung in insgesamt vier übergeordnete Teile gegliedert hat (I. Staat, Minderheiten und nationale Integration – II. Grenze und Peripherie – III. Die Erfindung einer Grenzprovinz – IV. Wielkopolska, Posen, Ostmark: deutsch-polnische Palimpseste) und sie in einer Zusammenfassung weit über den eigentlich ins Auge gefaßten zeitlichen und inhaltlichen Rahmen hinaus bis in die aktuelle Politik verlängert, geht es um weit mehr als eine kleinteilige Analyse der Posener Verhältnisse. Diese dienen ihm sozusagen als Labor, in dem er die Prägung und Veränderung von Identität und Selbstverständnis der unterschiedlichen Bevölkerungsgruppen in dieser Provinz, aber eben auch weit darüber hinaus untersuchen kann. Dies ist gerade aus übergeordneter europäischer Perspektive hochinteressant, zumal sich auch in einer ganzen Reihe anderer Grenzregionen Europas Interferenzen zwischen ganz unterschiedlichen Identifikationsmustern bilden: neben einer regionalen, ja lokalen Identität der Bevölkerung gilt es zumindest für vergangene Jahrhunderte die verpflichtende Bindung gegenüber der regierenden Dynastie und – im Verlauf des 19. Jhs. immer stärker in den Vordergrund tretend – die Frage der nationalen Identität zu berücksichtigen. In Regionen, in denen ganz verschiedene Ethnien (hier deutsche, polnische und jüdische Bevölkerungsanteile) mit unterschiedlichen Sprachen, Konfessionen bzw. Religionen sowie historischen und kulturellen Traditionen neben- und in der Regel sogar friedlich miteinander leben, ist es eine durchaus spannende Frage, was die Menschen jeweils mit den Begriffen Heimat und Vaterland verbinden und wie sie sich selbst zu ihnen stellen. Um so spannender wird dies, wenn unter solchen Voraussetzungen von staatlicher, in diesem Falle preußischer Seite die eigene Sache ganz bewußt in den Vordergrund gedrängt wird und wenn sich im Windschatten einer entsprechenden Politik historische Gesellschaften und Vereine bilden, die einseitig nationale, ja chauvinistische Interpretationen der Geschichte propagieren und daraus die politischen Zustände der eigenen Gegenwart rechtfertigen. Daß dies gerade bei polnischen Intellektuellen zu entsprechenden Gegenreaktionen führte, ja geradezu eine »regionale Gegen-Identität« hervorbrachte und

der Herausbildung einer gemeinsamen Identität eher hinderlich war, läßt sich am Beispiel der preußischen Provinz Posen geradezu idealtypisch zeigen.

Ändert man nun die Blickrichtung und fragt nach dem Bild, das man sich in den übrigen Teilen des kleindeutsch-preußischen Reiches bzw. der polnischen Nation von der Provinz bzw. dem Posener Anteil Großpolens machte, so ergeben sich ebenfalls zwei Raster nicht minder aussagekräftiger Brechungen. All dies wird umso interessanter, wenn man, wie Serrier es in seinem Ausblick tut, die Zeit der Polonisierung nach dem Ersten Weltkrieg, die Zeit der nationalsozialistischen Besetzung und »ethnischen Säuberung« im Zweiten Weltkrieg und die erneute Inbesitznahme durch Polen nach 1945 in die Betrachtung einbezieht.

Vielleicht nicht ganz so extrem, aber wohl doch in Ansätzen ähnlich verhielt es sich auch in anderen Grenzregionen Europas. In Elsaß-Lothringen, im deutsch-dänischen Grenzraum und zahlreichen Regionen Ostmitteleuropas bieten sich vielfache Vergleichsmöglichkeiten mit den Posener Verhältnissen. Insgesamt dürfte ein Vergleich dieser Grenzregionen und eine kritische Auseinandersetzung mit den in ihnen geprägten Identitäten auch bei der Errichtung eines gemeinsamen europäischen Hauses manch aktuelles Problem lösen helfen. So wird man Serrier zustimmen dürfen, der die sich hier bietenden historiographischen Herausforderungen gleichzeitig als eine zivile Herausforderung beschreibt.

Es wäre sehr zu begrüßen, wenn das Register der Ortsnamen auch wirklich die in einer Anmerkung angekündigte Konkordanz darstellte. Dies ist leider nicht der Fall. Während das vielfach kaum auffallen dürfte, wären etwa bei Dan(t)zig/Gdansk und vor allem bei Tannenberg/Grunwald für Leser, die mit Ostmitteleuropa nicht vertraut sind, entsprechende Verweise sehr nützlich gewesen. Ein Verzeichnis der wichtigsten Quellen und Darstellungen sowie ein Orts- und ein Personenregister, beide allerdings weder vollständig noch fehlerfrei, beschließen den lesenswerten Band, der ein Thema von wahrlich europäischen Dimensionen auf gelungene Weise behandelt. Gerade weil diese Darstellung aus gleichsam neutraler Feder und internationaler Kooperation entsprungen ist, wäre zu überlegen, ob man sie nicht auch deutsch- und polnischsprachigen Lesern zugänglich machen sollte.

Detlev KRAACK, Plön

Marie-Ange MAILLET, Heinrich Heine et Munich, Paris (CNRS Éditions) 2004, 243 S. (De l'Allemagne), ISBN 2-271-06286-1, EUR 29,00.

Das von der Universitätsdozentin und Heine-Expertin Marie-Ange Maillet vorgelegte Buch beruht auf einer Doktordissertation. Es behandelt – im Gegensatz zu ihrer im »Heine-Jahr« 2006 (150. Todesjahr) veröffentlichten, synthetisch und thematisch angelegten Gesamtbiographie¹ nur eine kurze Schaffensperiode des Dichters, Schriftstellers, Journalisten und Satirikers. Dieser hatte nach seiner Promotion zum Dr. jur. an der Universität Göttingen und seinem Übertritt vom jüdischen zum evangelischen Glauben mehrere Monate (Ende 1827 bis Anfang August 1828; zweite Dezemberhälfte 1828) in der bayerischen Haupt-, Residenz-, Universitäts-, Kunst- und Bierstadt München (1828/29 zwischen 70 000 und 80 000 Einwohner) gelebt und gearbeitet. Wie die Autorin in ihrer sehr ins Einzelne gehenden, durch einen imposanten Anmerkungsapparat untermauerten Untersuchung zeigt, hatte der in der Forschung eher vernachlässigte Münchner Aufenthalt für Heines literarisches Werk und politisches Weltbild, wie es z. B. aus seinem Briefwechsel mit Zeitgenossen hervorgeht, ebenso unmittelbare wie nachhaltige Folgen.

Für ihre Spurensuche zieht die Autorin ältere, vor allem aber neue Quellen heran, wie die im »Heine-Jahr« 1997 (200. Geburtsjahr) von Manfred Windfuhr herausgegebene »Düs-

1 Marie-Ange MAILLET, Heinrich Heine, Paris 2006.

seldorfer Historisch-Kritische Gesamtausgabe« Sämtliche Werke und die seit den 1990er Jahren in größerer Anzahl erschienenen französischen Heine-Übersetzungen. Zu den Primärquellen zählen ferner Archivalien und ausgewählte Publikationen von Zeitgenossen, wobei man allerdings den im Text, in den Fußnoten und im Namensregister häufig erwähnten katholischen Theologen und Münchner Universitätsprofessor Johann Joseph Ignaz Döllinger vergeblich sucht.

Die »Sekundärliteratur« (11½ Seiten) beruht auf einer offenbar strengen Auswahl. Leider fehlen wichtige kommunikationswissenschaftliche Untersuchungen zum Vormärz (z. B. Frank Thomas Hofer, Pressepolitik und Polizeistaat Metternichs, 1983, oder der Katalog Heinrich Heines politische Journalistik in der Augsburgener »Allgemeinen Zeitung«, 1994). Sie hätten es erlaubt, die akribisch beschriebenen bayerischen Verhältnisse noch besser in einen größeren Rahmen zu stellen.

Im folgenden sei in aller gebotenen Kürze auf den Inhalt dieser Arbeit, eingegangen. In ihrer Einleitung betont die Autorin, ihr doppeltes Erkenntnisinteresse. Zum einen will sie (insbesondere für ihre französische Leserschaft) die Münchner Tätigkeit Heines, der durch die Vermittlung seines Berliner Freundes Karl August Varnhagen von Ense von dem Großverleger Johann Friedrich (nicht Friedrich!) Cotta als Herausgeber für dessen »Neue allgemeine politische Annalen« engagiert worden war, nicht isoliert darstellen, sondern in ihrem politischen, religiösen und kulturellen Kontext. Zum anderen versucht sie herauszufinden, inwieweit die Münchner Zustände für den 30jährigen, weit gereisten Heine von Bedeutung waren, der sich als Zeitungskorrespondent und Poet (Reisebilder II; Buch der Lieder) längst einen Namen gemacht hatte.

Daß es sich hier um keine leichte Aufgabe handelte, beweist die auf zahlreichen Seiten anzutreffende vorsichtige Ausdrucksweise der Autorin: »vielleicht«, »möglicherweise«, »anzunehmender Weise«, »es scheint, als ob«. Kompliziert, wie jeder Buchautor weiß, ist auch die Untergliederung des Stoffes, die bei Marie-Ange Mailliet unvermeidlicher Weise zu Wiederholungen führt. Die Autorin entschied sich für acht Kapitel mit jeweils mehreren Unterkapiteln; 5 von ihnen betreffen vorwiegend die liberale Ära Bayerns unter König Ludwig I., der nach seiner Thronbesteigung (1825) – Metternichs Karlsbader Beschlüssen (1819) zum Trotz – (vorübergehend) die Pressezensur aufhob und mit Unterstützung des Philologen und Pädagogen Friedrich Wilhelm Thiersch eine moderne, später wieder rückgängig gemachte Universitätsreform durchführte. Nach der Pariser Julirevolution (1830) und der alsbald auch in Bayern grassierenden Revolutionsfurcht wurde aus dem einst liberalen Saulus ein konservativer, von Heine in drei »Lobgesängen auf König Ludwig« mit Ironie, wenn nicht mit Gift und Galle verspotteter Paulus.

Es gelingt der Autorin mit viel Geschick, die von Heine beobachtete Verwandlung Münchens in »Isar-Athen« unter Stararchitekten wie Leo von Klenze und Friedrich von Gärtner zu skizzieren. Der Münchner »Zeitgeist« in der Restaurationszeit (z. B. der Philhellenismus oder die häufigen Pressefehden), das Vereinswesen sowie die Heine gegenüber freundlich oder feindlich eingestellten (oder als solche wahrgenommenen) Minister, Verleger, Journalisten, Literaten (z. B. August Graf von Platen, Hans-Ferdinand von Maßmann, Wolfgang Menzel), Künstler (z. B. Peter von Cornelius, Julius Schnorr von Carolsfeld) und Universitätsprofessoren (darunter Schelling, Döllinger, Franz von Baader und Joseph von Görres) werden lebendig porträtiert. Zu Heines wohl schmerzlichsten »verlorenen Illusionen« gehörten seine Nicht-Berufung an die 1826 von Landshut nach München umgezogene Universität, ferner der sich seit etwa 1828 in Bayern immer stärker ausbreitende, bis nach Frankreich reichende, einer »Staatsreligion« gleichende politische Katholizismus und eine sich auch in Zeitschriften (»Eos«) äußernde Judenfeindlichkeit.

Zu den wichtigsten Ergebnissen dieses Buches gehören die von der Autorin unter die Lupe genommenen, impliziten oder expliziten München-Passagen in Heines Briefen, Gedichten und Prosa (z. B. die bereits erwähnten »Lobgesänge« auf Ludwig I., »Reise von

München nach Genua«; »Die Bäder von Lucca«; »Die Stadt Lucca«; »Zur Geschichte der Religion und Philosophie in Deutschland«; »Ludwig Börne«; »Lutezia« oder »Der Erz-Nachtwächter«. Mit Recht scheut Maillet nicht davor zurück, Heine immer dann zu korrigieren, wenn ihr seine auf persönliche Enttäuschungen zurückgehenden grimmig-satirischen Attacken auf München bzw. auf diese oder jene berühmte oder heute weitgehend vergessene Persönlichkeit allzu realitätsfremd erschienen.

Als Epilog sei der Rezensentin die nachstehende Anmerkung erlaubt. 2009 wird die Büste des lange Zeit »von der Parteien Gunst und Hass verwirrten«, unter den Nationalsozialisten verfeimten Dichters Heine, zuletzt auf Betreiben der Bayerischen Akademie der Schönen Künste, in die von Ludwig I. 1842 für »rühmlich ausgezeichnete Teutsche« gestiftete »Walhalla« aufgenommen werden. Für den Germanisten Dieter Borchmeyer, Präsident der Akademie, wird mit Heines Einzug in die »marmorne Schädelstätte« (so der Dichter) ein Zeichen gesetzt gegen die Wiederkehr jeglichen »Chauvinismus und Fundamentalismus nationaler, politisch-gesellschaftlicher oder religiöser Provenienz« (»Süddeutsche Zeitung« vom 9.8.2006).

Ursula E. KOCH, München

Heinrich HEINE, Nuits florentines. Précédé de Le Rabbin de Bacharach et de Extraits des mémoires de Monsieur Schnabeléwopski. Traduction et notes par Diane MEUR, Paris (Cerf) 2001, 193 p. (Bibliothèque franco-allemande), ISBN 2-204-06703-2, EUR 15,00.

Ce volume n'est qu'un élément d'une vaste entreprise mise en chantier dès le début des années 1990 autour de Michel Espagne et Michael Werner, spécialistes éminents de l'œuvre de Heine. Il s'agissait de proposer enfin un Heine complet au public cultivé français, privé de cela pratiquement depuis les dernières décennies du XIX^e s. et les »œuvres complètes« de Heine parues chez Calmann-Lévy, successeur de Michel Lévy frères, l'éditeur en 1855 à 1857 des premières »œuvres complètes« dans leur version française, avec les cinq grands ensembles des »Poèmes et Légendes«, des »Reisebilder. Tableaux de voyage«, de »De l'Allemagne«, de »De la France« et de »Lutèce«.

Il existe une différence essentielle, qui n'est pas seulement d'ordre philologique, mais, au sens large du mot, politique, entre l'entreprise en voie d'achèvement de la Bibliothèque franco-allemande et l'édition Lévy de 1855–1857. Celle-ci, en effet, prend appui, d'une part, sur la volonté plusieurs fois exprimée par Heine de livrer au public français une édition cohérente de son »œuvre française«, et, d'autre part, sur sa participation active et passionnée à la sélection et à la mise au point des textes retenus pour cette édition, alors même qu'il était paralysé depuis 1848, perpétuellement alité et cerné par la mort obsédante. Cette édition propose une »œuvre française«, ou, si on préfère, une »version française« autonome des œuvres de Heine, distincte de leur »version allemande« par les choix de publication, les titres, l'agencement interne et, bien souvent, le détail même du texte.

Cette édition de 1855–1857 repose sur un choix depuis longtemps fait et exprimé par Heine: celui d'être un »écrivain français«, reconnu comme tel par ses pairs – »naturalisé«, écrivait Sainte-Beuve – et distinct du »poète allemand des bords du Rhin« qu'il a bien sûr d'abord et toujours été, bien avant son installation à Paris au printemps 1831 et jusqu'à sa mort, à Paris encore, en février 1856. L'édition dans la Bibliothèque franco-allemande repose, elle, sur un principe tout différent: elle est une traduction en français de la »version allemande« des œuvres du poète. Elle part, implicitement au moins, du principe que cette »version allemande« constitue en quelque sorte le texte »canonique« et que la »version française« n'en est qu'une variante – une très longue et très significative variante. C'était là aussi le choix fait, à partir du début des années 1970, par l'édition savante (*historisch-kritische Ausgabe*) dite »de Düsseldorf« (DHA, Düsseldorf Heine Ausgabe, sous la dir. de Man-

fred Windfuhr), alors que l'édition publiée en RDA au même moment (HSA, Heine Säkularausgabe), en collaboration, en France, avec le CNRS, avait réservé sept volumes, les tomes XIII à XIX, aux «œuvres complètes» publiées par Michel Lévy en 1855–1857 et considérées comme une œuvre à part entière.

Ces considérations philologiques ou «littéraires» peuvent surprendre dans un compte rendu écrit pour une revue tournée vers les questions historiques. Et pourtant, la différence de perspective entre les deux entreprises, celle de l'édition Lévy, tout à la fin de la vie de Heine, et celle de la Bibliothèque franco-allemande, suppose, pour être correctement saisie, une approche de nature historique et politique de ce que l'auteur de ce compte rendu a récemment appelé la «situation franco-allemande de Heine»¹. C'est en effet la réintégration progressive et souvent difficile – que l'on songe à la très lente et très controversée attribution du nom de Heine à l'université de Düsseldorf, alors que cette appellation relevait de l'évidence – de Heine et de son œuvre, ainsi d'ailleurs que de la Jeune Allemagne et de l'ensemble du *Vormärz* dans ses composantes critiques, voire révolutionnaires, dans la conscience politique et historique des Allemands, à partir de 1949, en RDA d'abord, puis, de façon plus hésitante, en RFA, surtout à partir des «années Brandt», après quasiment un siècle de bannissement partiel ou complet, en particulier bien sûr à partir de 1933, qui a rendu possible une manière d'appropriation allemande, à la fois textuelle et contextuelle, de Heine, y compris de la composante juive de sa personnalité et de son œuvre².

Cette composante juive apparaît avec force dans le bref roman «Le Rabbin de Bacharach», ici traduit et dont la rédaction a commencé en 1824 et s'est prolongée jusqu'en 1840. Avec cette tentative romanesque, Heine a cherché, à la fois, à «fonder une littérature juive de langue allemande» (postface, p. 184), dans la ligne de l'Association pour la culture et la science juives dont il a été membre à Berlin en 1822–1823 avec Moses Moser et le juriste Eduard Gans, et à s'insérer dans la mode du roman historique inaugurée par Walter Scott. Mais ce «Rabbin» est aussi lié aux violences antisémites dans la Confédération germanique en 1819 et à l'arrêt de Frédéric-Guillaume III de Prusse, en 1822, restreignant les droits civils des Juifs, en particulier l'accès aux fonctions administratives, judiciaires et universitaires: atmosphère judéophile dans les milieux issus de la *Burschenschaft* et qui atteignent Heine étudiant à Bonn, et surtout à Göttingen; puis restrictions qui touchèrent Heine de plein fouet de 1825 à 1830, à Hambourg, Munich et Berlin, malgré sa conversion au protestantisme et son doctorat en droit à Göttingen en 1825.

Par un jeu de bascule franco-allemand intéressant à observer, cette appropriation allemande de Heine, à partir de la fin des années 1960 surtout, s'est accompagnée d'un certain dessaisissement français de Heine et de son «œuvre française», alors même que se développaient, en France et ailleurs, de savantes et parfois novatrices recherches sur cet auteur et son temps. De ce dessaisissement, l'édition en cours paraît porter la marque paradoxale, Heine tendant à apparaître, au fond, comme un écrivain de langue allemande présentant la particularité biographique, importante certes, d'un long séjour en France, de 1831 à 1856, un peu comme un Peter Handke de nos jours, et non comme ce qu'il a tout de même voulu explicitement être, pour des raisons à la fois littéraires et politiques: un écrivain double, allemand et français, créateur de deux œuvres majeures et relativement autonomes l'une par rapport à l'autre.

1 Cf. Lucien CALVIÉ, «Le Soleil de la liberté». Henri Heine (1797–1856). L'Allemagne, la France et les révolutions, Paris 2006, 312 p. (Monde germanique: histoires et cultures), en particulier: Introduction: situation franco-allemande d'Henri Heine, p. 11–37.

2 Le Congrès international Heine de Düsseldorf de 1997 à l'occasion du 200^e anniversaire de la naissance du poète, comportait une section (sur neuf) consacrée à la question juive: *Judenemanzipation als »Proberstein« der Aufklärung*, dans: *Aufklärung und Skepsis. Internationaler Heine-Kongress 1997*, sous la dir. de J. A. KRUSE, B. WITTE, K. FULLNER, Stuttgart, Weimar 1999. Cette section est quantitativement la plus importante.

Ce volume, avec la claire et précise postface de la traductrice et ses notes, a le grand mérite d'attirer l'attention sur Heine comme »romancier«, l'usage des guillemets (p. 190) soulignant ce que cette appellation peut avoir de surprenant. En effet, l'œuvre narrative de Heine – également représentée, de façon en quelque sorte embryonnaire, par certains aspects des »Reisebilder« – est parfois négligée entre les deux grands ensembles constitués par sa poésie lyrique, du »Buch der Lieder« aux poèmes politiques et satiriques des années 1840 (les »Neue Gedichte«, le »Wintermärchen« et »Atta Troll«) et par ses grands textes critiques des années 1830 sur l'Allemagne et sur la France. Et pourtant, »Schnabeléwopski«, ici également traduit, représente sans doute la contestation parodique la plus vigoureuse du roman goethéen de formation (*Bildungsroman*), ce qui ne va pas sans une mise en cause globale, nihiliste presque, du système – l'Ancien régime allemand prolongé jusqu'aux années 1830 – dont Goethe est un représentant éminent³. Quant aux trop oubliées »Nuits florentines«, la brève description des Willis qu'y donne Heine a donné à son excellent ami Théophile Gautier, qui a pu lire une première version française du texte dès le printemps 1836 dans la »Revue des Deux Mondes«, l'idée et la trame du ballet »Giselle«: nouvelle marque de la dualité fondamentale de la personne et de l'œuvre de Heine.

Lucien CALVIÉ, Toulouse

Gérald ARLETTAZ, Silvia ARLETTAZ, La Suisse et les étrangers. Immigration et formation nationale (1848–1933), Lausanne (Éditions Antipodes) 2004, 167 S., ISBN 2-940146-46-2, EUR 18,00.

Früher als in anderen europäischen Ländern wurden in der Schweiz die Fragen der Zuwanderung und Einbürgerung zu einem wichtigen innenpolitischen Thema. Mit Blick auf dieses spannungsreiche Politikfeld bieten die Autoren, durch zahlreiche Beiträge zur Migrationsforschung ausgewiesen, erheblich mehr, als der Untertitel verspricht. Den Anfang bildet eine demographisch-statistische Übersicht, gefolgt von einem Rückblick bis zu dem ephemeren Einheitsstaat der Helvetischen Republik mit einem einheitlichen helvetischen Bürgerrecht. Am Ende steht ein sorgsam wägender Ausblick auf die schweizerische Zuwanderungs- und Asylpolitik bis Ende 2002, als der Anteil der Ausländer mit ständigem Wohnsitz in der Schweiz 20,3% ausmachte (1910 waren es 11,8%).

Die etwa seit 1900 breiter gewordene öffentliche Diskussion über den einem Kleinstaat wie der Schweiz zumutbaren Ausländeranteil wird bis heute von einer spezifischen Vorgabe beeinflusst. Die schweizerische Bundesverfassung kennt kein nationales Bürgerrecht. Schweizerbürger ist, wer das Bürgerrecht einer Gemeinde und des Kantons besitzt. Diese Bindung an ein örtliches und an das Kantonsbürgerrecht hat sich als ein aus dem Ancien Régime überkommenes Prinzip der schweizerischen Gesetzgebung bis heute erhalten. Infolgedessen ist Schweizer Zuwanderungspolitik eine »Mehrebenenpolitik« mit der Schwierigkeit, die auf den unterschiedlichen Ebenen getroffenen Entscheidung zu koordinieren.

Die hier vorzustellende Untersuchung belegt eindrücklich die Verschränkung von zwei für das Selbstverständnis und Selbstbild der Schweiz konstitutiven Vorgängen. Dies war zum einen die Aneignung und Ausgestaltung des von der Bundesverfassung 1848 vorgezeichneten nationalen Raumes durch die Führungselite. Das bedeutete u. a. eine Vereinheitlichung des Rechts auf ganz unterschiedlichen Gebieten und die Institutionalisierung der dem Gesamtstaat zugewiesenen Aufgaben. Auf diese Weise erhielt der Bund ein Mitspracherecht auch in der Zuwanderungspolitik. Der zweite Vorgang lag in der Veränderung

3 Cf. Lucien CALVIÉ, *Le Soleil de la liberté* (voir note 1), chap. IV, Schnabeléwopski, parodie du roman de formation (*Bildungsroman*) goethéen, p. 115–130.

des Immigrantenprofils und der begleitenden oder folgenden Zuwanderungspolitik. Zwischen 1848 und 1880 wanderten vor allem politische Flüchtlinge zu, deren Motive und Aktionen mit den Werten des Schweizer liberalen Verfassungsstaates übereinstimmten. Nach 1880 kamen vor allem deutsche Sozialdemokraten, russische Anarchisten sowie Antimilitaristen ins Land. Ihre politischen Ideen standen nicht nur im Gegensatz zu den Regimen ihrer Heimatländer, sondern auch zum Regierungs- und Wirtschaftssystem der Schweiz. Daher galt diese Kategorie von Flüchtlingen als eine potentielle Gefahr für die Schweizer Gesellschaft, zumal sich die Verdächtigten auf zugewanderte oder einheimische Gleichgesinnte und deren Vereine stützten. Vergrößert wurde diese überschaubare Anzahl von Zuwanderern, die zum Teil den Eliten ihrer Herkunftsländer angehörten, durch den Zustrom von vertraglichen Arbeitsmigranten, vor allem aus Italien und Deutschland.

Die wachsenden Zuwandererzahlen, ab 1881 vom Eidgenössischen Amt für Statistik veröffentlicht, interpretiert und von Immigrationsgegnern instrumentalisiert, bildeten einen Nährboden für den auch in der Schweiz zunehmenden Nationalismus. Die anfänglich nur in wenigen Kantonen aufgeworfene »Fremdenfrage« gewann allmählich eine nationale Dimension. Assimilation und Einbürgerung wurden Gegenstand unterschiedlicher Konzepte konkurrierender politischen Richtungen. Gleichwohl blieb die Gewährung des Aufenthalts- und des Niederlassungsrechts bis 1914 im wesentlichen einer liberalen politischen Kultur verpflichtet. Sie fand ihr Ende in den für die Schweiz zum Teil traumatischen Erfahrungen des Ersten Weltkriegs und der ersten Nachkriegsjahre: Druck der Alliierten, Aufbrechen eines Grabens zwischen der deutschen und der französischen Schweiz, Kriegsdienstverweigerung, Zuflucht ausländischer Deserteure, die russische Revolution, soziale Unruhen mit ihrem Höhepunkt im Generalstreik von 1918 sowie die kritische Wirtschaftslage nach dem Krieg.

An die Stelle einer Politik der Assimilation durch Einbürgerung trat eine restriktive und selektive Einwanderungspolitik, die auf vier – teils objektiv gegebene, teils nur subjektiv wahrgenommene – Herausforderungen reagierte: Sicherheitsbedürfnis, wirtschaftliche Interessen, Schutz der Arbeitsplätze von Einheimischen und Kampf gegen die »Überfremdung« (eine genuin schweizerische Wortschöpfung). Den Auftakt bildete 1917 die Einrichtung der Eidgenössischen Zentralstelle für die Fremdenpolizei. Fortgesetzt wurde der »protektionistische« Kurs in den Jahren 1918 bis 1933 durch neue Rechtsvorschriften in der Bundesverfassung, in Gesetzen und Verordnungen. Der Zurückweisung von Juden im Zweiten Weltkrieg folgten in den 1970er Jahren zwei mit dem Namen James Schwarzenbach verbundene »Überfremdungsinitiativen« und seit Beginn der 1980er Jahre die Zunahme von unfreiwilligen Gewalt-, Armuts- und Umweltflüchtlingen. Die Folge war eine Ausdifferenzierung in ein Zuwanderungs- und ein Asylrecht sowie die Ablösung des Begriffs der Assimilation durch den Terminus »Integration«.

Es ist das Verdienst der Autoren, daß sie dem Leser ein für fast alle europäischen Länder (und für die Europäische Union) zentrales Politikfeld erschließen, indem sie die zugehörige Verflechtung von historischen, rechtlichen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Bezügen transparent machen. Ausgewählte Quellen (im Anhang) aus den Jahren 1881 bis 1991, d. h. von den allerersten Anfängen der schweizerischen Zuwanderungsdiskussion an, geben der gelungenen Synthese ihr volles Relief.

Reinhard SCHIFFERS, Bonn

Peter HACKER, *Die Anfänge eines eigenen Nationalbewußtseins? Eine politische Geschichte Luxemburgs von 1815–1865*, Trier (Kliomedia) 2005, 458 p., ISBN 3-89890-093-2, EUR 42,90.

Les thèses de doctorat sur l'histoire luxembourgeoise sont plutôt rares. La plupart des ouvrages qui paraissent, ne reposent pas sur un dépouillement systématique des archives, mais se limitent à la paraphrase d'anciens livres d'histoire. Dans la thèse qu'il a soumise en 2003 à l'université de Bayreuth, Hacker montre tout l'intérêt qu'un retour aux sources peut amener. Après les ouvrages d'Albert et de Christian Calmes, il n'y a guère de publications novatrices sur l'histoire politique du pays pour le XIX^e s. Or, ce livre, en utilisant différemment les sources connues et en en découvrant de nouvelles, invite à une relecture de l'histoire du grand-duché.

Sans polémiquer, Hacker révisé de nombreuses certitudes notamment pour les années passées sous l'administration belge (1830–1839). Ainsi, les Luxembourgeois se sont montrés moins favorables à l'annexion à la Belgique entre 1830 et 1839 que l'historiographie luxembourgeoise le suggère souvent. De plus, la fracture entre la partie francophone et germanophone du grand-duché semble également avoir été plus importante que les historiens luxembourgeois le laissent supposer. Pour de nombreux événements, ce livre nuance donc des affirmations, propose d'autres chronologies, renouvelle les perspectives. En ce sens, Hacker répond pleinement au sous-titre du livre »Une histoire politique du Luxembourg entre 1815–1865« et souligne les enjeux et débats historiographiques d'une analyse de cette période.

Mais le livre ne répond guère à la question posée dans le titre et qui devrait être, s'il faut en croire les ambitions affichées dans l'introduction, le fil rouge de l'ouvrage: quand et comment est né un sentiment national au Luxembourg? Depuis une vingtaine d'années, cette question est très discutée. Contrairement à l'Italie ou à l'Allemagne, le Luxembourg a d'abord existé en tant qu'État avant qu'un sentiment national ait pu se développer. La chronologie de cette genèse ainsi que les termes pour l'analyser (particularisme, nation ...) restent controversés parmi les historiens. La pondération des éléments (langue, territoire, histoire, dynastie ...) qui y ont joué un rôle, également. Or, l'auteur ne convainc guère à ce niveau. Il tient à peine compte de l'historiographie luxembourgeoise sur le sujet. Et les réflexions théoriques qui continuent à animer la recherche au niveau international, sont quasiment absentes de son travail à part quelques notes en bas de page dans l'introduction. Ceci se ressent dans sa recherche car on n'y voit pas de cohérence. Il ne fait pas une *Begriffsgeschichte* des mots »nation« et »nationalité« dans le contexte luxembourgeois. Il ne s'intéresse pas davantage à une histoire de la construction culturelle de la nation à travers l'invention d'une grammaire nationale (drapeau, langue, géographie ...). Et l'on cherche également en vain une analyse sur l'entrée de l'État grand-ducal dans la vie quotidienne des Luxembourgeois. Certes, chacune de ses approches méthodologiques est abordée mais aucune n'est approfondie. En fait, Peter Hacker se limite à relever en des situations de crise »l'opinion publique« des citoyens face au destin de l'État. Cette approche est peu satisfaisante. D'autant plus que les limites chronologiques de son étude sont mal choisies, car il a exclu de son champ de recherches deux dates importantes dans l'histoire luxembourgeoise: 1867 et 1871. Finalement, s'il aborde au moins la problématique dans la première partie, dans la deuxième, il se perd dans les méandres d'une histoire politique sans jamais plus aborder la question apparemment centrale de son livre.

L'ouvrage de Hacker laisse donc une impression de trop peu face à un sujet plutôt intéressant, le Luxembourg s'avérant être un *case study* particulièrement symptomatique de la construction d'un État-nation. Sa taille réduite nécessite justement un discours d'autant plus argumenté pour créer un sentiment national et ainsi justifier son existence. L'absence d'une problématique clairement circonscrite et inscrite dans une réflexion plus vaste sur une histoire des nations expliquent probablement ces lacunes.

Benoît MAJERUS, Luxembourg

James J. SHEEHAN, *Geschichte der deutschen Kunstmuseen. Von der fürstlichen Kunstammer bis zur modernen Sammlung*, Aus dem Amerikanischen übersetzt von Martin PFEIFFER, München (C. H. Beck) 2002, 368 S., ISBN 3-406-49511-7, EUR 34,90.

Die Geschichte des Museums zu erforschen hat in den letzten Jahrzehnten erheblich zugenommen. Die Flut von Büchern und Studien wird immer unübersichtlicher. Zu diesem ungewöhnlichen Interesse haben sicher die vielen Museumsbauten entscheidend beigetragen, die nicht zuletzt durch ihre ungewöhnliche und neuartige architektonische Gestalt die Touristenströme anziehen. Neben kunsthistorischen Untersuchungen zur Entstehung einzelner Sammlungen und der Form ihrer Inszenierung in den Bauten, entstanden viele Studien jedoch auch aus der Perspektive, die Geschichte der Institution selbst als gesellschaftliches Phänomen besser zu begreifen. Auch dieser methodisch wichtige Ansatz resultiert aus der Tatsache, daß Museen heute einen zentralen Platz im geistigen, kulturellen und gesellschaftlichen Leben einnehmen. Städte ohne Museen sind undenkbar geworden. Um diese Institution, die sich in einem sehr komplexen Prozeß über etwa drei Jahrhunderte hinweg zu einem wesentlichen Schauplatz kultureller Auseinandersetzung entwickelt hat, von ihren Ursprüngen her zu verstehen, bedarf es noch mancher Erhellung.

Kennzeichnend für dieses Forschungsgebiet ist, daß im Grunde nur interdisziplinäre Fragestellungen weiterführen. Das Interesse an der Geschichte der Kunst muß sich mit demjenigen an kulturellen, geistigen, politischen und sozialen Entwicklungen verbinden. Der umfangreiche Band des Historikers Sheehan ist ein hervorragendes Beispiel für einen gelungenen Wurf, diese unterschiedlichen Betrachtungsweisen miteinander zu verbinden. Das Werk zeichnet sich nicht nur durch diese methodische Vielseitigkeit aus, sondern erscheint auch zum richtigen Zeitpunkt. So faßt es nicht nur eine Vielzahl von Einzelstudien zu bestimmten Museen und Sammlungen zusammen, sondern legt auch eine Entwicklungsgeschichte der Institution sowie die tragenden kulturellen und kulturpolitischen Leitlinien dieses Prozesses vor.

Das Buch umfaßt den Zeitraum vom 18. bis ins frühe 20. Jh. und ist allein der deutschen Museumsgeschichte gewidmet. Man mag bedauern, daß der europäische Zusammenhang dadurch nur durch gelegentliche Hinweise gegenwärtig ist. Aber das an gebotenen und verarbeiteten Material bereits überreiche Werk, hätte bei stärkerer Berücksichtigung etwa der italienischen, französischen und englischen Museumskultur den Blick auf die deutschen Zustände wohl kaum in dieser konzentrierten und schlüssigen Weise präsentieren können.

Bei einem so umfassenden Stoff stellt bereits die Gliederung eine Herausforderung an den Autor dar. Sheehan präsentiert die Geschichte der deutschen Kunstmuseen in vier Kapiteln, die unterschiedliche Akzente setzen. Er beschreibt, wie sich im 18. Jh. aus den fürstlichen Sammlungen heraus eine der Öffentlichkeit zugängliche Institution entwickelte. Während die Entstehung der bedeutenden kurfürstlichen Sammlungen aus einem konkurrierenden Anspruch der Kurfürsten weniger betont wird, konzentriert sich der Autor auf die Wechselbeziehung zwischen Hof und Öffentlichkeit. Er stellt überzeugend heraus, daß nur auf der Grundlage der neuen ästhetischen Vorstellungen, die in den Schriften von Kant und Schiller um die Jahrhundertwende kulminieren, die institutionelle Grundlage für eine neue Gestaltung des Kunstbetriebs gesucht werden muß. Er wendet sich mit guten Gründen gegen das Modell, Öffentlichkeit und Bürgerlichkeit in dieser Epoche zu eng aufeinander zu beziehen und betont die »Durchdringung von Hof und Öffentlichkeit«. Dennoch blieben die Sammlungen, selbst wenn sie in eigens für sie errichteten Bauten untergebracht wurden, Teil der fürstlichen Repräsentation und dienten der Vergegenwärtigung der Autorität des Herrschers.

Im Gegensatz zu anderen Ländern führte in den deutschen Ländern die philosophische und kunsttheoretische Diskussion zu einer Sakralisierung der Kunst, die etwa in Frankreich oder Italien nicht auf diese Weise beobachtet werden kann. Das Ideal der Antike, insbesondere der griechischen im Sinne Winckelmanns, förderte die Vorstellung von einer Einrich-

tung als Tempelbau, die noch nicht Friedrich den Großen bei der Errichtung seiner Bildergalerie in Sanssouci, aber wohl bereits den Bau des Fridericianums in Kassel bestimmte. Der sakrale Charakter der Kunst, die nicht nur mit den Augen wahrzunehmen, sondern anzubeten ist, findet ihren literarischen Höhepunkt in Wackenroders »Herzenseergießungen eines kunstliebenden Klosterbruders«.

Dieser sehr deutschen romantischen Kunstauffassung stellt Sheehan im zweiten Kapitel das neue staatsbürgerliche Ideal entgegen, das unter der Einwirkung von Ideen, die die Französische Revolution propagierte, insbesondere in Preußen und Bayern sichtbar wird. Die Erkenntnis, daß eine Neuordnung des Staates nur durch die Bildung der Bürger gelingen könne, bestimmte die preußischen Reformer. Freiherr von Altenstein forderte, daß die Gelehrsamkeit und der Sinn für die schönen Künste zu fördern sei, um staatsbürgerliche Verantwortung zu wecken. Die Niederlage Preußens gegenüber Napoleon und der professionalisierte Kunstraub führten zu einem ganz neuen Bewußtsein, welche staatspolitische Bedeutung den Sammlungen und der Unterstützung der bildenden Künste zugewiesen werden sollte. Trotz der bereits seit dem 18. Jh. vorgetragenen Empfehlungen, ein öffentliches Kunstmuseum in Berlin einzurichten, konnte Schinkels Altes Museum, an dessen Planung Wilhelm von Humboldt einen entscheidenden Anteil hatte, erst im Jahre 1830 eingeweiht werden. Sheehan differenziert zu Recht, wenn er Klenzes Glyptothek in München, die gleichzeitig eröffnet wurde, durch die besondere Anteilnahme Ludwigs I. noch stärker in die Tradition der höfischen Kunstförderung einbindet. Beide Museen entstanden jedoch als Bildungsbauten für die Bürger, mit dem Ziel durch die Kunst ästhetisches Vergnügen mit der Entfaltung der eigenen Persönlichkeit zu verbinden, Grundlage für die Entwicklung eines staatsbürgerlichen Verantwortungsgefühls.

Mit der Eröffnung der beiden Museen in Berlin und München beginnt für Sheehan auch ein neues Kapitel der Geschichte dieser Institution, nämlich ihre Professionalisierung. Sie muß einerseits auf einer geistigen, andererseits auf einer praktischen Ebene betrachtet werden. Die Geschichte der Kunst, wie sie vor allem durch Hegels philosophische Lehre, aber auch durch die zunehmende Kennerschaft der sich entfaltenden kunsthistorischen Disziplin entwickelte, wurde immer stärker Grundlage der programmatischen Einrichtung der Museen. Sheehan richtet aber auch sein Augenmerk auf Fragen, für deren Beantwortung noch keineswegs ausreichendes Material vorliegt. Keineswegs etwa waren die Museen wie heute die ganze Woche ganztägig geöffnet. Sie waren nur einem kleinen Teil der Gesellschaft zugänglich. Ihr pädagogischer Auftrag erfüllte sich somit nur in Grenzen.

Besonders aufschlußreich und originell sind auch Sheehans Ausführungen zu den Eigentumsverhältnissen. Denn die Frage, wem die Sammlungen gehören, ob sie Staatseigentum wurden oder Privatbesitz der Fürsten blieben, wurde in den deutschen Ländern sehr unterschiedlich gelöst. Diese Frage hatte natürlich großen Einfluß auf die Unabhängigkeit einer professionellen, fachlich ausgebildeten Museumsleitung gegenüber den Interessen einer staatspolitischen Orientierung. In dem berühmten Konflikt zwischen Wilhelm II. und Hugo von Tschudi sollten im Deutschen Kaiserreich diese Machtverhältnisse nochmals ihren sichtbaren Ausdruck finden. Dieser obrigkeitliche Eingriff war umso schwerer verständlich, als das Bürgertum, nicht zuletzt durch die Stiftung der Sammlung Wagoner, an der Entstehung der Nationalgalerie entscheidenden Anteil genommen hatte.

Diese Auseinandersetzungen spielten allerdings bereits in einer Epoche, der Sheehan sein letztes Kapitel widmet, der Öffnung des Museums für die Moderne im frühen 20. Jh. eine Rolle. Für diesen Wandel wird vor allem Nietzsches Kulturkritik und seine Infragestellung der klassischen Ästhetik herangezogen. Nicht die Klassifizierung des Überkommenen, sondern die Erfahrung der eigenen Umwelt und die Suche nach einem neuen Menschenbild sei die wesentliche kulturelle Aufgabe. Der modernen Kunst, wie etwa dem Expressionismus, gelang jedoch erst nach dem Zweiten Weltkrieg die Aufnahme in die Hallen der Museen. Die Institution selbst erwies sich trotz mancher Kritik, sie würden nur die Relikte

der Vergangenheit anhäufen und dabei ihren historischen Kontext zerstören, als widerstandsfähig. Neue Formen der Museumsarchitektur in Darmstadt oder Hagen öffneten der zeitgenössischen Kunst Zugang in die Institution, stellten sie aber nicht als kulturelle Einrichtungen in Frage. Sheehans Überlegungen, daß nach den Prestigebauten des Deutschen Kaiserreichs, wie etwa dem Kaiser-Friedrich-Museum und dem Pergamonmuseum, im 20. Jh. die Monumentalität der Bauten zurückgegangen sei, könnte man angesichts zeitgenössischer Museumsbauten in Frage stellen. Überzeugend ist jedoch seine Aussage, daß die Sinnentwürfe, die die Sammlungen im Inneren der Museen präsentieren, nicht mehr an den Fassaden abgelesen werden können.

Sheehans Darstellung der Geschichte der deutschen Kunstmuseen stellt nicht nur eine Summe unseres Wissens über deren Entstehung über zwei Jahrhunderte dar. Es handelt sich vielmehr um eine nachdenkliche Studie über die Rolle dieser Einrichtung, die tief in die deutsche Kultur und ihre Geschichte eingebettet ist. Diesen Zusammenhang deutlich gemacht zu haben, ist das große Verdienst des Buches. Vergleichbare Studien dieser Intensität für andere Länder sind noch ein Desiderat. Sie könnten Aufschluß über die Ähnlichkeiten, aber auch die Unterschiede der jeweiligen nationalen Ausprägung des Museums sowie die grenzüberschreitenden Anregungen bieten, die diese Institution bis heute besonders auszeichnet.

Thomas W. GAETGENS, Paris

Quand Berlin pensait les peuples. Anthropologie, ethnologie et psychologie (1850–1890), sous la dir. de Céline TRAUTMANN-WALLER, Paris (CNRS) 2004, 248 S. (De l'Allemagne), ISBN 2-271-06203-9, EUR 27,00.

Dieser Sammelband vereint dreizehn Autoren bzw. Autorinnen, die eine überraschende, mehrfache »Häufelung« zeigen: Je zur Hälfte aus dem deutschen bzw. französischen Wissenschaftssystem hervorgegangen, ca. zur Hälfte die sogenannte bessere Hälfte der Menschheit repräsentierend, gehört die Hälfte der in Deutschland als »Mittelbau« bezeichneten Statusgruppe an. Mehr als die Hälfte der Autoren sind Philosophen oder Germanisten (bzw. *études germaniques*), während nur drei Ethnologen – alle aus Deutschland – an dieser französischen Publikation partizipierten.

Es ist die bisher wenig beachtete psychologische Dimension des sozialwissenschaftlichen Blickes im Deutschland des 19. Jhs., der sich wie ein roter Faden durch die dreizehn weitgehend personenorientierten Artikel zieht. Wenn jedoch die gut geschriebene, breite Einführung eine »omniprésence de la psychologie« (S. 18) für den abgesteckten Zeitraum behauptet, so sei daran erinnert, daß ein solcher Eindruck – der gerade aus französischer Perspektive entstehen mag – eine Ursache in der akademischen Dominanz der deutschen Philosophie hat, die nach der Mechanik des Psychischen verstärkt forschte, seitdem sich das urale philosophische Leib-Seele-Problem im materialistischen Zeitalter des Evolutionismus, Darwinismus und nicht zuletzt des Marxismus verschärfte. Mehr oder minder explizit steht die – neuerdings allgemein wieder »erinnerte« – »Völkerpsychologie« mit ihren Begründern Moritz Lazarus und Heymann Steinthal im Vordergrund, die seit 1859 die innovative »Zeitschrift für Völkerpsychologie und Sprachwissenschaft« herausgaben, die nach drei Jahrzehnten von der siegreich etablierten Disziplin der »Volkskunde« begraben wurde, im Jahr 1890, dem Beginn des Wilhelminischen Zeitalters und seinem Streben nach deutscher »Weltgeltung«. Lazarus und Steinthal, miteinander verschwägert, waren deutsche Staatsbürger jüdischen Glaubens, wie die jüdische Selbstbezeichnung seit 1869 lautete, als die staatsbürgerliche Gleichbehandlung der Konfessionen Gesetz wurde. Das Suchen der beiden Philosophen nach einem breitgefaßten »Volksgestalt«, jenseits nationaler Grenzen und hin zu einem breiten Kulturbegriff, ist nicht zu trennen von der spezifischen gesellschaftlichen Lage des deutschen Judentums in einem Land, das erst 1871 zum Nationalstaat

wurde, der wiederum sogleich einen neuen, sogenannten politischen Antisemitismus gear. Es fällt auf, daß jegliche Referenz oder Reflexion (abgesehen von wenigen, vereinzelt attributiven Sätzen sowie einem gesonderten Artikel über den jüdischen Philosophen Hermann Cohen) zum Selbstverständnis der beiden »Völkerpsychologen« als »assimilierte« Juden fehlt: Lehrten doch beide an der 1872 gegründeten Hochschule für die Wissenschaft des Judentums und exponierten sich beide im Berliner Antisemitismusstreit, was nur dem chronologischen Anhang zu entnehmen ist.

Dies vierreihige, »bunte« Datengerüst verrät neben seiner didaktischen Absicht zudem, welche zentrale Wissenschaftsfigur im Rahmen des Sammelbandes zu kurz kam: Adolf Bastian. Die Chronologie beginnt 1850 mit Bastians erster Weltreise und bricht ab 1905 mit seiner letzten Reise nach Westindien, auf der er starb. Der merkwürdige Begründer der deutschen Ethnologie war Museumsmanager, leidenschaftlicher Jäger materieller Zeugnisse der »vom Aussterben bedrohten Naturvölker«, Autor zahlloser, kaum lesbarer, von Ego manie zeugender – aber gleichwohl publizierter – Bücher, woher sein Spitzname »Dom Bombastian« herrührte. Es ist kein Zufall, daß der Artikel, der Bastian zusammen mit Robert Hartmann und Rudolf Virchow abhandelt – jenes Ärztetrio, das 1869 die Berliner Gesellschaft für Anthropologie, Ethnologie und Vor- und Frühgeschichte gründete –, von der Ethnologieprofessorin Fieder mutz-Laun verfaßt ist, die vor ca. dreißig Jahren mit einer Untersuchung über Bastians »kulturhistorischen Gedanken« promovierte. Weitgehend unbekannt geblieben ist – und auch 2004 nicht zitiert – der Aufsatz eines jung verstorbenen Ethnologen J. Ruding, der 1975 (in der Zeitschrift »Sociologus«) analysiert, warum gerade Bastians Ethnologievariante – und eben nicht eine Alternative wie die »Völkerpsychologie« – institutionalisiert bzw. »musealisiert« wurde. Daß hierbei Bastians Nähe zur kolonialpolitischen Elite eine Rolle spielte, verwundert nicht. Von diesem »contexte coloniale« spricht der an erste Stelle des Bandes positionierte Artikel (Hans VOGES) durchaus, aber nur im Hinblick auf das 1886 von Bastian gegründete Völkerkundemuseum in Berlin.

Obwohl – oder vielleicht gerade weil – der Leser weitgehend eine traditionelle Ideengeschichte vor Augen hat, hält diese faszinierende Lektüre bereit, insbesondere bei Olivier AGARD über die Frühphase des Soziologen Georg Simmel (S. 131–148), der in völkerpsychologischer Absicht den Ursprung menschlicher Sprache erforschte, und zwar anhand des Jodlers – jenes sozusagen melodisch modifizierten Urschreis germanophoner Gebirgswelt. Helga JEANBLANC (S. 77–92) behandelt – mit profunder Kenntnis des verästelten anthropologischen Rassentheoretischen Diskurses – die Polemik zwischen dem französischen Anthropologen Quatrefages und seinem deutschen Kollegen Rudolf Virchow um die Existenz einer vom Indoeuropäertum abgekoppelten »race prussienne«, ein Krieg der Köpfe, der den deutsch-französischen Krieg 1870/71 mit anderen Mitteln fortsetzte. Einen überraschenden Einblick in den anthropologischen Schädelkult bietet Sibylle BENNINGHOFF-LÜHL (S. 93–104): Rudolf Virchows Interesse am Schädel als Leitfossil wissenschaftlicher Aussage nährte sich von seiner Identifikation mit dem Geistesfürsten Goethe, der sich klammheimlich Schillers Schädel angeeignet hatte, um sich dank dieses »geheimnisvollen Gefäßes« magisch aufzuladen. Beeindruckend ist der Beitrag der Herausgeberin Céline TRAUTMANN-WALLER über die »Zeitschrift für Völkerpsychologie und Sprachwissenschaft (1859–1890): entre Volksgeist et Gesamtgeist« (S. 105–120). Erfährt man staunend, zu welchem breitem Forum interdisziplinärer Forschung Lazarus und Steinthal ihre Zeitschrift öffneten, befällt den Liebhaber des Geistes des 19. Jhs. der Wunsch, sofort in die Bibliothek zu eilen, um sich in diese wohl einmalige Zeitschrift zu versenken, der man nur recht viele Leser wünschen kann.

Cornelia ESSNER, Berlin

Maurice SAMUELS, *The Spectacular Past. Popular History and the Novel in Nineteenth-Century France*, Ithaca, London (Cornell University Press) 2004, 280 p., ISBN 0-8014-8965-2, GBP 13,50.

Kein Land stand im 19. Jh. so sehr im Banne seiner eigenen Geschichte wie Frankreich. Die Vergangenheit, nämlich die der 26 Jahre währenden Periode der Französischen Revolution und Napoleons I., beherrschte die Gedanken und Gefühle der Nachgeborenen derart, daß der Blick in die Zukunft automatisch den Umweg über die jüngere Vergangenheit nahm. Mehr noch, die Zeitgenossen hatten das Gefühl, daß die zurückliegende Epoche noch nicht wirklich abgeschlossen war, daß sie nicht enden wollte. Zeitzeugen wie Heine und Tocqueville, die einander nicht persönlich kannten, sprachen in fast identischen Worten von der immer währenden Revolution (»la révolution toujours la même«), während die jugendlichen Republikaner von 1830 in Robespierre-Westen herumliefen und Louis Bonaparte sich selbst abwechselnd als Wiedergänger Napoleons I. oder als korrigierender Vollender der Hinterlassenschaft seines Onkels betrachtete.

Das alles ist durch die historische Forschung vielfach belegt. Die großen Werke der Historiographie, von Michelets unübertroffener Revolutionsgeschichte bis zu der monumentalen Napoleon-Biographie von Thiers, bezeugen noch in ihren kritischen Distanzierungsbemühungen den narkotisierenden Duft, den die Vergangenheit verströmte. Doch diese Werke, so groß auch die Zahl ihrer Neuauflagen war, zielten auf ein bildungsbürgerliches Publikum. Wie aber stand es um das Geschichtsbewußtsein der breiten Masse? Von Heine und Börne wissen wir, daß es die Pariser nach 1830 in Scharen in die Theater zog, wo ganze Schlachten Napoleons sowie Szenen der Französischen Revolution nachgespielt wurden. Allein unmittelbar nach der Julirevolution erschienen 29 Napoleon-Stücke, dazu zahlreiche historische Romane und populäre Geschichtsdarstellungen mit Hunderten von Vignetten. Dies und mehr erfährt man bei der Lektüre der Studie des amerikanischen Literaturhistorikers Maurice Samuels, deren Titel »The Spectacular Past« man zugleich mit »Die gespielte Vergangenheit« und »Die spektakuläre Vergangenheit« übersetzen könnte.

Die Arbeit setzt mit einem Kapitel ein, das die Bebilderung der Vergangenheit anhand der Wachsfigurenkabinette sowie der Panoramen und Diaramen verfolgt: Riesigen, durch raffinierte Beleuchtung scheinbar belebten Rundbildern, mit deren Hilfe einem zahlungswilligen Publikum in den 1830er und 1840er Jahren zu der Illusion verholten wurde, sich auf dem Schauplatz einer der großen napoleonischen Schlachten zu befinden. Ein Blick auf die reich illustrierten Geschichtswerke der Epoche, allen voran die Napoleon-Biographien von Norvins oder Laurent de l'Ardèche, schließt sich an. Das interessanteste Kapitel ist das dritte, das die enorme Präsenz des Korse im Boulevard-Theater der Nach-Juli-Zeit sowie die unterschiedliche Reaktion der Zeitgenossen auf diese Napoleon-Manie untersucht. Im vierten Kapitel geht Samuels der von Walter Scott ausgelösten Blüte des historischen Roman nach, um sich dann in den beiden abschließenden Kapiteln Balzac und Stendhal zuzuwenden. Sein Fazit lautet, daß sich in den Werken dieser beiden Realisten des französischen Romans weniger eine paradigmatische Sicht des 19. Jhs. auf die Vergangenheit als vielmehr eine Kritik an der naiven Schweise der meisten Zeitgenossen auf eben diese Vergangenheit findet. Die beiden Großen der Literaturgeschichte, so Samuels, lieferten gerade kein Konterfei der Vergangenheit, wie es die Sucht der Zeitgenossen verlangte, sondern reflektieren und karikierten diese Sucht; Balzac etwa in den Novellen »Adieu« und »Le colonel Chabert« oder Stendhal in seinem Roman »Le rouge et le noir«.

Als Historiker liest man das Buch angeregt, aber zugleich unbefriedigt. Bedingt durch die literaturwissenschaftliche Fragestellung, fehlt der Arbeit die historische Prägnanz. Die häufig wiederholte Feststellung des Autors, daß in einer Art kathartischem Prozeß die Zeitgenossen sich die Vergangenheit zugleich vergegenwärtigten und sich der Distanz zu ihr vergewisserten, ist zwar richtig, gilt aber für alle Historisierungsprozesse. Die Spezifika des französischen 19. Jhs. erklärt diese Feststellung nicht. In welchen Schüben vollzog sich der

Historisierungsprozeß, welche Irrwege ging er? Wie verlief er in den verschiedenen politischen Lagern? Und vor allem: welche Teile der revolutionären und der napoleonischen Vergangenheit wurden in den verschiedenen Phasen verarbeitet, welche ausgeschieden bzw. verdrängt oder für eine spätere Verarbeitung aufbewahrt? Aus der Geschichte der französischen Linken wissen wir, daß in den vierzig Jahren von 1830 bis 1871 quasi alle Protagonisten der Französischen Revolution – mit Ausnahme Marats – ihre Wiederauferstehung in Form literarischen und politischen Nachahmungshandelns erfuhren, bis schließlich nach dem Abschluß dieser mimetischen Aneignung eine echte Historisierung einsetzen konnte. Galt ähnliches auch für die Royalisten oder für die Bonapartisten?

Es ist ungerecht, wollte man von der vorliegenden Arbeit auf solche Fragen, mit denen sich bisher nur ausgedehnte Detailstudien beschäftigt haben, eine Antwort in Form einer Gesamtschau erwarten. Das liegt schon daran, daß der Autor seinen Stoff nicht chronologisch angeht, sondern die gesamte Quellenmasse nach literarischen Gattungen gliedert. Dieses an sich legitime Verfahren wird aber spätestens da fragwürdig, wo das Korpus der untersuchten Quellen wie im Falle der Dioramen und der Wachfigurenkabinette über die Zäsur von Waterloo zurückreicht. Daß sich die Zeitgenossen vor 1815 mehr mit der ereignisreichen Gegenwart, die nach 1815 dagegen mehr mit der Vergangenheit beschäftigt haben, ist aber als Ergebnis viel zu banal. So bleibt die Untersuchung von Maurice Samuels eine Fundgrube, aus der sich die Historiker des französischen 19. Jhs. mit Gewinn zu bedienen wissen werden.

Klaus DEINET, Wuppertal

Raymond GREW, Patrick J. HARRIGAN, *L'école primaire en France au 19^e siècle. Essai d'histoire quantitative*. Traduit de l'anglais par Marie-Pierre GAVIANO, Paris (Éditions de l'EHESS) 2002, 398 p., ISBN 2-7132-1414-9, EUR 42,00.

Cet ouvrage reprend en partie des contributions et articles des auteurs dans les »Annales: économie, sociétés, civilisations, le Journal of Interdisciplinary History« et le »Journal of Modern History«. D'entrée de jeu, les auteurs définissent toute l'importance de l'instruction populaire qui figure au nombre des grands desseins que se donna le XIX^e s. Elle constitue »le fondement du progrès, socle de la vie politique et sociale, condition sine qua non de la survie d'une nation saine, indispensable au maintien de la paix sociale«.

L'importance de cette question pour les sociétés européennes du XIX^e s. se trouve alors à l'origine d'une littérature richissime, qui regorge de chiffres – évaluation du nombre d'élèves, calculs budgétaires, etc., procurant les données dont les historiens statisticiens d'aujourd'hui ont toujours besoin pour des analyses du progrès de l'instruction primaire. L'historiographie s'est vite saisie de ce thème. Les auteurs en distinguent trois étapes: depuis la seconde moitié du XIX^e s., ce sont les structures administratives, ainsi que les contraintes juridiques et statistiques qui se trouvent au centre d'intérêt des historiens. Dans les premières années du XX^e s., l'histoire de l'instruction primaire doit être révélatrice de l'histoire des enjeux de la politique nationale, avant qu'une nouvelle historiographie, depuis la Seconde Guerre mondiale, ne se penche sur le rôle de l'école primaire dans le processus de modernisation. Depuis les années 1960, l'histoire sociale considère la constitution des classes sociales comme un produit du système éducatif, avec de nouvelles approches empruntées à l'anthropologie et à la sociologie, et sous l'influence des travaux de Foucault et de la pensée du marxisme contemporain, mais aussi par les études féministes. Cette historiographie dessine alors une image assez négative de l'état de l'instruction, suite aux nombreuses résistances, aux difficultés, à un financement insuffisant, à l'origine d'un niveau assez bas, et du nombre important d'écoliers sortant prématurément des écoles sans avoir acquis les bases rudimentaires de l'enseignement. De même, cette historiographie récente a

montré comment les écoles cherchaient à inculquer les valeurs utiles à la perpétuation de l'ordre social – patriotisme, travail, goût de l'effort, respect de l'autorité, devoirs domestiques de la femme ...

Que peut donc apporter une étude supplémentaire, qui est essentiellement consacrée à l'analyse d'un unique et vaste ensemble de données, enrichi cependant par des recherches d'archives? Ces chiffres collectionnés touchent à la plupart des aspects institutionnels du primaire. Les auteurs les soumettent à des questions issues de cette vaste historiographie, et en les soumettant à une analyse informatique, ils en tirent davantage que ce qu'en attendaient leurs compilateurs. Le cadre chronologique se définit par les décennies précédant la loi Guizot de 1833, et l'année 1906, juste après la séparation de l'Église et de l'État, et l'interdiction officielle des établissements catholiques, au moment où la scolarisation approche un pic de croissance qu'on n'atteindra plus avant l'après Second Guerre mondiale.

Les auteurs se penchent alors, dans un premier chapitre, sur le taux d'équipement en écoles, avant d'analyser le taux de scolarisation dans le chapitre suivant. Le rôle de l'école catholique dans la généralisation du primaire constitue le sujet d'un autre chapitre, suivi par des chapitres sur les filles à l'école, sur les instituteurs et institutrices. Les limites de ce système éducatif mis en place au cours du XIX^e s., ainsi que son financement, finissent cette étude, à laquelle les auteurs ont encore ajouté une postface spécifique à la traduction française.

Le nombre des écoles ouvertes double donc entre 1829 et 1906, avec une croissance accélérée dès la Restauration, et de nouveau entre 1829 et 1837. L'organisation générale de l'école primaire en France prend son visage quasi définitif dès la Restauration et pendant la monarchie de Juillet. Les disparités départementales, encore très nettes dans les premières années du XIX^e s., s'estompent régulièrement, alors que les effectifs doublent entre 1837 et 1906. L'enseignement catholique y contribue efficacement. S'il est déjà bien présent à l'époque de la loi Guizot, la loi Falloux de 1850 ouvre largement les portes des écoles aux religieux. L'enseignement catholique conquiert une grande importance surtout dans les départements qui avaient un net retard à rattraper. Sous le Second Empire, les maîtres appartenant au clergé occupent une place essentielle dans un système en pleine expansion, entre autres en ouvrant des écoles destinées aux filles. Suite à la laïcisation de l'enseignement, la part des effectifs fréquentant les écoles des Frères retombe ensuite (1901) au niveau qu'elle connaissait avant la loi Falloux, et l'enseignement catholique garde toujours une position forte chez les filles.

S'il est vrai qu'il existe une véritable mauvaise volonté d'accorder l'accès à l'instruction aux filles, et qu'en 1896, 36% des communes ne possèdent toujours pas d'école de filles, les auteurs montrent cependant que ce refus se trouve en plein déclin au cours du XIX^e s. Dès 1837, la part des filles fréquentant des écoles, représentent 70% des effectifs des garçons, mais elles y restent moins longtemps. Dans la suite, les filles ne sont pas exclues de ce grand élan national en faveur de l'instruction, et les parents sont tout aussi disposés à consentir des efforts financiers et autres pour l'instruction de leurs filles. Si l'enseignement des filles devient un tel enjeu entre catholiques et républicains sous la Troisième République, écrivent les auteurs, «c'est que la plus grande partie de la société française, catholiques et anticléricaux, républicains et monarchistes, paysans et citadins, ouvriers et membres des classes moyennes, partageait la même conviction: il fallait qu'une fille allât à l'école».

Les maîtres d'école connaissent encore une très mauvaise situation sociale durant les premières décennies du XIX^e s., ce qui les contraint d'exercer un second métier, comme celui d'assistant du curé. Ils doivent aussi être catholiques et pratiquants. Le corps d'enseignants du primaire connaît une forte féminisation à partir de 1837, au début notamment à cause des religieuses. Leur situation sociale s'améliore sensiblement: leur salaire moyen de 200 Francs par an à l'époque de la loi Guizot augmente jusqu'à 800 à 900 francs sous le Second Empire, avec un net avantage pour les instituteurs enseignant en milieu urbain. L'installation des écoles normales, qui ne concerne que les garçons au début, augmente la qualité de leur

enseignement et établit un rapport direct avec l'État. Dorénavant, ceux qui sortent des écoles normales, font figure d'élite. La formation des institutrices, avec une prépondérance des religieuses, prend alors un retard. Mais le besoin énorme d'institutrices laïques sous la Troisième République a comme conséquence qu'en 1901, il y a plus de filles que de garçons pour sortir des écoles normales. Les écoles normales contribuent ainsi à faire du métier d'instituteur une profession à part entière, avec un statut institutionnel complexe qui fonde leur autorité, »pour les envoyer«, sous la Troisième République, »évangéliser toute l'étendue du territoire«. L'instruction primaire atteint ainsi dès les années 1860 les objectifs que la société lui avait fixés mais ce succès a ses victimes: le développement de la pré-scolarisation en souffre autant que l'enseignement pour adultes, ainsi que les passerelles vers les diverses formes d'études post-primaires.

Cette étude statistique s'appuie sur un fonds de données immense. Les auteurs cherchent à rendre visibles les résultats de leur enquête à travers une annexe bien riche en tableaux dont la lisibilité n'est pas toujours assurée pour un non-statisticien. Cette remarque ne doit pas cacher qu'il s'agit ici d'un ouvrage qui donne une image bien plus nuancée et moins pessimiste de l'évolution de l'instruction primaire en France, ce qui le rend dorénavant incontournable.

Robert BECK, Tours

Christoph Johannes FRANZEN, *Zivilisation und Konflikt. Die Macdonald-Affäre und das britisch-preußische Verhältnis zur Zeit der neuen Ära* (1860/61), Siegburg (Franz Schmitt) 2001, X–288 S. (Bonner Historische Forschungen, 60), ISBN 3-87710-207-7, EUR 35,00.

Am 12. September 1860 kam es auf dem Bonner Hauptbahnhof zum lebhaften Streit zwischen einem britischen Touristen, Captain MacDonald, und verschiedenen anderen Reisenden. Es ging um mehrere Sitzplätze in einem Zugabteil, die der Brite freihalten wollte, weswegen er weiteren Fahrgästen den Zutritt verweigerte. Schließlich wurde der Stationsvorsteher herbeigerufen, der wiederum den Dienst habenden Wachtmeister alarmierte, weil der Konflikt vollends zu eskalieren drohte. Am Ende wurde MacDonald verhaftet, mußte mehrere Tage im Gefängnis verbringen, bis ihn schließlich ein Gericht zu einer relativ geringen Geldbuße verurteilte. Das hier Beschriebene mutet vordergründig recht banal an, und man mag sich fragen, ob es einer ausführlicheren Behandlung, zumal in Form einer Dissertation, bedarf. Tatsächlich aber hatten die Bonner Ereignisse nicht nur erhebliche Fernwirkungen – zum einen in Form eines längeren juristischen Nachspiels, in dessen Verlauf der Fall erneut aufgerollt und gegen zusätzliche Beteiligte verhandelt wurde, sowie durch die immer stärkere Einmischung der Regierungen der durch ihre jeweiligen Staatsangehörigen involvierten Länder, Preußen und Großbritannien; zum anderen heizte sich der Zwischenfall zunehmend nationalistisch auf, weil auf beiden Seiten – der britischen wie der preußischen – die jeweils andere stereotyp verzerrt dargestellt wurde: hier die Unterstellung deutscher Rohheit und eines preußischen Polizeistaats, dort der Vorwurf englischer Arroganz und »Lümmelei«. Insofern stellte bereits ein zeitgenössischer Beobachter zutreffend fest, daß »[d]ie Macdonald'sche Affaire [...], so unbedeutend sie subjektiv erscheint, doch objektiv ein bedeutendes Symptom politischer Constellation zwischen England und Preußen, also Deutschland [ist]«.

Es ist das Verdienst von Franzen, das bisher nur teilweise aufgearbeitete Geschehen erstmals umfassend dargestellt und die Entwicklung vom alltäglichen lokalen Vorfall zur internationalen Staatsaffäre herausgearbeitet zu haben. Dabei stützt er sich auf eine breite Grundlage publizistischer Quellen – einschließlich der Redaktionsakten der auf britischer Seite tonangebenden Times – und des diplomatischen Schriftguts sowie persönlicher Nachlässe. Die Untersuchung nähert sich ihrem Sujet auf – verständlichen – Umwegen, indem sie zunächst den internationalen Hintergrund darstellt, vor dem sich die Bonner Ereignisse

abspielten und der überhaupt erst deren Eskalation verständlich macht: Dazu gehörten die Umbruchsituation des Staatensystems nach dem Krimkrieg mit der sich aus ihrer politischen Stabilität sowie ihrer ökonomischen Überlegenheit ergebenden Sonderrolle Großbritanniens ebenso wie die Tatsache, daß der französische Kaiser Napoleon III. wegen seiner revolutionären Wurzeln und seiner ambitionierten Außenpolitik in England und in Preußen gleichermaßen als Gefahr perzipiert wurde, aber auch verschiedene britisch-preußische Interessengegensätze, die die in Berlin gewünschte dauerhafte Allianz mit Großbritannien gegen die »französische Gefahr« verhinderten – trotz der engen dynastischen Bindungen zwischen britischem und preußischem Königshaus sowie der offensichtlichen Annäherung im Zeichen der liberalen »Neuen Ära«.

Im Hauptteil analysiert Franzen dann die eigentliche Entwicklung der Affäre: In einer geradezu »dichten Beschreibung« schildert er zunächst akribisch das Bonner Geschehen, dann dessen juristische Aufarbeitung und schließlich deren politisches und publizistisches Echo. Dabei arbeitet er überzeugend heraus, wie sehr »kulturelle Strukturen, kontingente Umstände und kalkuliertes Handeln« (S. 2) die Affäre eskalieren ließen: Kontingente waren insbesondere der Anlaß, der ebenso in gegenseitigen, nicht zuletzt sprachlichen Mißverständnissen der Beteiligten wie in deren jeweiliger Persönlichkeit begründet lag, aber auch in der Tatsache, daß das Ereignis in eine nachrichtenarme Zeit fiel und deshalb von der Presse vor allem in Großbritannien dankbar aufgegriffen wurde. Kalkül zeigte sich ebenfalls auf beiden Seiten: Die britische wie die preußische Regierung wollte die Krise jeweils nutzen, um ihre innenpolitische Stellung zu festigen. Zusätzlich instrumentalisierte die Regierung Palmerston die veröffentlichte Meinung im eigenen Land, um den zunehmend als bedrohlich empfundenen »Germanism« des eigenen Königshauses zu konterkarieren. Der letztlich konfliktentscheidende Faktor aber – und dies ist das eigentliche Ergebnis von Franzens Studie – war der kulturelle; er ließ das zunächst belanglose und lokal beschränkte Bonner Geschehen zum durchaus zeittypischen Konflikt zweier unterschiedlicher und unvereinbarer politischer Kulturen entarten: hier »die englische im Vollgefühl ihrer Überlegenheit, die man in der politischen und wirtschaftlichen Stellung des Lands, die ihren Höhepunkt erreicht hatte, manifestiert sah«, dort »die preußische, die in der Befürchtung eigener Unterlegenheit – nicht zuletzt als schwächster und sogar zweifelhafter Großmacht, die selbst in Deutschland den Vorrang Österreichs unwillig anerkennen mußte – in trotziger Entschiedenheit um so mehr auf geistiger Selbstständigkeit beharrte« (S. 2), wobei sich etliche der bislang eher anglophilen Liberalen besonders desillusioniert zeigten, was bereits auf spätere Bruchlinien im deutschen Liberalismus der Bismarckzeit verwies.

Der Nachweis dieses Zusammenhangs gelingt überzeugend, wenngleich Franzen ihn sicher noch hätte vertiefen können. Ebenso wäre es wünschenswert gewesen, den Konnex von Regierungshandeln einerseits und politisch-gesellschaftlichem System andererseits vor allem in Großbritannien deutlicher herauszuarbeiten. Insbesondere die Frage, welchen Einfluß der Zwang zur Rechtfertigung gegenüber Parlament und öffentlicher Meinung tatsächlich auf die Gestaltung operativer Außenpolitik hatte, hätte eine deutlichere Antwort verdient. Hinweise auf die enge Verquickung von Innen- und Außenpolitik finden sich bei Franzen durchaus – interessanterweise nicht nur für die britische, sondern auch für die preußische Seite. Systematisch verfolgt wird dieser Strang indes nicht. Dies ist auch insofern bedauerlich, als eine stärkere Erörterung der Auswirkungen des sich bereits in der ersten Hälfte des 19. Jhs. zunächst in Großbritannien langsam entwickelnden und dann zunehmend in Europa ausbreitenden »politischen Massenmarktes« (Hans Rosenberg) und der damit zusammenhängenden zunehmenden Demokratisierung auch der internationalen Politik nur noch ein weiteres Argument für die Relevanz der eben nur vordergründig banalen, tatsächlich aber hochinteressanten Macdonald-Affäre – und damit auch der vorliegenden Arbeit – geliefert hätte.

Reiner MARCOWITZ, Metz

Christian RAK, *Krieg, Nation und Konfession. Die Erfahrung des deutsch-französischen Krieges von 1870/71*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, 455 p. (Veröffentlichungen der Kommission für Zeitgeschichte, Reihe B: Forschungen, 97), ISBN 3-506-71740-5, EUR 69,00.

Rak publie la version légèrement remaniée de sa thèse rédigée sous la direction de Dieter Langewiesche – dans le cadre du groupe de recherche »Kriegserfahrungen. Krieg und Gesellschaft in der Neuzeit« financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft – et soutenue à l'université de Tübingen en 2002. Il s'est appuyé essentiellement, du côté germanique, sur les sources émanant de quelque trois cent cinquante membres du clergé protestant et du clergé catholique – en particulier des comptes rendus d'activité envoyés à la hiérarchie, des lettres, des prêches, des mémoires de guerre et des autobiographies –, un corpus complété par la presse de l'époque. Il ne s'agit donc pas d'une étude comparative entre la France et l'Allemagne comme le titre de l'ouvrage pourrait le laisser espérer mais d'une analyse détaillée de la pastorale aux armées de la Prusse, du Wurtemberg et de la Bavière pendant la guerre de 1870/71.

Ce livre est intéressant dans sa conception pour deux raisons. Premièrement, il traite de l'expérience de la guerre de 1870/71 chez les catholiques et chez les protestants, une démarche encore trop rare de la part des historiens allemands »cloisonnés« dans l'étude de l'un des deux groupes. Deuxièmement, Rak analyse l'image de la France des protestants et des catholiques allemands et leurs conceptions de la nation au moment de la fondation du Deuxième Reich alors que ces questions sont souvent étudiées avant et pendant la Première Guerre mondiale parce que les historiens estiment à juste titre que la Grande Guerre correspond à l'apogée des idées nationalistes, y compris chez les catholiques, le *Kulturkampf* ayant retardé l'intégration politique, sociale et culturelle de cette minorité dont les élites ont commencé à se fondre vraiment dans la société wilhelmienne seulement après 1890.

L'introduction est un peu décevante: d'une part, la présentation des concepts utilisés est superflue car elle ne sert qu'à affirmer des évidences en utilisant une terminologie insipide et, d'autre part, la numérotation des chapitres y est erronée puisqu'il est question de sept chapitres alors que le livre n'en a que six. Le premier chapitre présente l'organisation de la pastorale, le second explique la place de cette dernière dans les armées germaniques, le troisième analyse le sens donné à la guerre par le clergé protestant et le clergé catholique, le quatrième évoque l'image de la France véhiculée par ces derniers, le cinquième celle de la nation germanique, et le sixième relate les rapports conflictuels à l'arrière entre protestants et catholiques. Dans la conclusion, elle aussi de facture très classique, l'auteur évoque trop brièvement la manière dont les clergés protestant et catholique ont utilisé la guerre, une fois gagnée, pour légitimer la place de leur Église respective dans la société wilhelmienne. Sans remanier de fond en comble le plan de la thèse, Rak aurait pu regrouper les chapitres deux par deux (1 et 2, 3 et 4, 5 et 6) pour écourter son ouvrage dont les longueurs alourdissent la pertinence de sa démonstration.

On retiendra que protestants et catholiques affirmaient obéir à Dieu en menant une guerre sainte destinée à punir les Français impies et qu'ils utilisaient le même corpus argumentaire à une exception notable près: tandis que les premiers imputaient la décadence morale et le matérialisme des Français à la religion catholique »arriérée«, les seconds accusaient au contraire le recul de l'influence du catholicisme. Relevons un point important insuffisamment mis en exergue par Rak: son étude très fouillée alerte le lecteur sur la loyauté du clergé catholique, signe de son intégration à l'unité nationale avant le *Kulturkampf*, même si les différences régionales étaient nettement plus marquées entre catholiques qu'entre protestants. En somme, cet ouvrage confirme ce que l'on savait déjà: la guerre de 1870/71 a renforcé l'unité culturelle des protestants alors que c'est le *Kulturkampf* qui a rempli ce rôle pour les catholiques.

Marie-Emmanuelle REYTIER, Mayence

Les sources de l'histoire de la Commune de Paris et du mouvement communaliste (1864–1880). Actes de la journée d'études du 10 avril 2002 à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris, Paris (Direction des Archives de France) 2004, 104 S., ISBN 2-911601-44-0, EUR 10,00.

Den an der Geschichte der Pariser Kommune und der kommunalistischen Bewegung im weiteren Sinn interessierten Forschern wird mit dem vorliegenden Band ein Archivführer angekündigt, der ihre Arbeit mehr als erleichtern wird. Er beinhaltet die Beiträge eines Kolloquiums vom April 2002, das den Stand der Arbeit dokumentieren und Probleme diskutieren sollte. Das von den Amis de la Commune de Paris 1871 im Jahr 2001 angestoßene und federführend betriebene Projekt strebt, unterstützt von der Direction des Archives und der Stadt Paris, die Erstellung eines Archivführers an, der die Quellen zur kommunalistischen Bewegung in ganz Frankreich erfassen soll.

Zwar wurde seit den Ereignissen von 1871 viel geschrieben, vieles davon kontaminiert mit politischen Hintergedanken von links wie rechts; die 2006 in neuer Auflage erschienene Bibliographie von Robert Le Quillec zeugt davon genauso, wie von einer stetig zunehmenden Zahl von (nicht selten englischsprachigen) Publikationen und unveröffentlichten Qualifikationsarbeiten. Zugleich ist aber ein bleibender Bedarf an weiteren Studien festzustellen; es gilt dabei vornehmlich, den von den Pariser Ereignissen 1870/71 vorgegebenen zeitlichen und räumlichen Rahmen zu sprengen. Der Archivführer will erstens ermöglichen, die Vor- und Nachgeschichte der kommunalistischen Bewegung innerhalb des Zeitraums von 1864 bis 1880 näher zu beleuchten. Das Jahr 1864, als das Gründungsjahr der Association internationale des travailleurs und Jahr der Anerkennung des Koalitionsrechts im Zweiten Kaiserreich, einerseits und die Jahre 1879/80 andererseits, die die Amnestiegesetze und die Rückkehr vieler Verbannter und Exilierter brachten, wurden als Randdaten gewählt.

Zweitens sollen insbesondere die Überlieferungen in den kommunalen und departementalen Archiven, sowie private Überlieferungen erfaßt werden, um so der dezentralen Struktur der kommunalistischen Bewegung und den Kommunen der Provinz Rechnung zu tragen. Das Plädoyer für die Komplementarität verschiedener Provenienzen bei der Benutzung scheint selbstverständlich, fällt aber gerade bei der Geschichte der Kommune ins Gewicht. Besonders erschwerend wirkt nämlich das Problem der Abgrenzung von privatem und öffentlichem Archivgut: Da die siegreiche Republik die Kommunen nicht als legitime Institutionen anerkannte, wurden auch deren schriftliche Erzeugnisse von den Archivaren der Dritten Republik oft nicht als archivwürdig erkannt. Zwar wurde einiges Material von Polizei und Armee für Zwecke der Strafverfolgung gesammelt, vieles ging jedoch verloren oder gelangte in private Hände, wurde eventuell später wieder aufgekauft, konnte aber nicht mehr in die ursprünglichen archivalischen Zusammenhänge integriert werden. Manche Splitterbestände werden erst jetzt von den Behörden abgegeben, so daß Material in der Sektion des Nationalarchivs in Fontainebleau einkommt anstatt in Paris. Die Bestandsgeschichten machen also ein einheitliches Inventar ebenso notwendig, wie zum Beispiel die fortgesetzte Devolution der Bestände im Rahmen der veränderten Departementalstruktur im Großraum Paris.

Als drittes Desiderat wird von den Initiatoren die weitere Aufweitung des methodischen Zugriffs genannt. Dabei darf jedoch nicht der Eindruck entstehen, die militär- und politikgeschichtliche Seite wäre hinreichend erforscht. Deshalb soll der Archivführer Platz für methodische Diskussionen und Anregungen bieten, mit Verweisen zu bislang seltener benutzten Fonds, etwa: die Archive der Stadt Versailles (als zeitweiliger Hauptstadt), die Archive von Justiz und Gefängnisverwaltungen sowie der Überseegebiete (zur Vor- und Nachgeschichte der Deportierten, zu deren sozialer Einordnung, deren politischen oder anderen Vergehen vor 1870, deren Gnadengesuchen).

Die Frage der ausländischen sowie kirchlichen Archive wurde im vorliegenden Band leider nur gestreift, wobei neben der Wahrnehmung der Kommune in den einzelnen Ländern

insbesondere auch deren Rolle als Heimstatt von Exilierten von Interesse wäre. Auch verwundert, daß die Archive der deutschen Besatzungsmacht keine Berücksichtigung finden. Es wäre wünschenswert, wenn der Archivführer diese Bereiche zumindest summarisch abdecken könnte. Die Ziele für den geplanten Archivführer sind hoch gehängt. Im vorliegenden Band wurden die Redemanuskripte und die Wortprotokolle leider nicht bearbeitet; die Literaturangaben enthalten nur die Publikationen der Redner, ohne Bezug zum Beitrag. Eine systematische Gliederung, die sich nicht schematisch an den Typen von Archiven sondern an inhaltlichen Schwerpunkten orientiert, hätte für den Forscher heute schon den provisorischen Zugang zu manch wertvollen methodischen oder archivischen Hinweisen ermöglicht. Auch ein Index hätte bei der Erschließung helfen können. Die differenzierten, oft aber weniger analytischen denn eher ins archivalische Detail abgleitenden Beiträge (bis hin zur Beschreibung einzelner Archivserien und -bände) lassen einen hilfreichen Archivführer erwarten, welcher der Forschung zur Commune neue Impulse geben kann.

Jürgen FINGER, Augsburg

Michelle PERROT, *Les ombres de l'histoire. Crime et châtement au XIX^e siècle*, Paris (Flammarion) 2001, 427 p., ISBN 2-08-067914-7, EUR 25,00.

Perrot, connue aussi pour ses travaux sur la classe ouvrière du XIX^e siècle¹ et comme l'une des grandes animatrices de l'histoire des femmes², rassemble dans cet ouvrage ses articles publiés entre 1971 et 1995, et consacrés à la troisième grande thématique de son œuvre, le monde carcéral, la criminalité et la marginalité. Ces écrits doivent dessiner, »tels les cailloux du Petit Poucet«, une historiographie du crime et de son châtement sous forme d'emprisonnement, histoire si longtemps refoulée.

Cet ouvrage est construit en cinq parties, dont chacune est pourvue d'une brève présentation, et composée de plusieurs articles. La première partie, »Écrire l'histoire des prisons«, souligne notamment toute l'importance de l'œuvre de Michel Foucauld pour cette historiographie, dont Perrot était, et est toujours, l'une des principales animatrices de toute une école (on peut penser, à titre d'exemple, aux travaux de ses disciples Jacques-Guy Petit et Dominique Kalifa). Dans la seconde partie, »Prisons du XIX^e siècle: les théoriciens«, elle expose et analyse le discours de deux des principaux protagonistes du débat pénal en Grande-Bretagne et en France depuis la fin de l'Ancien Régime, alors que la troisième partie, »Prisons du XIX^e siècle: vie carcérale« fait entrer le lecteur dans les conditions de détention dans la France et l'Europe du XIX^e siècle. Les »Crimes« constituent le matériau de la quatrième partie, avant que l'historienne ne se penche, dans une cinquième partie, sur les »Marginaux et délinquants«: le vagabond, le prolétaire, l'enfant criminel, ou encore l'»Apache« dans le Paris de la Belle Époque.

Faire un simple compte-rendu d'un ouvrage d'une si grande richesse me semble être une telle gageure, qu'il me paraît indispensable de me concentrer sur certains points plus que sur d'autres, choix arbitraire qui ne constitue absolument pas un critère ni de leur importance ni de leur intérêt. L'objectif de cet ouvrage, Perrot le définit clairement à la fin de l'introduction: »L'obscurité nuit carcérale noie les lieux, masque les visages, englutit les vies. Écrire l'histoire des prisons, c'est modestement tenter de la dissiper pour les faire exister, les rendre visibles dans une cité qui voudrait les oublier, tout en les construisant«. Dans la partie, »Écrire l'histoire des prisons«, elle évoque d'abord toute l'importance de l'œuvre de Michel Foucauld, et notamment de »Surveiller et punir«, pour cette historiographie. Elle

1 Les ouvriers en grève, France, 1871–1890, 2 vol., Lille, Service de reproduction des thèses de l'université, 1975; La Jeunesse de la grève, France, 1871–1890, Paris 1984.

2 Avec Georges DUBY (dir.), L'Histoire des femmes, 5 vol., Paris 1991–1992.

revient alors à la conjoncture historique de la genèse de cet ouvrage: la rencontre entre l'extrême-gauche avec le monde carcéral au début des années 1970, par le biais des militants incarcérés. Les années 1970–1971 constituent alors le temps des premières luttes des gauchistes pour obtenir le statut de «prisonniers politiques». C'est dans ce mouvement que s'inscrit aussi la création du GIP (Groupe d'informations sur les prisons). Grâce à ce mouvement, les médias découvrent à leur tour la triste réalité du milieu carcéral, intérêt qui se renforce encore suite aux révoltes dans les prisons en hiver 1971/72. Le GIP cherche à restituer cette cruelle réalité à travers la parole des détenus, provoquant ainsi diverses enquêtes sur les conditions de détention, sur le rôle du suicide dans cet univers impitoyable où le droit semble être absent ... Dans le même temps, le prisonnier devient objet historique, et il sort (temporairement) des ombres et de l'oubli octroyés par la société.

La même enquête se trouve aussi à l'origine de «Surveiller et punir» en 1975, car l'observation de la prison actuelle permet à Michel Foucauld de mieux comprendre le passé. Perrot décrit ensuite sa rencontre avec le philosophe, si décisive pour son propre cheminement intellectuel. Elle ne cache pas que la publication de cet ouvrage provoque un certain malaise chez les historiens de l'époque. Ce malaise suscite finalement un riche échange, qui se trouve à son tour à l'origine d'un nouvel ouvrage, «L'impossible prison»³. La recherche historique est lancée dorénavant, entre autres par les travaux de Jacques-Guy Petit, dont l'ouvrage «Histoire des galères, bagnes et prisons, XII^e–XX^e siècle» (1991) peut être considéré comme un des premiers bilans.

Après cette première partie sur l'historiographie et la méthodologie, Perrot se tourne dans la seconde partie de l'ouvrage, «Prisons du XIX^e siècle: les théoriciens», vers Jeremy Bentham et Alexis de Tocqueville. L'Anglais Jeremy Bentham veut inventer, à la fin de l'Ancien Régime, un système carcéral qui fait peur et mal sans anéantir le corps, ce qui soulève la question comment bien doser la crainte et la souffrance. Lors d'un voyage en Russie (1785–1788) il y conçoit le projet du «Panoptique», fondé sur le principe de l'inspection centrale, de la surveillance généralisée et d'un rigoureux aménagement de l'espace pénal. Bentham, opposé à la peine de mort et à toute atteinte au corps se trouve donc à l'origine du modèle panoptique, si bien décrit par Michel Foucauld dans «Surveiller et punir». Ce modèle devient point de référence obligé de la plupart des projets en Grande-Bretagne et en France à partir des années 1820, pour s'imposer finalement. Ce modèle panoptique ne se résume pas aux seules prisons mais concerne aussi les hôpitaux et surtout les usines – peu étonnant dans ce dernier cas vu la hantise du temps perdu, pour des raisons combinées de moralité et de production, chez les créateurs du panoptique – la prison est une usine, l'usine une prison – même organisation, même architecture.

À la fin de la Restauration et au début de la monarchie de Juillet, la France connaît un grand débat autour son système pénal, avec la discussion sur l'abolition de la peine de mort. Alexis de Tocqueville, avec son ami Gustave de Beaumont y sont impliqués. Un voyage d'étude aux États-Unis les convainc des «bienfaits» de l'Amérique pénitentiaire, qui s'exprime dans la publication du «Système pénitentiaire», projet d'une prison rigoureuse et méthodique. Ils prennent aussi position dans le débat autour du système cellulaire. Tocqueville est pour la séparation nocturne des détenus dans leurs cellules solitaires, et pour leur soumission pendant le jour à un silence inviolable, ce qui implique l'interdiction de toute communication des détenus entre eux, selon le modèle de la prison américaine d'Auburn. Or, vu le fait que ce silence est imposé à l'aide du fouet dans cette prison «modèle», Tocqueville se prononce finalement pour l'isolement complet selon le modèle déjà cité de la prison américaine de Cherry Hill. Tocqueville fait ainsi partie de cette génération pour laquelle la prison, repensée et remodelée, érigée en système, doit être la tête et le cœur de la pénalité,

3 Michelle PERROT (dir.), *L'impossible prison. Recherches sur le pénitentiaire au XIX^e siècle*, Paris 1980.

génération d'ailleurs opposée au bagne et aux colonies pénales, et convaincue par l'inefficacité de la peine de mort. La première tâche de la prison est la défense de la société. La réforme morale des condamnés ne vient qu'ensuite. Tocqueville est loin du projet d'une prison vue comme un vaste instrument de régénération sociale, d'une prison pensée comme un modèle d'action, idées chères à Bentham. Tocqueville, l'anti-Bentham donc. Tocqueville veut une prison répressive, dissuasive, rigoureuse, rempart de la sécurité sociale. Par conséquent, il considère «la pitié pour les méchants» comme une «cruauté envers les bons». Son discours sur le système pénal se nourrit de nombreuses représentations de la bourgeoisie: peur de la pourriture, peur de la contagion du mal, peur de la populace, de la foule en général. La cellule solitaire réalise alors ce «désir» à la fois intimiste et hygiénique d'une «chambre à soi». Tocqueville ne propose guère d'interrogations sur les racines économiques et sociales de la délinquance – il n'offre guère d'autre solution que la répression.

Dans la partie «Prisons du XIX^e siècle: vie carcérale», Perrot s'interroge d'abord sur le silence qui englobe l'univers des détenus, et qui s'explique d'abord par l'analphabétisme des détenus, ensuite par leur honte sociale qui refoule ce témoignage, et finalement par leur volonté de faire oublier le passé – l'historien dépend donc de ce qu'on dit d'eux. Il apprend ainsi toute l'horreur que provoquent le silence et la solitude imposés par le système carcéral, générateurs de la folie – la plupart préfère le bagne à l'affreuse réclusion selon le modèle d'Auburn, prêts à aggraver leur peine pour être envoyés dans ces bagnes perçus presque comme un paradis par rapport à la prison. Quant à la révolte dans ce système, il reste encore un mystère ... Le «Compte général de l'administration de la justice criminelle», cette statistique exhaustive de la criminalité en France depuis la Restauration, et véritable miroir aussi de la société, de ces hantises, peurs ..., ce «Compte» dévoile une double obsession des élites: propriétaire et sexuelle. L'ouvrier se trouve ainsi souvent au banc des accusés. Qui serait alors étonné par le fait que la criminalité des femmes est considérée comme plus dangereuse que celles des hommes car plus contagieuse, dans ce siècle si misogyne? Et que c'est elle qui est l'instigatrice du crime commis par l'homme?

Dans la partie «Crimes», Perrot revient à l'affaire Troppmann, d'après le nom de ce jeune Alsacien qui aurait assassiné toute une famille en 1869, et qui sera guillotiné en janvier 1870. Grâce aux reportages sur cette affaire, «Le Petit Journal» devient le premier quotidien de France. Cette affaire marque, d'un côté, l'entrée de la France dans l'ère des médias de masse et de la société de masse. Mais cette affaire, notamment l'exemple d'un procès bâclé, montre aussi la faiblesse d'une justice aux structures datant souvent de l'Ancien Régime, et elle se trouve à l'origine de nombreux projets de réforme, notamment du code de procédure criminelle.

Dans la dernière partie, «Marginaux et délinquants», l'historienne brosse, entre autres, le tableau des fameux «Apaches» de la Belle Époque. Il s'agit de ces bandes des jeunes liées au Paris populaire des quartiers périphériques. Rebelles à la discipline industrielle et à la valeur suprême de la société bourgeoise que constitue le travail, ces Apaches constituent une micro-société avec sa géographie, sa hiérarchie, son langage, son code. Bien habillés, sujets aux plaisirs de la consommation, avec un mépris certain pour la femme, ils ont trois ennemis: le travail, le bourgeois et le flic. Cependant, ils sont loin d'être des révolutionnaires. Or la société réagit avec précipitation à ce défi, et la répression semble constituer (même si le discours répressif ne possède plus le monopole à leur égard), une fois de plus, le moyen idéal de maîtriser ce «fléau»: certains proposent même la flagellation pour ces jeunes – mais ce sera la Grande Guerre qui mettra un terme à ce phénomène qui en rappelle d'autres, tout à fait actuels ...

Cet ouvrage constitue donc le bilan d'une des thématiques principales de cette historienne, mais il constitue aussi une contribution capitale à l'histoire de la criminalité du XIX^e siècle, une sorte de manuel, de même qu'un ouvrage qui ouvre toujours de nombreuses pistes de recherche. Et finalement il constitue aussi une invitation à ne pas laisser

dans l'oubli une population carcérale dont les conditions de détention – plusieurs témoignages viennent de le confirmer récemment – sont toujours indignes d'une société civilisée. Et si le lecteur cherche à tirer une leçon de cette collection d'articles, alors ce serait celle que la répression dans la procédure pénale constitue une facilité du discours qui n'a jamais obtenu dans la pratique le succès escompté par ses partisans.

Robert BECK, Tours

Le milieu intellectuel conservateur en Allemagne, sa presse et ses réseaux (1890–1960). – Das konservative Intellektuellenmilieu in Deutschland, seine Presse und seine Netzwerke (1890–1960), hg. von Michel GRUNEWALD und Uwe PUSCHNER, Bern, Berlin, Brüssel u. a. (Peter Lang) 2003, 718 S. (Convergences, 27), ISBN 3-906770-16-8, EUR 81,00.

Der vorliegende Band vereint in 27 Beiträgen die wissenschaftlichen Erträge eines deutsch-französischen Kolloquiums, welches vom 4. bis 6. Dezember 2002 unter Leitung von Michel GRUNEWALD und Uwe PUSCHNER in Metz stattfand. Es handelte sich hierbei um den zweiten Teil eines aus vier Tagungen bestehenden ambitionierten Forschungsprogramms des »Centre d'étude des périodiques de langue allemande« in Metz, welches sich die Untersuchung der deutschen Intellektuellenmilieus zwischen 1890 und 1960 auf die Fahne geschrieben hat.

Programmatisch der Prämisse des Soziologen Rainer Lepsius von 1966 folgend, nach der die deutsche Gesellschaft seit etwa 1890 in ein sozialistisches, ein konservatives, ein katholisches und ein protestantisch-liberales Milieu fragmentarisch gespalten gewesen sei, wurde jedem dieser Milieus eigens eine Tagung gewidmet, 2002 sodann dem konservativen Milieu. Neben Lepsius stützt sich GRUNEWALD, besonders für die Weimarer Republik, zur Untersuchung intellektueller Milieus methodisch zudem auf das Konzept der »politischen Teilkulturen« von Detlef Lehnert und Klaus Megerle. Wohl wegen seiner Omnipräsenz und damit einhergehenden Selbstverständlichkeit in Frankreich wird jedoch der in diesem Zusammenhang so zentrale Begriff des Intellektuellen bedauerlicherweise nicht genauer definitorisch gefasst noch methodisch fruchtbar aufbereitet. Es werden auf Seite acht nur einige mögliche zu behandelnde Intellektuellen-Charakteristika und -Topoi stichwortartig aufgelistet, welche aber in den folgenden Beiträgen kaum mehr eine Rolle spielen. Dieses Desiderat mag für die Behandlung historischer französischer Intellektuellenmilieus verschmerzbar sein, jedoch kaum für die deutschen, bedenkt man etwa, daß als unmittelbare Folge des deutsch-französischen Antagonismus der Begriff des Intellektuellen, ganz besonders im konservativen Milieu, rundherum abgelehnt wurde. Grunewald scheint dagegen eher einem aus seiner Sicht pragmatischen Zugriff und sehr weit gefasstem Begriff folgen zu wollen, demgemäß eben Zeitungen und Zeitschriften als die angestammten Artikulationsorte von geistigen, sprich intellektuellen Milieus zu verstehen seien. Damit läßt sich auch schlüssig erklären, daß in dem gesamten Band politische Periodika als Untersuchungsgegenstände dominieren, wengleich der Band – durchaus plausibel – in die drei Teile »Zeitungen und Zeitschriften«, »Gruppen und Bewegungen« und »Personen« untergliedert ist.

Und so liegt eine Stärke dieses Bandes darin, daß er sich über weite Strecken wie ein »who is who« mehr oder minder konservativer Periodika der Zeit liest, welche meist von Fachleuten kenntnisreich untersucht und dargestellt werden. Nach Einführungs- und Überblicksbeiträgen von Grunewald und Axel SCHILDT zeigt Dagmar BUSSIEK etwa die personellen Verbindungen zwischen der »ultrarechten« antisemitischen preußischen »Kreuzzeitung« und der Hammerstein-Stoecker-Gruppe auf. Jürgen ANGELOW untersucht das Bild der Habsburgermonarchie in den sich elitär gerierenden »Preußischen Jahrbüchern«. Frithjof TRAPP geht in seinem Beitrag über die biedermeierlich-familiär getarnte Monatszeitschrift »Das Zwanzigste Jahrhundert«, in der Antisemitismus mit Antikapitalismus-Rhetorik ein-

herging, der Frage nach, warum die doch bekannte Mitarbeiterschaft der noch jungen Heinrich und Thomas Mann von der Forschung so lange Zeit ignoriert wurde. Philippe ALEXANDRE untersucht die preußisch-protestantische, in monarchistischer Tradition stehende »Konservative Monatsschrift«. Rolf PARR bietet eine sehr theoriegedränkte soziologische Interdiskursanalyse der Zeitschrift »Der Türmer« zwischen den Polen protestantischer Idealismus und rassistischer Nationalismus. Desweiteren folgen Beiträge über die »Süddeutschen Monatshefte«, »Deutsches Volkstum«, »Das jüdische Echo«, »Der Schild« und die »Jüdische Front«. Guido MÜLLER fragt nach der Zeitgemäßheit der konservativ-liberalen, westlich orientierten Zeitung »Rheinischer Merkur« in der Gründungsphase der Bundesrepublik und sieht u. a. in Antibolschewismus, Personalismus, liberaler Marktwirtschaft gemäß Wilhelm Röpke sowie europäischem und christlich-sozialem Föderalismus im Sinne Benedikt Schmittmanns die Kernelemente von dessen Selbstverständnis.

Im zweiten Abschnitt »Gruppen und Bewegungen« untersucht Hildegard CHÂTELLIER die »Bayreuther Blätter«, deren vielfältige Autoren sich im Wesentlichen aus dem Bayreuther Kreis und engsten Vertrauten Richard Wagners rekrutierten. Walter SCHMITZ zeigt in seinem Beitrag über den sich esoterisch-aristokratisch und elitär gerierenden George-Kreis Stefan Georges paradoxe Öffentlichkeitsstrategien für die von ihm selbst produzierte paradoxe Situation der Dichtung als weihevollen »heiligem Amt« auf. Es folgen Beiträge über die Zeitschrift »Kunstwart« und den Dürerbund (Rüdiger vom BRUCH), das lebensreformerische Organ »Der Vortrupp«, die antidemokratische, auf die Weimarer Republik zerstörerisch wirkende »Die Tat« und dessen »Tat-Kreis« (Gangolf HÜBINGER) und die nationalistischen »Alldeutschen Blätter«. Neben Aufsätzen über den »Jungdeutschen Orden«, »Der Ring« und die »Deutsche Rundschau« widmet sich Bernd-A. RUSINEK differenzierend den NS-Organen »Nationalsozialistische Monatshefte« und »Volkstum und Heimat«. Die fundierten Beiträge von Uwe PUSCHNER über die Strukturmerkmale der Völkischen Bewegung (1900–1945), von Hans-Jürgen LÜSEBRINK u. a. über den wilhelminischen Antisemitismusstreit um Heinrich von Treitschke, von Thierry SÈTE über Ernst Jüngers Verhältnis zu Frankreich und von Gilbert MERLIO über konservativen Widerstand gegen Hitler, fallen dabei durch ihren inhaltlichen Fokus und ihre Perspektive etwas aus dem Rahmen des Konzeptes dieses Bandes. Holzschnittartig ausgedrückt, schälen sich in diesem Band grundsätzlich zwei Typen von Periodika heraus: »konservative« Organe, die sich in bestimmten historischen Phasen allen antiliberal und antisozialistisch gesonnenen Autoren öffneten und solche, die stets geistiges Forum, Spiegelbild und Ausdruck eines ganz spezifischen konservativen Milieus und Zirkels blieben.

Abschließend ergibt sich als Gesamtbild, daß dieser inhaltlich in der Tat vielfältige Sammelband zahlreiche durchaus disparate Beiträge von teilweise großer Diskrepanz vereint und damit de facto einem großen Pluralismus der methodischen Ansätze und inhaltlichen Fokussierungen Raum gibt. Im Sinne eines größeren Forschungsertrages wäre es noch wünschenswert gewesen, hätten sich die Autoren auf eine einheitlichere Terminologie verständigt. Damit wären das behandelte Phänomen und das Spektrum der politischen Teilkulturen des »konservativen Milieus« (auch definitorisch) präziser zu fassen und die instruktiven Fallbeispiele fruchtbarer miteinander zu vergleichen gewesen.

Martin STRICKMANN, München

Thierry NADAU, *Itinéraires marchands du goût moderne. Produits alimentaires et modernisation rurale en France et en Allemagne (1870–1940)*, Paris (Éditions de la Maison des sciences de l'homme) 2005, 301 S., ISBN 2-7351-1064-8, EUR 22,00.

Das vorliegende Buch bietet eine Sammlung verschiedener veröffentlichter und noch unveröffentlichter Artikel bzw. Manuskripte des 1994 im Alter von 33 Jahren verstorbenen Historikers. Nadau hatte seit 1987 an seiner *thèse nouveau régime* mit dem Titel »Les formes du commerce des produits alimentaires en France et en Allemagne, 1870–1914«, betreut von Albert Broder, gearbeitet, sein früher Tod hatte jedoch deren Fertigstellung verhindert. Marie-Emmanuelle Chessel und Sandrine Kott ist es nun gelungen, gewissermaßen den wissenschaftlichen Nachlaß zu sortieren und die maßgeblichen, bereits fertigen Manuskripte Nadaus der Öffentlichkeit zu präsentieren.

Den verschiedenen Forschungen, die in diesem Band versammelt sind, ist ein zentrales Anliegen gemein, nämlich die Zerstörung des Mythos von der rückständigen, technologiefeindlichen Landwirtschaft im 19. Jh., dem »immobilisme paysan«, der vor allem die Subsistenzlandwirtschaft gekennzeichnet habe. Nadau betont vielmehr die Rolle der Kommerzialisierung bei der Verarbeitung und dem Verkauf von Lebensmitteln, die spätestens seit 1850 einsetzte und 1870 bereits zu landesweiten Vermarktungen bestimmter Produkte, z. B. der Firmen Bahlsen und Lu, führte. Natürlich profitierten Bauern und Nahrungsmittelindustrie dabei von den Transportkapazitäten der Eisenbahnen und nicht zuletzt vom hohen Zolltarif auf Importgetreide 1892. Nadau kann aber gleichfalls nachweisen, daß Landwirtschaftsverbände auch selbst die Modernisierung vorantrieben, indem sie zum Transport verderblicher Produkte noch schnellere Züge und mehr Eisenbahnlinien forderten.

Auch auf dem Gebiet der Hygiene zeigte sich die Bauernschaft sehr fortschrittlich, denn sie adaptierte nicht nur dieses universelle Prinzip des Fortschrittsglaubens im 19. Jh., sondern arbeitete gemeinsam mit dem Gesetzgeber an Methoden zur Optimierung der Lebensmittelqualität, beispielsweise durch die neuartigen Schlachthöfe wie in La Villette. Gleichmaßen übernahmen auch kleine Höfe die vom Markt geforderte Fragmentierung der Produkte, z. B. in unterschiedliche Milchsorten, Margarine und Butter etc. Produktion und Vermarktung von Nahrung bzw. Nahrungsmitteln gehorchten also der ökonomischen Rationalität. Der im Umfeld der von Jules Méline initiierten Erhöhung der Einfuhrzölle entstandene protektionistisch-agrarromantische Diskurs reflektierte deshalb, so Nadau, keineswegs die Grundhaltung der Bauernschaft, die sich, gerade im Westen und Südwesten, auf qualitativ hochwertige, für den Export bestimmte Waren wie Wein, Butter, Käse und Fleisch konzentriert habe, sondern sei eher Propaganda der konservativen Bauernverbände gewesen. An dieser Stelle ist jedoch kritisch zu bemerken, daß für eine derartige Aussage schlicht die empirischen Beweise für ganz Frankreich fehlen, gerade auch für die eher weniger exportorientierten Gegenden Lothringens, Burgunds oder des Zentralmassivs.

Das Prinzip ökonomischer Rationalität sieht Nadau auch bei der Elektrifizierung des Landes in Frankreich verwirklicht. Die Bauernschaft und die ländliche Bevölkerung auch der katholischen Gegenden seien diesem Fortschritt gegenüber sehr aufgeschlossen gewesen, wobei jedoch eine klare Unterscheidung zwischen *électricité agricole* einerseits und *électrification rurale* andererseits gemacht werden müsse. Erstere sah den Einsatz von Starkstrom in den ländlichen Betrieben vor und sollte mit Hilfe moderner Transmissionsmaschinen den Rückgang der Landarbeiter kompensieren. Dieser Ansatz scheiterte jedoch an der Weite des Landes, der Zersiedlung und der geringen Mobilität der Maschinen. Es setzten sich vielmehr Benzin-Motoren durch, die überall flexibel eingesetzt werden konnten. Im Gegensatz dazu war die in der Zwischenkriegszeit forcierte Anbindung aller französischen Haushalte auf dem Lande an ein Stromnetz erfolgreich. Der zunächst staatlich geförderten, dann 1936 verstaatlichten *électrification rurale* gelang es bis 1941 97% des Landes an ein Stromnetz anzubinden, wobei der Druck von Seiten der Bevölkerung sehr hoch war. Nadau bestätigt mit diesen Ergebnissen den von Kuisel diagnostizierten Übergang

vom Liberalismus zum dirigistischen Interventionismus in der französischen Wirtschaftspolitik der Zwischenkriegszeit.

Obwohl es der Untertitel des Buches nahelegt, sind die vergleichenden Bezüge zu Deutschland eher spärlich und systematisch überhaupt nur in dem Artikel über Landwirtschaftsunterricht in Deutschland und Frankreich 1870–1914 entwickelt. Nadau vertritt dabei die These, daß Frankreich sowohl institutionell wie auch wissenschaftlich hinter dem Deutschen Reich zurückblieb. Die universitäre Ausbildung an den – wenigen – landwirtschaftlichen Fakultäten (v. a. Versailles, Rennes, Montpellier) war nur für einige durch einen *concours* qualifizierte Studenten offen, während die viel zahlreicheren deutschen Fakultäten kaum Beschränkungen außer der Hochschulreife aufwiesen. Auch seien die deutschen Landwirtschaftsschulen, die dem französischen *enseignement secondaire* entsprachen, als fachlich ausgezeichnet und den neuesten Erkenntnissen der Wissenschaft folgend angesehen worden, während die französischen *fermes-écoles* kaum die wissenschaftlichen Erkenntnisse reflektierten, dafür aber die Schüler als billige Landarbeiter mißbrauchten. Nadau unterstreicht den fortschrittlichen Charakter des berufsorientierten Landwirtschaftsunterrichts an deutschen Schulen und Universitäten, während er der französischen Republik, trotz ihrer ruralen Propaganda, eine z. T. ideologisch begründete Rückständigkeit vorwirft. So habe die staatliche Verwaltung die existierenden privaten, d. h. katholischen Landwirtschaftsschulen eher bekämpft statt gefördert und die Notwendigkeit einer berufsorientierten Ausbildung verkannt. Stattdessen wurde auch in den Lehrplänen der staatlichen Volksschulen und der weiterführenden Schulen auf dem Land großer Wert auf die Erziehung zu einem aufgeklärten und gebildeten *citoyen* in den Vordergrund gestellt, nicht zu einem »ausgebildeten« Landwirt.

Michael HOFFMANN, Burgstetten

Karin BECKER, *Der Gourmand, der Bourgeois und der Romancier. Die französische Esskultur in Literatur und Gesellschaft des bürgerlichen Zeitalters*, Frankfurt a. M. (Klostermann) 2000, XX–754 p. (Analecta Romanica, 60), ISBN 978-3-465-03102-4, EUR 39,00.

Becker s'est fixé un but principal: analyser les liens qui existent entre la culture gastronomique de la France du XIX^e s., et entre la littérature du roman social de Balzac, Flaubert, Zola et Maupassant. L'auteur de cet ouvrage, doté d'une importante bibliographie (celle-ci occupe plus de 40 p.) poursuit alors deux objectifs: en parlant de l'interaction entre littérature et culture gastronomique, elle veut d'abord montrer les réalités historiques, discours et mentalités de la société gourmande de la bourgeoisie. Ensuite, elle veut soumettre l'œuvre romanesque de ces quatre romanciers (on regrette l'absence des Goncourt, fins observateurs de leur société) à une analyse culturelle et historique afin de connaître sous quelle forme et avec quelle intention ces romanciers représentent la culture gastronomique dans leur œuvre, et comment ils »traduisent« le discours gastronomique de leur époque dans cette même œuvre, conférant ainsi de nouvelles dimensions à ce discours.

La première partie offre ainsi une vue générale sur les fonctions biologiques, psychiques, sociales et culturelles, et les conditions de la nourriture humaine. Le lecteur trouve à la fois le mets »interdit«, la définition que chaque culture donne à ce qu'elle considère comme comestible et les facteurs culturels de cette définition – on regrette cependant l'absence du facteur religieux dans ce contexte. On se demande aussi s'il est vraiment indispensable de retourner jusqu'aux coutumes »alimentaires« des ancêtres de l'»homo sapiens« afin d'expliquer l'importance croissante de la consommation de la viande pour une étude littéraire du XIX^e s. – la viande joue un rôle bien plus important par le fait qu'elle fait souvent encore défaut sur les tables de la paysannerie et d'une partie du peuple des villes au XIX^e s., et que la consommation carnivore constitue aussi un facteur de distinction important au sein de la

bourgeoisie – les monographies de l'école de Le Play (que l'auteur évoque p. 93) auraient été une source de documentation appréciable pour une étude moins diachronique mais plus sociale de la culture gastronomique du XIX^e s. Bref, dans cette première partie – bien documentée et tout à fait intéressante en elle-même – le lecteur cherche parfois le lien avec le thème principal de cette étude, par exemple en lisant les pages sur l'anthropophagie.

La seconde constitue une analyse de la culture alimentaire et culinaire des Français au XIX^e s. Après une discussion de l'historiographie consacrée à ce thème, l'auteur décrit l'évolution de l'approvisionnement, par exemple en viande, dont la consommation connaît une véritable explosion depuis le milieu du XIX^e s. Extension de l'élevage, abattoirs, nouvelles techniques de conservation, etc. assurent ainsi le morceau de viande quasi quotidien dans les assiettes des ménages. En général, la population connaît une amélioration sensible de sa situation alimentaire grâce à l'accès à une plus grande variété de légumes et fruits, et de produits laitiers: Zola montre toute cette richesse dans »Le Ventre de Paris«. Le chemin de fer rend aussi possible la consommation de produits comme le poisson et les fruits de mer. Des produits de consommation de luxe, comme le café, le thé, le chocolat chaud, ainsi que le sucre se répandent à leur tour dans les diverses classes de la société. Intéressantes les pages qui montrent les nouveaux modes des repas: de nouvelles heures depuis la Révolution (le glissement des heures du dîner vers les heures vespérales commence cependant déjà avant la Révolution) qui installent le déjeuner à midi, le dîner le soir, tout en repoussant le souper vers minuit, ainsi que la transition du »service à la française« au »service à la russe« au milieu du XIX^e s., ou encore un souci croissant de la décoration des tables, de l'amélioration des mœurs de table. Cette partie économique, sociale et culturelle des conditions alimentaires de la France du XIX^e s. propose une vue d'ensemble de grand intérêt.

Après avoir ainsi préparé le terrain, Becker se tourne finalement vers l'essentiel de son ouvrage, l'enquête littéraire de la culture culinaire. Balzac, Flaubert, Zola et Maupassant apparaissent d'abord eux-mêmes comme »mangeurs« – l'ascèse d'un Balzac lors de ses périodes de création, (mais liée à une consommation immodérée de 40 à 60 tasses de café par jour) est interrompue par des périodes pantagruéliques du même, qui expliquent l'embonpoint considérable de ce romancier originaire de la Touraine, pays d'un Rabelais ... Ils sont tous des gourmands même si Maupassant est handicapé par sa maladie, et Zola assez tôt contraint de se soumettre à un régime assez draconien.

La construction de ce travail n'exclut pas certaines répétitions (le chapitre sur la hiérarchie sociale de la culture alimentaire reprend ainsi certains thèmes déjà développés en amont) mais offre néanmoins un tableau enrichissant des coutumes alimentaires et de leur évolution au XIX^e s. dans la littérature romanesque. Il s'agit d'une version légèrement remodelée d'une thèse d'État, soutenue à l'université de Münster en 1999, ce qui propose à la fois l'avantage d'une analyse pointilleuse, s'appuyant sur une lecture quasi exhaustive, et l'inconvénient – qu'on excuse ce terme dans ce contexte – d'être assez indigeste. Ceci n'empêche pas qu'il s'agit dorénavant d'un ouvrage incontournable pour tous ceux qui travaillent sur la culture alimentaire, culinaire et gastronomique de la France du XIX^e s.

Robert BECK, Tours

Robert Mark SPAULDING, Osthandel und Ostpolitik. German Foreign Trade Policies in Eastern Europe from Bismarck to Adenauer, New York, Oxford (Berghahn) 1997, XII–546 S., ISBN 1-57181-039-0, USD 89,00.

Die Ostpolitik der verschiedenen deutschen Staaten vom Deutschen Reich bis zur Bundesrepublik war immer von besonderen Faktoren geprägt. Insbesondere seit 1917 spielten ideologische Determinanten eine wichtige Rolle, im Kalten Krieg wirkten auch die Interessen der USA und des Westens insgesamt auf Beziehungen zwischen Deutschland

und seinen östlichen Nachbarn ein. Andererseits betrieb jeder deutsche Staat eine eigene Ostpolitik, die sich zum Teil fundamental von der seiner Vorgänger unterschied. Daß es angesichts dieses Wechselspiels von Kontinuität und Brüchen sinnvoll sein kann, diese Zeit in langfristiger Perspektive zu untersuchen, zeigt die Arbeit von Robert Mark Spaulding über den deutschen Osthandel zwischen 1870 und 1960.

Als Ostpolitik bezeichnet Spaulding zunächst die Beziehungen des Deutschen Reiches zu Rußland, ab 1918 rücken neben der entstehenden Sowjetunion auch Polen und die Tschechoslowakei in den Fokus. Im Blickpunkt der Darstellung stehen zwei zentrale Kategorien: Zum einen betrachtet Spaulding die Intensität des deutschen Handels mit Osteuropa. Dies ist die wirtschaftshistorische Seite der Arbeit. Andererseits nimmt er aber auch die politischen Hintergründe des Handels in den Blick. Dies betrifft die Frage, inwieweit der Osthandel bestimmte politische Ziele unterstützen sollte und so in ein außenpolitisches Konzept eingebunden war. Es geht in diesem Zusammenhang aber auch darum zu klären, wer in den verschiedenen politischen Regimen Außenhandelspolitik bestimmte, um die Beziehung also zwischen Außenwirtschaftspolitik und der allgemeinen Außenpolitik. Die Außenwirtschaftspolitik des Kaiserreiches gegenüber Osteuropa, so konstatiert Spaulding, war in starkem Maße durch die Berliner Regierung geprägt. Der Grund hierfür war, daß der private Sektor in bezug auf den Osthandel verschiedene Interessen vertrat und daher in seiner Einstellung gespalten war. Während die einflußreichen Agrarier im Osten Deutschlands den Import von (billigeren) Konkurrenzprodukten aus Rußland durch hohe Schutzzölle zu verhindern suchten, war die aufsteigende deutsche Industriewirtschaft gerade im Gegenteil an einer Öffnung der Märkte nach Osteuropa interessiert. Das autoritäre Regierungssystem räumte dagegen der politischen Führung des Reiches weitreichenden Handlungsspielraum ein, der auch genutzt wurde. »Prior to 1914 control over trade policy remained exclusively in the hands of the state bureaucracy, concentrated chiefly in the persons of the chancellor and the interior state secretary and executed by the Foreign Office bureaucracy« (S. 475). Die Handelsverträge mit Rußland vom 1894 und 1904 wurden daher auch vor allem auf Betreiben der Berliner Regierung geschlossen und führten dazu, daß 1913 ca. 45% der russischen Importe aus dem Reich kamen und 30% der russischen Exporte nach dort gingen, Rußland also wirtschaftlich in eine Abhängigkeit vom Deutschen Reich geriet.

Dieses Ungleichgewicht hinsichtlich der Bedeutung des bilateralen Handels setzte sich in der Zwischenkriegszeit fort, auch mit Polen und der Tschechoslowakei. Das Reich war 1929 der wichtigste Handelspartner für alle drei Staaten, diese hingegen spielten im gesamten deutschen Außenhandel nur eine geringe Rolle. Was sich aber änderte, war die Akteurskonstellation in bezug auf den Osthandel: Dank des korporativistischen Regimes der Weimarer Republik gewannen privatwirtschaftliche Akteure einen wesentlichen Einfluß auf Regierungsentscheidungen, sei es über den Reichstag oder über den direkten Einfluß auf die Regierung. Dies änderte sich kaum nach 1933. Allen ideologischen Prämissen zum Trotz war die Außenhandelspolitik des Nationalsozialismus gegenüber Osteuropa pragmatisch angelegt. Die einzige Ausnahme war der Agrarhandel. Während sich alle anderen deutschen Regierungen dem Druck der Agrarlobby nach protektionistischen Maßnahmen gegen den Import osteuropäischer Landwirtschaftsprodukte entzogen hatten, gab das NS-Regime diesem Druck nach und gewährte den deutschen Landwirten hohe Zollmauern.

Der bundesrepublikanische Osthandel zwischen 1949 und 1960 schließlich, so Spaulding, stand unter politischen Vorzeichen. Auch wenn es gerade aus der westdeutschen Industrie wiederholt den Wunsch nach einer Öffnung nach Osten gab (der von Teilen der Bundesregierung auch unterstützt wurde), stand der gesamte Osthandel doch unter dem durch den Kalten Krieg und die außenpolitisch definierte Position in der Deutschlandfrage (Hallstein-Doktrin) unter politischer Kontrolle. Hier spielte auch der Druck der USA eine Rolle, die über die sog. COCOM-Liste den Export militärisch relevanter Technologie nach Osteuropa zu verhindern versuchte.

Insgesamt liegt ein sehr klares, zum Teil direkt aus den Archivalien gearbeitetes Buch vor. Es verdeutlicht, daß der Druck der Privatwirtschaft auf eine wirtschaftliche Öffnung nach Osten um so stärker wurde, je weiter der Industrialisierungsprozeß in Deutschland voranschritt. Die industriellen Exportinteressen stießen zunächst auf den Widerstand der Landwirtschaft, dann auch zunehmend des politischen Systems, das aus verschiedenen Gründen keine ökonomischen Beziehungen nach Osteuropa wünschte. Eben dieses Spannungsverhältnis zwischen politischen und wirtschaftlichen Interessen in der langen Perspektive herausgearbeitet zu haben, ist das Hauptverdienst der Studie von Spaulding. Unklar ist, warum er nicht auf die besonders interessante Phase der sechziger und siebziger Jahre mit in die Betrachtung einbezogen hat, als Osthandel und Ostpolitik in einem neuen, besonders engen Verhältnis standen. Ein »Epilog«, der diese Zeit thematisiert, erscheint etwas knapp und vage.

Guido THIEMEYER, Siegen

Hartmut BERGHOFF, *Moderne Unternehmensgeschichte. Eine themen- und theorieorientierte Einführung*, Stuttgart (UTB) 2004, 380 p., ISBN 3-8252-2483-X, EUR 17,90.

Berghoff livre ici un précieux manuel d'introduction à l'histoire contemporaine des entreprises qui est le fruit d'une très longue expérience dans ce domaine. Ces entreprises sont les »pierres angulaires« du monde moderne. De leur aptitude à rester concurrentielles dépend l'économie et le niveau de vie des sociétés locales ou nationales. Ce sont également des acteurs politiques et elles tirent aussi les ficelles du social. Leur histoire scientifique connaît un développement rapide depuis le début des années 1990, et l'Allemagne, à cet égard, a montré le chemin.

Cet ouvrage repose sur une formulation théorique des différents aspects de l'histoire de ces entreprises. Il s'appuie cependant sur de nombreux exemples et le texte est complété par d'utiles encadrés et beaucoup d'illustrations: définitions, études de cas, textes, graphiques, gravures et documents divers. C'est donc à la fois un ouvrage théorique d'une grande rigueur tout en étant très pédagogique. L'ensemble est divisé en dix chapitres thématiques qui suivent un premier chapitre de réflexion générale sur le sens et l'usage de l'histoire des entreprises. Chaque chapitre s'achève par une bibliographie de dix à trente titres environ, pour l'approfondissement de la question traitée. On trouve en fin d'ouvrage un utile index des entreprises citées.

Après avoir discuté du sens et de l'usage de l'histoire de l'entreprise, et donc de son intérêt multiple, tant pour les économistes et les acteurs de l'entreprise, que pour la recherche historique, il présente d'abord une première approche de l'entreprise, comme moteur et actrice de l'économie. Berghoff commence par la genèse du problème, autrement dit: pourquoi les entreprises existent-elles? Il développe ainsi sur la fonction des entreprises et sur les approches théoriques proposées par les différentes écoles de l'économie. Son troisième chapitre aborde alors les changements des structures de l'entreprise au cours de l'histoire: changement d'échelle au niveau de l'entreprise comme à celui de son implantation, mise en place progressive de véritables techniques de management, mondialisation et concurrence. Le chapitre suivant est consacré aux petites et moyennes entreprises (PME), celles dont on prédisait la mort dans un monde tendant à une concentration accélérée et à la domination des firmes multinationales (FMN). Posant le problème de l'échelle de l'efficacité, l'auteur présente aussi les nouvelles PME qui ont investi les secteurs de pointe de l'économie. Les firmes multinationales font ensuite l'objet d'une réflexion théorique sur leur émergence, leur fonction et l'évolution de celle-ci.

Après avoir achevé ce tour d'horizon du paysage entrepreneurial, Berghoff aborde alors d'autres champs, et pour commencer, celui de l'entreprise comme »unité socio-culturelle«.

comme champ d'action du social. Il présente ainsi le double visage de l'entreprise, son éthique et son fonctionnement en réseaux, une forme de coopération basée sur la confiance. Autre thème majeur pour l'histoire économique des XIX^e et XX^e s., les relations entre État et économie sont examinées d'abord d'une manière générale, les entreprises et les entrepreneurs étant des acteurs politiques importants. Puis sont présentés les changements intervenus, suite à des choix politiques, dans les relations de travail, de l'économie de marché au partenariat social, tout comme dans l'entreprise au sein de son environnement local. Le huitième chapitre est consacré à l'étude sociale et culturelle de la bourgeoisie d'affaires, du mythe des élites «ouvertes» à l'évaluation du rôle des femmes, un aspect encore rarement étudié. Les deux chapitres suivants reviennent de plus près sur l'entreprise en étudiant le domaine de la production. Et tout d'abord, l'extraordinaire dynamique insufflée à l'économie occidentale par le développement technologique et par l'innovation. Avec aussi, après la phase grandiose du fordisme à tout va, la perception des «vices cachés du progrès technique» et de la production de masse. Au-delà de la production sont également analysés les principes novateurs de la commercialisation moderne et du développement de la publicité. Ce qui conduit aussi l'auteur à s'intéresser aux commerces de détails, des plus traditionnels aux nouvelles boutiques de l'e-commerce. Le onzième et dernier chapitre s'adresse plus particulièrement aux étudiants et chercheurs intéressés par l'histoire des entreprises, comme discipline universitaire dont il présente le développement depuis le début du XX^e s. Il constitue aussi un petit guide des associations et des centres d'archives pour l'histoire des entreprises, avant tout allemandes, mais aussi anglo-saxonnes. Tout ceci devra être complété car les projets en ce domaine se développent et l'action de certains associations influentes conduit à l'accès à de nombreux nouveaux fonds d'archives industrielles.

L'exercice de la recension invitant à la critique, on regrettera l'absence de toute note, absence délibérée compréhensible pour un manuel, mais lacune regrettée par le chercheur. Au final, le professeur Berghoff livre ici un manuel complet, vivant et agréable à lire, qui révèle l'ampleur des champs possibles de la recherche historique sur les entreprises et qui devrait permettre une large diffusion des avancées actuelles de cette recherche. Il s'adresse tant aux historiens qu'aux économistes: aux étudiants, il livre toutes les bases nécessaires pour s'orienter sérieusement dans ce vaste domaine de la recherche, au spécialiste il apporte des synthèses intéressantes et de nouvelles pistes. On souhaiterait vraiment trouver un équivalent en français (d'autant plus que cet ouvrage laisse une part plus que modeste aux exemples et à la bibliographie francophone). Espérons que sa lecture donnera quelques idées aux spécialistes de notre pays.

Françoise BERGER, Grenoble

Werner ABELSHAUSER (Hg.), Die BASF. Eine Unternehmensgeschichte, Munich (C. H. Beck) 2002, 763 p., ISBN 3-406-49526-5, EUR 39,90.

Ce monumental ouvrage, réalisé à partir des archives de la BASF, est exemplaire des vertus de l'histoire d'entreprise lorsqu'elle sait garder le lien entre son objet propre et l'histoire générale dans laquelle elle s'insère. Il montre que, même sur des sujets déjà abondamment traités comme par exemple les rapports entre IG Farben et le régime nazi où les travaux de Peter Hayes font autorité, des éléments originaux peuvent être apportés, des pistes nouvelles esquissées. Dirigé par W. Abelshausen, il retrace l'évolution, durant cent quarante ans, d'un groupe passé de l'horizon régional à la dimension internationale, jusqu'à devenir l'un des principaux acteurs de l'économie mondiale.

Spécialiste de l'histoire sociale et politique du Sud-Ouest de l'Allemagne au XIX^e s., Wolfgang von Hippel traite la période qui va de la fondation de la firme en 1865 au tournant du siècle. Il souligne l'absence de formation chimique du fondateur. Originaire de

Mannheim où son père est brasseur, Friedrich Engelhorn est un lanceur d'affaires qui, après avoir tenté d'introduire l'éclairage au gaz dans sa ville et exercé la profession de joaillier, fonde avec un jeune chimiste proche de Liebig, Carl Clemm, une société par actions. Près de la moitié du capital est possédée par des souscripteurs d'origines diverses: un banquier, Ladenburg, un pharmacien, Boehringer, un fabricant de vinaigre, Benckiser. Même si les noms de plusieurs d'entre eux deviendront illustres, ils ne représentent alors qu'un cercle limité à la bourgeoisie marchande des villes du Sud-Ouest de l'Allemagne. Engelhorn lui-même, qui envisage de revendre l'affaire à un consortium étranger, y voit surtout un moyen d'enrichissement personnel et semble dépourvu de vision de long terme.

Pourtant la BASF, d'abord vouée à la production d'un seul produit, l'aniline issue des goudrons de houille, prend de l'ampleur. Ses débuts sont contemporains de ceux des autres futurs grands groupes de la chimie allemande, au moment où l'alliance entre science et industrie devient l'une des clés du succès entrepreneurial. Sa chance est de trouver, dès 1867, avec Heinrich Caro, un chimiste qui la fait bénéficier de ses recherches, d'abord comme chercheur indépendant, puis comme directeur de laboratoire. En tant que membre de l'Union pour la préservation des intérêts de l'industrie chimique allemande, fondée en 1877, il obtient du Reich une législation sur les brevets favorable. Il amène à la BASF de jeunes et talentueux chimistes comme Heinrich Brunck et Carl Glaser, futurs dirigeants du groupe, les encourage à suivre la voie ouverte par Adolf von Baeyer, auteur en 1880 de la première synthèse de l'indigo. Il s'agit désormais de passer à la production industrielle: la BASF mettra dix-sept ans pour y parvenir.

Dès cette époque, apparaissent des traits annonciateurs de l'avenir: longueur des efforts consacrés à la mise au point des produits nouveaux, même si l'on est encore loin des sommets ultérieurs (6500 essais sur 2500 substances pour trouver le catalyseur nécessaire à la synthèse de l'ammoniac); concentration spatiale des fabrications sur le site de Ludwigshafen, le siège social restant à Mannheim jusqu'en 1919; souci du bien-être des salariés (une cité ouvrière dès 1871, des dispensaires et hôpitaux, une Maison commune à partir de 1900, proposant salles de restauration, espaces de jeu et de repos, bibliothèque); expansion à l'étranger, par l'exportation qui forme dès les années 1880 les trois quarts du chiffre d'affaires, l'installation d'usines (en 1878 en Russie et en France, à Neuville-sur-Saône, près de Lyon), ainsi que la signature de conventions avec les partenaires comme la Ciba, de Bâle. La croissance du chiffre d'affaires, au rythme annuel moyen de 5,8% entre 1873 et 1900, le poids grandissant dans le secteur (28% des colorants artificiels produits en Allemagne, 24% de ceux produits dans le monde), la rentabilité (une marge commerciale de 19% en moyenne) montrent l'ampleur du succès. Peut-être l'auteur de cette partie aurait-il pu montrer les parts respectives qu'y tiennent concurrence et entente. Par exemple, la signature d'une convention sur le rouge d'alizarine avec huit autres producteurs en 1881 s'accompagne d'une baisse spectaculaire des prix, passés en vingt ans de 17,5 à 6,3 Mark le kilo. Mais les liens entre les deux phénomènes ne sont guère explicités.

La deuxième contribution, couvrant les années 1900–1925, est l'œuvre de Jeffrey Allan JOHNSON, auteur de travaux sur la Kaiser Wilhelm Gesellschaft. Intitulée «La puissance de la synthèse», par allusion à la synthèse de l'ammoniac et à la fondation d'IG Farben qui clôt la période, elle met l'accent sur les problèmes politiques et sociaux. Dans la nouvelle génération de dirigeants qui émerge autour de Carl Bosch, auteur en 1911 de la synthèse industrielle de l'ammoniac selon le procédé Haber, puis président du groupe en 1919, on constate la place croissante des ingénieurs chimistes. Quatre seulement avaient rang de directeurs avant guerre. Ils sont dix-sept en 1925. Parallèlement, les relations avec le monde politique s'intensifient. Alors qu'auparavant les dirigeants de la firme n'exerçaient que des fonctions politiques locales, tel Heinrich Brunck, maire de Ludwigshafen durant quatorze années, ils nouent désormais des contacts au niveau central. Certains hommes politiques font carrière au sein du groupe, tel Hermann Warmbold qui, après avoir dirigé le ministère prussien de

l'Agriculture, devient en 1922 responsable de la division Engrais azotés. L'économie de guerre permet d'intensifier ces rapports. En 1916, la BASF obtient l'aide gouvernementale pour construire à Leuna, près de Merseburg, une usine produisant de l'ammoniac synthétique à partir de lignite, placée sous la direction de Karl Krauch. La décision répond aux vœux des militaires pour la fabrication des explosifs. Elle empêche aussi l'entrée de concurrents éventuels sur le marché. Comme l'explique Bosch au conseil de surveillance, « nous comprenons à présent l'importance qu'a notre production d'ammoniac, dans la guerre comme dans la paix. De plus, nous assurons ainsi la rentabilité du groupe pour l'avenir ».

Les problèmes sociaux s'aggravent, souvent attisés par une direction qui refuse le dialogue avec les syndicats. En 1906, la BASF subit sa première grève. Cinq ans plus tard, les usines de Ludwigshafen sont paralysées durant dix semaines. Puis, en 1919–1921, on enregistre une succession d'affrontements violents. À Leuna, les ouvriers, encadrés par le parti communiste, mènent une lutte armée qui fait 31 morts. À Oppau, près de Ludwigshafen, où la fabrication d'ammoniac de synthèse a été concentrée, une explosion accidentelle fait 561 morts en 1921. L'émotion provoquée par ce désastre débouche sur un dur conflit social. Aussi le groupe procède-t-il à des licenciements massifs, d'où l'évolution en dents de scie de ses effectifs: 8000 en 1912, 20 500 en 1922, 15 000 en 1925.

Pourtant, malgré un affaiblissement passager au lendemain de la guerre, la puissance de la BASF se redresse, tant en capacité d'innovation (108 brevets déposés en 1913, 43 seulement en 1919, mais 367 en 1925) qu'en chiffre d'affaires, devenu en 1924 3,5 fois supérieur à celui d'avant guerre. Mais un problème fondamental domine: celui de ses relations avec les autres groupes de la chimie allemande.

Le processus qui passe par la formation d'une communauté d'intérêts en 1904, puis aboutit à une fusion complète en 1925 avec la création d'IG Farben, est bien connu des historiens. Alfred Chandler y voit un exemple caractéristique de la montée en puissance des grandes organisations dans le monde managérial. Jeffrey Allan Johnson, pour sa part, insiste sur l'intérêt qu'ont trouvé les dirigeants de la BASF à une solution dont ils n'étaient pas les initiateurs, puisqu'elle a été proposée par Carl Duisberg, le président de Bayer. En 1904, grâce au Dreibund fondé avec Bayer et AGFA, ils contiennent les ambitions des concurrents dans la fabrication d'indigo synthétique. Ils répondent aussi à la hausse des prix du charbon que contrôle le Rheinisch-Westfälisches Kohlensyndikat et à la pression des industriels du textile, gros acheteurs de colorants, notamment celle des Anglais, regroupés dans la Fine cotton spinners'association. Puis, en 1916, quand la communauté d'intérêts s'étend à cinq autres partenaires, l'intérêt est aussi, pour la BASF, de préserver ses positions, grâce à l'obtention d'un statut particulier pour les profits tirés de l'ammoniac synthétique. Enfin quand, en 1925, Carl Bosch se rallie à la fusion complète, c'est le moyen de couvrir les énormes investissements nécessités par l'hydrogénation du charbon mise au point par le chimiste Matthias Pier.

Une troisième période s'ouvre, qui va de 1925 à 1952. Elle est traitée par Raymond G. STOKES, dont les travaux sur la pétrochimie allemande et le démantèlement d'IG Farben après 1945 font autorité. Il insiste sur l'ambivalence des conséquences de la fusion pour l'ancienne BASF, devenue « groupe du Rhin supérieur » à l'intérieur d'IG Farben. Les activités relèvent désormais de plusieurs divisions: Ludwigshafen (division II) est séparée d'Oppau et de Leuna (division I). La commercialisation, la comptabilité sont centralisées à Francfort, siège de l'état-major du groupe. La lourdeur des organes dirigeants devient extrême: le conseil de surveillance rassemble 55 membres, le directoire 83. Ce dernier n'est, en fait, jamais réuni par son président, Carl Bosch, qui cumule cette fonction avec la direction du « groupe du Rhin supérieur ». Pourtant, grâce aux énormes moyens financiers dont dispose le groupe, il devient possible de procéder à des investissements qui auraient été hors de portée de la seule BASF. Dès 1927, à une époque où les experts prévoient à tort le prochain épuisement des réserves mondiales de pétrole, une unité de production d'essence synthé-

tique est ouverte, mettant en œuvre le procédé d'hydrogénation de la houille. Pour en assurer la rentabilité, Carl Bosch obtient du gouvernement Brüning en 1931 le relèvement des droits de douane sur les produits pétroliers, devenus les plus élevés d'Europe. La dépendance à l'égard des décisions des pouvoirs publics est donc antérieure à 1933.

Mais ce sont bien entendu les relations avec le nazisme qui forment le cœur du propos. Stokes montre que, dans un premier temps du moins, le »groupe du Rhin supérieur« trouve peu d'avantages au nouveau régime. Le chiffre d'affaires de 1935 reste inférieur de 43% à celui de 1925. Les pertes sont massives, pour la cinquième année consécutive. Seule la mise en place de l'économie de guerre assure l'envolée ultérieure, au taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires de 18% de 1935 à 1943. Dans ce processus, les décisions obtenues du pouvoir central pèsent lourd. En 1934, celui-ci s'engage à racheter toutes les quantités d'essence synthétique produites à Leuna en cas de mévente et à garantir une rentabilité minimum de 5% du capital investi. Le processus est analogue pour le caoutchouc synthétique, produit à Schkopau, près de Leuna, avant même que ne démarre le Plan de quatre ans.

Ainsi se met en place, à partir d'une stricte logique économique et financière, l'interdépendance entre le groupe et le pouvoir nazi. Stokes estime qu'à Ludwigshafen on a vite compris que la guerre permettrait la réalisation économiquement rentable des grands projets échafaudés depuis de longues années. Tandis que Carl Krauch, placé depuis 1931 à la tête de la division I d'IG Farben, est absorbé par ses fonctions de plénipotentiaire du Reich pour l'industrie chimique, une nouvelle génération de dirigeants monte en puissance dont certains, comme Otto Ambros qui appartient à l'entourage d'Himmler, affichent leurs liens avec le régime. Mais quelles que soient leurs convictions intimes, tous participent pleinement à l'économie de guerre et partagent la responsabilité des crimes commis à cette occasion. L'ouvrage insiste à juste titre sur l'usine de Monowitz, dirigée par Otto Ambros. Edifiée à proximité d'Auschwitz à partir de 1942, elle emploie un personnel en partie d'origine concentrationnaire et fabrique le gaz Zyklon B. Les dirigeants ont-ils choisi cet emplacement à cause de la présence du camp? Savaient-ils l'usage réservé au gaz qui y était produit? Pour nuancé qu'il soit, Stokes n'en conclut pas moins sans équivoque à leur responsabilité, sinon factuelle, du moins morale, tout comme dans d'autres aspects de la conduite du groupe durant cette période, notamment l'emploi des prisonniers de guerre et le pillage des territoires conquis.

Partie intégrante du système nazi, l'ancienne BASF préserve pourtant l'avenir. Jusqu'au déclenchement des hostilités, elle entretient des liens avec les groupes étrangers, notamment avec la Standard Oil intéressée par l'hydrogénation du charbon. Une filiale commune, Standard-IG, gère les brevets. Des unités de production expérimentales sont installées, à Bâton Rouge en Louisiane, à Bayway dans le New Jersey. Interrompue – provisoirement – à partir de 1942, cette coopération avec les États-Unis jette les bases du développement ultérieur de la pétrochimie. Dans le domaine des produits nouveaux, plusieurs inventions annoncent l'avenir, comme le polyéthylène, découvert à Ludwigshafen et commercialisé, pour cette raison, sous le nom de Lupolen, d'abord utilisé comme isolant dans la construction électrique, ou comme les bandes magnétiques, qui équipent les magnétophones produits par AEG pour les besoins de la Wehrmacht.

En 1945, alors qu'à Ludwigshafen et Oppau, seuls 6% de la superficie installée restent intacts, 23 anciens dirigeants d'IG Farben sont jugés par les tribunaux américains. Certains, comme Carl Wurster, qui a désobéi aux ordres de dynamitage des installations donnés par Hitler, sont acquittés. D'autres, comme Otto Ambros, sont condamnés à l'emprisonnement, ce qui ne l'empêche pas, après sa sortie de prison, d'entamer une nouvelle carrière dans la grande industrie allemande. Globalement, la continuité domine. C'est ce que souligne Werner ABELSHAUSER, dans la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, la plus longue, celle qui va de 1952 à nos jours. Il ne peut être question, dans ces quelques lignes, que de donner un aperçu partiel de la richesse et de la densité de ses développements.

La continuité apparaît d'abord au niveau des instances dirigeantes. Elle est symbolisée par deux hommes: au directoire, Carl Wurster, entré en 1938 dans le cadre d'IG Farben, puis devenu président dans celui de la BASF à partir de 1953; au conseil de surveillance, Hermann J. Abs, représentant de la Deutsche Bank à partir de 1940, puis président en 1953, d'abord comme mandataire du gouvernement allemand, puis comme porte-parole et président de la Deutsche Bank, elle-même reconstituée. L'héritage laissé par IG Farben est manifestement pesant. Entre anciens partenaires d'IG Farben, la coopération persiste. En 1955, Hoechst, Bayer et BASF s'associent pour relancer avec l'aide de crédits publics la production de caoutchouc synthétique, souscrivant ensemble à la moitié du capital des Chemische Werke Hüls, le reste relevant de sociétés charbonnières appartenant à l'État fédéral (Hibernia) ou à des collectivités locales. Jusqu'au milieu des années 1960, où intervient ce que Abelshausen appelle la «deuxième décartellisation», la concurrence reste limitée. Bayer et Hoeschst développent ainsi leurs propres spécialités aux dépens de la BASF, par exemple les produits pharmaceutiques. La sanction ultérieure sera lourde: constatant qu'elle n'occupe dans ce domaine qu'un rang mondial négligeable, la BASF cède en 2000 sa division pharmaceutique au groupe américain Abbott Laboratories. De même, c'est seulement en 1970 que, sous la présidence de Bernard Timm, le successeur de Wurster, une réforme de l'organisation interne accorde davantage d'autonomie aux divisions, encore appelées du vieux nom de »Sparten« en usage à IG Farben. Mais la structure multidivisionnelle et décentralisée, élaborée sur les conseils du cabinet américain Mac Kinsey, ne rentre véritablement en fonctionnement qu'à partir de 1981.

Les ruptures sont cependant profondes par rapport à la période antérieure. Dans la gamme de production, les dérivés du pétrole prennent une place grandissante: produits finis aux multiples applications (polyéthylène, élastomères de synthèse, bandes magnétiques), produits intermédiaires destinés à d'autres industries (résines polyesters et polyuréthanes employées dans la fabrication des laques et vernis, nylon et perlon pour l'industrie textile). Les bases pétrochimiques nécessaires sont assurées dès 1955 par un accord de coopération conclu avec Shell qui permet l'édification du complexe de Wesseling, près de Cologne. Les relations avec les États-Unis prennent une importance grandissante, non sans de lourdes difficultés initiales. En 1958, une *joint venture* est fondée avec Dow Chemical pour l'installation de trois usines, au Texas, en Caroline du Sud et en Virginie, produisant sous brevet BASF des fibres synthétiques. Les résultats sont si décevants qu'ils mènent les deux partenaires à la rupture: Dow abandonne l'affaire, ainsi que la Phrix AG, une firme de produits synthétiques sise à Hambourg rachetée en commun en 1966, la condamnant ainsi à une faillite retentissante cinq ans plus tard. C'est finalement en acquérant des producteurs américains de taille moyenne et en misant sur ses propres forces que la BASF se fait progressivement place sur le marché américain, notamment dans le domaine des produits phyto-sanitaires.

Ce double recours à la croissance externe et à la modernisation des installations productrices contraint le groupe à employer davantage que dans le passé le crédit bancaire. Les actionnaires sont certes nombreux (226 000 en 1964) et souscrivent volontiers aux augmentations de capital. Il reste que les ressources propres n'assurent plus à la fin des années 1960 que 30% des besoins de financement, alors que la part traditionnelle atteignait au moins les deux tiers. Aussi les rapports avec les grandes banques, et notamment avec la Deutsche Bank, assurés grâce à Abs, jouent-ils un rôle décisif dans toutes les grandes opérations décidées par le groupe. Celui-ci se convertit peu à peu à une gestion moins exclusivement axée vers les problèmes techniques, davantage sensible aux impératifs de commercialisation, de protection de l'environnement, de relations humaines. Elle est mise en œuvre par une nouvelle génération de dirigeants, tel Rolf Magener, qui, ayant effectué une partie de sa carrière dans les filiales étrangères, devient membre du directoire à partir de 1962, où il est chargé des problèmes financiers.

En 1989, pour la première fois de son histoire, c'est un juriste, Jürgen Strube, et non plus un ingénieur chimiste, qui devient président du groupe. La BASF est devenue désormais une firme transnationale qui ne réalise plus en 2000 que 22% de son chiffre d'affaires en Allemagne. Le pourcentage paraît faible. Il est en fait comparable à celui qui avait été atteint dès les années 1880. La BASF diffère pourtant profondément de ce qu'elle était dans le passé. L'intérêt majeur du livre est de souligner que cette transformation s'est faite à travers des avancées, mais aussi des reculs qu'elle a connus, des succès comme des échecs, et que c'est finalement en restant fidèle à elle-même que l'entreprise est parvenue à assurer sa pérennité.

Jean-François ECK, Lille

Ulrike FELL, *Disziplin, Profession und Nation. Die Ideologie der Chemie in Frankreich vom Zweiten Kaiserreich bis in die Zwischenkriegszeit*, Leipzig (Leipziger Universitätsverlag) 2000, 384 S. (Deutsch-Französische Kulturbibliothek, 14), ISBN 3-933240-91-3, EUR 40,00.

Die vorgelegte strukturgegeschichtliche Studie der Entwicklung der Chemie in Frankreich vom Zweiten Kaiserreich bis in die 1930er Jahre sucht die gesellschaftliche Konstitution der Chemie im weiten Feld der akademischen und angewandten Tätigkeitsbereiche verbunden mit einer Analyse der sozialen Einbindung und des sozialen Prestiges der Träger dieser Disziplin darzustellen. Es gelingt Fell, diesen Komplex bezogen auf die Besonderheiten der akademischen Ausbildung und den besonderen spezifischen Bedingungen der Industrialisierung in Frankreich darzustellen. Es wird deutlich, daß die Chemie, die schon um 1800 ihre Bedeutung im Verweis auf Technologie und Rüstung zu unterstreichen suchte, letztlich nicht auf eine breite gesellschaftliche Anerkennung stieß. Das Profil der angewandten Ausbildung im Bereich der Chemie wurde von weniger prestigeträchtigen Organisationen übernommen. In den zentralisierten, auf akademische Repräsentation und Verwaltung angelegten Ausbildungseinheiten in Frankreich gelang es der vergleichsweise unsauber erscheinenden Chemie, die eben über Techniken und nicht rein über Theorie zu vermitteln war, nur schwer, ein umfassendes Sozialprestige zu erlangen. Fell weist zwar nach, daß diese Chemie dabei immer wieder auf ihr spezifisches nationales Prestige verweist und Fachvertreter dabei soweit gehen, die Chemie im Verweis auf Lavoisier und seine Nachfolger als eine spezifisch französische Disziplin darzustellen, doch ist dies eine aus der Disziplin heraus formulierte und nicht eine an die Disziplin herangetragene Sicht. Inwieweit die Chemie noch um 1900 in einer eher nachgeordneten Rolle stand, weist Fell eindringlich anhand der Rekrutierungspraxis der französischen Armee nach. Hier wurden auch führende Chemiker, ganz im Gegensatz zu Mathematikern und Vertretern anderer eher theoretisch ausgerichteten Disziplinen, als einfache Soldaten eingezogen. Erst nachdem klar geworden war, daß die chemische Industrie den Anforderungen einer modernen Rüstungsindustrie nicht nachkommen konnte, hier also dringend Innovationen einzubringen waren, und nach dem Schock des Giftgaseinsatzes durch die Deutschen, wurden die durchweg als einfache Soldaten eingezogenen Chemiker wieder von der Front abgezogen und auf Grund ihres Kenntnisprofils eingesetzt. Charakteristisch dabei ist jedoch, daß sie auch dann keine herausgehobene Stellung, etwa in Form entsprechend höherer Dienstgrade, vermittelt bekamen.

Deutlich wird hieran ein Problem der Chemie in Frankreich. Die praktisch ausgerichteten Chemiker selbst beklagten immer wieder ihre Distanz zur Industrie. Ingenieurstätigkeiten galten als zweitrangig und wurden solange auch nicht im akademischen Bereich wirklich gelehrt. Hier entstand demnach als Reaktion auf einen starr an vorgegebenen Strukturvorstellungen ausgerichteten Ausbildungsplan neben der zentralen Wissenschaftsstadt Paris eine Fülle teilweise privat getragener Ausbildungsinstitutionen, die jedoch kaum standardisierte Ausbildungsgänge vermitteln konnten. Überhaupt gab die Gleichung »reine Wissen-

schaft – Paris« – verbunden mit dem entsprechenden sozialen Prestige innerhalb der Wissenschaftlergemeinschaft – »und angewandte Chemie in der Provinz« kaum eine Grundlage für ein nachhaltiges Modernisierungskonzept der chemischen Ausbildung. Insofern verblieben die im Bereich der französischen Chemie immer wieder neu formulierten Vergleiche mit der ganz anders gearteten Situation in Deutschland eben nur bei der Klage, ohne wirklich greifbare Konsequenzen zu zeitigen.

Dieser Aspekt gibt gerade mit Blick auf die umfassende Bedeutung der chemischen Industrien und deren zugleich aber doch auch wieder vergleichsweise innovationsresistenten Ausbau im Laufe des 19. Jhs. wichtiges Material an die Hand. Sind etwa die Solvay-Industrien und deren doch wenig flexible Produktpalette vor dem Hintergrund dieser Ausbildungs- und Prestigemisere in neuer Weise zu gewichten? Wenn erst Ende der 1890er Jahre überhaupt universitäre Ingenieursdiplome verliehen werden konnten, so zeigt sich die Ausbildungspraxis in Frankreich doch vergleichsweise starr und im Vergleich zur deutschen Situation kaum dem Eigenbild der sich gerade mit dem potenziellen Anwendungsbezug gegenüber den *humanities* absetzenden *sciences* entsprechend.

Schon diese Skizze einer spezifischen Genese der französischen nationalen Wissenschaftskultur der Chemie macht die vorliegende Studie bedeutsam, die nun aber nicht vor dem Ersten Weltkrieg aussetzt, sondern vielmehr dessen Bedeutung für die Neuformierung der Chemie in Frankreich zu Beginn des 20. Jhs. zu bewerten sucht. Wie schon formuliert, kam der erste Weltkrieg in Bezug auf die Nutzung der chemischen Techniken für die Franzosen überraschend. Die Chemie war mitnichten auf den Bereich Rüstung eingestellt, die Defizite in der französischen Farbenindustrie gegenüber den deutschen Konkurrenten, deren Verfahren leicht auf Rüstungsproduktion umgestellt werden konnten, waren nur mühsam zu überwinden.

Zwar war schon in der Französischen Republik und später unter Napoleon die kriegstechnische Bedeutung der Chemie erkannt und von den Fachvertretern zur Profilierung der eigenen Bedeutung genutzt worden. Dennoch gelang es aber in Frankreich bis in das beginnende 20. Jh. nicht, die angewandte Chemie wirklich hoffähig zu machen. Wie Fell aufweist, wirkte die Neuorganisation der Wissenschaft in der Französischen Revolution mit der damit verbundenen Zentralisierung von Ausbildungsstrukturen für den Ausbau einer effizienten und gegenüber den Neuerungen der Gesellschaft des 19. Jhs. offenen Chemie eher hinderlich. blieb eine reine Chemie so doch von den anwendungsorientierten Ausbildungsbereichen von vornherein weitgehend getrennt. Erste Versuche einer auf die Anwendungsgebiete hin bezogenen Ausbildung wurden dann auch parallel und weitgehend unkoordiniert, zum Teil in Privatinitiativen, gestartet, was im Effekt die Professionalisierung einer anwendungsorientierten Chemie verschleppte. So dauerte es bis in das endende 19. Jh., bevor die universitäre Chemie eine dem deutschen Ingenieur vergleichbare Ausbildungspraxis etablieren konnte.

Die von Fell aufgewiesenen Versuche der Chemie, die spezifischen französischen Leistungen einer Chemie zu deren sozialer Profilierung zu nutzen, sind im großen und ganzen Eigenreflexionen der Chemie. Auch im Ersten Weltkrieg wird unter dem Zwang der neuen Notwendigkeiten zwar eine Praxisorientierung der Chemie forciert, aber keineswegs im Gesamtbestand der akademischen/universitären und der industriegetragenen Chemie abgeglichen. Fell kann im letzten Abschnitt ihrer Studie die Entwicklung nach 1917 anhand der Genese der strukturellen Repräsentation der Chemie in einer anwendungsorientierten *Société chimique industrielle* und einer dieser gegenüberstehenden traditionellen *Société chimique de la France* nachzeichnen. Letztere erhob den Anspruch, die Chemie in Frankreich umfassend zu repräsentieren, grenzte aber anwendungsorientierte Forschung aus und reflektierte so in ihrem Aufbau die Struktur des Ausbildungsgefüges der französischen Chemie. Erst 1917 wird, unter den Notwendigkeiten des Krieges, über die benannte *Société chimique industrielle* eine schlagkräftige, auch die anwendungsbezogene

Forschung repräsentierende Gesellschaft gegründet, die aber von vornherein politisiert erscheint. Daß dann gerade diese unter dem Programm nationaler Ideologie gegründeten chemische Sozietät im Vichy-Frankreich kollaboriert, deutet Fell nur an, da sie mit ihrer Quellenstudie Ende der 1930er Jahre schließt. Das letzte große Ereignis einer nationalen Repräsentation der Chemie war in diesen Jahren das von Fell ausführlich dargestellte Programm einer nationalen Präsentation der Chemie in einem eigenen Gebäude, in dem dann auch alle Fachgesellschaften repräsentiert sein sollten. Die sehr zögerliche und widersprüchliche Geschichte der Gründung dieses Hauses zeigt auf, wie sich nach 1930 die Chemie in Frankreich organisierte. Deutlich werden die Spannungen einer ökonomisch ausgerichteten Chemie, die mit industrieller Unterstützung einer vergleichsweise armen, auf eine große Tradition zurückweisend, im eigentlichen Sinne akademischen Chemie gegenüberstand. Es wird deutlich, wie auch im Bereich der Chemie Frankreichs letztlich die national, ökonomisch ausgerichtete Partei den Sieg davontrug. Es wird aber auch deutlich, daß die hier nachgezeichneten Diskussionen auch nach den Erfahrungen des ersten Weltkrieges eher kleinkariert bleiben. Die Chemie erfährt in Frankreich auch nach 1918 keine umfassende strukturelle und inhaltliche Revision. Die vorhandenen Strukturen waren denn auch nur begrenzt in der Lage, die Dynamik der Wissenschaftsentwicklung im Bereich der Chemie weiter zu tragen.

Die speziellen Formen der französischen Wissenschaftsförderung gewinnen vor diesem Hintergrund dann noch einmal Interesse. Die Abtrennung von Forschung und Lehre führte sehr bald zu einer Zementierung tradierter Strukturen.

Gerade in Blick auf eine eingehende Revision der europäischen Wissenschaftsstrukturen im Vorfeld der jetzigen umfassenden und normierenden Reorganisation der Ausbildungsstrukturen hat eine derart detaillierte Studie, wie die von Fell eben nicht nur für die Deskription vormaliger Vorgänge, sondern für ein eingehendes Verständnis des Potenzials und der Perspektiven der europäischen Wissenschaftslandschaft Bedeutung. Diese sehr klar geschriebene, den Horizont einer gesellschaftlichen Einbindung und Bewertung einer naturwissenschaftlichen Disziplin zwischen den 1830er und 1930er Jahren nachzeichnende Studie verdient nachhaltiges Interesse, auch über den Bereich der Wissenschaftsgeschichte hinaus. In Konfrontation mit der doch anders gearteten deutschen Situation wird dabei auch deutlich, inwieweit verschiedene nationale Profilierungen der europäischen Wissenschaftskulturen um 1900 nachzuzeichnen sind.

Olaf BREIDBACH, Jena

Adel und Moderne. Deutschland im europäischen Vergleich im 19. und 20. Jahrhundert, hg. von Eckart CONZE und Monika WIENFORT, Cologne, Weimar, Vienne (Böhlau) 2004, VI-354 p., ISBN 3-412-18603-1, EUR 39,90.

Les recherches sur l'histoire de l'aristocratie allemande jusqu'au XVIII^e s. ont fait l'objet d'un certain nombre de travaux, alors que les XIX^e et XX^e s. sont explorés depuis une dizaine d'années seulement. Dans une première partie une étude comparative dans quelques grands pays européens nous emmène d'abord en Toscane sous la »monarchie bureaucratique« (1800-1860), où les familles patriciennes perdent peu à peu de leur importance, malgré une forte implication sur le plan économique et s'amalgament aux familles de la grande bourgeoisie pour former, selon une expression florentine, une »aristocratie terrienne de la finance«. L'aristocratie britannique, elle, connut un déclin brutal dans la première moitié du XX^e s., puis une lente renaissance à partir des années 1950, en remettant en valeur ses terres, en restaurant ses châteaux, devenus accessibles au grand public. Elle a repris sa vigueur, car elle n'a pas hésité à se mélanger à la rotture. Les codes de l'aristocratie néerlandaise, noblesse de robe bien plus que noblesse de l'épée, ressemblent fortement aux

codes de l'aristocratie française: elle a su garder et transmettre ses positions élitaires par ses fils et ses filles et se caractérise par le maintien de son capital spécifique qu'elle a su combiner avec beaucoup d'intelligence à un capital culturel et social plus général inhérent à toute société moderne.

La comparaison européenne nous montre une aristocratie allemande très diversifiée, très segmentée – impossible, de ce fait, d'en écrire une histoire nationale; c'est une histoire régionale, catégorielle (la haute noblesse, la noblesse militaire, les grands propriétaires terriens...). Plutôt clairsemée au sud et à l'ouest de l'Allemagne, c'est vers l'est de l'Elbe que l'on parle de 20 000 familles nobles peu fortunées au début du XX^e s. L'influence politique prépondérante de l'aristocratie prussienne dans les luttes pour le pouvoir, sa résistance opiniâtre au bon fonctionnement du système parlementaire et à l'ouverture vers la modernité sont de notoriété publique, notamment celle des puissants groupes d'intérêts dans l'agriculture – domination de la terre *et* des hommes. La camarilla autour de Frédéric-Guillaume IV, plus tard autour de Guillaume II n'a cessé de peser sur les gouvernements jusque dans l'entourage de Hindenburg, prônant ouvertement son hostilité à l'instauration d'un régime républicain. Après 1918, la puissante Deutsche Adelsgenossenschaft (DAG) se rapproche de plus en plus d'un concept élitiste de «race», d'où son attirance vers les théories du national-socialisme et encourage vivement la publication de l'ouvrage »Das Eiserne Buch Deutschen Adels Deutscher Art« (EDDA) pour le *grand Reich* germanique.

Deux chapitres intéressants: l'aristocratie parmi les chefs des SA et des SS. Peu nombreux dans les SA, les aristocrates »au chômage« originaires de Prusse orientale, de Silésie, du Brandebourg, plus âgés que les autres membres, accèdent rapidement aux grades les plus élevés. Dans la perspective *völkisch* de la DAG, ils sont beaucoup plus nombreux sous l'uniforme des SS: dès 1937, Himmler parle de la création, plus exactement de la culture sélective – *Zucht, Züchtigung*, termes qui lui sont chers – d'une nouvelle aristocratie de l'action, de la performance (*Adel der Leistung*): nombreuses sont les références citées, depuis Oswald Spengler, Edgar Julius Jung, Gottfried Benn jusqu'au biologiste Hans F. K. Günther et Walther Darré.

Une troisième partie de l'ouvrage révèle des parcours très intéressants et peu connus de quelques femmes de l'aristocratie allemande (1890–1939) qui ont eu le courage et la ténacité de vivre une vie active, riche et intelligente, hors-normes: la comtesse Franziska von Reventlow, la rebelle, Daisy Cornwallis-West (épouse de Henri XV, prince de Pless et comte de Hochberg), Marie von Wendt-Gevelinghausen; toutes les trois ont pris leurs distances avec le monde clos et confiné de leurs pairs.

La dernière partie est consacrée aux dignitaires militaires pendant la Grande Guerre et après la débâcle: les frères Alexander et Ludwig von der Marwitz (noblesse militaire du Brandebourg), les comtes Andreas Bernstorff, Rüdiger von der Goltz et beaucoup d'autres à travers leur correspondance, leurs mémoires et journaux ou leur autobiographie ainsi qu'aux aristocrates d'Allemagne du Sud, à la fois conservateurs et libéraux, cultivés et raffinisés, loin en tout cas des hobereaux de l'Est.

Marianne WALLE, Rouen

Volker STALMANN, Die Partei Bismarcks. Die Deutsche Reichs- und Freikonservative Partei 1866–1890, Düsseldorf (Droste) 2000, 544 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 121), ISBN 3-7700-5226-9, EUR 60,30.

Cette thèse sur la Deutsche Reichs- und Freikonservative Partei comble une lacune dans l'étude du conservatisme allemand au XIX^e s., lacune surprenante dans la mesure où le parti a joué un rôle important dans la fondation du Reich allemand. L'absence de monographie du parti s'explique sans doute en partie par la destruction des papiers de ses principaux dirigeants, Bethusy-Huc, Wilhelm von Kardorff, Zedlitz.

Fondé après Sadowa, autour de nobles libéraux comme le comte Bethusy-Huc et Wilhelm von Kardorff, le «parti du Reich conservateur libre» représente un courant libéral du conservatisme allemand qui démontre une capacité d'adaptation aux évolutions politiques, économiques et sociales du XIX^e s. Mais, c'est surtout «le parti de Bismarck», comme le souligne le titre de l'ouvrage, son soutien le plus fidèle dans la fondation et la consolidation du Reich jusqu'en mars 1890. Il contribue à la fondation de la Confédération d'Allemagne du Nord, puis à celle du Reich et joue avec les nationaux libéraux un rôle essentiel dans l'organisation politique, économique et juridique du Reich. Il participe au *Kulturkampf* et à la réforme administrative des cercles en Prusse (*Kreisordnungsreform*) de 1872. Il prend ses distances avec les conceptions constitutionnelles des nationaux libéraux de gauche et, à la suite de la crise économique de 1873, avec les conceptions économiques libérales du parti. Le tournant antilibéral de Bismarck, en 1878/79, provoque cependant quelques remous, avec le retrait progressif d'hommes comme Bethusy-Huc (1880), mais le parti accompagne le tournant à droite du chancelier, soutenant la législation antisocialiste et le protectionnisme douanier, tout en restant lié, dans les questions culturelles, aux nationaux libéraux en Prusse. Il soutient la politique sociale interventionniste de Bismarck dans les années 1880.

L'auteur analyse avec précision l'évolution politique du parti, mais consacre aussi de longs développements à l'organisation, à l'implantation régionale, aux campagnes électorales en Prusse et dans le Reich, à la sociologie électorale, sans négliger la biographie des principaux dirigeants. La Reichspartei est un «parti de notables à l'ère des masses», constitué d'aristocrates et de grands bourgeois (industriels, grands propriétaires, hauts fonctionnaires). Il n'a guère d'organisation et les groupes parlementaires du Reich et de Prusse assurent sa cohésion. Lors des élections, il s'appuie sur l'influence sociale et économique de ses candidats, compte sur le soutien de l'administration et fait campagne sur le nom de Bismarck. Le suffrage universel inégal, indirect et public au niveau des États fédéraux lui est particulièrement favorable. L'implantation régionale du parti est très inégale; il est présent dans à peine un tiers des circonscriptions aux élections de 1878 où il présente le plus de candidats et obtient le maximum de voix avec 13,6% des suffrages exprimés et 57 députés. Il est particulièrement influent hors de la vieille Prusse, dans les régions biconfessionnelles de Rhénanie, de Westphalie, ainsi qu'en Silésie. Il est absent du Schleswig-Holstein et du Hanovre où le sentiment antiprussien est très fort. En Saxe prussienne et dans les royaumes de Saxe et de Wurtemberg, sa présence dépend de personnalités influentes isolées. La participation active au *Kulturkampf* en fait un parti protestant et le coupe d'un électorat catholique à l'origine très important, puisque près de la moitié de ses députés au Reichstag de la Confédération d'Allemagne du Nord et près d'un quart du Landtag prussien étaient catholiques avant 1871. Contrairement au parti conservateur allemand, son implantation ne se limite pas aux circonscriptions agraires et il est aussi bien représenté dans les circonscriptions artisanales et industrielles.

Après 1890, le parti du Reich connaît un déclin rapide et inexorable, si bien qu'il ne recueille guère plus de 3% des suffrages exprimés en 1912. Avec le départ de Bismarck en mars 1890, il perd sa figure d'intégration nationale, alors que, malgré des tentatives tardives d'organisation, il reste un «parti sans sous-officiers et sans troupes». Il ne peut s'appuyer, comme les conservateurs allemands, sur un «milieu socio-moral» spécifique. Depuis que le *Kulturkampf* lui a fait perdre son électorat catholique, il dispute l'électorat protestant aux conservateurs allemands et aux nationaux libéraux. Alors qu'il pouvait prétendre représenter seul, dans les milieux conservateurs, l'idée nationale avant 1871, le ralliement progressif des conservateurs prussiens à l'unité allemande et la création, en 1876, du parti conservateur allemand lui enlève ce monopole. Il tente, avec succès en 1878 et en 1887, d'exploiter le nationalisme contre les «ennemis du Reich» et les minorités à l'intérieur (catholiques, sociaux-démocrates, Polonais) et contre les menaces extérieures, mais il n'a plus l'exclusivité du nationalisme après le départ de Bismarck.

L'ouvrage est solide, bien documenté, et s'appuie sur le dépouillement d'archives administratives (Reichskanzleramt, puis Reichskanzlei, ministère prussien, Auswärtiges Amt), de nombreux *Nachlässe* (en particulier celui de Hermann zu Hohenlohe-Langenburg), des Archives Bismarck et d'une presse très abondante. Il constitue une contribution importante à la connaissance du conservatisme allemand, des partis politiques et du Reich bismarckien.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Michael E. NOLAN, *The Inverted Mirror. Mythologizing the Enemy in France and Germany, 1889–1914*, New York, Oxford (Bergahn) 2005, 224 S. (Studies in Contemporary European History), ISBN 1-57181-669-0, USD 55,00.

Die Rolle der nationalen Feindbilder in den deutsch-französischen Beziehungen an der Wende zum 20. Jh. stellt wahrlich alles andere als ein unbearbeitetes Forschungsfeld dar. Der amerikanische Historiker Nolan rechtfertigt seinen schmalen Band dennoch mit der Bemerkung, daß es nur wenige spezielle Darstellungen über die Mythologisierung von Feindbildern und deren Wahrnehmung gebe (S. 2). Dabei übersieht er offenbar, daß der Komplex des Feindbildes nichts weniger als ein zentraler Bestandteil der überbordenden Literatur zum konfliktreichen deutsch-französischen Verhältnis ist¹.

Die Grundidee des Buches, nämlich die in beiden Ländern öffentlich gemachten Zerrbilder des anderen in ihrer jeweiligen Gegenüberstellung zu analysieren, ist nichtsdestoweniger ein interessanter Ansatz. Ausgehend von der Image-Theorie des amerikanischen Wirtschaftstheoretikers Kenneth Boulding versteht Nolan das Feindbild als Konglomerat von Symbolen, die ihrerseits auf eine Vielzahl von möglichen Quellen zurückgehen (S. 3). Indem er jedoch gleich zu Beginn behauptet, das Bild des »Erbfeindes« wäre ein reines Produkt des Krieges von 1870/71 (S. 5), vergibt er die Chancen seiner eigenen Vorüberlegungen nahezu völlig. Zahlreiche Studien haben die historische Komplexität dieses Begriffes unterstrichen, der in Deutschland in Ansätzen schon im 17. Jh. nachweisbar ist und sich in Frankreich spätestens seit dem Revolutionsjahr 1848 kontinuierlich auch im massenmediale Kontext entwickelt². Die Beschränkung auf den relativ kurzen Zeitraum zwischen 1898 und 1914 hätte zudem die Möglichkeit zu einer wesentlich schärferen Ausschnittsbeleuchtung geboten als Nolan sie vorlegt. Statt dessen reißt er in fünf Kapiteln verschiedene Problematiken lediglich an:

Im ersten Kapitel werden die deutsch-französischen Beziehungen im Untersuchungszeitraum in einem knappen Überblick dargestellt (S. 9–22). Kapitel zwei dient der Einführung in die Rolle des Erbfeind-Diskurses im Hinblick auf die Kriegserinnerung von 1871 und die Erwartung eines neuen Krieges (S. 23–46). Kapitel drei ist der ökonomischen Seite des Konflikts gewidmet, der, wie Nolan zu Recht unterstreicht, auf beiden Seiten von Voraussagen des unaufhaltsamen Niedergangs Frankreichs infolge sinkender Bevölkerungszahlen geprägt war (S. 47–68). Im vierten Kapitel geht er auf die Darstellung der Elsässer und Lothringer als Opfer der deutschen Besetzung ein (S. 69–86). Auffallend ist hierbei eine

1 Das Standardwerk von Michael JEISMANN, *Das Vaterland der Feinde: Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis 1792–1918*, Stuttgart 1992, findet sich zwar im Literaturverzeichnis, wird aber weder zitiert noch diskutiert.

2 Vgl. Franz BOSBACH, *Der französische Erbfeind. Zu einem deutschen Feindbild im Zeitalter Ludwigs XIV.*, in: Id. (Hg.), *Feindbilder. Die Darstellung des Gegners in der politischen Publizistik des Mittelalters und der Neuzeit*, Köln 1992, S. 117–139. Zur Verfestigung von Zerrbildern zwischen 1848 und 1870 vgl. Michaela SIEBE, *Von der Revolution zum nationalen Feindbild. Frankreich und Deutschland in der politischen Karikatur des 19. Jahrhunderts*. Keines der beiden Werke findet sich in Nolans Literaturverzeichnis.

weitgehende Vernachlässigung der deutschen Seite. So bemerkt Nolan nur am Rande die im Reich geringe Zahl von publizierten Büchern über Elsaß und Lothringen. Über Erwähnungen in der Tagespresse oder der für das Feindbild doch äußerst ergiebigen satirischen Presse erfährt der Leser nichts. Zwar hebt der Autor an anderer Stelle die Bedeutung der Karikatur nationaler Personifikationen hervor (S. 58), doch auch hier reicht seine Analyse über oberflächliche Betrachtungen nicht hinaus. Wie so oft setzt er sich in keiner Weise ausreichend mit der bisher geleisteten Forschungsarbeit auseinander. Vor allem eine Auseinandersetzung mit den zahlreichen Publikationen von Ursula E. Koch über die bildpublizistischen Ausprägungen von Marianne und Germania fehlt völlig³. Das fünfte Kapitel versucht schließlich, die Schattierungen des Bildes vom »Erbfeind« in den unterschiedlichen politischen Spektren der Dritten Republik und des Deutschen Reiches aufzufächern. Hier ist dem Autor eine gut lesbare Zusammenfassung geglückt, die man sich allerdings eher am Anfang des Buches gewünscht hätte (S. 87–107). Das mit »Conclusion« überschriebene sechste Kapitel entpuppt sich als kurzer Ausblick auf die deutsch-französischen Beziehungen vom Ausbruch des Ersten Weltkrieges bis zur deutschen Wiedervereinigung (S. 108–116).

Insgesamt leidet die Untersuchung stark an einer zu knappen, zu plakativen und zu Fehlern neigenden Darstellungsweise. Sein Versprechen, einerseits wesentliche Lücken in der Forschung zum deutsch-französischen Mythos vom Erbfeind zu schließen, und andererseits einen Beitrag zur Entstehung von Feindbildern im allgemeinen zu liefern (S. 2), kann der Autor in keiner Weise überzeugend einlösen.

Daniela KNEISL, Paris

Martin KOHLRAUSCH, *Der Monarch im Skandal. Die Logik der Massenmedien und die Transformation der wilhelminischen Monarchie*, Berlin (Akademie) 2005, 536 S., ISBN 3-05-004020-3, EUR 59,80.

Die lange Zeit dominierende These von der politischen Rückständigkeit des Deutschen Kaiserreiches und dem nicht zuletzt daraus resultierenden »deutschen Sonderweg« ist in den vergangenen Jahren zunehmend in die Kritik geraten. Vielmehr sei das Kaiserreich als ein »modernes« Staatswesen zu begreifen und in dieser Hinsicht durchaus vergleichbar mit der Entwicklung in den USA, Großbritannien und Frankreich. Allerdings richten die Befürworter dieser Auffassung ihr Hauptaugenmerk nicht so sehr auf die zentralen Themen Herrschaftssystem, Verfassung, Militär, Sozialsystem und Außenpolitik, sondern stärker auf politische und gesellschaftliche Randthemen, die von der Forschung bisher eher ein wenig vernachlässigt worden sind. In diese Richtung tendiert auch die umfangreiche Untersuchung über die Bedeutung der Medien im Kaiserreich, deren politische Relevanz bislang gerade von den Vertretern der Gesellschaftsgeschichte übersehen worden sei. Denn die »egalisierende Wirkung« der Massenmedien sei so gravierend gewesen, daß die Unterschiede der jeweiligen politischen Systeme dadurch relativiert worden seien. Erläutert wird die Entstehung einer modernen Medienlandschaft und ihre Auswirkungen auf den politischen Diskurs im Kaiserreich am Beispiel der Berichterstattung über einige der großen Skandale, die mehr oder weniger eng mit der Person Wilhelms II. verknüpft sind. Damit ist zugleich das zweite Thema der Studie angesprochen, die vom Autor beschriebene Transfor-

3 Vgl. beispielsweise: Ursula E. KOCH, *Marianne und Germania: 101 Pressekarikaturen aus fünf Jahrhunderten im deutsch-französischen Vergleich*, in: Marie-Louise von PLESSSEN (Hg.), *Marianne und Germania 1789–1989: Frankreich und Deutschland. Zwei Welten – Eine Revue*. Berlin 1996, S. 69–82.

mation der wilhelminischen Monarchie unter dem Einfluß der Massenmedien. Mitunter schwankt die Arbeit zwischen diesen beiden Perspektiven ihrer Fragestellung.

Wesentliche Erläuterungen zu den theoretischen und methodischen Grundlagen der Arbeit sowie für das Verständnis der argumentativen Ausgangslage werden nicht allein in der Einleitung, sondern zum Teil auch erst in der Schlußbetrachtung gegeben. Für den »diskursunerfahrenen« Leser bereiten Argumentation und sprachliche Diktion daher zunächst einiges Unbehagen. Die Darstellung versteht sich ausdrücklich als eine diskursgeschichtliche Studie, in diesem Fall also als Geschichte des Monarchiediskurses im Kaiserreich. Zudem will sie keine Wirkungsgeschichte liefern, sondern sie beschränkt sich darauf, das Sprechen über Wilhelm II. und die Monarchie in den Medien des Kaiserreichs zu beschreiben. Zudem geht der Autor von der Annahme aus, daß die Medien über großen politischen Einfluß verfügt hätten, den die staatliche Seite kaum habe beschneiden und schon gar nicht habe kontrollieren können. Überspitzt formuliert war nach der Auffassung des Autors die Macht der Medien offenbar größer als die politische Gestaltungskraft des Parlamentes oder der Parteien. Denn auf dem Weg über die Medien habe die Öffentlichkeit ihren Anspruch auf politische Partizipation bekunden wollen. Daher könne man davon sprechen, daß im Monarchiediskurs die politische Kommunikation zwischen der Öffentlichkeit und der Staatsspitze in Person des Monarchen stattgefunden habe. Dieses vor allem in der Schlußbetrachtung entwickelte und in erster Linie mit aus der Soziologie stammenden Überlegungen theoretisch fundierte »Denkmodell« bestimmt den Blick des Verfassers auf die historische Wirklichkeit. Damit stellt sich aber zugleich ein Problem ein, dem theoretisch ausgerichtete historische Studien nicht ganz entkommen können. Die historische Wirklichkeit wird in all ihrer Komplexität und Widersprüchlichkeit stets mehr oder weniger rigoros den theoretischen Prämissen unterworfen.

Ungeachtet dieser Einwände ist allerdings gar nicht zu übersehen, daß Kohlrausch auf der Basis eines umfangreichen Quellenmaterials und mit unverkennbarem intellektuellem Scharfsinn entscheidende Wegmarken des Monarchiediskurses beschreibt. Die Konzentration auf fünf Skandale begründet er pragmatisch mit der Notwendigkeit, die ungeheure Materialmasse produktiv zu begrenzen sowie mit dem Hinweis, daß gerade die in der Forschung bislang nur wenig in all ihren Facetten untersuchten Skandale eine ungeheure Verdichtung des Monarchiediskurses bewirkt hätten. Dem nahe liegenden Einwand, sich damit gewissermaßen auf Ausnahmesituationen des Monarchiediskurses zu fixieren, begegnet der Autor mit dem Argument, jeden der zu untersuchenden Skandale in seinen jeweiligen diskursiven Kontext einzubetten. Gegenstand der Darstellung sind die mit der Thronbesteigung Wilhelms II. verbundenen positiven Erwartungen an die Monarchie und der eng damit verbundene Sturz Bismarcks (1888/90), die Caligula-Affäre (1894), die Kamarilla-Prozesse um Philipp von Eulenburg (1907/08), die Daily-Telegraph-Affäre (1908) sowie die Flucht des Kaisers nach Doorn ins holländische Exil (1918). Detailliert beschreibt und analysiert Kohlrausch den breiten Strom der sich in den Medien artikulierenden Erwartungen, Meinungen, Forderungen und Vorstellungen der sich etablierenden Öffentlichkeit an die Monarchie und konkret an die Person Wilhelms II. Da der Monarch immerhin über 30 Jahre nicht nur an der Spitze des Staatswesens, sondern eben auch und im Unterschied zu anderen Institutionen und Personen des Kaiserreichs durchweg im Zentrum der öffentlichen Diskussionen stand, wurden im Monarchiediskurs die zentralen politischen Fragen des Kaiserreichs thematisiert und verhandelt und nach Lösungen für die großen Fragen der Zeit gesucht. Auf dem Weg über den Monarchiediskurs, so eine der zentralen Thesen, hätten die aufsteigenden bürgerlichen Eliten versucht, ihre politischen, gesellschaftlichen und sozialen Vorstellungen an den Monarchen heranzutragen, diesen für ihre Gedanken und Anliegen zu gewinnen und die Politik des kaiserlichen Deutschlands in ihrem Sinne zu beeinflussen. Folgerichtig urteilt Kohlrausch, daß die bürgerlichen Eliten die Zukunft des Kaiserreichs eben nicht in der Stärkung des Parlaments sahen, denn »die klassische liberale Forderung nach Demokratisierung der Monarchie durch Parlamentarisierung« habe im Monarchiediskurs »eine überraschend geringe Rolle« gespielt.

Die Auswirkungen der Skandale werden sowohl aus der Perspektive der Medien als auch aus der Sicht Wilhelms II. und der Hohenzollern-Dynastie betrachtet. Schrittweise sei den Medien im Verlauf der Skandale ihre wachsende Macht bewußt geworden. Im Caligula-Skandal habe sich erstmals gezeigt, »daß das Primat der öffentlichen Meinung gegenüber dem Monarchen praktisch durchsetzbar« gewesen sei. Diese Tendenz habe sich alsdann in der Eulenburg- und der Daily-Telegraph-Affäre fortgesetzt und behauptet. Die Macht der Presse habe sich als real existierend herausgestellt und unabhängig von parteipolitischen Vorgaben der einzelnen Organe habe sich eine mediale Öffentlichkeit konstituiert, die dem Monarchen eigenständig gegenübergetreten sei. Aus der Sicht des Monarchen hätten die Skandale zu einer fortlaufenden Beschädigung seiner Person geführt, die ihren Höhepunkt mit der Flucht vom Thron 1918 gefunden hätte. »Im Caligula-Skandal wurde die Nation mit Zweifeln an der politischen Zurechnungsfähigkeit des Monarchen konfrontiert, der Eulenburg-Skandal warf Fragen über die sexuelle Orientierung des Monarchen auf und die Daily-Telegraph-Affäre entlarvte den Kaiser als politischen Dilettanten«. Am Ende waren die Diskreditierung der Person und der Ansehensverlust der Institution Monarchie so weit fortgeschritten, daß genügend Raum für die Entstehung alternativer »Führerdiskurse« entstand.

Die Beantwortung der sich für den Historiker vielleicht im Unterschied zum Diskurs-theoretiker aufdrängenden Frage, worin denn nun konkret die politische Relevanz des in den Medien geführten Monarchiediskurses gelegen habe, liegt allerdings außerhalb der theoretischen und methodischen Vorgaben der Studie, da die Prozesse »zwischen dem, was in den Medien dargeboten wird, und dem, was schließlich an politischen Meinungen oder gar Aktionen zu finden ist, zu komplex« seien.

Rainer LAHME, Boppard

Volker R. BERGHahn, *Imperial Germany 1871–1918. Economy, Society, Culture and Politics. Revised and Expanded Edition*, New York, Oxford (Berghahn) 2005, 388 S., ISBN 1-57181-014-5, 24,50 USD.

Berghahn bleibt der Geschichte des Deutschen Kaiserreichs von 1870/71 bis 1918 offenbar weiterhin verbunden. Nachdem er bereits 1994 eine Darstellung in englischer Sprache vorgelegt hatte und vor wenigen Jahren den Band über das Kaiserreich in der Neuauflage des Gebhardt-Handbuches übernommen hatte, liegt nun die überarbeitete und erweiterte zweite Auflage der Studie von 1994 vor. Hinzugefügt wurden ein Kapitel über den Ersten Weltkrieg und ein umfangreicher Anhang mit Tabellen und Statistiken. Berghahns Anspruch scheint durch den Buchtitel zunächst klar formuliert: Es geht um eine Geschichte des Kaiserreichs in allen ihren Aspekten, wenngleich er in seiner Einführung etwas zurückhaltender von einer »history of German society in all its aspects« spricht. Von einer Gesamtdarstellung kann man ernsthaft auch kaum reden. Der Innen- und Außenpolitik von 1870/71 bis 1914 räumt er insgesamt nur 20 Seiten ein, was allenfalls zu einer groben Skizzierung der wichtigsten Vorkommnisse ausreicht. Die Erläuterung des Bismarckschen Bündnissystems zu Beginn der achtziger Jahre in wenigen Zeilen vermittelt kaum Erkenntnisse über die grundlegenden Prinzipien der außenpolitischen Strategie des ersten Reichskanzlers, sondern führt eher zur Verwirrung beim Leser. Sicherlich ist keinem Autor das Recht abzusprechen, die thematischen Schwerpunkte seiner Darstellung nach eigenem Ermessen zu setzen und zu begründen. Allerdings wäre es dann doch angebracht gewesen, bei der Wortwahl des Buchtitels mehr Sorgfalt an den Tag zu legen.

Berghahn will ausdrücklich keine der Tradition chronologischer Geschichtserzählung verpflichtete Studie vorlegen. Sein Werk ist in fünf große thematische Blöcke aufgeteilt, die jeweils wieder mehr oder weniger stark untergliedert sind und dem Leser eine übersichtliche Orientierung bieten: Wirtschaft, Gesellschaft, Kultur, Politik und Erster Weltkrieg. Die

beeindruckende Dichte der Darstellung, die Fülle der analysierten Daten und Statistiken und die große Zahl der angesprochenen Fragen führen dazu, daß vor allem für den englischsprachigen Raum ein zuverlässiges und unverzichtbares Nachschlagewerk entstanden ist, um sich über Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur des Deutschen Kaiserreichs einen ersten Überblick zu verschaffen. Unübersehbar ist zudem das Anliegen des Autors, auch die neueren Forschungen der Kultur- und Alltagsgeschichte in den Rahmen seiner Darstellung zu integrieren, die ansonsten eindeutig von den Prämissen der Gesellschaftsgeschichte dominiert wird. Diesen strengen Vorgaben ist auch die Reihenfolge zu verdanken, in denen Berghahn seine Themen abhandelt. Insbesondere für die englischsprachigen Leser und Studenten, die Berghahn ja in erster Linie ansprechen möchte, ist es jedoch nicht ganz unproblematisch, die politischen Rahmenbedingungen, in denen sich Wirtschaft, Gesellschaft und Kultur entwickeln, erst am Ende der Studie zu behandeln. Die verschiedenen Themenbereiche werden zudem über weite Strecken isoliert voneinander abgehandelt und nur in Ansätzen zu einer Gesamtinterpretation zusammengeführt. Daran ändert auch der Umstand nur wenig, daß er durch gelegentliche Querverweise die verschiedenen Bereiche besser miteinander zu verzahnen versucht. Daher ermöglicht er es dem Leser zu selten, tiefere Einsichten über die politischen, ökonomischen, gesellschaftlichen und kulturellen Antriebskräfte und den historischen Ort des Deutschen Kaiserreichs in der deutschen und europäischen Geschichte zu gewinnen, die über die Vermittlung des rein Faktischen hinausweisen.

Berghahn bemüht sich allerdings, durch eine zentrale Fragestellung diese Schwäche zu kompensieren. Warum, so fragt er, löste die Führungsspitze im Juli 1914 den Ersten Weltkrieg aus, der nur vier Jahre später in die Katastrophe des Zusammenbruchs eben jenes Reiches führte, das erst 1870/71 gegründet worden war? Er sieht offenbar keinen zwangsläufigen Prozeß, der das Deutsche Reich in die Situation des Juli 1914 geführt habe. Vielmehr konstatiert er, daß das Deutsche Reich vor allem in der Phase des Wilhelminismus durchaus Tendenzen zu einem differenzierten, dynamischen und reichen, ja in gewisser Hinsicht auch pluralistischem Gemeinwesen entwickelt habe. Vor allem der Blick in die Regionen zeigt die Vielfalt der gesellschaftlichen, kulturellen und politischen Entwicklung. Diese Tendenzen seien jedoch vor allem in den letzten Jahren vor dem Ausbruch des Ersten Weltkriegs zunehmend von einer sich verschärfenden Polarisierung der gesellschaftlichen Auseinandersetzungen und Verteilungskämpfe, einer wachsenden Unregierbarkeit, einem um sich greifenden kulturellen Pessimismus sowie einer sich stetig verschlechternden innen-, finanz- und außenpolitischen Lage verdrängt und überlagert worden. Im Hintergrund habe zudem jederzeit ein Staat gestanden, der notfalls mit den Instrumenten der politischen, juristischen und polizeilichen Repression und der immer im Raum stehenden Drohung mit einem Staatsstreich einschneidende gesellschaftliche und politische Veränderungen verhindert habe. Im Sommer 1914 habe sich das Deutsche Reich in einer nahezu ausweglosen Krisensituation befunden, aus der die Reichsleitung offenbar den Ausweg durch den Sprung in den Krieg gesucht habe. Die Erwartung der Reichsleitung, den Konflikt auf den Balkan begrenzen zu können, habe sich als verhängnisvoller Irrtum erwiesen.

Ungeachtet der Tatsache, daß Berghahn abweichende Meinungen zur Entwicklung des Deutschen Kaiserreichs in seiner Darstellung durchaus Raum gewährt, ist er am Ende doch wieder bei der traditionellen Interpretation der Gesellschaftsgeschichte angelangt.

Rainer LAHME, Boppard

Günther KRONENBITTER, »Krieg im Frieden«. Die Führung der k. u. k. Armee und die Großmachtpolitik Österreich-Ungarns 1906–1914, Munich (Oldenbourg) 2003, 579 p., ISBN 3-486-56700-4, EUR 79,80.

L'histoire militaire de l'Autriche-Hongrie a déjà été traitée par des livres remarquables comme celui de Johann Christoph Allmayer-Beck, ancien directeur du Kriegsarchiv de Vienne, »Die k(u)k Armee. 1848–1914«, en 1974 et le volume »Die bewaffnete Macht«, publié en 1987 dans la grande collection »Die Habsburger Monarchie«, tome V, sous la direction d'Adam Wandruszka et de Peter Urbanitsch.

Le livre de Kronenbitter, historien allemand, thèse soutenue à l'université d'Augsbourg sur la période 1906–1914, est un travail très sérieux. Il est fondé sur l'étude approfondie des archives de Vienne, surtout du Kriegsarchiv et sur une grande maîtrise de toutes les publications en langue allemande. Comment les responsables de l'armée ont-ils préparé la guerre mondiale toute proche? L'auteur insiste sur la rivalité entre les centres de décision. Face au cabinet militaire de l'Empereur François-Joseph, l'héritier présomptif François-Ferdinand a développé son propre cabinet militaire, dirigé par des experts de grande qualité, Brosche puis Bardolf. Exclu des grandes décisions politiques, il exerçait ses fonctions d'inspecteur général de l'armée, lieu privilégié de son action. Il a tenté d'utiliser le chef d'état-major, Conrad von Hötzendorf qui a gardé ses fonctions de 1906 à 1915, à l'exception d'une année, fin 1911–1912 où il a été remplacé par le général Blasius Schemua. Cette personnalité très forte a cherché à imposer sa propre volonté, contre les ministres de la guerre Schonaich-Auffenberg et Krobotin. Il a eu moins de succès face aux ministres des Affaires étrangères Aehrenthal en 1909 et 1911, puis face à Berchtold dont on aurait tort de minimiser la compétence. La partie la plus remarquable est l'étude des conceptions militaires de Conrad et de Schemua. Ils sont influencés par un social-darwinisme qui leur fait considérer la guerre comme inévitable car elle est l'aboutissement de la lutte pour l'existence. Conrad est partisan d'une guerre contre l'Italie, pourtant alliée à la Triplice. Avec plus de nuances, il veut contrôler la Serbie.

Dans la seconde partie du livre, Kronenbitter présente une histoire diplomatique et militaire de 1906 à 1914, en insistant sur les convergences ou les divergences sur la préparation de la guerre à venir; il montre le débat essentiel de ces années: comment maintenir l'Autriche-Hongrie au rang des grandes puissances, malgré ses faiblesses financières? Le personnage de François-Ferdinand est toujours au centre de cette étude très bien menée. L'auteur rappelle qu'en 1914, l'archiduc est favorable à la paix, à l'entente avec la Russie qui recréerait l'alliance entre les trois Empereurs. Il est hostile à une guerre avec la Serbie.

Sur quatre pages à la fin du livre, Kronenbitter donne un tableau excellent des origines et du cursus des dirigeants militaires en 1912. Le point faible de ce livre, c'est sa connaissance insuffisante des nationalités de l'Empire. Sur les relations avec la Hongrie, il peut s'appuyer sur une documentation abondante en langue allemande. Mais il ignore les Slaves. Il n'y a rien sur le rôle des Croates, si importants grâce à la tradition militaire des Confins. Ses allusions peu claires aux Tchèques prouvent qu'il ignore tout du mouvement néoslaviste qui n'a jamais voulu menacer l'existence de l'État austro-hongrois. Il ne connaît pas les livres de Richard Plaschka et de ses élèves Haselsteiner et Suppan qui ont renouvelé la connaissance de la Première Guerre mondiale. Il croit à tort que la répression brutale contre les Tchèques après 1914 a été un succès de l'état-major. Il s'agit au contraire d'une erreur la plus grave, lorsque Karel Kramar, vice président du Parlement de Vienne a été arrêté et condamné à mort, malgré l'opposition de l'Empereur et du premier ministre Stürgkh.

Il semble que, dans sa conclusion, l'auteur qui a montré le rôle clé de Conrad lui fait des critiques trop sévères. Tous les états-majors ont commis les mêmes erreurs: l'écart entre la guerre prévue et la réalité; le limogeage des généraux qui se sont révélés incapables de combattre; la mauvaise organisation des transports. L'Autriche-Hongrie était dans la situation la pire puisqu'elle combattait sur trois fronts différents. Malgré ces quelques réserves, ce livre

reste un des classiques indispensables pour toute étude future de l'armée austro-hongroise et de l'Europe à la veille de 1914.

Bernard MICHEL, Paris

C. Bettina SCHMIDT, *Jugendkriminalität und Gesellschaftskrisen. Umbrüche, Denkmodelle und Lösungsstrategien im Frankreich der Dritten Republik (1900–1914)*, Stuttgart (Franz Steiner) 2005, 589 p. (Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte. Beihefte, 182), ISBN 3-515-08706-0, EUR 76,00.

Les «violences urbaines», termes employés depuis les années 1980 par les différents ministres de l'Intérieur en France ont pris depuis des proportions de plus en plus alarmantes (c'est dans les années 1960–1970 que l'on avait construit les cités dortoirs autour de Paris) et, en 2001, l'insécurité était passée à la première place dans les peurs citoyennes, avant même le chômage, «sentiment d'insécurité qui synthétise et réordonne les éléments éclatés en une vision du monde». Lorsque les images des combats de rues, des magasins pillés par les casseurs ont vu naître l'expression «intifada des banlieues», «Le Monde» du 16 octobre 1990 titrait: «Le retour des Apaches», termes qui rappellent les années 1900 jusqu'au début de la Première Guerre mondiale, et le film culte «Casque d'Or» avec Simone Signoret se projette immédiatement devant nos yeux. Car le mythe de la Belle Époque ne concernait pas l'homme de la rue dont le quotidien était menacé par l'insécurité, par des bandes qui se guerroyaient, ces «Peaux-Rouges des villes» (*Stadtindianer*), proches des hooligans, des loubards, des galériens, des individus à qui l'on donnait – selon la «Gazette des Tribunaux» du 19 décembre 1903 – en raison de leurs mœurs barbares, le nom d'Apaches; l'image de l'indien dans les romans d'aventure, très prisés à l'époque, évoquait la sauvagerie, la férocité.

Schmidt analyse cette pathologie, syndrome d'une crise sociale très grave qui s'explique en partie par le contraste flagrant entre les progrès matériels de la civilisation et les difficultés d'insertion d'un grand nombre de personnes dans la vie sociale, car la ville passait à la fois pour le centre du monde savant et civilisé et pour le repaire redoutable des pires malfaiteurs. La police restait impuissante, ou du moins indifférente. Il ne faut jamais oublier que la Troisième République voulait renforcer le sentiment de citoyenneté et à la fois domestiquer et responsabiliser le mouvement ouvrier, mais le problème des quartiers défavorisés n'a jamais été résolu, ni par les rénovations citadines du Second Empire, ni par le régime de la république: la peur sociale s'est fragmentée et modifiée, elle s'est répartie sur plusieurs groupes à risques jugés irrécupérables. Très réceptive aux théories darwinistes et positivistes, «la société (de la Troisième République) évolue tous les jours plus rapidement vers une perfection plus grande et élimine pour cette raison plus de déchets, plus de rebuts».

L'ouvrage est une analyse de la perception de la délinquance, des marginaux que font des historiens et des chercheurs qui tentent de repérer des points de référence dans la période entre 1900 et 1914, examinée aussi comme «l'avant-guerre» de la montée paroxystique des crises internationales. Analyse également des déviances comme construction sociale, du crime comme objet politique. Jusqu'au début des années 1960, les recherches en criminologie s'étaient intéressées à des individus particulièrement pervers, puis les rapports entre l'histoire et la sociologie se sont révélés de plus en plus étroits et l'intérêt s'est tourné vers «les petites gens».

Dans son travail analytique sur l'exclusion, Michel Foucauld explique dans «Surveiller et punir» l'échec des prisons à réduire la criminalité et qui, au contraire, tendent à faire progresser la délinquance. Dans son histoire du mouvement ouvrier, Michelle Perrot insiste sur la peur du XIX^e s. «de sa jeunesse ouvrière, dont on redoute l'errance, le libertinage et l'esprit frondeur». Cette jeunesse, acteur ou figure symbolique? Histoire sociale ou analyse du

discours? » L'interférence du ›discours‹ et du ›fait criminel‹ font toute la difficulté d'une telle étude. L'un et l'autre constituent le réel et il est sans doute vain de se demander qui précède l'autre, tant ils s'enchevêtrent. Cet ouvrage fait des références percutantes au même phénomène en Grande Bretagne (Hooligans or rebels?), à l'école de Chicago, puisque dans les années 1920, cette métropole industrielle devint un »laboratoire« de l'étude du comportement, de la délinquance (pauvreté, chômage, alcoolisme, suicides, psychoses ...).

Le travail présenté ici est le résultat d'une longue et minutieuse recherche, à la fois aux sources d'archives (Archives nationales; Archives de la préfecture de police de Paris; etc.) et de très nombreux corpus de presse (en 1910, Paris ne comptait pas moins de 50 quotidiens), des Annales de la Justice criminelle, du Journal officiel, sans oublier l'importante bibliographie (ouvrages généraux et littérature spécifique). L'excellente iconographie s'ajoute au grand intérêt que l'on éprouve à consulter cet ouvrage.

Marianne WALLE, Rouen

Bernd WEDEMEYER-KOLWE, »Der neue Mensch«. Körperkultur im Kaiserreich und in der Weimarer Republik, Würzburg (Königshausen & Neumann) 2004, 519 p., ISBN 3-8260-2772-8, EUR 68,00.

Parler de gymnastique, de sport, de naturisme dans l'Empire et sous la république de Weimar, c'est se trouver face à un nombre incalculable d'associations et d'organisations neutres, sans mentionner les groupes à orientation politique ou confessionnelle. À partir de 1919 le nombre est encore plus élevé puisque 4 millions d'Allemands s'adonnent aux plaisirs des pratiques de sport en plein air, s'enthousiasment pour la danse d'expression, notamment à Berlin. L'auteur s'est livré à un travail fouillé, minutieux, fastidieux pour le non spécialiste: statistiques de tous les réseaux associatifs à travers l'Allemagne, description détaillée du parcours des principaux responsables, de leurs objectifs, le nombre d'écoles, d'institutions, statut social des adhérents – la bourgeoisie dans l'Empire, les couches moyennes et les classes sociales plus défavorisées sous Weimar, où sont même mentionnés des cours de rythmique dans certaines prisons de femmes.

L'»homme nouveau« se construit à partir de quatre grands principes:

La gymnastique rythmique qui met l'accent sur le développement harmonieux du corps (*die harmonischen Gymnastiker*): créées au tournant du siècle, les écoles de Rudolf von Laban, d'Isidora Duncan à Berlin forment des adeptes dans toutes les grandes villes allemandes, les écoles d'Émile Jacques-Dalcroze impressionnent Kafka et Wedekind. La danse d'expression, essentiellement féminine, prend une extension considérable à partir de 1919 et devient vite un phénomène de mode. L'influence américaine est prédominante (chez Mary Wigman, Anita Berber ...) ainsi que l'eurythmie pratiquée dans les Waldorf-Schulen.

Les disciples des pratiques asiatiques (des multiples facettes du yoga) dont certaines prônent leur foi en la réincarnation. S'y ajoutent et se développent des théories nébuleuses autour du *Mazdaznan*, de la *Rumengymnastik*, de la méthode Coué ... Le yoga, pratiqué essentiellement à partir du tournant du siècle, est un remède au désarroi provoqué par les transformations radicales de la vie économique et politique, remplace le relâchement des sentiments religieux. L'autosuggestion, l'hypnose, utilisés également en psychanalyse, ont des adeptes dans les grandes villes, mais certaines dérives non contrôlées médicalement, ont eu des conséquences néfastes.

Les adorateurs de l'air et de la lumière, porteurs du voile de la clarté solaire, *die Lichtbeleideten*, défenseurs du naturisme (*Freikörperkultur – FKK*), puis du nudisme dans les années vingt où se créent de véritables colonies de naturistes, des maisons de vacances, des écoles: marches en forêt, parcours de santé, techniques respiratoires, mais aussi une rigoureuse discipline de vie, une nourriture diététique. Les responsables mettent l'accent sur les

aspects positifs, dynamisants du rythme et de la danse, des techniques de relaxation face au pessimisme ambiant. D'ailleurs, le développement de l'industrie cinématographique (le film réalisé par l'UFA ›Les chemins vers la force et la beauté‹ en est un excellent exemple) contribue fortement à faire connaître les sports ludiques.

Les adorateurs de la force et de la beauté (*Kraft und Schönheit*), du corps bien proportionné, groupes masculins sous l'Empire, devenant mixtes dans les années vingt. À l'époque wilhelminienne, ces groupes, souvent appelées loges, ce qui leur confère un caractère secret – comme la Nudo-Natio-Loge de Max Ferdinand Sebaldt – ont pour objectif, sur fond de darwinisme social, la renaissance physique et morale du peuple allemand par une discipline corporelle raisonnable (*eine vernünftige Leibeszuht*). Dans leurs revues et magazines, comme ›Die Schönheit‹ on voit poindre des théories raciales qui s'affirmeront de plus en plus. À noter que dès le départ, l'exclusion des Juifs était considérée comme une chose ›normale‹.

Marianne WALLE, Rouen

Barbara BESSLICH, *Wege in den ›Kulturkrieg‹. Zivilisationskritik in Deutschland 1890–1914*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2000, IX–416 p., ISBN 3-534-14930-0, EUR 50,00.

L'opposition des termes ›Kultur‹ et ›Zivilisation‹, patrimoine culturel et civilisation synonyme de mécanisation, de spécialisation outrancière dans les nouvelles techniques, apparaît dès la fin des années 1880 avec l'inquiétude de savoir comment reconnaître qu'une culture tourne à la civilisation. Le pessimisme d'un certain nombre d'intellectuels allemands qui manifestaient un dégoût croissant de la modernité et appelaient de leurs vœux une nouvelle religion germanique, la restauration d'un système patriarcal, correspondait aux grands thèmes du conservatisme romantique de l'entourage de Frédéric-Guillaume III. C'est une longue tradition depuis Nietzsche, Paul de Lagarde, Julius Langbehn, Moeller van den Bruck, Houston Howard Chamberlain, plus tard Oswald Spengler et d'autres. La culture allemande est menacée d'anéantissement par la science, la technique, la culture européenne par l'américanisation de l'Allemagne.

Mais le ›Kulturkrieg‹ n'est pas à mettre sur le même plan que le nationalisme allemand, même si, entre 1890 et 1914, la critique s'est radicalisée: cependant, toute critique de la civilisation n'est pas forcément imprégnée de nationalisme. Le nationalisme n'est pas l'objectif des critiques de la civilisation présentées dans le travail qui nous intéresse: il véhicule les programmes de quatre de ses représentants dont on analyse les ouvrages écrits avant et pendant la guerre. Cette ›guerre des patrimoines culturels‹ a son origine en Angleterre, où ont pris naissance le capitalisme et le socialisme, sources de décadence face à la grande tradition prussienne qui, seule, peut accomplir une œuvre de régénération. Le terme ›Kulturkrieg‹, c'est-à-dire élever la guerre en un combat nécessaire à la survie de l'essence intellectuelle d'une nation face à ses ennemis, a été popularisé par Ernst Troeltsch dans un discours prononcé le 1^{er} juillet 1915; l'Allemagne, dit-il, était obligée de choisir cette tactique défensive, elle n'avait aucun programme de ›politique missionnaire‹ au départ.

Cette thématique est analysée à travers l'itinéraire de quatre représentants du monde littéraire, à travers l'évolution du cheminement de leur pensée telle qu'elle s'exprime dans certains de leurs écrits; alors qu'aucun d'entre eux ne se disait nationaliste avant la guerre, leur nationalisme s'affiche avec vigueur au cours des quatre années de conflit. Le conservateur Rudolf Eucken (1846–1926), professeur de philosophie à l'université d'Iéna, ›un épigone de l'Idéalisme‹ (Max Horkheimer) n'utilise pas l'antithèse culture/civilisation, mais il parle de valeurs positives (la religion, les arts, les sciences, la philosophie) et de valeurs négatives (le capitalisme, l'éloge de la technique, de la culture du travail). En 1914, à l'âge de 68 ans, il fait

une tournée de 36 conférences à travers l'Allemagne pour défendre »la justesse de notre cause« (*Unsere gerechte Sache*), la guerre étant une catharsis, une voie vers l'authenticité, l'accomplissement de soi, la vérité, contre le matérialisme, la banalité et l'hypocrisie. Thomas Mann (1875–1955) étudie au début de son œuvre la position de l'artiste considéré comme un paria de la société dans sa nouvelle »Der Bajazzo« (1897): écrit à la première personne, il analyse le dilettantisme qui a pris ses distances par rapport à la vie, la nostalgie de ces artistes »raffinés« de réintégrer une société, une communauté dont ils se sont séparés consciemment. Tension entre la vie et l'art alors que l'auteur cherche la fusion: »Beim Propheten« (1901), étude des essais »Zeit und Kunst« (1909/10 puis 1911/12) pour terminer avec »Gedanken im Kriege« (1914). Dans ce dernier texte, pas un mot sur l'horreur des combats dans les tranchées, il ne parle que de la »guerre des esprits« (*Geisterkrieg*), lutte entre les différentes conceptions du monde; dépolitisation de la guerre qu'il faut comprendre comme une provocation poétique sans éprouver la nécessité de la considérer dans les normes historiques.

L'Autrichien Hermann Bahr (1863–1934), avait fait des études de sciences économiques dans une perspective critique de la société décadente. Si l'on cherche une ligne rouge dans l'œuvre de Bahr, c'est précisément une critique de la rationalité, de tous les »ismes« (l'individualisme, l'intellectualisme ...). Lui aussi parle de la catharsis que représente la guerre en prononçant son célèbre »Kriegssegens« fustigé pendant de longues années par Karl Kraus. Johann Plenge (1874–1963) présente dans ses travaux sur Hegel avant la guerre un projet de société bien ficelé. Son étude »Marx oder Kant?« (1910) est suivie de son livre »*Marx und Hegel*« (1911). Un séjour de plus d'un an aux États-Unis, qui lui inspire une critique sévère de l'idéologie du progrès, puis, dans ses »idées économiques et politiques«, en 1914, plaide pour un »socialisme national«, une organisation subordonnant la liberté d'action de l'individu au bien de la communauté; sa conception de l'État est structurée rationnellement, et s'édifie sur un appareil de fonctionnaires avec des compétences solides très loin d'un *Führerstaat* charismatique qu'il refusera dans les années 1930.

La démarche de l'auteur pour parler d'une époque sur laquelle les ouvrages sont légion est originale, le livre, très bien documenté, est très intéressant.

Marianne WALLE, Rouen

David FROMKIN, Europas letzter Sommer. Die scheinbar friedlichen Wochen vor dem Ersten Weltkrieg, aus dem Amerikanischen übersetzt von Hans FREUNDL und Norbert JURASCHITZ, München (Karl Blessing) 2005, 414 S., ISBN 3-89667-183-9, EUR 24,00.

Die Erforschung der Ursachen für den Kriegsausbruch im Sommer 1914 hat in den letzten Jahrzehnten in zahlreichen Veröffentlichungen zu einer deutlichen Ausgewogenheit des Urteils geführt. Dabei wurde deutlich, daß in der Julikrise verschiedene krisenhafte Entwicklungsstränge der internationalen Beziehungen von den handelnden und dafür eben auch verantwortlichen Staatsmännern und Militärs so miteinander verwoben wurden, daß aus einer lokalen und äußerst angespannten Konfliktsituation auf dem Balkan der große Weltenbrand des Ersten Weltkrieges entstehen konnte. Die Tendenz, aus einer engen und oftmals nationalen Perspektive heraus die Frage nach der Schuld in den Vordergrund zu stellen, war zurückgetreten hinter das Anliegen, verstehen zu wollen, warum im Sommer 1914 geschehen konnte, was in den Jahren zuvor noch erfolgreich hatte verhindert werden können. Da stößt es naturgemäß auf großes Interesse, wenn ein Verlag eine »tief schürfende, auf hohem wissenschaftlichem Niveau stehende Beschäftigung mit den Ursachen dieser ersten großen Völkerfehde« ankündigt, die zudem »konkurrenzlos« sei. Fromkin sieht sich ganz offensichtlich in der Rolle eines überaus scharfsinnigen und überlegenen Historikers und Detektivs, dem es nach langen Jahren endlich gelungen ist, die zahlreichen

Täuschungsmanöver, die vor allem in Berlin inszeniert worden und durch die viele nachfolgende Generationen über die wirklichen Ursachen des Krieges im Unklaren gelassen worden seien, aufzudecken und einem staunenden Publikum die wahren und allein schuldigen Täter zu präsentieren. Die »Lösung des Rätsels« (S. 315) wird dem Leser allerdings – wie in jedem guten und spannenden Roman – erst nach der detaillierten Schilderung des Tathergangs am Ende offeriert.

Nach einigen kursorischen Bemerkungen über die Krisenherde Europas am Ende des 19. Jhs. wendet sich der Autor dem »Pulverfaß Deutschland« (S. 73) zu. Dieses Land, so weiß er mitzuteilen, liege im Zentrum Europas. Es habe nach der Reichseinigung von 1870/71 zwar den Sprung zu der dynamischsten Handels- und Industriemacht auf dem Kontinent geschafft, seine politische Struktur sei allerdings spätestens zu Beginn des 20. Jhs. »veraltet« (S. 73) gewesen. Verantwortlich dafür sei insbesondere der dominierende Einfluß des gemäß seiner Landeskultur undemokratischen und militaristischen Preußens gewesen. An der Spitze dieses Landes habe zudem mit Wilhelm II. ein »Unruhegeist« (S. 79) gestanden, der nicht nur nervös, reizbar und sprunghaft, sondern dazu auch noch weitgehend ungebildet gewesen sei. Bereits hier ahnt der aufmerksame Leser, daß von diesem düsteren Ort der politischen Finsternis und Rückständigkeit nur Ungemach für die Geschicke des alten Kontinents ausgehen kann, wenngleich der Autor mit dem ihm eignenden Mut zum klaren Urteilsspruch relativierend darauf hinweist, die Deutschen seien »das wohl kultivierteste Volk auf der Welt« gewesen (S. 86).

Fromkin konzentriert sich sodann auf das Geschehen im unmittelbaren Vorfeld der Ermordung des österreichisch-ungarischen Thronfolgers Franz Ferdinand in Sarajevo am 18. Juni und die Auswirkungen dieser Tat auf die Politik der europäischen Mächte. Deutlich werden dabei sowohl die Motive der Attentäter und ihrer Hintermänner in Serbien als auch die wachsenden Befürchtungen in Wien vor dem Verlust der Großmachtstellung durch die bedrohliche Entwicklung auf dem Balkan. Das besondere Augenmerk des Autors gilt anschließend in dem mit »Der Countdown« überschriebenen Kapitel den Ereignissen vom 26. Juli bis zum 4. August in Berlin, Wien und London, während die Vorgänge in St. Petersburg und Paris eher am Rande zur Kenntnis genommen werden. Unter weitgehendem Verzicht auf einen stringenten interpretatorischen Leitfaden schildert Fromkin von Tag zu Tag die Julikrise 1914, d. h. die Ausweitung eines zunächst auf den Balkan begrenzten und anscheinend zunächst auch lokalisierbaren Konfliktes zu einer gesamteuropäischen Konflagration. Die Darstellung löst sich zunehmend von den bislang vorherrschenden handbuchähnlichen Ausführungen, sie gewinnt an Dichte und Anschaulichkeit und vermittelt dem Leser auf diesem Weg ein Gespür für die sich in einem rasanten Tempo zuspitzende Krise, in der die europäischen Staatsmänner und die sie beratenden und dann immer stärker dominierenden Militärs zunehmend die Kontrolle über die von ihnen selbst ausgelöste Entwicklung verloren. Ungebrochen bleibt aber auch in diesen zentralen Kapiteln die Neigung, dem Leser zahlreiche eher belanglose Details in einer ungewöhnlichen sprachlichen Diktion mitzuteilen. In diesem Sinne bestehen durchaus berechtigte Zweifel, ob der von Fromkin unter dem Datum des 2. August angeführte Bericht des deutschen Generalkonsuls aus Basel über die Verhaftung eines französischen Spions durch die Schweizer Behörden, der mit Hilfe von Brieftauben Informationen über deutsche Truppenbewegungen nach Frankreich übermittelt habe, Wesentliches zum Verständnis der Julikrise beiträgt.

Ohne rechte Bindung und teilweise auch im Widerspruch zu den vorangegangenen Ausführungen entfaltet Fromkin zuletzt seine Interpretation. Demnach habe es im Sommer 1914 zwei Kriege gegeben, die zwar irgendwie miteinander verbunden gewesen seien, die man aber dennoch sorgfältig voneinander unterscheiden müsse. Der vor allem von Außenminister Berchtold und Generalstabschef Conrad von Hötzendorf zu verantwortende Krieg der Donaumonarchie gegen Serbien sei von den Generalen Moltke und Falkenhayn in Berlin in der letzten Juliwoche in einen ganz anderen Krieg umgewandelt worden, in den

Krieg des Deutschen Reiches gegen Rußland, der alsdann ganz Europa ergriffen habe. Berchtold habe in den Morden von Sarajevo eine günstige Gelegenheit gesehen, um mit der Unterstützung des deutschen Bündnispartners, der die Russen vor einem Eingreifen auf dem Balkan abhalten sollte, die lange gesuchte Abrechnung mit Serbien herbeizuführen. Als Hauptschuldigen ermittelt Fromkin jedoch den deutschen Generalstabschef Helmuth von Moltke, der aus Angst vor der wachsenden Macht Rußlands schon seit Jahren einen Präventivkrieg gegen das Zarenreich für notwendig gehalten habe und nun im Sommer 1914 mit großem manipulativen Geschick den »einen Krieg gegen den anderen« vertauschte (S. 357). Frankreich und Rußland, so die lapidare Feststellung des Autors, hätten sich lediglich verteidigt und trügen keinerlei Verantwortung für den Ausbruch des Ersten Weltkriegs.

Fromkins Darstellung beeindruckt durch den Mut, auf komplexe Fragen und Zusammenhänge einfache Antworten zu geben, die Welt entschlossen in Gut und Böse, Schuldige und Unschuldige, in Weiß und Schwarz aufzuteilen, und dem Leser zu versichern, nach langen Jahren vergeblicher Bemühungen nun endlich im Stil eines Agatha-Christie-Kriminalromans die Frage nach dem Täter gelöst zu haben. Auf der Strecke bleibt dabei allerdings die eigentliche Berufung des Historikers, den in der Geschichte vorherrschenden Grautönen nachzuspüren und der Vielfalt des historischen Geschehens in seinem Urteil Rechnung zu tragen.

Rainer LAHME, Boppard

Michael S. NEIBERG, *Fighting the Great War. A Global History*, London (Harvard University Press) 2005, XX–395 S., ISBN 0-674-01696-3, USD 27,95.

Seit einigen Jahren hat die Geschichtsschreibung zum Ersten Weltkrieg Konjunktur. Im Umfeld des 90. Jahrestags des Kriegsausbruchs sind insbesondere zahlreiche Überblickswerke erschienen, die den Stand der Forschung konzise zusammenfassen. Jedes neue Buch dieser Art muß sich daher an dem Anspruch messen lassen, ob es einen Mehrwert für das Fachpublikum oder einen weiteren Kreis interessierter Leser bieten kann.

Neiberg legt keine gewöhnliche Geschichte des Ersten Weltkrieges vor, sondern konzentriert sich auf das militärische Geschehen. Dieser Ansatz ist durchaus zu begrüßen, weil in den Gesamtdarstellung der Zeit von 1914 bis 1918 die militärische Perspektive meist zu kurz kommt. In 13 Kapiteln schildert er die strategische und operative Ebene der Kämpfe an allen Fronten in Europa und Afrika. Er bezieht auch den Luft- und Seekrieg in seine Darstellung mit ein. 89 Fotos und zehn Karten illustrieren den flüssig zu lesenden Band. Freilich wird er seinem ehrgeizigen Anspruch, auf 400 S. eine »Global History« vorzulegen, nicht gerecht. Er schreibt eine auf bestimmte Segmente reduzierte Militärgeschichte vornehmlich aus anglo-amerikanischer Sicht, was substantiell mit seinen Sprachkenntnissen zusammenhängen dürfte. Ein Blick in den Anmerkungsapparat zeigt, daß das Buch auf Grundlage der englisch- und französischsprachigen Literatur und Quellen entstanden ist. Die zuletzt so reichhaltige deutschsprachige Forschung wird leider nicht einbezogen. Dies führt zu ärgerlichen Unebenheiten: Die Einleitung und das erste Kapitel verdeutlichen die Komplexität des Weges in den Krieg nicht, sondern konzentrieren sich ganz auf das Handeln der Staatsoberhäupter, d. h. im deutschen Fall auf Wilhelm II. Reichskanzler Theobald von Bethmann Hollweg wird in diesem Zusammenhang überhaupt nicht erwähnt, obgleich er natürlich eine viel entscheidendere Rolle in der Julikrise spielte als der Kaiser. Neibergs Urteil, daß 1917 »Germany had become a military dictatorship in everything but name« (S. 281) unterstreicht, daß er die komplexe innenpolitische Situation in Deutschland vielfach zu reduziert schildert.

So sehr die Darstellung der strategischen und operativen Ebene des Ersten Weltkrieges zu begrüßen ist, so sehr vermißt man die Einbettung in den größeren Zusammenhang, die

zumindest mit groben Strichen hätte vorgenommen werden müssen. So wäre es unabdingbar gewesen, Näheres über die Hintergründe des amerikanischen Kriegseintritts im April 1917 mitzuteilen. Der Bereich der Kriegsziele wird nur im Zusammenhang mit jenen des Deutschen Reiches gelegentlich erwähnt (z. B. S. 210). Warum dabei nur von den Annektionsprogrammen die Rede ist, bleibt unverständlich. Daß das Deutsche Reich 1915/16 immer wieder Friedensgespräche angeregt hat, sollte zumindest erwähnt werden. Von der Pariser Wirtschaftskonferenz im Juni 1916 und ihren radikalen Plänen zur Führung eines Wirtschaftskrieges nach dem Krieg (hier sei nur auf das monumentale Werk von G.-H. Soutou, *L'or et le sang*, Paris 1989 hingewiesen) oder den französischen und russischen Plänen zur Auflösung des Reiches liest man leider nichts. Daß Neiberg nur im Zusammenhang mit den westalliierten Truppen den Begriff »heroisch« verwendet, verwundert da nicht mehr (z. B. S. 239). Irritierend ist auch, wenn er bemerkt, daß die italienische Niederlage bei Capello im Herbst 1917 für immer (!) die Ehre der italienischen Waffen befleckt hat (S. 272). Insbesondere nach der Lektüre von Neibergs Zusammenfassung kann man sich des Eindrucks nicht verwehren, daß ihm daran liegt, beide Weltkriege als »good war« der Alliierten zu deuten. Diese Tendenz ist in den letzten Jahren in der amerikanischen Publizistik zunehmend festzustellen. Die Reduzierung der Weltkriege auf ein Kampf von »Gut« gegen »Böse« mag für journalistische Zwecke dienlich sein, in einem wissenschaftlichen Buch hat sie indes nichts verloren.

Gleichwohl ist »Fighting the Great War« eine gut geschriebene Zusammenfassung der wichtigsten militärischen Handlungsstränge des Ersten Weltkrieges, die zumindest für die britische und amerikanische Perspektive solide erarbeitet ist. Das Buch ist weniger für den Fachmann geschrieben, als für den interessierten Laien, der sich einen schnellen Überblick verschaffen möchte. Es ist allerdings sehr schade, daß Neiberg ausschließlich die Perspektive von »oben« darstellt. Angesichts des Umfangs wäre es gewiß möglich gewesen, die Perspektive von »unten« stärker zu betonen und so auch eine Kriegsgeschichte vorzulegen, die vom Tod spricht (Michael Geyer). Insgesamt bleibt so der Mehrwert dieses Buches begrenzt.

Sönke NEITZEL, Mainz

Robert T. FOLEY, *German Strategy and the Path of Verdun. Erich von Falkenhayn and the Development of Attrition, 1870–1916*, Cambridge (Cambridge University Press) 2005, XIV–301 S. (Cambridge Military Histories), ISBN 0 521 84193 3, GBP 45,00.

Foley schildert in seiner Dissertation die Entwicklung der »Ermattungsstrategie« in Deutschland zwischen 1871 und 1914 und deren praktische Durchführung im Ersten Weltkrieg von 1914–1916 mit einem Höhepunkt in Verdun. Die ersten Kapitel widmen sich der Diskussion um die Ermattungsstrategie in Deutschland vor dem Krieg. Diese stand im Gegensatz zur vorherrschenden Vernichtungsstrategie, dem »Dogma der Vernichtungsschlacht«, um Jehuda Wallachs Klassiker zu zitieren, der Einkreisungs- und Cannae-Taktik Schlieffens und seiner Jünger. Von Forschungsarbeiten über den Partisanenkrieg 1870/71 und den Ansichten des älteren Moltke kommt Foley schnell zu Hans Delbrück und zu der von jenem initiierten Debatte um die Ermattungsstrategie Friedrichs des Großen.

Am Ende dieser einleitenden, informativen Kapitel wird ein Grundproblem der Arbeit sichtbar. Foley geht von der Grundannahme aus, daß der Strategiestreit der Vorkriegszeit mit Falkenhayns späterer Strategie direkt zusammenhängen, so daß man von einem »development of attrition« in Deutschland sprechen kann. Er schreibt: »[...] this debate prepared the groundwork for an intellectual shift that had to take place after the failure of Germany's short war strategy in 1914. Many of Delbrück's concepts [...] would resurface in the strategy of Erich von Falkenhayn [...]« (S. 55). Doch genau diesen Nachweis, nämlich zu zei-

gen, daß Falkenhayn von Delbrück & Co. beeinflusst war, bleibt er schuldig. Dies hat seine Gründe. Es ist leicht, die intellektuellen und personellen Verbindungen und die gegenseitigen Beeinflussungen zwischen den »Vernichtungsstrategen« aufzuzeigen, aber schwer, dies auch für die »Ermattungsstrategen« zu tun. Foley hätte hier zeigen müssen, daß, und wie, Falkenhayn von den Diskussionen um die Ermattungsstrategie beeinflusst worden war. Das ihm das nicht gelungen ist oder gelingen konnte, liegt an der Person des späteren Generalstabschefs. Falkenhayn charakterisierte sich selbst vor dem Krieg als Praktiker, nicht als Mann theoretischer Studien; für die Vorkriegsdebatte um Vernichtungs- oder Ermattungsstrategie dürfte er nur ein Achselzucken und Klage über »papierene Schlachten, die mich nicht im mindesten interessieren,« gehabt haben¹. Er war zu jener Zeit mehr damit beschäftigt, sich eine alternative Karriere in China aufzubauen. Selbst nach dem Ersten Weltkrieg wollte Falkenhayn nicht als Ermattungsstrategie Delbrückscher Machart angesehen werden. Ein Freund hatte Falkenhayn, der nach 1918 natürlich wegen seiner Verdunstrategie sehr angefeindet wurde, gewissermaßen als Trost eine Broschüre Delbrücks zugeschickt, in der Falkenhayn vergleichsweise wohlwollend als Ermattungsstrategie charakterisiert wurde. Falkenhayn antwortete daraufhin folgendes: »Mit dem Delbrückschen Artikel bin ich nur bedingt zufrieden. Immerhin bedeutet er das Aufleuchten des Verständnisses, das soll anerkannt werden«².

Falkenhayn stand also den Thesen Delbrücks, der ihn im Jahre 1915 sogar einen Ehrendoktor der Universität Berlin verschafft hatte, selbst nach 1918 skeptisch gegenüber. Der Berliner Professor wiederum sah in dem Generalstabschef einen, wenn auch nicht als solchen geschulten Ermattungsstrategen. Sachlich stimmt das: Falkenhayn verfolgte eine Ermattungsstrategie: Ihm war spätestens im November 1914 klargeworden, daß auf einen Totalsieg gegen alle Feinde nicht mehr zu hoffen war; er hatte die Schwierigkeiten verstanden, die der Angriff und der versuchte Durchbruch im Schützengrabenkrieg aufwarfen, und setzte seine Hoffnungen darauf, die Gegner kriegsmüde zu machen, auf Separatfrieden und damit auf einen politischen Ausweg aus dem Krieg. Solange hieß es durchzuhalten. Diese strategische Grundlinie hatte er nach den gescheiterten Angriffen in Flandern im Herbst 1914 entworfen, ganz unabhängig von Delbrück und anderen theoretischen Denkern. Falkenhayns Wandlung zum »Ermattungsstrategen« war situativ. Denn auch er war, zumindest am Anfang des Krieges, ein Anhänger der vorherrschenden Vernichtungsstrategie. Er kritisierte im August und September 1914 zwar Moltkes sklavisches Kleben an Schlieffens Konzepten, aber als er selbst im September 1914 Generalstabschef wurde, versuchte er trotzdem, den Grundgedanken des Schlieffenplans, nämlich den Sieg im Westen, durch ein zum Meer ausgreifendes Überflügelungsmanöver noch zu retten. Erst infolge der dabei eintretenden horrenden Verluste sah Falkenhayn ein, daß dies nicht mehr ging; und setzte von nun an auf einen politischen Ausweg, da Deutschland nicht die Kräfte habe, den Zweifrontenkrieg militärisch zu beenden.

Mit anderen Worten: Falkenhayn war Realist, hatte Augenmaß, überschätzte die deutschen Kräfte nicht und lernte aus einer konkreten Situation; dies tat er als Praktiker, nicht etwa, weil er sich an irgendwelche Vorkriegsstudien oder die Delbrück-Debatte über die Kriegführung Friedrichs des Großen erinnerte. Er zog praktische Konsequenzen aus den »bisherigen Lehren dieses Krieges«, aus den Stärkeverhältnissen und der Natur des Schützengrabenkriegs. Delbrück selbst sah das ähnlich; er beschrieb Falkenhayn so, daß dieser »als kluger Kopf aus den praktischen Verhältnissen die richtigen Konsequenzen« gezogen und einen Ausgleichsfrieden angesteuert habe.«³ Da es Foley aus diesem Grund nicht gelin-

1 Holger AFFLERBACH, Falkenhayn. Politisches Denken und Handeln im Kaiserreich, München 2¹1996, S. 61.

2 Ibid. S. 514.

3 Ibid. S. 514.

gen konnte, die ersten Kapitel über die Vordenker der »Ermattungsstrategie« mit denen über Falkenhayns Strategie zu vernetzen, stellt sich die Frage nach dem inneren Zusammenhang des Buches, und ob es nicht letztlich nur ein Nebeneinander zwischen den ersten Kapiteln und dem Hauptteil seiner Arbeit gibt.

Foley untersucht in seiner weiteren Untersuchung die Amtszeit Falkenhayns. Er beschreibt kundig und gut lesbar die deutsche Führungskrise im Dezember 1914/Januar 1915, die Entschlußfassung für Gorlice-Tarnow, den Sommerfeldzug 1915 und die Debatten über die strategischen Entscheidungen, die sich daran knüpften, und schließlich Planung und Durchführung der Schlacht von Verdun, die natürlich den Höhepunkt der Darstellung bildet. Er analysiert, wie sich das Nebeneinander der beiden konkurrierenden strategischen Konzepte in der deutschen Armee auswirkte, nämlich die vergleichsweise zurückhaltende, realistische Strategie Falkenhayns und die Ansätze vieler seiner Kollegen, vor allem der »Vernichtungsstrategen« um Ludendorff, die, zumindest ihrer Rhetorik zufolge, einen Totalsieg anstrebten. Er zeigt die Probleme auf, die es zwischen Falkenhayn und den ihm unterstellten militärischen Instanzen gab, da diese grundsätzlich in der »Vernichtungsstrategie« geschult waren und partout nicht einsehen wollten, daß für jeden Versuch eines kriegsentscheidenden Entscheidungsschlags an einer Front die Kräfte fehlten. Foley bietet eine quellennahe Analyse dieser Vorgänge, die an sich sauber und klar gearbeitet ist. Für den deutschen Leser bietet sie aber nicht viel neues. Die hier verwendeten Quellen sind zum allergrößten Teil bereits bekannt und Foleys Interpretationen sind ebenfalls nicht neu. Wer sich auskennt, den beschleicht beim Lesen sehr bald das, am Schluß erdrückende, Gefühl des *déjà vu*. Ohne ein gewisses Maß an Fußnotenkosmetik würde dieser Eindruck noch deutlicher sein.

Foley ist ein klarer Kopf und hat der Versuchung widerstanden, sich durch gewollt originelle Thesen von der vorliegenden, inzwischen recht umfangreichen Literatur klar abzusetzen und Eigenständigkeit zu beweisen. Er präsentiert einem englischsprachigen Publikum Zusammenhänge, die diesem aus sprachlichen Gründen bislang verschlossen waren. Aber die Frage bleibt, ob dieses Ergebnis in einer angemessenen Relation zu Foleys Arbeitseinsatz steht, ob dies das ist, was ein Historiker mit seiner Dissertation erreichen will, und ob die Arbeit, wegen des fehlenden innovativen Elements, nicht vielleicht etwas enttäuscht.

Die Arbeit mag ein Warnsignal sein: Die Bestände des Reichsarchivs, die als weitere Legitimation für diese Arbeit auf dem Klappentext und in der Einleitung angeführt werden, haben der Forschung zum Ersten Weltkrieg seit Beginn der 1990er Jahre einen Schub versetzt. Doch nun scheinen sie leergefischt zu sein. Faktisch grundlegend neues und unbekanntes ist offenbar nicht mehr zu erwarten – interpretatives natürlich immer. Seine Chance, einen innovativen Beitrag zur deutschen Strategie im Ersten Weltkrieg zu leisten, lag auf einem anderen Feld: Nämlich auf den Grundideen und Planungen der Dritten OHL, Hindenburgs und Ludendorffs. Sein Arbeitseinsatz, sein Fleiß, sein ruhiges und klares Urteil hätten hier eine Arbeit zur deutschen Strategie schaffen können, die wirklich notwendig ist und auch weniger in der Bereitstellung neuer Quellen als vielmehr in den Interpretationen Originelles hätte leisten können. Denn der gesamte Komplex: Strategie der Dritten OHL ist durch die ebenso sachkundigen wie ungeheuer verbiegenden, wenn auch aus unterschiedlichen Blickrichtungen argumentierenden Schilderungen des Reichsarchivs, Gerhard Ritters und Uhle-Wettlers noch immer ein Feld, das einer grundlegenden sachlichen Neubewertung harret.

Holger AFFLERBACH, Atlanta

Rainer PÖPPINGHEGE, *Im Lager unbesiegt. Deutsche, englische und französische Kriegsgefangenen-Zeitungen im Ersten Weltkrieg*, Essen (Klartext) 2005, 349 p., ISBN 3-89861-467-0, EUR 32,00.

Long ignored by historians, First World War prisoners of war have, in the past few years, come back into vogue. The trend began with two French studies in the late 1990s by Annette Becker and Odon Abbal that came to radically different conclusions regarding the fate of French prisoners of war in Germany in 1914–1918¹. While Becker depicted First World War captivity in Germany as harsh, with some prisoners enduring violent reprisals, Abbal pointed to the success of exchange negotiations and the low death rate among the group of prisoners from the Languedoc that he studied, as evidence that captivity was a relatively humane experience. For those in Germany interested in this debate, the past two years have been kind with no fewer than four books published by German historians on the subject of prisoners. Uta Hinz and Kai Rawe have published studies dealing with Allied prisoners in Germany, while Jochen Oltmer has edited a collection on captivity in the different belligerent states². Rainer Pöppinghege's book is the latest welcome addition to this growing field of research.

Pöppinghege's approach and sources differ considerably to previous studies by focusing on a little-known phenomenon of prisoner life during the Great War: prisoner of war camp newspapers. These were publications produced mainly for a prison camp readership which were largely edited and written by the prisoners themselves. Pöppinghege's study adopts a comparative angle, examining prisoner newspapers produced in camps in Britain, France and Germany by civilian internees and by military prisoners of war. One of its most interesting conclusions concerns the breakdown of prisoner newspapers produced in each country: whereas British and German authorities facilitated the production of such newspapers, albeit censored, as a leisure activity for prisoners, the French enforced a much stricter regime, only allowing camp newspapers to be produced in officer camps. Pöppinghege's work draws upon two detailed interwar German studies of prisoner newspapers by Hans Bayer and Rudolf Häußler, and a bibliography of camp newspapers by Stefan Wangart and Richard Hellmann, as well as a wide range of newspaper collections and international archive sources³.

Pöppinghege situates prison camp newspapers within the history of the development of modern communication, analyzing their content and the context of their production as a means of assessing how prisoners perceived their own situation and constructed their own particular sense of identity and status. He convincingly argues that the prison camp newspapers served several key functions: providing information for prisoners about social events within each camp, building a sense of group identification among prisoners who shared a common camp environment and, not least, providing a way for prisoners to combat the general sense of boredom, frustration and depression that incarceration caused. Chief among his conclusions is that prisoners saw the active production of newspapers as a means of demonstrating to their home countries that they had used their captivity in a fruitful way

- 1 Annette BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, 1914–1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris 1998; Odon ABBAL, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Bez-et-Esparon 2001.
- 2 Uta HINZ, *Gefangen im Großen Krieg. Kriegsgefangenschaft in Deutschland, 1914–1921*, Essen 2006; Kai RAWE, »... wir werden sie schon zur Arbeit bringen!« *Ausländerbeschäftigung und Zwangsarbeit im Ruhrkohlenbergbau während des Ersten Weltkrieges*, Essen 2005; Jochen OLTMER (Hg.), *Kriegsgefangene im Europa des Ersten Weltkrieges*, Paderborn 2006.
- 3 Hans BAYER, *Das Presse- und Nachrichtenwesen der im Weltkrieg kriegsgefangenen Deutschen*, Berlin 1939; Rudolf HÄUSSLER, *Das Nachrichten- und Pressewesen der feindlichen Kriegsgefangenen in Deutschland, 1914–1918*, Berlin 1940; Stefan WANGART, Richard HELLMANN (Hg.), *Die Zeitung im deutschen Gefangenen- und Internierungslager. Eine Bibliographie*, Bühl 1920.

and had not succumbed to atrophy in the face of a lethargic camp existence imposed on them by the enemy. For prisoners, this cultural activity represented a way of remaining mentally alert in order to better serve their home countries upon their return. According to Pöppinghege, prisoners aspired to the status of the front combatant and, particularly in the case of German prisoners, the camp newspaper was a means of drawing attention to the fact that they too were suffering for their country and were part of the wartime national sacrifice. Many of the prisoner of war newspapers enjoyed a readership in the prisoners' countries of origin, facilitated by captor nations eager to show how well they were treating the inmates of their camps.

This study is at its most interesting and convincing where it discusses the prisoner of war newspapers, in particular when it ably analyses their attitudes to nation, gender, death and the August experience of 1914. However, Pöppinghege also devotes over half the book to discussing the nature of the First World War prison camp in Britain, France and Germany. This is more problematic. The most original aspect of this study is the analysis of the camp newspapers' content, rather than the general discussion of prison camp life in three countries which in places lacks depth: labour issues and food shortages receive only cursory commentary. Although the comparative approach adopted generally works well, Pöppinghege appears more familiar with the prison camp situation in Germany which dominates the narrative. This leads to some inaccuracies regarding Britain, which are uncharacteristic in an otherwise very well-researched book: the American ambassador James Gerard is twice described as the British ambassador in Berlin during the war (p. 59, 190). British prisoners' apparent reluctance to depict themselves as war victims is attributed to the lack of conscription in Britain, unlike Germany where »der Krieg – anders als in England – die gesamte Gesellschaft erfasst hatte«; an unconvincing assertion given that the majority of British prisoners captured from 1916 on were conscripts (p. 273).

Pöppinghege is undoubtedly right to consider prisoner of war newspapers as evidence of a benevolent attitude on the part of camp authorities. However, it is important to emphasise that this benevolent attitude was limited to specific groups of captives. Camp newspapers, as he points out, can only provide a very partial picture of captivity. The vast majority of the prisoner of war newspapers studied here were produced by a minority of prisoners who enjoyed an exceptional, privileged status within the world of First World War captivity: civilian internees, officer prisoners, or soldier prisoners housed in central parent camps where conditions greatly exceeded those in working commandos where the overwhelming majority of soldier prisoners were located by 1916 in Germany and France, and 1917 in Britain⁴. Civilian internees and officer prisoners were not required to work for the captor state which allowed them the time to produce newspapers. A wartime agreement between Germany and France is also relevant here: during the war the two countries agreed that soldier prisoners who practiced »intellectual« professions in civilian life were not to be employed on manual work⁵. It was these men, retained in parent camps while most other prisoners were sent away to work commandos to do manual labour, who were often behind the camp newspapers. Herein lies the explanation for what Pöppinghege describes as the papers' bourgeois ethos (p. 309).

This impression of a bourgeois newspaper culture is reinforced by Pöppinghege's decision to discuss civilian internee newspapers and those produced by military prisoners of war interchangeably. There is a need for greater distinction here in this study: combatant

4 Bernard DELPAL, Kriegsgefangene in Frankreich 1914–1920, in: Jochen OLTMER (Hg.) *Kriegsgefangene im Europa des Ersten Weltkriegs*, p. 153; Panikos PANAYI, *Kriegsgefangene in Großbritannien 1914–1919*, in: Jochen OLTMER (Hg.), *Kriegsgefangene im Europa des Ersten Weltkriegs*, p. 86, p. 144f.; Uta HINZ, *Gefangen im Großen Krieg* (as in note 2), p. 128–129.

5 Georges CAHEN-SALVADOR, *Les prisonniers de guerre, 1914–1919*, Paris 1929, p. 79.

prisoners who had experienced battle were a very different category of men from civilian internees and the book overlooks the reality of combatant prisoners' previous traumatic battle experience (p. 151). Yet this is an interesting, ambitious book that raises far more questions than could be answered in one study. It deserves considerable credit for providing important insights into prisoner newspapers that will greatly add to our understanding of the nature of captivity in the First World War.

Heather JONES, Dublin

Comment (se) sortir de la Grande Guerre? Regards sur quelques pays »vainqueurs«: la Belgique, la France et la Grand-Bretagne. Études réunies et présentées par Stéphanie CLAISSE et Thierry LEMOINE, Paris (L'Harmattan) 2005, 161 S., ISBN 2-7475-9207-3, EUR 15,00.

Bereits der Titel dieses aus einer Tagung im belgischen Louvain im Jahre 2004 hervorgegangenen Sammelbandes lenkt die Aufmerksamkeit auf ein entscheidendes Problem im Europa der Zwischenkriegszeit: Die Siegerstaaten des Ersten Weltkriegs sind mit Führungszeichen ausgestattet und müssen sich selbst erst noch aus diesem Krieg »herausziehen«. Die beiden Herausgeber setzen es sich zum Ziel, die Kriegserfahrung und die Art der Erinnerung jener drei europäischen Siegermächte zu vergleichen, die »am meisten unter dem Krieg gelitten haben«. Ungewöhnlich und in dieser Form für die Periode von 1918 bis 1924 noch nicht versucht ist dabei die Zusammenstellung der Länder – Belgien, Frankreich und Großbritannien. Während für Belgien und Frankreich die Führungszeichen um den Begriff Siegermacht inzwischen wohl nicht mehr umstritten sind, fällt Großbritannien auf den ersten Blick heraus: Zu sehr unterscheiden sich dort die Probleme von denen der beiden Staaten auf dem Kontinent, die neben einer Vielzahl von Menschenleben die Verwüstung eines großen Teils des eigenen Territoriums zu beklagen hatten und deren Besatzererfahrungen unmittelbar in die Sorge um die dauerhafte Sicherheit vor einem erneuten deutschen Angriff mündeten. Der Eindruck verstärkt sich bei der Lektüre des Bandes. Großbritannien ist nur in einem von insgesamt sieben Aufsätzen vertreten, in dem Jay WINTER die Erinnerung an den Ersten Weltkrieg aus der Perspektive der 1960er Jahre beschreibt und den »iconic character« des Großen Krieges in den britischen Medien analysiert. Auch im direkten Vergleich mit Großbritannien tritt die enge Verzahnung zwischen Frankreich und Belgien also in den Vordergrund, und die Wahl der Herausgeber hätte vielleicht einer tragkräftigeren Begründung bedurft.

Interessant und neu in dieser Anordnung sind daher vor allem die direkten Bezüge zwischen Frankreich und Belgien, die unterschiedliche Phänomene der Nachkriegszeit aufgreifen. Antoine PROST und Stéphanie CLAISSE zeichnen in zwei reich bebilderten Beiträgen jeweils die Bedeutung der *monuments aux morts* nach, die seit Ende des Ersten Weltkriegs die Landschaften Frankreichs und Belgiens maßgeblich prägen. Prost beginnt mit der Diskussion über die Errichtung von Ehrenmälern im Jahre 1916 und konzentriert sich anschließend auf den Sinn der Denkmäler, wobei er vier Gruppen unterscheidet: die zivilen Denkmäler, die keine Bewertung des Kriegs vornehmen, die patriotisch-republikanischen, die den Sieg Frankreichs und das Heldentum der Soldaten in den Mittelpunkt stellen, die konservativ-patriotischen Totenmäler, die zwar Trauer und Sterben zeigen, den Tod aber als Opfer rechtfertigen, und schließlich die pazifistisch motivierten Mahnmäler, die die Sinnlosigkeit des Todes ausdrücken. Prost kommt über diese Kategorisierung zu unterschiedlichen Lesarten des Kriegs, die den Zwiespalt der Nation zwischen Stolz auf den Sieg, dem Bewußtsein, Opfer gebracht zu haben, und der Trauer um die Toten zeigen. Hilfreich für den Leser ist auch ein Verweis auf Literatur zu den Denkmälern aus unterschiedlichen Regionen Frankreichs. Stéphanie Claisse stellt für Belgien ebenfalls eine Typologie der Denkmäler auf und unterscheidet zwischen zwei Ansätzen: der Abbildung

von Soldaten und Zivilisten einerseits, der Darstellung von »La Patrie« andererseits. Kennzeichnend für die belgischen Denkmäler sind im Unterschied zu Frankreich die Vielzahl der dort abgebildeten Zivilisten, und dies beinhaltet sowohl von den Besatzern ermordete Zivilpersonen als auch Deportierte und exekutierte Informanten. Während die Franzosen ihren Denkmälern oft den Titel »Mort pour la France« geben, ist es in Belgien die personifizierte »Patrie«, die in unterschiedlichen Situationen (kämpfend, trauernd, siegreich) dargestellt wird. Manche Städte, so Claisse, haben gar zwei: Während auf dem Friedhof Platz für ein Trauermal geschaffen wird, drückt ein weiteres Mahnmal in der Mitte des Ortes den Sieg aus.

Für Frankreich greifen Jean-Yves LE NAOUR und Bruno CABANES zwei weitere Beispiele heraus: Le Naour zeichnet die seit 1916 aufkommende Diskussion um das Wahlrecht für die im Krieg Gestorbenen nach und zeigt, wie sehr die Toten im Zentrum der Erinnerung standen: »Ils ont des droits sur nous« – so empfanden viele Franzosen und entfachten eine Debatte, die letztlich die Tür zur Einführung des Frauenwahlrechts öffnete. Cabanes beschäftigt sich in seinem »la guerre après la guerre« überschriebenen Aufsatz mit dem Hass der französischen Soldaten auf die Deutschen und antideutsche Übergriffe nach Kriegsende. In Abgrenzung zu der den Veteranen oft zugeschriebenen pazifistischen Position führt er aus, daß diese den Krieg nicht so schnell wie möglich hinter sich lassen wollten und gegenüber dem Gegner gar versöhnliche Gefühle hegten, sondern daß der Waffenstillstand eher eine Bereitschaft zu weiterer Gewalt hervorbrachte. Den schwierigen Übergang von der Kriegs- zur Friedenskultur beschreibt er anschließend anhand von Feldpostbriefen, aus denen vor Kriegsende die Vision von einem gewaltsamen Einmarsch nach Deutschland hervorgeht. Für Elsaß-Lothringen und das Rheinland bestätigt sich dies zwar nicht, die große Zahl der Ausweisungen aus den wiedergewonnenen Departements und die Fälle von Gewalt gegen die Bevölkerung sowie gegen symbolische Ziele im Rheinland zeigen aber, daß die französischen Soldaten den Deutschen doch deutlich machen wollten, daß diese den Krieg verloren und ihn zudem auch verschuldet hatten.

Die beiden letzten Beiträge des Bandes wenden sich wieder Belgien zu: Thierry LEMOINE stellt Beispiele aus der Presse in Lüttich und Namur für Geschäfte von belgischen Zivilisten mit dem Feind vor und betont das Bemühen der Deutschen, die Bevölkerung mit Nahrungsmitteln zu versorgen. Dazu benötigten sie die belgische Infrastruktur und die Mithilfe der einheimischen Produzenten, beispielsweise der Viehzüchter. Nach dem Krieg traten vor allem die Veteranen für eine Bestrafung der Kollaborateure ein. Im Unterschied zum Zweiten Weltkrieg, so stellt Lemoine fest, spielte sich die Zusammenarbeit mit den Deutschen in Belgien während des Ersten Weltkriegs aber vor allem auf ökonomischem, nicht auf politischem Gebiet ab. Rolande DEPOORTERE geht abschließend den belgischen Kriegsschäden nach und stellt für Belgien den auch für Frankreich bekannten engen Zusammenhang zwischen Sicherheit und Reparationen fest. Drei Illusionen bestimmten den Umgang der Belgier mit dem Erbe des Krieges: Die Hoffnung, eine Finanzierung werde vollständig durch die Besiegten erfolgen, der Glaube an ein finanzielles Engagement Großbritanniens und der USA und die Erwartung, Belgien werde bevorzugt entschädigt werden.

Alle Beiträge spiegeln wider, was Laurence VAN YPERSELE in ihrem Nachwort feststellt: Der Erste Weltkrieg endete nicht mit dem Waffenstillstand vom November 1918. Die Tagung in Louvain schärft vielmehr den Blick für die Vielzahl von Problemen, vor die sich die vermeintlichen Siegermächte Frankreich und Belgien gestellt sahen. Die vergleichende Forschung, die die Herausgeber mit ihrem Band anregen möchten, ist sicherlich berechtigt und lenkt das Interesse einmal mehr auf die zentrale Bedeutung des Ersten Weltkriegs für die Geschichte des 20. Jhs. Die Erklärung einer Verbindung zwischen Belgien und Frankreich einerseits, Großbritannien andererseits bleibt der Band dem Leser allerdings schuldig.

Anna-Monika LAUTER, Düsseldorf

Cinzio VIOLANTE, *Das Ende der ›großen Illusion‹. Ein europäischer Historiker im Spannungsfeld von Krieg und Nachkriegszeit, Henri Pirenne (1914–1923) – Zu einer Neulesung der ›Geschichte Europas‹*, hg. von Gerhard DILCHER, mit einem Vorwort von Giorgio CRACCO, Berlin (Duncker & Humblot) 2003, 381 S., 1 Abb. (Schriften des Italienisch-Deutschen Historischen Instituts in Trient, 18), ISBN 3-428-11591-0, EUR 89,80.

Das letzte größere Werk des italienischen Mediävisten Cinzio Violante (1921–2001) ist 1997 in Italien erschienen und liegt nun, versehen mit einer längeren Einleitung von Giorgio Cracco, erstmals in deutscher Übersetzung vor. Violante selbst hatte es dem Italienisch-Deutschen Historischen Institut in Trient anvertraut, da er sich für sein ungewöhnliches und durchaus schwieriges Werk gerade den deutschen Leser wünschte. Er setzt sich mit dem belgischen Historiker Henri Pirenne auseinander, insbesondere mit dessen »Geschichte Europas«, mit der er den Schritt von der traditionellen nationalen Geschichtsschreibung hin zu einer europäischen, sozialhistorisch orientierten Historiographie vollzog. Pirennes persönliche Geschichte war eng mit der Violantes verbunden: Der Belgier wurde im Ersten Weltkrieg in Deutschland interniert, der Italiener war deutscher Kriegsgefangener im Zweiten Weltkrieg und hielt sich als Internierter fast zwei Jahre lang ebenfalls in Deutschland auf. So wird die Beschäftigung Violantes mit Pirenne zur Auseinandersetzung mit seinem eigenem Erleben und zum Versuch, die Entwicklung der deutschen und europäischen Geschichtsschreibung zu verstehen; Autobiographie und Forschung sind eng miteinander verbunden. Violante befand sich ebenso wie Pirenne in dem Zwiespalt, einerseits Deutschland als Militär- und Machtstaat mit einschneidenden persönlichen Konsequenzen für das eigene Leben erfahren zu haben, andererseits aber sogar im Exil jene Kultur wiedergefunden zu haben, die er bereits als Student bewundert hatte. Er wollte daher keinesfalls, eine Studie zur (deutschen bzw. europäischen) Historiographiegeschichte oder gar zur Geschichte der ersten Hälfte des 20. Jhs. vorlegen, sondern begriff sein Buch über Pirenne als moralisch und politisch motiviert und suchte über den engen Kreis der Fachwelt hinaus breitere Leserschichten.

Die einzelnen Abschnitte des Buches sind heterogen im Stil und in der Art der Darstellung. Kapitel eins erzählt vom Leben Pirennes während des Ersten Weltkriegs und faßt die Kriegserfahrung des Historikers und sein Schicksal als Gefangener in Deutschland zusammen. Kapitel zwei weicht von Pirenne ab und resümiert aus der Forschungsliteratur die Haltung der deutschen Historiker zum Krieg, wobei Violante die Wurzeln für den »Geist von 1914« im 19. Jh. festmacht. Die Kapitel drei bis fünf wenden sich der Kriegs- sowie der unmittelbaren Nachkriegsgeschichte zu und zeichnen die Auseinandersetzung Pirennes mit den deutschen Kollegen nach. Diese gipfelte im Ausschluß Ulrich von Wilamowitz Moellendorfs, Franz Eduard von Liszts und Karl Lamprechts (letzterer posthum) aus der Königlich Belgischen Akademie, den Pirenne als Präsident der Akademie im Jahre 1919 vorantrieb. Zutiefst getroffen durch deren Haltung zum Krieg, hatte sich Pirenne vom Bewunderer der deutschen Forscher – insbesondere mit Lamprecht verbanden ihn enge wissenschaftliche Kontakte – zum Hauptankläger gewandelt. Als Vorsitzender des Organisationskomitees für den internationalen Historikerkongreß von 1923 in Brüssel sprach sich Pirenne dann auch für den Ausschluß der deutschen Universitäten und Akademien aus. Violante illustriert die veränderte Haltung, indem er ausführlich aus einigen von Pirennes öffentlichen Reden zitiert (u. a. »Le pangermanisme et la Belgique« vor der belgischen Akademie, »La nation belge et l'Allemagne« an der Universität Gent sowie die Eröffnungsrede des Brüsseler Kongresses). Dabei gleitet er zunehmend ins Deskriptive ab und paraphrasiert die Reden Pirennes, ohne eine schlüssige Synthese anzubieten.

Dieser Eindruck erhärtet sich bei der Lektüre von Kapitel sechs und sieben des Buches, in denen es um die Einordnung von Person und Werk in die westeuropäische Historiographiegeschichte geht. Was als Analyse der Entstehung von Pirennes »Geschichte Europas« sowie als Interpretation dieses Hauptwerks des belgischen Historikers vorgestellt worden

ist, gerät zunehmend zur Nacherzählung und reiht lange Zitate aneinander. Violante gelingt es nicht, sich vom Werk zu distanzieren und es als Historiker kritisch zu begleiten – zu eng ist er selbst mit dem Denken Pirennes verbunden. So ist ein Buch entstanden, das in der ersten Hälfte zwar durchaus interessante Perspektiven zum Umgang von Historikern mit den großen Katastrophen des 20. Jhs. bietet, in weiten Teilen aufgrund des Mangels an Synthesen aber doch ermüdet und wohl allenfalls den ganz speziell am Schreiben Pirennes interessierten Leser zu fesseln vermag.

Der Schlüssel zu diesem ungewöhnlichen Buch liegt im letzten Satz des Nachworts: »Und meine Seele ist ruhig«, schreibt Violante und verdeutlicht damit nochmals sein eigentliches Anliegen: Durch die Beschäftigung mit Pirenne die eigenen Erfahrungen mit den deutschen Historikern und ihrer Haltung zu den beiden Weltkriegen zu bewältigen. Mit dem Ergebnis war er, darauf läßt sein Nachwort schließen, zufrieden. Sein erklärtes Ziel aber, breitere Leserschichten insbesondere in Deutschland zu erreichen, hat er wahrscheinlich verfehlt. Der Leser und seine Bedürfnisse rücken vielmehr zunehmend in den Hintergrund, und man beobachtet eher die Reflexionen Violantes, als daß Neues zum Werk Pirennes geboten wird. Das ist gleichzeitig das große Problem und die außerordentliche Stärke dieses sehr persönlichen Spätwerks des italienischen Mediävisten.

Anna-Monika LAUTER, Düsseldorf

Jules ISAAC, un historien dans la Grande Guerre. Lettres et carnets 1914–1917. Introduction par André KASPI. Présentation et notes par Marc MICHEL, Paris (Armand Colin) 2004, 306 S., ISBN 2-200-26731-2, EUR 25,50.

Diese Edition präsentiert erstmals die Kriegskorrespondenzen des französischen Historikers Jules Isaac. Basis ist der heute in der Bibliothèque Méjanes (Aix-en-Provence) zugängliche Nachlaß, abgedruckt und kommentiert sind auf 300 Seiten neben einigen kurzen Auszügen aus seinen Notizbüchern vor allem Briefe Isaacs an seine Frau Laure. Der Briefwechsel dokumentiert den Zeitraum direkter Fronterfahrung des schon im August 1914 zur Landwehr einberufenen Historikers: seinen Kriegsalltag bei der Instandsetzung von Gräben zunächst an der Aisne (ab Herbst 1914) und ab April 1915 in der Champagne; seinen anschließenden Einsatz auf einem Artilleriebeobachtungsposten westlich von Verdun (Mai 1916–Juni 1917). Nach einer biographischen Einleitung von André Kaspi und der ausführlichen Einführung durch Marc Michel gliedert sich die Edition nach den Einsatzorten Isaacs, wobei die Abschnitte »Champagne« und »Verdun« den größten Raum einnehmen. Mit der schweren Verwundung Isaacs durch eine Artilleriegranate 1917 endet die Briefsammlung. Dokumente aus der Tätigkeit im Schreibdienst (beim Generalstab des Grand Quartier général und später beim Außenministerium) wurden nicht aufgenommen, dafür ein bislang ebenfalls unveröffentlichter Text Isaacs mit dem Titel »Renouvellement«, eine Art vorläufiger Synthese seiner Kriegserfahrungen von Juni 1917 (S. 296–301).

Ausgangspunkt für eine Rekonstruktion seines unmittelbaren Kriegserlebens ist naturgemäß die besondere Bedeutung Isaacs in der späteren Auseinandersetzung um die Ursachen des Krieges und seine Rolle als »militant de la paix« (S. 10f.). Gleich einfürend konstatiert Michel die Kluft zwischen der direkten Kriegswahrnehmung Isaacs und dessen späterer Position (S. 25) und ordnet ihn – in Anknüpfung an den mittlerweile umstrittenen Begriff – eindeutig als Kombattanten der »culture de guerre« ein (S. 37f.). Zugleich soll die Dokumentation nachzeichnen, wie tief und nachhaltig Isaac als Mensch und Historiker durch diesen Krieg geprägt wurde (S. 302). Beides verdeutlichen die Briefe eindrucksvoll. Sie zeigen, wie stark Isaac sich angesichts der traumatischen Erfahrung Krieg von seiner zivilen Existenz zurückzieht, die Perspektive des *poilu* einnimmt. Seine Themen sind der

Kriegsalltag, Kälte, Entbehrung, Ratten und immer wieder der Schlamm, der ihm regelrecht zum Alptraum wird. Vom Historiker bleibt der Beobachter und Analytiker. Er reflektiert in seinen Briefen immer wieder, wie dieser Krieg die Soldaten und ihn selbst verändert: die Abstumpfung, die Fokussierung auf Überleben und Durchhalten (S. 103f.), die dauerhaften Auswirkungen der täglichen, unsäglichen Brutalität (S. 170). Isaac versucht, den für ihn völlig neuen Charakter des Krieges zu erfassen. Durchgängig pessimistisch bezüglich der Dauer des Krieges, begreift er diesen als militärische und politische, soziale und zivilisatorische Umwälzung, im Dezember 1916 gar als Auftakt zu einem monströsen und unerbittlichen Zeitalter (S. 217f.). Eine Synthese dieses Kriegsbildes findet sich im Text »Renouveau«, in dem er eine immer größere Kluft zwischen Vergangenheit und Gegenwart sowie einen dauerhaften Umbruch sozialer, nationaler und internationaler Ordnungen und Werte konstatiert (S. 298). Immer versteht sich Isaac zwar auch als Zeuge dieser Umwälzung, in aller erster Linie aber als Kombattant (S. 218f.). Durchweg pessimistisch sind vor diesem Hintergrund seine Kommentare zur Lage Frankreichs: Seine bissige, teils verbitterte Kritik richtet sich gegen die mangelnde Moral der »Heimatfront«. Mißtrauisch bis abfällig äußert er sich wiederholt über das gesamte politische Establishment (z. B. S. 147) und beklagt, es fehle Frankreich ein Lloyd George oder Wilson. Nur Clemenceau traut er in einem Brief vom März 1916 – trotz Kritik an dessen Person – die notwendige politische Weitsicht zu (S. 177f.). Wie seine Frau Laure geißelt er die selbstsüchtige Mentalität des Spießbürgertums im Hinterland (S. 127), kritisiert mehrfach die Verlogenheit und falsche Siegesgewißheit der Propaganda und damit ganz offen seinen Mentor Ernest Lavisse (S. 217f.). Isaac fordert absoluten Realismus als Grundvoraussetzung für ein fast übermenschliches, aber notwendiges nationales Opfer (S. 271). Nur ein solches ermögliche ein erfolgreiches Standhalten gegenüber dem deutschen Militarismus und damit den Sieg von Freiheit und Demokratie in der Welt. Optimistischer stimmt ihn – im Frühjahr 1917 – erst der Kriegseintritt der USA (S. 252), von dem er sich ein Anfachen des republikanischen Eifers auch in Frankreich erhofft. Solche Passagen belegen die von Michel konstatierte republikanisch motivierte »violence patriotique« (S. 37), den unbedingten Siegeswillen des Frontsoldaten Isaac gegenüber einem für ihn durchweg barbarischen und großenwahnsinnigen Feind (S. 85). Der Kontrast zu Isaacs späterer Position ist offensichtlich, überrascht angesichts der von ihm durchlebten Kriegsrealität indes nicht allzu sehr. Denn eindrücklich vermitteln die Briefe auch den Kampf des Menschen Isaac um sein physisches und psychisches Überleben. So ist es schade, daß die ansonsten breit annotierte und kommentierte Quellenedition nur äußerst knappe Hinweise dazu liefert, warum die Dokumentation im Juni 1917 endet (S. 31). Nach Lektüre der abgedruckten Kriegsbriefe Isaacs stellt sich die Frage nach dem Wandel seiner Einstellungen um so mehr. Mehr Information zu Auswahl und Einordnung dieser beeindruckenden Zeugnisse hätte die gelungene Dokumentation abgerundet.

Uta HINZ, Düsseldorf

Mario KESSLER, Arthur Rosenberg. Ein Historiker im Zeitalter der Katastrophen (1889–1943), Cologne (Böhlau) 2003, 335 p. (Zeithistorische Studien, 24), ISBN 3-412-04503-9, EUR 39,90.

Peut-être fallait-il un historien né en RDA, qui y a fait ses études jusqu'à l'habilitation en 1990 avant de faire l'expérience de l'université libre de Berlin puis d'Amerherst (Mass.) pour comprendre plus personnellement l'itinéraire d'Arthur Rosenberg. Il existe certes déjà plusieurs études sur cet historien. Mais Kessler, auteur entre 1993 et 2001 de plusieurs publications sur les rapports entre question juive et mouvement ouvrier – y compris ceux du parti dominant – a davantage mis en lumière la marginalité imposée à l'historien de sa jeunesse à l'exil. Juif converti par ses parents, d'origine hongroise, au protestantisme,

impérialiste sous l'Empire, communiste révolutionnaire déçu sous Weimar, licencié de l'université de Berlin qui n'a jamais accepté de le titulariser, puis exilé dès 1933, Rosenberg incarne l'exemple du paria selon Hanna Arendt.

En cinq chapitres, clairement structurés, l'auteur évoque sa jeunesse «entre assimilation et marginalisation» dans le Berlin impérial (1898–1918), sa double vie de journaliste communiste et d'historien-chercheur de l'Antiquité à l'université (1918–1923), sa brève carrière de député du KPD, membre de la direction du Parti et du Komintern (1923–1927), la critique de ses illusions révolutionnaires (1927–1933), et de l'exil (1933–1943). Avec, sur le tard, son adhésion au «sionisme athée», sans abandonner les liens avec d'anciens camarades exilés. Passé de l'histoire de l'Antiquité, qui l'avait fait connaître comme spécialiste novateur et qu'il continue à enseigner, à l'histoire contemporaine dont il a une connaissance plus étendue que bon nombre de ses contemporains par ses multiples activités internationales, il publie même à l'intention de ses camarades, une histoire de la Commune de Paris, Rosenberg sous-estime cependant la montée des fascismes et la spécificité du nazisme. Longtemps hostile au système parlementaire, il va d'ailleurs jusqu'à assimiler ses dirigeants au fascisme. Plus lucide sur la stratégie de l'URSS visant à soumettre les partis frères à ses intérêts nationaux, cette analyse le conduit, après 1927, au rapprochement avec le SPD vilipendé auparavant, conséquence de sa rupture en 1927, avant une exclusion probable du KPD désormais aligné sur l'URSS sous la présidence d'Ernst Thälmann.

À partir de là, commence la troisième partie de sa vie marquée d'abord par la publication, en 1928, d'une «Histoire de la genèse de la République allemande». Traduite en 1931 en Grande-Bretagne, cette analyse de «la catastrophe allemande» depuis 1871, lui vaut l'estime de la critique social-démocrate et d'une minorité libérale, mais l'ostracisme de l'université qui refuse de le nommer professeur malgré la proposition réitérée du ministre de la Culture. Il ne parvient à assurer la subsistance de sa famille que grâce à ses fonctions supplémentaires dans un collège, créé par la municipalité SPD pour les enfants d'ouvriers et d'employés et comme chargé de cours à la Deutsche Hochschule für Politik. Produit de la réflexion critique sur son expérience au sein du mouvement ouvrier, il publie en 1932 une «Histoire du bolchevisme», sous-titrée «De Marx au temps présent», traduite entre 1933 et 1936 dans six pays – dont la France et même la Palestine. Malgré son appréciation positive de l'URSS, qui lui vaut les critiques du SPD, il montre que l'évolution du marxisme aboutissant à la prise du pouvoir dans un seul pays a creusé un fossé croissant entre bolcheviques et masses populaires. Positive par rapport à la Russie tsariste, cette évolution s'avère, selon Rosenberg, réactionnaire pour les pays industrialisés d'Europe occidentale où le prolétariat a réalisé des organisations autonomes. D'où l'échec du Komintern.

Dans le contexte de la crise de 1930, il analyse aussi pour la première fois l'évolution de l'antisémitisme en Allemagne sans se référer à ses propres origines. Membre de la Ligue allemande des droits de l'homme, l'ancien partisan de la guerre allemande prend à présent la défense du mathématicien Emil Gumbel, victime d'une violente campagne pour avoir dénoncé les crimes de l'extrême droite liée à la Reichswehr, licencié de l'université de Heidelberg. Il défend aussi le juriste Willy Cohn, sanctionné pour avoir demandé l'asile politique en faveur de Trotski.

Premier historien licencié par l'université de Berlin à cause de ses publications, sans retraite, ni même la dérogation accordée aux anciens combattants, il prend le chemin de l'exil avec sa femme, sa mère, sa sœur et ses deux enfants. Durant les six mois passés à Zurich, grâce au Comité d'assistance aux intellectuels, il rédige une «Histoire de la république de Weimar» axée sur la question: Pourquoi Hitler était-il inévitable? Tout en sous-estimant le rôle des dirigeants nazis à commencer par celui d'Hitler, l'ouvrage, publié en 1935 à Karlsbad, est l'un des premiers à analyser les conditions socio-économiques ayant favorisé les fascismes. Dans une République sans tradition démocratique, les soldats – non les travailleurs – ont renversé l'Empire. Mais le sort de la République était scellé dès 1919

puisque le Conseil des délégués du peuple, sans pouvoir militaire, l'a abandonné aux officiers impériaux et a maintenu l'administration héritée de la monarchie. Contrairement à ses affirmations de 1928, il estime désormais que le passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie socialiste était impossible en 1918. D'où la nécessité d'entrer au parlement tout en appelant le peuple à se mobiliser pour la défense de la République. Avec ce 3^e ouvrage, Rosenberg se différencie encore du KPD qui estimait encore en 1929 l'Allemagne mûre pour une révolution, mais aussi du SPD qui condamne encore la nationalisation des industries clés. Paradoxalement, les thèses de Rosenberg ne trouveront un écho que dans la nouvelle historiographie allemande des années 1955–1990.

Conscient de la précarité de sa situation en Grande-Bretagne, Rosenberg entreprend un voyage exploratoire en 1935, lors de la réunion de l'American Historical Association à Philadelphie où il retrouve plusieurs de ses anciens collègues employés au Brooklyn College. Mais malgré leurs efforts et le soutien de la Society for Protection on Science and Learning, il n'y obtiendra un poste mal payé que deux ans plus tard. Entre-temps, malgré la mise en garde du consul allemand de Liverpool, il reçoit la notification de la dénationalisation de sa famille, à laquelle il fait ajouter son fils cadet né en 1936 en Angleterre. Arrivée à l'automne 1937 à New York, la famille ne parvient à subsister que grâce aux compensations de salaire des associations d'aide aux intellectuels émigrés. Préparée durant le séjour à Liverpool, »Démocratie et Socialisme – Histoire politique des 150 dernières années« paraît en allemand à Amsterdam en 1938, l'année suivante à Londres et New York, élargissant le champ d'investigation aux motifs d'effondrement des démocraties depuis 1914. Selon lui, le droit de vote a vidé la démocratie d'une partie de son sens en lui faisant perdre l'ancrage dans les masses. D'où un fossé croissant entre démocratie et socialisme déjà conscient chez Marx et Engels. Approuvant l'économie planifiée du New Deal de Roosevelt, il espère aussi que la France et l'Angleterre, où le marxisme a eu moins d'écho, donneront vie à un marxisme réaliste non dogmatique.

À partir de la guerre, tout en préparant une étude sur l'Antiquité orientale, Rosenberg écrit de nombreuses contributions pour les journaux et revues de l'émigration comme pour des publications américaines telles que le »New York Times« ou »Jewish Frontier«. Devenu sioniste militant, il donne des conférences aux étudiants du groupe Avukah, avec l'espoir que les Juifs sauront ériger en Palestine une démocratie capable de »désintoxiquer« tout le Proche Orient. Activité qui ne l'empêche pas de participer à la création d'un groupe indépendant d'émigrants allemands et, en 1942, à la German American Emergency Conference to Defeat Hitler for the Safeguard of American Democracy. L'ouvrage »Behemoth« de son ami Fritz Neumann contribuera, selon lui, au besoin d'une théorie nouvelle pour vaincre le fascisme et promouvoir une Union européenne des peuples incluant une Allemagne non divisée et non asservie.

Brisé par l'accumulation des tâches et des problèmes financiers incessants, Rosenberg meurt le 7 février 1943 d'un cancer à l'hôpital de Brooklyn et sera enterré à sa demande dans le cimetière local. Plusieurs nécrologies – dont celle du »New York Times« – rappellent son adhésion aux principes démocratiques qu'il avait combattus auparavant. Triplement marginal comme juif – malgré sa conversion au protestantisme, communiste devenu dissident et sioniste athée, Rosenberg a lutté jusqu'au bout pour ses convictions et a tenté de sauver des amis restés en Europe à la merci des persécutions. Il laisse une œuvre importante dont témoigne la bibliographie et les nombreuses rééditions d'après-guerre.

Rita THALMANN, Paris

Eckard MICHELS, *Von der Deutschen Akademie zum Goethe-Institut. Sprach- und auswärtige Kulturpolitik 1923–1960*, München (Oldenbourg) 2005, 266 p. (Studien zur Zeitgeschichte, 70), ISBN 3-486-57807-3, EUR 39,80.

Si l'on peut difficilement promettre à «Von der Deutschen Akademie zum Goethe-Institut», en raison de son caractère moins émotionnel, le même succès de librairie que celui qu'a connu «Deutsche in der Fremdenlegion»¹, force est de constater que Michels maîtrise l'éclectisme. «Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944»² avait déjà montré qu'il s'aventure avec autant de bonheur sur les terres de l'histoire culturelle que sur celles de l'histoire militaire, son dernier ouvrage le confirme.

Adossé à une documentation large et solide³, l'auteur s'emploie à rétablir dans sa réalité scientifique une évolution historique que la fonction de représentativité des instituts allemands à l'étranger avait conduit à embellir après-guerre en effaçant de sa mémoire et de son image quelques éléments douteux des années trente et surtout quarante. À cette période Michels consacre les chapitres IV à VI. Avec quelque 250 écoles de langue en Europe et un millier de collaborateurs, bénéficiant de dotations budgétaires enviables, l'Akademie connu jusqu'en 1944 une période particulièrement faste, qui n'était pas sans contraster avec des débuts modestes et avec les difficultés qu'elle avait encore rencontrées dans les premiers temps du national-socialisme, en dépit d'actions de main tendue en sa direction et de la méfiance qu'à l'image d'une partie des classes cultivées de la société weimarienne elle avait affichée face à la première République allemande. Qu'à l'automne 1943 la présidence en fût confiée, sur proposition de Goebbels à Hitler, au ministre (sans portefeuille) Arthur Seyss-Inquart, montre à quel point le régime lui accordait de l'importance: à la fin de la guerre elle était devenue la première organisation de propagande culturelle et de rayonnement linguistique du Troisième Reich.

En 1945 l'Akademie fut d'ailleurs, décision rare dans ce domaine, interdite par l'occupant américain eu égard à son passé, ce qui sonna également le glas du premier institut Goethe – et le début d'une période de mutation fondamentale. Jusqu'à présent cela a eu pour effet que les travaux qui lui étaient consacrés s'arrêtaient à cette date; Michels franchit le pas vers l'Institut Goethe nouvelle formule, ce qui lui permet de dévoiler des lignes de continuité encore inexplorées pour la période qui va de 1923 à 1960, par exemple dans le domaine de la pédagogie («méthode directe» d'enseignement de la langue, etc.). Par contre le rôle important qu'avait joué l'Akademie avant 1945 au plan de la recherche ne fut pas reporté sur l'Institut.

En 1951 la nécessité de redonner à la République un outil structuré pour sa politique culturelle à l'étranger conduisit à reconsidérer le problème. Rétablir la Deutsche Akademie ne s'avérant pas souhaitable à divers titres, et il fallait ménager les champs de compétence de l'IfA, du DAAD, etc. C'est ainsi que naquit à Munich un nouvel institut Goethe, le premier juillet 1952 – naissance assortie de la promesse d'une neutralité politique comparable à celle de l'avant-1936. Sa première tâche fut d'organiser un séminaire pour enseignants allemands à l'étranger. Alors qu'à l'Ouest on s'efforçait de tourner la page avec quelque ambiguïté, Berlin-Est s'efforça un temps de tirer parti du passé – signe que l'action de l'Institut Goethe n'était pas dénuée d'efficacité. Les années soixante virent au demeurant se réduire à la por-

1 Eckard MICHELS, *Deutsche in der Fremdenlegion 1870–1965. Mythen und Realitäten*, Paderborn 1999.

2 Id., *Das Deutsche Institut in Paris 1940–1944*, Stuttgart 1998.

3 Il n'existe pas de fonds commun regroupant les dossiers de l'Akademie et de l'Institut Goethe; Michels a consulté notamment les Archives fédérales de Berlin et de Coblenze, les Archives politiques de l'Auswärtiges Amt (Berlin), le Bayrisches Hauptarchiv et l'Archiv der Bayrischen Akademie der Wissenschaften (Munich), les archives de l'Institut für Zeitgeschichte ainsi que de l'université de Munich, de l'Institut für Auslandsbeziehungen de Stuttgart, du Public Record Office de Kew, etc.

tion congrue ceux qui avaient travaillé pour l'Akademie sous Hitler, dans la décennie suivante le renouvellement du personnel était achevé. Depuis 1959 l'Institut Goethe a pour mission non seulement d'œuvrer à la diffusion de la langue hors des frontières, mais aussi d'assurer une présence culturelle allemande.

Par-delà ce qui apparaît comme une étude de cas, l'auteur évoque les débats et la philosophie qui ont longtemps sous-tendu la politique culturelle allemande à l'étranger. Elle complète opportunément d'autres études consacrées à la politique culturelle allemande à l'étranger⁴, mais constitue en elle-même un ouvrage de référence incontournable.

Jean-Paul CAHN, Paris

Insa ESCHEBACH, *Öffentliches Gedenken. Deutsche Erinnerungskulturen seit der Weimarer Republik*, Frankfurt a. M. (Campus) 2004, 225 p., ISBN 3-593-37630-X, EUR 24,90.

Le livre d'Insa Eschebach contribue à un genre historique très actuel, européen en général, allemand en particulier: celui de l'étude du souvenir et de la mémoire commune. Surmontant les dangers d'un vocabulaire spécifique parfois abscons, l'ouvrage offre l'intérêt de prendre en considération le temps long, en traitant des commémorations allemandes au cours du XX^e s., de la république de Weimar à nos jours. Cette périodisation a certes pour conséquence de placer en parallèle des événements et des contextes particulièrement différents, sinon opposés; mais c'est justement ce qui fait l'intérêt du travail, avec une comparaison possible des objets et modes de commémoration, comme des techniques de ritualisation. De fait, les mémoires traitées ici sont à l'image de l'histoire allemande du XX^e s., en un parallèle évident avec les »Deutsche Erinnerungsorte«.

La commémoration, nous indique Eschebach dans une première partie théorique, puise ses sources dans la religion: c'est celle-ci qui fonde la célébration de certaines dates ou de certains lieux, en lien avec des événements ou le culte des saints. Associés étroitement à l'État dans la commémoration, la religion et ses représentants se voient ensuite progressivement écartés, l'État élaborant son propre culte, élevant certains personnages au rang de saints, développant une vénération des noms, et n'hésitant pas à reprendre à son compte le système des reliques.

Par ailleurs, la commémoration n'est pas un acte spontané: décidée par le haut, elle s'illustre par des cérémonies consensuelles imposées. Néanmoins, la longue durée permet de constater le caractère mouvant de telles manifestations, comme le montrent les études de cas auxquelles l'auteur procède. Ainsi, les marins morts au courant de la Première Guerre mondiale, considérés comme des héros, en appellent certes à une revanche aussi bien sous la république de Weimar (première inauguration du mémorial de Laboe, en 1927) que sous le régime nazi (deuxième inauguration en 1936); mais confiés au souvenir des familles sous Weimar, ils font l'objet d'une appropriation par le mouvement national-socialiste sous le Troisième Reich. De même, la vocation d'une commémoration, centrée sur un même monument, peut évoluer: le mémorial de Laboe, incarnation du souvenir, devient lieu de revendications, qu'il s'agisse des appels au relèvement de l'Allemagne, ou, après la Deuxième Guerre mondiale, à la libération des amiraux emprisonnés suite aux procès de Nuremberg ou à la réunification, accompagnée d'une mise en garde contre l'URSS et la privation de liberté en RDA.

De même, un lieu de commémoration peut faire l'objet de rituels à géométrie variable. C'est le cas des camps de concentration installés sur le sol allemand, terrains d'une mémoire

4 Celle notamment que Volkhard Laitenberger a consacrée au DAAD (Göttingen 1976), celle de Kurt Düwell et Werner Link (ouvrage collectif) sur la politique culturelle allemande depuis 1871 (Cologne 1981), celle encore (ouvrage collectif également, en trois volumes) de Peter Alter (Cologne 2000), celle de Ulricke Stoll, etc.

divergente en fonction de leur localisation en RFA ou en RDA; des camps de concentration dont la vocation mémorielle évolue avec le changement de régime politique, Ravensbrück par exemple n'ayant pas la même fonction en RDA ou dans l'Allemagne réunifiée; et toutes les victimes de Ravensbrück, comme de Dachau, ne faisant pas l'objet de commémorations. En ce sens, ces lieux de mémoire sont bel et bien des mémoriaux nationaux qui excluent les éléments hétérogènes: l'unification de la mémoire imposée par l'État met en avant un passé, en excluant les personnes indésirables au moment de la commémoration et efface ainsi leur rôle dans le passé (c'est le cas des morts juifs de la Première Guerre mondiale, écartés sous Weimar, complètement refoulés sous Hitler). Cette uniformisation abusive rend à son tour nécessaire l'implication de groupements d'intérêt voulant rappeler les souffrances des victimes »alternatives«: Tsiganes, homosexuels, témoins de Jéhovah, communistes. En ce sens, on assiste à une démocratisation du souvenir; tandis que le statut des morts est lui-même variable: héros d'abord, ils deviennent ensuite victimes selon l'usage que le régime fait des marins (Laboe) ou des déportés morts en camps (Ravensbrück).

La généralisation, comme la démocratisation du souvenir, se traduit par une sacralisation du lieu, mais aussi par sa trivialisation: mémoriaux militaires ou camps de concentration, ceux-ci focalisent à la fois des pèlerinages et un tourisme de la mort. Lorsque l'on n'assiste pas, en parallèle à la sacralisation, à une banalisation des lieux et des rituels (avec par exemple l'extension aux camps de concentration d'un culte pénitentiel très chrétien). La création de »lieux à voir«, qui sont la base du tourisme de la mort, du tourisme de la Shoah (les crématoires) rend nécessaire la mise en place de garde fous. Mais, comme le montre Eschebach, la visibilité des lieux porte en elle-même le risque de l'abus de la commémoration et, en miroir, celui d'une mémoire négative.

L'auteur ouvre ensuite un débat intéressant, même si discutable: il s'agit de la relation dialectique, dans la nouvelle RFA, entre la nationalisation de la mémoire (la Shoah devenant une religion civile obligatoire pour tous les Allemands) et l'universalisation des valeurs représentées dans les lieux de commémoration. Ainsi selon Eschebach, on assiste, au stade actuel de la commémoration, en lien avec le souci de montrer la validité européenne, sinon mondiale du mal qu'incarne la Shoah, à une sorte d'assimilation entre les crimes nazis et tous les autres crimes de l'Histoire, et partant à un risque de relativisation du crime nazi. Dans tous les cas, avec la reconnaissance universelle de ce mal, il y a réinstallation de Dieu là où il avait été nié. C'est sur cette universalisation de la notion du bien, après que la notion de mal eut été universalisée, que s'achève l'étude. Pour l'auteur en effet, il faut conclure sur un parallèle avec le 11 septembre 2001, dans un nouveau retournement dialectique: car l'universalisation du bien que suscitent les attentats dirigés contre les États-Unis oblige forcément à une lutte pour le bien; et cette lutte justifie à son tour des morts. Et dans un ultime retournement, cette lutte, visant à donner du sens aux morts du 11 septembre, élevés au rang de héros, en faisant de ce combat un combat universel, réintroduit dans la commémoration le sens de l'héroïsme et sa dimension nationale. Le stade de la mémoire *post-nationale*, généralisé dans les années 1990 doit donc s'effacer pour faire place à une nouvelle mémoire *nationale*.

Riche en faits, en analyses et en suggestions, l'ouvrage d'Insa Eschebach invite d'autant plus à la poursuite de la réflexion qu'il présente certains manques. En dépit de certaines velléités, la comparaison avec d'autres pays, par exemple la France ou la Pologne, aurait pu renforcer ou éclairer son propos. Et l'on peut regretter que, même si la conclusion de la démonstration veut souligner une renationalisation de la mémoire, elle passe pour ainsi dire sous silence ce qui est à notre sens l'incarnation par excellence de l'aboutissement actuel de la mémoire et de la commémoration allemande: le mémorial de Berlin aux Juifs d'Europe assassinés, inauguré en mai 2005, et l'exigence de tels mémoriaux centraux de la part des autres groupes de persécutés.

Dominique TRIMBUR, Paris

Mona L. SIEGEL, *The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism, 1914–1940*, Cambridge (Cambridge University Press) 2004, XIV–317 p. (Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare, 18), ISBN 0 521 83900 9, EUR 45,00.

Siegel verse une nouvelle pièce au dossier des facteurs qui ont rendu possible l'inimaginable défaite française de mai 1940. Un ébranlement ressentit dans le monde entier. Au lendemain de l'armistice, de part et d'autre de la ligne de démarcation, puis des océans, des accusations vengeresses s'en sont prises aux causes morales, mentales et politiques qui ont prélué à l'écroulement militaire. Par la suite, des chercheurs se sont penchées sur la formation des élites française de l'entre-deux-guerres et leur vision du monde. Il s'agissait d'expliquer la démobilisation des esprits face à l'agressivité manifeste du III^e Reich.

L'ouvrage s'inscrit dans cette lignée, encore qu'il porte sur l'ensemble de la population française, rurale et urbaine, étudiée sous un angle original et précis. Il s'agit de vérifier l'hypothèse selon laquelle les instituteurs et institutrices auraient exercé une influence pacifiste et démobilisatrice sur les élèves qui leur étaient confiés, ceci au moyen d'un échantillonnage comprenant le Nord, la Somme, l'Yonne, la Dordogne et Paris. Comme on le sait, à la veille et pendant les premières années de la Grande Guerre, les enseignants étaient les vecteurs d'un très vif patriotisme, comme partout ailleurs en Europe, mais dans leur cas, exacerbé par la polarisation sur les provinces perdues. Pourtant, à mesure qu'ils étaient marqués par les horreurs de la guerre de tranchées et que s'affichaient les pertes, leur ardeur patriotique fit place à un pacifisme spontané, aussi bien chez les hommes rescapés des hostilités que chez les femmes qui entre-temps avaient comblé les vides et étaient devenues largement majoritaires dans la profession. Pour illustrer cette évolution, ont été dépouillées des archives scolaire, étudiées les publications des groupements syndicaux et recueillis les mémoires comme les témoignages oraux des enseignants, ceci afin d'en extraire les symboles et les mythes sur lesquels ils se fondaient pour faire la classe.

Le résultat est intéressant, pour plusieurs raisons. Les récits recueillis sur le vif illustrent les conditions de travail de ces hussards de la République qui se trouvent être en majorité des femmes. L'auteur diagnostique le plus souvent une tendance à surmonter la haine entre les peuples et effacer l'image du «boche». Mais il note aussi des manifestations de pacifisme extrémiste face auxquelles des protestations de parents ou des rappels à l'ordre venus de la hiérarchie n'ont pas manqué de se manifester. Loin d'être anecdotique, ce détail pose un problème mal résolu dans l'ouvrage.

Car après le congrès de Tour une distinction sera à faire entre le pacifisme individuel, renouant avec la tradition jaurésienne, et celui de commande, professé dans le sillage des campagnes orchestrées autour du désir de paix soviétique. Certains des acteurs interrogés signalent leur lien avec un syndicat, presque toujours socialiste, mais parfois d'obédience communiste sinon avec le parti communiste lui-même. Pour les autres témoins, il y a une incertitude qui met d'autant plus mal à l'aise le lecteur que le chapitre sur les syndicats intervient au milieu du livre et on ne sait s'il faut le prendre comme la conséquence du pacifisme spontané alors qu'il pourrait en être le clé. La politisation des syndicats d'instituteurs est un fait établi, mais le lecteur ne dispose pas de données sur l'arrière-plan politique du fait observé. Lorsque l'auteur signale un regain en faveur des valeurs militaires à la fin des années 1930, le lecteur peut se demander s'il y a eu là un effet du pacte signé en mai 1935 entre Laval et Staline qui conviait la classe ouvrière à participer à l'effort de préparation à la guerre. Ces nuances sont difficiles à appréhender en termes de sociologie. D'autre part, et Siegel le reconnaît, on ne peut pas mesurer avec certitude ce qui reste dans le comportement des adultes de l'enseignement reçu pendant la scolarisation.

Malgré cette impasse, l'ouvrage, par ses conclusions mesurées et par les documents cités, constitue une bonne étude de base, d'autant plus clair qu'il échappe au jargon de la théorisation sociologique. Notons aussi que l'on n'en a pas fini, en France comme à l'étranger, de se pencher sur l'incompréhensible, l'étrange et fatidique défaite de mai 1940.

Anne HOGENHUIS-SELIVERSTOFF, Paris

Christian FREIGANG, Auguste Perret, die Architekturdebatte und die »Konservative Revolution« in Frankreich 1900–1930, Munich (Deutscher Kunstverlag) 2003, 381 p., ISBN 3-422-06347-1, EUR 78,00.

La figure d'Auguste Perret a été présentée par la génération de Le Corbusier et des architectes français de la modernité comme celle d'un »précurseur«, recevable avant tout du fait de sa descendance prolifique. La prégnance de cette représentation, qui était encore dominante il y a trente ans, ne se fondait que sur l'absence de travaux rigoureux, nourris par les archives, et comparables en cela aux recherches entreprises sur des protagonistes comme Peter Behrens, en Allemagne, ou Hendrik Petrus Berlage, aux Pays-Bas. Les premières études solides ont été celles consacrées au début des années 1980 par Joseph Abram aux élèves de Perret, comme si, une fois encore, il fallait procéder de la périphérie vers le centre. Par la suite, Abram s'est engagé dans l'étude de ce qu'il a dénommé le »classicisme structurel« de Perret, puis dans celle de la reconstruction du Havre après 1945, le grand chantier de l'architecte.

Un seuil a été marqué avec l'ouverture progressive au public des archives de l'agence Perret, qui avaient été déposées au Conservatoire national des arts et métiers dans les années 1950, mais qui étaient restées inaccessibles. Le premier, Roberto Gargiani s'est fondé sur la correspondance de l'architecte pour proposer une nouvelle interprétation de ses principaux projets. Puis l'étude collective des quelque 30 000 dessins du fonds a permis, après son dépôt à l'Institut français d'architecture la publication par Maurice Culot, Gilles Ragot et David Peyceré d'un volume consacré à l'»Œuvre complète« des frères Perret, conduisant à la découverte de dizaines de projets méconnus, étudiés et/ou réalisés dans le monde entier entre 1900 et 1954. Dès lors, une nouvelle génération de chercheurs s'est consacrée à une enquête plus approfondie sur la production de l'agence et sur les engagements culturels de Perret, notamment grâce à l'analyse des correspondances professionnelle et privée.

Un seuil essentiel a été franchi ensuite, avec la préparation d'une grande exposition, vingt ans après celle que le CNAM avait consacrée à Perret. Lancée en 1996 par l'Institut français d'architecture, elle fut conçue par Joseph Abram et Bruno Reichlin, et présentée sous ma direction en 2002 au Havre, puis à Turin et enfin à Paris. Parallèlement, un intense travail conduit à la publication parallèle d'une volumineuse »Encyclopédie Perret«, rassemblant les contributions des meilleurs chercheurs mondiaux sur les projets, les édifices, les théories, les clients, les élèves et la fortune critique de Perret. C'est donc une nouvelle conjonction historiographique qui est apparue, dont les recherches de Christian Freigang sont une composante significative.

Perret apparaît désormais comme une figure autonome et complexe, se développant selon ses rythmes propres entre le rationalisme du XIX^e siècle, la modernité et le retour à l'ordre classique, comme un architecte redéfinissant sans cesse les frontières de la discipline vis à vis des techniques et de la culture. La place de Perret dans les générations d'architectes français qu'il a fréquentés est également mieux perçue, de l'amitié fraternelle avec son condisciple Paul Guadet et son cadet Charles-Édouard Jeanneret – le futur Le Corbusier – au rôle de parrain académique et institutionnel qu'il finira par prendre, notamment après 1940, lorsqu'il devient le premier président du nouvel Ordre des architectes. Comme l'a montré Abram, dont les travaux restent incontournables, Perret est porteur d'un propos théorique – certes laconique dans son expression – autant que d'un système architectural. Ses œuvres majeures cristallisent donc des intentions doctrinales et des positions critiques que l'exposition rétrospective a mis en relief.

Parmi ces positions, les principales sont les suivantes. Tout d'abord, la problématique de Perret s'inscrit dans le discours du rationalisme structurel français, tel qu'il se développe depuis les années 1860 dans les théories de Viollet-le-Duc, d'Anatole de Baudot et d'Auguste Choisy. Les techniques de composition et des types utilisés par Perret s'inscrivent par ailleurs dans une tradition de la distribution remontant à François et Jacques-François

Blondel, aux XVII^e et XVIII^e siècles, et aux enseignements de Julien-Azaïs Guadet à la fin du XIX^e siècle. L'aspiration très explicite de Perret à un retour à l'ordre classique doit être pensée, d'un autre côté, dans la culture littéraire et artistique française des années 1910–1920, dont elle est indissociable. Enfin, la réaction de Perret à l'essor du discours et des thèmes formels des modernes radicaux, faite à la fois de condescendance et de rivalité, peut désormais être problématisée, grâce à la connaissance des lectures que Perret a pu faire – par exemple celle des traductions françaises d'Adolf Loos – et des liens qu'il a entretenus avec professionnels et critiques.

Les ambiguïtés de l'œuvre de Perret, telles que la coexistence conflictuelle dans beaucoup de ses édifices d'une coupe de structure moderne et d'un masque de la façade, selon la dualité qu'a ironiquement soulignée Le Corbusier en 1932, n'apparaissent plus désormais comme une sorte de faiblesse intellectuelle ou artistique, mais bien comme une position originale et stimulante. Dans le même temps, la présence dans son œuvre d'une pensée du chantier et d'une esthétique du travail montré dans son répertoire tectonique peut être mesurée. Entrepreneur – et sur ce point les différentes modalités de la division du travail au sein de la firme Perret frères restent parfois un peu floues –, consultant, architecte, pédagogue, Perret peut désormais être perçu dans la multiplicité de ses rapports avec la production et les institutions architecturales en France et en Europe.

L'ampleur des échos de l'œuvre de Perret en Allemagne est aussi mieux mesurée, au travers des analyses que font du travail d'un architecte un temps stigmatisé comme «boche» des critiques aussi différents que le classiciste Werner Hegemann, l'expressionniste Adolf Behne et le fonctionnaliste Ludwig Hilberseimer. Et sans doute Perret ne rencontre-t-il pas de meilleurs exégètes que deux réfugiés berlinois à Paris: l'historien de l'art Max Raphael, qui fait une lecture sociologique de son travail, et l'architecte Julius Posener, attiré par la «balance architecturale» d'un professionnel qui a le «type parfait du professeur français, avec sa dignité, son amour pour les formules lapidaires, la largeur de ses idées générales (et les bornes de ces idées, qu'il cultive consciemment), son doctrinarisme même».

Le livre de W. Freigang prend toute sa place dans une nouvelle génération d'analyses, au sein desquels il n'a rien d'un isolé, puisqu'il compte parmi les contributeurs de l'«Encyclopédie» de 2002. Son point de vue est original, car il se propose moins de situer la contribution de Perret dans son contexte français qu'il ne s'appuie sur les écrits, les projets et les épisodes biographiques relatifs à Perret pour proposer une vision complètement neuve de la culture architecturale française du premier tiers du XX^e siècle. Plus encore, c'est l'ensemble des rapports entre le monde de l'architecture et de l'esthétique, d'une part, et le monde de la politique et de la religion, d'autre part, qui est reconstruit.

Freigang sait dépasser la vision éculée d'un Perret néoclassique naïf, jouet des rivalités des autres, pour le montrer à l'œuvre dans les réseaux conservateurs avant, pendant et après la Première Guerre mondiale. Il parvient à restituer ces interactions en conjuguant l'analyse de plusieurs séries d'épisodes. Il s'agit, d'une part, d'un corpus relativement restreint d'édifices, et non des moindres: le théâtre des Champs-Élysées, objet éminemment dialectique puisqu'il fait l'objet d'une polémique mémorable à propos des rôles respectifs de Perret et Henry Van de Velde, et à propos de son caractère «germanique»; l'église Notre-Dame de Consolation du Raincy, familièrement baptisée «Sainte Chapelle du béton armé», et le théâtre de l'Exposition des arts décoratifs de 1925. Perpendiculairement, pourrait-on dire, à la chronique de la création et de la discussion de ces bâtiments, Freigang construit le tableau des interactions entre les institutions municipales, comme la Commission du Vieux Paris, les associations des Artistes de Passy et Art et Liberté, ou encore des groupuscules actifs pour le «renouveau catholique» comme la Société de Saint-Jean.

Enfin, contrairement à l'image qui fait de lui un penseur sentencieux et réticent, dont le discours se serait limité à quelques aphorismes, Perret apparaît grâce aux analyses de l'ouvrage comme partie prenante de toute une série de controverses importantes: il participe à la

réflexion sur l'ornement et sur la modernisation de la forme des villes, et parallèlement aux débats sur le classicisme, sur lesquels Freigang écrit des pages absolument novatrices, notamment lorsqu'il évoque la centralité nouvelle prise par le Parthénon dans les réflexions françaises. Enfin, Perret peut être associé aux échanges intenses consécutifs à la guerre sur la signification et la forme des églises catholiques.

C'est ainsi un récit presque romanesque qui est proposé, dans lequel le détail des dessins et des édifices est aussi présent que la lettre de textes critiques oubliés et justement mis à jour. La présentation du livre est particulièrement soignée et il s'accompagne d'une très utile bibliographie et d'un index exceptionnellement précis. Indispensable à la compréhension des rapports entre l'architecture, la politique et la culture intellectuelle, ce livre est aussi une contribution marquante à l'histoire des idées modernes et des positions d'arrière-garde dans la France contemporaine et à ce titre le livre mérite d'être lu bien au delà des cercles de l'histoire de l'art. La qualité de propos, dans sa forme comme dans son fonds, méritait que l'on y revienne, à presque cinq ans de distance.

Jean-Louis COHEN, Paris

Jutta HELD, *Avantgarde und Politik in Frankreich. Revolution, Krieg und Faschismus im Blickfeld der Künste*, Berlin (Reimer) 2005, 250 p., ISBN 3-496-01321-4, EUR 39,00.

Ce bel ouvrage rassemble des textes de Held déjà publiés dans un autre cadre, mais réactualisés et redéfinis pour constituer un ensemble cohérent. Il s'agit de montrer les multiples facettes des avant-gardes politisées en France au XX^e s., tout en ne se limitant pas à l'école française ou l'école de Paris. Ce concept permet de dépasser les limites d'un art national et de faire le lien entre poésie, littérature, peinture et sculpture. Il permet aussi de mieux rendre compte de l'étonnante succession de divers mouvements au cours de cette période – de l'impressionnisme au cubisme et au surréalisme, en passant par le fauvisme – que ne peut y parvenir une histoire de l'art traditionnelle.

Les cas présentés dans ce volume sont abordés selon une démarche commune: comment est-il possible d'enregistrer les faits marquants de son époque et les traduire dans une œuvre picturale ou littéraire. Parmi eux, on ne trouvera nul représentant de l'agit-prop ou de la mouvance des «intellectuels organiques» de la gauche. L'objectif qu'ils poursuivaient tous était en premier lieu artistique et non pas politique. Néanmoins, Chagall, Breton, Dali, Lingner, Ernst s'intéressaient aux rapports entre l'artiste et les masses, c'est-à-dire entre l'artiste et le peuple. Depuis la révolution russe de 1917, ils ne le méprisaient plus, ne le considérant plus comme une matière malléable et spongieuse, mais porteuse de dynamique et de renouveau. C'est là que l'artiste puisait des forces nouvelles, perdant d'emblée la morgue élitiste de ses prédécesseurs du XIX^e s.

Au XX^e s., nombreux sont les artistes ou poètes qui se sont employés à contrer »l'ordre dominant« et à construire un bloc antifasciste de gauche, parfois même prêts à se mobiliser contre la guerre et pour la révolution. Certes, pour Chagall, cela demeura du domaine de l'imaginaire. En revanche, pour bien d'autres, le gouvernement de Front populaire en Espagne, le parti communiste, la résistance furent un terreau favorable à l'émergence d'un courant de solidarité européenne. Quant aux surréalistes, ils marquèrent le pas dans les années 1930 par rapport au constructivisme des années 1920, tout en conservant le même refus de l'esthétique bourgeoise et l'espoir de lendemains révolutionnaires. Et pourtant Max Ernst ou Dali allaient thématiser dans leur œuvre l'intrusion de la nature dans les villes comme s'ils voulaient remplacer le combat social et sa perspective émancipatrice en mettant l'accent sur l'homme et sa vie dans un stade naturel.

Les différents articles de l'ouvrage illustrent bien ces diverses perspectives. Dans son tableau de 1937, »La révolution«, Chagall privilégie le caractère ouvert et expérimental de

l'ensemble aux dépens de la représentation du combat politique. Max Lingner choisit la métaphore de la mère pour représenter dans son œuvre la gauche française. André Breton considère que la liberté de l'artiste s'arrête là où il est nécessaire de promouvoir une politique de gauche. Quant à Max Ernst, il représente volontiers la thématique de l'invasion d'une horde de barbares en utilisant divers moyens techniques, ceux qui lui semblent chaque fois les plus appropriés. Dans ce contexte, on comprend que tout un chapitre soit consacré au «Guernica» de Picasso: l'écho provoqué par la nouveauté des moyens mis en œuvre fut énorme. Dans un autre domaine, Held cite l'exemple de Paul Eluard et de son poème »La dernière nuit«, rédigé après le choc de l'exécution de trois communistes par les nazis – un poème largement diffusé auprès de la résistance française. Moins connu est Paul-Émile Borduas et son tableau »Bombardement sous-marin«, qui répondait ainsi à la demande que l'artiste puisse satisfaire à »l'actualité universelle de l'art«. Le dernier exemple abondamment commenté par Held lui permet d'élargir encore cette perspective avec un tableau de Picasso sur la guerre de Corée.

Dans cet ouvrage, qui suit la trace des créateurs, les commentaires sont toujours fort précis et judicieux. Il est, cependant, bien dommage que l'éditeur n'ait pas jugé bon de fournir des illustrations à la hauteur des exemples présentés: les reproductions en noir et blanc, souvent un peu floues, ne permettent pas de se faire une idée juste des tableaux, surtout s'il s'agit de peintres relativement peu connus.

Anne-Marie CORBIN, Rouen

Der Intellektuelle und der Mandarin. Für Hans Manfred Bock, hg. von François BEILECKE und Katja MARMETSCHKE, Kassel (kassel university press) 2005, 809 S. (Intervalle 8. Schriften zur Kulturforschung), ISBN 3-89958-134-2, EUR 34,00.

Hans Manfred Bock ist zweifellos einer der besten Kenner des französischen Intellektuellenmilieus. Verfasser und Herausgeber zahlreicher Schriften, beschäftigt er sich seit Jahrzehnten mit der französischen Intellektuellen-, Kultur- und Gesellschaftsgeschichte. Nicht zuletzt kommt ihm das Verdienst zu, »die Einführung und Entwicklung einer historisch-soziologisch fundierten und vergleichend angelegten Intellektuellenforschung vorangetrieben zu haben« (S. 12). So ist es nur naheliegend, daß die in der ihm gewidmeten Festschrift zusammengestellten 34 Aufsätze sich auf rund 800 Seiten dem Stand und den Perspektiven der Intellektuellenforschung widmen. Die Beiträge sind in drei große Kapitel gegliedert. Im ersten Teil mit dem Titel »Meisterdenker revisited« leiten zunächst zwei Aufsätze von Michel TREBITSCH und François BEILECKE in das Themenfeld Intellektuellenforschung ein. In seinem instruktiven Überblick über die französische Intellektuellenforschung geht Trebitsch besonders auf die Arbeiten Jean-François Sirinellis ein, den er als führenden Repräsentanten der französischen Intellektuellengeschichtsforschung ansieht (S. 31). Bourdieu habe dann dessen Arbeiten um das spezifische intellektuelle Milieu erweitert, das er als autonomes soziales Universum betrachtet habe (S. 32). Am Ende verweist Trebitsch auf Sartre, der den Intellektuellen aufgrund seiner kritischen Funktion definierte, als »Anderen« gegenüber dem Staat, der Macht, der Religion und jeglicher Form der Orthodoxie.

François Beilecke fordert seinerseits eine Schärfung des Netzwerkbegriffs, der dazu beitragen könne, wesentliche Erkenntnisse über die Interventions- und Einflußmöglichkeiten von Intellektuellen zu gewinnen. Als Netzwerk betrachtet er eine »spezifische Menge von informellen und relativ stabilen Beziehungen zwischen sozialen Akteuren«, wobei diese Akteure verschiedene soziale Einheiten sein können, z. B. Regierungs- und Wirtschaftsorganisationen, Vereine, Haushalte, Familien oder Individuen (S. 55). Schließlich betont er die Bedeutung von Intellektuellen bei der Herausbildung grenzüberschreitender Netzwerke.

Sowohl bei der Gründung des Deutsch-Französischen Instituts in Ludwigsburg als auch des Deutsch-Französischen Jugendwerks seien Intellektuelle über das »Netz sozio-kultureller Mitlereinrichtungen« beteiligt gewesen. Die Rolle der Intellektuellen als politische Akteure in trans- und internationalen Prozessen unterstreiche die Notwendigkeit, den Netzwerkbegriff für die Erforschung eines politischen Akteurs zu nutzen. Im Anschluß an die theoretischen Eingangsbeiträge werden verschiedene Intellektuellenfiguren untersucht, die auch heute noch als »intellektuelle Meisterdenker« betrachtet werden, wie etwa Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Max Weber oder Martin Heidegger. Dietmar HÜSER vergleicht die heutigen Rap-Musiker mit den Provinz-Notabeln des 19. Jhs. und sieht Analogien hinsichtlich ihrer sozialen Funktion, die sie im Herkunfts- und Ankunftsmilieu des beruflichen Aufstiegs erfüllen. Gleichzeitig seien sie »Vor-Ort-Intellektuelle des Medienzeitalters« (S. 192). Hüser richtet seinen Blick auf die soziale Funktion engagierter Lieder für Jugendliche aus Migrantenfamilien und erweitert die Intellektuellenforschung um den Aspekt der populären Kultur.

Während der erste Teil überwiegend nach den aktuellen Bedingungen intellektuellen Engagements fragt, beschäftigt sich der zweite Teil des Bandes mit der Verortung von Intellektuellen und Intellektuellengruppen in ihrer Zeit. Die meisten Beiträge behandeln den Zeitraum der 1920er bis 1940er Jahre. Jens FLEMMING beschreibt die schmerzhaft Abkehr Arnold Zweigs vom Zionismus und seine Desillusionierung angesichts der Realität in Palästina. Die engen Handlungsspielräume Benno Reifenbergs, bis 1943 politischer Redakteur der »Frankfurter Zeitung«, innerhalb einer gleichgeschalteten Presselandschaft »einen Hauch von unangepaßtem, originellem Journalismus« (S. 363) zu erhalten, legt Dagmar BUSSEK anschaulich dar. Klaus GROSSE KRACHT zeichnet die Entstehung der französischen Meister Eckhard-Ausgabe nach, die von Bernard Groethuysen und Aline Mayrisch realisiert wurde. Mit dieser 1943 erschienenen Eckhard-Ausgabe des Verlages Gallimard, in dessen Lektorat Groethuysen seit 1927 tätig war, setzte er ein Gegengewicht zur nationalsozialistischen Interpretation des mittelalterlichen Mystikers.

Einen Bogen von den Zwischenkriegs-Intellektuellen zur Nachkriegszeit schlägt Nicole RACINE mit ihrem Beitrag über Anne Heurgon-Desjardins und die Dekaden von Cerisy. Die Tochter des Philosophen Paul Desjardins führte die von ihm begründete Tradition der »Dekaden von Pontigny« nach dem Zweiten Weltkrieg in Cerisy fort. Der Beitrag läßt nicht nur das Leben Anne Heurgon-Desjardins Revue passieren, sondern vermittelt auch einen Eindruck von den französischen Intellektuellendebatten der Nachkriegszeit. Niels BECKENBACH untersucht die Rolle des Intellektuellen als charismatischen Akteur in der politischen Kultur der 1968er Bewegung, und Carla ALBRECHT zeigt ausgehend von der von Botho Strauß ausgelösten »Bocksgesang-Debatte« die Verknüpfung zwischen intellektueller Intervention und nationaler Identität in der Bundesrepublik.

Das dritte Kapitel widmet sich Intellektuellen und Mittlern im deutsch-französischen Spannungsfeld. Einzelne Beiträge beleuchten Werdegang, Tätigkeitsfelder und Bedeutung zentraler Mittlergestalten wie Joseph Rován, Gilbert Ziebura, Raymond Schmittlein und Eugen Ewig. Katja MARMETSCHKE arbeitet in ihrem Beitrag über Edmond Vermeil die funktionalen Ähnlichkeiten und Überschneidungen von Vermittler- und Intellektuellenrolle heraus. Während Intellektuellen eine wichtige Funktion im Prozeß der nationalen Identitätsbildung zukomme, übernehmen Mittler diese Rolle für den Prozeß der fremdnationalen Identitätsprägung (S. 509). Die Aufsätze über Theodor Heuss, Jean-Richard Bloch und Klaus Mann widmen sich deren Beziehung zum jeweiligen Nachbarland. Die Bedeutung persönlicher Freundschaften für den Kulturtransfer untersuchen Gilbert KREBS und Gilbert MERLIO am Beispiel von Heinrich Mann und Felix Bertaux einerseits sowie Romain Rolland und Hermann Hesse andererseits. Mit den letzten drei Beiträgen erwartet den Leser ein Zeitsprung. Zunächst führt Reinhard MEYER-KALKUS in das 18. Jh. zurück und erinnert mit den französischen Epikureern am Hof Friedrichs II. von Preußen an eine

vergessene Episode deutsch-französischer Kulturbeziehungen. An- und abschließend werden zwei institutionalisierte Möglichkeiten von Verständigungsbemühungen und Kulturtransfer ins Blickfeld gerückt, das Deutsch-Französische Jugendwerk und das Lektorenprogramm des DAAD. In den deutschen und französischen Jugendlichen, die sich begegneten, sieht Eva Maria KUNTZ Mittlerfiguren zwischen beiden Nationen, mehr noch, sie seien Intellektuelle »der ganz besonderen Art« (S. 727). Damit dehnt sie den Intellektuellen- und Mittlerbegriff von einer intellektuellen Elite auf eine breitere Basis all jener aus, die mit dem anderen Land näher in Kontakt getreten sind. Ob dieser Ansatz tragfähig ist, wird sich zeigen. Zusammen mit dem Beitrag von Joachim UMLAUF umreißt sie Gegenwart und Zukunft deutsch-französischer Verständigungsinitiativen.

Der vorliegende Band ist zweifellos ein wichtiger Beitrag zum gegenwärtigen Stand und den Perspektiven der Intellektuellenforschung in Frankreich und Deutschland. Die Diversität der Beiträge stellen dabei Stärke und Schwäche zugleich dar. Kaum ein Aspekt, der hier nicht beleuchtet wird. Bisweilen verliert der Leser jedoch den Überblick und vermißt ein wenig die innere Kohärenz. Die vorgestellten Akteure sind zweifellos den Forschungsinteressen der Verfasser geschuldet, doch sind sie tatsächlich repräsentativ – oder fehlen nicht auch andere Intellektuellen- und Mittlerfiguren, die ebenso interessant gewesen wären? Dennoch: Wer sich mit Intellektuellenforschung und deutsch-französischem Kulturtransfer beschäftigt, kommt an diesem Buch nicht vorbei. Eine Bibliographie der Arbeiten Hans Manfred Bocks und Kurzdarstellungen der Autoren runden den Band ab. Ein Namensregister wäre angesichts der Vielzahl der behandelten Themen und Personen sicher hilfreich gewesen, hätte aber wohl den Rahmen des ohnehin schon recht umfangreichen Bandes gesprengt.

Gaby SONNABEND, Frankfurt a. M.

Conan FISCHER, *The Ruhr Crisis, 1923–1924*, Oxford (Oxford University Press) 2003, VIII–312 S., ISBN 0-19-820800-6, GBP 50,00.

In der internationalen Zeitgeschichtsschreibung für die zwanziger Jahre des vorigen Jhs. hat die Ruhrkrise als Wendepunkt der internationalen Beziehungen seit langem einen festen Platz. An die Seite ihr gewidmeter früherer Untersuchungen wie die von Stephen Schuker und Jacques Bariéty ist in jüngster Zeit die Neuinterpretation der Politik des französischen Ministerpräsidenten Poincaré durch Stanislas Jeannesson getreten. Darstellungen über die Haltung der betroffenen Bevölkerung im Ruhrgebiet fehlten lange Zeit, weil die historiographische Würdigung eines Vorganges, den die Zeitgenossen wenigstens anfangs als eine Art nationaler Erhebung erlebten, im Zeichen der französisch-deutschen Entente seit der Ära Adenauer nicht mehr als zeitgemäß galt. Erst in jüngster Zeit fand der »Ruhrkampf« als Beispiel passiven Widerstandes mit der Arbeit von Barbara Müller historiographisches Interesse. Das Buch des an der Universität Strathclyde (Glasgow) lehrenden Historikers bemüht sich um eine Synthese, die sowohl die internationalen Rahmenbedingungen der Ruhrkrise als auch besonders deren Auswirkungen an Ort und Stelle in den Blick nimmt. Wie das Quellenverzeichnis zeigt, ist nur das Geschehen in dem besetzten Industriebezirk selbst aus der archivalischen Überlieferung (»Besatzungsakten«) herausgearbeitet worden, während die internationalen Aspekte im Wesentlichen auf Grund der gedruckten Literatur analysiert werden. Mit alledem betritt der Verfasser an zwei Stellen Neuland – zum einen mit einer Berücksichtigung der »alltagsgeschichtlich« – lokalen Seite des Ruhrkampfes (»social dislocation, hunger, evacuation«), zum anderen mit einer Durchleuchtung der Beziehungen zwischen Arbeiterschaft und Gewerkschaften einerseits und Unternehmertum andererseits, die sich während der Ruhrkrise herauskristallisierten. Ein weiteres Kapitel ist dem Verhalten der Beamenschaft und der Polizei gewidmet. Die

Schlußkapitel, die bis zur Annahme des Dawes-Planes reichen, wenden sich wieder stärker den internationalen Aspekten des auslaufenden Ruhrkampfes zu.

Der Verfasser widerlegt die anfängliche französische Lageeinschätzung, nach der die deutsche Arbeiterschaft die im Ruhrgebiet getroffenen Zwangsmaßnahmen Frankreichs für nicht als gegen sich selbst, sondern nur gegen die Großindustriellen gerichtet hielt. Tatsächlich, so zeigt er, glaubten die Arbeiter in ihrem Widerstand gegen die Besatzer vor allem die Novemberrevolution und deren soziale Errungenschaften zu verteidigen. Von daher charakterisiert er den passiven Widerstand im Kern als eine Auflehnung der Arbeiterschaft vor Ort – eine Protestaktion, der die deutsche und die preußische Regierung den rechtlichen Rahmen verlieh und dem sich dann die Unternehmen und die Beamtenschaft anschlossen. Wie der Autor nachweist, bereitete der passive Widerstand den beiden Besatzungsmächten, Frankreich und Belgien, anfangs erhebliche Schwierigkeiten, indem er u. a. die Kohlenförderung auf ein Minimum reduzierte und so zunächst alle Hoffnungen auf höhere Reparationseingänge zunichte machte. So gesehen waren die vereinzelt Terrorakte, zu denen es kam und die von den amtlichen deutschen Stellen und den Trägern des passiven Widerstandes im Ruhrgebiet einhellig abgelehnt wurden, durchaus überflüssig.

Trotzdem arbeitete die Zeit auf die Dauer, wie Fischer zeigt, gegen die deutsche Seite. Neben das Elend der vom Reich abgeschnittenen, mehr und mehr hungernden Bevölkerung und die Gefahr eines bürgerkriegsartigen Chaos, das nur mit Hilfe der Besatzer einzudämmen war, traten finanzielle Engpässe der Firmen, deren Absatz dramatisch zurückging. Besonders alarmiert war die Führung des passiven Widerstandes an Ort und Stelle und in Berlin durch die politischen Gewinne, welche die kommunistische Agitation aus der kritischen Versorgungslage zog. Gleichzeitig wußten sich die Besatzungsbehörden die zuständigen deutschen Stellen mehr und mehr gefügig zu machen. Erste Unternehmen wie der Otto-Wolff-Konzern zogen es vor, mit den Besatzungsbehörden direkt zu verhandeln. Der Verfasser vermag nicht bis zum letzten zu klären, wie weit einerseits Elend sowie drohende Arbeitslosigkeit an Ort und Stelle und wie weit andererseits die Pläne für eine Stabilisierung der deutschen Währung, die eine Aufgabe des kostspieligen Ruhrkampfes voraussetzten, letztlich den Entschluß der Regierung Stresemann herbeiführte, den passiven Widerstand aufzugeben. Die Tatsache, daß auch diese Kapitulation vor Frankreich noch nicht den Weg zu Verhandlungen zwischen der Berliner und der Pariser Regierung bahnte, erklärt der Verfasser in Anlehnung an Jeannesson mit der Spekulation Poincarés auf eine fortschreitende Desintegration Deutschlands. Im Zusammenhang mit den deutschen Bemühungen, mit Poincaré wieder ins Gespräch zu kommen, geht der Verfasser auch auf die im Nachhinein immer wieder kontroverse Rolle Konrad Adenauers ein. Das von ihm referierte angebliche Angebot des Kölner Oberbürgermeisters, einen von den Fesseln der Weimarer Verfassung »befreiten« Rheinstaat zu schaffen, kann sich freilich nur auf eine französische Quelle, nicht aber auf die deutsche Überlieferung stützen. Eingegriffen in die deutschen Souveränitätsrechte an der Ruhr wurde dagegen mit den Anfang November gebildeten deutsch-französischen Wirtschaftsräten und den sogenannten MICUM-Verträgen, die die Reparationslieferungen der deutschen Kohlenindustrie festlegten. Die Darstellung klingt aus mit einem vielleicht zu knappen Ausblick auf die Kämpfe zwischen Gewerkschaften und Management um den Achtstundentag und die Beilegung des Ruhr- und Reparationskonfliktes auf höchster internationaler Ebene – der schließliche Erfolg der deutschen Seite, den der Verfasser nicht unwesentlich auf die Wahl-niederlage Poincarés und dessen Ablösung durch Édouard Herriot zurückführt.

Zu den Vorzügen dieses Buches gehört die zeit- und quellennahe Illustrierung der Vorgänge, die den »Ruhrkampf« an Ort und Stelle begleiteten –, zu seinen Nachteilen das Fehlen einer schlüssig-durchgängigen Fragestellung. Dies zeigt nicht zuletzt der allzu knappe zusammenfassende Schluß des Buches, der nur einen Teil der Zusammenhänge erkennen läßt, die sich aus dieser an sich so verdienstvollen Darstellung im einzelnen ergeben.

Klaus SCHWABE, Aachen

Horst MÖLLER, Manfred KITTEL (Hg.), *Demokratie in Deutschland und Frankreich 1918–1933/40. Beiträge zu einem historischen Vergleich*, München (Oldenbourg) 2002, XIX–322 S. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 59), ISBN 3-486-56587-7, EUR 49,80.

»Lassen sich die deutsche und die französische Demokratie nach dem Ersten Weltkrieg vergleichen?« Mit dieser Überlegung zur Methode eröffnet Horst MÖLLER diesen Sammelband, der aus dem am Institut für Zeitgeschichte in München durchgeführten Forschungsprojekt »Demokratie in der Zwischenkriegszeit. Deutschland und Frankreich im Vergleich« hervorgegangen ist. Welche tiefen Wunden und schweren Bürden der Erste Weltkrieg in beiden Ländern nicht nur in politischer Hinsicht hinterlassen hatte, macht Andreas WILKENS deutlich, der unter dem Leitmotiv des »ausgebliebenen Wachstums« einleitend die demographische und wirtschaftliche Entwicklung zwischen 1918 und 1939 umreißt.

Die anschließenden Einzelbeiträge haben die Herausgeber unter drei größeren Themenschwerpunkten zusammengefaßt. Unter der Überschrift »Religion, Ideologien, politischer Extremismus« unterzieht Manfred KITTEL die »deux France« und den deutschen Bikonfessionalismus einem interessanten Vergleich. Cornelia RAUH-KÜHNE (Nationalsozialismus und Kommunismus auf dem katholischen Land) und Jean-Marie MAYEUR (*Les catholiques français face au défi de l'extrémisme politique*) untersuchen die Rahmenbedingungen, in denen sich der Aufstieg der extremen politischen Kräfte vollzog, zu denen in Frankreich auch die Ligen zu rechnen sind, die von Richard MILLMAN in einem eigenen Aufsatz (*Les ligues et la République dans les années trente*) behandelt werden. Die Folgen dieser zu Beginn der dreißiger Jahre in beiden Ländern stetig zunehmenden Bedrohung, die Frage nach den Folgen der Radikalisierung der politischen Auseinandersetzung und deren Bewertung im direkten Vergleich miteinander wird abgerundet durch Klaus-Jürgen MÜLLER (»Faschismus« in Frankreichs Dritter Republik? Zum Problem der Überlebensfähigkeit der französischen Demokratie zwischen den Weltkriegen) und Andreas WIRSCHING (*Politische Gewalt in der Krise der Demokratie in Deutschland und Frankreich der Zwischenkriegszeit*).

Die Frage nach den Chancen auf eine »Systemstabilisierung aus der politischen Mitte?« steht im Zentrum des zweiten Abschnitts des Sammelbandes. Ludwig RICHTER untersucht für das Deutsche Reich die Problematik der Großen Koalition an Hand der Rolle von SPD und DVP. Daniela NERI stellt die Frage, ob man angesichts ihres Taktierens in Frankreich die SFIO tatsächlich als einen systemstabilisierenden Faktor in der späten Dritten Republik ansprechen kann, während Rosemonde SANSON wiederum sich dem schwierigen Verhältnis zwischen den beiden großen politischen Formationen der Alliance démocratique und dem Parti radical widmet, das die Geschicke des Landes am Ende der zwanziger und zu Beginn der dreißiger Jahre nachhaltig geprägt hat. Im Unterschied zu diesen Studien, die einzelne Parteien und deren Richtungsstreitigkeiten in den Vordergrund stellen, analysiert Stefan GRÜNER in einem größeren Überblick allgemein das Parteien- und Demokratieverständnis im deutschen und französischen Liberalismus der Zwischenkriegszeit.

Wie vor diesem Hintergrund Parlament und Regierung noch ihre Funktion erfüllen konnten und trotz aller widrigen Umstände die laufenden Geschäfte zu bewältigen suchten, steht im Mittelpunkt des dritten und letzten Teils. Nicolas ROUSSELLIER (*Gouvernement et parlement en France dans l'entre-deux-guerres*) und Wilhelm MÖSSLE (*Die Verordnungsermächtigung in der Weimarer Republik*) zeigen dies jeweils für eines der beiden Länder an konkreten Beispielen auf, während Thomas RAITHEL in seinem, den Sammelband zugleich abschließenden Beitrag, den Versuch unternommen hat, die beiden parlamentarischen Systeme miteinander zu vergleichen. Eine Aufgabe, die sich sowohl hinsichtlich der doch sehr unterschiedlichen Funktions- und Arbeitsweisen, als auch der jeweiligen nationalen Eigenheiten und Funktionsdefizite als in höchstem Maße schwierig und komplex erweist.

In ihrem Vorwort haben die beiden Herausgeber betont, daß »der zeithistorische internationale Vergleich nicht nur eine wissenschaftliche, sondern auch eine europapolitische Herausforderung« beschreibt. Die Autoren haben durch ihre konsequente Gegenüberstellung und das Bemühen, die Verhältnisse im jeweils anderen Land in die eigenen Überlegungen einzubeziehen, auf vorbildliche Weise die diesem Ansatz innewohnenden Möglichkeiten, aber auch dessen Grenzen aufgezeigt.

Stefan MARTENS, Paris

Daniela NERI-ULTSCH, *Sozialisten und Radicaux – eine schwierige Allianz. Linksbündnisse in der Dritten Französischen Republik 1918–1938*, Munich (Oldenbourg) 2005, VIII–528 p., ISBN 3-486-57689-5, EUR 54,80.

Ce livre part d'une interrogation capitale: la Troisième République, malgré des signes de faiblesse, a résisté à la crise qui frappa d'autres démocraties et dura jusqu'à la défaite de 1940. Le système des partis français, et particulièrement la capacité d'alliance entre le parti radical et le parti socialiste, a-t-il compté dans la stabilité ou l'instabilité du système politique? On sait bien que les péripéties politiques, apparemment complexes, de l'entre-deux guerres tiennent largement aux relations entre radicaux et socialistes. La première formule est celle de cartel avec les seconds. En 1924, ils apportent, pour un temps, leur soutien, sans participation, envisagée sans succès par les réformistes du parti. En 1932, le cartel ne va pas au delà des élections. L'autre formule, chère aux radicaux est, pour reprendre le terme du moment, une concentration, avec les modérés de l'Alliance démocratique. Parti de gauche par sa culture et ses traditions, le parti radical se situe en effet désormais au centre, à cause de ses positions économiques et sociales, et des nécessités du pouvoir. Il se rallie même en temps de crise, à l'Union nationale, qui va jusqu'à la droite, en 1926 et 1934. Il accepte à l'inverse en 1936 le Rassemblement populaire, qui réunit les gauches jusqu'au parti communiste. Mais dès 1938 les radicaux sortent du Front populaire.

L'auteur reprend ces années certes bien connues de l'historiographie, mais l'originalité du propos est de relire cette histoire à la lumière d'une interrogation fondamentale sur cette »alliance difficile« entre socialistes et radicaux. Elle éclaire les réalités et les difficultés de la gauche dans les deux dernières décennies du régime et la vie politique du temps. Le livre s'impose par la très grande qualité de la mise en œuvre¹. Le lecteur français ne peut qu'être impressionné par une excellente connaissance de la France contemporaine. La bibliographie est riche, associe les travaux des politistes, des constitutionnalistes et des historiens. L'auteur n'hésite pas à reprendre des analyses, parfois oubliées aujourd'hui. C'est ainsi qu'elle reprend la présentation par Stanley Hoffmann de la »synthèse républicaine«, plus pertinente pour la compréhension des réalités sociopolitiques de la Troisième République que la formule un peu théorique de »modèle républicain«. Les dépouillements sont considérables, notamment aux Archives nationales, dans la série des archives privées et les procès verbaux des commissions de la Chambre. Les congrès des partis, la presse, ont été mis à contribution. On appréciera la richesse et la précision des notes, le choix de donner nombre de citations en français, l'intérêt systématique des analyses de scrutin.

L'auteur commence par une présentation générale des partis, de leur organisation, de la situation différente des élus à l'intérieur du parti: à la liberté de l'élu radical face à son parti s'oppose la discipline observée à la SFIO. Puis, sans bien sûr donner l'histoire de la période, Neri-Ultsch aborde tour à tour les moments essentiels pour étayer sa thèse: le cartel des gauches (1924–1926) et son échec, l'Union des gauches (1932–1934) à l'ombre de la crise, le

1 Très rares coquilles cf. Meyer pour Mayer, Borluis pour Boulois p. 22. La carte des départements p. 521 ignore la Meurthe et Moselle et donne une Meurthe qui a les limites d'avant 1870.

Front populaire et son écroulement. L'auteur ne dissimule pas les divergences entre radicaux et socialistes, mais montre que la collaboration entre les deux familles politiques s'enracine dans les luttes communes au temps de l'affaire Dreyfus, et, au-delà, dans le mythe de 1789 porté par la tradition républicaine. Oscillant entre la collaboration avec les socialistes et celle avec le centre droit, le parti radical permettait des changements de majorité et la persistance du régime parlementaire. En 1926, en 1934, en 1938, deux ans après le succès d'alliances électorales à gauche, s'affirma un reclassement au centre droit, avec des personnalités nationales, Poincaré, Doumergue, Daladier. Mais, réaffirme l'auteur, la forme républicaine résista à la crise. Il fallut la défaite militaire pour emporter la Troisième République. Même si cette conclusion sous-estime les conséquences des dysfonctionnements du régime, elle rappelle la capacité de résistance dont fit preuve la »synthese républicaine«.

Jean-Marie MAYEUR, Paris

Robert J. YOUNG, *An Uncertain Idea of France. Essays and Reminiscence on the Third Republic*, New York, Bern, Berlin u. a. (Peter Lang) 2005, XIII–261 S., ISBN 0-8204-7481-9, EUR 59,70.

Diese Rezension kann anschließen an eine frühere¹. Auch sie befaßte sich mit dem gleichen bahnbrechenden Befund, der Neuinterpretation der Entwicklung Frankreichs 1918–1940 und der Beurteilung seiner Politik, wie sie in einem anderen grundlegenden Buch präsentiert wird, der von Robert Boyce 1998 herausgegebenen Aufsatzsammlung über »French Foreign and Defense Policy, 1918–1940«. In jener früheren Rezension steht am Beginn die Feststellung, das Boycesche Buch wende sich »in seinen Leitgedanken zum einen gegen tradierte, oft nicht mehr hinreichend durchdachte Kritik an der französischen Sicherheits- und Außenpolitik zwischen dem Sieg von 1918 und der Niederlage von 1940 – nach wie vor eines der wesentlichen Probleme in der Geschichte internationaler Politik der ersten Jahrhunderthälfte –, insbesondere gegen ihre zu einseitige Betrachtung aus einzelnen Entscheidungskonstellationen heraus, also von außen und ohne hinreichende Berücksichtigung der inneren Zusammenhänge in der längerfristigen Entwicklung Frankreichs, zum anderen wendet es sich gegen eine ungeprüfte Hinnahme von Urteilen, die von einem Verfall der Macht, der Energie und geistigen Spannkraft zur Bewältigung großer Schwierigkeiten sprechen«. Der Band von Young ließe sich als Untermauerung dieser, alte Gewißheiten – daher sein Titel – erschütternden Neubewertung verstehen. Young gehört zu deren markantesten Initiatoren und Verfechtern. Die Auswahl von zehn seiner Aufsätze (erschieden zwischen 1972 und 2002), die er hier vorlegt, zeigt eindrucksvoll die Herausforderung eines großen historischen Themas, der letzten beiden Jahrzehnte der Dritten Republik, und den langen Atem, sich immer wieder unter wechselnden Gesichtspunkten mit ihm auseinanderzusetzen – nie unkritisch, doch mit klaren Konturen eines differenzierten und einleuchtenden Bildes einer aus den Gegebenheiten begründbaren Politik der französischen Führung. Die Vorworte zu den vier Teilen, unter denen die Aufsätze zusammengefaßt sind, machen deutlich, daß es sich auch um ein recht persönliches Buch handelt, um einen Forschungsüberblick in eigener Sache, was Entstehung, Absicht, Schwierigkeiten der einzelnen Stücke und ihre Anordnung nach bestimmten Leitgedanken anlangt. In diesen Vorworten wird auch erläutert, was die Texte verbindet.

Im Mittelpunkt steht für ihn die französische Strategie, Sicherheitspolitik und Doktrin vom künftigen Krieg, und zwar in ihren Verknüpfungen mit Innen- und Außenpolitik, mit den Ressourcen und der Rolle Frankreichs in der Welt, ja mit seiner Kultur und allem, was gegen eine erneute Bedrohung durch ein wieder zu Kräften gekommenes Deutsches Reich

1 Vgl. *Francia* 28/3 (2001), S. 246–249.

in der Mitte Europas zu verteidigen wäre. Sicherheit und Verteidigung Frankreichs war deshalb nicht nur eine Frage militärischer Planung und Bereitschaft, sondern reichte von der Außenpolitik über die wirtschaftliche Basis und gesellschaftliche Unterstützung bis zur auswärtigen Informations- und Kulturpolitik. Denn man hielt neben militärischer Stärke ein hohes Ansehen in der Welt sowie internationale Verbindungen und Verbündete für unentbehrlich. Deswegen betont Young, wie wichtig es war, daß zivile und militärische Führung an einem Strang zogen, also übereinstimmend hinter einer schlüssigen Strategie, Außen- und Militärpolitik standen, durch angemessene Einrichtungen verzahnt waren – daher die wachsende Bedeutung des Außenministeriums – und die Zustimmung der Franzosen sichergestellt wurde.

In subtilen, auf ungewöhnlicher Kenntnis der gedruckten (einschließlich der Presse) und ungedruckten Quellen beruhenden Studien zeigt Young, daß diese Übereinstimmung im großen und ganzen – ungeachtet der zeitgenössischen Kontroversen – erreicht werden konnte. Kriegsbild und Strategie stützten sich auf Schlußfolgerungen, die man aus den ungeheuerlichen Erfahrungen des Ersten Weltkriegs zog: Wenn ein neuer Krieg trotz aller Bemühungen nicht zu vermeiden war, dann würde er lang sein, ein großer europäischer Krieg. Er wäre in zwei Etappen zu führen, einer defensiven, auf geschlossener Grenzverteidigung mit hoher Feuerkraft zur Deckung der eigenen Ressourcen und zur Erschöpfung des Gegners beruhenden ersten Etappe und einer dann einsetzenden Umstellung auf die Offensive als zweite Etappe, beide unterstützt durch starke Verbündete. Die Nachteile dieser Konzeption bis hin zum Verzicht auf wirkungsvolle Hilfe für die ostmitteleuropäischen Partner gegen Deutschland – und Italien – wurden gesehen, doch die Strategie wirkte insgesamt überzeugend auf die Zeitgenossen. Sie wurde außerdem im Rahmen der Gesamtpolitik sowie der Krisen der 1930er Jahre immer wieder überprüft. Young legt diese Entwicklung aus unterschiedlichen Blickwinkeln einschließlich der inneren Einstellung der Akteure, der intellektuellen Durchdringung der Probleme damals und der geistigen, erneuernden Kraft der französischen politischen Kultur überzeugend dar. Und es war demnach also keineswegs ein nur auf Verteidigung des Besitzstands bedachter, zu größeren Anstrengungen und zu neuer, auch reformerischer Leistungsfähigkeit unfähiger Niedergang, sondern Wiederaufstieg und dessen Sicherung aus der Not und Erschöpfung des Ersten Weltkriegs heraus, wenn man in Rechnung stellt, daß expansive Ziele nicht bestanden, über den Vorrang von Friedenswahrung sowie wirkungsvolle Verteidigung und Sicherheit Einvernehmen herrschte und ein gleichgewichtiger Ausbau mobiler offensiver Streitkräfte zu kostspielig geworden wäre. Daß dabei Fehler gemacht, die Defensive für die rasch wechselnden internationalen Situationen zu einseitig betont und vor allem Hitler – ähnlich wie Mussolini – in seiner Gefährlichkeit, auch im Umbau der Wirtschaft auf Autarkie für den großen Krieg, der daraufhin kaum vermeidbar war, zwar richtig erfaßt wurde, aber seine plötzliche, hemmungslose Vorgehensweise überraschte, wird in der Darstellung eingehend herausgearbeitet. Ebenso, daß sich die französische Führung keineswegs unbedacht ins Schlepptau der Briten begab, sondern auf die angelsächsische Hilfe im Ernstfall angewiesen war, die Zwei-Phasen-Strategie realistisch darauf abstellte und außenpolitische Zugeständnisse machte, gleichzeitig aber auch Großbritannien, das in seiner Politik von einer ausgewogenen Ordnung Kontinentaleuropas und der Sicherung der europäischen Gegenküste abhängig war, geschickt an sich band.

Young beweist mit diesem Teil seines Lebenswerks, daß er erreichte, was er sich vornahm: zum ersten Mal materielle und immaterielle Aspekte der Erholung und Sicherheit Frankreichs nach 1918 in einer umfassenden Interpretation zusammenzubringen (S. 250). Der Reichtum an vertiefter Erkenntnis konnte hier nur angedeutet werden. Es bleiben jedoch drei kritische Fragen: Mythen werden nicht selten in die Erklärung einbezogen, vor allem auf S. 63–85 über die Bedrohung durch eine »*attaque brusquée*« der Deutschen; überfallartige Angriffe waren ihre einzige Chance (und Hitlers Stil). Das Instrumentarium der

Dekonstruktion von Mythen und ihrer Verwendung erweitert zwar unsere Forschungsansätze, aber wie kann man bei dieser unter Umständen existenzbedrohenden Gefahr von einem Mythos sprechen, selbst wenn sie ab und zu taktisch benutzt oder auch als Mythos intern inszeniert wurde? Warum wird die Interdependenz internationaler Politik nicht eingehender auf Konstellation und Situation bezogen und als wesentliche Voraussetzung französischer Überlegungen und Maßnahmen – und ihrer Rückwirkungen – ernstgenommen, statt nur andeutend als Stichwortgeber für französische Politik zu erscheinen? Und warum enden schließlich alle Aufsätze vor dem Mai 1940, also vor dem deutschen Angriff, ohne die methodischen Möglichkeiten auch des Rückbezugs und seiner Bedingungsanalyse zur Erhellung der Politik vor 1939 zu nutzen?

Peter KRÜGER, Marburg

Ralph SCHOR, *Français et immigrés en temps de crise (1930–1980)*, Paris (L'Harmattan), 2004, 242 p. (Populations), ISBN 2-7475-6798-2, EUR 21,20.

On connaît Ralph Schor pour ses ouvrages consacrés aux questions migratoires, à l'opinion publique, aux identités culturelles. Dans le présent ouvrage, il fait converger ses divers centres d'intérêt vers une étude aussi intéressante qu'originale, laquelle thématise les réactions de l'opinion française face à l'immigration au cours du XX^e siècle. L'ouvrage, qui se lit comme une histoire des mentalités, nous plonge au cœur même de la société française dans les années 1930 et 1980, qui sont les décennies sur lesquelles Schor centre son attention. L'auteur justifie son choix temporel par la similitude de l'état de la société française à ces deux moments de son histoire: même contexte de crise économique et de chômage, même forte présence d'immigrés, même climat de peur et d'insécurité, même apparition d'un racisme de crise, mêmes emportements xénophobes soutenus par une extrême-droite montante, même désarroi des politiques, même émergence de mouvements et de comportements solidaires envers les étrangers. À travers des sources qui révèlent l'opinion: documents d'archives, presse, discours parlementaires, littérature, films, sondages pour les années 80, Schor nous montre les constantes de l'opinion française dans son approche des étrangers: Les uns avec violence, les autres avec plus ou moins de modération, tous les Français ont toujours dévoilé un vieux fond xénophobe, une tendance à l'exclusion et au rejet des étrangers, exacerbés en racisme en temps de crise. Que ce soit à travers les Italiens et les Polonais des années 1930 ou les Maghrébins et les noirs des années 1980, les Français ont redouté et méprisé l'immigré prolétaire, craint le nombre, l'»invasion«, le »trop-plein«, l'entassement, le mélange, la maladie et la délinquance, arguments qui furent inlassablement liés à la question de l'immigration. Schor nomme »la généralisation de la xénophobie« (chapitre 2) ces craintes et ces alarmes éprouvées par les Français en matière sociale, culturelle et politique au cours de la période étudiée. Des années 30 aux années 80, si les constantes l'emportent largement, n'est-il pas alors difficile de saisir les différences séparant les années 1930 et 1980 dans le domaine de la manifestation des formes de racisme en France? Selon Schor, pour minimales que soient ces différences, elles révèlent néanmoins »la plus grande prudence qui marque l'expression du racisme de la période contemporaine. C'est probablement le souvenir de la Shoah qui explique cette modification« (p. 127). Dans les années 1980, le racisme a progressivement changé de forme avec l'apparition de règles que les français ne transgressent qu'exceptionnellement. Si le racisme ordinaire s'y est manifesté de la même façon quotidienne que dans les années 1930, sur le lieu de travail, dans les cafés et les transports, et s'il s'est exprimé jusque dans la culture populaire, la xénophobie ouverte et violente, voire politiquement organisée, est cependant devenue objet de scandale. La politisation et la médiatisation de l'immigration et du racisme ont permis à l'opinion publique de prendre conscience et de réfléchir au phénomène (Schor évoque le rôle de la télévision et du cinéma,

en citant des émissions comme les »dossiers de l'écran« qui révélèrent la permanence du racisme ordinaire se profilant derrière le sensationnel, ou le film »Dupont-Lajoie«, sorti en 1975, qui présenta une critique du Français moyen bêtement raciste), d'autant que de grands mouvements de protestation contre le racisme menés entre autres par des groupements de gauche, les milieux syndicaux et les milieux associatifs chrétiens ont guidé les Français dans ce sens. Schor insiste notamment sur le soutien indéfectible des catholiques militants envers les immigrés tout au long du XX^e siècle, combattants inlassables en faveur de l'accueil et de l'intégration des étrangers (p. 154–162). Par rapport aux années 1930, où le racisme fut inconscient et violent, il constate aujourd'hui une exclusion plus feutrée, moins violente, mais tout aussi persistante. Le racisme de crise est devenu plus unanime et plus approuvé, même si l'opinion publique est devenue vigilante à tout débordement. Schor note avec ironie: »Dans les années 1980, une sorte d'autocensure semble peser sur les penchants racistes. Ceux qui veulent exprimer un reproche contre les immigrés prennent souvent une précaution verbale en recourant à la formule liminaire: »Je ne suis pas raciste, mais ...« (p. 85). L'ouvrage est-il donc un constat amer de la permanence de la xénophobie en France? L'étude comparative semble confirmer le fait. Cependant, si Schor avait situé sa comparaison dans les années 1960 et 1970, il aurait sans doute perçu l'évolution de l'opinion française dans l'acceptation laborieuse des étrangers dès l'aube des années 1980. Car ainsi que le souligne Yvan Gastaut, un élève de Schor¹, ce ne furent pas tant les années 1980, mais les années 1960 et 1970 qui constituèrent un point culminant du racisme en France, toutes les formes d'exclusion ayant fonctionné avec efficacité: apogée du racisme post-colonial, libération du tabou sur le racisme ordinaire, apparition brutale d'un racisme de crise. Les actes racistes souvent sanglants de ces décennies ont fondé le questionnement public sur le phénomène de l'immigration et du racisme anti-arabe en France, un débat en profondeur qui s'est développé dans les années 1980 autour des questions de l'identité nationale, du devenir de la France et de sa capacité à mettre en pratique les grands principes de la nation, et qui se prolonge à l'heure actuelle autour des thèmes de la citoyenneté, de la laïcité et de la nationalité.

Christiane KOHSER-SPOHN, Tübingen

Dirk BLASIUS, *Weimars Ende. Bürgerkrieg und Politik 1930–1933*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 188 S., ISBN 3-525-36279-X, EUR 24,90.

Das Ende der Weimarer Republik ist reichlich erforschtes Terrain. Blasius benutzt eine neue Perspektive auf das Ende des ersten demokratischen Gemeinwesens in Deutschland: »Das Bürgerkriegsparadigma begegnet zwar in den Forschungen zur Weimarer Republik, aber es ist nie zur Leitlinie einer systematischen Interpretation gemacht worden« (S. 14), das »Machtspiel im Bürgerkrieg der beiden letzten Weimarer Jahre ist Gegenstand« der Untersuchung; »es wird versucht, eine Korrelation zwischen der Richtungstendenz der Politik und dem Ausmaß politischer Gewalt herzustellen« (S. 19).

Der von der ersten Reichsregierung Brüning über die Regierung von Papen bis zur kurzen Reichskanzlerschaft von Schleichers zunehmend vorangetriebene Prozeß der Ausschaltung des Parlaments, der »Informalisierung« der Politik (Hans Mommsen) und der Indifferenz gegenüber der Verfassung bilden den thematischen und zeitlichen Rahmen der Studie. Blasius erweist der einschlägigen Literatur zur Weimarer Staatskrise und zum Stellenwert der Gewalt in der politischen Kultur in den einleitenden Kapiteln seiner Darstellung Referenz. Die Basis seiner Argumentation bilden zu weiten Teilen die Akteneditionen der Präsidialkabinette und Ernst Rudolf Hubers Verfassungsgeschichte. Darüber hinaus nutzt er die Presse der Parteien und überregionale Tageszeitungen. Die dichte, spannend zu

1 Yvan GASTAUT, *L'immigration et l'opinion en France sous la V. République*, Paris 2000.

lesende Darstellung folgt der politischen Geschichte der sich auflösenden Republik, zentriert um das Paradigma des Bürgerkriegs in der Phase der Präsidialkabinette von Papen und Schleicher. Die Aufhebung des SA-Verbots am 16. Juni 1932 war das Kernstück einer Übereinkunft, die die am 2. Juni gebildete Reichsregierung von Papen mit den Nationalsozialisten getroffen hatte (S. 48f.). Die Zahl der politischen Gewalttaten stieg daraufhin erheblich an, die Gefahr eines Bürgerkrieges war realer als zuvor.

Die Auflösung des Reichstags und die Neuwahlen vom 31. Juli, ebenfalls Bedingungen Hitlers zur Duldung des Kabinetts Papen, führten zur bekannten Pattsituation im Reichstag, der »negativen Mehrheit« durch NSDAP und KPD. Die Angst vor dem Bürgerkrieg ließ von Papen davor zurückschrecken, den Reichstag »beiseite zu schieben« und gegen die Verfassung nach einer Auflösung des Reichstags nicht Neuwahlen innerhalb der vorgeschriebenen Frist von 60 Tagen anzustreben (S. 98–104). Die zweite Reichstagswahl vom 6. November brachte den Nazis starke Verluste und den Kommunisten Gewinne. Die Angst vor dem Bürgerkrieg spielte nun wieder Hitler in die Hände; in der Kamarilla um den Reichspräsidenten von Hindenburg wurde nur den Nationalsozialisten die Fähigkeit zuerkannt, die Kommunisten niederzuhalten (S. 128–142). Am Ende von Kurt von Schleichers kurzer Kanzlerschaft, nach dem Scheitern seiner Querfrontkonzeption, ging von Hindenburg am 23. Januar 1933 nicht auf das Vorhaben des Kanzlers ein, den Reichstag aufzulösen, die Neuwahlen jedoch bis zum Herbst 1933 aufzuschieben. Hindenburg habe »den Staat beim Verlassen des legalen Weges in den Notzustand des Bürgerkrieges abgleiten sehen« (S. 161).

Blasius gelingt es, die Angst vor dem Bürgerkrieg als zentrales *Movens* der Kabinettspolitik seit dem Sommer 1932 herauszuarbeiten. Seiner Einschätzung, »nicht nur für den Zeitraum des Sommers 1932, auch für die beiden vorhergehenden Jahre ist es wichtig, den Anteil von Bürgerkriegspolitik an der Verschärfung der Bürgerkriegslage herauszuarbeiten« (S. 20), ist zuzustimmen, mehr noch: Ohne eine Gewichtung der Rolle der Reichswehr in den Ränkespielen gegen die republikanische Verfassung seit 1919 und eine Betrachtung der durch Papen im Juli 1932 obsolet gemachten Bemühungen der Inhaberin der eigentlichen Polizei- und Exekutivgewalt im Reich, der preußischen Regierung, den Bürgerkrieg in Deutschland abzuwenden, wie es zum Beispiel Gerhard Schulz in seinen Monographien versucht hat, wird auch weiterhin ein angemessenes Bild von »Weimars Ende« nicht zu zeichnen sein.

Peter LESSMANN-FAUST, Dortmund

Harvey LEVENSTEIN, *We'll Always Have Paris. American Tourists in France since 1930*, Chicago (University of Chicago Press) 2004, 368 S., 25 Abb., ISBN 0-226-47378-3, USD 35,00.

»We'll always have Paris« hauchte Rick alias Humphrey Bogart Ilsä alias Ingrid Bergmann angesichts des unvermeidlichen Abschieds ins Ohr und verwies dabei auf die glücklichen Zeiten ihrer Beziehung, die im Gedächtnis ewig währen würden. Das berühmte Zitat aus »Casablanca« wählte Levenstein für seine Analyse der wechselvollen Beziehung zwischen amerikanischen Touristen und dem Land ihrer Sehnsucht. Er schließt dabei an den ersten Band seiner Studie, »Seductive Journey: American Tourists from Jefferson to the Jazz Age«, an, in der er zeigte, wie amerikanische Touristen mit Eindrücken von lockerer Moral und Unehrllichkeit aus ihrem Gastland zurückkehrten. Weiterhin meinten sie, bei den Franzosen ein Gefühl der Undankbarkeit gegenüber rund einer Million amerikanischer Soldaten zu erkennen, die im Ersten Weltkrieg auf französischer Seite gekämpft hatten. Levenstein macht in seiner Studie deutlich, daß diese Vorstellungen von Frankreich, eine Mischung aus Stereotypen und tatsächlichen Erfahrungen, weit über das Ende des Weltkrieges fortwirkten. Dennoch blieb Frankreich bis zum Ende des 20. Jhs. die beliebteste Übersee-Destination der Amerikaner. Wie läßt sich dieses Paradoxon erklären? Levenstein

zufolge entwickelte sich seit der Gründung der USA ein Bild von Frankreich als Land der Kultur und der verfeinerten Genüsse. Positive und negative Einschätzung Frankreichs existierten gleichzeitig nebeneinander, jedoch, dies macht Levenstein klar, war diese auf Seiten der Amerikaner in hohem Grade abhängig von ihrer sozialen Klasse, der regionalen Herkunft und ihrem Geschlecht. Die negativen Stereotypen überwogen vor allem bei männlichen Angehörigen der unteren Mittelklasse, wohingegen die obere Mittelklasse und die Oberschicht, in erster Linie an der Ostküste, Frankreich weiterhin als Hort der Zivilisation betrachteten. Bei ihnen diente ein Besuch in Frankreich auch der Selbstvergewisserung: Sie kehrten zurück in dem Bewußtsein, kosmopolitisch, stilbewußt und kultiviert zu sein. Vor allem Frauen sahen im Kontakt mit der europäischen Kultur und dem französischen Geschmack ein Mittel zum kulturellen und sozialen Aufstieg.

Der schwache Franc und die Prohibition machten Frankreich in den 1920er Jahren zu einem Anlaufpunkt für amerikanische Bohemiens und solche, die es sein wollten. Das linke Seineufer, die *rive gauche* oder *left bank*, wurde zu einem Magneten, bis der Wall Street-Crash 1929 dem fröhlichen Treiben ein Ende setzte. Das Touristenaufkommen fiel um zwei Drittel, und die Touristen, die noch kamen, gaben sehr viel weniger Geld aus als vorher. Die sich verstärkende Wirtschaftskrise trug zur Verschlechterung des Verhältnisses zwischen ihnen und den Franzosen bei. Nicht selten fühlten sich Amerikaner von ihnen betrogen und ausgenommen. Auch wenn zu Beginn der dreißiger Jahre die Hotelpreise drastisch sanken, blieb doch bei Amerikanern das Bild von den Franzosen als »particularly mendacious and rapacious breed« (S. 11). Ganz anders sah dies bei Angehörigen der amerikanischen Oberschicht aus. Sara Delano Roosevelt, die Mutter von Franklin D. Roosevelt oder Rose Kennedy, die Frau des amerikanischen Botschafters in London, Joseph Kennedy, besuchten regelmäßig das Land. Die Bewunderung für die französische Kultur bei diesen illustren Touristen fand ihren Niederschlag in deren Spenden für die Erhaltung französischen Kulturguts. Der prominenteste Mäzen war sicherlich John D. Rockefeller, mit dessen finanzieller Unterstützung die im Ersten Weltkrieg nahezu zerstörte Kathedrale in Reims wiederaufgebaut wurde. Auch für die Restaurierung der Schlösser in Fontainebleau und Versailles spendete Rockefeller großzügig, wofür er mit der *Légion d'honneur* ausgezeichnet wurde.

Mitte der dreißiger Jahre kamen auch die Mittelklasse-Touristen wieder zurück nach Frankreich, stellten jedoch fest, daß die Preise dort astronomisch waren und fühlten sich einmal mehr in ihrem Vorurteil von den betrügerischen Franzosen bestätigt. Vieles erlebten sie als verwirrend oder schockierend, wie etwa die Bidets in ihren Zimmern, die französischen Vorstellungen von Hygiene, das ungewohnte Essen und nicht zuletzt das französische Nachtleben, in dem Alkohol und Sex eine wichtige Rolle spielten.

Schwarze Amerikaner, die nach Frankreich kamen, machten hingegen weitgehend positive Erfahrungen. Im Gegensatz zu ihrem Heimatland wurden sie in Frankreich nicht wegen ihrer Hautfarbe diskriminiert. Die Tänzerin Josephine Baker war in Paris ein gefeierter Star. Das positive Frankreich-Bild, basierend auf der Erfahrung persönlicher Freiheit, setzte sich in der Nachkriegszeit fort und verlor erst mit dem zunehmenden Erfolg der Bürgerrechtsbewegung in den USA an Bedeutung.

Nach dem zweiten Weltkrieg waren die G.I.s die ersten »Touristen«, die sich in Frankreich aufhielten. Sie wurden zunächst als Befreier gefeiert, jedoch bald wegen ihrer mangelnden Umgangsformen kritisiert. Die heimkehrenden Soldaten verstärkten die bereits bestehenden Vorurteile »that France was a tremendous brothel inhabited by 40 million hedonists who spent all their time eating, drinking, making love and having a hell of a good time«. (S. 91) Auf der anderen Seite bestätigten Offiziere und höher gebildete Soldaten wiederum das Bild von Frankreich als Zentrum von Kultur und Zivilisation. Der Tourismus nach dem Zweiten Weltkrieg entwickelte sich insgesamt wellenförmig. Zunächst war es die Oberschicht, die Ostküstenelite, die zurückkam, gefolgt von jenen Amerikanern, die auf der Suche waren

nach den existentialistischen Intellektuellen in Saint-Germain. Die amerikanischen Mächtegern-Bohemiens mußten jedoch feststellen, daß die Zielfiguren ihres Interesses, Jean-Paul Sartre oder Simone de Beauvoir, nicht mehr im Café de Flore beim Schreiben anzutreffen waren. Günstigere Flugpreise bereiteten schließlich dem Massentourismus den Weg, der allerdings auch abhängig blieb von der allgemeinen politischen Lage. Internationale politische Ereignisse – wie etwa der französische Rückzug aus der militärischen Organisation der NATO – wirkten sich direkt auf den Tourismus aus. Amerikanische politische Verantwortliche traten für »See America First«- und »Don't go to Europe«-Kampagnen ein. Daß Frankreich zu Beginn der 1970er Jahre jedoch einen Einbruch an Touristenzahlen aus Übersee verzeichnete, lag weniger an den politischen Ereignissen, als am zunehmenden Gefühl der Jugend, daß Frankreich und Paris einfach nicht mehr »cool« seien. Paris erschien als hoffnungslos veraltete Stadt, die Popkultur spielte sich woanders ab.

Levenstein entwickelt in seiner Studie sehr anschaulich und an vielen Beispielen Konstanten in der wechselseitigen Beziehung zwischen amerikanischen Reisenden und Frankreich: Die Stereotypen überlebten alle politischen und gesellschaftlichen Entwicklungen. Die amerikanische Oberschicht blieb Frankreich gewogen und von ihm angezogen. Die Mittelschicht fühlte sich häufig unwohl und unverstanden. Sie beklagte mangelnde Hygiene, unmoderne Einrichtung, übertriebene Preise und arrogantes Verhalten der Franzosen. Hinter all dem vermutete sie – teilweise zu recht – Antiamerikanismus. Die Franzosen hingegen beklagten bei den Amerikanern unangemessenes Verhalten, Kulturlosigkeit und Ignoranz. Diese Stereotypen konnten wiederholte Freundlichkeitskampagnen der französischen Tourismusindustrie ebenso wenig beseitigen wie Verhaltensregeln für amerikanische G.I.s oder Reiseführer, die Amerikanern erklärten, daß sich Franzosen anders verhalten. Die dauerhaften – und zum Teil immer wieder gescheiterten – Versuche interkultureller Kommunikation am Beispiel amerikanischer Touristen in Frankreich werden in Levensteins Buch deutlich. Der Massentourismus brachte keine internationale Verständigung und Frieden. Und doch scheint sich seit den 1980er Jahren eine bessere Verständigung abzuzeichnen. In der Weise, wie Frankreich sich in eine urbane Konsumgesellschaft verwandelte und die amerikanische Populärkultur auch dort immer mehr Einzug hielt, entwickelte sich ein positiveres Amerikabild. Der Irak-Krieg schließlich ließ alte Feindbilder wieder aufflammen, ohne jedoch einen anhaltenden Einfluß auf das Reiseverhalten der Amerikaner auszuüben. Das ambivalente Frankreichbild lebt auch heute noch fort in den USA, die problematische Beziehung geht mit ihren Höhen und Tiefen weiter. Wenn der Rapper P. Diddy bei einem Paris-Besuch Versailles und den Louvre als »some-awe-inspiring shit« bezeichnet, dann ist für Levenstein klar: »He'll always have Paris too«.

Gaby SONNABEND, Frankfurt a. M.

Helga CAZAS, Auf Wiedersehen in Paris. Erinnerungen an die bewegte Jugend 1938–1945, Frankfurt a. M. (Fischer) 2005, 173 p., ISBN 3-596-16882-1, EUR 9,95.

C'est le récit de vie d'une Juive allemande, Helga Treuherz, dans Paris occupé, plus exactement de sa survie au jour le jour, c'est l'histoire d'une jeunesse volée, de rêves d'une vie comme en rêvent toutes les jeunes filles. Sa survie, elle la doit à quelques rencontres providentielles pendant l'Occupation, surtout à une chance inouïe et beaucoup de courage.

Née à Berlin, en 1920, d'un père juif et d'une mère catholique convertie au judaïsme, l'école lui apprend, dès l'âge de 13 ans ce que signifie le fait d'être une personne »de seconde catégorie«, pire »une tumeur sur le corps sain du peuple allemand« comme le proclamait Goebbels. Elle qui rêvait de faire des études – mais l'université étant fermée aux non-ariens – elle quitte prématurément l'école. À la lecture d'une annonce matrimoniale que je ne peux m'empêcher de citer en allemand, car toute traduction en altérerait l'emphase raciste, elle

comprend, contrairement à sa famille, la gravité de ce qui les attend: »Deutsche Frau, artrein und blutsauber, von perlendem Weibtum, geschlechtserschlossen und sittenverwurzelt, sucht Weggenossen zum Werken an deutscher Zukunft«. Par le plus grand des hasards, la famille découvre, en 1936, que, comme le stipule le traité de Versailles, les enfants du grand-père maternel, d'origine alsacienne, pouvaient retrouver la nationalité française à leur demande: la mère d'Helga obtient un passeport français.

Berlin 1938: le magasin paternel est fermé, dans la maison on ne tolère que des locataires ariens, le mobilier est vendu, mère et fille partent pour Paris où un oncle leur trouve un appartement minuscule. Le père devrait suivre un peu plus tard. Petits boulots – leçons d'allemand, démarchage à domicile pour vendre de la charcuterie allemande dont les Parisiens sont friands ... – jusqu'en mai 1940, où toutes les femmes avec un passeport allemand sont rassemblées au Vél d'Hiv, puis embarquées pour le camp de Gurs. Après l'armistice, c'est grâce à un laissez-passer obtenu par sa mère, qu'elle est libérée et fait un voyage rocambolesque vers Paris, »se jeter dans la gueule du loup«, selon ses amis, mais il y va de la survie de sa mère malade. Convoquée dans les bureaux de l'administration allemande, la chance lui fait rencontrer un responsable du Parti qui n'a pas oublié l'estime qu'il portait à son grand-père et lui délivre une carte d'identité. Avec une amie juive polonaise – ni l'une, ni l'autre n'ont le type sémitique, toutes deux sont jeunes et jolies – elle se lance dans la vente de lingerie, d'articles en cuir aux soldats allemands stationnés dans de petites villes aux environs de Paris: longues marches avec de lourdes valises, elles sont constamment sur leurs gardes, risquent d'être dévalisées, enfermées ou pire, mais se voient »protégées« par quelques soldats au cœur chevaleresque ... Être traductrice dans une firme d'aéromécanique suisse qui travaille pour les Allemands est moins dangereux, mais Helga se sent constamment surveillée.

En mai 1943, convoquée par le comte Dönhoff au bureau du NSDAP, son dossier mentionne: »[...] mère et fille sont à renvoyer en Allemagne d'ici fin mai: divorce de la mère à obtenir au plus vite, père à déporter ...« Nouvelle rencontre du vieil ami du grand-père qui conseille à Helga de disparaître pour quelque temps. Chance à nouveau: elle se fait opérer d'un abcès, part se reposer en Normandie avec son amie Véra chez des gardiens d'un château réquisitionné par les Allemands, puis deuxième opération, vraiment »tirée par les cheveux« grâce à la gentillesse d'un chirurgien de l'hôpital de Suresnes.

À partir de juin 1943 jusqu'à la Libération, ils vivent à 6 dans une chambre de 4m sur 8, toilettes à l'étage, pas de lavabo dans la chambre, avec interdiction de bouger dans la journée pour ne pas éveiller les soupçons du voisinage. Dernière convocation dans les bureaux du comte Dönhoff: la seule possibilité de rester en France est de se rendre indispensable dans son travail: celui de laborantine à l'hôpital Lariboisière.

La Libération de Paris est presque plus dure à vivre, car maintenant Helga et ses amis ont à craindre les Français qui les soupçonnent de collaboration puisqu'ils sont passés entre les mailles de la Gestapo: détenus plusieurs fois à cause de leurs papiers non conformes, aidés par un »véritable« résistant, ils sont libérés enfin de tout soupçon en 1947. Helga travaille depuis ce temps-là dans une firme d'exportation comme correspondante avec l'étranger.

Le récit est fluide, la langue simple et directe, comme une tranche de vie que l'on raconte à une amie.

Marianne WALLE, Rouen

Ursula LANGKAU-ALEX, *Deutsche Volksfront 1932–1939. Zwischen Berlin, Paris, Prag und Moskau*. Erster Band: *Vorgeschichte und Gründung des Ausschusses zur Vorbereitung einer deutschen Volksfront*, Berlin (Akademie Verlag) 2004, XIX–358 S., ISBN 3-05-004031-9, EUR 39,80; Zweiter Band: *Geschichte des Ausschusses zur Vorbereitung einer deutschen Volksfront*, Berlin (Akademie Verlag) 2004, 590 S., ISBN 3-05-004032-7, EUR 59,80; Dritter Band: *Dokumente zur Geschichte des Ausschusses zur Vorbereitung einer deutschen Volksfront, Chronik und Verzeichnisse*, Berlin (Akademie Verlag) 2005, 544 S., ISBN 3-05-004033-5, EUR 59,80.

Exil und Widerstand gegen die nationalsozialistische Terrorherrschaft stehen in der deutschen Geschichte in einem Spannungsverhältnis, das eine primär an der Aufarbeitung des militärischen Widerstands interessierte Forschung in den Nachkriegsjahren zunächst als Antagonismus faßte. Sichtliche Konvergenzpunkte wie etwa das »Nationalkomitee Freies Deutschland«, das als Sammelbecken von kommunistischen Emigranten und kriegsgefangenen Wehrmachtsoffizieren entstand, blieben, da 1943 von und in der Sowjetunion initiiert, lange umstritten, und erst in den siebziger Jahren rückten politikwissenschaftliche Arbeiten die Verbindung von illegalen Partei- und Gewerkschaftsgruppen zu ihren exilierten Landes- und Dachorganisationen, das Zusammenspiel der Akteure »drinnen« und »draußen« in den Blickpunkt. Eine solche Schnittstelle von Exil und Widerstand bildete prinzipiell auch der ab 1935 auf französischem Boden unternommene Versuch, die im Exil geographisch zerspreute und politisch zersplitterte Opposition zu versammeln und zu einer regelrechten »Volksfront« gegen Hitler zu organisieren. Bereits 1977 hatte U. Langkau-Alex die Untersuchung »Volksfront für Deutschland?«¹ vorgelegt, in der sie den Bestrebungen im Pariser Exil bis zur entscheidenden Versammlung im Pariser Hotel Lutetia am 2. Februar 1936 nachging. Ein Folgeband über den Verlauf und das letzte Scheitern der Volksfront-Versuche war geplant und ließ auf sich warten, weil eine seit der deutschen Einigung und der Öffnung osteuropäischer Archive beträchtlich erweiterte Quellenlage die Autorin vor neue Herausforderungen stellte.

Das Warten hat sich reichlich gelohnt: In *jahr(zehnt)elanger*, akribischer Quellenarbeit verfaßte U. Langkau-Alex ein gewichtiges, dreibändiges Werk, das auf rund 1500 Seiten die Einigungsversuche der deutschen Opposition im Pariser Exil dokumentiert und diese in dem komplexen Bezugsnetz von agierenden Einzelpersonen, Institutionen und Apparaten, nationalen und internationalen Entwicklungen und Machtverhältnissen bis unmittelbar zum Ausbruch des Zweiten Weltkriegs verortet. Dabei entfaltet sie ein mehrschichtiges Analyse- und Erklärungsmodell, das durch die Aufarbeitung von interner Organisationsgeschichte und deren Konfrontierung mit externen Faktoren das geistig-ideologische Spannungsfeld, in dem sich das Volksfront-Projekt entwickelte, nachzeichnet. Es zählt zu den Stärken des Werks, daß dieses mehrschichtige Verfahren das Ineinandergreifen bzw. die Überlagerung des Volksfront-Geschehens mit parteilichen oder staatlichen Interessen nachvollziehbar und die verschiedenen Konfliktebenen (bis hin in den Bereich persönlicher Rivalitäten) transparent macht, wobei die Fülle des angeführten Materials sorgfältige historische Einordnung und Kommentierung erfährt.

Band 1 gilt der Vorgeschichte und der Gründung des Ausschusses zur Vorbereitung einer deutschen Volksfront. Er stellt eine überarbeitete Neuauflage des Bandes von 1977 dar, was einige Neuausgaben einschließt. Der gängigen Auffassung, die Volksfront-Idee sei nach dem VII. Weltkongreß der Komintern im Juli/August 1935 von der KPD als Ausdruck ihrer Bündnisbereitschaft mit anderen Parteien (namentlich der bis dato als »sozialfaschistisch« verunglimpften Sozialdemokratie) in Umlauf gebracht worden, stellt U. Langkau-Alex nochmals den Nachweis entgegen, daß der Begriff bereits Anfang 1932 in der Kampagne zur Reichspräsidentenwahl lanciert worden war – und zwar durch den parteilosen Berliner Oberbürgermeister Heinrich Sahn, der »eine geschlossene Volksfront für den

1 Ursula LANGKAU-ALEX, *Volksfront für Deutschland? Band I: Vorgeschichte und Gründung des Ausschusses zur Vorbereitung einer deutschen Volksfront*, 1933–1936, Frankfurt a. M. 1977.

Reichspräsidenten von Hindenburg« (Bd. I, S. 11) forderte. Die Sammlungsbewegung ging aus vom christlich-konservativen Lager, dem sich Bürgerlich-Liberale und schließlich auch die Sozialdemokraten anschlossen, nachdem alle Versuche, seitens der Arbeiterparteien einen gemeinsamen Kandidaten aufzustellen, fehlgeschlagen waren und die KPD (»Klasse gegen Klasse«) mit Ernst Thälmann ihren eigenen Kandidaten nominiert hatte.

Als nach Hindenburgs Tod im August 1934 das Zentralkomitee (ZK) der KPD ironischerweise selbst zu einer »Volksfront gegen Hitler« aufrief, galt dieser Appell lediglich dem Widerstand »drinnen«, obwohl an der Saar die Landeschefs von SPD und KPD bereits am 2.7. einen regional begrenzten, antifaschistischen Einheitsfrontpakt zum gemeinsamen Kampf für den Verbleib des Saarlands unter Völkerbundsmandat (»status quo«) geschlossen und kurz darauf – am 27.7. – die französischen Parteizentralen der Sozialisten (SFIO) und Kommunisten (PCF) einen *pacte d'unité d'action* unterzeichnet hatten, der dem Front populaire den Weg ebnete. Daß sich – im Gegensatz zu Frankreich – die Parteispitzen der beiden größten deutschen Arbeiterparteien niemals zu einem Einheitsfrontabkommen durchbringen konnten, war die Krux des ab Sommer 1935 gestarteten Pariser Volksfront-Unternehmens, das, wie die Autorin feststellt, «außerhalb des unmittelbaren Zugriffs» (Bd. I, S. XI) der in Prag (Sopade) bzw. Moskau (KPD) exilierten Parteiführungen erfolgte. Faktenreich und überzeugend schildert U. Langkau-Alex die Annäherung »von unten« zwischen exilierten Parteileuten und Intellektuellen, deren jeweiliger Einsatz in öffentlichen Protest- und Solidaritätsaktionen, Exilantenvertretungen und Hilfskomitees eine engere Zusammenarbeit auf einer gemeinsamen politischen Basis in den Bereich des Möglichen rückte. Nach Sondierungsgesprächen im Sommer/Herbst 1935 erfolgte am 2.2.1936 die große öffentliche Versammlung von über hundert Oppositionsvertretern in einem Salon des Pariser Hotels Lutetia, wo ein Aufruf zur Sammlung der deutschen Opposition, die Schaffung eines engeren Ausschusses zur Ausarbeitung einer politischen Plattform für Deutschland nach dem Sturz des Hitlerregimes (vgl. Bd. 3, Dok. 12–13) sowie die Herausgabe des gemeinsamen Nachrichtendienstes »Deutsche Informationen« beschlossen wurden.

Die auf der Lutetia-Konferenz signalisierte Bereitschaft, ein gemeinsames politisches Programm auszuarbeiten, wertet U. Langkau-Alex als wichtigen Durchbruch in den seit 1932 fixierten Fronten zwischen demokratisch und proletarisch-revolutionär orientierten Arbeiterparteien. Den nachfolgenden Diskussionen um Programme und Bündnispartner sowie dem weiteren Verlauf der Volksfront-Geschichte widmet sie Band 2 (1936–1939). Es ist hinreichend bekannt, daß die geplanten Verhandlungen schon im Ansatz steckenblieben und die Volksfront-Bewegung realiter nie über die Phase des (»vorbereitenden«) Ausschusses hinauskam, geschweige denn eine Exil-Regierung hervorgebracht hat. Die Gründe für diesen Mißerfolg werden hier jedoch eindringlich dokumentiert, angefangen mit den internen Schwierigkeiten des Ausschusses selbst, dessen Organisationsgeschichte die Autorin in Teil A. des zweiten Bandes nachgeht. Die Zusammensetzung des Volksfront-Ausschusses ebenso wie die der Programmkommission – die kommunistischen Vertreter waren direkt vom ZK designiert, hatten aber ebenso wenig wie die in kritischer Distanz zur Sopade handelnden SPD-Vertreter ein offizielles Mandat; bürgerliche Vertreter und Katholiken agierten als Einzelpersonen und von allen linken Splitterparteien hatte lediglich die Auslandsleitung der Sozialistischen Arbeiterpartei (SAP) ordentliche Delegierte entsandt – provozierte Richtungskämpfe und Spannungen sogar unter Parteigenossen. Zusätzlichem Druck ausgesetzt fanden sich die Delegierten durch Einflußnahmen oder Krisen einzelner, ihnen verbundener Institutionen (Hilfskomitees, Presseorgane etc.) sowie durch wechselnde politische Strategien und Bündnisse der beteiligten Parteien. In diesem Zusammenhang stand auch die Ersetzung des KPD-Vertreters Willi Münzenberg durch Walter Ulbricht, die eine Kursänderung der KPD gegenüber dem Volksfront-Ausschuß ankündigte. (In höchster Instanz sollte die Komintern nur in der kurzen Zeitspanne zwischen dem VII. Weltkongreß 1935 und Februar/März 1937 die Volksfront-Politik tragen.)

Waren die Synergien des Pariser Ausschusses zunächst durch die Formierung der Volksfront-Koalitionen in Frankreich und Spanien beflügelt worden, so wirkten umgekehrt auch deren Probleme auf sie zurück: Das Abbröckeln des französischen Front Populaire, der Spanische Bürgerkrieg und das Verhalten der Kommunisten in den Internationalen Brigaden sowie nicht zuletzt die Moskauer Schauprozesse unterhöhlten zunehmend die gemeinsame Arbeit und schürten das gegenseitige Mißtrauen. Die Pariser Programmdiskussionen verliefen dementsprechend kontrovers, und wurden auch bis in den Jahresbeginn 1938 hinein diskutiert – in Teil B. des zweiten Bandes analysiert U. Langkau-Alex die Programmentwürfe der einzelnen Gruppen –, so kamen die Absprachen über den im Volksfront-Aufruf vom 21.12.1936 fixierten Minimalkonsens im Grunde nicht hinaus. Für ein zukünftiges Deutschland vorgesehen waren u.a. demokratische Wahlen, Garantie der bürgerlichen Freiheiten bzw. Aufhebung der Ausnahme- und Rassengesetze, Schutz des Privateigentums, Verstaatlichung von Rüstungsindustrie und Großbanken sowie sozialstaatliche Maßnahmen. Doch auch die Brüchigkeit dieses Konsenses schlug sich unmittelbar im Text nieder. Dort hieß es: »Die Volksfront will keine neue Partei sein. [...] Alle in ihr vereinigten Parteien und Gruppen bleiben ihren besonderen weiterreichenden Zielen treu [sic!]. Alle eint der Wille, die braune Zwangsherrschaft zu vernichten. [...] *Unser nächstes Ziel ist der Sturz Hitlers und aller Peiniger des deutschen Volkes! Für Frieden, Freiheit und Brot!*« (Bd. III, S. 280ff.).

Die Partikularinteressen über den notwendigen Sturz Hitlers gestellt zu haben – dieser Vorwurf trifft letztlich alle Volksfront-Gruppen und es ist symptomatisch, wenn die Beziehungen zum Widerstand im Reichsgebiet nur einen kleinen Teil der von U. Langkau-Alex dokumentierten Pariser Aktivitäten umfassen. Das eklatanteste Beispiel ist die Gruppe Deutsche Volksfront in Berlin. Die sozialdemokratische Widerstandsgruppe, die aufgrund der in ihrem 10-Punkte-Programm propagierten Zusammenarbeit mit kommunistischen Gruppen von ihrem eigenen Parteivorstand eine Abfuhr erhalten hatte, hatte Verbindungen zur SFIO und zum Pariser Volksfront-Ausschuß herstellen können, wo Präsident Heinrich Mann ihr Programm im April 1937 immerhin diskutieren ließ. Zu gemeinsamen Aktionen sollte es jedoch nie kommen: Die Berliner Gruppe wurde im Herbst 1938 verhaftet, und der Volksfront-Ausschuß war zur Jahreswende 1937/38 auseinandergebrochen. Die Wiederbelebungsversuche und einige neue, bislang z. T. wenig bekannte Initiativen der Folgejahre 1938/39, die hier erstmals detailliert nachgewiesen sind, vermochten nicht viel an diesem Faktum zu ändern.

Band 3 läßt schließlich deutlich vor Augen treten, worin die wichtigste Aufgabe der Pariser Volksfront-Bewegung bestand: in der Konzentration, ja Konfrontation der geistigen und politischen Kräfte, als Ideenlaboratorium für ein neu zu schaffendes Deutschland. Eine umfangreiche, die historische Analyse in Band 1 und 2 begleitende Quelldokumentation enthält in kritischer Edition die markantesten der teils schwer zugänglichen Gruppen-Manifeste und Kampfprogramme, programmatischen Parteiverlautbarungen und Aufrufe des Pariser Volksfront-Ausschusses, deren Anstöße, so oder so, in die deutsche Geschichte nach 1945 Eingang gefunden haben.

Eine von November 1918 bis September 1939 reichende Chronik der wichtigsten Ereignisse, ein ausführliches, als Anleitung zu weiteren Forschungen zu nutzendes Quellen- und Literaturverzeichnis sowie ein über hundertseitiges Register beschließen den dritten Band. Ein Register, das dankenswerterweise auch den Dokumententeil einbezieht und nach Einzelnamen (inklusive der Erfassung von Pseudonymen), Organisationen bzw. Institutionen und Medien gegliedert ist, ermöglicht rasches Nachschlagen und gezielte Informationssuche in dem umfassenden Werk, das ohne jeglichen Zweifel die Referenz und Quintessenz zur deutschen Volksfront-Bewegung darstellt. Die drei schwarz-rot-gold gekleideten Bände sind wahrhaftig ein ›starkes Stück‹. Der Autorin sei hierfür vielmals gedankt.

Michaela ENDERLE-RISTORI, Tours

Geteilt, besetzt, beherrscht. Die Tschechoslowakei 1938–1945: Reichsgau Sudetenland, Protektorat Böhmen und Mähren, Slowakei, hg. von Monika GLETTNER, L'ubomir LIPTÁK und Alena Míšková, Essen (Klartext) 2005, 363 p. (Veröffentlichungen der Deutsch-Tschechischen und Deutsch-Slowakischen Historikerkommission, 11; zugleich Veröffentlichungen zur Kultur und Geschichte im östlichen Europa, 25), ISBN 3-89861-126-4, EUR 24,90.

En 1990, a été créée une commission d'historiens allemands et tchécoslovaques, devenus après 1993, tchèques et slovaques. Ce sont les textes d'un colloque commun tenu à Bratislava en 2000 qui ont été édités. Une large partie du livre est consacrée au dialogue sur le pays des Sudètes rattaché directement au Reich de 1938 à 1945. Parmi les participants, l'une des personnalités dominantes a été Ralf GEBBEL, auteur du livre de base sur ce sujet »Heim ins Reich. Konrad Henlein und der Reichsgau Sudetenland. 1938–1945« publié en 1999 par le Collegium Carolinum de Munich. Par leur place dans l'Empire, les Sudètes se sont trouvés isolés du protectorat de Bohême-Moravie, créé après l'Occupation du 15 mars 1939.

La grande nouveauté de l'historiographie allemande et tchèque depuis une dizaine d'années a été l'utilisation des fonds privés d'archives, ouverts récemment à Prague par le ministère de l'Intérieur mais aussi de fonds des dépôts régionaux de Bohême du Nord et d'Allemagne. Cela permet d'avoir accès aux documents des grands acteurs du régime, mais aussi de leur entourage. Du côté tchèque, cela s'est traduit par la publication en 2000 et 2001 des archives privées de Josef Pfitzner, professeur d'histoire à l'Université allemande, maire adjoint de la ville de Prague, véritable dictateur local pendant toute la guerre, avec son journal de 1944–1945 et sa correspondance avec Karl-Hermann Frank. Il a voulu créer une Prague allemande avec de nouveaux quartiers pour l'arrivée de nouveaux colonisateurs, mais dès 1942, la priorité donnée à l'industrie de guerre a rendu ses projets irréalistes. L'édition de ce livre par A. Míšková et par V. Šustek a montré la complexité de la politique d'occupation. Henlein, *Gauleiter* des Sudètes, a dû à la protection personnelle d'Hitler de conserver ses fonctions jusqu'en 1945 malgré l'hostilité des SS qui contrôlaient le protectorat. Il a réussi à maintenir, à tous les postes de responsabilité, les membres de son ancien parti des Allemands des Sudètes. Certains d'entre eux ont été écartés par des accusations des SS et de leur chef Heydrich. Accusations fausses aux yeux de Gebbel mais vraies pour Stanislav Gitan qui montre que, dans l'entourage de Henlein, l'homosexualité avait été fréquente dès les années trente.

Au départ, les Sudètes espéraient un avenir économique et social brillant qui en ferait une région privilégiée, mais, après la création du Protectorat, le poids économique de la Bohême et de la Moravie dans l'effort de guerre les a marginalisés. L'économie des Sudètes a dû sacrifier son industrie textile pour se tourner vers l'industrie lourde. Karl-Hermann Frank, d'abord adjoint de Henlein, est devenu en août 1943 le ministre d'État du Protectorat. En 1944–1945, l'industrie de guerre allemande avait pu se développer, en échappant aux raids aériens. En janvier 1945, elle produisait encore 434 chars par mois, grâce au travail des ouvriers tchèques, bien payés et bien nourris. La persécution du pouvoir nazi est dirigée contre d'autres groupes sociaux, l'intelligentsia tchèque et la bourgeoisie juive.

Sur la Slovaquie, l'étude historique semble plus traditionnelle. Eduard NIZNANSKY présente la prise du pouvoir de Tiso et son parti populaire slovaque, d'octobre 1938 à octobre 1939, date de son élection à la présidence de la République. L'auteur conclut que son parti n'a pas été un véritable parti fasciste, bien que le mouvement la Garde de Hlinka ait présenté des »traits nettement fascistoides«. L'ubomir LIPTÁK, organisateur slovaque du colloque, historien connu par son courage à l'époque communiste, s'interroge sur les conceptions géopolitiques de la Slovaquie pendant la guerre. Il montre la difficulté des politiciens du nouvel État à définir leur place en Europe. Leur désir de définir une position originale dans la Nouvelle Europe s'est révélée illusoire avec »les mesures anti-juives, la guerre impopulaire contre l'Union soviétique et la déclaration de guerre surréaliste à l'Angleterre et aux

États-Unis en 1941. »Au total, ce livre permet au lecteur, même non spécialiste de découvrir la richesse de la recherche historique récente sur l'Europe central?

Bernard MICHEL, Paris

Karl-Josef HUMMEL (Hg.), *Zeitgeschichtliche Katholizismusforschung. Tatsachen, Deutungen, Fragen. Eine Zwischenbilanz*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, 273 p. (Veröffentlichungen der Kommission für Zeitgeschichte, Reihe B: Forschungen, 100), ISBN 3-506-71339-6, EUR 24,90.

This one hundredth volume in the monograph series of the Kommission für Zeitgeschichte contains the proceedings of a conference held in honor of Rudolf Morsey and Konrad Repgen, thus celebrating both the work of two of the most distinguished representatives of the Catholic historiography of twentieth century Germany, and the publications in which much of the historical writing in that intellectual tradition has appeared. Although the conference contained occasional elements of retrospection, illuminating the development of Catholic historiography since the inception of the Kommission für Zeitgeschichte over forty years ago, the papers presented and the commentary on them primarily looked forward rather than backward, emphasizing the current state of the field, and the possibilities for future investigations.

The book contains ten thematic essays with three commentaries on groups of these essays, along with an introduction by Ulrich VON HEIL and a summary conclusion by Hans Günter HOCKERTS. What is most striking about these essays, and the book more generally, is the difference in tone between them. Those dealing, implicitly or explicitly, with the Nazi era – Michael HOCHGESCHWENDER on Catholics and anti-Semitism, Karl-Joseph HUMMEL on the church and the faithful in the »Third Reich«, and Thomas BRECHENMACHER on Pope Pius XII – are primarily combative and defensive, asserting the existence of a definitive body of knowledge, to be maintained against poorly informed popularizers and intellectually dubious scholarly enemies of the church. By contrast, the essays of Wilhelm DAMBERG on Federal Republic, Christoph KÖSTERS on the DDR, as well as those of Urs ALATERMATT and Wolfgang TISCHNER on cultural history, are more open and open-ended, emphasizing, to be sure, the results of historical scholarship, but also noting questions to be posed and offering possibilities of comparison.

The first group of essays is oriented around a number of assertions, such as the sharp distinction between religious hostility toward Jews (not very prevalent among Catholics in any event) and racial anti-Semitism; the importance of the Concordat for defending the church against an aggressively anti-Christian regime; or the efforts of Pius XII to oppose racism and defend the Jews against persecution. These and similar assertions, designed to demonstrate the lack of complicity of Catholics and their church in the Nazi regime and its crimes, are presented as facts long established by Catholic historiography, but still unknown in the general public as the result of the ignorance or maliciousness of popularizing authors from Rolf Hochhuth to Daniel Goldhagen. Although Goldhagen certainly deserves all the criticism he can get, one might like to know how the results of Catholic historical writing on these topics compare with those of serious scholars with different points of view: for instance, Martin Broszat, Hans Mommsen, Ian Kershaw, Detlev Peukert or Hans-Ulrich Wehler.

The second group of essays centres primarily on the concept of a Catholic milieu and its gradual dissolution in the second half of the twentieth century. The emphasis in these essays is less on a body of knowledge to be defended against intellectual enemies than on possibilities for comparison: between the Federal Republic and the GDR, between Catholics and Protestants, between Central Europe and other parts of the world, between the history of the church and of religion, and social and cultural history more generally. The commentary

of Antonius LIEHGENER on these essays, »Katholizismusforschung in der Erweiterung« is particularly to be recommended as an excellent reflection both on the place of religion in the history of the second half of the twentieth century, and on the possibilities for the study of the history of religion.

It is to be regretted that such an attitude is less evident in the first group of essays. The few occasions when it appears, such as Thomas Brechenmacher's comments on p. 87–88, concerning new ways to understand Pius XII's attitudes and actions, would suggest its promise. The relative scarcity of its appearance and the strong differences in tone between the two groups of essays are nonetheless suggestive, both of the still difficult place of the »Third Reich« in German history, and of the intellectual contours of Catholic historiography, which this volume very instructively outlines.

Jonathan SPERBER, Columbia/MO

Gerhard BESIER, in Zusammenarbeit mit Francesca PROMBO, *Der Heilige Stuhl und Hitler-Deutschland. Die Faszination des Totalitären*, Munich (DVA) 2004, 416 p., ISBN 3-421-05814-8, EUR 24,90.

L'ouverture, depuis février 2003, des archives du Vatican pour la période 1922–1939, ainsi que celle du cardinal Faulhaber à Munich, mais toujours pas celles du pontificat de Pie XII alors qu'il existe déjà onze volumes publiés pour 1965–1981, n'apporte pas de grandes révélations. Elle permet cependant de mieux cerner les aspects problématiques de la politique vaticane de l'entre-deux-guerres. Ce que Gerard Besier, professeur d'histoire des religions dans plusieurs universités allemandes, avant de rejoindre, comme Pia Colombo, collaboratrice scientifique italienne, l'Institut Hanna Arendt, appelle »la fascination du totalitaire«. Avec, au centre de l'ouvrage, la personnalité d'Eugenio Pacelli, nommé en 1903, à 37 ans, au Secrétariat d'État pontifical. Issu d'une famille de juristes au service de la papauté, il servira à son tour successivement Pie X, Benoît XV et Pie XI. Sacré évêque en 1917 par Benoît XV en personne, dont il défend vainement l'initiative de paix récusée par les Alliés, il apparaît dès sa nomination à cette époque comme nonce à Munich, comme un homme d'ordre foncièrement hostile au mouvement révolutionnaire, comme à la violence contre-révolutionnaire. Mouvements qu'il fuit à deux reprises en Suisse. Quant au putsch nazi de 1923, il se contentera de signaler à ses supérieurs le caractère foncièrement anticatholique de ce mouvement, mais dit craindre aussi le »fanatisme des protestants« dont il redoute la présence majoritaire à Berlin. Au point de ne s'y installer qu'en 1925, soit cinq ans après sa nomination à la nonciature de la capitale, non sans avoir obtenu auparavant la ratification d'un concordat avec la Bavière et même avec la Pologne.

Entre-temps, Pie XI, élu en 1922, avait engagé des négociations secrètes avec l'URSS afin d'y améliorer la situation des catholiques. Négociations menées avec le concours actif de Mgr. Pacelli malgré ses préventions et celles du Collège des cardinaux. C'est dire que dès cette époque, les intérêts de pouvoir du Vatican l'emportent sur les préventions idéologiques, voire doctrinales. La rupture n'intervient qu'en 1927–1928, en raison de l'opposition de Staline comme de l'Église orthodoxe.

Si cet échec et le rapprochement avec la France valent à Pacelli de se voir préférer le nonce à Paris pour la pourpre cardinalice, ils ne le privent pas de la confiance de Pie XI qui le maintient à son poste pour mener à bien les négociations sur les concordats avec l'Allemagne. Négociations difficiles pour lesquelles il n'hésite pas à s'appuyer sur »le juif« Rathenau (ministre des Affaires étrangères assassiné en 1922 par l'extrême droite) au détriment des intérêts de la Pologne lors des arbitrages concernant des délégations épiscopales de Prusse orientale et de Dantzig. Le concordat avec la Prusse n'interviendra néanmoins qu'en 1929, suivi par celui de Bade. Ce qui vaudra au négociateur la pourpre cardinalice. On sait que le

concordat avec le Reich n'intervient qu'en juillet 1933. Apportant à Hitler sa première consécration diplomatique, sa signature coïncide avec la loi sur la stérilisation des personnes atteintes de maladies congénitales. Or en réponse à la perplexité des évêques allemands, Pie XI se contente de les renvoyer à l'encyclique *Casti Connubi* sans autres instructions concrètes. D'où la tiédeur de leurs protestations qu'Hitler peut ignorer sans dommage. C'est dire qu'une fois de plus les intérêts supérieurs de l'Église, que le concordat est censé protéger, l'emportent sur tout autre considération. Rappelé à Rome depuis 1930 comme cardinal secrétaire d'État, Pacelli partage avec Pie XI la préférence pour l'État autoritaire, voire totalitaire, garant des prérogatives de l'Église. Ce qui est le cas pour l'Italie fasciste depuis les accords de Latran (1929). Aux yeux de Pie XI, comme de son secrétaire d'État, Mussolini, Mgr. Seipel, précurseur de l'austrofascisme et ultérieurement les dictatures en Pologne, au Portugal et en Espagne, incarnent la capacité de libérer leur pays »d'un parlementarisme impotent«. La laïcité étant qualifiée par eux de »peste de notre temps«.

Compte tenu de cette conception, l'interdit de l'épiscopat allemand de la doctrine erronée du nazisme et de toute collaboration avec ce mouvement – y compris l'accès aux sacrements – qui prévalait jusqu'en 1932, est levé dès mars 1933. À la veille des élections législatives, Pie XI déclare à son secrétaire d'État qu'Hitler est le premier chef d'État à parler ouvertement contre le bolchevisme, tandis que le cardinal Faulhaber confirme devant la Conférence épiscopale allemande que le Saint-Siège voit dans le nazisme, comme dans le fascisme, le seul salut face au communisme. À la suite de quoi, le Zentrum catholique et son aile bavarois (BVP) acceptent de contribuer à la majorité requise pour le vote parlementaire des pleins pouvoirs à Hitler pour quatre ans renouvelables contre les voix socialistes, les communistes ayant déjà été exclus du parlement. Lors du boycott antijuif du 1^{er} avril 1933, l'épiscopat renonce à protester contre ce qu'il appelle »un conflit économique«. Concernant la loi d'exclusion de la fonction publique, il ne déplore que le sort des convertis d'origine juive. À propos de la législation raciale de 1935 et bien que Mgr. Pacelli élève la voix à Lourdes contre »la superstition de la race et du sang«, le Vatican refuse de récuser le nazisme pour préserver le concordat en estimant que l'Église sait attendre en vertu de son expérience bimillénaire. Non sans lucidité, le nonce Orsenigo écrit le 9 septembre »Si le national-socialisme, comme cela en a l'air dure longtemps, les juifs seront appelés à disparaître de cette nation«.

Moins lié aux considérations diplomatiques, le Saint-Office prépare peu après un texte opposant l'hérésie du culte d'État nazi à la doctrine de l'universalisme chrétien en insistant sur l'unité du genre humain. Texte ajourné à la demande de Pie XI dans le contexte de la guerre civile espagnole. Un second texte quelque peu édulcoré qui ne mentionne pas le »Troisième Reich«, mais cite clairement le communisme ne sera pas davantage publié en juillet 1936. Ce n'est finalement que le 14 mars 1937, alors que les évêques bavarois avaient encore quatre mois auparavant proclamé leur loyauté au Führer, qu'est publiée l'encyclique »Avec un souci brûlant« consécutive à la demande des évêques allemands préoccupés par la violation permanente du concordat, les procès intentés aux membres des ordres catholiques et à l'annonce de la déconfessionnalisation du Reich. Comparée aux textes du Saint-Office, cette encyclique relève plutôt du compromis diplomatique, sans mention formelle du »Troisième Reich«, alors que l'encyclique »Divini Redemptoris« du 17 mars 1937 critique sans ménagement l'athéisme communiste soviétique et les pays qui, comme le Mexique et l'Espagne s'en inspirent.

Dans la perspective d'une annexion de l'Autriche, Mgr. Hudal, auteur déjà en 1935 de deux ouvrages préconisant la catholicisation du nazisme, revient à la charge lorsque le chancelier Schuschnigg intègre dans son gouvernement le chef des nazis autrichiens, fervent catholique, Seys-Inquart, promu chancelier dans la nuit du 12 au 13 mars, parallèlement à l'entrée des troupes allemandes. Or sous l'égide du cardinal Innitzer, reçu par Hitler lors de son séjour le 15 mars à Vienne, l'épiscopat autrichien appelle à voter en faveur du référen-

dum sur l'*Anschluss*. Convoqué au Vatican qui n'avait pas été consulté, il doit rédiger une déclaration de clarification destinée aux milieux anglo-saxons. Pacelli remet aussi, lors de sa visite à Rome, un message d'information à l'ambassadeur Joseph Kennedy, destiné au Président Roosevelt avec lequel il entretient des relations amicales depuis leur rencontre en novembre 1936 à Washington au sujet d'un plan de paix. Également en 1938, tout en refusant de recevoir le délégué de l'entité juive en Palestine, Pacelli déclare au grand rabbin de Rome, son interlocuteur habituel pour les questions juives, que le pape et lui sont désormais disposés à intervenir en faveur de juifs non convertis – en particulier pour atténuer l'antisémitisme au sein du catholicisme polonais et contre la législation antijuive en Hongrie. Pas question cependant du Reich, ni de la reconnaissance d'un État juif en Palestine. C'est à la même époque qu'Hitler, hôte du *Duce* à Rome, ignore délibérément les usages diplomatiques en ne demandant pas audience au pape. Se sentant en position de force après l'*Anschluss*, il refuse de maintenir le concordat autrichien voire d'étendre le concordat allemand. Malgré cela, Mgr. Hudal, consultant extérieur du Saint-Office et recteur de la Fondation allemande Sancta Maria del Anima recommande dans un mémoire de novembre 1938 à Pie XI de s'adapter à la situation créée par l'*Anschluss*. Taxé d'opportunisme carriériste par ses biographes, il est surprenant que les auteurs invoquent sa contribution au sauvetage de juifs de Rome, sans mentionner son rôle dans la filière d'évasion de criminels nazis après 1945.

Inquiet de l'évolution de la situation, il semble que Pie XI aurait chargé un jésuite américain de préparer une encyclique sur la question du nationalisme et du racisme. Mais en regard du pogrom de novembre 1938, qualifié de «vandalisme économique», le Vatican garde le silence, alors qu'il condamne la législation antijuive nouvelle de l'Italie. On ignore si Pie XI prit encore connaissance de ce projet avant sa mort en février 1939. Accédant au pontificat sous le signe de la continuité – y compris dans le choix du nom. Pie XII s'inspire cependant davantage de Benoît XV pour les initiatives de paix. Des avril 1939, il suggère une conférence entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, exhorte publiquement les parties en conflit au dialogue et envisage encore de se rendre à Berlin et Varsovie. Mais il ne donne pas suite à l'appel de l'archevêque de Canterbury de prendre la tête d'une condamnation des dictatures européennes après l'invasion du reste de la Tchécoslovaquie, ni aux interventions des ambassadeurs de France et de Pologne pour prévenir l'agression de ce pays. »Je crains«, écrire, le 11 juin 1940, après l'invasion de la France, Mgr. Tisserant, cardinal de la Curie, au cardinal Suhard (Paris), »que l'histoire reprochera au Saint-Siège d'avoir poursuivi une politique confortable pour lui-même et pas beaucoup plus. Ce qui est très triste surtout quand on a vécu sous Pie XI«. »En fin de compte«, note Besier, »malgré les tentatives chrétiennes-démocrates du début du XX^e siècle, le rapprochement entre l'Église catholique et la démocratie après 1945 constitue davantage un »rattrapage« tenant compte du nouveau rapport de forces politiques après 1945 que d'une nouvelle orientation découlant de sa propre évolution«. En fait, les politiques de Pie XI et Pie XII s'inscrivent dans une plus grande continuité que le suggère le cardinal Tisserant. Le changement ne viendra qu'avec Jean XXIII et le Vatican II.

Rita THALMANN, Paris

Chrétiens et Églises face au nazisme: entre adhésion et résistance. Actes de la journée de l'École doctorale de théologie et sciences religieuses (Université Marc Bloch, Strasbourg) du 19 novembre 2004, réunis par Matthieu ARNOLD, avec la collaboration de Christian KRIEGER, Strasbourg (Association des publications de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg) 2005, 223 S. (Travaux de la Faculté de théologie protestante, 13), ISSN 1146-5808, EUR 13,00.

Die Geschichte der christlichen Kirchen im Dritten Reich und ihr Verhältnis zum Nationalsozialismus bilden nach wie vor einen zentralen Gegenstand der kirchlichen Zeitgeschichtsforschung und der Kirchengeschichte. Dabei hat sich der Schwerpunkt der Forschung in der letzten Zeit in zweifacher Hinsicht verlagert: Statt der Anfangsjahre des Dritten Reiches stehen nunmehr die Kriegsjahre im Vordergrund, und im unmittelbaren Zusammenhang damit sind auch die Kirchen und die Christen außerhalb Deutschlands ins Blickfeld der Forschung gerückt. Daß dies auch für die frankophone Geschichtswissenschaft gilt, zeigen u. a. die Arbeiten von François und Renée Bédarida, Jean-Louis Clément und Étienne Fouilloux, nachdem ein Kolloquium in Lyon bereits 1978 erste Impulse für die Erforschung der Geschichte der französischen Kirchen und Christen im Zweiten Weltkrieg geliefert hatte.

Der vorliegende Band über »Christen und Kirchen vor der Herausforderung des Nationalsozialismus« (in diesem Sinne will der Herausgeber den Begriff *face à* verstanden wissen, S. 3) fügt sich in dieses Forschungsfeld ein. Er dokumentiert die Referate, die im November 2004 auf einem Studientag der Protestantisch-Theologischen Fakultät der Universität Marc Bloch in Straßburg anlässlich des 60. Jahrestages des Attentats auf Hitler am 20. Juli 1944 gehalten wurden. Dabei handelt es sich überwiegend um Beiträge von Nachwuchswissenschaftlern, die im Rahmen von Abschlußarbeiten bzw. Dissertationen entstanden sind. Zwei davon befassen sich mit der Rezeption des deutschen Kirchenkampfs in ausgewählten französischen protestantischen Kirchenzeitschriften (Christian LEPPER, *Deux perceptions alsaciennes du Kirchenkampf (1933–1934): la Quinzaine protestante et le Friedensbote*, sowie Jean-François GUÉRY, *Le Kirchenkampf rapporté par un périodique montbéliardais, l'Ami chrétien des familles*) und drei mit einzelnen christlichen Persönlichkeiten bzw. kirchlichen Vereinigungen (Anne-Cathy GRABER, *D'une protestation personnelle à une confession communautaire: Suzanne de Diétrich, des Accords de Munich (septembre 1938) aux Thèses de Pomeyrol (septembre 1941)*; Anne JEANSON, *L'extrême droite protestante en France et l'antisémitisme nazi: un rejet ambigu. L'exemple de l'association Sully*, sowie Jean DIVO, »Là où sont les jeunes travailleurs, là doit être la J.O.C.« *La jeunesse catholique pendant la Seconde Guerre mondiale*). Der Stil französischer *Maîtrise*-Arbeiten ist freilich ein ganz anderer als derjenige deutscher Magister- bzw. Staatsexamensarbeiten. Dies äußert sich nicht nur formal im ungleich sparsameren Umgang mit Anmerkungen, sondern vor allem inhaltlich darin, daß in Frankreich sehr viel weniger Wert auf die Einordnung des jeweiligen Gegenstands in seinen breiteren historischen Kontext und der Arbeit selbst in den Verlauf und aktuellen Stand der Forschungsdiskussion gelegt wird.

So bot es sich an, die bisher genannten durch übergreifende Beiträge einiger weiterer, renommierter Historiker und Theologen einzurahmen, um die einzelnen Fallstudien in den Kontext ihres historischen Umfelds und der Forschungslandschaft einzuordnen und dadurch erst ihren Wert für die Wissenschaft kenntlich zu machen. Leider ist diese Chance jedoch weitgehend vertan worden, denn zwischen den übergreifenden Beiträgen und den Einzelfallstudien besteht kaum ein inhaltlicher Zusammenhang: Statt mit der Geschichte der französischen Kirchen – gern hätte der Leser z. B. erfahren, wie sich die Thesen von Pomeyrol oder auch die Bedeutung der Association Sully in der Geschichte des französischen Protestantismus verorten lassen – befassen sich die einführenden und der abschließende Beitrag mit dem deutschen Widerstand (Martin GRESCHAT, »Il faut que l'attentat ait lieu, coûte que coûte!«. *Le 20 juillet 1944: les faits et les recherches récentes*), dem Verlauf

der Forschung zum deutschen Widerstand (Corine DEFANCE, *Historiographie et typologies des Résistances allemandes au nazisme*), dessen Rezeption in Frankreich (Ulrich PFEIL, »Tous les allemands n'ont pas un cœur de pierre«. *Sur l'image de la Résistance allemande en France depuis 1945*) bzw. dem Widerstand der deutschen Kirchen (Matthieu ARNOLD, *La »résistance« des Églises allemandes et la Shoah: essai de bilan historiographique*). Ein roter Faden, der die thematisch teilweise weit auseinander liegenden Beiträge des Sammelbands miteinander verknüpfen würde, ist nicht ersichtlich. Etwas irritiert nimmt der Leser in der Einleitung zur Kenntnis, es gehe in allen Beiträgen »mehr oder weniger« (*peu ou prou*) um das Schicksal der Juden im Dritten Reich (S. 4f.) – taucht das Wort »Jude« in vielen Aufsätzen doch gar nicht auf, ebenso wenig im Buchtitel. Dort ist vielmehr von »Christen und Kirchen« sowie von »Anpassung und Widerstand« die Rede, womit beliebte Schlagwörter der historischen Forschung aufgegriffen werden. Unter diesem Etikett werden in dem Band in bunter Mischung die unterschiedlichsten Themen behandelt: deutsche ebenso wie französische Christen, Protestanten wie Katholiken (wobei sich nur eine der Einzelfallstudien mit einer katholischen Vereinigung befaßt, was bei der eklatanten Minderheitssituation der Protestanten in Frankreich – 1940 waren es etwa 600 000 – doch immerhin einer Erläuterung in der Einleitung wert wäre), die Anfangsjahre des Dritten Reiches ebenso wie die Zeit des Krieges und der Okkupation.

Der Widerstandsbegriff, der dem Band zugrunde liegt, bleibt unklar. Arnold stellt zwar in der Einleitung fest, daß die frankophone Historiographie unbefangener am Begriff der *résistance* (Widerstand) festhalte als die deutsche und diesen zur Differenzierung häufig mit Zusätzen wie *résistance spirituelle*, *résistance sans armes* usw. versehe (S. 4). In den Beiträgen sucht man diese Differenzierung dann allerdings vergeblich. Der Gegenbegriff der *adhésion* (Anpassung) wird überhaupt nicht erörtert.

Leider können einige der Beiträge auch für sich genommen nicht überzeugen, sondern hinterlassen ein Gefühl der Ratlosigkeit. So bleibt z. B. unverständlich, warum die Beiträge von Defrance und Pfeil über den deutschen Widerstand ausgerechnet den der Kirchen und Christen fast vollkommen ausklammern. Haben diese doch nicht nur sachlich einen ganz wesentlichen Beitrag zum Widerstand geleistet, sondern aus der Beschäftigung mit der Geschichte der Kirche im Dritten Reich ist auch eines der meist rezipierten Modelle zur Differenzierung des Widerstandsbegriffs entstanden, nämlich das Vier-Stufen-Modell von Klaus Gotto, Hans Günter Hockerts und Konrad Repgen. Mathieu Arnold beklagt in seinem »Versuch einer historiographischen Bilanz« die oftmals allzu harten Urteile über das Verhalten der Kirchen im Dritten Reich und plädiert dafür, die Motive der Beteiligten zu »verstehen«. Die Auswahl der Literatur, die seiner Bilanz zugrunde liegt, ist allerdings äußerst fragwürdig: So werden ausgerechnet die inzwischen mehr als 150 Bände umfassenden Publikationen der Kommission für Zeitgeschichte und die der Evangelischen Arbeitsgemeinschaft für Kirchliche Zeitgeschichte, die die Erforschung der Geschichte der Kirchen im Dritten Reich ganz entscheidend vorangetrieben haben, fast vollständig ignoriert. Daß dies keine sprachlichen Ursachen hat, zeigt die häufige Zitierung anderer deutschsprachiger Werke. Ebenso willkürlich fällt die Auswahl auf Seiten derer aus, denen Arnold überzogene Kritik an den Kirchen vorwirft: Wer z. B. von den Thesen Daniel J. Goldhagens zum Anteil der Katholiken an der Judenverfolgung spricht, sollte sich auf dessen zweites Buch, »Die katholische Kirche und der Holocaust« (2002), beziehen und nicht auf das erste, »Hitlers willige Vollstrecker« (1996).

Insgesamt ist mit dem Band viel Potential verschwendet worden. Um aus den Referaten auf einem Studientag einen Sammelband zu machen, der die Forschung voranbringt, hätte es einer klareren Konzeption bedurft.

Annette MERTENS, Bonn

Shlomo ARONSON, *Hitler, the Allies, and the Jews*, Cambridge (Cambridge University Press) 2004, XXIII–382 S., ISBN 0-521-83877-0, GBP 48,00.

Noch eine Gesamtdarstellung zum Genozid an den Juden, ein Buch über Intention und Situation auf Seiten der deutschen Verfolger, eine Geschichte von unterlassener Hilfeleistung auf Seiten der Alliierten? Das ist es in der Tat, aber doch mit einem speziellen Fokus, der nichts grundsätzlich Neues bringt, aber durch entsagungsvolle 15jährige Forschung viele Ereignisse, Episoden und damit auch die Vorgänge insgesamt in einem neuen Licht erscheinen lässt. Aronson wurde bereits 1966 an der Freien Universität Berlin mit einer Arbeit über die Anfänge des SD und der Gestapo promoviert – und ist bei allen anderen wissenschaftlichen und journalistischen Tätigkeiten doch letztlich diesem zentralen Ereignis des 20. Jhs. auf der Spur geblieben, dem Genozid an den europäischen Juden. Was seine Arbeit auszeichnet ist die Suche nach Quellen über wechselseitige Spionage, Informationsbeschaffung und Abhören – der Deutschen über alliierte und jüdische Kommunikation, der jüdischen Organisationen untereinander und über die Deutschen bzw. die Alliierten, zum Teil soweit sie von den westlichen Alliierten informiert wurden. Es versteht sich, daß hier keine durchgehenden Überlieferungen vorliegen, sondern oft nur Bruchstücke, Einzelquellen, die in den Kontext gestellt werden müssen. Vielfach sind es auch Nachkriegsprozesse und -aussagen, die wiederum interpretationsbedürftig sind.

Angesichts der bereits vorliegenden umfangreichen Forschung hat Aronson eine Arbeitsleistung bewältigt, die zurecht von der German Studies Association in den USA im Jahr 2005 mit ihrem Buchpreis ausgezeichnet wurde. Das Gesamtbild bringt er selbst auf die Formel vielfältiger Fallen (*traps*), in der sich Juden fanden und durch welche der Genozid möglich wurde. Viele reichen auf die Rolle des Zionismus nach dem Ersten Weltkrieg zurück, einige bilden selbst gestellte Fallen auch von Seiten jüdischer Organisationen oder einzelner Retter und Helfer im Krieg, die sich zwischen Hammer und Amboß wiederfanden. Die Schauplätze der Darstellung wechseln, die Akteure in den einzelnen Ländern werden ausführlich vorgestellt. Wir finden uns in den Hauptstädten der Alliierten wieder, in den Städten Ostmitteleuropas, aber auch in Istanbul, Genf und Jerusalem, auf den Bermudas oder in Theresienstadt und Bergen-Belsen. Aronson selbst wechselt Quellenzitat und große, zusammenfassende Interpretationen ab. Für den deutschen Weg in die »Endlösung« hält er fünf Faktoren bereit (S. 40f.), in denen rabiatere Antisemitismus, Hitlers Rolle und die kumulative Radikalisierung vorkommen. Zum Teil stützt er sich hier und in den ersten Kapiteln auf einen großen Artikel für die Holocaust-Enzyklopädie, die er mit Peter Longrich gemeinsam verfaßt hat, ohne daß in dem Buch die Anteile beider klar werden.

Der Genozid an den Juden war seit Ende 1942 im Ausland im Prinzip bekannt. Warum schritten die Alliierten nicht ein? Der Primat der Kriegführung ist seit langem bekannt und immer wieder angeführt worden: Erst wenn die Voraussetzungen zum Morden hinfällig waren, also die deutsche militärische Niederlage, konnten die damit zusammenhängenden Probleme als gelöst gelten. Aronson erschließt seinerseits vor allem die Kette zionistischer Ansprüche im Nahen Osten, den Einfluß auf die arabische Welt und deren Einschätzung durch Briten und Amerikaner. Gerade weil das zionistische Ziel einer Einwanderung nach Palästina die arabische Welt in Aufruhr bringen musste, sah die britische Mandatsmacht entsprechende Ansprüche mit großer Skepsis. Die Radikalisierung gerade der Stern-Gruppe in Palästina, aber auch der militärische Zweig der Zionistengruppe Irgun, bei der Menachim Begin eine zentrale Rolle inne hatte, ließen diese den Briten als Hauptgegner im Nahen Osten erscheinen. Auch Aronson bescheinigt der Stern-Gang eine gleichsam faschistische Haltung (S. 92). Dies wirkte auf die Westmächte zurück. Christopher Sykes in Kairo meinte gar, die Nazis und Zionisten hätten mehr gemeinsam als die Alliierten und die Zionisten (S. 103).

Winston Churchill blieb im Prinzip zionistenfreundlich, Franklin D. Roosevelt hatte aber wesentlich größere Schwierigkeiten mit den Zionisten und deren Zielen, obwohl er vor dem Krieg ernsthaft in Aussicht gestellt hatte, eine Ansiedlung aller Juden irgendwo anders

auf der Welt sicherzustellen. In der US-Öffentlichkeit im Krieg gab es aber starke Ressentiments gegenüber jüdischen Ansprüchen, ein auserwähltes Volk zu sein (das konkurrierte mit eigenen analogen Vorstellungen), die Juden würden immer nur an ihr eigenes Leid denken, nicht an die gesamte Kriegssituation, hieß es 1942 einmal (S. 122). Aber auch die sozialistische Mapai-Partei wurde gelegentlich einmal als nationalsozialistisch, durchaus mit Anklängen an die deutschen Vorgänge, gedeutet: sozial nach innen, expansiv-nationalistisch nach außen (S. 135). Den Zionisten wurde bei anderen das Recht abgesprochen, für alle Juden zu sprechen und wiederum andere erkannten den Juden das Recht auf eine eigene Kultur ab (S. 147f.). Wie repräsentativ diese Zitate sind, läßt sich allerdings schwer einschätzen. Jedenfalls gab es hier ein mentales Gegengewicht gegenüber einem nachdrücklichen Einsatz für die dem Genozid anheim gegebenen Juden.

Fast die Hälfte des Buches ist den Rettungsversuchen für Juden vor dem Mord in den Vernichtungslagern gewidmet, vor allem denen in Ungarn und der Slowakei. Auch diese wird in den vielen transnationalen Verästelungen berichtet, unter Einschluß auch und gerade von David Ben-Gurion und anderer Zionisten. Was Rezsö Kasztner und andere in dieser Frage an Freikauf versuchten, konnte immerhin mehr als Tausend Juden retten, gab aber beim Scheitern weiterer Verhandlungen die anderen um so sicherer dem Tod anheim. Es fehlte durchgehend an Geld, und die Frage – etwa der kriegsverlängernden Lastwagenlieferungen gegen Juden – war und blieb umstritten. Die Gegenleistung der Alliierten für die Ausreise von Juden blieb umstritten, sollte doch dadurch die NS-Kriegsmaschinerie nicht unterhalten werden. Gerade in diesen Teilen seines Buches gelingt Aronson ein guter Einblick in die unterschiedlichen nationalsozialistischen Interessen und Taktiken, in Korruption, in die Primate von Kriegführung bzw. Ideologie. Es ist eine vielfach erzählte, bedrückende Geschichte. Gerade den jüngsten Ergebnissen von Christian Gerlach und Götz Aly vermag er sich weitgehend anzuschließen. »Self-traps« bei Rettern, bei Zionisten, bei den Alliierten (S. 322 und öfter) lautet seine wiederholte und wenig freundliche Diagnose. Über den Nürnberger Hauptkriegsverbrecherprozeß hinweg war fortan die jüdische und später auch israelische Diskussion gespalten. Angefangen von den Sozialisten um Ben-Gurion bis weit in die Mitte hinein wurden gerade den Stern- und Begin-Leuten die fatalen Radikalismen vorgeworfen, die auch in Israel das politische Klima ausgesprochen oder unausgesprochen für Jahrzehnte vergifteten. Kasztner selbst wurde in Israel vor Gericht gestellt, aber vor dem Spruch eines Urteils ermordet.

Aronson ist ein bewundernswert kritisches Buch gelungen, das eine Fülle von neuem Material in eine eigene neue Narratio einbindet. Das Gewirr der unterschiedlichen Geheimdienste und deren Operationen wird hier bis zu einem gewissen, so noch nicht erreichten Grade entwirrt und dargestellt. Mehr ist wohl kaum mehr möglich. Das Buch mit seinen 36 oft kurzen Kapiteln zerfällt häufig in die Einzelanalyse. Sprachlich ist manches bedenklich, die Zitierweise problematisch, oft gedoppelt: im Text und nochmals in Anmerkungen. Oral History wird viel zu unkritisch verwandt, insbesondere Albert Speers dem Autor gemachte Aussage, ein Vergeltungsangriff auf deutsche Städte wegen der Vernichtung von Juden hätte Hitler zu einer Beschleunigung der Ermordung aller Juden bewegt, ist höchst problematisch. Dennoch scheint dieses Interview von 1972 ein Schlüsselerlebnis für Aronsons eigene Deutung der Tragik (ein Begriff den der aber nicht verwendet) zu sein. Für viele Bereiche gibt es eine ausführlichere und differenziertere, zumal deutsche Forschungsliteratur als die, die Aronson heranzieht; dafür verläßt er sich in weiten Passagen des gesamten internationalen Geschehens im Zweiten Weltkrieges – akzeptabel – allein auf Gerhard Weinbergs monumentale Studie. Ein beeindruckendes Werk – und kleine Schwächen.

Jost DÜLFER, Köln

Brian JENKINS, *France in the Era of Fascism. Essays on the French Authoritarian Right*, New York, Oxford (Berghahn) 2005, 232 S., ISBN 1-57181-537-6, USD 60,00.

Frankreichs Reaktion auf den »Faschismus« im Europa der Zwischenkriegszeit und während der deutschen Besatzung 1940–1944 ist seit längerem ein umstrittenes Thema französischer Historiker und Politikwissenschaftler. Dabei fand die von René Rémond 1954 erstmals auf hohem Niveau dargelegte These, daß Frankreich in den dreißiger Jahren und unter dem Vichy-Regime weitestgehend allergisch, daher gleichsam immun gegen den Faschismus gewesen sei, breite Zustimmung unter den führenden französischen Zeitgeschichtsforschern. In den letzten Jahrzehnten wurde diese Auffassung jedoch vor allem von ausländischen Wissenschaftlern, angeführt von Robert O. Paxton und Zeev Sternhell, zunehmend in Frage gestellt¹. Diese mit unterschiedlichen methodischen Ansätzen unternommene Revision stieß indessen auf erheblichen Widerspruch in Frankreich. Die Debatte dauert noch unvermindert lebhaft an. Die hier anzuzeigende Veröffentlichung, herausgegeben von dem in Leeds lehrenden, durch einschlägige Veröffentlichungen ausgewiesenen Frankreichspezialisten Brian JENKINS, eröffnet gleichsam eine neue Runde in dieser Auseinandersetzung. Sie enthält fünf Essays von ausgewiesenen Kritikern der auch als »Rémond Orthodoxy« bezeichneten Immunitätsthese, von denen die Beiträge von Paxton und Sternhell lediglich Variationen ihrer in mehreren Büchern und vielen Aufsätzen seit langem vertretenen Thesen enthalten². Der Aufsatz von Michel DOBRY, Professor der politischen Soziologie (Paris I Sorbonne-Panthéon), ist ebenfalls bereits vor anderthalb Jahrzehnten publiziert worden³. Er ist jedoch insofern bedeutsam, als er darin als erster die Rémond-Schule 1989 mit dem Etikett »thèse immunitaire« versehen hat. Schon in diesem Aufsatz wie auch in späteren Arbeiten⁴ kritisierte er die von Verfechtern wie Gegnern der Immunitätsthese angewandte Klassifikationsmethode, das begriffliche Glasperlenspiel zur Definition von Faschismus«, als unzureichend angesichts der historischen wie gegenwärtigen Erscheinungen. Aufbauend auf seinen grundlegenden Forschungen zu politisch – sozialen Krisenerscheinungen befürwortet er eher einen umfassenden sozial-, mentalitäts- und strukturgeschichtlichen Ansatz.

Robert SOUCY ging im Gegensatz zu Sternhells ideengeschichtlicher Methode in mehreren großen Arbeiten zum Thema »französischer Faschismus« zwar rein empirisch vor, hat aber keineswegs vom Ansatz eines klassifikatorischen Faschismusbegriffes abgelassen. In dem Beitrag »Problematising the Immunity Thesis« legt er seine frühere, vornehmlich in Analysen der Massenbewegung des Colonel de La Rocques (Croix de Feu und PSF) entwickelte These, daß zwischen Faschismus und Konservatismus lediglich Grad- und Taktikunterschiede bestehen und daß beide »tief anti-revolutionär« gewesen seien, in Auseinandersetzung mit neueren Arbeiten in sehr differenzierter und anregender Weise dar.

Kevin PASSMORE, der sich ebenfalls mit bedeutenden Arbeiten über de La Rocques Bewegung bzw. Partei profiliert hat, stellt die Frage nach der Eigenart der Krise Frankreichs in den dreißiger Jahren in den Mittelpunkt des Beitrages »The Construction of Crisis in Interwar France«. In einem stark systemtheoretischen Ansatz bietet er zunächst eine scharfsin-

1 Vgl. dazu die Literaturhinweise in meiner Rezension des Sammelbandes: Michel Dobry, *Le mythe de l'allergie française*, in: *Francia* 32/3 (2005), S. 273–274.

2 Sternhells Beitrag »Morphology of Fascism in France« ist eine gekürzte Version des Vorwortes zur 3. Auflage seines Klassikers »Ni droite ni gauche«, in der er leichte Modifikationen anbringt, nicht zuletzt wohl auch durch Dobrys methodische Ansätze angeregt, ohne allerdings seinen prinzipiellen Ansatz aufzugeben. Der Essay von Robert O. PAXTON, *The Five Stages of Fascism*, ist zuvor schon in »*Journal of Modern History*« 70 (1998), S. 1–23, erschienen.

3 Michel DOBRY, *Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la «révolution fasciste»*, in: *Revue française de sociologie*, July–Décembre (1989), S. 511.

4 Vgl. den umfassende Einleitungssatz zu dem in Anm. 1 zitierten von ihm herausgegebenen Sammelband.

nige Kritik der »stalemate society«-Theorie, in der er nicht zuletzt einen historisch tief verwurzelten Ausdruck einer affirmativen Systembetrachtung sieht, deren Nutzen zur Erfassung von Staat und Gesellschaft Frankreichs er jedoch nicht grundsätzlich bestreitet. Sodann stellt er das damals in Frankreich herrschende Krisenbewußtsein als wesentlichen Faktor heraus, das einen Konsens über die politischen und sozialen Institutionen verhinderte. Daher vermochten starke Kräfte mancherlei autoritäre Lösungen, einschließlich faschistischer, zu befürworten. Die französische Rechte, so zeigt er historisch zurückgreifend auf, habe sich traditionell wohl durch spezifischen Nationalismus gleichzeitig aber auch durch Bewunderung ausländischer Systeme – wie italienischer Faschismus und deutscher Nationalsozialismus – definiert; daher könne Faschismus in Frankreich nicht als ausländischen Import bezeichnet werden wie es die Vertreter auch einer differenzierten Immunitätsthese tun.

Erhellend und weiterführend sind die zwei Beiträge des Herausgebers. In der Einleitung »Contextualising the Immunity Thesis« gibt er einen exzellenten Überblick über Entwicklung der Immunitätsthese, über die kontroversen Standpunkte und über den gegenwärtigen Stand der Debatte sowie eine strukturierte Einführung in die politische Krise Frankreichs in den dreißiger Jahren und die Rolle der extremen Rechten. In seiner umfangreichen »Conclusion: Beyond the »Fascism Debate«« bemüht er sich, die unterschiedlichen Ansätze der bisherigen Debatte, insbesondere jene der in den verschiedenen Beiträgen des Sammelbandes vorgestellten, auf einer mittleren Abstraktionsebene zu analysieren und daraus weiterführende Perspektiven zu gewinnen. Fair und behutsam würdigt er die verschiedenen Standpunkte, die zugrunde liegenden methodischen Ansätze und deren relative Berechtigung. Er stimmt Dobry zu, daß die Gegner der Immunitätsthese sich oft in den Fallstricken der Faschismusklassifikationen verfangen haben, daß sie jedoch die Problematik des Sujets immerhin besser als die Vertreter jener These erfasst haben. Am Ende stimmt er Passmores Plädoyer zu, die politische Krise Frankreichs historisch-empirisch zu analysieren anstatt sich in dem »begriffstheoretischen Morast der Faschismusdebatte« zu verfangen – eine Erkenntnis, die der Rezensent schon seit Jahrzehnten, nicht zuletzt in dieser Zeitschrift, vertreten hat.

Klaus-Jürgen MÜLLER, Hamburg

Barbara LAMBAUER, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, préface de Jean-Pierre AZÉMA, Paris (Fayard) 2001, 895 S. (Pour une histoire du XX^e siècle).

Am 5. Mai 1958 bricht auf der Schnellstraße zwischen Köln und Düsseldorf ein VW-Käfer – vermutlich aufgrund eines Schadens an der Lenkung – bei Tempo 90 unvermittelt aus, rammt ein weiteres Fahrzeug und fängt Feuer. Für den Fahrer Otto Abetz und seine Ehefrau Suzanne kommt jede Hilfe zu spät.

Abetz hatte sich seit den späten zwanziger Jahren über alle politischen Veränderungen hinweg dem einen Ziel der deutsch-französischen Verständigung verschrieben. Als deutscher Botschafter im besetzten Frankreich setzte er zwischen 1940 und 1944 alles daran, Frankreich und Deutschland Seite an Seite zu führen und, wie er meinte, Schlimmeres zu verhüten. Wäre es nach Abetz und seinen Wegbegleitern aus der rue de Lille gegangen, wäre der charismatische Deutsche mit dem akzentfreien Französisch nach seinem tragischen Unfalltod ein für alle Mal als unbeirrbarer Vorkämpfer deutsch-französischer Freundschaft in die Geschichte eingegangen. Schon das französische Militärtribunal hatte sich dieser Lesart nicht angeschlossen und Abetz 1949 als Kriegsverbrecher zu 20 Jahren Zwangsarbeit verurteilt. Nach nur fünf Jahren Haft kam er im April 1954 allerdings bereits wieder frei. Ein halbes Jahrhundert nachdem er aus der Gefangenschaft 1951 seine Memoiren veröffentlichte, widmet ihm Lambauer eine umfangreiche Studie, in der sie gründlich mit dem

»Mythos« Abetz aufräumt. Lambauers politische Biographie rekonstruiert detailliert den bemerkenswerten Werdegang einer schillernden Persönlichkeit, die so gar nicht dem gängigen Typus eines brutalen Nationalsozialisten entsprach und doch so viel Blut an den Händen hatte.

1903 in Schwetzingen geboren, wuchs Abetz, von der Jugendbewegung jener Jahre geprägt, im badischen Grenzland auf und verschrieb sich als junger Kunst- und Biologielehrer dem Dialog zwischen Deutschen und Franzosen. Als Mitbegründer des Sohlbergkreises initiierte er zwischen 1930 und 1932 deutsch-französische Jugend- und Studententreffen. Seit 1932 mit einer Französin verheiratet, setzte Abetz seine Bemühungen um grenzüberschreitende Kontakte nach der Machtübernahme der Nationalsozialisten im Dienst des neuen Regimes fort. Joachim von Ribbentrop entdeckte die Qualitäten des frankophilen jungen Mannes mit dem einnehmenden Wesen und beachtlichen Organisationstalent im Stab der Reichsjugendführung und warb ihn als Frankreichexperten für seine Dienststelle ab. Fortan erweiterte und vertiefte Abetz in Paris umtriebige und eloquente sein Netz von Beziehungen und Kontakten. Auf diese Weise wurde er zum Exponenten jener »offensive de charme«, die Frankreich in der trügerischen Sicherheit eines friedliebenden Deutschland wiegen sollte. Abetz' ebenso charmanter wie heimtückischer Friedensrhetorik bereitete die Regierung Daladier im Sommer 1939 mit der Ausweisung aus Frankreich ein Ende.

Ein Jahr später fand sich Abetz unter neuen Vorzeichen in Paris wieder. Nach Frankreichs demütigender Niederlage 1940 residierte er fortan an der Seine als deutscher Botschafter im besetzten Frankreich. In der neuen Funktion setzte er alles daran, Vichy-Frankreich fest und dauerhaft an Deutschland zu binden. Dabei verstand er es, durch sein freundschaftliches Verhältnis zu Pierre Laval und seinem französischen Pendant Fernand de Brinon, Bindeglied zwischen Vichy und deutscher Besatzungsmacht in Paris, die französischen Hoffnungen auf einen gleichberechtigten Platz an der Seite eines siegreichen Deutschen Reiches mit haltlosen Versprechungen zu schüren und damit eine Kollaboration voranzutreiben, die sich in französischen Vorleistungen erschöpfte, da es in Berlin in Wirklichkeit keinerlei Interesse an einer Zusammenarbeit auf gleicher Augenhöhe gab. Als Statthalter des Dritten Reiches spielte Abetz im besetzten Frankreich eine Schlüsselrolle. Lange Zeit hatte er das Ohr des »Führers«, bis er in Mißgunst fiel und nach der alliierten Landung in Nordafrika und der Besetzung Restfrankreichs durch die Wehrmacht im November 1942 von seinem Posten abberufen wurde. Nach einjähriger Pause kehrte Abetz nach Paris zurück, weil er Hitler nun vor Ort abermals nützlich zu sein schien, um Pétain und Laval bei der Stange zu halten. Bis in den August 1944 wurde ihm die Deutsche Botschaft in der rue de Lille wieder zum Amtssitz; dann verließ er das Land vor den herannahenden alliierten Truppen, um zusammen mit Pétain, Laval und den führenden Ultra-Kollaborationisten im schwäbischen Sigmaringen ein neues Quartier zu beziehen.

Lambauer zeigt, daß Abetz auf das Engste mit nahezu allen Fragen des Besatzungsregimes befaßt war, sich beachtliche Handlungsspielräume schaffte und sie zu nutzen verstand. Neben der als Kollaboration getarnten Ausbeutung und dauerhaften Schwächung Frankreichs trieb er von Beginn an antisemitische Maßnahmen voran und drängte auf die Deportation der Juden aus Frankreich. Weil es ihm opportun erschien, schlug er ungerührt vor, die sich in deutscher Haft befindlichen französischen Politiker der Dritten Republik, allen voran Léon Blum, Paul Reynaud und Georges Mandel, zu erschießen. Auch legte der Liebhaber französischer Kultur keinerlei Skrupel an den Tag, wenn es auf der Suche nach Kunstschätzen um die Plünderung von Galerien, Antiquariaten und Privathäusern ging. All dies an sich ist nicht neu, sondern in großen Zügen auch schon bei Roland Ray nachzulesen¹. Gegenüber dieser Arbeit hat Lambauers Studie allerdings den Vorzug, detailliert auch

1 Roland RAY, *Annäherung an Frankreich im Dienste Hitlers? Otto Abetz und die deutsche Frankreichpolitik 1930–1942*, München 2000.

die spätere Zeit in den Blick zu nehmen; von ihren gut 700 S. widmet sie nahezu ein Drittel den Jahren 1942 bis 1958. Zugleich ist Lambauer prononcierter in ihrem Urteil. Wo sie Abetz' frühe antisemitische Grundorientierung hervorhebt, davon ausgeht, daß er Frankreich stets nur eine Rolle als deutscher Juniorpartner zudachte, und seinen skrupellosen Opportunismus betont, gesteht Ray ihm bis 1935 idealistische Motive durchaus zu. Mit dieser zurückhaltenderen Einschätzung ist der deutsche Kollege dem Untersuchungsobjekt indes noch lange nicht, wie Lambauer urteilt (S. 14), auf den Leim gegangen.

Zweifellos zählt Abetz zu jenen scheinbar politisch indifferenten Persönlichkeiten, die das Dritte Reich nach oben spülte; im nationalsozialistischen Regime entfalteten sie eine zerstörerische Wirkung, die unter den Rahmenbedingungen des demokratischen Rechtsstaats nie zum Tragen gekommen wären. Die historische Forschung widmet sich nun schon seit einiger Zeit solchen Biographien, um das Funktionieren des Dritten Reiches besser zu verstehen. Lambauer hat mit der überarbeiteten und gekürzten Fassung ihrer Dissertation zweifellos einen gewichtigen Beitrag zum aktuellen Forschungsstand geleistet. Gerade deshalb befremdet allerdings ihr Seitenhieb auf die verdienten Pioniere der Geschichtsschreibung zu jenen *Années noires* deutscher Besatzungspolitik in Frankreich wie etwa Eberhard Jäckel, dem sie vorhält, er habe die Rolle von Abetz unterschätzt (S. 707–710). Da zwischen beiden Arbeiten dreieinhalb Jahrzehnte Erkenntnisfortschritt und eine entsprechend geänderte Quellsituation liegen, denkt der Leser unwillkürlich an den wenig gewinnbringenden Vergleich von Äpfeln und Birnen. Und diesen hat die bemerkenswerte und gut lesbare Arbeit wahrlich nicht nötig.

Corinna FRANZ, Bonn

Ahlich MEYER, *L'Occupation allemande en France*. Traduit de l'allemand par Pascale HERVIEUX, Florence LECANU et Nicole TAUBES, Toulouse (Privat) 2002, 238 p. (Bibliothèque historique universelle), ISBN 2-7089-5693-0, EUR 25,00.

En France, les études sur l'occupation allemande du pays se font aussi rares que celles sur Vichy sont nombreuses et la mémoire sociale dominante ressasse la culpabilité de l'État français, voire de la nation tout entière, au risque d'oublier le poids décisif des occupants dans les décisions, les pratiques et les représentations de l'époque. L'ouvrage de Meyer, publié d'abord en Allemagne en 2000, présente le mérite de combler une lacune, et de le faire d'une excellente manière en se situant dans une large perspective historiographique (française, américaine et allemande), et en ayant recours à une ample documentation allemande. Il part de l'étude de 1941 puis des mémoires d'après-guerre du chef de la division administrative de l'état-major administratif du Commandant militaire en France (Militärbefehlshaber in Frankreich, MBF), Werner Best. Meyer soumet à une critique rigoureuse ce point de vue de l'acteur-historien, avocat d'un «comportement honorable» de la Wehrmacht. La doctrine Best d'une «administration de surveillance» repose sur le principe de faire endosser au gouvernement français le plus de responsabilités possible et de laisser une grande marge de liberté à l'administration française, particulièrement aux forces de l'ordre. Elle obéit à une logique d'efficacité administrative et policière qui intègre l'opinion française comme un acteur déterminant du calme recherché. Sa complicité nécessite que des précautions soient prises avec Vichy, garant de la tranquillité de la population.

Meyer montre que l'action du MBF, loin d'être purement administrative et d'obéir au simple souci d'assurer la sécurité des troupes, est empreinte d'une vision idéologique en conformité avec la doctrine nazie. Best et le MBF sont à l'initiative des premières mesures antijuives allemandes de l'été 1940. La lutte contre la Résistance, singulièrement à partir de la lutte armée pratiquée par les communistes à l'été 1941, relève d'une vision de l'ennemi comme judéo-bolchevique, les Juifs étant censés constituer le noyau dur des combattants

communistes. Les historiens (Eberhard Jäckel, Hans Umbreit entre autres) avaient mis en valeur l'existence d'une rupture radicale en 1942 avec le rappel de Otto von Stülpnagel et la prise du pouvoir de police par les SS avec la nomination de Carl-Albrecht Oberg comme Chef supérieur des SS et de la police en France (et le départ de Best). Toutefois, Meyer montre que les éléments de continuité ne manquent pas. C'est le MBF qui, à titre de «mesure d'expiation» des actes de terrorisme, organise le premier convoi de Juifs vers Auschwitz (27 mars 1942), c'est le MBF qui enclenche le processus de la solution finale en s'attaquant d'abord aux étrangers pour obtenir le concours du gouvernement français, c'est lui qui initie la réponse juridico-politique (procès, exécutions d'otages) à la lutte contre une Résistance d'emblée perçue comme illégale, injustifiée et ne relevant pas des lois de la guerre. Certes, avec la prise du pouvoir par les SS, la répression se traduit par une accélération mais sans qu'on puisse parler d'une rupture totale entre une «bonne» occupation de la Wehrmacht et une «mauvaise» initiée par la SS. D'ailleurs, la SS va renoncer à la pratique des exécutions de masse d'otages dont la condamnation par le MBF fait, pour certains, figure de ligne de rupture entre les «sages» du MBF et les «fanatiques» de la SS. Elle le fait, fin 1942, pour les mêmes raisons: ne pas radicaliser l'attitude de la population française vis-à-vis de l'occupant.

Les trois derniers des huit chapitres de l'ouvrage portent sur des études de cas: la rafle de Marseille, les actions contre l'Ain et la Dordogne au printemps 1944 et le «chemin d'Oradour» – consacré aux exactions commises dans le Limousin à l'été 1944. Dans chaque cas, la responsabilité des troupes opérationnelles de la Wehrmacht est engagée, singulièrement à partir de l'automne 1943, lorsque la Résistance apparaît aux militaires allemands comme un «phénomène de masse» non réductible aux éléments communistes. Ceci justifie, à leurs yeux, des mesures de répression exceptionnelles qui mettent à mal le compromis avec Vichy et la population, ce qui fait écrire, en septembre 1943, au chef de la région militaire de Dijon que «les temps de paix [...] étaient terminés». De fait, des opérations de grande envergure sont menées à partir de février 1944 dans l'Ain, en Haute-Savoie et en Dordogne. Les troupes de la Wehrmacht y sont bel et bien engagées à côté de forces de la Sipo-SD. La population française est alors également visée, dans le but de la dissuader d'aider les «terroristes». Les troupes de la Wehrmacht entament donc une pratique de la terreur dont Meyer observe qu'elle est antérieure à l'arrivée des troupes venues du front est à l'été 1944. À ce moment, de toute évidence, un nouveau seuil est franchi, ce qui s'explique pour partie par les pratiques importées de l'est par des troupes acculturées à une violence extrême – telle la division «Das Reich» qui s'illustre à Tulle et à Oradour. Meyer montre que la Wehrmacht ne saurait être exonérée de toute responsabilité dans ces dérives proprement criminelles. Son haut-commandement dépêche des troupes spéciales, dont celles de la SS placées sous son commandement opérationnel, afin de lutter sans ménagement contre les «terroristes». D'ailleurs, dans le cadre de ce qui est baptisé «la lutte contre les bandes», le 8 juin 1944, le commandant à l'ouest transmet un ordre de l'état-major de la Wehrmacht qui prescrit «les mesures les plus sévères [...] pour l'intimidation des habitants de ces régions perpétuellement infestées».

Le livre constitue un apport majeur à l'histoire de l'armée allemande qui se révèle plus compromise dans les exactions commises à l'ouest que dans les études antérieures (tout comme Omer Bartov¹ avait révélé ses pratiques, bien plus criminelles encore, sur le front est). Il éclaire aussi d'un jour nouveau la France occupée, l'histoire de Vichy et celle de la Résistance. Reste à souhaiter que, portant sur le même sujet, l'occupation allemande à l'ouest, les travaux de jeunes historiens, française (comme Gaël Eismann) ou allemand (comme Peter Lieb) soient rapidement publiés et respectivement traduits.

François MARCOT, Besançon

1 Omer BARTOV, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, traduit de l'anglais par J.-P. RICARD, Paris 1999.

Chantal METZGER, *L'Empire colonial français dans la stratégie du Troisième Reich (1936–1945)*, Tome I: Corps de l'ouvrage. Tome II: Annexes – Sources et bibliographie – Index, 2 vol., Brüssel, Bern, Berlin u. a. (Peter Lang) 2002, XIII–1123 S. (Diplomatie et Histoire, 6), ISBN 978-90-5201-956-7, CHF 88,00.

Es war ein politisches Ritual: Ja, wir wollen unsere Kolonien wiederhaben, ja, wir waren die besten Kolonialisten der Welt, nein, weder Franzosen noch Engländer können »unsere« Kolonien verwalten. Unzählige Verbände, Gesellschaften, Politiker stießen in das immer gleiche Horn – nur die große Politik hielt sich auffällig zurück. Nicht, daß auch hier nicht eifrig Lippenbekenntnisse abgegeben worden wären; es gehörte zum guten Ton, den »Kolonialraub« anzuprangern, aber wenn es um die aktuelle politische Agenda ging, rangierte die Kolonialfrage doch meist ganz unten – und das galt für die Zeit des Nationalsozialismus vor dem Krieg bis 1937 vielleicht noch mehr als für die der Weimarer Republik. Constantin von Neurath beispielsweise gehörte zu den »Wilhelminern«, die die deutschen Kolonien zurückhaben wollten, Joachim von Ribbentrop nicht. Nicht, daß die Nazigrößen etwas gegen die Vorstellung gehabt hätten, die Kolonien wiederzubekommen – aber weit entfernt davon, das als ein nahes Staatsziel anzusehen, bettetten sie die Kolonialfrage in das denkbar größte Konzept ihres Größenwahns ein: nämlich das zur Weltherrschaft. Und auf diese Weise gewann die Kolonialfrage ein völlig neues, ein anderes, nicht aber eigentlich ein aktuelles Gesicht. Weder ging es den Nationalsozialisten um Rohstoffe noch Siedlungsland; wenn sie etwas interessierte, dann war es der geopolitische Stellenwert von Kolonien – und beileibe nicht nur der ehemaligen deutschen. Deswegen verquickte sich die Kolonialfrage mit einer antizipierten Zukunft, in der es vielleicht möglich sein sollte, sich gegen England zu behaupten. Im Rahmen dieses hypertrophen Konzepts kam den über die Welt verstreuten französischen Kolonien, aber auch denen in Nord- und Zentralafrika eine entscheidende Bedeutung zu, was die französische Politik, immer mißtrauisch, durchaus witterte. Die ehemaligen Besitzer kolonialen Eigentums versuchten an ihren Besitz wieder heranzukommen. Das gelang in der Regel nicht, dennoch kam es vor dem Krieg zu zahlreichen »Collaborationen« zwischen deutschen und französischen Firmen, Gesellschaften, Banken aber auch Privatleuten; besonders zäh waren die ehemaligen deutschen Missionare, denen die französischen nicht über den Weg trauten, aber auch »französische« Elsässer hatten es schwer.

Metzger zeigt mit großer Akribie, wie ungeachtet der Langfristigkeit des deutschen kolonialen Engagements ein dichtes Netz von Persönlichkeiten und Institutionen neu geknüpft oder neu aufgebaut wurde, das gleichsam auf Knopfdruck die Verwaltung von Kolonien hätte übernehmen können – das ging von der primitiven Propaganda für die »muselmanischen« Bewohner Nordafrikas (oft mit stillschweigender Billigung Spaniens) bis zu dem hochgelehrten Hamburger Kolonialinstitut unter Gustav Rein. Der enorme personelle und finanzielle Aufwand wäre nicht zu erklären, wenn dahinter nicht doch die Absicht gestanden hätte, demnächst wieder Kolonien besitzen zu wollen, und da alle Aktivitäten sich immer auch auf die französischen und britischen Kolonien richteten, kann man gerade in der minutiösen Aufarbeitung an sich »kleiner« Organisationen, die die Verfasserin sorgfältig aneinanderreihet (was gelegentlich den Leser ermüdet) erkennen, worum es den Nationalsozialisten wirklich ging: keineswegs um »Revision« sondern um Weltherrschaft. Deren Erringung war nur mit Hilfe der Kolonien möglich, deren Verwaltung war eine Herkulesaufgabe.

Diese begannen unzählige Organisationen unmittelbar nach dem Sieg über Frankreich in Angriff zu nehmen, dabei schwebte den »Wilhelminern« erneut ein »Mittelafrika« vor, wohingegen die Marine weit darüber hinaus bereits die Blaupause für den Weltkrieg und Sieg der Zukunft antizipierte. Auch Metzger kann nur feststellen, was schon seit mehr als dreißig Jahren (u. a. Klaus Hildebrand) bekannt ist: Hitler sah im Erwerb von Kolonien immer nur den zweiten Schritt nach dem ersten, und der erste führte kontinental und konsequent nach Osten. Insofern nichts Neues, aber das Alte wird sehr genau und detailliert

dargelegt, wobei es erstaunlich ist, mit welcher Akribie man 1940 vor allem Afrika untersuchte und virtuell auf die eigenen Bedürfnisse zuschnitt.

Mit dem Waffenstillstand von 1940 entstand in den französischen Kolonien eine paradoxe Situation: Auf der einen Seite konnten sie sich den Folgen der Niederlage nicht entziehen, auf der anderen leugneten sie sie, und auf der dritten kam es zu jenen bitteren und zähen Konflikten zwischen Engländern und »Freien Franzosen« auf der einen und den Vichykräften auf der anderen Seite, die schon oft geschildert worden sind. Mers el-Kébir und Dakar waren die blutigen und tragischen »Höhepunkte«. Die Deutschen waren im Grunde hilflos, weil sie die notwendige Hilfe für Pétains Seite entweder nicht beibringen konnten oder auch nicht wollten, denn daß man Vichy trotz eines Darlan und eines Laval nicht über den Weg traute, durchzog wie ein *ceterum censeo* alle Verhandlungen zwischen Franzosen und Deutschen. Anstatt großzügig (und, zugegeben, riskant) voll auf die Collaboration zu bauen, weil sie die einzige deutsche Chance war, verzettelten sich die deutschen Unterhändler und Politiker in Klein-Klein, was keiner Seite nützte, und nachdem die Amerikaner 1942 in Afrika und im Mittelmeer gelandet waren, zerstoben alle hochfliegenden Pläne von einem gewaltigen deutschen Kolonialreich mit französischer Hilfe von selbst. Man könnte salopp dieses Fazit ziehen: Außer Spesen nichts gewesen.

Chantal Metzger hat eine buchstäblich erschöpfende Studie vorgelegt, die nach deutschem Geschmack durchaus knapper hätte ausfallen können. Aber sie bettet konsequent ihre Erkenntnisse auch in schon bekannte Erzählungen ein, was sich sich mit der französischen Wissenschaftstradition rechtfertigen läßt. Dennoch ist es schade, denn in diesem Umfang dürfte es schwierig sein, eine deutsche Übersetzung zu finanzieren.

Michael SALEWSKI, Kiel

Christophe CÉRINO, Yann LUKAS, Keroman: Base de sous-marins, 1940–2003, Plomelin (Palantines) 2003, 127 S., ISBN 2-911434-34-X, EUR 36,00.

Spricht man von der französischen Hafenstadt Lorient im Südwesten der Bretagne, dann denken nicht wenige Menschen an die Bilder deutscher U-Boote und die U-Bootbunker, die zum Schutz dieser Boote an der französischen Atlantikküste errichtet worden sind. In Deutschland hatte vor allem die Verfilmung des Romans »Das Boot« des ehemaligen Marine-Kriegsberichterstatters Lothar-Günther Buchheim die Erinnerung an die ehemaligen deutschen U-Bootstützpunkte in Frankreich wieder wachgerufen¹. Wie Lorient, so waren auch die französischen Hafenstädte Brest, La Rochelle, Saint-Nazaire und Bordeaux während der deutschen Besatzungszeit Stützpunkte der Kriegsmarine. Die Organisation Todt errichtete in diesen Häfen gewaltige Bunkeranlagen, in denen die U-Boote, im Zweiten Weltkrieg operatives Hauptkampfmittel der Marine, gegen Luftangriffe geschützt sein sollten. Die auf deutscher Seite zu diesem Thema vorliegende Literatur beschränkt sich auf die Referenzstudie von Sönke NEITZEL zu Entwicklung und Bau der deutschen U-Bootbunker im Zweiten Weltkrieg² sowie auf die persönlichen Erinnerungen des ehemaligen deutschen Festungskommandanten von Lorient, General Wilhelm Fahrmbacher, der 1956 gemeinsam mit dem ehemaligen Werftkommandanten, Vizeadmiral Walter Matthiae eine erste, wenn auch einseitige Betrachtung der Geschehnisse in und um Lorient vorgelegt hat³.

1 Vgl. dazu Michael SALEWSKI, Von der Wirklichkeit des Krieges. Analysen und Kontroversen zu Buchheims »Boot«, München 1976.

2 Sönke NEITZEL, Die deutschen Ubootbunker und Bunkerwerften. Bau, Verwendung und Bedeutung verbunkelter Ubootstützpunkte in beiden Weltkriegen, Koblenz 1991.

3 Wilhelm FAHRMBACHER, Walter MATTHIAE, Lorient. Entstehung und Verteidigung des Marine-Stützpunktes 1940/1945, Weissenburg 1956.

Heute sind es vor allem französische Lokalhistoriker, die sich mit den Zeugnissen der deutschen Besatzungszeit in ihren Heimatstädten beschäftigen. Jetzt liegt aus dem bretonischen Regionalverlag éditions palantines ein weiteres Buch zu diesem Thema vor. Christophe Cérino, Historiker an der université de Bretagne-Sud und Mitarbeiter des Service historique de la Marine in Lorient, und der Journalist Yann Lukas haben es sich zur Aufgabe gemacht, die einstmals größte deutsche U-Bootbunkeranlage in Frankreich zu »entmystifizieren«. Dazu haben sie die Geschichte des Stützpunktes Keroman in Lorient in drei Hauptkapitel unterteilt, von den einzelnen Phasen der Nutzung der Anlage ab Baubeginn 1940, über die Übernahme durch die französische Marine im Jahr 1945, bis hin zur Umwandlung des militärischen Geländes nach Rückzug der französischen U-Bootwaffe im Jahr 2003. Während Lukas das erste historische Kapitel zur Kriegszeit geschrieben hat, ist Cérino, der von 1996 bis 1997 im Planungsstab der Unterpräfektur von Lorient zur zivilen Nutzung des Keroman-Komplexes mitgearbeitet hat, für die beiden letzten Kapitel verantwortlich.

Der erste Beitrag (*Les loups gris 1940–1945*) besticht zwar durch großformatige Aufnahmen, ist jedoch leider inhaltlich voll fehlerhafter Daten und Bildbeschreibungen. So wird zum Beispiel ein unbekannter Oberleutnant der deutschen Marineartillerie schnell in den Rang und die Person des Vizeadmirals Dönitz erhoben (vgl. S. 14). Auch die fehlenden Quellenangaben in diesem historischen Kapitel stellen den wissenschaftlichen Wert der Arbeit in Frage.

Die beiden Autoren wollten aber auch nicht eine wissenschaftliche, sondern eine populäre Darstellung liefern. So findet der Leser, wie bei den éditions palantines üblich, immer wieder Einschübe zu besonderen Einzelthemen, wie zum Beispiel zu dem ehemaligen Dienstsitz von Admiral Dönitz in Kernevel oder zu dem Ölgemälde, das ein französischer Künstler während des Krieges von der Bunkerbaustelle gemalt hat und das die Wirren der Zeit bis heute in einem Konstruktionsbüro der französischen Staatswerft Lorient überstanden hat. Der Künstler selbst wurde 1944 von der Résistance wegen Kollaboration mit dem Feind exekutiert. Überhaupt war in der Werft der Grat zwischen Kollaboration und Widerstand sehr schmal, wie das Beispiel der beiden im Buch behandelten lokalen Widerständler Alphonse Tanguy und Jacques Stosskopf zeigt. Beide waren im Arsenal tätig und hatten Nachrichten an die Alliierten weitergegeben, der Bevölkerung galten sie jedoch wegen ihres zwichelichtigen Mitwirkens im deutschen Werftstandort als Kollaborateure. Heute trägt der Keromankomplex zu Ehren des 1944 im KZ Struthof hingerichteten Marineingenieurs Stosskopf dessen Namen.

Im Anschluß an das historische Kapitel zum Zweiten Weltkrieg untersucht Cérino die Geschichte des Stützpunktes ab 1945 (*Le temps de la Marine nationale 1945–1997*), als der ehemalige deutsche Bunker von der französischen U-Bootwaffe übernommen wurde. Die spätere französische Atlantikflottille (*Escadille des sous-marins de l'Atlantique*) nutzte den Komplex mit ihren konventionellen, dieselgetriebenen U-Booten bis Juni 1995. Erst die völlige Umstellung der französischen U-Bootwaffe auf Atomantrieb veranlaßte die französische Marine schließlich, Lorient zu verlassen und sich auf die Einrichtungen in Brest, Cherbourg und Toulon zu konzentrieren. In dieser fünfzigjährigen Betriebszeit war die Base Stosskopf in Lorient Heimat von nicht weniger als 35 U-Booten, deren technische Charakteristika Cérino aufzählt. Daran anschließend erhält der Leser Informationen zum allgemeinen Leben innerhalb des Komplexes vom Leben der französischen Matrosen in der ehemaligen deutschen Anlage bis zu den Übungsabläufen auf einem französischen U-Boot. Daneben wirft Cérino auch einen Blick hinter die Kulissen, das heißt in die einzelnen Werftbereiche der Bunker, in denen nach dem Krieg zwar moderne Werkstätten einzogen, die Haupttechnik jedoch die alte blieb, wie z. B. der Slipway und die Verschiebeanlage, auf denen die französischen U-Boote wie zu Zeiten der Kriegsmarine in die Bunkerhallen zur Reparatur gezogen wurden. Auch erhielten ganze Generationen von französischen Nachkriegs-U-Bootfahrern ihre Rettungsausbildung in einem Tauchtopf den bereits die deutsche Kriegsmarine hatte errichten lassen.

Im dritten und letzten Kapitel (1997–2003 Restructurations et défis) wird die Entwicklung nach dem Abzug des letzten französischen U-Bootes aus Lorient im Februar 1997 thematisiert. Wie sollte man ein solch gewaltiges Bauwerk nutzen, angesichts ähnlicher brachliegender Anlagen in La Pallice, Saint-Nazaire und Bordeaux⁴? Sollte man das Bauwerk zerstören oder bewahren? Eine Beseitigung hätte etwa 31 Millionen Euro gekostet und die Grundstückspreise im Hinblick auf einen späteren Verkauf der Grundflächen maßlos übersteuert. So blieb nur die weitere Nutzung der bestehenden Anlagen, die für die Firmen aus dem nautischen Bereich gewonnen werden konnten. In den ehemaligen Bunkerhallen entstand auf diese Weise ein *pôle nautique* für Yachten des Americas Cup und Herstellerfirmen für Yachten, Masten und Deckszubehör zogen in die leeren Bunkerhallen ein.

Das Gesamtbild der Bunkeranlage wurde durch diese Gewerbeansiedlung jedoch zerstört. Die ehemaligen Panzertüren, der Slipway, die Slipwagen und die Verschiebebühne der Kriegszeit, jahrzehntelang genutzt und dadurch erhalten, existieren heute nicht mehr. Denkmaltechnisch gesichert ist lediglich der Bunker Keroman III, unmittelbar am Wasser gelegen, dessen Umbau zu einem Museum vorgesehen ist. Hier stellt sich aber wie überall die finanzielle Frage. Was soll man überhaupt mit den fünf noch bestehenden ehemaligen deutschen U-Bootbunkeranlagen in Frankreich, von denen lediglich der Bunker in Brest noch durch die Marine genutzt wird, machen? Sollte man sie als Denkmäler erhalten oder abreißen? Und wenn erhalten, dann welche Anlagen und wie? Der französische Staat überläßt diese Überlegung den Kommunen. Lorient hat hier einen mutigen Schritt gewagt und betrachtet die Anlage von Keroman als ein historisches Denkmal für den Totalitarismus des 20. Jhs., das es als Teil des Weltkulturerbes zu erhalten gilt. Das Buch von Cérimo und Lukas ist vor diesem Hintergrund eine gelungene Zusammenfassung der Geschichte dieser Anlage, welche die Entwicklung der Stadt Lorient ab 1940 entscheidend beeinflußt hat und ihr mit der fast völligen Zerstörung am Ende des Zweiten Weltkrieges und dem nur mühsam erfolgten Wiederaufbau auf ewig einen historischen Stempel aufgedrückt hat.

Lars HELLWINKEL, Kiel

Simon KITSON, *Vichy et la chasse aux espions nazis 1940–1942. Complexités de la politique de collaboration*, Paris (Autrement) 2005, 269 S. (Collection Mémoires, 110), ISBN 2-7467-0588-5, EUR 19,95.

Mit seiner Analyse der Arbeit des Geheimdienstes des Vichy-Regimes zwischen 1940 und 1942 trägt Kitson dazu bei, das schwarz-weiß gezeichnete Bild zwischen Kollaboration und Résistance weiter zu differenzieren. Wie seine Untersuchung zeigt, ging der Vichy-Geheimdienst trotz der Kollaborationspolitik gezielt gegen deutsche Spione vor. Er beginnt mit einem institutionsgeschichtlichen Überblick des deutschen Geheimdienstes in Frankreich und der verfolgten Ziele, wobei er zwischen der Abwehr und dem SD unterscheidet, eine Differenzierung, die in vielen französischen Arbeiten nicht vorgenommen wird. Darüber hinaus beschreibt Kitson die Entwicklung des französischen Geheimdienstes und besonders das Cinquième Bureau, das unter Colonel Rivet federführend beim Aufbau der französischen Gegenspionage nach der Niederlage des Sommers 1940 war.

Seine Forschungen ergeben, daß 80% der für die deutsche Seite arbeitenden Agenten Franzosen waren. Deren Motive ordnet er verschiedenen Kategorien zu, die von überzeugten Anhängern der NS-Ideologie oder der Kollaboration, über *profiteurs*, *sentimentaux* bis zu den Agenten wider Willen reichen. Darin bildet sich das ganze Spektrum menschlicher Antriebskräfte ab, was mittels sorgfältig ausgewählter Einzelbeispiele anschaulich illustriert

4 Vgl. dazu auch René ESTIENNE, *L'ancienne base de sous-marins de Lorient-Kéroman, réhabilitation et réaffectation*, Vannes 1998.

wird. Angesichts der Gesamtsituation des Krieges sah sich der französische Geheimdienst nicht nur mit seinem deutschen Konterpart konfrontiert, sondern auch mit der Arbeit des britischen Secret Service. Um die Souveränität der Vichy-Regierung zu untermauern, ging die französische Gegenspionage sowohl gegen britische als auch gegen deutsche Agenten vor, wobei das Hauptziel die Bekämpfung deutscher Agenten war, was die von Kitson ermittelte Zahl von 2000 verhafteten Agentinnen und Agenten unterstreicht. Aber er beschreibt nicht nur die Erfolge. Vielmehr untersucht er auch die bestehenden Spannungen und Widersprüchlichkeiten innerhalb des französischen Geheimdienstes und dessen Kritik am britischen Geheimdienst, der mit seinem unprofessionellen Vorgehen französische Staatsbürger leichtsinnig gefährdete. Dennoch war der Informationsaustausch zwischen dem Cinquième Bureau und dem britischen Geheimdienst nicht ausgeschlossen.

Im Anschluß daran beschreibt der Verfasser die alltägliche Routine der Geheimdienstarbeit. Zu den üblichen, rein nachrichtendienstlichen Tätigkeiten gehörten auch Schulungen der Truppe beim Umgang mit militärischem Wissen getreu dem Motto »Se taire, c'est servir«. Darüber hinaus gab es auch Kampagnen, die sich an die gesamte Bevölkerung richteten, die darin aufgefordert wurde, zu den deutschen Besatzern bewußt auf Distanz zu gehen, ohne diese jedoch zu provozieren. Vor allem Letzteres war nicht im Sinne der von Vichy betriebenen Kollaborationspolitik. Im Einzelfall war der französische Geheimdienst aber jederzeit bereit, Frauen, die mit deutschen Soldaten ein Liebesverhältnis hatten, für den eigenen Dienst anzuwerben. Die Risiken und Sanktionen, die deutschen Agentinnen und Agenten drohten, wenn sie enttarnt wurden, stehen im Mittelpunkt des letzten Kapitels. Das repressive Arsenal reichte dabei von bloßem Hausarrest bis zur Vollstreckung der Todesstrafe, und auch Folter gehörte dazu, wenn sie auch nicht durchgängig zum Einsatz kam. Kitson hat auch hier die Memoiren und Aussagen deutscher Spione einer genauen quellenkritischen Prüfung unterzogen, so daß ein differenziertes Bild entsteht. Der Geheimdienst der Vichy-Regierung unter seinen führenden Köpfen Rivet und Paillole vertrat eine antideutsche Position und stand deshalb der Kollaborationspolitik reserviert gegenüber. Dies darf jedoch nicht mit einer grundsätzlichen Ablehnung gleichgesetzt werden, denn gerade die antirepublikanische Politik des maréchal Pétain wurde im katholisch-konservativen Milieu der französischen Armee durchaus begrüßt.

Man kann es Kitson nicht hoch genug anrechnen, daß er sich der Thematik auf so breiter und bisher nicht erschlossener Quellenbasis, wie z. B. dem sogenannten Fonds de Moscou, gewidmet hat, was angesichts der in Frankreich bestehenden Zugangsbeschränkungen zu staatlichem Archivgut für die Zeit der Jahre 1940–1945 besonders aufwendig ist. Verschlossen blieben auch ihm – wie so vielen Historikern – die Archive der französischen Militärjustiz in Le Blanc. Die umfangreiche, thematisch untergliederte Bibliographie ermöglicht es dem Leser, eigene Interessen zu vertiefen. Die geschickte Verknüpfung zwischen wissenschaftlicher Darstellung und dem Einfügen von Fallbeispielen machen das Buch zu einer spannenden und kurzweiligen Lektüre.

Corinna v. LIST, Berlin

Auréli LUNEAU, *Radio Londres 1940–1944. Les voix de la liberté*, Paris (Perrin) 2005, 349 S., 12 Abb., ISBN 2-262-02387-5, EUR 22,50.

»Ici, Londres! Les Français parlent aux Français.« Für viele Franzosen ist diese Ansage, akustisch eingeleitet mit den ersten Takten aus Beethovens fünfter Sinfonie (dem Morsezeichen für den Buchstaben »V« = Victory), untrennbar mit der Geschichte des Zweiten Weltkrieges verbunden. Während der fünfzig Monate währenden Besetzung des Landes durch die Deutschen strahlte die BBC in London regelmäßig Sendungen in französischer Sprache aus, die von Franzosen für Franzosen gemacht wurden. Gegner waren

sowohl die Radio-Stationen der Vichy-Regierung, als auch diejenigen, die im besetzten Teil Frankreichs unter deutscher Kontrolle Nachrichten sendeten, wie z. B. Radio Paris – von dem aus London regelmäßig zu hören war »Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemande!« Der Krieg im Äther nahm schnell an Heftigkeit zu. Welche Bedeutung den Sendungen aus London beigemessen wurde, läßt sich vielleicht am besten daran illustrieren, daß Joseph Goebbels, nachdem Störsender nur bedingt hatten Abhilfe schaffen können, allen ernstes den Vorschlag machte, alle französischen Radiogeräte entweder einzuziehen, oder aber für den Empfang der entsprechenden Frequenzen unbrauchbar zu machen.

In ihrer Studie, die aus einer Doktorarbeit bei François-Charles Mougel und Maurice Vaisse hervorgegangen ist, zeigt Luneau, daß es sich bei Radio Londres keineswegs um eine geradlinig verlaufende Erfolgsgeschichte handelte. Zwischen Juni 1940 und September 1944, als die BBC das französische Programm einstellte, erlebten die Mitarbeiter Höhen und Tiefen, zum einen bedingt durch die Entwicklung des Kriegsgeschehens, zum anderen aber auch als Folge des beschwerlichen Weges, den Charles de Gaulle bis zur Befreiung des Landes im Lager der Alliierten beschreiten mußte. Am 18. Juni 1940, nur einen Tag nach der Radioansprache, in der Pétain sein Ersuchen um Waffenstillstand – »il faut cesser le combat« – angekündigt hatte, hatte ihm Churchill die Möglichkeit gegeben, sich über die BBC in einem Aufruf als Führer des »Freien Frankreich« an die Franzosen zu wenden. Doch trotz dieser frühzeitigen Anerkennung blieb das Verhältnis zwischen beiden Männern gespannt. Spätestens nach dem Kriegseintritt der Vereinigten Staaten mußte de Gaulle erkennen, daß ihm Churchill mit Rücksicht auf Präsident Roosevelt im Zweifel die Unterstützung verweigerte. Immer wieder bestritt der amerikanische Präsident vehement den Anspruch des Generals, als alleiniger Vertreter Frankreichs aufzutreten. Die Krise erreichte mit der Landung der Alliierten in Nordafrika ihren Höhepunkt. Doch ehe sich das Arrangement der Amerikaner mit Darlan gegen ihn auswirken konnte, fiel der ehemalige Regierungschef Pétains einem Attentat zum Opfer. Luneau beläßt es bei dem Hinweis, daß dem General damit in letzter Minute ein entscheidendes Hindernis aus dem Weg geräumt wurde.

Auf der Suche nach mehr Bewegungsspielraum versuchten die Mitarbeiter de Gaulles, mit Radio Patrie und Radio Brazzaville eigene Sender aufzubauen und nahmen – nach der Landung der Alliierten in Nordafrika – später auch in Algier einen eigenen Sendebetrieb auf. Doch erreichten sie bis zur Landung der Alliierten in der Normandie und der Befreiung von Paris für die Information der französischen Bevölkerung und die eigene politische Arbeit nie die gleiche Bedeutung wie jene Sendungen, die von der BBC ausgestrahlt wurden. Kenntnisreich schildert Luneau die verschiedenen Kampagnen, die von Radio Londres im Vorfeld der nationalen Gedenktage (14. Juli, 11. November, 1. Mai) sowie dem Geburtstag von Jeanne d'Arc lanciert wurden. Neben Unterlagen aus den Archiven der französischen Polizei und der Geheimdienste beider Seiten (*Renseignements généraux* und deutsche Dienststellen in Frankreich sowie das Bureau central de renseignements et d'action in London) konnte sie sich hierbei unter anderem auch auf die zahlreichen Zuschriften stützen, die die französischen Mitarbeiter der BBC während des Krieges (!) aus Frankreich erreichten. Ein weiteres Element, das den Redakteuren schon damals zur Verfügung stand, waren Umfragen, die man im geheimen unter den Zuhörern durchführte, um sich einen besseren Eindruck vom eigenen Erfolg beziehungsweise Mißerfolg der deutschen Gegenpropaganda zu verschaffen. Da es ihr vor allem um die Wirkung der Sendungen auf die breite Masse der französischen Hörer geht, widmet Luneau der Rolle von Radio Londres für die Tätigkeit der verschiedenen Widerstandsorganisationen mit Ausnahme der Sendungen, die speziell im Zusammenhang mit den Kämpfen auf dem Plateau de Glières ausgestrahlt wurden, nur wenig Raum. Sie erwähnt nur, daß die Ausstrahlung von – für Außenstehende unverständlichen – Kurzmeldungen während der gesamten Dauer des Krieges dazu diente, den in

réseaux und *mouvements* organisierten französischen Widerstand mit Informationen zu versorgen.

Durch die vielen Beispiele und die auf CD beigefügten Tondokumente vermittelt die Studie einen lebhaften Eindruck von der Entwicklung und der zunehmenden Bedeutung des im Äther geführten Kampfes um die Befreiung des Landes. Das Radio diente sowohl der Information als auch der Propaganda. Es eignete sich darüber hinaus aber auch als überaus wirkungsvolle Waffe – und dies keineswegs nur im Hinblick auf die von de Gaulle nach innen und außen beanspruchte Führungsrolle. Der Macht, die ihren Worten innewohnte, wurden sich die Radio-Sprecher schnell bewußt. Angesichts der Repressionsmaßnahmen seitens der Besatzungsmacht und des Vichy-Regimes mahnten sie, deren Namen und Stimmen zur festen Größe wurden, bisweilen ihre Zuhörer, ihrem Protest in einer Form Ausdruck zu verleihen, der unnötige Opfer möglichst vermied. Im Kampf mit dem direkten Gegenspieler galt diese Zurückhaltung jedoch nicht: Propagandaminister Philippe Henriot, der als der »französische Goebbels« gefeiert, in seinen Radiokommentaren Radio Londres vehement angriff, fiel am 28. Juni 1944 einem Attentat zum Opfer.

Stefan MARTENS, Paris

Myriam CHIMÈNES (dir.), *La Vie musicale sous Vichy*, Paris (Complexe) 2001, 420 S. (Histoire du temps présent), ISBN 2-87027-864-0, EUR 28,90.

Jahrzehnte lang prägten Memoiren von Künstlern, anekdotenhafte Publikationen wie die von Hervé le Boterf (*La Vie parisienne sous l'occupation*, 1974/75) oder auch polemisch kritische Betrachtungen (André Halimi, *Chantons sous l'Occupation*, 1976) das Bild vom Kulturleben während der »années noires«, der Zeit der deutschen Besatzung in Frankreich. Während der 1990er Jahre lösten dagegen etliche Werke zum französischen Kultur und Alltagsleben dieser Zeit die Legenden und Anekdoten durch differenzierte wissenschaftliche Betrachtung ab. Die Untersuchungen entstanden zumeist im Einflußkreis des Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Als Meilenstein und Anstoß für weitere Forschungsarbeiten ist hier vor allem der 1990 von Pascal Ory herausgegebene Aufsatzband »La Vie culturelle sous Vichy« zu nennen. Doch während Bildende Künste, Literatur, Theater und Film sorgsam untersucht wurden, stand ein Werk zur Musik noch aus. Der von Chimènes herausgegebene Sammelband über das Musikleben während der Okkupation schließt diese Lücke, wenn auch nicht vollständig, so doch aber teilweise, indem er eine Fülle an interessanten Aspekten zum Musikleben im besetzten Frankreich liefert, jedoch keinen Anspruch auf Vollständigkeit erhebt.

1995 wurde im Rahmen des Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF-CNRS) in Zusammenarbeit mit dem IHTP eine Forschungsgruppe zum französischen Musikleben während der Besatzungszeit gegründet. Im Januar 1999 folgte eine Konferenz zu diesem Forschungsthema, an der Musikwissenschaftler und Historiker aus Frankreich, Österreich, Deutschland und den USA teilnahmen. Die damaligen Beiträge fanden ihren Niederschlag in der vorliegenden Publikation, die höchst interessante Einblicke birgt und einige gemeinhin gepflegte Vorstellungen zum Musikleben während der Okkupation in das Reich der Legenden rückt. So war, wie Ludovic TOURNÈS überzeugend darstellt, der Jazz keineswegs wie in Deutschland verboten, sondern erlebte im besetzten Frankreich eine Blütezeit, weit mehr noch als in den 1930er Jahren. Auch ist keineswegs »Maréchal, nous voilà!« als die einzige Hymne Frankreichs dieser Zeit zu sehen, wie es bisher schien. Das wie ein Militärmarsch anmutende Lied war in erster Linie auch eine Ehrung an Staatschef Philippe Pétain, den »Helden von Verdun«, während daneben zumindest im nicht von den Deutschen besetzten südlichen Teil Frankreichs weiterhin die Marseillaise als Hymne existierte, wie Nathalie DOMPNIER herausarbeitet.

Hervorzuheben sind die Vielfalt und der Facettenreichtum des Bandes, was auch auf den interdisziplinären Ansatz zurückzuführen ist, der musikwissenschaftliche und historische Betrachtungsweisen einbezieht. Entgegen der ansonsten beim Thema Kultur üblichen Fokussierung auf Paris enthält er zudem Aufsätze zum Musikleben in Rennes (Marie-Claire MUSSAT), Bordeaux (Françoise TALIANO-DES-GARETS), Marseille (Jean-Marie JACONO) und Vichy (Josette ALVISET). Den einundzwanzig gut dokumentierten Beiträgen hat die Herausgeberin eine hervorragende Einleitung vorangestellt. Die Aufsätze sind geordnet nach Politik, Institutionen, »Pratiques et distribution« sowie dem Musikleben in den obengenannten Städten der französischen Provinz.

Die Reihe der Beiträge zur Politik beginnt Myriam CHIMÈNES mit ihrer Darstellung über den berühmten Pianisten Alfred Cortot, der als »musicien/administrateur« in der Musikpolitik der Vichy Regierung aktiv war. Nuanciert stellt sie die Entwicklung Cortots vom überzeugten Pétainisten bis zur Kollaboration dar und ordnet sein Verhalten nach Philippe Burrin (*La France à l'heure allemande 1940–1944*, 1995) als »accommodation choisie, volontaire« ein, wobei sie bei ihm eine seltsame Mischung aus Opportunismus und blinder Naivität diagnostiziert. Yannick SIMON fokussiert in seiner Untersuchung zur Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) die »étatisation« der Autorenrechte. Wie sein Beitrag zudem zeigt, erfolgte wie in den anderen Bereichen der Kultur auch im Fall der Musik eine verstärkte staatliche Kontrolle des Kulturlebens, insbesondere über sogenannte *comités d'organisation*, unter Einflußnahme sowohl der Vichy-Regierung als auch der deutschen Besatzungsbehörden. Abgesehen von verstärkter Kontrolle des Musiklebens sah die deutsche Besatzungsmacht in Frankreich vor allem in der Musik ein bevorzugtes Mittel für die deutsche Kulturpropaganda, wie Manuela SCHWARTZ überzeugend herausarbeitet. Die Besatzer setzten verstärkt deutsche Musik im französischen Musikleben durch, von deutschen Opern- und Konzertgastspielen bis zur Programmierung deutscher Werke. Sie sahen hierfür einen besseren Nährboden als für andere Werke deutscher Kultur, da die deutsche Musik seit dem 19. Jh. in Frankreich Anerkennung gefunden hatte.

Den Balanceakt zwischen deutschen Besatzungsbehörden und Vichy Regierung verbunden mit administrativen Reformen und Querelen, die ihren Ursprung zum Teil bereits in den 1930er Jahren hatten, verdeutlichen die Beiträge zu den Institutionen im Musikleben. So beschreibt Sandrine GRANDGAMBE beispielsweise in ihrem Aufsatz über die »Réunion des théâtres lyriques nationaux«, wie stark die Opéra Garnier und die Opéra-Comique den Begehrlichkeiten der Besatzungsmacht ausgesetzt waren. Dort fanden deutsche Musikgastspiele statt, wurden deutsche Werke gespielt und ein großer Teil der Plätze war stets für Angehörige der Besatzungsmacht reserviert. Zugleich erhielten die seit 1939 unter staatlicher Ägide geführten Häuser eine vergleichsweise ansehnliche finanzielle Ausstattung vom französischen Staat und ihre Leitung war Gegenstand von Machtstreitigkeiten. Eine weitere wichtige Institution des Pariser Musiklebens, das Conservatoire de Paris, steht im Fokus zweier Beiträge: Agnès CALLU schreibt über Strukturreformen und Machtstreitigkeiten, während Jean GRIBENSKY zeigt, daß der systematische Ausschluß von jüdischen Lehrern und Schülern gerade an dieser Institution von dessen Direktor Henri Rabaud mit einem wohl stärkeren Eifer betrieben wurde, als dies bei anderen Pariser Institutionen der Fall war. Den direkten staatlichen Einfluß auf musikalische Werke zeigt Leslie SPROUT am Beispiel der von Vichy geordneten, nationalistisch geprägten Musikstücke (Balett- und Opernstücke sowie Symphonien), die französische Traditionen betonen und Pétains »Neues Frankreich« gleichsam musikalisch untermauern sollten. Florence GETREAU liefert eine detaillierte Darstellung der Reorganisation der musikalischen Sammlungen zweier bedeutender Museen, des Musée instrumental du Conservatoire de Paris und des Musée national des arts et traditions populaires während der Zeit der Besatzung.

Das dritte Kapitel »Pratiques et diffusion« bietet acht Beiträge zu den verschiedensten Aspekten des »praktizierten« Musiklebens: Ein Aufsatz beschäftigt sich mit der Entste-

hung der Jeunesses musicales de France (Yannick SIMON), einer Vereinigung, welche die französische Jugend an die Musik heranführen sollte und die auch nach der Okkupation weiterhin existierte. Alexandra LAEDERICH beschreibt die Aktivität der Pariser Konzertgesellschaften, die während der Besatzungszeit ein größeres Publikum und eine größere Anzahl an Konzerten verzeichnen konnten. Auch die verschiedenen Verbreitungsmöglichkeiten der Musik sind Gegenstand von Untersuchungen. Cécile MÉADEL beleuchtet den Musikeinsatz beim vorgeblich »französischen« Radiosender Radio-Paris, der jedoch fest unter dem Einfluß der Besatzungsmacht stand. Philippe MORIN untersucht die Verbreitung der Musik durch Schallplatten unter den schwierigen Bedingungen der Okkupation, und der Beitrag von Bernadette LESPINARD ist dem staatlich initiierten Chorgesang der Mouvements de jeunesse gewidmet. Ursula MATHIS liefert eine hervorragende Darstellung zu den *chansons de variétés*, d. h. der in Music Halls und Cabarets gesungenen sowie im Radio verbreiteten populären Chansons, wie sie beispielsweise von Édith Piaf, Charles Trenet oder Maurice Chevalier gesungen wurden. Sie beleuchtet dabei sowohl die Themen der Lieder als auch das Verhalten der Künstler während der Besatzungszeit. Guy KRIVOPISKO und Daniel VIRIEUX untersuchen in ihrem Aufsatz das Engagement der Musiker in der Résistance.

Der interdisziplinär angelegte Band besticht vor allem durch seinen Reichtum an hochinteressanten Aspekten und Facetten des Themas, und es ist sein Verdienst, daß die Musik nun neben den übrigen, besser erforschten Bereichen des Kulturlebens während der Okkupation nicht mehr als »no man's land« zu bezeichnen ist, wie es Myriam Chimènes in ihrer Einleitung genannt hat. Es wäre wünschenswert, wenn er zu einer noch umfassenderen Untersuchung dieses lange vernachlässigten Themas anregen könnte.

Kathrin ENGEL, Bonn

Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften. Band 1: Fächer – Milieux – Karrieren, hg. von Hartmut LEHMANN und Otto Gerhard OEXLE, unter Mitwirkung von Michael MATTHIESEN und Martial STAUB, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2004, 683 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 200), ISBN 3-525-35198-4, EUR 92,00. – Band 2: Leitbegriffe – Deutungsmuster – Paradigmenkämpfe. Erfahrungen und Transformationen im Exil, hg. von Hartmut LEHMANN und Otto Gerhard OEXLE, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 548 p. (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 211), ISBN 3-525-35862-8, EUR 74,00.

Voilà une œuvre imposante sur un sujet important: l'histoire des sciences sociales et humaines sous le nazisme, publiée de surcroît sous l'égide de l'Institut d'histoire Max Planck.

Dans le cas du premier tome il s'agit d'un colloque de spécialistes censé répondre aux critiques du 42^e congrès des historiens (1998) sur le déficit d'information en la matière et au contre-argument »exprimé en haut lieu« d'une simple insuffisance de transmission des connaissances. Le lecteur sera d'autant plus surpris de ne trouver ni index, ni liste de sigles utilisés, ni même une présentation des auteurs des 15 contributions et des participants à la table ronde de conclusion. Constatons aussi que, faute de bibliographie, il faut constamment chercher la première citation complète des ouvrages mentionnés. Structuré en trois parties, plus la table ronde finale, l'ouvrage traite respectivement de quatre disciplines (droit, romanistique, germanistique, musicologie) de milieux et institutions universitaires (Heidelberg, Leipzig, Königsberg, Posen), et de quelques carrières de chercheurs en archéologie et en histoire des pays d'Europe centrale. La dimension européenne, censée constituer une quatrième partie, ne comporte en fait qu'une contribution sur la France de Vichy. Point commun aux quatre disciplines évoquées dans la première partie (144 p.) l'occultation pro-

longée de leur »accommodation« au nazisme. Phénomène dû non seulement aux protagonistes de l'époque, qui ont pour la plupart repris; leur carrière après guerre, mais aussi à leurs disciples et successeurs soumis à la censure ou à l'autocensure au sein du milieu dominant. S'y ajoute le vide laissé par l'exil et les déportations dont bien peu sont revenus. Aspect souvent passé sous silence par les différents intervenants hormis Joachim RÜCKERT lors du débat de conclusion. Si Michael STOLLEIS pour le droit, Frank-Rutger HAUSMANN pour la romanistique, Ludwig JÄGER pour la germanistique s'appuient sur leurs travaux déjà publiés, l'apport le plus nouveau vient, comme ce fut souvent le cas dans le passé, d'une chercheuse américaine, Pamela M. POTTER, auteur d'une thèse sur la musicologie durant cette période.

La deuxième partie du premier tome, la plus longue (310 p.) comprend en fait deux sous-sections. L'une donne un aperçu contrasté des universités de Heidelberg (Eike WOLGAST) de Leipzig (Elfriede UENER) de Königsberg, haut lieu du révisionnisme politique déjà sous Weimar, devenu un centre au service de la politique ethno-raciale du nazisme à l'est (Ingo HAAR). Dans le droit fil de cette politique, l'université SS de Posen créée en 1941 (Jan M. PISKORSKI) aussi radicale que celles de Prague et de Strasbourg. Curieusement, cette radicalité semble avoir épargné en partie les manuels et éditeurs de manuels scolaires. S'il y eut bien, selon Agnes BLÄNSDORF, des discours programmatiques et des directives sur la centralité de la biologie et de l'histoire-géographie dans une perception raciale, la rivalité entre institutions concernées a entravé une politique d'harmonisation. Constat identique d'Ansgar FRENKEN à propos de la Görres-Gesellschaft, d'inspiration catholique, née du *Kulturkampf* en 1876. Avec à sa tête en 1933, le médiéviste fribourgeois presque octogénaire, Heinrich Finke, remplacé à sa mort en 1938 par Hans Peters, la société survit prudemment jusqu'en 1941 et pourra se reconstituer avec le même président après la guerre. La perspective change avec l'itinéraire des historiens K. D. Erdmann, W. Bußmann et P. E. Schramm qu'évoque Manfred MESSERSCHMIDT, ancien directeur de l'Institut d'histoire militaire de Fribourg-en-Brisgau. Tous trois furent au service du Haut Commandement militaire. Erdmann comme officier instructeur et inspecteur sur le front russe et en Alsace annexée, parle avec enthousiasme de la victoire sur la France, de l'héroïsme de l'armée à Stalingrad, approuve la »guerre totale« et la mission géopolitique du Reich contre le bolchevisme avant de parler, en avril 1945 d'»une guerre devenue totalement nihiliste« et de retrouver sa carrière universitaire en RFA. Quant à Bußmann et Schramm, tous deux responsables de l'historiographie militaire au sein de l'état-major sur le front russe, appelés à ce titre à lire les rapports des *Einsatzgruppen*, ils sont pratiquement muets sur les crimes commis par la SS avec la complicité de l'armée. Membre du parti nazi depuis 1939, Schramm ne sera même pas inquiété par le régime après la condamnation à mort pour résistance de sa belle-sœur, Elisabeth von Tadden, en septembre 1944, époque où il travaille à une étude pour le chef de la chancellerie du Reich. Auditionné sur ses activités par un tribunal militaire en 1948, il déclare: »J'ai fait mes propositions et il en fut fait ainsi parce qu'on disait que j'étais professeur d'histoire et devais donc savoir«. Le germaniste Robert Minder (Collège de France) nous a dit un jour à son propos qu'il était capable d'écouter la musique classique à l'ombre des crématrices. Mais il put tranquillement reprendre sa carrière universitaire.

Du milieu universitaire à quelques carrières significatives, la transition à la troisième partie est aisée. Encore que sur les 173 pages de cet ensemble, plus de la moitié traite de l'archéologue Herbert Jankuhn. L'auteur de cette contribution, Heiko STEUER, fut son disciple. Il prononça son éloge funèbre en novembre 1991 à l'université de Göttingen avant de ne s'informer sur son passé qu'à partir de 1997. Or le dernier livre brun sur les universitaires du III^e Reich de 1968 le citait déjà pour ses interventions en Russie et en Ukraine. De même que la thèse de Michael H. Kater sur l'»Ahnenerbe de la SS« (1966) et celle de Reinhard Bollmus sur l'»Amt Rosenberg« (1970). Or sa coopération avec l'Ahnenerbe allait jusqu'à une correspondance amicale avec Wolfram Sievers, son secrétaire général. Correspondance

où l'on ne trouve pas trace des crimes dont il est le témoin sur le front de l'Est. Contrairement à l'itinéraire des historiens sous le nazisme, ceux des préhistoriens ont été étudiés très tôt en raison du rôle central de cette discipline dans la légitimation du Reich et du rôle de Jankuhn, l'un de ses représentants de réputation internationale en raison de ses travaux sur les Vikings. Agé de 40 ans en 1945, il fut interné durant trois ans par les Américains et put dès 1949 retrouver un poste à l'université de Göttingen, qui lui accorda l'éméritat en 1975. À noter que cette université et celle de Kiel accueillirent à elles seules 16 des anciens chercheurs de l'Ahnenerbe dans les années cinquante. Avaient-ils des états de services moindres que ce membre de l'état-major personnel de Himmler, ancien de la Reichswehr noire, membre du parti dès 1933 et de la SS en 1937, ensuite dans la Waffen SS, avec un commando spécial de la division blindée Viking, chargé de recenser et piller les biens culturels des territoires occupés ?

D'autres carrières d'experts, celles des historiens de l'*Ostforschung*, Hermann Aubin (1885–1969) présenté par Eduard MÜHLE, montrent que même son engagement et ses publications entre 1935 et 1945 n'empêchèrent pas de présider de multiples associations scientifiques de RFA – dont celle du Verband der Historiker Deutschlands, de retrouver un poste universitaire dès l'hiver 1945/1946, et de rester, même après l'éméritat un des historiens les plus influents de la RFA. Autre médiéviste, longtemps disculpé parce que non membre du parti nazi, Herbert Grundmann, né en 1902 (Anne Christine NAGEL) appartient à la génération qui n'avait pas fait la guerre, mais s'est fortement identifiée aux thèses de Spengler sur un régime fort et antidémocratique en réponse au déclin de l'Occident. Après une bourse de voyage en France et en Italie, Grundmann présente en 1933 une thèse sur les mouvements religieux au Moyen Âge, centrée sur la conception du Reich carolingien comme mission d'organisation et de colonisation des peuples de l'Est. Notons au passage que la perception de l'université de Leipzig qui lui a refusé un poste parce que suspect de »social-libéralisme« ne correspond pas à celle exposée par Elfriede Ulner (p. 211–240). Nommé en 1939 *Privatdozent* (chargé de cours) à Königsberg, son recours durant la guerre au discours racial, sa revendication de l'hégémonie allemande dans ses cours aux élèves officiers – y compris sur le front de l'est à propos duquel il qualifie en une demi phrase de »problème« les souffrances des Polonais et des juifs, n'entraveront ni sa carrière ultérieure, ni sa nomination à la tête des Monumenta Germaniae Historica.

Difficile après tout cela d'aborder la dimension européenne évoquée avec le seul cas de la France (Raphael LUTZ). Car s'il est vrai que l'esprit de la collaboration pratiquée par Vichy, émergée déjà dans les années trente au sein de milieux gagnés à la thèse de la décadence de la démocratie bourgeoise et à la fascination des fascismes, ce courant y présent dans les milieux littéraires, trouve peu d'échos dans l'institution universitaire. Malgré une large indifférence initiale à l'exclusion en 1940 des collègues juifs, francs-maçons ou communistes, l'attentisme prévaut avec le maintien d'un traditionalisme empreint de défiance envers le nationalisme allemand. Un sursaut limité n'apparaîtra qu'à partir de 1942 contre la tentative du ministre Bonnard d'introduire l'idéologie raciale et antisémite dans l'enseignement supérieur. Quant à l'action de l'occupant, elle se cantonne essentiellement à la propagande et à la répression des »menées anti-allemandes«.

Après ce premier tome consacré aux disciplines, milieux universitaires et carrières en sciences humaines et sociales sous le nazisme, le second traite des concepts, modèles interprétatifs et paradigmes. Avec, en contrepoint, les expériences et transformations dans l'exil. Au total pas moins de 21 contributions réparties presque également entre les deux parties. Si des concepts tels que communauté, ordre totalitarisme abordés ici par Lutz RAPHAEL, ont déjà été largement analysés, l'intérêt s'est moins manifesté, selon Otto Gehard OEXLE, l'un des éditeurs de ces volumes, quant à l'interprétation des rapports entre société et histoire. Rapports tels qu'ils apparaissent dans des formulations comme »le Reich, puissance d'ordre européen« ou »la domination, la liberté, la vérité comme service«. Auxquelles s'ajoute l'idée

d'un nouveau Moyen Âge, ou le thème interprétatif »Platon contre les sophistes« comme symbole de lutte contre le néo-kantisme (Reinhard LAUBE). L'ennui, c'est que le lecteur ne dispose pas davantage que dans le premier volume d'un index, d'une bibliographie et d'une présentation des différents auteurs de contributions.

Premier retournement de paradigme, selon Oexle, celui de la nouvelle Europe. Villipendé par la droite avant 1918, objet d'une véritable euphorie après la victoire de 1940 sur la France, propagé ensuite par les médias nazis dans la perspective économique de l'après 1945. Question plus complexe: la fascination que continue d'exercer le concept de démocratie antilibérale, prôné par le juriste Carl Schmitt traversant sans encombre les régimes de l'Empire à la RFA (Lutz NIETHAMMER). Préalable au changement de paradigme, le thème de la prééminence de la musique allemande serait lié, selon Anselm GERHARD, au culte antérieur de Bach. Auteur de deux contributions, Michael H. KATER analyse d'abord le concept et l'utilisation de »corps du peuple« dans la bio-politique nazie, et dans la seconde partie de l'ouvrage, les difficultés des artistes et intellectuels exilés. Déjà présent dans le premier volume, Lutz RAPHAEL estime, quant à lui, que le concept d'ordre utilisé par le nazisme avec un lien entre esprit et race, n'a pas de définition claire, si ce n'est à travers celui du Reich, comme facteur d'ordre juridique dans l'effort de guerre et pour l'auto-mobilisation des scientifiques allemands. En fait, ce concept occupait déjà une place centrale entre les deux guerres dans la réinterprétation du Moyen Âge chrétien pour rétablir une unité par delà les divisions sociales et la crise des valeurs morales. C'est entre Machiavel et Thomas Moore, entre pouvoir et utopie, que Michael MATTHIENSEN situe le débat visant à surmonter le mur des néokantien(ne)s séparant raison et nature. Débat qui oppose en l'occurrence l'historien Gerhard Ritter et Gerhard Baumgarten, théoricien du pragmatisme américain. Membre de l'Église confessante, Ritter se réfère pour le rapport allemand au pouvoir à la doctrine luthérienne des deux règnes. En contrepoint, l'un de ses ouvrages »Machtstaat und Utopie« évoque la démonie du pouvoir incarnée par la France de 1792 à 1815, le laïcisme, et la mentalité de sa bourgeoisie responsable, selon lui, de la défaite de 1940. Sa sympathie va au conservatisme de Metternich et de Gladstone), alors que l'État-pouvoir moderne a perdu les limites spirituelles de la conscience individuelle. Autre versant du conservatisme antidémocratique, qu'évoque Ulrich SIEG, la campagne, non exempte d'antisémitisme, contre les néokantien(ne)s qui tend, dès 1916, à dévaloriser l'apport des juifs à la culture allemande et celui de la culture occidentale. Fêté comme un héros national en 1924, lors du 200^e anniversaire de Kant, l'interprétation antimétaphysique de philosophe, attribuée à Hermann Cohen et Ernst Cassirer qualifiés d'»étrangers« est contestée par le sociologue viennois Othmar Spann lors d'une conférence en 1929 à Munich sur »La crise culturelle du présent« en présence d'Hitler. À la même époque, Heidegger, opposé à Cassirer lors d'une conférence à Davos, s'élève, lui aussi, contre »l'enjuivement croissant« de l'Allemagne et demande de ne plus accorder de bourses aux scientifiques juifs.

Considéré comme »science juive« le néokantisme disparaît de la scène allemande. D'autant que sur les 15 à 20% des 6000 professeurs d'universités exclus, les philosophes sont particulièrement visés avec un tiers des 180 titulaires contraints à l'exil. Parmi les adversaires les plus acharnés du néokantisme figure aussi Carl Schmitt qui s'en prend ouvertement à Richard Höningwald dont il espère récupérer la chaire. En fait, le néokantisme apparaît comme une menace des conceptions privilégiées des mandarins allemands. Il conteste l'existence d'une facticité dans les sciences. Il note l'existence de présupposés à fonder de manière argumentée et leur dépendance du contexte de la problématique historique. Il met en question l'intemporalité du discours scientifique.

Reste la question du changement de paradigme dans la conception de l'éducation sous le nazisme. Auteur de cette contribution, Wolfgang KEIM, conteste la thèse d'une »rupture totale après 1933 avancée après guerre«, alors qu'il ne s'agit, selon lui, que d'une radicalisation de l'idéalisme et du romantisme préconisés dans la perspective d'un statut de domina-

tion remplaçant l'humanisme de Humboldt et de Kant. Exemple de continuité: Eduard Spranger plaide dès 1916 contre l'affaiblissement de l'État de pouvoir prusso-allemand auquel il espère remédier par l'éducation de l'individu à la soumission à un ensemble supra-individuel. Il conçoit déjà une future jeunesse d'État, noyau d'un «ordre du peuple». Dans son recueil «Peuple – État – Éducation», publié en 1932, il rend, lui aussi, la Révolution française responsable de la destruction du lien organique naturel. Son modèle: l'ancienne fidélité au suzerain, le sens de l'ordre de l'ancienne Prusse selon Ranke et la hiérarchie de l'Église catholique. Toutefois, contrairement au nazisme, la soumission, selon Spranger, reste volontaire. Il maintient la conscience individuelle comme dernière instance quand il y a conflit entre liberté et nécessité. Son ralliement sera rapide: en avril 1933, il qualifie l'avènement du nazisme comme réveil d'une longue période d'épuisement par la volonté de «devenir peuple» qu'il ne trouve pas troublée par un «antisémitisme excessif». Pour sa part, Hermann Nohl, qui plaidait dans les années vingt pour l'offre d'autonomie pédagogique n'exclut plus en 1933 l'éducation communautaire contre le déchirement du peuple. À l'instar de Peter Petersen, la communauté se substitue à la société. Qualifiant d'échec la *Volkswerdung*, ces pédagogues préconisent l'esprit militaire du nouveau pouvoir (*Wehrwille*) et envisagent déjà une nouvelle guerre pour résoudre les conflits mondiaux. Erich Weniger, disciple, assistant puis successeur après 1945 de Nohl à Göttingen, initialement suspendu par le nazisme pour non fiabilité politique, réussit néanmoins à poursuivre sa carrière par la pédagogie militaire. Il sera même pendant la guerre chargé de formation de la Wehrmacht; puis officier de direction national-socialiste en France occupée. Déjà marginaux sous Weimar, les tenants d'une pédagogie socialiste ne trouvent qu'une certaine audience à Francfort, bastion libéral. D'autres, comme Anna Siemsen, sont exclus dès 1932 et n'obtiennent plus de poste.

Contribution particulièrement appréciable, celle de Bernd WEISBROD sur «Le moratoire des mandarins», c'est-à-dire l'autodénazification des disciplines après 1945. Depuis le congrès des historiens de 1998, l'on constatait en effet deux courants: l'un recherchant le coût moral de la compromission, plus manifeste chez les historiens s'engageant dans l'actualité. L'autre, en quête d'un renversement de perspective allant de l'intrication plus ou moins poussée à la présentation du nazisme selon les règles d'une automobilisation des sciences. En ce sens, le nazisme ne serait pas une conception fixe du monde, mais une réalité vécue et interprétée par la presque totalité de la communauté scientifique. Ce qui met moins l'accent sur l'engagement personnel dans le nazisme que sur l'engagement des individus dans le monde universitaire. Ce changement de perspective d'une histoire moralisante des disciplines à une histoire culturelle et nullement apolitique des sciences, substituée à la douleur fantomatique, celle de la défaillance fautive de la génération des grands parents et du silence non professionnel des pères.

Il existe certes une différence politique et morale importante entre les rapports de collaboration au sein des différentes disciplines et les experts déjà incriminés dans l'ouvrage de Max Weinreich. Ne sont pas décisifs, selon ce dernier, les marginaux de la physique ou de la médecine mais les jeunes carriéristes lancés sur les deux projets centraux de l'idéologie nazie: la conquête de l'espace vital et l'épuration du corps du peuple. Or la nouvelle historiographie d'après 45 aurait dû montrer la mue qui transforme l'histoire *völkisch* en histoire sociale. Montrer les stratégies institutionnelles et discursives, qui favorisent la continuité de l'autoperception scientifique par-delà le III^e Reich. Ce n'est pas un hasard si Göttingen, où le dernier congrès des historiens de Weimar s'était tourné vers l'*Ostforschung*, fut le lieu de regroupement des anciens de Königsberg, mais aussi, par-delà, celui de leurs thésards des années de guerre. Selon un rapport de la Commission universitaire britannique de 1948, aucune réforme n'était possible avec la masse persistante des titulaires de chaires. De plus, la question des «réparations» (*Wiedergutmachung*) impliquait aussi les personnes visées par la dénazification ou la perte d'un poste de fonctionnaire. Notamment pour les expulsés de

l'Est et les militaires. En ce sens, l'article 131 de la loi fondamentale portant sur les réintégrantables eut dès le début un effet de réhabilitation. N'étaient concernés par l'exclusion que ceux qui n'étaient pas des collègues selon les règles de la cooptation universitaire. Les stratégies de contournement allant des certificats de blanchiment au silence sur l'épuration linguistique, à l'autohistorisation du «sauvetage de l'esprit allemand» dont l'auteur donne des exemples éclairants. Comme si la Shoah n'avait jamais existé.

En regard de ces constats, les 11 contributions sur l'expérience et les transformations dans l'exil apportent peu de sujets de réconfort. Hormis quelques exemples de réussites individuelles comme celle d'un Thomas Mann, d'un Lion Feuchtwanger, du musicien Kurt Weil ou l'apport de la sociologie de Weimar aux États-Unis, aussi largement mis à contribution par les autorités du New Deal, puis par les services de renseignements pendant la guerre et ceux de l'administration pour les projets d'après-guerre (Claus-Dieter KROHN). Hormis certains cas particuliers comme celui de Helmuth Plessner retrouvant un poste au Pays-Bas grâce à des relations scientifiques avant 1933 (Carola DIETZE), que pouvaient trouver des universitaires, excepté un Martin Buber, dans la Palestine de l'époque avec une seule université hébraïque et sans connaissance de l'hébreu (Robert JÜTTE)? Que serait devenu dans l'exil suisse même un Golo Mann sans le recours à la nationalité tchèque et le soutien financier paternel après 1940 aux États-Unis (Urs BITTERLI)? Qu'ils luttent comme Bernard Grothuisen, réfugié en France – pays à peine évoqué – alors qu'il constitua jusqu'en 1941 un refuge pour plusieurs centaines d'intellectuels et d'artistes, comme Hans Baron, réfugié aux États-Unis pour la préservation de la civilisation bourgeoise (Martial STAUB), comme Cassirer, également réfugié aux États-Unis pour la préservation de la mémoire historique (Michael HÄNEL), voire comme Paul Tillich pour une théologie de la réconciliation universelle (Friedrich Wilhelm GRAF). Le bilan de l'exil intellectuel et artistique incluant aussi, mais tardivement la Grande-Bretagne, révèle davantage d'échecs, voire de morts et de suicides, que de succès (Michael H. KATER). Encore ne s'agit-il là que de la face immergée des quelques 500 000 exilés dont 275 000 à 300 000 étaient juifs. Ballottés au gré de la conjoncture et des restrictions à l'immigration d'un pays, voire d'un continent à l'autre, leur destin révèle, par delà leurs itinéraires personnels, une crise profonde de la conscience européenne.

Au total, une riche moisson d'informations malheureusement dépourvue d'un appareil scientifique, qui en aurait facilité la lecture.

Rita THALMANN, Paris

Henning TRÜPER, *Die Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte und ihr Herausgeber Hermann Aubin im Nationalsozialismus*, Stuttgart (Franz Steiner) 2005, 167 p. (*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beihefte*, 181), ISBN 3-515-08670-6, EUR 33,00.

Parmi les revues d'histoire économique et sociale, celle intitulée *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* a occupé dès sa fondation une place éminente, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Fondée au moment où rayonnait en Allemagne l'histoire économique, avant la Première Guerre mondiale, elle a dû traverser la période nazie sous la direction de celui qui devait en être à la tête de 1927 à 1967, Hermann Aubin, fervent de la *Siedlungsgeschichte*, soit environ un demi-siècle. Trüper s'est ainsi efforcé de dégager le rôle assumé par son directeur au temps du nazisme entre 1933 et 1943.

La démarche de l'auteur s'articule autour d'une recherche portant sur les thèmes et les collaborateurs et les thèmes de la revue de sa fondation à la période nazie. Après l'introduction où sont définis les buts poursuivis, vient un chapitre sur le destin de la revue entre sa naissance sous le nom de «*Zeitschrift für Wirtschaftsgeschichte*» en 1893, changé en 1903 en «*Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*», titre qui devait subsister jusqu'à

l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933. Puis est présenté celui qui devait durant cinquante ans diriger la revue, Hermann Aubin, avec ses thèmes de recherche centrés d'abord autour de l'occupation du sol dans les pays rhénans à partir des coutumiers (*Weistümer*) à la suite de ses études à l'université de Bonn, avant que sa carrière ne le porte à accepter une chaire à l'université de Breslau où il se tourne vers des recherches identiques concernant l'Europe centrale et orientale, en même temps qu'il se plongeait dans la *Volksgeschichte* pour exalter le *Deutschtum*. Succèdent à ces deux premiers chapitres deux autres consacrés aux thèmes développés dans la revue, soit à partir d'articles de fond, soit à partir de recensions au temps de la période nazie entre 1933 et 1943. L'auteur définit le concept de »standard« de sa recherche scientifique tel qu'il entend l'utiliser pour analyser les diverses contributions publiées par la revue au temps du nazisme, concernant la »Nationalökonomie«, la part de l'internationalisme, et ce qui se rapporte à la *Volksgeschichte*, avant d'en venir à s'interroger sur le rôle joué par H. Aubin à la tête de la revue durant la période nazie. Le livre se termine par une courte vue sur le devenir de la revue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec la nouvelle orientation fixée par H. Aubin. Six annexes complètent le texte, sur les collaborateurs de la revue entre 1903 et 1927, 1928–1943, les auteurs étrangers de 1925 à 1943 et leurs publications et leur part de 1903 à 1943, avec une reprise des collaborations étrangères en 1951, les recensions d'ouvrages en langue anglaise, fort réduite entre 1934 et 1943, la liste des recensions du volume 32 (1939) touchant la *Volksgeschichte*.

Les conclusions auxquelles parvient Trüper méritent grand intérêt. Aubin a fait partie des Allemands qui ont été profondément troublés par les clauses du traité de Versailles, d'autant qu'il a étudié à Bonn et à Fribourg, à proximité de la zone d'occupation des troupes françaises, avant de se retrouver officier d'artillerie dans l'armée autrichienne lors de la Première Guerre mondiale. Ses premières études de *Siedlungsgeschichte* allaient servir de base à la *Westforschung* dès les années 1920, mais surtout après 1930. Il symbolise le destin de bien des Allemands qui se sont sentis humiliés par le traité de Versailles. À l'époque nazie, Aubin, sans se montrer un nazi convaincu, par ses recherches sur l'Europe centrale et orientale, prête une aide certaine au régime avec l'accent qu'il met sur le *Deutschtum*. Il est en quelque sorte récupéré par l'idéologie et la propagande nazies. Sous sa direction, la revue est amenée à abriter des études qui ne manquent pas d'implications politiques avec les thèmes nazis, d'autant que son Institut de Breslau à travers ses élèves et sa participation à l'*Ortsforschung* apporte aux nazis une aide précieuse pour l'occupation des territoires orientaux à partir de 1939. Se fait ainsi jour l'ambivalence des recherches poursuivies par la revue, sinon leur ambiguïté. La part des collaborateurs à la revue est significative de leur engagement, volontaire ou involontaire, dans une revue acquise au régime. Leur nombre décline, surtout à partir de 1939 d'une part à cause des opérations militaires et d'autre part ne continuent d'apporter leur collaboration à la revue que ceux qui sont acquis à l'idéologie nazie. La *Volksgeschichte*, qu'Aubin considérait comme la part essentielle de l'histoire sociale, envahit la revue et vient contredire le rôle de l'internationalisme que voulait assurer à la revue son directeur.

La recherche menée par Trüper comporte assurément des observations utiles pour comprendre la manière dont le régime nazi a pu s'approprier des thèmes de recherche qui rejoignaient les thèmes de son idéologie. Elle est néanmoins loin de couvrir tous les aspects assumés par la revue, mais elle trace des chemins pour appréhender un aspect essentiel de l'historiographie allemande durant la période nazie.

Pierre RACINE, Eckbolsheim

Irene GUENTHER, *Nazi Chic? Fashioning Women in the Third Reich*, Oxford (Berg) 2004, IX-499 p., ISBN 1-85973-400-6, GBP 29,99.

Un sujet aussi futile que la mode peut-il contribuer à faire avancer la connaissance du III^e Reich? Guenther, professeur d'histoire au Community College de Houston le démontre de façon magistrale à travers son ouvrage sur la mode nazie. L'auteur s'appuie sur des sources de première main et son travail abondamment référencé est de grande qualité, en dépit de quelques répétitions qu'on lui pardonne bien volontiers. Elle se sert de la mode comme d'un objectif à travers lequel elle observe l'Allemagne nationale-socialiste.

Le vêtement féminin devient vite un sujet de débat véhément à l'intérieur de la hiérarchie politique nazie. Celle-ci veut revenir à des images traditionnelles loin de la culture des années trente. Les modèles de la couture française sont attaqués et l'émancipation qui a frappé la génération d'avant-guerre, terminée. Dans l'idéologie nazie, les femmes doivent bannir les produits de luxe de leur apparence, en particulier les cosmétiques venant de France et surtout rentrer dans le rang. C'en est fini de ces compagnes qui boivent ou qui fument, se maquillent. Le parallèle avec l'image de la femme sous le régime de Vichy est ici éclatant, mais les nazis vont plus loin encore. Le culte de la race et de la pureté sont prônés. Les mères de famille sont comparées à un vin précieux et sont les «utérus d'un III^e Reich pur».

La définition même de «mode nazie» n'est pas simple dans la mesure où elle ne désigne pas seulement l'apparence extérieure, et où elle revêt une signification politique teintée d'antisémitisme et d'une forte culture nationale-socialiste. L'image traditionnelle dont la propagande nazie s'est abondamment servie dès 1939, est celle d'une jeune fille blonde aux cheveux nattés et aux yeux bleus, au visage éclatant de santé sans aucun artifice. La figure masculine qui lui correspond est celle d'un aryen en uniforme avec bottes de cuir et culotte de cheval. À la campagne, le costume folklorique est encouragé parce qu'il est l'expression de la race aryenne. En réalité, il devient difficile aux femmes pour des raisons économiques de porter le costume *Dirndl* (c'est-à-dire le corselet, la blouse brodée, la jupe ample pour les jeunes filles, les femmes portent une robe en velours brodé, un tablier et un chapeau à plumes). Le BDM, (ligue de la jeune fille allemande) est en uniforme: jupe bleu marine et blouse blanche, avec un chapeau alpin. Quant aux auxiliaires de l'armée allemande qui servent dans les bureaux, radio, télégraphie, secrétariat, elles sont en gris d'où le surnom donné par les Français, de «souris grises».

Le Deutsches Modeamt fondé en 1935 à Francfort pour réunir toutes les forces artistiques et économiques de la nation a parmi ses objectifs la création de produits de mode indépendants de la France mais l'influence française pèse encore fort. Ainsi, la couturière Hilda Romatski attend avec impatience la sortie des collections françaises en 1939. En dépit des consignes, les femmes des dignitaires nazis, Emmy Göring ou encore Magda Goebbels s'habillent chez les grands couturiers allemands dont beaucoup sont juifs: Paul Kuhnen, Richard Goetz.

La population allemande se plaint très tôt des manques dans la confection. Avant la mise en service de cartes, il faut des coupons obligatoires, dès novembre 1939, pour obtenir des vêtements. La qualité des habits commence à décliner. Très peu de femmes peuvent se procurer des vêtements neufs, elles en sont réduites à faire elles-mêmes leurs vêtements comme leurs compagnes françaises ou anglaises. Elles se tournent vers des produits de substitution dont elles critiquent violemment la qualité.

Un élément très intéressant de l'ouvrage concerne l'élimination des juifs de la couture. Accusés de monopoliser la mode et de fabriquer des vêtements avilissants, ils sont violemment écartés. Dès 1933, une industrie de confection purement aryenne est créée par Georg Riegel, proche du parti nazi. Fin 1938, près de 200 firmes de vêtements féminins et masculins sont fermées et les juifs sont déportés.

La mode offre une vision très intéressante d'une Allemagne éclatée. Il y a le vêtement que les nazis veulent imposer, qui doit servir comme signe visible d'inclusion ou d'exclusion de

la communauté. Et celui que portent les femmes qui essaient de s'adapter tant bien que mal à la situation. Désormais tout historien qui s'intéresse à cette période se doit de lire ce brillant essai.

Dominique VEILLON, Cachan

Die deutsche Kriegsgesellschaft 1939 bis 1945. Erster Halbband. Politisierung, Vernichtung, Überleben. Mit Beiträgen von Ralf BLANK, Jörg ECHTERNKAMP, Karola FINGS et al. Im Auftrag des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes, hg. von Jörg ECHTERNKAMP, München (DVA) 2004, XIV-993 p. (Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, 9/1), ISBN 3-421-06236-6, EUR 49,80. – Zweiter Halbband. Ausbeutung, Deutungen, Ausgrenzung. Mit Beiträgen von Bernhard CHIARI, Jeffrey HERF, Ela HORNING, u. a. Im Auftrag des Militärischen Forschungsamtes, hg. von Jörg ECHTERNKAMP, München (DVA) 2005, XIII-1112 p. (Das Reich und der Zweite Weltkrieg, 9/2), ISBN 3-421-06528-4, EUR 49,80.

Le neuvième volume de l'œuvre encyclopédique consacrée à la Seconde Guerre mondiale révèle à nouveau sous ces deux tomes, si besoin était, le travail gigantesque de lectures des archives militaires allemandes, entre autres, entrepris par plusieurs équipes de chercheurs allemands. Cette fois-ci, il s'agit de scruter la société allemande dans ses moindres recoins autour de deux grandes parties qui posent la question de l'uniformisation de la société allemande sous le »III^e Reich«, en lutte sur les fronts intérieur et extérieur. Grâce à des chapitres denses qui constituent autant d'analyses minutieuses, les auteurs retiennent les éléments fondamentaux qui structurent la société allemande. Tout semble se tenir dans cette société organisée pour la guerre. La doctrine de l'État nazi prend un tour quasi religieux à mesure que la guerre se prolonge.

L'ouvrage, dirigé par Jörg Echternkamp, chercheur au MGFA de Potsdam, essaie de répondre à la question lancinante: pourquoi et comment les Allemands ont-ils vécu le nazisme au quotidien? Comment ont-ils pu poursuivre leurs activités dans un contexte toujours plus violent? Les attitudes oscillent souvent entre le fanatisme, l'incompréhension et la résistance. Certains ont applaudi les intrusions des nazis dans leur vie avant de les rejeter; toutefois, il était souvent trop tard. Les comportements des Allemands, nazis ou non, civils ou militaires sont extrêmement variés. L'ouvrage collectif s'y attèle avec grande application.

Dans le premier tome, dans une introduction problématique pertinente, Echternkamp pose la question de l'utopie d'une communauté nationale totalement militarisée. Les moyens de la militarisation de la société allemande, conformément aux objectifs nazis, passent par la propagande, le mythe du Führer et la personnalité charismatique de Hitler. Tout est ainsi encadré, quasi »cadenassé« pourrait-on dire. L'historien évoque les limites à ces contraintes imposées, en s'appuyant sur l'exemple des femmes. Celles-ci sont mobilisées à la fois sur le front de la patrie et sur celui des armées. Elles ont beaucoup souffert de la nazification de la société.

Après cette vaste introduction, la somme s'ouvre sur une étude des structures et du fonctionnement du NSDAP pendant la guerre, en suivant trois périodes: de septembre 1939 à avril 1941, c'est le temps de la mobilisation et de la formation; la séquence mai 1941-juillet 1943 est celle de la conduite des hommes sur le front de la défense acharnée de la patrie avec la lutte pour maintenir les piliers idéologiques du nazisme (racisme et répression) et le combat du NSDAP pour venir en aide aux populations bombardées; enfin, la période d'août 1943 à mai 1945 montre comment la société s'adapte tant bien que mal à une guerre devenue totale. La société allemande est l'esclave des conceptions folles du nazisme; les camps de concentration s'ancrent peu à peu dans l'organisation générale du pays. La Solution finale est planifiée en Pologne, en France, en Russie, une fois les combats terminés. Le processus qui conduit à décider de la mort en masse et à en dissimuler son existence est décrit et étudié

avec une grande précision; les auteurs croisent des sources en partie inédites. Le quotidien de la guerre est bien observé avec son lot de victimes civiles allemandes sous les bombardements alliés. La guerre aérienne et ses conséquences sont ainsi analysées. Le parti nazi tente d'organiser l'entraide dans les ruines avec le même objectif: enrôler les masses même dans le désarroi.

La seconde grande partie du premier tome, grâce à de longues descriptions, éclaire d'un regard original l'impact de la Première Guerre mondiale sur les mentalités, la politisation de la Wehrmacht, le choc de Stalingrad et le *Führerbefehl* du 22 décembre 1942. Christoph RASS livre des profils sociologiques saisissants, depuis le sous-officier jusqu'à l'officier. L'ouvrage offre aussi, sur près de dix chapitres, une typologie argumentée et très solide des formes de riposte et de résistance au cœur de la société allemande – notamment dans la fonction publique – et des milieux militaires allemands. Les luttes d'intérêts entre les SS, la Gestapo et les militaires sont également fort bien décrites: l'efficacité de l'action de tous ces services s'en trouvent souvent amoindries. L'enquête sur l'attentat manqué contre Hitler permet de comprendre mieux toutes les ambivalences des choix effectués et des relations difficiles entre les hommes du complot. Le rôle de Rommel est remis en lumière.

Outre les excellents bilans d'étape, l'ouvrage est complété par des tableaux originaux sur les origines sociales et professionnelles des soldats allemands, et sur les effectifs, entres autres. Une liste de plusieurs centaines de sigles et un index des noms propres sont très utiles pour les chercheurs spécialistes de l'histoire de l'Allemagne nazie. Juste un petit regret: l'absence d'un classement raisonné.

Le deuxième tome se penche sur plusieurs aspects essentiels de la mécanique nazie, à savoir ceux qui concernent l'exploitation des travailleurs allemands et des travailleurs »étrangers« pour le compte d'une économie de guerre de plus en plus totale. Il s'agit aussi pour les auteurs de comprendre les critères d'exploitation et d'endoctrinement de l'opinion allemande pour la convaincre de la nécessité de travailler pour les projets fous du Führer. L'ouvrage tente de décrire et d'analyser comment le Reich a exclu nombre de travailleurs, devenus esclaves du Reich (dans l'agriculture et l'industrie), et comment elle les a classés en opposant parfois les responsables de la gestion de la main-d'œuvre forcée, acheminée de toute l'Europe occupée. Ce tome se compose donc également de deux parties.

La première revient sur les mécanismes complexes de la propagande pour construire habilement le culte du Führer, chef de guerre, afin d'entraîner au mieux toute la société allemande dans une politique de guerre totale qui doit mobiliser toutes les énergies au détriment des promesses de l'idéologie nazie telle qu'elle a été diffusée avant guerre. Cette partie insiste beaucoup, à juste titre du reste, sur la diffusion du nationalisme dans la société allemande, sur la nature des liens entre les Allemands du front et ceux de l'arrière, sur la guerre culturelle qui est livrée dans les milieux du théâtre, toujours dans le but de décrypter les méthodes et les effets réels de la propagande, organisée par les services de Goebbels. Cette première partie revient en détails sur le rejet du complot judéo-bolchevique par les nazis, sans cesse martelé aux Allemands.

Parallèlement, entre autres sujets neufs, les historiens ont pu étudier de façon approfondie le contexte mental et idéologique dans lequel ont vécu les soldats allemands, ce grâce aux archives de la poste aux armées: les lettres des soldats montrent par exemple les effets parfois limités de la propagande nazie; les militaires ne semblent pas prendre pour argent comptant la totalité des arguments de la propagande. Ainsi, l'arrière et le front ont pu prendre leurs distances dès le début du conflit devant les campagnes de propagande; pendant tout le conflit, des périodes de doutes se succèdent à celles des illusions et de la confiance en Hitler qui avait promis la création d'une société équilibrée pendant les années trente. Cette première partie du livre montre à nouveau un peuple allemand extraordinairement endurant sur le plan psychologique; grâce au tome 9/1, on en connaît les raisons: ravi-taillement assez correct, amplification de la peur des »rouges«, colère face aux campagnes

alliées de bombardements, peur de la police qui terrorise la société, etc. Tout le monde semble convaincu de la victoire finale du Reich et croit encore au »génie du Führer«, lequel a été perçu comme un facteur de cohésion en temps de paix.

La seconde partie du deuxième tome s'attache avec une grande précision à la place de l'étranger, notamment le prisonnier, dans le quotidien de la société allemande. Grâce à des archives en partie inédites et très fournies, l'accent est mis sur la différenciation entre les travailleurs civils étrangers, les prisonniers de guerre et les détenus civils allemands mis au travail forcé. Avec une grande minutie, sont évoquées les conditions de vie de toutes ces catégories: vêtements portés, conditions d'hygiène déplorables, vie sexuelle, salaires, discipline de fer, temps libres; une sous-partie est consacrée à la présence et à la vie des enfants dans les camps de travailleurs forcés. Mark SPOERER ne manque pas d'analyser les tensions à l'intérieur des camps de prisonniers, les sabotages et les actes de résistance. Cela constitue autant de coups de projecteur pertinents sur des sujets peu abordés par les historiens pendant plusieurs décennies; l'histoire sociale d'une partie des marges de la société allemande sous le III^e Reich méritait un tel approfondissement. Globalement, le Reich n'a cessé de devenir un immense camp de travail à mesure que la guerre a duré. Les pays vaincus ont payé un lourd tribut à l'industrie de guerre allemande, ce qui a permis à Hitler de contraindre un peu moins son peuple. Le Führer ne souhaitait pas le mécontenter, car il se souvenait sans aucun doute de ses compatriotes épuisés au sortir de la Première Guerre mondiale, ce qui fut l'une des causes de la révolution de novembre 1918. Pour autant, la Seconde Guerre mondiale a conduit les nazis à ne pas respecter tout à fait les promesses faites au peuple allemand, celles de réaliser un équilibre social. Mais c'étaient des paroles du temps de paix ...

Elga HORNUNG, Ernst LANGTHALER et Sabine SCHWEITZER nous invitent également à scruter de plus près l'univers des travailleurs forcés en regardant leur poids dans l'économie allemande. Plusieurs thèmes sont évoqués tels que les objectifs à atteindre, la réalisation des tâches imposées par les commandes nazies, les différentes formes du ravitaillement et les moyens de subsistances des »travailleurs ruraux« (salaires, nourriture, habillement, logement, situation précaire des malades, des blessés et des femmes enceintes). La guerre pèse lourdement sur le monde rural allemand et sur l'organisation agricole; les ruraux allemands doivent se plier aux contraintes de la guerre en créant une nouvelle économie fondée sur l'utilisation de centaines de milliers de travailleurs forcés venus de toute l'Europe occupée. Cette étude permet d'observer encore que les promesses nazies de hausse de niveau de vie n'ont pas été tenues; de même, les structures agraires ont été fragilisées au lieu d'être renforcées. L'économie rurale a été très désorganisée. Le monde paysan allemand des années de guerre n'est donc pas devenu un monde idyllique comme l'idéologie l'avait laissé entendre.

Ensuite, une étude est menée sur la place et l'impact du travail forcé dans l'organisation industrielle allemande. Olivier RATHKOLB montre d'autres distorsions entre les promesses idéologiques et politiques diffusées en temps de paix et la réalité du temps de guerre. Grâce à de fines analyses statistiques, l'historien décrit la place des travailleurs étrangers dans l'industrie de guerre allemande lancée dans un conflit »total«. Il y montre les comportements racistes à l'encontre de plusieurs catégories de travailleurs qui sont considérés comme des esclaves du III^e Reich. La terreur règne en maîtresse dans les usines et les camps de travail. Ce qui prévaut souvent c'est donc bien l'anéantissement de l'individu par le travail.

Le volume de 1112 pages se termine par une sous-partie de 300 pages très descriptives sur l'historique de la politique conduite au sujet des prisonniers de guerre en Allemagne, entre 1939 et 1945 – un organigramme fort utile accompagne le texte –, ce qui conduit à des comparaisons avec les politiques menées en ce domaine en 1914–1918. Une sous-partie est consacrée à chaque pays (Belgique, Danemark, France, Grèce, Pologne, URSS, Yougoslavie). Enfin, le rôle, parfois ambivalent, de l'aide internationale aux prisonniers (La Croix-Rouge internationale, l'YCMA et le Vatican) est analysé avec les archives disponibles.

De nombreux tableaux et graphiques complètent l'ensemble des chapitres. Des bilans d'étape réguliers sont offerts au lecteur, ce qui permet de faire des points méthodologiques et historiographiques fort bienvenus. Des mises au point sur les sources et les problèmes de méthode sont développées. Des pistes pour des recherches futures sont offertes. Enfin, une bibliographie, et surtout, une table des signes remarquable accompagnent un appareil critique de grande valeur.

Éric ALARY, Poitiers

Networks of Nazi Persecution. Bureaucracy, Business, and the Organization of the Holocaust, ed. by Gerald D. FELDMAN and Wolfgang SEIBEL, New York, Oxford (Berghahn Books) 2004, 376 p., ISBN 1-57181-177-X, USD 50,00.

Sous le titre «*Networks of Nazi Persecution, Bureaucracy, Business and the Organization of the Holocaust*», Gerald D. Feldman et Wolfgang Seibel publient une partie des actes du colloque organisé par l'université de Constance les 26 et 27 septembre 2000. Le volume rassemble les contributions, fondées pour la plupart sur l'exploitation de nouvelles archives, de plusieurs spécialistes des sciences sociales et historiens allemands, néerlandais, américains et français de la période. L'hypothèse de départ peut être formulée ainsi: les persécutions et l'extermination massives des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, en Allemagne comme dans les territoires occupés, n'ont été rendues possibles que par l'implication, dans un vaste réseau de division moderne du travail, des divers acteurs, institutionnels et privés, qui travaillaient en amont du processus, de manière non hiérarchique et pas forcément contrôlée ni centralisée. La constante rivalité de compétence que les acteurs entretenaient les uns avec les autres a ainsi conduit à la surenchère, contribuant efficacement à la radicalisation du phénomène. La bureaucratie moderne constitue bien un instrument de la persécution et du crime de masse.

Le volume se divise en trois grandes parties mettant en évidence les types de relation entre les acteurs agissant dans un même but, celui de la persécution: rivalité et compétition comme facteurs d'intensification et de radicalisation, coopération entre les acteurs qui permet de préserver leurs intérêts et stratégies propres, juxtaposition d'initiatives décentralisées et coordination centrale comme facteurs d'anticipation. Une dernière partie est consacrée au retour sur le caractère opérationnel du concept de réseau emprunté à la sociologie, ainsi qu'à la question de l'impact de la division du travail en matière de persécution (Jörg RAAB), interrogée à la fois comme facteur restrictif (notamment selon la chronologie) ou aggravant l'effectivité du processus (W. SEIBEL). Introduite par Christian GERLACH, la première partie propose des cas où les rivalités de compétences entre les différents acteurs débouchent sur une compétition dont les motifs ne se résument pas à l'antisémitisme. Viennent s'y mêler des impératifs sécuritaires étudiés par Wolfgang DIERKER à propos de l'implication de la SS et de la Gestapo dans la persécution des juifs. Cinq communications concernent l'aryanisation des biens désignés comme juifs. Dieter ZIEGLER étudie le rôle des grandes banques allemandes entre 1933 et 1938 dans le processus; Philippe VERHEYDE la rivalité franco-allemande dans la mainmise sur le capital des grandes entreprises juives françaises; Martin C. DEAN, le partage de la propriété juive dans les territoires soviétiques occupés tandis que Jonathan PETROPOULOS met en évidence la nature multipolaire du système actif dans la spoliation des œuvres d'art sous le Troisième Reich. Frank BAJOHR fait apparaître la corruption active inhérente au processus de dépossession des juifs allemands.

Dans la seconde partie, introduite par Gerhard HIRSCHFELD et W. SEIBEL, des formes de «*coopération douce*» au sein du phénomène de collaboration entre États sont présentées à travers le cas de l'administration allemande étudiée par Alfons KENKMANN; le cas des Pays-Bas, étudié par Gerard AALDERS; le cas de la France de Vichy, synthétisé par Marc Olivier

BARUCH; celui des territoires occupés à l'Est par Isabel HEINEMANN, ou celui de l'Ukraine étudié par Wendy LOWER. Les relations entre initiatives locales et coordination centrale sont abordées dans la troisième partie introduite par Michael Thad ALLEN. Wolf GRUNER s'attache à l'étude de la participation des administrations municipales allemandes tandis que Gerald D. FELDMAN examine l'implication du secteur des assurances au moment de la Nuit de cristal.

Ces travaux se situent dans le sillage de recherches antérieures: celles menées par Raul HILBERG mettant l'accent sur le rôle des bureaucraties étatiques dans le processus d'extermination des juifs d'Europe, ou encore des réflexions de Hannah ARENDT concernant les systèmes totalitaires et la banalité du mal. Ils s'inscrivent également dans le cadre d'une historiographie récemment renouvelée sur la question des persécutions où, plutôt que la pure contrainte, est mis en valeur le rôle d'adjuvant joué par les administrations comme les banques, les sociétés d'assurances, les institutions financières, les offices notariales, etc. Ces acteurs multiples agissent dans la sphère qui leur est propre, en fonction d'intérêts spécifiques, sans adhérer nécessairement aux objectifs finaux de la persécution, soit l'annihilation. En France, les travaux menés par la Mission Mattéoli, dans les années 90, ainsi que ceux concernant des institutions comme la Caisse des dépôts et consignations (dont les publications ne sont pas toujours correctement exploitées), menés de manière parallèle, viennent confirmer le rôle tenu par des agents invisibles, institutionnels ou privés, individuels ou collectifs, supposés neutres ou inconscients de la finalité de leur participation. Ces recherches mettent en évidence, outre la multiplicité des acteurs et la variété de leurs interventions et motivations, la nécessaire collaboration entre occupants et occupés qui lie, de manière inextricable, persécution économique et extermination physique, la première n'étant que le préalable de la seconde. Pour l'État français, la collaboration, que certains historiens ont pu trouver justifiée sur le plan économique, vue comme une défense du capital français face aux convoitises allemandes, se révèle, dans la réalité, extrêmement coûteuse sur le plan humain. Plus que la question des motivations des divers acteurs – antisémitisme actif ou volonté d'efficacité, corruption et enrichissement personnel – ces nouvelles approches contraignent les historiens à envisager les questions de la responsabilité, même diluée, et de la moralité des acteurs principaux et secondaires, forts nombreux et divers, ainsi que celle du système dans son ensemble. Ce que la recherche concernant l'Holocauste révèle n'est pas seulement la complexité structurelle de la machine de persécution mais également l'incapacité à observer les impératifs moraux les plus élémentaires, disent Feldman et Seibel dans l'introduction (p. 6). Plus fondamentalement, ce colloque se propose d'éprouver la validité des analyses sociologiques concernant le concept de réseau afin de surmonter le débat stérile entre fonctionnalistes et intentionnalistes, en s'interrogeant sur les liens existants entre les divers acteurs et la hiérarchie de leurs motivations, utilitaires et/ou idéologiques. Il permet également d'articuler les caractères contradictoires inhérents au système politique nazi, vu comme une polycratie ou comme chaos organisé, mais débouchant néanmoins sur une persécution effective. Tout en saluant l'intérêt scientifique de cet ouvrage, on peut regretter l'absence d'une perspective comparatiste approfondie, susceptible de faire apparaître des logiques verticales et horizontales fonctionnant en sens inverse de celles exposées dans ce volume.

Alya AGLAN-WISMANN, Nanterre

Götz ALY, *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Francfort/M. (S. Fischer) 2005, 448 p., ISBN 3-10-000420-5, EUR 22,90.

Souvent à la traîne pour les traductions de l'allemand, l'édition française vient toutefois de publier deux ouvrages récents du spécialiste du nazisme, Götz Aly. L'un, avec la journaliste Suzanne Heim, «*Les architectes de l'extermination*» (2002), l'autre sur l'État populaire hitlérien, paru sous le titre français «*Comment Hitler a acheté les Allemands*» (2005). Structurée en quatre parties, cette étude présente successivement le rêve d'un Reich populaire, la soumission et l'exploitation durant la guerre, la spoliation des juifs et les crimes pour le bien-être du peuple. L'ensemble repose la question tant de fois formulée: Comment cela a-t-il pu arriver? Aux nombreuses réponses apportées par l'historiographie, l'auteur ajoute, en se fondant sur les archives financières qu'il a pu consulter grâce notamment à l'ouverture de celles de l'ex RDA, la promotion sociale sans précédent de la majorité de la population fondée sur les spoliations et les pillages des pays annexes, occupés, voire alliés, comme des victimes du régime. On ne peut donc, selon Aly, dissocier les crimes du régime de l'État populaire basé sur la corruption de ses membres, notamment de sa jeunesse, fer de lance de sa politique. Pour illustrer le succès de cette politique, il compare les 7000 agents de la Gestapo et les faibles effectifs de la Sûreté SS chargés de contrôler 60 millions d'Allemands aux 190 000 agents de la Stasi chargés de contrôler 17 millions de citoyens de la RDA.

Ce que Aly appelle une «dictature de complaisance», et la traductrice «une dictature au service du peuple», consiste notamment à instaurer une justice fiscale clémente pour les masses, quitte à imposer davantage le capital, à spolier les biens juifs, comme ceux des «ennemis» avant de passer au pillage de guerre, et à accroître la dette d'État. Si jusqu'au début de la guerre, les bénéfices des entreprises et le pouvoir d'achat progressent malgré le gel des salaires et des prix, grâce à la hausse du taux d'emploi, des heures supplémentaires et des allocations diverses, la production militaire provoque un écart croissant entre pouvoir d'achat et pénurie de biens de consommation, situation redressée par la guerre permettant d'exporter l'inflation. L'auteur montre notamment le rôle des frais d'occupation qui, par exemple dans le cas de la France, s'élèvent à près d'un milliard de RM par mois, soit 40 milliards durant l'ensemble de la période finançant pour un quart les achats d'armement et l'importation de denrées alimentaires, un autre quart couvrant les achats des militaires allemands. À noter aussi les manipulations des taux de change se traduisant en France par une dévaluation de 25% par rapport au Reichsmark, pratique courante du Reich comme le prouve le barème de change des diverses monnaies étrangères publié en annexe. Selon les données des caisses de crédit du Reich, la contribution des territoires occupés en biens et services représente 131 milliards en y ajoutant les pays alliés de 1940 à 1944. Sans compter les prélèvements de toute nature (or, matières premières, denrées alimentaires) et l'exploitation de la main d'œuvre forcée.

Quant à la spoliation des biens juifs, convertis d'abord – sauf en Grèce – en bons du Trésor, ils reviennent dans les territoires occupés, voire alliés, sous forme de frais d'occupation, au Reich, dans certains cas, directement à la Wehrmacht comme «recettes administratives», telles les frais de déportation et d'entretien des routes stratégiques. À noter que dans les pays occupés ou alliés, ces transactions interviennent avec le concours d'experts – dont le futur président de la Bundesbank, Karl Blessing, en Roumanie. Celle-ci exige néanmoins le paiement en or de ses livraisons pour stabiliser sa monnaie en menaçant de les transférer désormais en Suisse. Exigence satisfaite par un accord de janvier 1943 impliquant la livraison de 30 tonnes d'or, 84 millions de RM et 43 millions de francs suisses. Cas le plus complexe: celui de la Grèce menacée de famine où les experts allemands doivent importer des denrées de Serbie, Bulgarie et Roumanie, obtenir aussi l'accord britannique pour l'importation de vivres de la Croix-Rouge. Pour assainir la monnaie, le Reich doit financer l'amélioration des routes stratégiques assurée essentiellement par le travail forcé, assurer aussi une

partie de la solde de ses troupes et injecter 12 tonnes d'or. Dépenses couvertes en majeure partie par les spoliations complètes des juifs déportés de Salonique, de Crète, Rhodes et Kos. Si les deux tiers du budget de guerre allemand proviennent du pillage des autres pays, le Reich procède aussi à des emprunts massifs, notamment par la conversion de 40 millions de livrets d'épargne en bons du Trésor. En 1945 la dette s'élève à 222 milliards de RM. Charge fiscale néanmoins deux fois moindre que celle de la Grande-Bretagne. Toutefois ces méthodes de financement ne pouvaient réussir qu'avec la victoire du Reich.

De cette analyse riche en statistiques, l'auteur déduit que le consensus majoritaire ne reposait pas sur une conviction idéologique mais qu'il était acheté en permanence par une corruption systématique de bienfaits sociaux aux dépens des »étrangers« au peuple.

Rita THALMANN, Paris

Bernhard R. KROENER, »Der starke Mann im Heimatkriegsgebiet«. Generaloberst Friedrich Fromm. Eine Biographie, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, 1060 p., ISBN 3-506-71734-0, EUR 59,90.

Biography is again an approved medium of historiography, after intervening decades of a preference for social-history. But historians writing biographies today conscientiously incorporate social history, and this monumental work is an excellent example of the method. Kroener explores his subject's social origin, socialisation, education, professional social context, as well as the public perception of Fromm. This perception has been concentrated upon Fromm's role on 20 July 1944 as Commander-in-Chief Home Army during the uprising led by his Chief of Staff, Colonel Claus Schenk Graf von Stauffenberg. Kroener seeks to understand the man within his entire social context, and as a human being with childhood experiences, sensitivities, emotions, ambitions, family ties, weaknesses and a touch of greatness. Kroener's book is a compendium of social conditions at the various stages of Fromm's career, and of many aspects of military developments in terms of doctrine, training, technology, and mentality. The dominant and untiringly repeated themes are the characterisation of the officer corps as a social elite with its own mentality and standards of behaviour, and the author's need to explain Fromm's actions in the days before and on the fateful 20 July 1944. In terms of biography, Kroener's goal is »to measure the space available to individual options for action« (p. 17). Reaching beyond that, Kroener seeks to explain the behaviour of German officers in general during the Second World War on the basis of their »hermetic education« and socialisation in the Wilhelmine Empire, and on the basis of their experiences during and after the First World War (p. 89, 97).

Kroener's plan for a biography of Fromm arose from his contributions to the German history of the Second World War, »Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg«, in which Kroener treated the structural issues of German Army personnel mobilisation. In his introduction he explains that the historian must decide whether to pursue the evidences of long-term social changes and their cultural expressions and perceptions, or to attempt to reconstruct an individual life within the historical process (p. 17). Kroener decided to do both. Modern biography, he says, treats an historical personage as an integral part of its historical environment and an actor within its social group. Conversely, he declares the frame of reference for his biography to be »the extent and influence of the Army's organisation in the changing history of the German military high-command structure« (p. 18). It is thus as much a history of the German armed forces as a biography of Fromm.

Friedrich Fromm was born in 1888. His father was an artillery officer of modest origins who had a very good career, reached general rank, and played a significant role in the development of the artillery and its growing technological refinement and importance in the accelerating arms race before 1914. Kroener invests a good deal of his vast erudition into

outlining this development, and into demonstrating the concurrent and growing interrelationship of the military administration with the armaments industry.

The child Fritz Fromm soon found it difficult to meet the expectations of his father and of his class-specific («hermetic») education. Kroener discerns the tensions between the demands of the authoritarian father figure, and the growing self-doubt in the young boy who reacted with the wish to fulfill his father's expectations and with «extreme insecurity» (p. 49). He seeks to understand and to explain, balancing empathy with critical scrutiny. Kroener acknowledges in the case of Fromm, that the «phenomenon of duplicity, the art of dissembling, perhaps also of perfidy, may occur when a person is subjected to an education whose demands, for whatever reasons, the person cannot meet» (p. 50); «an education to humanity and openness to the world was denied him» (p. 105); Fromm did not learn to perceive wrong and evil (p. 105). In the post-First-World-War environment of the Versailles-Treaty regime which German patriots saw as unjust, illegal behaviour in violation of the Treaty was internalised as a «national obligation» (p. 109). It was practised in the formation of extra-legal military and paramilitary organisations and clandestine re-armament efforts, and in denying confidence and support if not loyalty to the national government (p. 122, 127, 133, 150–157, 169ff.). It may be doubted, however, whether Army officers after 1918 believed the Stab-in-the-Back legend as generally as Kroener suggests. Those in officer training in the 1920s were not taught that German victory in the war had been sabotaged at home, but that the war had been lost militarily. Fromm in any case learned to hide his emotions, to repress and manage his emotions to the extent of displaying coldness (p. 52); he became introverted (p. 105), he had a «flexibility bordering on opportunism» (p. 106). Fromm came «to master the art of dissembling» (p. 99). He became increasingly ambitious, arrogant and condescending toward his simpler comrades (p. 66), and he displayed the behaviour of a member of the exclusive and superior social class of military officers (p. 70–82). And he tended to orient himself to the authoritarian «leader state» (Führerstaat) (p. 59).

By the summer of 1927 Fromm, now a major, worked in an important position in the Defence Office (Wehramt), and by February 1928 in the Ministry of Defence (Reichswehrministerium) (p. 176). In 1933 he was a colonel and Chief of the Defence Office, and on 3 February 1933 he was among those listening to Hitler outlining his plans for re-armament and a war of expansion in the East (p. 193, 199). Fromm became one of the chief architects of German re-armament, competing for control of re-armament with the Chief of the General Staff of the Army, General Ludwig Beck (p. 217–219), and until 1934 also with the SA, and afterwards with the SS (p. 225–232). In 1939, now at the rank of general (General der Artillerie), he became Commander-in-Chief Home Army and Chief of Army Armaments. In 1936, 1941, and 1942 Fromm warned that Hitler's policies were stretching the capacities of the armed forces beyond their limits and would lead to disaster (p. 254–261). Fromm's August 1936 memorandum coincided with Hitler's memorandum on the Second Four Year Plan, which took a position diametrically opposed to Fromm's. Kroener, without any doubt the leading expert on German land-army armaments, found no causal nexus between the two memoranda (p. 259).

In the course of his researches, Kroener has turned up some rather surprising and by no means minor details. Fromm's vigorous protests against the continuation of the war in 1941 are not widely known. His pessimistic forecasts of 1936, 1941 and 1942 raise the question of whether Fromm acted upon his knowledge and insight: what professional ethos kept him loyal to Hitler although he knew of the dictator's crimes, and although he knew that Hitler was leading Germany into catastrophe with ever-increasing speed? How well suited were Fromm and his fellow-officers to making the choice between moral integrity and professional loyalty? Here Kroener allows the flaws in Fromm's character to unfold. Fromm's half-hearted attempt on 20 July 1944 to balance moral integrity and professional loyalty collapsed. Fromm had been aware of what Stauffenberg and his friends were planning, he

had agreed with their aim, but a number of considerations made the risks seem to him too great. For one, his authority had become eroded perhaps not so much in consequence of his unwelcome warnings, and in consequence of cabals within Hitler's inner circle, as because of the realities against which he had warned: mobilisation and armaments could not compensate the losses suffered by the German armies, most recently as a result of the Soviet offensive against Army Group Centre in June 1944. Even before 20 July 1944, SS Leader Heinrich Himmler was given powers and authority that rightfully belonged to Fromm for the raising and training of stop-gap replacements for the eastern front (»blocking divisions«). Fromm sympathised with the aims of Stauffenberg's insurgency group, and he had observed but not hindered their preparations (p. 711), only he did not support their method. But he had half-silently become a part of Stauffenberg's plans, and he knew it. On 20 July 1944, he could not bring himself to take one or the other side in the coup. Kroener writes that Fromm did not wish to become a martyr. Confronted by determined insurgents who held a pistol to his stomach, Fromm accepted the humiliation of being detained by junior officers, and for a time he failed to resume control when he might have done so. He let the conspirators try to take control of the Home Army, and to seize control of the government, although he knew that Hitler had survived Stauffenberg's assassination attack. Only when it was clear that Stauffenberg's coup was collapsing, Fromm regained command long enough to have four of the coup leaders summarily shot, before he was himself taken into custody by the regime. He was convinced that a change of course was urgent but he did not want to support the conspirators' violent approach, hoping to find another way, perhaps together with Armaments Minister Albert Speer.

In dramatic post-coup machinations and in a farcical trial, Fromm was condemned to death. Kroener analyses the reasons, as well as this can be done on the basis of the available sources, why the authorities went into bizarre contortions to convict Fromm. A strong strain of reluctance and hesitation is to be detected here. Fromm, after all, was the only high-ranking and prominent general to be given a trial without incontrovertible evidence of his involvement in the coup being available. Fieldmarshal Günther von Kluge and Brigadier Henning von Tresckow committed suicide, General Carl-Heinrich von Stülpnagel was overwhelmed by evidence against him and admitted guilt by attempting suicide (he blinded himself and was hanged afterward), Fieldmarshal Erwin Rommel was forced by threats against his family to commit suicide. Fromm's suspected treachery was clearly an embarrassment to the regime.

In the end, Fromm's flexibility and »art of dissembling« did not save him. Kroener (p. 731): »What separated Fromm from the protagonists of the Resistance until shortly before his death was the complete lack of any consideration that the uprising must aim to re-establish the majesty of justice and human dignity«.

Fromm was, until Kroener wrote his biography, the only major actor in the events of 20 July 1944 whose role in them had not been clarified. Now the reader can follow the events of the July days in fascinating detail, based on many new or untapped sources, and above all from the perspective of Fromm and many of his staff officers who were not initiators or supporters of Stauffenberg's insurrection. The reviewer hesitates to add minor critical comments upon such a massive accomplishment. Lacking a chronological table of Fromm's career, the reader must search for these data where they are tucked away in the narrative, not always in chronological sequence (p. 193, 195, 199). There are remarkably few typographical errors, but why the name of Colonel Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim is consistently rendered »Merz« remains a mystery. At times the mass of the evidence, and long and convoluted sentences threaten to sink the narrative. But Kroener has produced a monumental work of erudition full of fascinating information, detail and insight.

Peter HOFFMANN, Montréal

Gerhard PAUL (Hg.), *Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche?* Göttingen (Wallstein) 2002, 276 p. (Dachauer Symposien zur Zeitgeschichte, 2), ISBN 3-89244-503-6, EUR 20,00.

Ce n'est pas seulement depuis la publication des «Bienveillantes» de Jonathan Littell que la personnalité des bourreaux impliqués dans la Shoah attire l'attention. Néanmoins, la recherche sur la destruction des Juifs d'Europe s'y est assez tardivement penchée: les premiers travaux ont paru seulement au début des années 1990, non sans quelques débats passionnés d'ailleurs (sur le rôle de la Wehrmacht ou encore autour de la controverse suscitée par Daniel J. Goldhagen). G. Paul, professeur à l'université de Flensburg, présente ici un aperçu très utile de certains groupes de «Täter der Shoah», précédé par une synthèse retraçant l'historiographie de la Shoah. De fait, de la même manière que tout historien est aussi enfant de son temps, cette historiographie connaît plusieurs phases distinctives. Pour l'imédiat après-guerre, Paul observe une «exterritorialisation» du phénomène des meurtres: les bourreaux figurent comme originaires des classes sociales inférieures; ils sont associés à des «criminels, des démons ou des desperados», donc diabolisés et «pathologisés», pour être mis en dehors de la société allemande (p. 16–17). Les procès contre les membres des *Einsatzgruppen* et le personnel du camp d'Auschwitz à partir de la fin des années 1950 en Allemagne, puis, en Israël, contre Eichmann en 1961 rompent le silence et mettent fin à cette marginalisation, tout en favorisant, selon Paul, un nouveau «discours d'évitement» (p. 20): les événements deviennent abstraits, les personnes concernées également (victimes comme bourreaux) et l'accent est mis sur le caractère «technique» des crimes, commis dans des «usines de la mort» par l'intermédiaire d'une bureaucratie apparemment froide et indifférente¹. Il faut attendre la fin des années 1980 pour qu'un «réalisme socio-historique nouveau» permette, dans les recherches sur la Shoah, un «rapprochement à la dimension subjective de l'acte de tuer et des tueurs» (p. 37). Une véritable «Täterforschung» naît, notamment ouverte par les travaux de l'historien américain Christopher Browning². Enfin, dans les années 1990, les chercheurs adoptent progressivement «l'optique régionale de proximité» (*regionale Nahoptik*) pour découvrir, à travers des approches biographiques, à quel point les tueurs sont bel et bien issus du sein – et non des marges – de la société de Weimar (p. 48). Ce qui n'exclut plus les femmes, qui trop longtemps ont été des «bourreaux refoulées» (*verdrängte Täterinnen*), ni les auxiliaires étrangers dans les pays baltes, en Ukraine, en Biélorussie ou ailleurs. Se dégage ainsi l'image d'une Shoah qui, selon Paul, se présente comme un «acte collectif où le travail est partagé et revêt une dimension européenne» (*arbeitsteilige Kollektivtat in europäischer Dimension*, p. 62).

Qui sont donc les rouelles de cette terrible machine: le recueil fournit un certain nombre d'exemples. Ainsi le milieu bien délimité des commandants et chefs des sections des camps, décrit par Karin ORTH: environ 320 hommes, souvent durement affectés par la crise du début des années 1930, membres précoces du parti nazi et retrouvant un emploi grâce aux postes offerts par la SS dans les premiers camps de concentration après 1933. Dans leur «formation» au crime, le premier meurtre est la grande «césure collective» dans leur cheminement vers la terreur comme pour l'identité de groupe; les liens tissés aussi en privé doivent «suggérer normalité et stabilité» (p. 97). Quant à eux, les hommes de la police de sécurité (Sipo) en Galicie occidentale forment un groupe bien plus hétérogène qui ne se ressemble et ne se rassemble que dans sa brutalité extrême. Selon Klaus-Michael MALLMANN, leur «corporate identity» culmine dans les «accès collectifs de folie sanguinaire» (*kollektiver*

1 Paul y inclut d'ailleurs aussi le travail monumental de Raul HILBERG, *La destruction des Juifs d'Europe*, 3 vol. Paris 2006.

2 Christopher BROWNING, *Ordinary Men. Reserve Police Battalion 101 and the Final Solution in Poland*, New York 1992, dans sa traduction française: *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris 2002.

Bluttausch) qui peuvent se déployer en grand spectacle dans la rue: »vis-à-vis des Juifs, tout est permis; vis-à-vis des Polonais presque« (p. 118). Un cas particulier est la police du maintien de l'ordre (*Ordnungspolizei*), adoptant au début du régime une attitude plutôt passive vis-à-vis des excès des SA, mais alignée suite à l'endoctrinement ordonné par Himmler à partir de 1937. Pendant la guerre, son terrain d'opération est notamment la Pologne occupée, où elle assure la surveillance des ghettos et la mise en place de l'expulsion de populations entières; dans les pays baltes elle participe à l'extermination des Juifs: elle fournit ainsi, comme conclut Jürgen MATTHÄUS, l'exemple d'un »conditionnement institutionnel dans la »question juive« à partir de 1933, renforcé par la pratique« (*institutionell vermittelte, praxisverstärkte Konditionierung in der »Judenfrage« seit 1933*, p. 158). Peut-on parler du même phénomène pour les 18 millions de soldats de la Wehrmacht? Walter MANOSCHEK souligne le peu d'intérêt que, pendant des décennies, la participation de la Wehrmacht aux crimes contre les Juifs a suscité dans les travaux de recherche, notamment au sein du Militärgeschichtliches Forschungsamt, institution de recherche qui a pourtant publié une histoire de la Seconde Guerre mondiale en dix tomes, mais dont aucun ne porte plus spécifiquement sur la Shoah. Or, entre 2,6 et 2,9 millions de Juifs ont été tués »de manière très traditionnelle« (p. 167). Pour l'armée, cette guerre se démarque par son »caractère double«, à savoir »l'entrecroisement d'événements de guerre normaux avec la guerre raciale nazie« (p. 171) grandement facilitée par l'assimilation »juif = partisan«, un »passe-droit potentiel pour le meurtre de juifs« (p. 177)³. Quant à eux, les fonctionnaires civils de l'administration allemande dans le »Gouvernement général« constituent un cas particulièrement redoutable, parce qu'ils tiennent à participer aux crimes à tous les niveaux, renonçant parfois explicitement au concours de la police. En ce qui concerne leur recrutement, c'est même Joseph Goebbels qui va jusqu'à qualifier l'espace de »décharge de déblais« (*Schuttbladeplatz*) ou de »champ de mutation disciplinaire d'office« (*Strafversetzungsfeld*) pour des fonctionnaires ayant échoué dans le Reich (p. 188). Selon Bogdan MUSIAL, la composition de l'administration locale est ainsi le »résultat d'une sélection négative«; dans le Reich, les collègues se moquent volontiers de ce qu'ils qualifient de *Gangstergau* (p. 189). Tout excès de brutalité y est permis, ce qui n'empêchera pas ses membres, notamment au niveau des cantons, de poursuivre de »merveilleuses carrières« en RFA après 1945 (p. 201). Enfin, Dieter POHL présente le cas des auxiliaires ukrainiens, entre 30 000 et 40 000 hommes, qui participent à la Shoah, que ce soit à travers les pogroms de l'été 1941, les exécutions de masse avant mars 1942, le massacre de Kamieniets-Podolski de fin août 1942, l'élimination des communautés juives entre octobre 1941 et octobre 1942 et de manière générale, la chasse des Juifs cachés et la surveillance des ghettos. Les Allemands attribuent volontiers les tâches »particulièrement terribles« – telles les exécutions d'enfants – aux collègues ukrainiens.

En guise de »commentaires«, Harald WELZER (Qui étaient les bourreaux?) et Hanno LOEWY (Bourreaux faustiens?) concluent l'ouvrage. Welzer, professeur de psychologie sociale (*Sozialpsychologie*), qui a fait des bourreaux sa spécialisation⁴, avance qu'il n'y a pas »de meurtriers, mais des hommes qui commettent des meurtres«: selon lui, futures victimes et futurs meurtriers ne se distinguent pas avant d'être impliqués dans un processus social aboutissant à la ségrégation, l'expulsion et l'élimination. On est donc pas né meurtrier; pour le devenir, Welzer souligne l'importance de l'affichage d'un »sens« permettant de justifier l'acte, ainsi que la constitution d'un groupe, développant son identité propre et de fortes interdépendances comportementales entre ses membres, notamment lorsqu'il y a hésitation

3 À ce sujet, signalons la parution remarquée d'un ouvrage récent sur le sujet: Jochen BÖHLER, *Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939*, Francfort/M. 2006.

4 Cf. aussi: Harald WELZER, *Täter. Wie aus normalen Menschen Massenmörder werden*, Frankfurt a. M. 2005.

ou refus. Dans ces conditions, l'existence de convictions éthiques de base n'exclut pas leur transgression.

»Die Täter der Shoah« est un recueil aux enseignements riches. La réponse qu'il fournit à la question posée en sous-titre – les bourreaux: nazis fanatiques ou Allemands tout à fait normaux? – est nette et va en quelque sorte au-delà, puisque sont évoqués aussi les bourreaux non-allemands. Des hommes ordinaires, pas seulement originaires d'Allemagne, ont donc pu commettre les abominables crimes de la Shoah. Cependant, quelle est justement la signification de ce dernier point pour l'historiographie et la conscience allemande, face aux débats mémoriels actuels? C'est une question que Gerhard Paul a préféré laisser de côté, donnant lieu au seul véritable regret suscité par l'ouvrage.

Barbara LAMBAUER, Paris

Martin CÜPPERS, *Wegbereiter der Shoah. Die Waffen-SS, der Kommandostab Reichsführer-SS und die Judenvernichtung 1939–1945*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2005, 464 p., 13 ill., ISBN 3-5341-6022-3, EUR 59,90.

»Pionniers de la Shoah«. Tel est le titre de cet ouvrage sur l'état-major de commandement de Himmler et des formations de la Waffen-SS qui lui ont été subordonnées sur les arrières du front de l'Est à partir de juin 1941. Issu d'une thèse de doctorat soutenue en juin 2004 à l'université de Stuttgart sous la direction du professeur Klaus-Michael Mallmann, ce livre fait partie de ce courant très prolifique d'historiens internationaux qui analysent depuis une quinzaine d'années la politique de répression et de persécution dans les territoires occupés à l'Est par le III^e Reich, tant au niveau décisionnaire que dans ses applications concrètes par les acteurs sur le terrain. À travers cette étude solidement documentée, c'est précisément le rôle de ces derniers qui tend à être revu à la hausse. Loin d'être des outils dociles et passifs, ces soldats de la Waffen-SS ont en effet été des précurseurs en traçant (avec d'autres) la voie qui a conduit à l'extermination de plusieurs millions de personnes en Europe.

Auparavant, l'auteur rappelle et met parfaitement en exergue à quel point la Pologne a présenté dès 1939 un premier champ d'application de la politique raciste et discriminatoire du Reich: »Rien qu'à l'exemple de celles des formations qui devaient être subordonnées au Kommandostab Reichsführer-SS au printemps 1941, l'ensemble des caractéristiques de la politique d'occupation allemande se révèlent en Pologne« (p. 35). Les troupes de la Waffen-SS engagées dans le Gouvernement général ont servi sur place de bras exécutif au Commandant supérieur de la SS et de la Police (HSSPF) dans le contrôle de la main-d'œuvre, dans la création de ghettos (dont celui de Lodz, avec démonstration que, pour son créateur, ce n'était qu'une étape vers ce qui ne s'appelait pas encore la »solution finale«), ou encore dans le cadre du »nettoyage ethnique« avec l'expulsion des populations slaves et la réimplantation des *Volkdeutsche*. Par ailleurs, la politique à l'égard des Juifs s'est considérablement radicalisée en Pologne en comparaison de la situation au sein du Reich avant le 1^{er} septembre 1939: pas encore génocidaire en raison d'une absence d'application systématique, mais déjà nettement meurtrière.

La perspective va être radicalement différente dans la guerre d'anéantissement menée à l'Est en 1941. Prévues pour »pacifier« les arrières du futur front à l'Est, trois brigades de la Waffen-SS ont été engagées après le déclenchement de l'opération »Barbarossa« dans les opérations de »nettoyage« sous les ordres directs de l'état-major de commandement de Himmler. Dans les crimes commis, l'initiative des officiers SS engagés sur place a été déterminante. C'est du reste l'un des apports déterminants de cet ouvrage, à savoir l'analyse de la dynamique des différents organes exécutifs de l'État et de la SS. Les Juifs n'étaient pas ainsi explicitement ciblés par Hitler lorsqu'il a ordonné le 16 juillet 1941 de radicaliser la représ-

sion dans les territoires conquis à l'Est. Il est cependant révélateur de voir comment le commandant de la brigade de cavalerie SS a interprété onze jours plus tard les consignes reçues de Himmler, décidant de sa propre initiative d'exterminer »comme pilliers« les populations juives des villages à »nettoyer«. La décision initiale d'épargner les femmes, les enfants, ainsi que les hommes utiles aux troupes allemandes sera elle-même rapidement dépassée et, dès le début du mois d'août 1941, l'extermination sans distinction d'âge ou de sexe était pratiquée sur le terrain.

Dans ce processus, les officiers SS n'ont pas véritablement outrepassé les ordres reçus, mais ont interprété de manière maximaliste des directives incitant implicitement au Génocide. Au demeurant, les pratiques ont été très disparates selon les unités, tendant justement à démontrer le poids des responsabilités personnelles de l'encadrement dans ce processus. Les chefs d'unité ont agi en fonction de leur tempérament, de leur degré d'adhésion politique, et plus encore de leur antisémitisme.

Cette marge de manœuvre laissée par la Reichsführung-SS aux responsables sur le terrain a eu tôt fait d'être exploitée. De ce point de vue, les deux premières semaines d'exécutions massives en août 1941 ont littéralement servi de »galop d'essai«, permettant au HSSPF Rußland-Süd de fixer ses directives d'exécution en les calquant sur les pratiques de loin les plus radicales de la brigade de cavalerie SS. Les fréquents rapports ont permis d'aiguiller les troupes dans le sens souhaité. Au vu des »bons résultats« de la brigade de cavalerie SS, Himmler a ainsi pu exiger de la 1^{ère} brigade d'infanterie SS qu'elle montre davantage d'ardeur à la tâche. Par un double système de récompenses et de promotions d'un côté, et de limogeages des officiers ne donnant pas satisfaction de l'autre, le commandement SS a envoyé des signaux extrêmement clairs à ses troupes quant à la marche à suivre, et cela sans avoir à donner de consignes en permanence. En ce sens, certaines des unités du *Kommandostab* méritent pleinement leur qualificatif de »pionniers de la Shoah«. Leur aptitude à interpréter et à exécuter de manière dynamique et radicale des directives ambiguës a révélé à la direction SS que la troupe était tout à fait en mesure d'accomplir ce que l'on attendait d'elle. Cüppers analyse avec beaucoup de justesse que Hitler et Himmler n'étaient en aucune manière sûrs de la capacité des troupes à adhérer à la mission génocidaire lors du passage décisif vers une extermination physique systématique des populations juives. De manière empirique, ces unités de la Waffen-SS ont en somme défriché avec les *Einsatzgruppen* le »terrain vierge« de la Shoah, démontrant à la direction du Reich que celle-ci était »humainement« possible pour les bourreaux. Certes, elle n'avait pas encore le caractère généralisé et industriel qui lui sera donné dans les mois suivants, mais le principe d'élimination systématique dans un ensemble géographique donné était désormais acquis et ordonné aussi bien par Hitler que par Himmler qui ne voulaient »plus commettre la même erreur qu'en Pologne de rassembler les Juifs dans des ghettos« car ceux-ci étaient »des foyers d'épidémies et autres maladies« (p. 183).

L'un des points remarquables de cette étude est son analyse sociologique de la troupe d'un côté, et du corps des officiers de l'autre. Elle révèle une fois encore que la capacité endogène à perpétrer un crime n'a guère de lien avec la sociologie d'une troupe ou de ses cadres. Pour les uns comme pour les autres, l'étude démontre une socialisation tout à fait normale de ces hommes avant leur entrée en service dans la Waffen-SS. Il s'agissait néanmoins d'une troupe fortement politisée en 1940-1942: deux tiers des personnels adhéraient alors à la NSDAP ou à ses organisations (SA, Allgemeine-SS, NSKK etc.), soit le double du taux rencontré parmi les policiers du 101^e bataillon de réserve ou les militaires de la 253^e division d'infanterie allemande, deux formations qui ont fait l'objet d'analyses comparables. À cette époque, le service dans la Waffen-SS était donc assurément pour la majorité d'entre eux l'expression d'une conviction politique.

Ce travail remet aussi parfaitement en cause le mythe de »l'obéissance sous la contrainte« (*Befehlsnotstand*). Selon un ancien soldat SS, »il y a toujours eu assez de volontaires« pour

faire partie des pelotons d'exécution, ce qu'ils firent »bien volontiers« selon un autre. Même si certains ont été désignés, un refus frontal de participer aux exécutions n'a jamais entraîné de véritables sanctions, tout au plus quelques vexations. Du reste, l'encadrement SS semble avoir parfaitement saisi la menace que représentaient des exécutions massives extralégales sur la discipline et la cohésion interne de la troupe. Démonstration est faite que ces hommes, chauffés à blanc par une propagande raciste et antisémite, riches parfois d'une expérience remontant au pogrom de novembre 1938, ont été dans leur majorité des »bourreaux volontaires« qui ont adhéré à leur mission avec zèle et enthousiasme, y compris les plus jeunes. L'exécution de Juifs a d'ailleurs été parfois perçue comme une »expérience humaine«, comme le révèle l'attitude de personnels du train demandant aux membres des pelotons d'exécution de pouvoir tirer aussi une fois, ce qui leur a procuré une »impression excitante« (p. 119).

C'est également tout l'intérêt de ce travail de rappeler que, derrière des motifs racistes et idéologiques, les crimes ont aussi répondu à des ambitions personnelles, à des intérêts matériels, parfois aussi à des pulsions sadiques ou sexuelles des acteurs sur le terrain. En ce sens aussi, la politique génocidaire a eu sa propre dynamique chez les exécutants. Au demeurant, le catalogue de massacres évoqués par le détail à l'aide des rapports allemands d'époque, des témoignages des survivants et des interrogatoires des bourreaux après-guerre, donne à ce livre le caractère implacable d'une véritable instruction à charge contre les formations SS concernées. Tout en ne cherchant jamais à dissoudre les responsabilités des bourreaux, l'étude se révèle tout aussi accablante en démontrant que les mesures vexatoires, puis les crimes antisémites, ont le plus souvent rencontré au sein de la Wehrmacht et des populations non juives un mouvement d'approbation et un soutien parfois très actif, tant en Pologne que dans les territoires à l'Est.

Quant au bilan chiffré des victimes, il est bien difficile à établir. À l'aide d'exemples précis, l'auteur est justement parvenu à démontrer que les chiffres avancés par les troupes SS étaient en dessous de la réalité, alors même qu'il eût été à leur avantage de les surestimer aux yeux de leur hiérarchie. C'est néanmoins par dizaines de milliers que des Juifs et des soldats de l'Armée rouge isolés ont été abattus à l'été 1941 par les trois brigades SS.

Au-delà, cette étude présente la somme de deux échecs, celui professionnel du *Kommandostab* en tant qu'organe en charge de la sécurité des arrières du front à l'Est, et celui moral de la justice fédérale allemande après guerre. Dans le premier cas, l'état-major de Himmler a révélé toute l'étendue de ses lacunes dès lors qu'il s'est agi véritablement pour lui de combattre les partisans qui ont commencé à s'organiser et à harceler les lignes de communications allemandes à partir de l'automne 1941. Dès cette époque, sa totale impréparation face à l'ennemi qu'il était officiellement censé combattre était manifeste. Une fois sa faillite reconnue par Hitler et l'Armée en 1942, le *Kommandostab* s'est vu déposséder de la plupart de ses prérogatives au profit du général SS von dem Bach-Zelewski, nommé en octobre »plénipotentiaire du Reichsführer-SS pour la lutte contre les bandes«. Par la suite, cet état-major n'a fait que végéter jusqu'à la fin de la guerre, Himmler se refusant à le dissoudre afin d'éviter d'avoir à reconnaître ouvertement l'échec de son entreprise.

Cette étude est aussi le procès en creux d'une justice fédérale allemande qui n'est certes pas demeurée inactive après-guerre, mais qui n'est pas allée jusqu'au bout de la logique judiciaire. On peut s'étonner à bon droit de sa clémence – il est vrai partagée par la plupart des justices occidentales après le début de la »guerre froide«. Dans le seul cas où des personnels de l'ancienne formation de cavalerie SS ont par exemple été traduits devant un tribunal pour un massacre de grande importance (plusieurs milliers de civils massacrés), la peine la plus lourde prononcée contre l'ancien commandant d'unité s'est élevée à cinq années de pénitencier. Au final, seuls huit anciens soldats du *Kommandostab* et de ses unités ont été condamnés, le plus souvent à des peines insignifiantes au regard des crimes commis.

À sa décharge, la justice allemande s'est heurtée à un véritable »mur du silence«, seuls 5% environ des individus interrogés donnant des informations véritablement exploitables. Cer-

tains officiers SS se sont du reste rendus auprès de leurs anciens subordonnés afin de «coordonner» les réponses. Il n'en reste pas moins qu'il a existé des aberrations énormes, comme celle de ne pas vouloir rejurer un officier SS coupable d'avoir fait abattre de sa propre initiative près d'un millier de Juifs (dont des femmes et des enfants). En agissant de la sorte, la justice fédérale allemande a *de facto* entériné le verdict de la justice SS qui l'avait condamné pendant la guerre pour «indiscipline», «atteinte au devoir de l'officier» et «comportement SS indigne». Si les pertes des troupes SS ont été particulièrement lourdes dans les derniers mois de la guerre, plusieurs milliers d'individus plus ou moins directement impliqués dans les massacres à grande échelle sont ainsi revenus en Allemagne sans être véritablement inquiétés, y compris les principaux responsables. Ainsi fait, non seulement la justice allemande d'après-guerre ne s'est pas montrée à la hauteur de sa tâche, mais elle a donné aux apologistes de la Waffen-SS la possibilité de réécrire l'histoire à leur convenance.

Il est par ailleurs très appréciable que l'auteur se soit penché sur l'itinéraire de ces hommes après-guerre. En se basant sur un panel de près d'un millier d'anciens soldats de la 1^{ère} brigade d'infanterie SS, on constate que près de 10% d'entre eux n'ont pas connu de captivité à la fin des hostilités et sont directement rentrés dans leurs foyers. Alors que l'unité a exclusivement opéré sur le front de l'Est, à peine plus d'un quart de ces hommes sont tombés aux mains des Soviétiques. Pour près des deux tiers, ils ont préféré se rendre aux Anglo-Saxons ou aux Français. La durée moyenne de captivité n'a du reste pas été la même: quinze mois environ pour ceux gardés par les Américains contre quatre années chez les Soviétiques. À leur retour, ils ont réintégré toutes les fonctions et couches sociales de la vie civile avec des promotions quelquefois très importantes, et des cursus parfois étonnants dans leur remarquable continuité professionnelle, à l'image de ce gardien de camp SS devenu surveillant dans un centre pénitentiaire en RFA.

En dépit de ses qualités, ce travail peut également susciter quelques critiques, ou à tout le moins quelques réserves. Dans son raisonnement, l'auteur privilégie ainsi excessivement certaines motivations des bourreaux au détriment d'autres. Racisme et antisémitisme ont certes été déterminants. Mais les explications socio-psychologiques font défaut sur la capacité de passer à l'acte. Or, comme le rappelle lui-même l'auteur, les populations juives n'ont pas été les seules victimes de ces violences, notamment à partir de 1942 où, lors de certaines grandes opérations antipartisans, les Juifs ne représentaient plus que 5 à 10% des victimes. Par ailleurs, le schéma de «brutalisation» d'Omer Bartov ne s'applique pas ici à une troupe qui n'a guère été engagée sur le front avant 1943. Comment alors expliquer cette violence aveugle qui a conduit les troupes SS à transposer le massacre des Juifs aux populations non juives à l'Est, jusqu'à abattre les collaborateurs locaux pourtant munis de brassards et de laissez-passer? La question demeure entière.

La grande force de cet ouvrage est toutefois de ne pas isoler les troupes de la Waffen-SS du reste de la société allemande, mais de les aborder pour ce qu'elles étaient: le concentré d'une société gagnée par les idées nationales-socialistes. Cette étude n'est en rien un travail qui peut valoir pour l'ensemble de la Waffen-SS. Sur le fond, elle ne se focalise que sur une partie des hommes qui ont servi sous l'insigne à la tête de mort. Elle n'en contribue pas moins à démythifier une troupe que les travaux sur la Wehrmacht d'un côté, et une littérature commerciale de l'autre, ont eu tendance à banaliser ces dernières années. En ce sens, il s'agit non seulement d'un travail scientifique, mais aussi d'une œuvre de salubrité publique.

Jean-Luc LELEU, Caen

Cédric GRUAT, Cécile LEBLANC, *Amis des Juifs. Les résistants aux étoiles*, Paris (Tirésias) 2005, 236 S., ISBN 2-915293-24-4, EUR 22,00.

Am Anfang dieses Buches stand eine ungewöhnliche Entdeckung in den Archiven. Die Autoren, zwei Historiker, fanden bei ihrer Arbeit im Centre de documentation juive contemporaine in Paris eine Liste mit Namen von Personen, die in den Tagen unmittelbar nach Einführung des »Judensterns« verhaftet worden waren. Die im besetzten Frankreich am 7. Juni 1942 bekanntgegebene Verordnung, daß Juden von nun an durch einen auf die Kleidung genähten Stern gekennzeichnet werden mußten, hatte ungewöhnliche Formen des Protests und der Solidarisierung hervorgerufen. Eine Reihe von z. T. sehr jungen nichtjüdischen Männern und Frauen hatten in den Tagen unmittelbar nach Einführung der neuen Verordnung ihre Solidarität und ihre Ablehnung dieser Maßnahme zum Ausdruck gebracht, in dem sie selbst den Judenstern trugen. Einige von ihnen wandelten das Symbol um, indem sie das Wort »Jude« durch andere Bezeichnungen, wie »Auvergnat«, »Swing« oder »papou« ersetzten und die repressive Maßnahme damit auf subversive Weise abwandelten.

Dieser spezifischen Form des (Sternen-)Widerstands gehen die beiden Autoren in ihrer Untersuchung zu den »Amis des Juifs« nach. Sie charakterisieren die Maßnahme der obligatorischen (Selbst-)Kennzeichnung und damit öffentlich sichtbaren Stigmatisierung der Juden als Ausdruck der zunehmend lebensbedrohlichen Ausgrenzung und Verfolgung der Juden. Auch wenn die Zielsetzung der Vernichtung, die Durchführung der »Endlösung« als Gesamtstrategie nicht allgemein erkennbar war, so deutete sich doch mit der ersten Deportation aus Frankreich im März 1942 bereits eine Eskalation der Gewalt an. Und diejenigen, die über ein waches und klares Bewußtsein verfügten, konnten diese Vorboten des Grauens auch nicht übersehen. Als Beleg hierfür zitieren die Autoren den Hochschullehrer Marcel Mauss, den Germaine Tillion einige Tage nach Einführung der neuen Regelung besuchte. Er kommentierte seinen aufgenähten Stern prophezeiend mit den Worten: »Est-ce que vous devinez ce que cela signifie? Moi, je peux vous le dire aujourd'hui: cela signifie l'ex-termination ...«¹.

Gruat und Leblanc versuchen in ihrer Studie Umfang, Form und Konsequenzen widerständischer Reaktionen auf die Einführung des Judensterns zu rekonstruieren. Dabei stützen sie sich auf die wenigen Dokumente in den Archiven, vor allem Protokolle der in den ersten Tagen nach Einführung zahlreich erfolgten Verhaftungen von Schülern und Studenten, aber auch auf nachträglich geführte Befragungen und Interviews mit Akteuren aus der Zeit. Sie kommen zu dem Ergebnis, daß zwischen dem 7. und 10. Juni 1942 in Paris 35 nichtjüdische Männer und Frauen verhaftet wurden, weil sie einen Stern auf ihrer Kleidung trugen. Ihre Behandlung erfolgt stets nach dem gleichen Schema: Die unter 18jährigen wurden nach kurzer Verhaftung entlassen, die Älteren für drei Monate interniert: Männer kamen in das Lager Drancy, Frauen nach Tourelles. Dort wurden sie mit der deutlich sichtbaren Kennzeichnung als »Amis des juifs« stigmatisiert. Die Internierung sollte einerseits der Abschreckung dienen und andererseits antijüdische Ressentiments schüren.

Die Motive der Sternträger waren sehr unterschiedlich und reichten von jugendlichem Übermut und spontaner Rebellion zu humaner, christlich oder politisch motivierter Revolte gegen das Gesetz und gleichzeitig auch gegen den deutschen Besatzer. Als Beispiel sei hier Solange de Lipkowski zitiert, die am 10. Juni verhaftet wurde, weil sie einen Stern mit der Aufschrift »boudhiste« auf ihrer Jacke trug. Sie begründet ihre Aktion nachträglich folgendermaßen: »La mesure allemande sur l'étoile est celle qui m'a le plus interpellée. On ne réalisait pas vraiment avant ce qui se passait pour les Juifs. Et même si on avait su, qu'aurions nous pu faire pour manifester contre les mesures que l'on désapprouvait? Avec l'étoile, j'ai pu montrer de façon visible que je n'étais pas d'accord. Avec l'étoile, non seulement c'est devenu visible, mais en plus on voyait que les Juifs avaient honte de porter l'in-

1 Germaine TILLION, Ravensbrück, Paris 1988, S. 46.

signe. C'est contre ce processus d'humiliation que je me suis sentie en révolte. Cela nous a ouvert les yeux sur ce qu'ils vivaient» (p. 35). Dieses, ebenso wie die anderen Zeugnisse, die die Autoren zusammengetragen haben, zeigt die Bedeutung des sozialen Umfelds, der Erziehung und des Milieus für die widerständische Handlung. Bleibt die Frage nach der Wirkung und historischen Bedeutung der Aktionen dieser Sternenträger im Kontext der deutschen Besatzung Frankreichs. Für viele derjenigen, die durch diese Handlung im Juni 1942 erstmals mit dem Repressionsapparat des Besatzers konfrontiert wurden, stellt dies den ersten Schritt zu einer langfristigen, klandestinen Tätigkeit dar. Die antijüdische Politik trägt insofern zur Bewußtwerdung und Radikalisierung zumindest eines Teils der Bevölkerung bei.

Es ist den Autoren zu verdanken, daß sie die Aktionen der »Sternenträger« recherchiert, quantifiziert und in ihren Konsequenzen dokumentiert haben. Für die Lektüre hinderlich erweist sich allerdings der dabei gewählte Aufbau der Arbeit, die keiner klar nachvollziehbaren inhaltlichen Struktur folgt und in der die Autoren permanent zwischen der Interpretation der Aussagen von Zeitzeugen und allgemeiner wissenschaftlicher Analyse springen. Nichtsdestotrotz handelt es sich bei diesem Buch um ein wichtiges Dokument des zivilen alltäglichen Widerstands im Frankreich zur Zeit der deutschen Besatzung, den die Autoren zu Recht aufgewertet sehen wollen.

Mechtild GILZMER, Berlin

Ahlich MEYER, Täter im Verhör. Die »Endlösung der Judenfrage« in Frankreich 1940–1945, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2005, 470 p., ISBN 3-534-17564-6, EUR 79,90.

Le dernier *opus* de Meyer, consacré à la »Solution finale de la question juive« en France, apporte incontestablement du neuf sur une question pourtant déjà très largement traitée dans l'historiographie française et anglo-saxonne. Son originalité tient, de prime abord, à l'exploitation d'archives jusqu'ici peu étudiées: les procès-verbaux des dépositions faites après-guerre devant la justice alliée puis ouest-allemande par les acteurs allemands de la solution finale en France. Croisés avec les archives allemandes de l'Occupation, les quelque 600 protocoles d'audition dépouillés par l'historien l'ont conduit à mener une réflexion sur les stratégies de défense des responsables de la solution finale en France pour ce qu'elles disent de l'événement lui-même et de la construction de la mémoire collective dans l'Allemagne de l'après-guerre. Mais le véritable intérêt de l'ouvrage est ailleurs. Il tient à une relecture exhaustive de l'ensemble des archives allemandes contemporaines du génocide, qui apporte un éclairage nouveau sur la complexité des processus décisionnels et des instances impliquées dans sa mise en œuvre. L'ouvrage se divise donc en deux parties de longueur inégale aux problématiques bien distinctes.

La première (chapitres I–V) est chronologique. Elle propose une relecture de la genèse et de la mise en œuvre de la solution finale en France, que l'auteur justifie par l'absence de monographie incontestée accessible en allemand sur la question. Les cinq chapitres s'arrêtent sur les différentes étapes de la solution finale et se concluent chaque fois par une analyse des dépositions faites après-guerre par les principaux responsables allemands impliqués dans sa réalisation. À ce stade, autant l'apport des témoignages à la reconstitution des événements est faible, autant la relecture des archives de l'occupation est éclairante sur l'implication et la coopération des différentes instances allemandes dans la politique anti-juive, à tous les échelons de la hiérarchie. Vichy est cependant le grand absent de cette première partie qui ne s'intéresse donc pas aux effets de miroir, c'est-à-dire aux phénomènes de concurrence, de convergence et de surenchère réciproque entre politiques anti-juives française et allemande. La politique d'»aryanisation« économique, pourtant cruciale pour comprendre

le degré d'implication des différentes instances allemandes dans la genèse de la solution finale en France, est l'autre grande absente.

Le premier chapitre s'intéresse aux processus décisionnels qui conduisirent à la promulgation des premières mesures anti-juives allemandes, décrites comme autant de mesures de préparation aux déportations de masse – recensement des Juifs, marquage des magasins juifs, mise en place du CGQJ puis de l'UGIF sous la pression allemande, étoile jaune enfin. Derrière l'éclatement des compétences et les rivalités entre les différentes instances allemandes impliquées dans la promulgation de ces mesures, et en dépit de la diversité des buts politiques poursuivis, Meyer démontre de façon méthodique et précise l'importance du consensus et l'efficacité de la coordination – l'analyse des décisions collégiales prises lors des «conférences du mardi» est particulièrement éclairante – entre l'ambassade allemande, l'administration militaire et le Judenamt de la Sipo-SD. Loin de faire obstacle à la réalisation de la solution finale, rivalités et tensions auraient conduit à des «compromis» l'ayant justement rendue possible.

En dépit de certaines zones d'ombre persistantes, Meyer met ensuite (chapitre II) en évidence le rôle moteur joué par l'administration militaire allemande dans les premières rafles, la gestion froide et inhumaine des camps d'internement, la substitution des déportations dites «expiatoires» aux exécutions massives d'otages, et la préparation effective du premier convoi parti le 27 mars 1942 vers Auschwitz. Il parle à cet égard de «conversion» de la répression de la résistance en une politique anti-juive radicale, mais il a néanmoins tendance à négliger le fait qu'elle intervint sans dissolution de l'une dans l'autre, puisque la répression exercée contre les communistes se radicalisa parallèlement. La place de la politique anti-juive dans la politique sécuritaire du MBF s'en trouve par là-même quelque peu surdimensionnée. Que le MBF lui-même n'ait pu ignorer, dès le début de l'année 1942, l'existence d'un programme de déportation aux fins d'élimination, et que, passé le départ du premier convoi, les convois-représailles annoncés par le MBF n'auraient servi qu'à «camoufler» la mise en route de l'extermination massive des Juifs, demeure par ailleurs sujet à discussion. Il n'en reste pas moins vrai que, comme le souligne Meyer, la politique de l'administration militaire allemande n'est probablement pas étrangère au déclenchement précoce de la solution finale en France.

Le troisième chapitre est consacré à une question souvent négligée dans l'historiographie: les rafles et les déportations des Juifs de province qui, à partir de l'été 1942, marquent le début des déportations massives. Meyer explore le fonctionnement de la machine de persécution en mettant en lumière la coordination entre les différents maillons de la chaîne de décision et d'exécution. Selon Meyer, l'ampleur prise par la solution finale s'expliquerait largement par le volontarisme de certains KdS, qui purent compter sur le soutien actif de la Feldgendarmarie – c'est-à-dire de la Wehrmacht – et de la police française.

Le quatrième chapitre s'intéresse au nouveau seuil de violence franchi par la persécution des Juifs à l'automne 1943 lorsque, ne pouvant plus compter sur la collaboration française, la mise en œuvre de la solution finale cessa de s'appuyer sur les structures d'occupation traditionnelles et prit, tout particulièrement dans l'ancienne zone libre, la forme d'une chasse à l'homme menée de façon autonome par des commandos mobiles du RSHA, épaulés par la Sipo-SD – mais aussi, ponctuellement au moins, par des unités de la Wehrmacht, comme le 200^e régiment de sécurité –, pour finalement déboucher sur une série de massacres sauvages de Juifs – commis d'abord sous couvert de lutte contre la Résistance, puis dans le cadre de la retraite – que l'auteur rapproche des pratiques en vigueur en Europe de l'Est et du Sud-Est.

Le cinquième chapitre analyse la routine technique et organisationnelle qui, grâce à l'expérience acquise dès les premières déportations décidées par l'administration militaire, présida à la préparation et à l'acheminement des convois. Insistant sur le rôle essentiel joué, côté allemand, par le personnel subalterne chargé de la surveillance des convois – Feldgendarmarie et Ordnungspolizei – dans la mise en échec des tentatives d'évasion – avec pour

conséquence des conditions de vie de plus en plus inhumaines pour les déportés –, Meyer met là encore en lumière l'efficacité de la coordination entre les services allemands – policiers comme militaires – et français impliqués dans chacune des phases du processus.

La seconde partie (chapitre VI et VII) de l'ouvrage est entièrement consacrée à une analyse transversale de la parole des acteurs. Si le propos est intéressant, la construction de l'ensemble entraîne néanmoins de nombreuses redondances entre les deux parties. Comment expliquer qu'à l'exception de Kurt Lischka, de Herbert Hagen et de Ernst Heinrichsohn, les responsables de la solution finale en France n'aient jamais été jugés en RFA, telle est la question lancinante posée par Meyer.

Au regard du droit allemand, seule l'accusation de «complicité de meurtre pour des mobiles abjects» échappait encore, à la fin des années 1970, à toute prescription. Les autorités judiciaires allemandes devaient donc établir que les suspects avaient procédé aux déportations en connaissant la réalité de la solution finale. Sur la base des procès-verbaux d'audition et de la documentation rassemblée par la justice, Meyer estime qu'au plus tard à l'été 1942, les différents services allemands implantés en France en eurent une connaissance partielle, qui alla ensuite en se précisant. La justice ouest-allemande s'en tint pourtant aux déclarations de la plupart des acteurs et témoins auditionnés: affirmant n'avoir appris la réalité de la solution finale qu'après la guerre, tous nièrent leur participation consciente au génocide. En passant au crible les formules rhétoriques récurrentes employées dans ces dépositions, Meyer décrit un processus de déculpabilisation collective dont la pierre angulaire était le bon sens commun: la dimension incroyable du crime permettait à chacun de dissocier ses propres actions du crime commis, un crime d'ailleurs évoqué au conditionnel. C'est en définitive le caractère impensable du crime qui l'aurait rendu possible.

Meyer revient ensuite en détail sur l'élaboration de cette stratégie de défense commune, ébauchée devant la justice militaire française au début des années 1950 puis peaufinée au sein d'un réseau d'influence solidement implanté dans l'appareil d'État ouest-allemand et animé par les anciens acteurs de l'appareil d'occupation. Sans écarter la part de mensonge conscient à l'œuvre dans cette stratégie de déresponsabilisation collective, Meyer y décèle surtout des mécanismes d'aveuglement et d'auto-mystification riches d'enseignement sur l'événement lui-même, c'est-à-dire sur la manière dont la solution finale fut mise en œuvre en France. Recoupement et fractionnement des compétences, délégation de la persécution aux autorités françaises, jonction entre premières déportations et lutte contre la Résistance, externalisation du crime à l'Est sont autant de faits objectifs qui auraient permis une forme de distanciation subjective entre la multitude des actes individuels isolés et le génocide, et finalement l'absence de sentiment de culpabilité chez les acteurs de la solution finale en France. Meyer y voit plus largement le reflet de la construction d'une mémoire collective déculpabilisante, indissociable de l'acte de naissance de la RFA. Ce que les procès-verbaux d'audition donnent à entendre, ce serait en effet un discours – encore fortement imprégné par le vocabulaire nazi – commun à la justice et aux acteurs interrogés qui ne serait qu'un miroir de la manière de parler du génocide des Juifs dans l'Allemagne d'après-guerre, une forme de discours où le crime et les auteurs du crime – en dehors d'un cercle retreint – avaient disparu.

Gaël EISMANN, Paris

Klaus-Michael MALLMANN, Bogdan MUSIAL (Hg.), *Genesis des Genozids. Polen 1939–1941*, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2004, 240 p. (Veröffentlichung der Forschungsstelle Ludwigsburg der Universität Stuttgart, 3), ISBN 3-534-18096-8, EUR 42,00.

This book is an anthology of papers that were delivered by German and Polish scholars at a conference in Ludwigsburg in September 2003, and made accessible with unusual and admirable speed to a wider readership through publication. Though the program was conceived as a joint venture, the German and Polish papers reflect the distinctly different concerns of the two scholarly communities.

The main thrust of the German papers is that the Nazi »war of destruction« in the east and its destructive policies of racial imperialism began not with Barbarossa in June 1941 but in Poland in September 1939, and that this has not been sufficiently appreciated in previous scholarship. Successive authors – Jochen BÖHLER, Dorothee WEITBRECHT, Klaus-Michael MALLMANN, and Martin CÜPPERS – document the criminal complicity in Nazi racial policies of key German organs of conquest and occupation – the Wehrmacht, Einsatzgruppen, Order Police, and Waffen-SS – during the Polish campaign. And two other German scholars – Michael ALBERTI and Volker RIESS – sketch out Nazi racial policy in the Warthegau and early killing of institutionalized patients in the territories of northern and western Poland annexed to the Third Reich. Collectively, these papers provide welcome synopses of the authors' recent or forthcoming longer monographs that represent the cutting edge of scholarship in Germany on the Nazi occupation of Poland. But for those who have read Alex Rossino's »Hitler Strikes Poland« published in the same year that the conference was held, the major interpretive thrust of the German papers, namely that the invasion and occupation of Poland in many ways anticipated the »war of destruction« against the Soviet Union, will not surprise.

The Polish contributions focus not on German policies and institutions but rather on the impact of the parallel Nazi and Soviet occupations on Polish society. Taking a comparative approach, both Bogdan MUSIAL and Jacek Andrzej MLYNARCZYK conclude that the reign of terror of the Soviets – much more experienced in carrying out mass executions and mass deportations as well as in setting up systems of informants and collaborators and exploiting the mentality of resentful minorities – in the east was vastly more efficient than that of the as yet »dilettantish« and »unprofessional« Nazis in the west.

The most fascinating parts of the book are the attempts of Musial, Mlynarczyk, and in greatest detail Marek WIERZBICKI (who focuses especially on western Byelorussia or the Kresy) to deal with the sensitive and complex topic of Jewish-Polish relations in eastern Poland under the impact of Stalinist occupation and sovietization. Fortunately, rather than repeating the uncritical approach of simply asserting the old accusation that »the Jews« welcomed and collaborated with the Soviets, and then citing the reports and testimonies of all those contemporaries who firmly believed this accusation as proof of its validity, these scholars take a major step forward by examining the historical context within which a »mis-interpretation« (*Mißdeutung*) about the Jewish role could become so pervasive and intense that all Jews became a »scapegoat« for the sins of the Soviets and thus subjected to an explosion of hatred and revenge in the summer of 1941. All three scholars note that Poles were double victims of the Soviet occupation that aimed at »depolonization« and social revolution. Poles were displaced and persecuted as both the dominant nationality and the dominant social elites. The Soviets successfully mobilized the past resentments and hopes for new opportunities of the non-Polish minorities, including Jews, to the »surprise« of Poles who had been oblivious to minority discontents and were now outraged at their lack of loyalty to the Polish state. Shocked and traumatized by their own suffering, Poles could not process that Jewish property owners were dispossessed as »class enemies«, that Jewish religious and political organizations were closed, and that some 18% of the deportees to Siberia

(65 500 out of 369 000 according to Musial's figures) were Jews. What was branded indelibly into their consciousness was that Jews »greeted« the Red Army, served in the revolutionary militia, held positions in the new government, nationalized economy, and education system, and helped the Soviet police arrest and deport Poles.

All three scholars note that certain segments of the Jewish population were beneficiaries of the Soviet occupation in terms of employment and social mobility, especially the hitherto professionally-disadvantaged Jewish intelligentsia, youth, and working class, and that Jewish hostility to the Polish state was understandable. Wierzbicki in particular argues that this understandable Jewish hostility and behavior in turn provided »concrete grounds« for Polish hostility toward Jews, even if the consequence was an unjustified generalization and simplification in the form of the Judeo-Bolshevik stereotype and the »myth« of »Jewish treason«.

Mentioned in passing but not given nearly enough prominence in my opinion was the obvious fact that, regardless of the resulting economic and professional benefits to some Jews and the persecution of others, virtually *all* Jews had to »welcome« the arrival of the Red Army, for it rescued them from the alternative that loomed before September 17, namely the imminent arrival of the Wehrmacht. Poles then and Polish historians now might deem the Soviet occupation an even greater horror than that of the Nazis, but so incommensurate and asymmetrical were the relative vulnerabilities of Poles and Jews that no Pole, then or now, should have expected Jews to have shared that judgment. How incommensurate can be seen from one example. Musial notes that deportation to Siberia was the greatest trauma experienced by eastern Poles. He does not add that for Jews, this was the greatest stroke of luck that could have befallen them, as they were the only large group of Polish Jews to survive the war relatively intact. What for Poles was an unmitigated horror was for Jews salvation.

I find the attempt of these Polish scholars to examine the issue of Jewish-Polish relations in eastern Poland in a critical, non-apologetic manner quite laudable. One other important difference in perspective should be noted, however. The Polish historians tend to see September 1939, that is the Soviet invasion, the ensuing policies of »ethnic decomposition« and manipulation, and especially the Jewish response, as the crucial point at which traditional religious, economic, and cultural antisemitism blended with the new Judeo-Bolshevik accusation to produce the lethal combination that exploded in the summer of 1941. In Jewish memory, of course, the timetable is somewhat different. For Jewish survivors from Poland, the death of Pilsudski and the official antisemitic policies of the successor regime – legitimizing discrimination against and despoliation of Jews and foreseeing the ultimate departure through emigration of this unwanted minority deemed alien to Poland as the long-term solution to the »Jewish question« – signaled a significant intensification and change in character of Polish antisemitism. For this point of view, therefore, many of the reports and testimonies of Polish witnesses in the fall of 1939 should not be seen as evidence that reliably describes Jewish behavior but rather as evidence of antisemitic bias in the eyes of the beholders. Wierzbicki does attempt to use Soviet and Jewish sources as well, and indeed notes that Soviet documents are much less clear about the alleged »omnipresence« of Jews in the Soviet occupation apparatus than Polish testimonies. In my opinion, this is a fundamental methodological issue that begs further treatment.

Christopher R. BROWNING, Chapel Hill

Alfred GOTTWALDT, Diana SCHULLE, *Die Judendeportation aus dem Deutschen Reich 1941–1945. Eine kommentierte Chronologie*, Wiesbaden (marixverlag) 2005, 509 p., ISBN 3-86539-059-5, EUR 15,00.

À partir du constat de données lacunaires concernant les transports de juifs du Grand Reich, c'est-à-dire d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat de Bohême-Moravie, les deux auteurs, qui furent associés à l'université technique de Berlin, aux travaux de Wolfgang Scheffler, expert juridique et historien du génocide des juifs, ont réalisé cette chronologie de tous les convois connus. Comportant les directives techniques du RSHA, un tableau chronologique de tous les convois mentionnés, un index des noms et lieux cités, l'ouvrage utilise de nombreux fonds d'archives (procès des criminels nazis des deux Allemagnes, fonds de pays de l'Est récemment ouverts, fonds Gestapo de Würzburg et Düsseldorf seuls entièrement conservés) ainsi que de nombreuses études mentionnées dans la bibliographie. Mais il existe peu de synthèses sur le sujet, hormis celles de Peter Longerich et de Christopher Browning et, plus récemment, de Birthe Kundrus et Béate Meyer. Cependant, par-delà le titre de l'ouvrage, les auteurs incluent aussi ce qu'ils appellent « les transports » c'est-à-dire les convois vers les ghettos et les camps, même antérieurs à la guerre et aux déportations de masse à partir d'octobre–novembre 1941. Sont ainsi inclus les 17 000 juifs polonais expulsés du Reich en octobre 38, les 30 000 hommes envoyés dans les trois grands camps d'Allemagne après le pogrom de novembre 1938. Cinq transports de Vienne, Moravie, Kattowitz pour Nisko, en octobre 1939; les convois de Stettin et Schneidemühl pour le ghetto de Lublin; l'Action Bürckel-Wagner d'envoi de 6504 juifs de Bade, Palatinat et Sarre en France non occupée, en octobre 40, et cinq autres convois de juifs viennois, en mars 1941, dans le Gouvernement général (Pologne).

L'inclusion de ces différents transports se justifie, selon les auteurs, parce qu'elle révèle une organisation progressive – y compris avec les chemins de fer du Reich – que les responsables nazis utiliseront pour les déportations ultérieures. Avec néanmoins, une hypothèse peu convaincante selon laquelle ils auraient acquis la conviction qu'une « solution finale » n'était pas possible à l'Ouest, compte tenu des protestations françaises après l'arrivée des juifs de Bade-Palatinat. Outre le fait qu'il n'était pas encore question de « solution finale » à cette époque et qu'Eichmann en était encore à projeter l'installation d'une réserve juive à Madagascar, une connaissance des travaux français à ce sujet aurait permis de constater que la protestation française ne visait que l'arrivée d'« indésirables » sans concertation préalable des autorités de Vichy, qui s'empressèrent de les interner puis, de les renvoyer avec les premières déportations de la zone encore non occupée en août 1942. À juste titre, les auteurs notent que le service de coordination des transports de juifs (IV-B4 Eichmann) ne fut créé qu'en janvier–février 1940 auprès du RSHA et que la légalisation des expropriations des juifs du Reich n'intervint qu'avec la 11^e ordonnance du 25 novembre 1941, en même temps que la perte de la nationalité allemande. Soit un mois après l'interdiction d'émigrer pour les juifs du Reich, obligés de porter l'étoile depuis septembre 1941.

C'est dans ce contexte qu'intervient, entre octobre et novembre 1941, la première grande vague de déportations de 20 000 juifs et 5000 tziganes pour Litzmannstadt (ex Lodz) selon les directives du service IV-B4. L'évacuation était destinée au ghetto de l'ancienne Lodz germanisée où vivaient déjà 158 000 juifs autochtones. Étaient prévus 20 trains spéciaux avec wagons de 3^e classe et des wagons de marchandises pour les bagages, à raison de 50 kg par personne – réduits en 1942 à 20 kg – puis, à une valise ou un sac à dos. L'encadrement comportait un officier et 15 policiers (*Schupo* ou *Orpo*) et officiers, une direction juive devait désigner un agent d'ordre par wagon, qui devait aussi assurer le nettoyage des wagons à l'arrivée. En 1942, 4261 personnes étaient déjà mortes des conditions déplorables du ghetto. Jusqu'en janvier 1942, les 4300 tziganes, parqués dans un enclos contigu, furent transférés et assassinés à Chelmno. 10 000 juifs du Reich y furent également gazés en mai 1942. Les derniers juifs allemands travaillant au ghetto furent envoyés à Auschwitz après la liquidation du ghetto en août 1944.

La présentation de ce transport, comme des suivants et de ce qu'il en advint, constitue la trame, graphique à l'appui, des 9 chapitres de l'ouvrage. Soit, après Lodz, les 7 transports destinés à Minsk, mais partiellement dérivés, par suite de problèmes ferroviaires, sur Kovno (Lituanie) entre novembre et décembre 1941. Déviation évoquée au chapitre 3, consacré aux victimes des exécutions massives de l'*Einsatzkommando Jäger*, qui tua près de 140 000 juifs-dont préalablement, selon la pratique introduite depuis Lodz, ceux du ghetto, puis ceux du Reich. Le 4^e chapitre traite des convois pour Riga en novembre-décembre 1941 puis, en janvier et février 1942. Au total 25 000 juifs furent déportés à Riga et Kovno auxquels s'ajoutèrent encore 5 convois de Berlin et Therezin en octobre 1942, fusillés dès leur arrivée.

Évoquée au chapitre 5, une nouvelle vague de déportations du Grand Reich intervint entre mars et octobre 1942 pour le district de Lublin dépendant du chef de la SS et de la police (HSSPF) Globocnik chargé aussi, depuis octobre 1941, de la construction d'une chambre à gaz à Belzec. C'est au cours de deux réunions chez Eichmann, l'une le 19 février avec les responsables des communautés de Berlin, Vienne et Prague, l'autre, le 6 mars, avec les experts de la «question juive» de la Gestapo, qu'avait été évoquée la déportation de 55 000 juifs du Grand Reich. 15 000 à 20 000 personnes âgées seraient envoyées à Therezin «pour sauver la face». Selon les statistiques de Reinhard Heydrich, exposées lors de la conférence de Wannsee (20.1.1942) on comptait encore 248 000 juifs dans le Grand Reich, soit 131 000 en Allemagne, 43 000 en Autriche et 74 000 dans le Protectorat. Selon la méthode habituelle, le ghetto de Lublin est vidé de ses habitants initiaux pour les nouveaux arrivants, bien que ceux-ci soient presque aussitôt envoyés soit au travail forcé à Maidanek, soit fusillés ou gazés à Sobibor, Belzec et Treblinka. À l'automne 1942, de nouveaux convois de près de 20 000 juifs sont envoyés au gaz de Therezin à Treblinka. Ces transports sont réalisés avec des trains de marchandises munis de banquettes, arrivés avec des travailleurs forcés de Russie et de Pologne. D'une capacité de 700 places, celle-ci est augmentée à 1000 pour les déportés:

Parallèlement aux nouvelles directives du 4 juin 1942 concernant les transports de Lublin, une dépêche rappelle celles du 15 mai concernant «l'évacuation» des juifs de plus de 65 ans, des invalides et décorés de guerre ainsi que des métis classés juifs pour Therezin.

Après les déportations massives de 1942 pour Lublin, une autre vague de 17 convois est dirigée sur Minsk et Maly Trostinec entre mai et septembre 1942 (chap. 6). Pris en charge par le responsable Sipo-SD de Ruthénie, Eduard Strauch, un convoi est déjà déchargé à Baranovitchi et assassiné sur place. Sur chacun des convois, 20 à 50 personnes sont envoyées au travail forcé dans le domaine du commandant, les autres exécutés au site de Maly Trostinec, à 15 km de Minsk. Les exécutions ont lieu devant des fosses ouvertes avec 80 à 100 *Schupo* et Waffen-SS. À partir de juin 1942, le site dispose aussi de trois camions de gazage. Sur ces exécutions il existe un rapport de l'*Unterscharführer* Arlt, commandant d'un groupe de 10 Waffen-SS durant l'été 1942. Après l'arrêt de la 2^e vague de déportations vers les pays baltes en février, Eichmann décide d'envoyer à nouveau 7 trains de Berlin et Therezin entre août et octobre 1942 (chap. 7). Dont 5 sur Riga et 2 sur Raasiku près de Reval (Estonie). Selon la Reichsvereinigung des juifs d'Allemagne, sur les 75 816 juifs encore présents dans l'ancien Reich en septembre 1942, les deux tiers vivent à Berlin, la vie s'avérant désormais quasiment impossible en province pour les juifs. Or, en ce même mois de septembre, 12 346 juifs sont encore déportés dont 10 212 à Therezin. En octobre–novembre 42 800 autres juifs suivront le même chemin. Pour faire de la place aux nouveaux arrivants, les anciens résidents sont envoyés à Rasiku. Dans un camp sous la direction d'un commandant de la Sipo, avec des policiers estoniens, environ 200 déportés juifs des deux sexes étaient employés à l'extraction du schiste bitumeux; plus de 1800 personnes juifs emmenés en bus à Kalavi Livie, sont exécutés. En 1944, le *Sonderkommando 105* utilisera des juifs avant de les fusiller, pour déterrer et brûler les corps des anciens convois. Sur les 30 000 juifs du Grand Reich, envoyés dans les pays baltes entre novembre 1941 et octobre 1942 seuls 1174 ont survécu.

Le 8^e chapitre traite des transports du Grand Reich vers Therezin entre juin 1942 et la fin de la guerre. Selon Hans G. Adler, l'un des survivants, auteur de deux ouvrages sur ce site et d'une autre survivante, Ruth Klüger, déportée enfant de Vienne (née en 1931) qui qualifia le ghetto «d'étable avant l'abbatoir», cette ancienne forteresse servit, à partir de novembre 1941, de transit pour 73 608 juifs du Protectorat, 6000 du Reich – dont 1700 Autrichiens. Pour 88 000 hommes, femmes et enfants, Therezin fut en effet une étape de transit vers l'extermination. Contrairement aux grands convois, ceux pour Therezin ne comprenaient que des wagons de 50 personnes accrochées à des trains réguliers. Therezin n'étant pas extérieur au Grand Reich, la liquidation des biens, au lieu d'être réglée par la 11^e ordonnance, passait par un contrat d'achat de résidence avec versement sur le compte de la Reichsvereinigung. Versement confisqué ultérieurement comme bien ennemi du peuple et de l'État. En février 45 1200 juifs de Therezin arrivèrent en Suisse après un accord entre Himmler et l'ancien conseiller fédéral Musy. À la même période, 15 350 survivants des marches de la mort arrivèrent encore à Therezin provoquant une épidémie de typhus. Therezin fut libérée en mai 1945. Les survivants – dont le Grand rabbin Baeck, dernier président de la Reichsvereinigung, rapatriés par les Alliés.

Épisode mieux connu, les déportations du Grand Reich vers Auschwitz depuis mai 1942 où, après les prisonniers polonais, étaient arrivés les premiers convois d'Europe occidentale. La première sélection de juifs intervint vraisemblablement le 4 juillet 1942 sur un convoi de juifs slovaques. C'est aussi en juillet que Himmler inspecta Auschwitz et assista à la sélection de 2000 juifs des Pays Bas. C'est également sans doute le 22 juillet 1942, que Fritz Sauckel, secrétaire d'État à la main-d'œuvre, reçut l'ordre de préparer l'exclusion des requis juifs des entreprises du Reich en vue de leur déportation. Après un convoi de 995 juifs de Vienne en juillet 1942, ce n'est qu'en octobre.

1942 que l'on retrouve des convois du Reich, notamment de Berlin et de Therezin. En décembre 1942, Müller, chef de la Gestapo propose à Himmler de déporter à nouveau 45 000 juifs du Grand Reich dès la reprise du trafic ferroviaire en janvier 1943. Dont 30 000 du district de Bialystok, rattaché à la Prusse orientale. Les grands convois du Reich étant terminés en mars 1943, restent de petits convois, comme ceux pour Therezin, rattachés à des trains réguliers. Le 20 février 1943, une nouvelle directive du RSHA précise que les métis célibataires et les juifs «privilegiés» sans conjoint ni enfant n'habitant plus avec un parent de «sang allemand» doivent désormais être déportés. C'est le 27 février que commence la *Fabrikaktion* aboutissant à la déportation du Reich de 12 496 hommes, femmes et enfants juifs pour Auschwitz. Sont libérés après leur arrestation, les juifs en mariages mixtes (on connaît les protestations efficaces des femmes et proches non juifs de la Rosenstraße) et, à Berlin aussi les employés de la communauté et de la Reichsvereinigung en sursis. En effet, selon un document du 21 mars, signé Kaltenbrunner, le *Reichsführer SS* a ordonné que tous les juifs du Grand Reich soient envoyés à l'Est ou à Therezin jusqu'au 30 juin 1943. Les institutions juives encore existantes devront être dissoutes après «évacuation» de leur personnel. Au plus tard début 1944 les frontières s'estompent entre transports juifs et non juifs, comme dans le cas de déportés à Auschwitz, qui sont ramenés pour travailler aux pièces de fusées dans les souterrains de Dora (Harz). D'autres sélectionnés pour l'industrie de guerre sont voués à «l'extermination par le travail». Suivent cependant encore plusieurs grands convois pour Auschwitz destinés à rendre le ghetto de Therezin plus habitable en prévision d'une inspection de la Croix-Rouge prévue le 23 juin 1945.

Au total 130 000 juifs passèrent par Therezin, 30 000 moururent sur place, 88 000 furent envoyés dans les sites d'extermination. Chronique d'un acharnement criminel impliquant une masse d'acteurs et de services malgré les efforts exigés par la guerre.

Rita THALMANN, Paris

Germaine TILLION, *Le Verfügbar aux enfers. Une opérette à Ravensbrück*, Paris (La Martinière) 2005, 224 S., ISBN 2-7324-3281-4, EUR 30,00.

Als die französische Ethnologin und Widerstandskämpferin Germaine Tillion im Mai 2004, kurz vor ihrem 97. Geburtstag, vom deutschen Botschafter in Paris im Palais Beauharnais das große Bundesverdienstkreuz erhielt, gab die solchermassen Geehrte eine Kostprobe des ihr eigenen Humors und witzelte: »Schon in Ravensbrück habe ich gewußt: eines Tages werde ich in einem französischen Palast einen deutschen Orden erhalten«. In dieser Reaktion auf die späte Ehrung zeigt sich ein wesentlicher Charakterzug der außergewöhnlichen Frau. Von ihrer Fähigkeit, auch in schwierigen Situationen humorvolle Distanz zu den Ereignissen zu bewahren, zeugt nicht zuletzt die von ihr in Ravensbrück verfaßte Operette »Le Verfügbar aux Enfers«, die seit 2005 in einer außergewöhnlich sorgfältig und liebevoll präsentierten Buchausgabe vorliegt. Den Éditions de la Martinière kommt das Verdienst zu, dieses einmalige Zeugnis des menschlichen und künstlerischen Widerstands im KZ-Ravensbrück an die Öffentlichkeit gebracht und damit vor dem Vergessen gerettet zu haben. Tillion, die dort von Oktober 1943 bis April 1945 inhaftiert war, hat diese Operette im Oktober 1944 niedergeschrieben. Auf einigen Umwegen konnte der Text gerettet werden und landete dann für fünfzig Jahre in einer Schublade mit zahlreichen anderen Erinnerungsstücken aus dieser Zeit. Daß er ausgegraben und veröffentlicht wurde, hängt mit dem Interesse zusammen, das Tillion in den letzten zehn Jahren in Frankreich im Zusammenhang mit der neu aufgeflammtten Debatte über den Algerienkrieg und die Anwendung der Folter entgegengebracht wurde. Denn in Algerien hatte sie in der Vorkriegszeit ihre Karriere als Ethnographin begonnen. Zwischen 1934 und 1940 erforschte sie den Stamm der Chouïa am südlichen Zipfel des Aurès-Gebirges an der Grenze zur Sahara. Unmittelbar nach ihrer Rückkehr im Juni 1940 begann sie mit Widerstandsaktionen und wurde aufgrund einer Denunziation im August 1942 verhaftet. Gemeinsam mit zahlreichen anderen Französisinnen wurde Tillion am 21. Oktober 1943 als sogenannter »Nacht- und Nebel«-Häftling in das Konzentrationslager deportiert. Dem Grauen in Ravensbrück begegnete sie als Wissenschaftlerin: Sie beobachtet genau und hält ihre Erkenntnisse schriftlich fest. Sie will die Zusammenhänge und Gründe für die systematische Ausbeutung und Vernichtung verstehen, die Strukturen erkennen. Als eine der ersten erkennt und beschreibt sie den Zusammenhang zwischen der ökonomischen und der ideologischen Seite des KZ-Lagersystems. Ihre persönlichen Aufzeichnungen aus dem Lager ergänzte und erweiterte sie nach dem Krieg kontinuierlich und veröffentlichte insgesamt drei Fassungen (1946, 1973 und 1988). Lange Zeit gab es außer ihrer Studie keine wissenschaftliche Arbeit über Ravensbrück. Um so erstaunlicher, daß diese erst 1998 auf Deutsch erschien. Für ihre Biographin Nancy Wood stellt die über Vierzigjährige in »Recherche de la Vérité«¹ ihre Trauerarbeit dar, mit der sie den Tod der Mutter verarbeitet, die am 2. März 1945 in Ravensbrück vergast wurde.

Daß sie sich während ihrer Inhaftierung künstlerisch mit Ravensbrück auseinandergesetzt und eine Operette geschrieben hat, war bisher nur Eingeweihten bekannt. »Le Verfügbar aux Enfers«, eine »Revue en 3 actes«, stellt eine ungewöhnliche, in ihrer Form jedoch keineswegs singuläre Erscheinung dar. Ob in Ravensbrück, Buchenwald, Theresienstadt oder Auschwitz: An all diesen Orten größter Verbrechen und Entmenschlichung hat es Menschen gegeben, die ihre Verzweiflung, ihre Revolte und ihren Widerstand, in die Waffe der Komik kleideten. Es ist dieser Kontrast zwischen der schrecklichen Realität und einer Darstellung, die zum Lachen auffordert, die den heutigen Leser verwundert, irritiert, nachdenklich macht. Aber gerade die komische Distanzierung ist ein Charakteristikum vieler in Konzentrations- und Internierungslagern entstandenen Kunst. »Lachen trotz Tod und

1 Nancy WOOD, Germaine Tillion, une femme mémoire. D'une Algérie à l'autre. Autrement, Paris 2003, S. 151.

Teufel« so hat der Berliner Kabarettist Alfred Nathan seine »Gesänge hinter Stacheldraht«² bezeichnet. Auch wenn zwischen den französischen Internierungslagern und den deutschen KZs ein großer Unterschied bestand – gab es doch immerhin zeitweise noch die Hoffnung, aus den französischen »antichambres de la mort« zu entkommen –, so zeigen sich doch in der Kunstproduktionen der von Verfolgung, Internierung und Deportation betroffenen Künstler zahlreiche auffällige Gemeinsamkeiten. Der Einsatz von »Galgenhumor« in der künstlerischen Bearbeitung ist eine davon. Die Entfaltung künstlerischer Qualitäten bei Menschen, die sich vorher nie als Künstler betätigt hatten, eine andere. Ebenso die Entwicklung spezifischer, neuer künstlerischer Formen, bedingt durch die konkreten, materiellen Produktionsbedingungen und die Ausnahmesituation. Ein weiteres Element besteht in der Verwendung intertextueller Bezüge, d. h. dem Rückgriff auf bekannte Texte oder Musik, die neu geformt, parodiert werden. Das künstlerische Repertoire, aus dem geschöpft wird, ist in der Zwischenkriegszeit in Paris und Berlin entstanden: das Kabarett der 1920er Jahre mit seinen Songs und Revuen, neue, moderne Formen der Unterhaltungsindustrie. Ob unter Zwang und fremdbestimmt wie größtenteils in Theresienstadt oder auf eigene Initiative wie im Fall von Tillion, die künstlerische Gestaltung und Qualität ist in allen Fällen beeindruckend, die Kreativität trotz der widrigen, lebensbedrohlichen Umstände grenzenlos.

Tillion schöpfte ihre Imagination aus dem reichen Fundus der breitgefächerten Erziehung einer musikliebenden Familie und verband dies mit der analytischen Begabung einer Wissenschaftlerin, deren Erfolg von der genauen und guten Beobachtung lebt. Im Zentrum ihrer Operette, die sie im Herbst 1944 schrieb, steht ein Conférencier, der durch die Revue führt. Diesem »naturaliste«, der Züge eines Zoodirektors und Zirkusdompteurs trägt, steht der Chor der Gefangenen gegenüber, der entsprechend der Lagerhierarchie in verschiedene Kategorien aufgeteilt ist. Die Operette, die im Titel auf Jacques Offenbachs »Orpheus in der Unterwelt« anspielt, ist eine Mischung aus kabarettistischer Revue und griechischer Tragödie, in der alle möglichen Versatzstücke der abendländischen Kultur zum Einsatz kommen. Plinius und Darwin werden ebenso zitiert wie Verse aus Corneilles »Cid« und Fabeln von La Fontaine. Die Namen einzelner Protagonistinnen wie »Lulu de Belleville«, »Dédé de Paris«, »Nénette«, »Lulu de Colmar« und »Titine« weisen dagegen auf weniger respektable künstlerische Vorbilder hin wie das Variété-Theater und die Tradition der französischen *music-hall*. Der rote Faden der Handlung besteht in der wissenschaftlichen Erforschung und Darstellung der Häftlinge durch den Conférencier: »Vous savez déjà que l'objet de ma conférence est l'étude approfondie d'une nouvelle espèce zoologique, celle des Verfügbar ... Je vais maintenant vous présenter un spécimen de l'Espèce pour que nous puissions en dégager les caractères essentiels«. (S. 22). Hinter der Bezeichnung »Verfügbar« verbergen sich all jene Häftlinge die – wie auch Tillion –, keinem spezifischen Arbeitskommando zugeordnet und deshalb allseits einsetzbar, »verfügbar« sind. Die Häftlinge dieser Kategorie bildeten das »Lumpenproletariat« des Lagers und waren besonders gefährdet. Im Dialog mit dem Chor der Häftlinge beleuchtet der »naturaliste« ihren Lageralltag und die Lagerhierarchie. Sein pseudowissenschaftlicher Diskurs und die zahlreichen Wortspiele ebenso wie die vorgetäuschte Naivität und Unwissenheit einzelner Protagonistinnen geben die Lagerrealität der Lächerlichkeit preis. Dabei werden auch die körperlichen Veränderungen der Inhaftierten, der Verlust ihrer Weiblichkeit in seltener Deutlichkeit thematisiert und »auf die Schippe genommen«. So beispielsweise in folgender Beschreibung des »Verfügbar«: »Vous avez remarqué, en effet, mes chères auditrices que notre sujet a l'air de fléchir sous son propre poids pourtant bien faible, phénomène qui correspond, soit à l'épuisement de son énergie vitale, soit à une décalcification avancée ... il y a un autre affaissement que

2 Peter PAN, Lachen – trotz Tod und Teufel. Gesänge hinter Stacheldraht. Kriegsnotizen eines Kabarettisten 1939–1945, Leipzig 1962.

nous ne pouvons, hélas, passer complètement sous silence. Mais c'est un sujet si triste que malgré notre insensibilité scientifique nous reculons devant les détails. Il s'agit des seins, dont je dirais seulement qu'ils ne sont plus des saints, mais des martyrs« (S. 66).

Nicht nur in künstlerischer und menschlicher Hinsicht bildet »Le Verfügbar aux Enfers« ein einmaliges Zeugnis. Den Historikern liefert die Operette auch interessante Hinweise auf die besondere Lagerrealität eines Frauenkonzentrationslagers. Dazu gehört – wie im angeführten Zitat – die Körpererfahrung von Frauen und an anderer Stelle die Thematisierung von Weiblichkeit und (Homo-) Sexualität. Erfreulicherweise wurde dieses außergewöhnliche Zeugnis vom Verlag in der ihm gebührenden Form veröffentlicht. So ist der Originaltext auf der rechten Buchseite als farbiges Faksimile und auf der linken gedruckt zu lesen, womit eine optimale »Rekonstruktion« gewährleistet wurde. Dort, wo das Kontextwissen zum Verständnis fehlt, helfen präzise erläuternde Kommentare von Anise Postel-Vinay, Freundin und Schicksalsgenossin in der Deportation. Schließlich ist der gesamte handschriftliche Text als ein zweites Faksimile in Nachahmung des Originals als kleinformatiges Heft dem prächtigen Band beigegeben.

Mechtild GILZMER, Berlin

Jörg GANZENMÜLLER, *Das belagerte Leningrad 1941–1942. Die Stadt in den Strategien von Angreifern und Verteidigern*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2005, 412 p., ISBN 3-506-72889-X, EUR 38,00.

This book is an excellent history of a Soviet region during the Second World War. Ganzenmüller worked in the German Military and in seven Russian archives and seems to have tracked every single relevant publication in order to write about Leningrad during the Second World War. A revision of a doctoral dissertation defended at the University of Freiburg in 2003, his book discusses the respective roles of the Wehrmacht and the Red Army, the evacuation of industry and people out of Leningrad, military production, famine, and Soviet terror on the inside, and the way in which Soviet and German societies used to remember the siege. It arrives at original and convincing conclusions.

Ganzenmüller argues that Adolf Hitler thought far less than is often assumed about the symbolic weight of Leningrad as the cradle of the Bolshevik Revolution. He worried far more about the addition through conquest of a large number of non-German mouths to feed, which he believed would create food shortages among the Germans. This obsession with food shortages helps to explain why on July 8, 1941, Hitler decided in principle not even to attempt to capture Leningrad. The Nazi goal became to seal it off, and the *Führer* began fantasizing about destroying it. The decision was made before the Red Army had been able to offer any resistance near the city. Even when Soviet resistance came, to Hitler military strategic considerations remained secondary.

The ultimate result was what Ganzenmüller calls a »Hungerpolitik«, or hunger policy, that was tantamount to genocide. The conscious Nazi policy to isolate Leningrad »was aimed at destroying large parts of a disliked population« (p. 79). Ultimately stemming from a racist outlook on the world, Hitler and his followers justified the mass murder to themselves as necessary for feeding the homeland, and thus for victory in the war. Their aggressive disavowal of responsibility for feeding the Soviet population quickly hardened into a doctrine to which all German decision makers in the field adhered. No Soviet surrender should be accepted. (The one exception was the supreme commander of Army Group North, Wilhelm Ritter von Leeb, who remained willing to accept Leningrad's surrender should it come.) The Nazis knew what happened next. As Joseph Goebbels put it in his diary in September 1941, a drama unfolded that had no precedence in world history. Hitler told an audience in November 1941 that Germany's opponent was going to »starve to death

in Leningrad«. In line with this thinking, the secret General Plan East of 1942, which planned to Germanize Soviet cities by twenty percent in five years and by half in fifteen years, did not even mention Leningrad.

Ganzenmüller argues that the *Genozid* against the people of Leningrad had various components. German artillery shelled bread factories, central food supply institutions, and (from the middle of December 1941) traffic into the city, and German soldiers were ordered to shoot refugees. (Though in practice, he adds, such shootings remained rare.) In addition, in the occupied regions close to Leningrad it was official policy to prevent the local civilian population from getting food, and tens of thousands of them were deported to barren places. Inside besieged Leningrad, 1 to 1.3 million civilians starved to death, or possibly about half of its population.

From the Nazi perspective, the genocide was not entirely successful. City life survived the first winter, and though Hitler in July 1942 planned the »removal« (flattening) of the city two months later, a Red Army attack on August 27 south of Lake Ladoga punched a hole in the German encirclement. Ganzenmüller sees similarities with the development of the Holocaust of the Jews in eastern Poland. He believes that had all the Jews been murdered, the Nazis would have focused their »dynamic of destruction« (*Vernichtungsdynamik*) on the Slavs of the Soviet Union. That is, the genocide against Leningrad was merely a first step in that broader direction, just as were the killing campaigns against the Soviet prisoners of war and disabled Soviet civilians.

Ganzenmüller argues that after the fall of 1941, when the German high command reduced the number of German troops in the Leningrad region, the Red Army was working to liberate Leningrad, not to *defend* it (as Soviet propaganda claimed); the Wehrmacht was both unwilling and incapable of taking it. Although some Russian historians have argued in recent years that Stalin could have broken the encirclement sooner if he had wanted to, Ganzenmüller's appraisal of the man is more nuanced. The Soviet dictator was wrong to believe that the Germans wanted to capture Leningrad, but he did notice the comparative strategic insignificance of the region. Moreover, he authorized five Soviet attempts from September 1941 to January 1943 to break the blockade. In the remainder of 1943, the city remained subject to German shelling, but the Leningrad front barely moved as the Soviet command waited with its final push. It saw good reasons for doing so. The food situation had vastly improved (that is, the issue was no longer to put an end to the famine inside the city) and Leningrad still had a useful role to play in Soviet propaganda as a testimony to Soviet resilience.

Before the war, no Soviet plans for a possible evacuation of Leningrad had been made. On July 11, 1941, Stalin ordered the evacuation of its industry. Reports about the actual number of evacuated Leningrad factories, machines, and work benches are contradictory, but Moscow was disappointed. The removal of people was a low priority. So-called »non-independent« civilians came on the evacuation lists only from July 1942, a time when regional party leader Andrei Zhdanov decided that Leningrad had to become a productive frontline city. Officially, until mid-April 1942, 1 287 088 people were evacuated, or some 40 percent of the population, followed by 262 000 more between late May and early December 1942. The resulting total of 1.75 million cannot be verified, Ganzenmüller notes, who adds that it perhaps included wounded soldiers. In all, the evacuation was chaotic and dysfunctional, but Ganzenmüller emphasizes that the results were impressive given the circumstances. In this sense, the evacuation was typical for the Stalinist system that tolerated chaos but that had the ability to mobilize. Its mobilization tools were the familiar mixture of actions by an activist minority, propaganda, and material incentives. Another system would have been less successful, Ganzenmüller seems to believe.

The three chapters about life inside Leningrad conclude that June 22, 1941, was not a rupture in the history of Stalin's system of rule. The methods of the regime and the response of

its subjects remained the same. Already before the German invasion, the regime had created a war atmosphere as well as a constituency of loyalists (such as members of the Communist Youth League). Ordinary people took the leading role of the Communist party for granted and the regime never faced a serious crisis of legitimacy. The prewar terror also continued, something which Western studies neglect and all post-Soviet Russian studies but one ignore. (The widely held view that Stalin loosened his grip stems, Ganzenmüller shows, from a handful of mistaken Russian writers and intellectuals.) The NKVD arrested many people, and it deported thousands – 16 500 ethnic Germans (in 1941), 59 200 ethnic Germans and ethnic Finns (in 1942), 40 200 »social aliens«, and 30 300 alleged criminals.

In April 1944, a Blockade Museum was opened in Leningrad that devoted attention to human suffering. But it closed again during the purge of the city's officials in the last years of Stalin's reign. Nikita Khrushchev declared ordinary Leningraders to have been heroes again, and built the large Piskarev Cemetery to commemorate the siege. But until the very end of the Soviet period, in Leningrad as elsewhere in Russia, the dead remained on the margins of a memory culture that focused on resistance, survival, and victory. Soviet public culture (and East German historiography along with it) presented the blockade as a heroic tale. The first public commemoration of the closure of the ring was only on September 8, 1986. West German historiography meanwhile tended to dismiss Leningrad as a minor military operation against a population that supported the Red Army and hence was a legitimate target. Both memory cultures were alike in that they did not think of the events as the history of a genocide. Ganzenmüller appears to be the first historian to do so.

»Das belagerte Leningrad« is a fluent, gripping, and convincing narrative that evinces a sure grasp of German and Russian sources and studies. I must slightly disagree with the author in only one respect. He mentions that the Wehrmacht insisted on extreme ruthlessness in Soviet territory even before the invasion, and that in May 1941 there were high-level talks about the inevitability of millions of famine deaths in the Soviet space. Yet Ganzenmüller says there are no indications that genocide of the Leningraders was on the cards (*feststand*) at that time (p. 61). Moreover, a different outcome remained possible even in the first months of Operation Barbarossa. This is supposedly suggested by the way the German invader treated two other Soviet cities, Kiev and Kharkiv (Kharkov). There the German authorities supposedly allowed city dwellers to obtain food on the outside. Actually, Kharkiv's fate resembled that of Leningrad, as Ganzenmüller writes earlier in his book, and there is a great deal of evidence that Kiev was deliberately starved. Thus by May 1941, a policy to starve Soviet city dwellers was not inevitable, but it was more likely than this book argues.

This excellent book should be widely read by historians of the Second World War and historians of Soviet history alike.

Karel C. BERKHOFF, Amsterdam

Sönke NEITZEL, Abgehört. Deutsche Generäle in britischer Kriegsgefangenschaft 1942–1945, Berlin (Ullstein-Propyläen) 2005, 639 S., 31 Abb., ISBN 13-978-3549-07261-5, EUR 26,80 – Richard OVERY, Verhöre. Die NS-Elite in den Händen der Alliierten 1945. Aus dem Englischen von Hans-Ulrich SEEBOHM und Udo RENNERT, Berlin (Ullstein-Propyläen) 2002, 656 S., 16 Abb., ISBN 3-549-07163-9, EUR 30,00.

Es ist inzwischen zu einer gängigen Formel geworden, daß die wissenschaftliche Beschäftigung mit der Geschichte des Zweiten Weltkrieges durch den Fall der Mauer eine neue Dynamik erhalten habe. Doch nicht nur im Osten, auch im Westen bergen die Archive noch Schätze, die es wert sind, entweder erstmals gehoben, oder aber – im Licht der inzwischen gewonnenen Erkenntnisse, noch einmal hervorgeholt und neu bewertet zu werden.

Neben Akten und amtlichem Schriftgut militärischer und ziviler Provenienz gehören hierzu auch die Zeugnisse der handelnden Akteure. Neben deren Aufzeichnungen und Tagebüchern sowie persönlichen Unterlagen von Photos bis hin zu Filmen sind im weitesten Sinne hierzu auch jene Unterlagen zu rechnen, die entweder nach der Gefangennahme bei Abhöraktionen, oder nach der Kapitulation bei den Befragungen im Vorfeld der alliierten Kriegsverbrechertribunale entstanden sind. Daß es sich hier um eine wertvolle Ergänzung unserer Quellenbasis handelt, deutete sich bereits vor einigen Jahren an, als die britischen Aufzeichnungen der Gespräche zwischen führenden Wissenschaftlern des Dritten Reiches bekannt wurden. Die beiden hier anzuzeigenden Bände unterstreichen diesen Eindruck nachhaltig.

»Die deutsche Generalität hat sich nach dem Ende des Zweiten Weltkrieges der kritischen Reflexion ihrer Rolle im Dritten Reich weitgehend verschlossen« (S. 7). Mit dieser Feststellung leitet der Mainzer Zeithistoriker Neitzel seine Auswahl aus den Abhörprotokollen ein, die 1996 vom britischen Geheimdienst freigegeben wurden. Es handelt sich um die Mitschriften der Gespräche, die deutsche Generäle nach ihrer Gefangennahme vom Spätsommer 1942 bis zum Herbst 1945 im Lager Trent Park bei London miteinander geführt haben. Aus der Masse des Materials hat er 189 Dokumente zu folgenden vier großen Themenschwerpunkten zusammengestellt: Einschätzung von Politik und Strategie; Kenntnis bzw. Mitwirkung an Kriegsverbrechen; Reaktion auf den 20. Juli 1944; Diskussion um die Gründung eines »Nationalkomitee West«. In den Protokollen kommen 63 Generäle, 14 Obristen, 5 Oberstleutnante, 3 Majore sowie 2 Oberleutnante und ein Leutnant zu Wort. Doch obwohl es sich um einen prominenten Personenkreis handelte – speziell mit Blick auf Frankreich neben dem General der Panzertruppen Heinrich Eberbach unter anderem noch der Festungskommandant von Brest, General der Fallschirmtruppen Bernhard Ramcke und der Wehrmachtbefehlshaber von Groß-Paris, General der Infanterie Dietrich von Choltitz – galt das Hauptaugenmerk weniger dem Einzelschicksal als dem Versuch, einen möglichst umfassenden Überblick über Inhalt und Relevanz der vermeintlich vertraulich geführten Gespräche in Trent Park zu geben. Zum Ausgleich hierfür findet der Leser in der Einleitung im Anschluß an eine Schilderung der Entstehung, Geschichte und des Alltags einen knappen Überblick über das Sozialprofil der Insassen des Lagers. Die Hinweise auf die Stimmung und die Atmosphäre, die unter den Gefangenen herrschte, werden durch zusätzliche Informationen am Ende des Bandes vervollständigt. Im Anhang findet der Leser neben allgemeinen Informationen zur Person, dem militärischen Werdegang und dem Zeitpunkt der Gefangennahme auch Auszüge aus den britischen Beurteilungen der Persönlichkeit und des Charakters.

Die Gespräche zwischen den deutschen Lagerinsassen zeigen, »war die Komposition aus Charakterprägung und Kriegserlebnis ... in jedem Fall individuell verschieden« (S. 28). Für sich allein genommen hatten weder Alter noch Konfession oder Herkunft, eher schon die jeweilige militärische Verwendung beziehungsweise der Zeitpunkt der Gefangennahme einen Einfluß auf die Einschätzung des Kriegsgeschehens und die persönliche Haltung zum NS-Regime. Die eigene Rolle bei Kriegsverbrechen, gleichgültig ob an der Ostfront oder aber – wie im Falle Ramckes – im Westen, wurden überraschend offen diskutiert. Interessant ist aber auch, am Beispiel der Erzählungen über die Haltung des Generalfeldmarschalls von Rundstedt zu sehen, wie früh bereits in der engsten Umgebung Hitlers Zweifel an einem erfolgreichen Ende des Krieges aufkamen. Die Nachricht vom Attentat des 20. Juli 1944 führte unter den Gefangenen zu lebhaften Debatten. Die Spekulation des britischen Geheimdienstes, der von dem Attentat überrascht worden war und sich nun durch deren schnelle Weitergabe wichtige Hintergrundinformationen versprach, wurde nicht enttäuscht. Das Schicksal der Verschwörer wurde mit großer Anteilnahme verfolgt. Die Mitschriften lassen darauf schließen, daß offenkundig nicht nur General von Choltitz, sondern auch Generalfeldmarschall Rommel sehr viel eindeutiger mit dem Widerstand sympathi-

sierte, als von der Forschung bislang angenommen wurde. Doch bewirkte die Sympathie noch kein Umdenken. In der Frage einer etwaigen Zusammenarbeit mit dem Gegner blieb man auch danach reserviert. Der Gedanke an die Bildung eines Pendants im Westen zur Gründung des »Nationalkomitees Freies Deutschland« im Osten kam für die Insassen von Trent Park nicht in Betracht. Eine Haltung, die den Herausgeber am Ende seiner Einleitung – und nach sorgfältigem Abwägen aller Argumente – zu dem insgesamt vernichtenden Urteil kommen läßt, »daß es ihnen – von Ausnahmen abgesehen – an der Courage fehlte, den besonderen Anforderungen der Zeit gerecht zu werden, sich von militärischen Ehrauffassungen zu lösen und im Sinne des eigenen Landes und des eigenen Volkes gegen eine verbrecherische Staatsführung zu agieren« (S. 84).

Im Unterschied zu den Mitschnitten von Trent Park sind die im Zuge der Ermittlungen des Internationalen Militärtribunals in Nürnberg durchgeführten Vernehmungen bereits seit geraumer Zeit bekannt. Um so überraschender ist, daß diese Unterlagen von der Forschung bislang kaum genutzt wurden. Die Vorbehalte gegen diesen Quellentyp waren Overy, Professor am King's College in London, durchaus bewußt. Doch wie er im ersten Teil seiner Dokumentation zu zeigen vermag, sind sie aus heutiger Sicht trotzdem überaus aufschlußreich, wenn man den jeweiligen Zeitpunkt und die Hintergründe ihrer Entstehung in Rechnung stellt.

Als zwischen den Alliierten die ersten Überlegungen hinsichtlich einer möglichen Verfolgung und Bestrafung der während des Krieges von Deutschen und Italienern begangenen Verbrechen angestellt wurden, waren die Meinungen geteilt. Der Weg, der schließlich nach Nürnberg führte, war steinig und hatte viele Windungen. Man war sich zunächst weder über die Zweckmäßigkeit, den anzuklagenden Personenkreis, noch über die Form und die juristische Grundlage eines solchen Verfahrens einig. Nicht nur auf sowjetischer, auch auf britischer Seite hegte man Zweifel, ob im Grunde nicht ein schnelles Verfahren mit einer anschließenden Hinrichtung der Hauptverantwortlichen zweckmäßiger und angemessener sein würde. Die Tatsache, daß nach dem Tod von Hitler, Himmler und Goebbels der Personenkreis, der eventuell vor Gericht gestellt werden konnte, neu definiert werden mußte und außerdem nicht nur neue juristische Tatbestände definiert wurden (Verschwörung und Planung eines Angriffskrieges sowie Verbrechen gegen die Menschlichkeit), sondern zudem neben Personen auch Organisationen angeklagt werden sollten, gab den Diskussionen schließlich eine neue Richtung.

Bei der Vorbereitung des Prozesses war es ein erklärtes Anliegen der Anklage, nicht nur schriftliche Beweise zu suchen, sondern ab dem Sommer 1945 dann auch möglichst viele Zeugen und nicht zuletzt auch die Täter selbst zu befragen. Wie Overy im ersten Teil an verschiedenen Beispielen aufzeigt, änderten die Hauptangeklagten während ihres Aufenthaltes in den beiden Internierungslagern Schloß Kramsberg bei Frankfurt, Codename »Dustbin« (die englische Bezeichnung für »Mülleimer«) und Mondorf-les-Bains in Luxemburg, Codename »Ashcan« (dem entsprechenden amerikanischen Äquivalent) ihr Verhalten. Der Fund immer neuer belastender Dokumente spielte in diesem Zusammenhang ebenso eine Rolle wie die Tatsache, daß den Beschuldigten trotz ihrer Gefangennahme offenbar erst allmählich klar wurde, daß sie tatsächlich unter Anklage gestellt werden würden. Außenminister von Ribbentrop erschien im August bei seiner Ankunft in Nürnberg als »blaß, abgemagert, schäbig gekleidet, unruhig, furchtsam, ... ein gebrochener Mann«. Zwei Monate zuvor hatte er sich hingegen noch »umgänglich und sogar witzig« (S. 153) gegeben. Freimütig hatte er sich nicht nur über seine eignen politischen Überzeugungen geäußert, sondern auch über die Naivität, mit der er an der Seite Hitlers in der Außenpolitik agiert habe. Keitel wiederum machte anfangs durch kenntnisreiche Schilderung der Details deutlich, daß er über weitaus mehr Einblick in die Hintergründe und militärischen Notwendigkeiten verfügte, als ihm später unterstellt wurde. Und Göring schließlich, von dem seine Piloten bei Kriegsende überzeugt waren, daß er schon lange den Blick für die Realität verloren hatte, machte deut-

lich, daß er über die Vorzüge der neuesten technischen Entwicklungen ebenso auf dem laufenden war, wie über die Defizite und Versäumnisse der deutschen Luftkriegführung.

Atmosphäre und Verlauf der Vernehmungen unterlagen, wie Overy aufzeigt, im Laufe der Monate einem deutlichen Wandel. Schacht war einer der wenigen, der auch nach Aushängung der Anklageschrift unbeirrt an seinem ursprünglichen Kurs festhielt. Die meisten seiner Mitangeklagten hingegen änderten spätestens zu diesem Zeitpunkt ihre Strategie und stritten zu Beginn des Prozesses ihre Verantwortung und Täterschaft vehement ab. »Der reuelose Göring« und »der hilfreiche Speer« hingegen versuchten, wie diese Charakterisierungen durch die Vertreter der Anklage schon andeuten, ihren eigenen Weg zu gehen. Im Grunde befolgten sie den Rat eines Vernehmers, der entnerft von Ribbentrop diesen angefahren hatte »wie lächerlich es ist, hier zu sitzen mit Ihnen und Ihren »wenn« und »aber« und »vielleicht« und nichts zu sagen, denn das wird Ihnen beim Prozeß nicht helfen. Sie müssen irgendeine Art Geschichte finden und dabei bleiben« (S. 88f.).

Der erste Teil des Buches ist eine knappe Darstellung der Vorgeschichte des Prozesses und der Ermittlungsmethoden, hauptsächlich der Amerikaner und der Briten, vereinzelt auch der Sowjets. Franzosen hingegen treten kaum in Erscheinung. Im zweiten Teil (rund 400 S.) hat Overy zu verschiedenen Themenschwerpunkten Auszüge aus den Verhörprotokollen zusammengestellt. Überwiegend handelt es sich dabei um Unterlagen aus den persönlichen Akten von John H. Amen, dem Chef der amerikanischen Interrogation Division, die laut Vorbemerkung für die Edition aus dem Englischen ins Deutsche rückübersetzt wurden. Jedem der zehn Kapitel ist eine kurze Einführung vorangestellt. Die Themen reichen von den Ansichten über Hitler und Göring (den »schlimmsten Verbrechern der Welt«), Krieg und Völkermord, die beiden Sonderfälle Heß und von Papen bis hin zur Frage nach den Motiven für die Bekenntnisse von Speer beziehungsweise den Selbstmord von Ley vor Eröffnung des Prozesses. Ein eigenes Kapitel ist den Mittätern und der Leugnung der Verantwortung gewidmet. Den Abschluß machen Überlegungen zu Deutschlands Zukunft, die Ley und Schacht im Verlauf ihrer Vernehmungen entwickelten und von einer überraschenden Weitsicht zeugen.

Der besondere Reiz der Auswahl besteht darin, daß bisweilen – je nach Thematik – den Einlassungen der Hauptangeklagten vereinzelt die Ergebnisse weiterer Befragungen im Rahmen der Vorbereitung der Anklage gegenübergestellt wurden. So finden sich neben Aussagen von 10 der insgesamt 24 Hauptangeklagten (Göring, Speer, von Ribbentrop, Jodl, Keitel, Heß, von Papen, Ley, Frick und Schacht) auch Auszüge aus Befragungen von Karl Brandt, Hans-Heinrich Lammers, Albert Göring, Dieter Wisliceny, Ernst von Gottstein, Eugen Horak, Rudolf Höß, Otto Moll, Ingeborg Sperr, Hildegard Fath, Dietrich Stahl und Heinz Guderian. Im Rückblick überrascht, daß die Anklage auf diese Weise bereits wenige Wochen nach dem Ende des Krieges Details in Erfahrung zu bringen vermochte, über die in der Forschung bis in die jüngste Vergangenheit intensiv diskutiert wird. Die Aussage von Dieter Wisliceny zum Beispiel, Eichmanns »rechte Hand«, lieferte seinerzeit die ersten Anhaltspunkte nicht nur zur Frage nach der Bedeutung des Begriffs der »Endlösung der Judenfrage«, sondern auch im Hinblick auf deren Beginn und Organisation. Seine nüchternen Berechnungen sind ebenso wie die Schilderungen von Rudolf Höß, dem Kommandanten von Auschwitz, eine bedrückende Lektüre. Vor diesem Hintergrund ist bisweilen erschreckend, daß es Technokraten der Macht wie Speer und selbst Männern vom Schläge eines Schacht noch im Nürnberger Gefängnis offenkundig wenig Mühe bereitete, ihr Gegenüber durch ihre Sachkenntnis und kühle Einschätzung der deutschen Wirtschafts- und Finanzlage für sich zu einzunehmen. Und auch im Gespräch mit Göring, in den Augen der Amerikaner der »Nazi n° One« und laut Eintrag in der britischen Kriegsverbrecherkartei ein »Schwindler«, fiel es einigen der Vernehmer offensichtlich schwer, im persönlichen Umgang stets die notwendige Distanz zu wahren.

Stefan MARTENS, Paris

Hans Erich NOSSACK, *The End – Hamburg 1943*. Translation & Foreword Joel AGEЕ. Photographs Erich ANDRES, Chicago, London (University of Chicago Press) 2004, 87 p., ISBN 0-226-59556-0, USD 20,00.

This is a brief book of extraordinary power. Nossack was a German writer who by chance witnessed the Allied bombing of Hamburg in late July 1943 from a cottage on the heath outside the city. Three months later he chose to write a brief essay about what he had seen. It was reproduced in his collection of stories under the title »Interview mit dem Tode« some years later. The collection was read by Joel Agee, a young American in Berlin, who later translated the essay out of a desire to show it to friends and family. It is this translation of a work originally entitled »Untergang« (a word now familiar to audiences worldwide as the title of a film on the last days of Hitler) that has finally been published, some 26 years after Nossack's death. Agee has chosen to call the essay not »Downfall«, as the film is called, but »The End«. He has done so because he shares Nossack's own conviction that the bombing of Hamburg was an apocalyptic event. »It was the end«, wrote Nossack, »what people had been waiting for« (p. 9).

The essay itself is brief and unadorned, but Nossack succeeds in no more than 63 pages of text in conveying a remarkable sense of what it is that bombing on such a genocidal scale does to those who experience it. He starts from the controversial premise, familiar from much of the writing on the Holocaust, that mere rationality will never be sufficient to comprehend what happened in the firebombing of the city. His essay is a poetic evocation of that reality, poignant but never pathetic. He watched the bombing from a distance, but then went into the stricken city to see for himself. He is honest enough to admit that to all voyeurs of disaster there is a sense of thrill as well. As he drove into Hamburg he experienced a »feeling of joy« (p. 35), as if somehow the destruction had created the possibility to move on or to start again. Though there is no mention in the whole essay of National Socialism or of the coils with which the dictatorship suffocated the German population, it is hard not to see in this sense of liberation a temporary emancipation from the system.

His impressions of the bombing were unmediated and immediate. It would be interesting to speculate about what he might have written six months or a year later. The reactions of the population are those of the first stunned days of realisation. Nossack's observations confirm what many other studies of bombing have done. Most people were apathetic during the first days after the attack, surprising Nossack with what he calls their »uncanny silence« (p. 17). He expected them to complain more, but he found no-one who blamed the government or the enemy. Instead he observed the development of a strongly autonomist, anti-state attitude. People in Hamburg expressed a tacit contempt for »the impotence of the state« (p. 33), which had neither the capacity to prevent the attack nor the means to cope with its direct aftermath. The bombing powers expected a rather different outcome. The whole assault on »morale« was predicated on the idea that public sentiment would shift strongly against the government. In fact for most victims of bombing what the state did or did not do was largely irrelevant. They were freed from the restraining hand of state conformity since there were no rules (save the brutal edicts on looting) to cover the utter destruction of a major city. Nossack described this shift in outlook in arresting terms. Men, he concluded, lie about reality; it was only permissible to talk about the bombing »in the language of women« – in terms of what had been lost and what might be salvaged from the home, but also in terms of a private sphere that the state of men could not invade or transcend at that moment.

This insight is one of many that make Nossack's essay a classic of its kind. Agee's brief and sensitive introduction is well aware of the issues that Nossack does not address, but more could be made of the relation between this early essay and the current debate on the »morality« of bombing German cities. It is striking that Nossack never makes any attempt to discuss retribution or to delineate the attacks as crime; yet the bleak and matter-of-fact

style of the writing makes the evidence of German victimhood all the more real. These people in Nossack's essay are universal, as recognisable in Baghdad and Beirut today as they were in scores of European cities during the Second World War.

The whole question of whether area bombing was a war crime has been opened up by Jörg Friedrich in »Der Brand« (2002) and more recently by the British philosopher Anthony Grayling in »Among the Dead Cities« (2006). The current consensus inclines to accept that bombing was a war crime, but the terrible conclusion from Nossack's account is how little relevance the wider moral issues have to those who are the immediate victims of bomb attack. The only issue the victims confront is survival. If they had the opportunity they would think not philosophically but practically: how can states be persuaded or deterred from bombing in the first place? The harsh truth, which Nossack did not live to see, is that all the suffering of Hamburg, or Dresden or Hiroshima has done nothing to dent the hubristic ambition of the two states that bombed Germany and Japan from using bombing as their strategy of choice in almost every conflict in which they have been involved since 1945. It is at this narrow audience that »The End ought« to be directed.

Richard OVERY, Exeter

Les populations civiles face au débarquement et à la bataille de Normandie. Textes rassemblés et édités par Bernard GARNIER, Jean-Luc LELEU, Françoise PASSERA et Jean QUELLIEN, Caen (Éditions du Mémorial de Caen) 2005, 320 S., ISBN 2-916392-00-9, EUR 25,00.

Kriege besitzen historisch gesehen nichts Eindeutiges. Dies gilt sowohl für die großen Auseinandersetzungen der Vergangenheit als auch für die (vermutlich) zu erwartenden »kleinen« Konflikte der Zukunft. Auf eine knappe Formel gebracht, könnte man konstatieren: Einen Krieg, dessen Geschehnisse, vor allem auch moralisch, widerspruchsfrei wiedergegeben werden können, gibt es nicht. Ein solcher Konflikt ist nur noch nicht richtig ins Licht der Öffentlichkeit und der Forschung gerückt.

Ein sehr gutes Beispiel hierfür bilden die Ereignisse, die sich bei der Befreiung Frankreichs gegen Ende des Zweiten Weltkriegs abspielten. Lange Jahre, insonderheit, als de Gaulle noch die Geschicke Frankreichs lenkte, galt das Geschehen seit Anfang Juni 1944 als Paradebeispiel für die gelungene Befreiung von einem brutalen Regime und der Beginn der Retablierung der Demokratie auf dem europäischen Kontinent. Vor allem in den USA liebt man bis heute die Perspektivenbildung auf langer Zeitachse, d. h. von 1944 über das Ende des Kalten Krieges 1989/90 bis zu den »neuen« Aufgaben von heute und der dazu nötigen Solidarität (3. Golfkrieg). In Frankreich selbst betonte man vor allem die eigene Rolle im gemeinsamen Bündnis gegen Hitler, hier insbesondere die nationale Widerstandskraft im allgemeinen und die Résistance im besonderen.

Mit fortschreitendem Abstand vom Kriegsende traten indes allmählich Zweifel am moralischen Gesamtgebäude zutage. Die Rolle nicht nur des Vichy-Regimes unter der deutschen Besatzungsmacht geriet in den Fokus. Antisemitische Tendenzen und Auslieferung von Juden wurden ruchbar, dies nicht zuletzt auch vor dem Hintergrund der Vorkriegsgeschichte. Während der dreißiger und vierziger Jahre hatte es bereits rechte und rechtsradikale Strömungen gegeben, deren Angehörige auch nach der Niederlage von 1940 nicht automatisch gegen alle Ziele des Nationalsozialismus waren. Die Masse der Bevölkerung verhielt sich während der sogenannten »schwarzen Jahre« eher gleichgültig. Diese historischen Erkenntnisse trugen zur Differenzierung bei, führten aber noch keineswegs zu einer erschöpfenden Neubilanzierung aller Aspekte. Insbesondere eine Dimension, die gerade für die Kriege des 20. Jhs. erkanntermaßen eine zentrale Bedeutung gewonnen hat und die einen maßgeblichen Indikator für den Grundcharakter eines Krieges darstellt, wurde häufig recht sparsam behandelt: das Schicksal der passiven Zivilbevölkerung vor dem Hintergrund

der genuin militärischen Geschehnisse. Immerhin kamen Zehntausende Franzosen bei alliierten Bombenangriffen ums Leben, und auch die Landung in der Normandie forderte einen hohen Blutzoll.

Mit letzterem Aspekt befaßt sich das hier zu besprechende Sammelwerk, das die Ergebnisse einer internationalen Tagung, die im März 2004 stattfand, zusammenfaßt. Der Band bietet einen systematischen Zugang zu zahlreichen Aspekten der Geschehnisse, wobei insbesondere auch ein multiperspektivischer Blickwinkel (Franzosen, deutsche Besatzungstruppen, anglo-amerikanische Seite, teils mit Innendarstellung, z. B. Presse) eingenommen wird. Dieses Vorgehen ist genauso positiv hervorzuheben wie die Tatsache, daß die problematischen Züge der Besatzungsherrschaft aus französischer Sicht, die keineswegs nur marginalen Charakter tragen, adäquat behandelt werden. Damit gewinnt das Werk auch Bedeutung für die überregionale Dimension.

Die im Grundsatz überaus instruktive Hinführung zum Thema (Einleitungsteil und erste Sektion »Bombardements et populations civiles«) zeigt u. a. die Entwicklung der Luftkriegsstrategie und des Kriegsvölkerrechts bis zum Zweiten Weltkrieg und deren Folgen für die Zivilbevölkerung auf. Dabei werden insbesondere auch die Verluste in Deutschland behandelt. Für den deutschen Betrachter wäre es in diesem Zusammenhang äußerst interessant gewesen zu erfahren, ob man in Frankreich die sogenannte »Opfer-Debatte« in der Bundesrepublik, in der der Luftkrieg ja eine prominente Rolle spielt, rezipiert hat und ob diese irgendeinen Einfluß auf die Forschung, auch den Gang der Erkenntnisgewinnung aus der primären Quellenarbeit, besitzt. Nach Lage der Dinge sieht es jedoch eher so aus, daß »Jubiläen« und regionale Prämissen die entscheidenden Faktoren darstellen.

Sehr gut werden die Hauptaspekte des strategischen Luftkrieges dann mit dem eigentlichen Hauptthema verknüpft. Die strategischen Verbände der RAF und der USAAF wurden kurz vor der Landung vom Kampf gegen die deutschen Städte abgezogen und gegen die Normandie eingesetzt. Dabei kam es zu einem Kompetenzgerangel zwischen Briten und Amerikanern, bei dem auch die moralische Dimension eine Rolle spielte. Die führenden Generäle der alliierten Bomberverbände Harris, Doolittle und Spaatz waren der Auffassung, daß die strategischen Bomber im taktischen Einsatz wenig nützten, konnten sich aber gegen den alliierten Oberbefehlshaber, Eisenhower, der die Rückdeckung des US-Präsidenten besaß, nicht durchsetzen. Dieser vertrat die Meinung, daß alles daran gesetzt werden müsse, das Blut der eigenen Soldaten zu sparen und ordnete daher massivste Angriffe gegen die deutschen Stellungen an. Die Bombardierungen führten dann zu großen Zerstörungen und entsprechenden Menschenverlusten in den nahegelegenen französischen Ortschaften, ohne die gewünschten militärischen Ergebnisse zu zeitigen. Churchill selbst hatte im Vorfeld der Landung größere Skrupel in bezug auf die zivilen Opfer gezeigt, ohne jedoch substantielle Änderungen am Ausmaß der Luftangriffe herbeiführen zu können. Es wird deutlich, daß das Schicksal der Zivilbevölkerung deutlich hinter der Erhaltung des primären Kampfpotenzials rangierte, mit dem der Krieg ja gewonnen werden mußte. Auf Seiten der Franzosen wurde dies offenbar zumindest teilweise ebenso gesehen. In Saint-Lô z. B., einer der am schwersten zerstörten Stadt, wurden die US-Truppen dann begeistert empfangen. Hier liegt wohl einer der zentralen Erklärungen dafür, warum in Frankreich trotz tausender Luftkriegstoten eine »Opfer-Debatte« wohl kaum den Stellenwert wie in Deutschland gewinnen dürfte.

Die folgenden Sektionen handeln dann sämtliche wichtigen Aspekte der Landung nacheinander aus dem Blickwinkel der Zivilbevölkerung ab. Im Abschnitt »Les civils, victimes et acteurs de la bataille de Normandie« kommt zunächst die Evakuierung der Bevölkerung zur Sprache. Deutlich wird, was schon von entsprechenden Studien in anderen Zusammenhängen offengelegt wurde: die meist defizitäre Ausstattung und Organisation der Hilfeleistung. Es gab keine systematischen Anstrengungen zu einer Räumung der drei zuallererst betroffenen Departements (Manche, Calvados, Orne), was keineswegs nur daran lag, daß der Besatzungsmacht und den zuständigen französischen Behörden der genaue Termin der

Landung nicht bekannt war. In vielen Fällen reagierte man viel zu spät, d. h. erst, als die Kämpfe schon sehr nahe an die Orte gerückt waren.

Die deutsche Seite war zuallerst am Wohlergehen der eigenen Truppen interessiert, behandelte die französische Zivilbevölkerung nach diesem Maßstab und entsprechend nach Gutdünken. Die zuständige Organisation auf französischer Seite, die SIPEG¹, »[...] n'étant pratiquement pas présent« und konzentrierte sich eher auf die Schaffung einer Auffangorganisation im Hinterland. In den »Front«-Departments waren daher die Bürgermeister bzw. die Präfekte häufig auf sich allein gestellt. Der Ablauf der Evakuierung gerierte sich dann auch unübersichtlich bis chaotisch. Teils erzwangen die örtlichen Wehrmachtskommandeure die Evakuierung, dies meist mit kürzester Terminsetzung, teils organisierten die Bürgermeister sie, teils machte sich die Bevölkerung mit den Rucksäcken, Fahrrädern, Karren und Fuhrwerken selbst auf den Weg. Ein Teil der Bewohner blieb in den Häusern, bezahlte dafür dann in gewissem Umfang auch mit dem Leben. Die Alliierten ihrerseits nahmen wenig Rücksicht, nachdem die Kampagne angelaufen war. Man hatte z. B. lediglich kurz vor Beginn der schweren Bombardierungen am 6. Juni noch schnell Flugblätter abgeworfen, in denen die Bevölkerung aufgefordert worden war, sich in die Wälder oder die Fluren zu flüchten.

Die Bedingungen waren insbesondere für Kinder und Senioren wenig erbaulich. Viele kamen nach anstrengenden Märschen erschöpft und krank in den Aufnahmegebieten an. Sie hatten teils schreckliche Szenen gesehen und waren teils selbst unter Beschuß geraten. Besonders demoralisierend war der Anblick von Leichen Angehöriger oder auch die Kenntnisnahme der Leiden von Tieren. So berichten viele Augenzeugen mit Schrecken vom Brüllen der Fleckviehherden, die tagelang verlassen auf den Weiden standen, ohne gemolken zu werden. Hier werden Parallelen zu den Augenzeugenberichten deutscher Zivilisten in den Ostgebieten deutlich: Aufbruch in kürzester Zeit ohne systematische Vorbereitung, Erfahrung der militärischen Gewalt und Kenntnisnahme von menschlichem und tierischem Leid. Der Grad des Grauens unterschied sich indes. Das Erleben der Bevölkerung der Normandie war zwar teils tragisch, teils schrecklich und von persönlichen Schicksalsschlägen gekennzeichnet, dennoch verlief das Ganze im Vergleich zu den deutschen Ostgebieten relativ moderat ab. Es kam zwar teils zu Plünderungen durch deutsche Truppen, teils auch durch alliierte Soldaten und französische Zivilisten, jedoch fanden massenhafte Vergewaltigungen, Massaker durch reguläre Truppen oder Dauerbeschuß aus der Luft gegen Trecks nicht statt.

Der Krieg im Westen verlief im Vergleich zum Osten in fast jedweder Hinsicht weniger radikal. Dies gilt auch für die Zeit nach dem Ende der militärischen Auseinandersetzungen. Die Bewohner der französischen Departments kehrten zum Teil recht rasch in ihre Wohnungen zurück, ein Teil jedoch erst nach Jahren und Jahrzehnten (vgl. dazu das Schicksal vieler Bombengeschädigter in Deutschland wie bei Katja Klee, Im »Luftschutzkeller« des Reiches, beschrieben). Für die deutsche Zivilbevölkerung östlich der Oder-Neiße-Linie hingegen gab es kein Zurück mehr. Sie wurde entweder nach Sibirien verschleppt oder 1947/48 endgültig nach Westen vertrieben. Damit soll an dieser Stelle keineswegs eine Relativierung oder gar Aufrechnung erfolgen, wie dies in verschiedenen Kreisen in der Bundesrepublik bei vergleichbaren Theman aus teils recht durchsichtigen Gründen geschieht. Das Schicksal von Zivilisten in militärischen Kämpfen ist immer individuell zu würdigen. Gleichwohl wäre es zu wünschen, daß in Europa gerade aufgrund der traurigen Erfahrungen eine tieferes Verständnis hierfür erwächst, gewissermaßen eine Solidarität der passiv Leidenden als Basis für Toleranz und zumindest Mitfühlen für vergleichbare Schicksal – dies gerade auch vor dem Hintergrund der globalen Konflikte und deren Auswirkungen vor allem auf Frauen, Kinder und Alte.

1 Service interministériel de protection contre les événements de la guerre.

Daß diese speziellen Kehrseiten der Libération auch in Frankreich bis heute letztlich nur beschränkt in den Fokus rückten, lag an Wirkungszusammenhängen und Prioritäten, die sofort danach zu Tage traten. Obwohl die Résistance militärisch gesehen kaum eine Rolle bei der Landung spielte, wie in einem der Kapitel des Bandes deutlich wird, bildet sie ein zentrales staatspolitisches Symbol für die Franzosen. Die Nation konnte sich ex-post hinter den Widerstandskämpfern versammeln und so kollektiven Widerstand zumindest suggerieren. Im Laufe der Zeit erwies sich die damit verbundene Legitimation als nicht widerspruchsfrei, teilweise sogar brüchig. Mögliche Probleme dieser Art wurden im direkten Gefolge der Landung jedoch erst einmal hintangestellt. Für de Gaulle stand zunächst die symbolische (Wieder-)Inbesitznahme der Grande Nation im Vordergrund. Dies erwies sich aus mehreren Gründen als heikle Aufgabe. Das französische Selbstbewußtsein ruhte auf schwachen Beinen. Man hatte sich von anderen Leuten befreien lassen müssen, was sich unter anderem auch dadurch manifestierte, daß das alliierte Oberkommando erst einmal eine Militärverwaltung installieren wollte. Letzteres ging für de Gaulle auf keinen Falle an. Es kam zu heftigen Auseinandersetzungen, in deren Gefolge die Alliierten einer rein französischen Zivilverwaltung zustimmten. De Gaulle begab sich sofort nach Herstellung einigermaßen sicherer militärischer Verhältnisse in die ersten befreiten Städte und proklamierte die Rückkehr Frankreichs als freie Nation. Dabei strickte er auch in erheblichem Maße an seiner eigenen Legende. Für den Betrachter bietet sich aus der Darstellung und den Bildern im Band indes teils ein nur begrenzt heroisches Bild. De Gaulle bereiste offenbar in aller Eile Städte und Dörfer, um politische Autorität zu gewinnen. Für den Einzug in Paris mußte er auf die militärischen Erfolge der Briten und Amerikaner warten.

In der nächsten Hauptsektion des Bandes werden die Ereignisse aus der unterschiedlichen Sicht der beteiligten Gegner geschildert. Dabei werden alle wichtigen Gruppen berücksichtigt: die französische Zivilbevölkerung, die Briten, die Amerikaner (z. B. Kriegsheiraten französischer Frauen), Polen und Kanadier.

Aus deutscher Sicht ist die Rolle der Besatzungstruppen besonders interessant. Der Text zeigt sehr deutlich deren repressives, ja teils brutales Verhalten und berichtet auch sehr genau von den Massakern der Waffen-SS. Dennoch, und dies zeigt erneut die Stärke des Werkes, werden auch andere Seiten präsentiert. Keineswegs verhielten sich die deutschen Soldaten *stets* brutal oder auch herablassend. Die Zahl der durch deutsche Massaker getöteten Franzosen betrug im übrigen nur einen Bruchteil der Opfer durch alliierte Bombenangriffe. Zahlreiche »einfache« Landser pflegten durchaus ein gutes Verhältnis zu den Franzosen. Dies lag auch daran, daß ihnen dies von französischer Seite vielfach leichtgemacht wurde. Keineswegs kam es nämlich nach dem Mai 1940 zu einem kollektiven heroischen Widerstand. Die Bevölkerung gerierte sich teils schon zu dieser Zeit kooperativ bis freundlich und dies keineswegs nur von seiten offener Kollaborateure.

Diese Tatsache ist nicht gerade angetan, einen Kollektivmythos zu begründen. Das Gleiche gilt für vereinzelte Ausschreitungen französischer Zivilisten gegen alliierte Flieger, wie z. B. im Falle von Luftangriffen gegen Rouen. Dabei wurden Besatzungsmitglieder zusammengeschlagen, was Gestapo und SS durchaus mit Wohlwollen registrierten. Umgekehrt waren sich die alliierten Landungstruppen keineswegs sicher, ob sie allenthalben mit offenen Armen empfangen würden. Es herrschte durchaus Mißtrauen und Angst. Meist kam es dann jedoch zu rascher Verbrüderung mit den Befreiern, dies auch in stark zerstörten Städten. Insgesamt bietet sich ein facettenreiches Bild, eine Mischung aus passivem oder aktivem Widerstand, Indifferenz, Kollaboration und begrenzter Kooperation.

Ähnlich differenziert widmen sich die beiden abschließenden Sektionen der Verarbeitung der Besatzungszeit und dem Gedenken. Neben sehr instruktiven Kapiteln zur Opferbilanz und Schadensbeseitigung (v. a. auch das Räumen der Landminen) findet der Leser dort einen sehr guten Abschnitt zu den politischen Säuberungen. Im Kapitel »Épuration et société: les ambivalences de l'opinion« wird deutlich, daß diese keineswegs entlang klarer

Linien verlief. Eindeutige Schuldzuweisungen waren trotz eines aufwändigen Verfolgungs-Gesetzes- und Gerichtsapparates, zu dem auch ein großangelegtes Spitzelsystem gehörte, in vielen Fällen nicht möglich. Etliche Verdächtige wurden freigesprochen, in einer Reihe von Fällen wurde nach einiger Zeit aufgrund von Interventionen aus der Gesellschaft die Strafe gemildert oder aufgehoben (*désépuration*). Das Interesse vor Ort ließ dann recht rasch nach. Die Leute legten in erster Linie Wert darauf, daß nationale und vor allem auch lokale Hauptkollaborateure hart bestraft wurden. Mindere Fälle wurden öffentlich gebrandmarkt, verschwanden dann aber offenbar rasch aus dem Bewußtsein. Insgesamt könnte man vielleicht die These vertreten, daß hier eher eine kollektive Reinwaschung stattgefunden hat, weniger die systematisch durchgeführte Bestrafung.

Schließlich wird noch die Erinnerungskultur behandelt. Die Normandie hatte am Ende der Landung 20 000 Tote in der Zivilbevölkerung und schwerste Verwüstungen in den Städten zu verbuchen – eine erschreckende Bilanz. Im Kapitel zu den Gräbern wird dieser Eindruck durch recht drastische Schilderungen zur Bergung der toten Soldaten noch wesentlich verstärkt. Ähnlich wie in Deutschland kam es in den Jahrzehnten nach 1945 zu teils hitzigen Debatten um die Bedeutung der Opfer und vor allem auch der Höhe der Verluste. Erst langsam und nach aufsehenerregenden medialen Ereignissen beruhigte sich der Streit. Es zeigt sich, daß bei schrecklichen Ereignissen dieser Art – egal, ob sie flächendeckend vonstatten gehen oder nur in einer Region – mindestens fünfzig Jahre bzw. ein ganzes Menschenleben vergehen muß, bevor die Verarbeitung abgeschlossen ist. Vielleicht gibt es auch gar keine ›wirkliche‹ Verarbeitung. Die Generation, die Derlei erlebt hat, nimmt ihre Wunden, vernarbt oder nicht, mit ins Grab.

Insgesamt kann man konstatieren, daß Frankreich keineswegs mit einer vollständig ›reinen‹ Weste aus dem Zweiten Weltkrieg gekommen ist. Ein Terror-System, wie das nationalsozialistische, wirkt, ethisch gesehen, flächendeckend zersetzend und desavouiert jede Gesellschaft, die unter ihm lebt. Deutschland wurde dadurch moralisch vernichtet, Frankreich angeschlagen. Inhaltlich hochwertige Werke, wie das hier besprochene, sind überaus wichtig und verdienen eine adäquate Berücksichtigung in der Öffentlichkeit. Leichter hätten sie es dabei, wenn der internationale Forschungsstand (z. B. zum Bombenkrieg) stärker rezipiert, die komparatistische Seite noch etwas besser berücksichtigt und die Ausstattung erweitert würde (z. B. Index).

Bernd LEMKE, Potsdam

Guy PENAUD, *Les crimes de la division »Brehmer«*. Préface Roger RANOUX, Périgueux (La Lauze) 2004, 427 S., ISBN 2-912032-65-2, EUR 28,00.

Es dürfte unter seriösen Historikern heute kein Zweifel mehr darüber bestehen, daß im Zweiten Weltkrieg im besetzten Frankreich nicht nur die Waffen-SS, sondern auch die Wehrmacht häufig mit rigoroser Härte und bisweilen mit unerhörter Brutalität gegen den bewaffneten Widerstand vorging. Nach Kriegsende vergingen fast sechzig Jahre, bis Ahlrich Meyer¹ auf eine ganz besonderes Anti-Partisanenunternehmen in den Départements Dordogne, Corrèze und Haute-Vienne im Frühjahr 1944 hinwies: Es handelte sich dabei um die sogenannte »Aktion Brehmer«, bei der neben zahlreichen Résistants und Zivilisten auch gezielt Juden gesucht und erschossen bzw. deportiert wurden. Mangels zeitgenössischer deutscher Dokumente blieben aber einige Fragen offen oder wurden nur oberflächlich analysiert, so nach der Verantwortlichkeit für die Verbrechen sowie die Ein-

1 Ahlrich MEYER, *Die deutsche Besatzung in Frankreich 1940–1944. Widerstandsbekämpfung und Judenverfolgung*, Darmstadt 2000. Vgl. dazu auch die Besprechung von François Marcot in diesem Band.

ordnung dieses Unternehmens in den Gesamtzusammenhang der deutschen Partisanenbekämpfung in Frankreich.

Der ehemalige Polizeikommissar und mittlerweile renommierte Lokalhistoriker Guy Penaud hat in dem vorliegenden Buch in mühevoller Klein- und Kleinstarbeit alle zur Verfügung stehenden französischen Quellen auf lokaler Ebene ausgewertet und den Verlauf der »Aktion Brehmer« minutiös rekonstruiert. So wissen wir nun genau die Zusammensetzung dieser ad hoc aufgestellten »Division Brehmer«. Es handelte sich dabei um eine Reihe von Sicherungsbataillonen, Flakeinheiten und einem Georgier-Bataillon, die im Auftrag des Militärbefehlshabers in Frankreich in der letzten März- und den ersten Aprilwochen des Jahres 1944 in dieser unruhigen Region den französischen Widerstand bekämpfen sollten. Ihnen waren mehrere Duzend Offiziere und Beamte der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes (Sipo-SD) beigegeben. Die »Division Brehmer« zog in diesen Frühlingstagen mordend und brandschatzend durch den Südwesten Frankreichs. Penaud kann hierbei exakt den Tathergang in jedem einzelnen Dorf und jeder Gemeinde rekonstruieren. Dabei wird mehr als deutlich, wie systematisch die Deutschen bei ihrer Arbeit vorgingen. Besonders verdienstvoll ist es, wenn der Autor die Opfer benennen kann und sie aus der Anonymität befördern kann. Die zahlreichen Toten erhalten zwar in den meisten Fällen dadurch leider kein Gesicht mehr, zumindest aber wieder einen Namen.

So verdienstvoll die Arbeit auch ist, sind aber auch einige Kritikpunkte anzumerken. So listet Penaud im Anhang alle (französischen) Opfer der »Aktion Brehmer« namentlich auf und kommt dabei auf eine Gesamtzahl von knapp 350 Toten. Direkt nach dem Krieg ging man hingegen von »nur« 210 Toten aus und setzte diese Zahlen sukzessive auf knapp 250 und schließlich auf gut 270 hoch. Penaud erwähnt diese voneinander abweichenden Zahlen nicht, so daß der Leser hierfür auch keine Erklärung erhält. Das ist letztlich aber nur ein kleinerer Einwand. Gravierender sind hingegen andere Punkte. So beschreibt Penaud zwar, daß es sich bei der »Aktion Brehmer« um einen arbeitsteiligen Prozeß von Wehrmacht und Sipo-SD handelte. Die genauen Kompetenzen in der damaligen Partisanenbekämpfung sind ihm aber fremd. Es war nämlich so, daß bei den größeren Unternehmen gewöhnlich jeder Kompanie oder gar jedem Zug der Wehrmacht ein Mann von Sipo-SD beigegeben war. Während der jeweilige Wehrmachtsoffizier für die rein militärischen Fragen zuständig war, oblagen Sipo und SD das Verhängen sämtlicher »Repressalmaßnahmen«, wie die Auswahl der Exekutionsopfer sowie das Niederbrennen der Häuser. Erst im Mai 1944 gab es hier durch einen allgemeinen Erlaß des Militärbefehlshabers eine Änderung. Somit dürfte für den Großteil der in der »Aktion Brehmer« getöteten Juden Sipo und SD verantwortlich gewesen sein. Das würde auch deutlich eher in dessen »weltanschauliche« Aufgaben im besetzten Frankreich passen als zur Wehrmacht. Dies schließt freilich deren Komplizenschaft in vielen Fragen – so auch bei der »Aktion Brehmer« – nicht aus.

Ein weiteres Manko ist, daß Penaud die »Aktion Brehmer« nicht in den Gesamtzusammenhang der deutschen Partisanenbekämpfung einordnen kann. Dieses Unternehmen bildete nämlich während der gesamten Besatzungszeit die Ausnahme, in welcher der Kampf gegen den bewaffneten französischen Widerstand mit einer gezielten Jagd auf Juden verknüpft wurde. Warum dies nur bei der »Aktion Brehmer« geschah, bleibt damit weiterhin offen. Mangels deutscher zeitgenössischer Dokumente wird man darauf wohl auch keine restlos befriedigende Antwort mehr finden. Zumindest die Frage hätte Penaud aber einmal stellen können. Insgesamt ist dem Autor ein wichtiger Beitrag zu einem ganz besonderen Unternehmen der deutschen Partisanenbekämpfung in Frankreich gelungen, doch hätte man sich an einigen Stellen weiterführende Gedanken gewünscht.

Peter LIEB, Sandhurst

Bruno KARTHEUSER, Walter, agent du SD à Tulle. Tome 3, les pendaisons de Tulle le 9 juin 1944. Nombreux documents et illustrations, Neundorf (Edition Krautgarten) 2004, 551 S., ISBN 2-87316-021-7, EUR 40,00.

Am 9. Juni 1944 erhängten Einheiten der 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« 99 männliche Einwohner von Tulle, Hauptstadt des Departements Corrèze. Neben Oradour-sur-Glane dürfte es bis heute das bekannteste deutsche Massaker in der »Bandenbekämpfung« während des Zweiten Weltkriegs in Frankreich sein. Vorausgegangen war die kurzzeitige Einnahme der Stadt durch kommunistische Partisanenkräfte, den Franks-Tireurs et Partisans (FTP). Dabei starben nach Angaben in deutschen Kriegstagebüchern 40 Soldaten, weitere 33 wurden verwundet und 59 verschleppt. Dies waren für den Besatzer im Partisanenkrieg relativ hohe Verluste. Die Racheaktion der 2. SS-Panzerdivision hat seitdem eine Vielzahl von Fragen aufgeworfen: Wie ist das Verhalten der FTP zu werten, die sich beim Anmarsch deutscher Truppen wieder zurückzogen und die Stadt schutzlos den deutschen Repressalien auslieferten? Waren diese Repressalien – wengleich in ihrer Natur grausam – so aber doch mit dem Völkerrecht lose verbunden?

Die vorliegende Studie versucht in insgesamt vier (!) Bänden unter anderem diesen Fragen nachzugehen, wobei sich die ersten beiden bereits veröffentlichten Bände mit der Vorgeschichte der deutschen Besatzung der Corrèze beschäftigten. Kartheuser hat hierfür eine nahezu unglaubliche Anzahl an Quellen verschiedenster Sorte und Provenienz entdeckt und gesichtet. Für einen nicht-genuinen Historiker ist dies eine außerordentliche Meisterleistung. Besonders positiver Erwähnung verdient die Präsentation der damaligen deutschen Besatzungstruppen im Massif central. Obwohl sich von diesen so gut wie keine offiziellen Überlieferungen wie Kriegstagebücher erhalten haben, kann der Autor diese anhand von Parallelüberlieferungen bis ins Detail rekonstruieren. Dasselbe gilt für die sogenannte Légion nord-africaine, einer außergewöhnlichen paramilitärischen Einheit aus französischen Ultrakollaborateuren und Nordafrikanern, die im Dienste von Sipo und SD ein grausames Werkzeug des deutschen Repressionsapparats waren.

Auch die Vorgänge in Tulle vom 7. bis zum 9. Juni 1944 mit dem Angriff der FTP und den Repressalien der SS-Division »Das Reich« vermag der Autor einigermaßen überzeugend zu rekonstruieren. Interessant ist hierbei vor allem, daß Kartheuser mit Hilfe von ihm neu entdeckten Dokumenten die Anzahl der Toten auf deutscher Seite auf 74 beziffern kann. Das Verhalten der FTP wird von ihm aber leider viel zu unkritisch gesehen, ja fast schon glorifiziert. Noch weniger überzeugend ist die Einordnung der Vorgänge in Tulle in die Gesamtzusammenhänge der deutschen Widerstandsbekämpfung in Frankreich 1944. Frappierend ist die weitgehend fehlende Bereitschaft Kartheusers, zwischen den verschiedenen deutschen Institutionen wie Wehrmacht, Polizei und Waffen-SS unterscheiden zu wollen. Daß seine seitenlangen Zitate aus verschiedenen Quellen eben genau jene Unterschiede zwischen und innerhalb der Institutionen aufzeigen, scheint er schlichtweg zu ignorieren. So kommt es auch, daß er in seiner Interpretation der grausamen Vorgänge in Tulle auf der Täterseite kaum mehr zwischen Initiatoren, Helfern und Zuschauern differenziert. Dabei war die Sache vergleichsweise einfach: Die entsprechenden Teileinheiten der 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« kamen am Abend des 8. Juni nach Tulle, rissen die Autorität an sich und statuierten ein grausames und abschreckendes Exempel. Schließlich sollte der Divisionskommandeur Heinz Lammerding nur zwei Tage später in einem Bericht die Hilflosigkeit der lokalen deutschen Dienststellen als »geradezu beschämend« bezeichnen.

Die 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« war in der Partisanenbekämpfung in Frankreich zweifellos der grausamste aller deutschen Großverbände. Doch Kartheuser liefert für die Vorgänge in Tulle eine sehr eigenartige Anschauung: Der Angriff der FTP auf Tulle wäre nicht der Grund für die deutschen Repressalien gewesen wäre, sondern hätte der SS nur als Vorwand gedient, ihr Terrorregime durchzusetzen. Der Autor marginalisiert demnach das Vorspiel in Tulle mit dem Tod von 74 deutschen Soldaten und einer ähnlich hohen Anzahl

an Verschleppten, die später von den FTP ermordet wurden. Kartheuser gibt *der* Wehrmacht eine große Mitschuld an dem Massaker und auch später jenem von Oradour. Aber auch hier weiß der Autor nicht richtig zu differenzieren. Richtig ist, daß am 8. Juni ein scharfer Befehl des OB West zur »Bandenbekämpfung« herausgegeben wurde. Es ist allerdings sehr unwahrscheinlich, daß dieser Befehl schon am 9. Juni der Division vorlag. Außerdem war das Massaker schon in den Abendstunden des Vortags geplant worden.

Ein Vergleich mit anderen französischen Städten wäre gerade hier hilfreich gewesen: In jenen Tagen befanden sich auch viele Wehrmachtseinheiten in einer ähnlichen Situation. So hatte die französische Widerstandsbewegung in jenen Tagen auch Guéret, Saint-Amand-Montrond, Bergerac oder Capdenac kurzzeitig befreien können. Die zur Wiedereroberung eingesetzten Truppen der Wehrmacht (in Guéret im übrigen zusammen mit Teilen der SS-Division »Das Reich«) ließen sich dort aber nicht zu solch grausamen Racheaktionen wie in Tulle hinreißen. Der von der Wehrmachtsführung in Frankreich vorgegebene Befehlsrahmen in der Partisanenbekämpfung ließ also genügend Interpretationsmöglichkeiten und Spielraum. Keine Wehrmachtseinheit legte diesen aber so exzessiv aus wie die SS-Division »Das Reich«.

Die Massaker von Tulle und einen Tag später von Oradour wurden von der Wehrmacht nicht gebilligt, sondern riefen teilweise sogar den Unwillen der Generalität hervor. So erließ überwiegend Blaskowitz als Oberbefehlshaber der in Südfrankreich stationierten Armeegruppe G einen scharfen Gegenbefehl, ebenso der Kommandierende General des LXVI. Reservekorps, Walther Lucht. Beide ermahnten die Truppe in eindringlichen Worten, die Partisanenbekämpfung »sauber« zu führen und zwischen »Terroristen« und Zivilbevölkerung zu unterscheiden. Diese zentralen Gegenbefehle sind Kartheuser aber unbekannt oder werden zumindest nicht erwähnt. Es grenzt daher schon an Ironie, daß der Autor gerade Blaskowitz auf eine Stufe mit Lammerding stellt und Lucht als denjenigen nennt, der am 9. Juni die entscheidenden Mordbefehle an die SS-Division »Das Reich« weitergeleitet habe.

Die sogenannte Wehrmachtsausstellung mit ihrer anschließenden Diskussion hat das Verdienst, für zahlreiche Impulse in der Forschung sowie für notwendige Neubewertungen der Wehrmacht im Ostkrieg gesorgt zu haben. Ganz sicher bedarf es auch einiger Korrekturen für das Verhalten der Wehrmacht in Frankreich. Doch trotz einiger Ähnlichkeiten mit der Ostfront, so galten in der Partisanenbekämpfung in Frankreich weitgehend andere Regeln und Befehle. Man muß nur einen Blick in die deutschen Militärakten aus dem Ostkrieg werfen, um sofort die frappierenden Unterschiede in der Kriegführung zwischen Ost und West zu erkennen. Das hat in den 1960er Jahren schon Eberhard Jäckel konstatiert und auch Serge Klarsfelds Buch »Vichy-Auschwitz« von 1983 unterschied deutlich zwischen Tätern, Helfern, Mitwissern und Zuschauern. Nicht nur bei einer Betrachtung von Kartheusers Studie ist man fast schon geneigt zu sagen, daß die Wehrmachtsausstellung für die Erforschung des Westkriegs teilweise eher ein Rückschritt als ein Fortschritt war, da man Differenzierungen zwischen verschiedenen Institutionen sowie Entscheidungsträgern verlustig gegangen ist.

Wer sich über den Hergang der Geschehnisse in Tulle zwischen dem 7. und 9. Juni minutiös informieren will und sich zudem eine Vielzahl von neuen Quellen auch für die Zeit vor und nach jenen tragischen Tagen erarbeiten will, der muß Kartheusers Werk zur Hand nehmen. Zu einer weitergehenden Analyse der Ereignisse in Tulle sowie der deutschen Partisanenbekämpfung in Frankreich im Zweiten Weltkrieg ist das Buch aber eher ungeeignet.

Peter LIEB, Sandhurst

Sarah FARMER, *Oradour 10 juin 1944: Arrêt sur mémoire*, Paris (Perrin) 2004, 247 S., ISBN 2-262-02212-7, EUR 15,00.

Am 10. Juni 1944 tötete eine Kompanie der 2. SS-Panzerdivision »Das Reich« 642 Männer, Frauen und Kinder in dem Dorf Oradour-sur-Glane im Limousin und legte die gesamte Ortschaft in Schutt und Asche. Wenngleich das Verbrechen in dieser Dimension singular für die deutsche Partisanenbekämpfung in Frankreich blieb, so steht es doch bis heute als Synonym für die deutsche Besatzungsherrschaft im Westen während des Zweiten Weltkriegs. Das vorliegende Buch der amerikanischen Historikerin Farmer beschäftigt sich mit dem Phänomen Oradour und dessen Platz in der Erinnerungskultur. Dabei handelt es sich um eine erweiterte und aktualisierte Auflage der Erstausgabe von 1994. Im Gegensatz zu manch anderen Büchern in dieser Modesparte der Geschichtswissenschaft, verbindet Farmer ihre Darstellung nah an den Fakten und präsentiert die Ergebnisse in einer verständlichen, bisweilen sogar packenden Sprache.

Bereits die Vichy-Regierung versuchte in den Tagen nach dem Massaker Oradour für eine Kritik bei den deutschen Besatzungsbehörden zu instrumentalisieren. Seinen eigentlichen Stellenwert erreichte Oradour aber erst nach der Libération, wo es ein wichtiges Symbol zur Wiederherstellung des französischen Nationalstolzes wurde. Noch im März 1945 besuchte Charles de Gaulle den Ort und auch die folgenden Regierungen instrumentalisieren das Massaker, sollte es doch für die Leiden der französischen Zivilbevölkerung in der Besatzungszeit stehen. Daß sich unter den Opfern auch einige Juden und vor allem ausländische Zwangsarbeiter befanden, wurde bewußt ausgeklammert. Damit hätte man nur unbequeme Fragen zur eigenen Vichy-Vergangenheit aufgeworfen. Oradour war somit nach dem Zweiten Weltkrieg eine rein französische und somit nationale Angelegenheit. Es war der »ideale« Erinnerungsort der gemarterten, ausschließlich französischen Zivilbevölkerung – ein Synonym des »unschuldigen« Frankreich. Ergänzt wurde dieses Bild durch eine »France combattante« des Maquis und der Résistance. Hierzu diente das Plateau du Vercors bei Grenoble als zweiter zentraler Erinnerungsort. Dort hatten die Deutschen im Juli 1944 eine Hochburg des bewaffneten französischen Widerstands zerschlagen.

Dieser nationale Konsens über Oradour bekam während des Prozesses in Bordeaux 1953 erste Risse, schließlich saßen auf der Anklagebank auch 14 Elsässer, die damals als deutsche Wehrpflichtige in der betreffenden Kompanie gedient hatten. Alte Wunden der »guerre franco-française« aus den Jahren der deutschen Besatzung drohten wieder aufzubrechen. Der Prozeß wurde daher trotz vehementer Proteste der Gemeinde Oradour eingestellt, die Assemblée nationale amnestierte die Angeklagten.

Zu einer grundlegenden Änderung in der Deutung des Erinnerungsortes Oradour kam es erst in den 1980er und vor allem in den 1990er Jahren. Farmer hat diesen neuesten Entwicklungen in einem zusätzlichen Kapitel zur Erstauflage des Buches von 1994 Rechnung getragen. Ausgehend von bahnbrechenden Arbeiten zur Rolle des Vichy-Regimes (zu nennen sind hier vor allem Robert O. Paxtons »Vichy France. Old Guard and New Order« und Serge Klarsfelds »Vichy-Auschwitz«) fand im Bewußtsein des französischen Volkes auch ein Paradigmenwechsel zur eigenen Vergangenheit statt. 1995 wurde mit Jean-Jacques Fouché ein Direktor für eine neue Gedenkstätte bestimmt; 1999 öffnete dieses Centre de la mémoire in Oradour seine Türen für die Besucher. Die Geschehnisse jenes 10. Juni 1944 wurden nun in einen größeren historischen Kontext eingebettet: den Nationalsozialismus, die Judenverfolgung und die extreme ungezügelte Gewalt eines ideologisch motivierten Krieges. Aus der lokalen oder französischen Erinnerungsstätte Oradour war somit eine europäische oder sogar globale Erinnerungsstätte geworden. Oradour wurde quasi internationalisiert.

Ein winziger Kritikpunkt an dem Buch bleibt zum Schluß: Oradour war in der deutschen Partisanenbekämpfung in Frankreich während des Zweiten Weltkriegs keinesfalls das einzige von SS- und auch Wehrmachtstruppen begangene Massaker an der Zivilbevölkerung. Der Erinnerungsort Oradour verstellte in der Nachkriegszeit den Blick auf viele andere

Verbrechen des Jahres 1944, die heute meist nur noch lokal bekannt sind. Farmer erwähnt hier – wenngleich auch mit kleinen Ungenauigkeiten und Unterlassungen – die Orte Dornan, Mouleydier, Mussidan, La Bresse, Maillé und Tulle. Sie gibt auch die Gründe für dieses Vergessen an. Dennoch übersieht sie einen wichtigen Punkt: Kein zweites Mal löschten die Deutschen in Frankreich (fast) die gesamte Zivilbevölkerung eines Dorfes aus. Somit blieb Oradour in der Dimension des Verbrechens im Westen eine Ausnahme. Die Nachkriegserinnerung, ganz gleich in welcher Epoche, hat sich also nicht unbedingt ein »typisches«, sondern ein in dieser Form singuläres Massaker herausgesucht. Das hätte Farmer analysieren können. Diese kleine Kritik mindert aber den Wert dieser exzellenten Studie keineswegs. Der Verlag hat mit der Neuauflage des Buches zweifellos eine richtige und sehr gute Entscheidung getroffen.

Peter LIEB, Sandhurst

Micha BRUMLIK, *Wer Sturm sät. Die Vertreibung der Deutschen*, Berlin, Weimar (Aufbau) 2005, 300 S., ISBN 3-351-02580-7, EUR 17,90.

Brumlik, Professor an der Johann-Wolfgang-Goethe-Universität Frankfurt a. M. und ehemaliger Direktor des Fritz Bauers Instituts, ist kein Spezialist für die Zwangsmigrationen, aber ein anerkannter Spezialist für die Fragen des Auseinandersetzens mit der Geschichte. Man kann also den rezensierten Essay als eine Fortsetzung des letzten Buches »Aus Katastrophen lernen? Grundlagen zeitgeschichtlicher Bildung in menschenrechtlicher Absicht« (Berlin 2004) betrachten, wo er der Frage (mit Schwerpunkt Holocaust) nachging, was es heißt, aus der Geschichte zu lernen. Hier befaßt er sich mit einer anderen Katastrophe, mit der Vertreibung der Deutschen, wobei der Schwerpunkt die Auseinandersetzung mit der Idee des Zentrums gegen Vertreibungen bildet.

Entsprechend wurden im ersten Kapitel die Vorgeschichte der Vertreibung vorgestellt und die Aspekte betont, die in dem deutschen kollektiven Gedächtnis oft ausgeblendet wurden. Der Essay ist nicht als Polemik mit der Wissenschaft, sondern vor allem mit dem deutschen kollektiven Gedächtnis und mit dem offiziellen Bild der Vertreibung im Bund der Vertriebenen gedacht. Am deutlichsten sagt es Brumlik, wenn er feststellt, daß »angenommen, Hitler wäre aus welchen Gründen auch immer in Deutschland nicht an die Macht gekommen – nichts dafür spricht, daß es beliebigen polnischen oder tschechoslowakischen Regierungen in irgendeiner Weise je möglich gewesen wäre, ihre deutschen Minderheiten auszusiedeln, oder – krasser noch – die deutschen Ostgebiete militärisch zu erobern« (S. 28, auch S. 107). Die Entscheidung über die Vertreibung wurde von allen Alliierten mitgetragen (also Unzulässigkeit des Wortes »Vertreiberstaaten«, S. 40), und man kann sie nicht erklären, ohne an »Generalplan Ost«, Rolle der Ostforschung, Deportationen der Juden, und territoriale Grenzänderungen anderer Staaten in Folge des Krieges zu erinnern. Der Vorbehalt, den man hier formulieren kann, betrifft das Fehlen der Mechanismen der Eskalation und Veränderung der Einstellungen, Feindbildern und politischen Programmen während des Zweiten Weltkrieges (z. B. sowjetische Einstellung zur territorialen Integrität Tschechoslowakei, vgl. S. 33, 36). Wichtig ist der Versuch, die Relation zwischen Recht und Politik im Auge zu behalten. Unzureichend wurde die Bedeutung der Formierung der kommunistischen Regime einbezogen (sie fehlt z. B. bei den Überlegungen auf S. 54, besonders aber im Teil über Verlauf der Vertreibung).

Im zweiten Kapitel geht der Verfasser auf die aktuelle politische Kontroverse um das Zentrum gegen Vertreibungen ein. Dabei betrachtet er kritisch den Mythos der Fortschrittlichkeit der »Charta der deutschen Heimatvertriebenen«, und sieht die Ansätze von Erika Steinbach vor allem als Modernisierung der »völkisch-ethnischen Anliegen« an (S. 108, auch S. 109 – Anpassung der Sprache, S. 163 – Anpassung durch Parallelisierung der Ver-

treibung mit dem Genozid an Armeniern). Der Hauptvorwurf gegen das Zentrum ist nicht neu – es dient nicht »individuell therapeutisch« sondern »nationaltherapeutisch« (S. 116) – aber eindrucksvoll (Trauma, Trauer) belegt und mit den Diskussionen um »inszenierter Trauer« in BRD verbunden. Bei allen Zweifeln um einige essayistische Formulierungen, wird es sicher für den Leser spannend sein, die Polemik Brumliks mit Ausführungen von Ralph Giordano zu lesen, oder über die Frage der transgenerationalen Weitergabe und Verdrängung der traumatischen Gefühle. Eine andere Leitlinie des Buches ist die Polemik um die Benutzung des Begriffs Genozid in bezug auf die Vertreibung der Deutschen.

Nach dem kurzen, dritten Kapitel über Kriegstrauma in Literatur werden im vierten die ethnischen Säuberungen und Genozid (auch theoretische und juristische Fragen) im 20. Jh. betrachtet. Einige Probleme konnten dabei nur aufgezeigt werden (Einordnung von Sowjetunion, vergleichende Genozidforschung, fließende Grenze zwischen Genozid und Vertreibung). Die damit verbundenen sozialen und geschichtsphilosophischen Aspekte – Schuld und Verantwortung, kollektive Schuld, Vergeben und Verzeihen, Trauer und Traumata, Verantwortung und Demokratie, Schuld und Sühne, »moralische Ökonomie« – werden im fünften Kapitel »Schuld und Versöhnung vor der Geschichte« besprochen. Das Fazit dieses Kapitels ist eindeutig: Die Bundesrepublik soll sich nicht auf – egal in welcher Form – das Zentrum gegen Vertreibungen konzentrieren, sondern auf die Menschenrechte (S. 246). Nur auf diese Weise kann man mit der Geschichte der Deutschen umgehen, die erst zu Tätern und dann zu Opfern wurden.

Das abschließende Kapitel ist ein Vergleich zwischen der Vertreibung der Deutschen und dem palästinensischen Flüchtlingsproblem. Es ist schwer, die These Brumliks in Frage zu stellen, daß auch in Israel ein Nationalstaatsprojekt realisiert wurde, was sich mit allen damit verbundenen Lasten – also »die ›normale‹ Logik ethnischer Homogenisierung und Nationalstaatsbildung« (S. 288) – verband.

Insgesamt ein spannender Essay, mit vielen interessanten Gedanken, vielen offenen Fragen und mit politischem Engagement geschrieben. Es scheint aber, daß er zu wenig mit dem deutschen kollektiven Gedächtnis konform geht, um breitere Wirkung zu haben.

Piotr MADAJCZYK, Warschau

Hellmut BUTTERWECK, *Der Nürnberger Prozeß. Eine Entmystifizierung*, Wien (Czernin) 2005, 448 S. + Abb, ISBN 3-7076-0058-0, EUR 27,00 – Klaus KASTNER, *Die Völker klagen an. Der Nürnberger Prozeß 1945–1946*, Darmstadt (Primus) 2005, 166 S., 77 Abb., ISBN 3-89678-549-4, ISBN 3-89678-549-4, EUR 29,90.

Am 20. November 1945 begann im Schwurgerichtssaal des Nürnberger Justizpalastes der Prozeß gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof. Vor dem Hintergrund der jüngsten Entwicklung in Südosteuropa und im Nahen Osten bot die sechzigste Wiederkehr einen willkommenen Anlaß, um an die vielfältig Problematik zu erinnern, die sich mit Theorie und Praxis eines internationalen Völkerrechts verknüpft. Butterweck, Theaterkritiker und langjähriger Ressortleiter Zeitgeschichte einer Wiener Wochenzeitung, spielt zwar verschiedentlich auf die aktuelle Diskussion an. Doch von Randbemerkungen einmal abgesehen, beschränkt er sich im wesentlichen darauf, die im Laufe der Jahre und Jahrzehnte erschienene Literatur zu einer weiteren, detaillierten Schilderung des Prozeßverlaufs zusammenzufassen. Neben den veröffentlichten Verhandlungsprotokollen stützt er sich dabei vor allem auf die Arbeiten von Heydecker und Leeb, Taylor und Kempner, in die er Zitate aus den zahlreich erschienen Erinnerungswerken der Psychologen, der Angeklagten und ihrer Verteidiger einwebt. Da der Band über kein Literaturverzeichnis verfügt, ist deren Identifizierung nur anhand der Anmerkungen möglich, die leider nicht immer vollständige Angaben enthalten. Wer sich über den Verlauf der Ver-

handlungen, die Atmosphäre im Gerichtssaal und die Ereignisse rund um den Prozeß informieren möchte, bekommt einen guten Überblick. Doch die Erwartung auf weiterreichende Überlegungen bleibt der Verfasser seinem Leser schuldig. In seinem knappen »Nachruf auf die Sterne des Völkerrechts«, mit dem er den Band ausklingen läßt, versucht er den Nachweis zu führen, daß sich der Nürnberger Prozeß am Ende auf einen einfachen Mordprozeß reduziert habe. Und vom Anspruch des amerikanischen Hauptanklägers Jackson, daß »nach dem gleichen Maße, mit dem wir die Angeklagten heute messen, auch morgen von der Geschichte gemessen werden« müsse, sei man längst »zur alten, schlechten Praxis der Großmächte, »selbst für die Durchsetzung ihrer Interessen zu sorgen« zurückgekehrt.

Vorgeschichte, Anklage und Verlauf des Prozesses stehen auch im zweiten der beiden hier vorzustellenden Bände im Vordergrund. Nach einer Einführung über den Krieg als einem festen Bestandteil der Geschichte der Völker im allgemeinen und den »Aggressor Napoleon I.« im besonderen erinnert Kastner – ehemaliger Präsident des Landgerichts Nürnberg – zunächst an den gescheiterten Versuch der Alliierten, den Ersten Weltkrieg juristisch zu »bewältigen«. Danach schlägt er schnell den Bogen von der erfolglosen Ächtung des Krieges im Rahmen des Briand-Kellogg-Paktes im Jahre 1928 zu den juristischen Debatten, die im Verlauf des Zweiten Weltkrieges schließlich in die Entscheidung mündeten, die überlebenden Spitzen des Dritten Reiches für die vom NS-Regime begangenen Verbrechen zur Verantwortung zu ziehen. Das Für und Wider im Vorfeld der Entscheidung, einen eigenen Gerichtshof einzuberufen werden ebenso wie die Argumente und Bedenken für die Schaffung eines neuen Rechtes, das für die internationale Staatengemeinschaft Vorbildfunktion haben sollte, in Erinnerung gerufen. Die Hauptakteure werden vorgestellt und die Wahl des Gerichtsortes erläutert, ehe anschließend die Entstehungsgeschichte der Anklage mit den vier Hauptanklagepunkten – Verschwörung, Planung eines Angriffskrieges, Kriegsverbrechen und Verbrechen gegen die Menschlichkeit – knapp resümiert werden. Im Zentrum des Bandes steht dann zwar die chronologische Schilderung des eigentlichen Prozeßverlaufs, doch werden darüber die verschiedenen Zwischenfälle und Nebenkriegsschauplätze am Rande, die während der über ein Jahr währenden Verhandlungen bisweilen für Aufsehen sorgten, keineswegs vergessen.

Durch eine geschickte Mischung aus Darstellung, Quellenziten und Photos ist Kastner ein lesenswerter Band gelungen, der im Unterschied zu Butterweck einen sehr viel knapperen und trotzdem insgesamt recht ausgewogenen Überblick über das Ereignis und die damit verbundene Problematik der juristischen Ahndung von Kriegsverbrechen gibt. Leider haben sich einige kleine Fehler eingeschlichen (2. statt 20. Juli 1944; Speer wurde 1942, nicht erst 1943 Minister für Bewaffnung und Munition). Bedauerlich ist auch, daß sich die bibliographischen Hinweise am Schluß des Buches auf den Prozeß und die Geschichte des Dritten Reiches beschränken. Ein letzter Punkt betrifft auch hier den Umgang mit Zitaten, bei denen durchgehend auf die Angabe des Fundortes verzichtet wurde. Für den Spezialisten mag es ja vielleicht noch entbehrlich sein, doch ist es aus der Sicht des in der Werbung für solche Publikationen gern zitierten »interessierten Laien« ärgerlich, wenn ihm renommierte Verlage diesen eigentlich selbstverständlichen Service vorenthalten.

Stefan MARTENS, Paris

François KERSAUDY, De Gaulle et Roosevelt. Le duel au sommet, Paris (Perrin) 2004, 522 S., ISBN 2-286-00939-2, EUR 24,00.

»Cette histoire de De Gaulle devait fatalement déboucher sur une crise tôt ou tard, et mieux vaut maintenant que dans un mois« (Roosevelt an Eisenhower, zit. S. 313). »Churchill et Roosevelt ont pourri la guerre. Oui, c'est bien cela: ils ont choisi le moindre effort et c'est ce qu'il faut jamais faire à la guerre« (so de Gaulle an seinen alten Kabinettschef Coulet, S. 360). Wie man sieht, war das Verhältnis der beiden Politiker nicht gerade

und dauerhaft freundlich und bestenfalls von Respekt getragen. Kersaudy, der an der Sorbonne lehrt, hat eine ganze Fülle von Büchern über den Zweiten Weltkrieg und die Nachkriegszeit geschrieben, die nach deutschen Maßstäben Sachbücher für den historisch interessierten Laien, nicht unbedingt für Fachhistoriker sind. Dabei bedient sich der Autor selbstverständlich der reichhaltigen Bestände und Kenntnisse unserer Zeit, wenn er die angebliche Gipfelbegegnung bzw. das Duell auf dem Gipfel in den Untertitel seines Buches stellt. Wenn überhaupt, dann war es ein indirektes Duell. Wie wir spätestens seit William Langers »Our Vichy Gamble« von 1947 wissen, pflegten die USA bis zur Landung in Marokko 1942 mehr oder wenige gute Beziehungen zu Vichy-Frankreich und von daher hätte auch ein Buch über Marschall Pétain und Roosevelt geschrieben werden können.

De Gaulle fristete in London mit seinen Freien Franzosen eher ein beachtetes, aber nicht vom US-Präsidenten wirklich ernst genommenes Dasein. Auch nach der Landung in Nordafrika wurde das nicht besser, da sich gerade in Algerien im Dreieck zunächst mit Admiral Darlan, dann General Giraud ein hochspannendes System von Kommunikation, Konkurrenz und Feindschaft ergab, aus dem de Gaulle schließlich als Sieger hervor ging. Gerade um Henri Giraud aufzubauen, wurde dieser General vom US-Präsidenten nach Washington eingeladen; de Gaulle folgte erst am 6. und 7. Juli 1944 nach der Landung der Alliierten in der Normandie. Viel mehr als ein paar Höflichkeiten wurden nicht ausgetauscht, wenn man de Gaulles Aufzeichnungen folgen will.

Genau dies tut auch Kersaudy: Er kennt die Quellen sehr gut, aber er verläßt sich in seiner Darstellung oft seitenlang auf die Memoiren der Protagonisten – neben de Gaulle vor allem Churchill – sowie weiterer Mitarbeiter und natürlich auf die vorhandenen Gesprächsprotokolle, die gleichfalls ausführlich zu Wort kommen. So entsteht ein spannend zu lesendes, nicht in die Tiefe schürfendes Buch. Kersaudy bemüht sich erfolgreich die Interaktionen der wichtigsten Protagonisten, deren Kooperation, deren Intrigen und Konflikte darzulegen, den allgemeinen politischen Horizont im Krieg mit gleichsam leichter Hand einzuflechten. Das setzt in der Vorkriegszeit ein und reicht bis zum Tode Roosevelts am 12. April 1945. Ein Foto zeigt den französischen Staatspräsidenten und General mit der Witwe im Herbst 1945 am Grabe.

Roosevelt und Churchill – ein Duell? Das schien dem Rezensenten vorweg unwahrscheinlich und das war es auch gar nicht: Der in Washington ungeliebte und unbeliebte General setzte sich in Algerien, London und dann auch in Frankreich durch. Gewiß, aber de Gaulle war für den US-Präsidenten nie und in keiner Weise ein gleichberechtigter Gegenspieler. Das behauptet auch Kersaudy nicht wirklich. Wohl aber entwirrt er das Intrigen- und Machtspiel um die Durchsetzung der Regierung des Freien Frankreichs mit besonderer Berücksichtigung der US-Einflüsse – de Gaulle und Eisenhower verstanden sich (relativ) gut: Das wäre ein gutes Paar auf der gleichen Ebene gewesen, das schon 1942/44 miteinander zu tun hatte, aber erst in den beiden Präsidentenrollen, die sich 1958 bis 1960 überschneiden, kulminierte. Aber vielleicht ist das Kersaudys nächstes Buch oder sein übernächstes. Er ist spezialisiert auf solche auf dem Büchermarkt gut verkäuflichen Paare: Churchill und de Gaulle – das war ein Buch schon aus dem Jahr 1981, das Sinn machte. »Churchill und Roosevelt« erzählt einen sich partiell überlappenden Teil dieser Geschichte nach. Der Titel trifft aber völlig daneben: Es ist eine gut geschriebene Geschichte der langsamen Durchsetzung des erraticen Generals Charles de Gaulle im Zweiten Weltkrieg vor Ort, aber nicht ein Fern- oder gar Nah-Duell von zwei völlig verschiedenen Ansprüchen, die sich nie auf Augenhöhe begegneten.

Jost DÜLFER, Köln

Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents diplomatiques français, Documents diplomatiques français 1946. Tome II (1^{er} juillet–31 décembre), Brüssel, Bern, Berlin u. a. (P.I.E.-Peter Lang) 2004, XLI–876 S.

Der Rücktritt Charles de Gaulles als Chef der Provisorischen Regierung am 20.1.1946 markierte für die französische Außenpolitik keine Zäsur. Denn die vom Sozialisten Félix Gouin fortgeführte Koalition des *tripartisme* hielt an seinem Kurs der nationalen Unabhängigkeit fest. Wie der unter der Leitung von Georges-Henri Soutou erarbeitete zweite Halbjahresband 1946 der »Documents diplomatiques français« zeigt, verlor die französische Außenpolitik aber seit dem Sommer 1946 mehr und mehr ihre klare Linie. Eindrucksvoll belegen die auf fast 900 Seiten gedruckten 341 Dokumente aus dem Archiv des Quai d'Orsay, wie der in Europa aufflammende Kalte Krieg Frankreichs Anspruch auf Äquidistanz zu den Angelsachsen und den Sowjets untergrub und der in Indochina ausbrechende heiße Krieg die französischen Handlungsspielräume zusehends einengte.

Schon die im Juli eröffnete Pariser Konferenz über die Vorbereitung eines Friedensvertrages mit den ehemaligen Kriegsalliierten Hitler-Deutschlands verdeutlichte das Dilemma. Stetige Dissonanzen der Großen Drei über Grenzprobleme zwischen Italien und Jugoslawien oder Griechenland und Bulgarien animierten die selbst ernannte »grande puissance européenne« (S. 252f.) zu wiederholten Vermittlungsaktionen, doch der Erfolg blieb bescheiden. Mit Sorge beobachtete Frankreich, wie die Spannungen zwischen Ost und West nun auch das wichtigste Feld seiner Außenpolitik, die »deutsche Frage«, kontaminierten. Mit der auf der Pariser Außenministerratstagung gehaltenen Rede des Außenministers Molotow vom 10.7.1946 hatte die Sowjetunion, wie Soutou in seiner kurzen Einführung zu recht betont, die »Totenglocke« der französischen Deutschlandpolitik eingeläutet (S. XII). Moskau hielt unbeirrbar an einem einigen Deutschland fest und sprach sich dezidiert »contre la destruction de l'Allemagne et contre le fédéralisme« aus (S. 205). Nicht minder kritisch beurteilte Paris die Stuttgarter Rede des US-Außenministers Byrnes vom 6.9.1946, denn auch sie schien die »tendances centralisatrices allemandes« zu begünstigen (S. 372). Frankreich hingegen wünschte keine politische, lediglich eine wirtschaftliche Einheit Deutschlands, verlangte Maßnahmen gegen eine Remilitarisierung des östlichen Nachbarn und zielte auf ein »détachement politique de la Ruhr et de la Rhénanie« (S. 85) ab. Geradezu fundamentale Bedeutung maß man einer ausreichenden Belieferung mit deutscher Kohle zu, die als essentiell für den Wiederaufbau Frankreichs galt. Angesichts des »surpeuplement allemand« plädierte der Quai d'Orsay ferner für eine »distribution à travers le monde de 15 à 20 millions d'Allemands« (S. 24)!

Obwohl die französische Diplomatie also die Dominanzpolitik à la de Gaulle fortsetzte und das von ihm geschlossene Bündnis mit der Sowjetunion behutsam pflegte, erkannte sie sehr wohl, daß die ehemaligen Kriegsalliierten ihren Forderungen keinen Rückhalt boten. Zwar schreckte die Regierung davor zurück, der Bevölkerung reinen Wein einzuschenken, da der *tripartisme* mit den bei den Parlamentswahlen im November siegreichen Kommunisten und die antideutsche Haltung der Öffentlichkeit eine Kehrtwende verboten. Gleichwohl aber machten sich im internen Diskurs Anzeichen einer europa- und deutschlandpolitischen Umorientierung bemerkbar. Zum einen forcierte Frankreich die ökonomische und währungspolitische Anbindung der Saar, die der Generalsekretär des Quai d'Orsay, Jean Chauvel, Anfang Dezember glaubte gegen einen Anschluß der französischen Besatzungszone an die angelsächsische Bi-Zone einhandeln zu können. Zum anderen betrieb es unter maßgeblicher Einwirkung Chauvels und des Botschafters René Massigli eine Annäherung an Großbritannien. Ungeachtet des in London grassierenden Verdachts, daß die Franzosen vollständig »dans la main des Russes« seien (S. 808), stießen die Pariser Überlegungen in der Downing Street auf fruchtbaren Boden. Dank der Beilegung der beiderseitigen Streitigkeiten in der Levante und der französischen Bereitschaft zu einem Überdenken der eigenen Deutschlandpolitik gedieh die Fühlungnahme so gut, daß die letzte Provisorische Regie-

zung unter Léon Blum Ende Dezember eine »alliance franco-britannique« in Aussicht nahm (S. 819). Mit dem am 4.3.1947 – und damit außerhalb des Berichtszeitraums des vorliegenden Bandes – unterzeichneten Vertrag von Dünkirchen signalisierte die erste Regierung der neuen IV. Republik, daß Frankreichs Außenpolitik sich nach Westen zu orientieren begann.

Ulrich LAPPENKÜPER, Friedrichsruh

Archives de la présidence de la République, IV^e République. Vincent Auriol, 16 janvier 1947–16 janvier 1954. René Coty, 16 janvier 1954–8 janvier 1959, Paris (Archives nationales) 2001, 402 S., ISBN 2-86000-288-X, EUR 30,00.

Unter den zahlreichen Schätzen des französischen Nationalarchivs gehören die Archives de la présidence de la République zu den Vorzeigebeständen. Entsprechend repräsentativ fallen auch die Findbücher aus. Großformatig, solide in Leinen gebunden und ansprechend bebildert, verzeichnet jenes für die 4. Republik (4 AG) die Bestände der beiden Staatspräsidenten Vincent Auriol (1947–1954) und René Coty (1954–1959).

Neu und besser hatte man es nach der unheilvollen Erfahrung des *État français* machen wollen, schließlich war der 4. Republik (1946–1958) aber doch eine sehr viel kürzere Lebensdauer beschieden als ihrer Vorgängerin (1875–1940). Diese hatte einst dem Bonapartismus eine klare Absage erteilt, den Staatspräsidenten fortan von den Kammern wählen lassen und ihm somit eine überwiegend repräsentative Funktion zugewiesen. Daran änderte auch die Verfassung von 1946 nicht viel. Das Staatsoberhaupt hatte zwar das Recht, den Regierungschef zu berufen, doch benötigte dieser das Vertrauen des Parlamentes. Der Schwerpunkt der Macht lag folglich erneut bei der Nationalversammlung. Und so wiederholten sich die Fehler der Geschichte. Indem die Abgeordneten der politischen Führung allzu rasch das Vertrauen entzogen, stürzten sie die 4. Republik in eine gouvernementale Instabilität, in der zwischen 1946 und 1958 mehr als 20 Kabinette aufeinanderfolgten. Erst die 5. Republik sollte daraus lernen und den Staatspräsidenten zum Machtzentrum werden lassen.

In der Zeit rasch wechselnder Regierungen sorgte somit allein das Amt des Präsidenten für Kontinuität. Mit Vincent Auriol erklomm 1947 zum ersten Mal ein Sozialist das höchste Staatsamt. Keineswegs zufrieden mit der ihm zugeschriebenen Rolle, weitete Auriol seine Befugnisse bis an die Grenzen des Möglichen aus und nutzte seine öffentlichen Auftritte als politisches Instrument. Reichhaltiges Schriftgut, darunter auch sein von Pierre Nora und Jacques Ozouf veröffentlichtes »Journal du Septennat« (552 AP), zeugt davon. Anders René Coty: Der Kompromißkandidat aus den Reihen der Unabhängigen legte sich politische Zurückhaltung auf, und so fällt auch das schriftliche Vermächtnis eher bescheiden aus.

Die ursprünglich 930 Kartons des Élysée wurden bei der Verzeichnung lediglich um die (vielen) Doppel erleichtert. Zentrale historische Quelle des Bestands sind – insbesondere für die Amtszeit Auriol – die Akten des Ministerrats mit Tagesordnungen und Sitzungsprotokollen. Auskunft über militärische und strategische Fragen der nationalen Verteidigung gibt das Schriftgut des comité de la Défense nationale. Darüber hinaus dokumentiert der Bestand 4 AG die Arbeit der beiden weiteren beim Präsidenten angesiedelten Institutionen, des Conseil supérieur de la magistrature sowie des Haut Conseil de l'Union française. Neben dem Blick in alle Aufgabenbereiche des Staatsoberhauptes sowie in Funktionen und Verwaltung des Élysée gewährt der Bestand schließlich auch Einsicht in die Büros der Präsidentengattinnen und deren soziales und karitatives Engagement. In ihrer thematischen Breite und Vielfalt spiegeln die Akten- und auch Fotobestände des Élysée die französische Nachkriegszeit mit all ihren Errungenschaften und Problemen, Wandlungen und Widersprüchen, Krisen und Kriegen wider.

Doch hat das Findbuch für seine Nutzer weitaus mehr Hilfreiches zu bieten als eine reine Bestandsübersicht. So sorgen die chronologisch gefaßten Biographien der beiden Präsidenten schon für eine erste sachliche Orientierung. Sie wird abgerundet durch bibliographische Hinweise. Dankbar nimmt der Leser auch die Verweise auf ergänzende Bestände verschiedenster archivalischer Provenienz auf. Dazu sind die Findbücher zu dem umfangreichen persönlichen Nachlaß von Vincent Auriol (AN, 552 AP) und der sparsamen Hinterlassenschaft von René Coty (AN, 452 AP) gleich integriert. Als nützlich erweist sich auch eine kleine Institutionenkunde mit dem dazugehörigen Personaltableau der Dienststelle. Sach- und Personenregister sorgen schließlich für einen schnellen, punktgenauen Zugriff.

Kurzum, das Findbuch zu den Präsidentschaftsakten der 4. Republik ist eine überaus gewinnbringende Handreichung, die dazu einlädt, mit dem Bestand zu arbeiten. Zugleich haben die Archives nationales damit einen neuen Standard formuliert, der hoffen läßt.

Corinna FRANZ, Bonn

Serge DILLAZ, *Vivre et chanter en France*. Tome 1: 1945–1980, Paris (Fayard/Chorus) 2005, 476 S., ISBN 2-213-62099-7, EUR 22,00.

Nach landläufiger Meinung gehört das Chanson zu Frankreich wie das Baguette oder der Camembert. Dillaz, Journalist und Mitherausgeber der Fachzeitschrift »Chorus. Les Cahiers de la chanson«, hat nun das Chanson in den Mittelpunkt einer Betrachtung der historischen Entwicklung Frankreichs seit 1945 gestellt. Einen ähnlichen Ansatz verfolgte er bereits in zwei früheren Studien (*La Chanson française de contestation*, Paris 1973; *La Chanson française sous la III^e République*, Paris 1991). Sein neuer Band (ein zweiter für die Zeit von 1981 bis 2005 soll folgen) deckt den ereignisreichen Zeitraum von 1945 bis 1980 ab und beinhaltet damit nicht nur die nach dem französischen Wirtschaftswissenschaftler Jean Fourastié als »Trente glorieuses« bezeichneten Jahre von 1945 bis 1973, die durch eine prosperierende ökonomische Entwicklung gekennzeichnet waren und mit dem Ölschock ein abruptes Ende fanden, sondern auch die darauffolgenden Jahre der Desillusionierung. Für diesen Zeitabschnitt, so verspricht der Klappentext, bietet Dillaz eine Beschreibung der jüngsten Geschichte Frankreichs, wie man sie noch nie gelesen habe.

Die Betrachtung setzt in der unmittelbaren Nachkriegszeit ein, in einer Situation, als Frankreich sich einerseits seiner selbst vergewissern, andererseits aber auch zu neuen Ufern streben wollte. Einen Hinweis auf diese Ambiguität glaubt Dillaz in den Chansons von Charles Trenet zu erkennen, der damals nicht nur »La douce France«, sondern in »La mer« auch die weiten Horizonte besang (S. 26). Als er dann 1955 die »Route nationale 7« zum Thema eines Chansons machte (S. 52), hatte sich die Situation bereits deutlich geändert: Zu Beginn der 1950er Jahre setzte eine Phase des Aufschwungs ein, die sich in kurzer Zeit auch auf die Lebensgewohnheiten der Franzosen auswirkte – zwischen 1949 und 1957 stieg die Industrieproduktion um 70%, gleichzeitig nahm auch die Mobilisierung der Gesellschaft enorm zu, so daß im Jahre 1954 bereits 21% der Privathaushalte über ein eigenes Auto verfügten. Dies führte wiederum zu einem geänderten Freizeit- und Urlaubsverhalten; die Ferienreise im eigenen PKW in den Süden über die Rhône-Tal-Strecke, eben jene RN 7, war also der Ausdruck eines neuen Lebensgefühls.

In den 1950er Jahren griffen die Chansons allerdings nicht nur gesellschaftliche Entwicklungen auf; vielmehr wurden sie selbst zum Bestandteil einer neuen Lebensart, die in den Kellerlokalen der Pariser *Rive gauche* ihren spezifischen Ausdruck fand: Dort erreichten verschiedene *auteurs-compositeurs-interprètes* (ACI) wie Georges Brassens, Guy Béart oder Jacques Brel einen kometenhaften Aufstieg, während altbekannte Künstler wie Charles Trenet nach wie vor in den *music-halls* auftraten (S. 58–74). Das französische Chanson erlebte somit eine Glanzzeit, die jedoch nicht allzu lange anhält, nicht zuletzt da Anfang

der 1960er Jahre das Phänomen der Massenkultur eine völlig neue Dimension erreichte: Neue Medien eroberten den Markt, wie die ab Juli 1962 erscheinende Zeitschrift »Salut les copains«, die gezielt eine jugendliche Leserschaft ansprach und diese zum Kauf von Langspielplatten mit einer ganz anderen Musikrichtung animierte. Auch in Funk und Fernsehen wurde dieser von dem Soziologen Edgar Morin mit dem Ausdruck »yéyé« belegte Gesangsstil verbreitet (S. 93), mit dem Interpreten wie Johnny Hallyday oder Françoise Hardy verschiedenen anglo-amerikanischen Vorbildern nacheiferten. Dies ging stellenweise sogar so weit, daß einige bekannte amerikanische Rock'n'Roll-Titel in einer französischen Variante nachgesungen wurden. In diesem Zusammenhang verweist Dillaz darauf, daß dabei häufig der tiefere Sinn der aus ihrem soziokulturellen Zusammenhang gerissenen Texte verloren ging und die eigentliche Intention von übersetzten Liedern wie »Si j'avais un marteau« von Claude François für das französische Publikum nicht nachvollziehbar war (S. 98). Immerhin brachte der amerikanische Einfluß aber neuartige Verbreitungs- und Marketingmethoden, mit denen künftig auch französische Musiktitel unters Volk gebracht wurden (S. 94).

Das französische Chanson büßte in dieser Zeit allerdings viel von seiner ursprünglichen gesellschaftskritischen Funktion ein. Sowohl der Algerienkrieg als auch die Unruhen im Mai 1968 wurden selbst von den *auteurs-compositeurs-interprètes* kaum thematisiert; dagegen erhielten Fernsehsendungen wie »Le palmarès des chansons«, wo Guy Lux ab 1965 eher harmlose Titel (z. B. La Plage aux romantiques, Les Neiges du Kilimandjaro oder Capri c'est fini) präsentierte, beachtliche Einschaltquoten (S. 105, 133).

Die Krise der 1970er Jahre sorgte dann für ein neues gesellschaftliches Bewußtsein, das sich auch in der textlichen Ausgestaltung der Chansons bemerkbar machte: Die Unsicherheiten des privaten Lebens wurden in Liedern über Trennung, Scheidung, Arbeitslosigkeit und Sozialwohnungen thematisiert (S. 242–277), Gérard Lenorman besang in seinem Doppelalbum »Nostalgie« bezeichnenderweise die untergegangenen Werte Frankreichs (S. 317) und Serge Gainsbourg machte 1979 in seiner Reggae-Version der Marseillaise (Aux armes et cætera) nicht einmal vor der Nationalhymne, dem Symbol des französischen Patriotismus, Halt (S. 314). Zum Ende des betrachteten Zeitraums meldeten sich die *auteurs-compositeurs-interprètes* also noch einmal machtvoll zu Wort; in diesem Sinn interpretiert Dillaz auch die berühmte Verbalattacke von Daniel Balavoine gegen François Mitterrand während einer Nachrichtensendung von Antenne 2 im Jahre 1980 (S. 410f.).

Dillaz verfügt ohne jeden Zweifel über beeindruckende Detailkenntnisse. Das Buch, das im Anhang durch einen chronologischen Abriss und einen ausführlichen Index ergänzt wird, ist auch mit Sicherheit aufwendig recherchiert und weißt eine enorme Materialfülle auf. Leider scheitert Dillaz aber letztlich an seinen überzogenen Ansprüchen: Hätte er sich damit begnügt, eine Darstellung über die Entwicklung des französischen Chansons zwischen 1945 und 1980 zu geben und dabei an geeigneter Stelle auf historische Bezugspunkte zu verweisen, wäre ihm wahrscheinlich eine ansprechende und informative Studie gelungen. Er wollte jedoch bewußt keine Geschichte des französischen Chansons schreiben, sondern wählte die Chansontexte als Basis für soziologische und sozialgeschichtliche Betrachtungen. Die daraus resultierenden Verknüpfungen von hinlänglich bekannten historischen Fakten mit verschiedenen Textpassagen von mehr oder weniger erfolgreichen Chansons wirkt häufig jedoch eher bemüht, manchmal sogar penetrant: Selbst für den Leser, dem noch einleuchten mag, daß der Titel »Histoire de faussaire« von Georges Brassens einen Hinweis auf die Konjunkturkrise Mitte der 1970er Jahre geben könnte (S. 323), dürfte es schwer nachvollziehbar sein, daß Jacques Brel mit dem Satz »Mourir, cela n'est rien / Mourir, la belle affaire / Mais vieillir ... oh, vieillir!« auf die sozialen Folgen der gestiegenen Lebenserwartung der Franzosen hinweisen wollte (S. 364) und daß Michel Delpech, als er 1977 den scheinbar harmlosen Satz »Ils passent tout l'automne à creuser des sillons« sang, in Wirklichkeit die Probleme der Brüsseler Agrarpolitik im Sinn hatte (S. 325).

Nichtsdestotrotz ist die Idee, anhand von Chansontexten Rückschlüsse auf gesellschaftsgeschichtliche Entwicklungen zu ziehen, originell und durchaus auch legitim, da deren Autoren ohne Zweifel von den jeweiligen Zeitumständen beeinflusst waren und die Gesellschaft möglicherweise auch aktiv beeinflussen wollten. Allerdings ist die Feststellung, daß sich soziokulturelle Phänomene unter anderem in den Texten niederschlagen und die Chansons wiederum Rückwirkungen auf die Gesellschaft haben können, für sich allein genommen trivial, zumal damit ja nur ein einzelner Aspekt der gesellschaftlichen Entwicklung beleuchtet wird und man mit nahezu der gleichen Berechtigung andere Objekte (z. B. Filme, Mode, Nahrungsmittel, Kinderspielzeug) zum Ausgangspunkt einer ähnlich angelegten sozialhistorischen Abhandlung machen könnte. Damit derartige auf Einzelaspekten aufbauende Studien zu interessanten Ergebnissen führen können, bedarf es deswegen eines klar abgesteckten methodischen Rahmens mit einer eindeutigen, möglichst auch zeitlich begrenzten Perspektive – in jüngster Zeit wurden so beispielsweise die Texte der deutschen Schlager zwischen 1933 und 1945 als ein Exempel für die unterschwellige propagandistische Beeinflussung der Bevölkerung unter den spezifischen Rahmenbedingungen der NS-Diktatur mehrfach zum Gegenstand wissenschaftlicher Analysen. Im konkreten Fall wirkt es aber insgesamt etwas zu hoch gegriffen, auf der Basis von Chansontexten, so interessant dieser spezielle Aspekt in vielerlei Hinsicht auch sein mag, einen realistischen Überblick über die gesellschaftsgeschichtliche Entwicklung Frankreichs in den Jahren 1945 bis 1980 geben zu können. Die übertrieben wirkenden Deutungsversuche des Verfassers sind somit eine fast schon logische Konsequenz des überzogenen Anspruchs seiner Studie.

Alles in allem hat Dillaz eine gut lesbare und mit zum Teil interessanten Querverweisen angereicherte Darstellung der Entwicklung des französischen Chansons von 1945 bis 1980 geliefert; unter historiographischen Gesichtspunkten ist der substantielle Ertrag seines Buches jedoch eher gering, nicht zuletzt, da er auf die tieferen Dimensionen der gesellschaftlichen Veränderungen kaum eingeht – so ist das Aufkommen des sogenannten »yéyé-Stils« ja nur einer von vielen Faktoren der zunehmenden Westernisierung Frankreichs ab dem Ende der 1950er Jahre, und auch die Beschreibung der gesellschaftlichen Umbrüche, wie sie etwa der Algerienkrieg mit sich brachte, bleibt eher oberflächlich. An diesen Stellen stößt die Studie auf ihre Grenzen – das Leben ist eben doch kein Chanson und bis heute beschäftigen sich die meisten Chansontexte – Gott sei Dank – nach wie vor mit dem zeitlosen Thema Liebe.

Ansbert BAUMANN, Tübingen

Gerhard ALTMANN, *Abschied vom Empire. Die innere Dekolonisation Großbritanniens 1945–1985*, Göttingen (Wallstein) 2005, 461 S. (Moderne Zeit. Neue Forschungen zur Gesellschafts- und Kulturgeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts, VIII), ISBN 3-89244-870-1, EUR 40,00.

Der Rückzug der europäischen Kolonialmächte aus ihren überseeischen Besitzungen, vor allem aus Asien und Afrika, und die damit verbundene Entstehung zahlreicher neuer Staaten gehört ohne Zweifel zu den einschneidenden weltpolitischen Umbrüchen nach 1945. In einem sich vor allem seit dem Ende der fünfziger Jahre rasant beschleunigenden und von der Londoner Metropole nur noch sehr bedingt steuerbaren Prozeß zerfiel das britische Empire in einem knappen Vierteljahrhundert bis auf wenige Restbestände in seine einzelnen Bestandteile, büßte Großbritannien seinen Status als Weltmacht ein und wurde als europäische Mittelmacht zum Juniorpartner der aufsteigenden amerikanischen Weltmacht. Altmann geht es in seiner durchweg klug argumentierenden Studie über den britischen Abschied vom Empire jedoch nicht um die äußeren Aspekte dieses geschichtsmächtigen Vorgangs, sondern um die innere Dekolonisation Großbritanniens in den Jahren von

1945 bis 1985. Indem er die innenpolitischen Debatten über den Rückzug aus Übersee nachzeichnet, will er zugleich die in der Forschung bislang dominierende These näher beleuchten, wonach die Dekolonisation als ein »gelungene[s] Beispiel der ideologiefreien und weitgehend friedlichen Abwicklung eines komplexen, materiell wie ideell tiefverwurzelten Traditionsbestands« zu bewerten ist. Sein Hauptaugenmerk richtet er dabei auf die Resonanz, welche die Dekolonisation in der britischen Presse gefunden hat.

Altmann begnügt sich allerdings nicht damit, denn es geht ihm um mehr. Er will den Diskurs über den inneren Abschied vom Empire einordnen in die allgemeine außen- und innenpolitische Entwicklung Großbritanniens von 1945 bis 1982. Dies erlaubt es ihm beispielsweise, die Frage zu diskutieren, inwieweit das Festhalten am Empire die innere Modernisierung und Erneuerung des Landes eventuell beeinträchtigt und damit die wirtschaftliche Malaise mitverursacht hat, die Großbritannien in den sechziger und siebziger Jahren heimsuchte. Auch die abwartende und abweisende Haltung, mit der London über lange Jahre hinweg die politische Neuorientierung auf dem europäischen Kontinent kritisch beobachtete, wird von ihm mit Blick auf die fortbestehenden Bindungen und Verpflichtungen des Landes gegenüber seinem ehemaligen oder noch bestehendem Reich erörtert. Dies hat allerdings zur Folge, daß er im Verlauf seiner Ausführungen – insbesondere für die Jahre von 1968 bis 1982 – immer stärker dazu tendiert, seine eingangs umrissene Fragestellung aus den Augen zu verlieren und Gefahr läuft, einen zunehmend kursorischen Überblick über die innen- und außenpolitische Entwicklung des Landes zu präsentieren, der dem bestehenden Forschungsstand kaum neue Erkenntnisse hinzufügt. Denn der Abschied vom Empire und damit auch der Prozeß der inneren Dekolonisation war, wie der Autor selbst mehrfach betont, bis etwa 1970 im wesentlichen abgeschlossen, nachdem Wilson 1968 den Rückzug von den verbliebenen Stützpunkten und Basen »East of Suez« angekündigt hatte. Die innenpolitische Diskussion über den Falkland-Krieg 1982 gehörte schon eher zum »Diskurs« über die tiefe Zäsur, welche die radikale Reformpolitik von Margaret Thatcher für die Entwicklung Großbritanniens bedeutete.

Alles in allem ist nach der Auffassung des Autors den Briten, sowohl den Eliten als auch der breiten Öffentlichkeit, der Abschied vom Empire erstaunlich leicht gefallen. Zu eindeutig war 1945 die Ausgangslage. London verfügte weder über die materiellen Ressourcen noch über den mentalen Willen, das Empire gegen den Druck von innen und außen zu verteidigen. Die militärische Kraft der Inselmacht war nach zwei Weltkriegen erschöpft, die Kontrolle über die weltweiten Handelsströme war verloren gegangen, finanzpolitisch war Großbritannien von den USA abhängig geworden und die zentrifugalen Kräfte im Empire hatten an Kraft gewonnen. Daher entstand nach 1945 in der innenpolitischen Diskussion des Landes über die Zukunft des Empire ein über Jahrzehnte hinweg tragfähiger Konsens, der es Großbritannien tatsächlich ermöglichte, sich in wenigen Jahren ohne größere innenpolitische Erschütterungen von seinen imperialen Verpflichtungen zu trennen. Der Abschied vom Empire wurde demnach in der öffentlichen Wahrnehmung immer weniger als machtpolitischer Verlust gedeutet, sondern in moralischer Perspektive als das Ende einer erfolgreichen imperialen Mission Großbritanniens interpretiert. Sich ganz anders als beispielsweise Frankreich in das eben Unvermeidbare zu fügen und das Ende des Empire als einen schon immer angestrebten Erfolg der britischen Zivilisationsaufgabe zu propagieren, war eine beachtliche Demonstration britischer Staatskunst. In diesem Sinne, betont Altmann, habe bereits 1945 Einigkeit zwischen Labour und den Konservativen über das Ziel bestanden, »die abhängigen Gebiete nach einem möglichst intensiven sozioökonomischen Reifeprozess in die politische Selbständigkeit zu führen«. Diesen Konsens hätten weder die nostalgischen Imperialisten auf der Rechten noch die lautstarken Antiimperialisten auf der Linken in nennenswerter Weise verschieben können. Unübersehbar wurde allerdings die Meßlatte, zu welchem Zeitpunkt ein Land die politische und wirtschaftliche Reife für den Übergang in die Unabhängigkeit erreicht hatte, vor allem im Zuge der beschleunigten

Dekolonisationspolitik unter Macmillan seit dem Ende der fünfziger Jahre nicht allzu hoch gehalten. Dies hing auch mit der vom Autor betonten Tendenz zusammen, daß die Briten ihr imperiales Erbe im Laufe der Jahre immer weniger als eine positive Verpflichtung betrachteten, sondern immer stärker als ein bedrückendes Erbe, welches das Land daran hinderte, nüchtern seine eigenen innen- und außenpolitischen Interessen zu verfolgen und die bestehenden knappen Ressourcen für den eigenen Nutzen zu verwenden. Die Entlassung Indiens aus dem Empire habe nicht zuletzt deshalb innenpolitisch kaum Probleme verursacht, da bereits im Jahr 1947 nicht das ferne Schicksal des Weltreiches über die politische Zukunft einer Regierung entschieden habe, sondern vielmehr die Innen- und Sozialpolitik und die damit verbundene Hoffnung auf Wohlstand. Insbesondere Macmillan war es dann, der ungeachtet aller Rhetorik Nutzen und Kosten des Empire kühl kalkulierte und seinen triumphalen Wahlsieg im Oktober 1959 nicht zuletzt der von ihm propagierten Maxime des »Never had it so good« verdankte.

Besonderen Belastungen ausgesetzt war dieser überparteiliche und eben auch von der breiten Öffentlichkeit getragene innerbritische Konsens in der Kolonialfrage jedoch immer dann, wenn die Interessen weißer Siedler mit den Ansprüchen der schwarzen Bevölkerungsmehrheit kollidierten. Dies geschah vor allem in der Zentralafrikanischen Föderation und nach deren unrühmlichen Ende in Rhodesien. Überraschend wenig erfährt der Leser in diesem Zusammenhang über die Rückwirkungen des jahrelangen Mau-Mau-Aufstandes in Ostafrika (1952–1956) auf die innenpolitische Debatte. Auch auf den »Sonderfall« Malaya, wo die Briten entgegen ihrem sonstigen Verhalten seit dem Sommer 1948 über Jahre hinweg mit militärischen Mitteln die dort operierende Guerilla mit Erfolg bekämpften, geht Altman nicht ein. Ausführlich erörtert er dagegen die äußerst kontrovers geführte innerbritische Diskussion über den fehlgeschlagenen Versuch von Premierminister Eden, 1956 mit einer Militäraktion am Suezkanal die Erosion der britischen Macht im Nahen Osten aufzuhalten.

Die anregende und von einer sicheren Kenntnis der Fachliteratur getragene Studie leistet ohne Zweifel einen willkommenen Beitrag zur Geschichte der Entkolonialisierung nach 1945, ohne den Stand der Forschung in den wesentlichen Fragen zu verändern. Der erfolgreich verlaufende Prozeß des inneren Abschieds vom Empire wird jedoch mit all seinen Facetten und Verbindungen zu anderen Feldern der britischen Innen- und Außenpolitik deutlicher erkennbar, als dies vordem der Fall war. Für die Jahre von 1970 bis 1982 gilt dies allerdings nur noch mit Einschränkungen.

Rainer LAHME, Boppard

François KERSAUDY, Winston Churchill. *Le pouvoir de l'imagination*, Paris (Tallandier) 2000, 600 S. (Biographies. Figures de proue), ISBN 2-235-02250-2, EUR 23,00.

Noch eine Churchill-Biographie, so muß man fragen, obgleich mehrere neuere und neueste auch in französischer Übersetzung vorliegen oder sogar von französischen Autoren verfaßt wurden? Substantiell Neues wird man da nicht erwarten dürfen, zumal die Quellen schon lange zugänglich sind und Kersaudy sich in den Belegen nur selten – wenn überhaupt – auf Archivrecherchen und statt dessen überwiegend auf die Arbeiten seiner Vorgänger stützt. Spannend muß also vor allem die Interpretation sein, die er aus der Fülle des bekannten Materials ziehen wird.

Wie nicht anders zu erwarten, geht auch aus der Darstellung Kersaudys die beeindruckende Vielseitigkeit und die grenzenlose Energie Churchills hervor, mit der er die Möglichkeiten seiner Abstammung ebenso nutzte, und ebenso seine oft kompromißlose Eigensinnigkeit, mit der er immer wieder seine großen Chancen auch beinahe zunichte machte. Die bekannten Stationen der Kindheit und Jugend des späteren zweimaligen Pre-

mierministers werden zuverlässig nacherzählt, jedenfalls soweit dies in einem Band möglich ist angesichts eines selbst für englische Verhältnisse langen Politikerlebens, dessen Höhepunkte auch für zwei oder drei interessante Lebensläufe ausgereicht hätten. Zunächst die Jugendjahre von Harrow über Sandhurst, Indien, den Sudan bis nach Südafrika. Dabei wird die eigentümliche Mischung des Berufssoldaten und des Journalisten Churchill besonders augenscheinlich. Noch offensichtlicher aber ist hier wie im ganzen Buch Kersaudys Hang zum Detail, was in vielen Fällen zur Illustration, wenn nicht gar zur Erklärung nützlich erscheint, und zur Anekdote, was noch erträglich ist, aber darüber hinaus auch zum Skandalösen: Was eine Aufzählung der offenkundig zufälligen Nationalitäten der Liebhaber Lady Randolph Churchills, seiner Mutter, hier zu suchen hat, bleibt sein Geheimnis.

Völlig zu recht geht Kersaudy dagegen immer wieder auf das Verhältnis Churchills zu seinem Vater ein, der früh sein Interesse für Politik weckte und ihm in vielerlei Hinsicht noch bis zum Ende der zwanziger Jahre als Vorbild diente; vor allem aber waren es die Freunde seines Vaters, die ihm zu Beginn seiner politischen Karriere in gewisser Hinsicht als Hausmacht zur Verfügung standen. Die weiteren Stationen, darunter auch die beiden großen Debakel Churchills als verantwortlicher Politiker, sind bekannter. Zunächst das grandios gescheiterte Gallipoli-Unternehmen zu Beginn des Ersten Weltkriegs, dann später die Landung in Norwegen im Frühjahr 1940. Warum ausgerechnet diese beiden Ereignisse neben seinen Reisen durch Indien und Südafrika durch die einzigen Karten in Kersaudys Buch besonders markiert und auch ansonsten mehr als ausführlich behandelt werden, bleibt allemal unerfindlich. Dazwischen liegen u. a. Churchills Rückkehr in den Soldatenberuf, diesmal in die Schützengräben Frankreichs, und die Krönung seiner Laufbahn bis dahin, die fünf Jahre als Finanzminister von 1924 bis 1929. Von da an aber verschwindet Churchill für zehn Jahre in der politischen »wilderness«. Und wäre er im 1940 nicht zum Premierminister aufgestiegen, so würde sich heute kaum noch jemand mit dieser sehr abwechslungsreichen, als letztlich unvollendeten Karriere beschäftigen. Erst durch seine Leistung im Zweiten Weltkrieg und die zweite Amtszeit in den fünfziger Jahren wird die politische Laufbahn Churchills vollendet, wird der Nachfahre Marlboroughs zu einem der überragenden Staatsmänner des 20. Jhs.

All dies berichtet Kersaudy zuverlässig und gut lesbar, wie andere vor ihm auch. Aber die Deutung Churchills, die Quintessenz bleibt merkwürdig unscharf. Am Ende werden für den Leser ein Dutzend Stärken und kaum weniger Schwächen nebeneinandergestellt, der sich wohl sein eigenes Urteil bilden soll. Alles in allem eine eher konventionelle Biographie, die in der Platitüde gipfelt, daß nur durch große Umstürze große Männer hervorgebracht werden können. Ob man damit dem Anspruch gerecht wird, daß jede Generation sich ihre Geschichte wieder neu erschließen muß, darf man vielleicht bezweifeln, denn der Abstand zu Churchill ist – anders als Kersaudy meint – am Beginn des 21. Jhs. groß genug: Churchill ist heute in seinen Vorstellungen und Handlungsmustern im Kern ein Figur des langen 19. Jhs. oder, wenn man so will, ein Anachronismus.

Hans-Heinrich JANSEN, Sankt-Augustin

Paul ADDISON, Churchill. The Unexpected Hero, Oxford (Oxford University Press) 2005, VIII–308 S., ISBN 0-19-927934-9, GBP 12,99.

Addisons Biographie ist der neueste Versuch der verbreiteten Faszination mit der Person in einem Buch Ausdruck zu geben, weitere Fakten zu der bereits sehr detaillierten Analyse von Churchills Leben und Wirken hinzuzufügen und den einschlägigen Werken zum selben Thema eine neuere Perspektive zu geben. Vor dem Hintergrund von erstklassigen Charakterskizzen wie die von Roy Jenkins oder die verschiedenen von Churchill persönlich autorisierten Biographien, zum Beispiel die letzte von seinem Sohn Randolph

begonnene und von Martin Gilbert in insgesamt acht Bänden fortgesetzte, muß Addisons Buch, nicht zuletzt auf Grund seiner relativen Kürze, als rudimentärer Ansatz zu einer ganzheitlichen Analyse von Churchills Leben erscheinen.

Der Grundstock zu seinem Buch, so Addison in der Einleitung, basiert auf Aufsätzen und Vorträgen, was eine mögliche Erklärung für die Kürze ist (S. VIII). Er zeigt aber auch, daß ein so komplexes historisches Thema durchaus in dem von ihm gewählten Rahmen eine Einführung finden kann. Addison bringt dabei eine der größten Stärken der englischsprachigen akademischen Literatur zur Geltung, die sich in dem Motto »short, precise and to the point« zusammenfassen läßt. Diese Art des Schreibens hat zweifellos den Vorteil, daß dieses Buch einer breiteren Öffentlichkeit, jenseits von Universitäten und akademischen Zirkeln, zugänglich sein wird und nicht durch eine Vielzahl von Fußnoten abschreckt. Sein Schreibstil ist unterhaltsam und macht seine Argumente leicht verständlich. Er verliert dabei aber nicht das Augenmaß für fundierte historische Argumente und schafft es in aller Kürze eine interessante und einsichtsreiche, wenn auch nicht allumfassende, Analyse zum Leben und Wirken des »größten Engländers unserer Zeit« abzuliefern. Historisch deckt das Buch alle wichtigen Begebenheiten in Churchills politischen Leben ab, angefangen mit seinem kometenhaften Aufstieg vom Politikneuling zum Unterstaatssekretär in Kolonialfragen, Wirtschafts- und Handelsminister, Innenminister und schließlich Marineminister und Oberbefehlshaber der Flotte am Anfang des Ersten Weltkriegs (Kap. 3). Selbstverständlich fallen seine fatalsten und von seinen Gegnern oft rezierten politischen und militärischen Fehlentscheidungen auch in diese Zeitspanne, von der Kapitulation Antwerpens vor den Deutschen trotz Churchills persönlicher Intervention (S. 74), bis hin zur desaströsen Dardanellenoffensive (Gallipoli) in der 46 000 Soldaten des britischen Imperiums ihr Leben ließen (S. 76–81). Addison stellt in der Vorgeschichte zu diesen Ereignissen Churchills konkrete militärische Erfahrung als Offizier gut dar. Er leitet daraus anschaulich sein militärisches Verständnis in verantwortlicher Position in einem späteren Abschnitt seines Lebens ab, nicht ohne dabei auf den manchmal fatalen Einfluß von Churchills Temperament und Selbstüberschätzung hinzuweisen (S. 83–85).

Seine auf dieser Basis in den dreißiger Jahren als Kriegstreiberei verschriene harte Haltung gegenüber Nazi-Deutschland sollte sich nach dem Fall der Tschechoslowakei im März 1939 als richtig herausstellen und ihn letztlich zum Premierminister und Führer des britischen Imperiums in seinen schwersten Stunden machen (S. 147–161, 249). Seine Worte prägen bis heute unser Verständnis von dieser Epoche und gelten dem britischen Volk bis heute als Verkörperung seines durch die ultimative Herausforderung des Zweiten Weltkrieges gestählten Selbstverständnisses. Ikonographische Phrasen wie »We shall never surrender«, den Widerstandswillen der Briten gegen eine mögliche Invasion beschwörend, »Never in the field of human conflict was so much owed by so many to so few«. Der Tribut an die fast übermenschliche Leistung der Royal Air Force im Luftkrieg um Großbritannien und »Britain's finest hours« am Ende des Krieges (S. 168) jagen bis heute nicht nur geschichtsbewußten Briten einen Schauer über den Rücken. Addison stellt mit viel Feingefühl Churchill als Verkörperung dieses britischen Geistes dar, der ihn zu Recht zur dominanten Führungspersönlichkeit in einer Zeit machte, als Großbritannien nach dem Fall Frankreichs und vor dem Eintritt Amerikas in den Krieg, als letzte Bastion von Freiheit und Demokratie im Westen stand. Mindestens ebenso eindrucksvoll war Churchills politische Klarsicht nach dem Krieg bezüglich der Sowjetunion und dem sich schnell entwickelnden kalten Krieg, dessen Grund er als erster umfassend mit der Notwendigkeit eines äußeren Feindes für deren totalitäres kommunistisches Regime erklärte. Eine schnelle Verhandlungslösung war deshalb nicht zu erwarten. Die gesamte Logik des kalten Krieges beruht auf diesem Verständnis, daß nur eine Politik der Stärke die Sowjetunion zum Umdenken bringen würde, und daß bis dahin Sicherheit nur auf der Furcht vor einem nuklearen Holocaust, sprich atomarer Abschreckung, beruhte (S. 236). Churchills visionäre Ideen zur

Europäischen Einigung passen in dieses Bild insofern, als er zum Beispiel mit seinem Aufruf zu einer europäischen Armee die Stärkung des westlichen Bündnisses bezweckte. Nichtsdestotrotz war eine derartige Idee im Jahre 1946 revolutionär und jenseits dessen, was viele seiner Landsleute und viele Europäer für möglich hielten (S. 228). Leider ist die Nachkriegsgeschichte der schwächste Teil des Buches. Addison stellt die Ereignisse nicht mit der aus den vorangegangenen Kapiteln gewohnten Zielsicherheit für das historisch Wesentliche und den zugehörigen essenziellen Details dar.

Davon abgesehen ist diese Biographie ein rundum gelungenes Werk, das dem Leser eine kurze und prägnante Einführung in Churchills Leben gibt, welches unzweifelhaft die formativen Momente auf denen unsere heutige westliche Zivilisation beruht, beinhaltet und zu denen er maßgeblich beigetragen hat. Die Faszination von Churchills Persönlichkeit wird hier klar und sollte die interessierten Leser zu weiteren Studien anregen.

Thomas HÖRBER, Angers

Constantin GOSCHLER, Schuld und Schulden. Die Politik der Wiedergutmachung für NS-Verfolgte seit 1945, Göttingen (Wallstein) 2005, 543 S., ISBN 3-89244-868-X, EUR 38,00.

Ende des letzten Jhs. rückte die Frage der Wiedergutmachung zurück ins Rampenlicht der Öffentlichkeit. Mehr als 50 Jahre nach dem Ende des Nationalsozialismus war das Problem, die Opfer des Regimes zu entschädigen, nicht abgeschlossen. Auslöser waren vor allem die Klagen gegen Schweizer Banken, die 1996 von Opfern und deren Nachfahren vor amerikanischen Gerichten erhoben wurden. Bald dehnten sich solche Klagen in ganz Europa aus. Zugleich verstärkten sich die Forderungen, ehemalige Zwangsarbeiter in der deutschen Kriegswirtschaft zu entschädigen. Die Verhandlungen über diese Frage vollzogen sich unter einer starken Anteilnahme der Öffentlichkeit. Sie veranlaßten im Jahr 2000 die Bundesregierung, die Stiftung »Erinnerung, Verantwortung und Zukunft« zu errichten.

Diese Entwicklung war der vorläufige Schlußpunkt in einer jahrzehntelangen Auseinandersetzung, in der politisch Verantwortliche und die Vertreter von Opfern um Entschädigungen verhandelten. Dieser Prozeß war in allen Jahren, in denen die Bundesrepublik Deutschland bestand, ein durchgehendes Thema der Politik. Wiedergutmachung prägte die Geschichte der Bonner und später auch der Berliner Republik. Goschler nimmt sich dieses langwierigen, juristisch hochkomplexen Prozesses der Wiedergutmachung in Deutschland an. Das Ergebnis ist eine umfangreiche Entschädigungsgeschichte, die dieses bislang wenig beachtete Thema eingehend aufarbeitet.

Er beginnt mit einer Geschichte des Begriffes der »Wiedergutmachung« und weist nach, daß er aus der Zeit nach dem Ersten Weltkrieg stammt und zunächst Regelungen des Versailler Vertrages bezeichnete. Mit dem Wort ist der christliche Glaube verbunden, so Goschler, daß die Schuld der Menschen abgetan werden kann. Das jüdische Konzept sieht dagegen eine Vergebung der Sünden durch Versöhnung vor. Eine Verbindung von Wiedergutmachung und Vergebung wurde auf jüdischer Seite oft abgelehnt. Dieser grundsätzliche Unterschied in der Auffassung von moralischer Entschuldung sorgte vor allen Dingen bei der jüdischen Opfergruppe immer wieder für Mißverständnisse und Streit mit den Politikern, die Lösungen zur Entschädigung anstrebten.

Diese Entschädigungen wurden schon früh von den alliierten Siegermächten geplant und während der Besatzungsherrschaft eingeführt. Sie sollten ein Teil der Politik sein, um die Folgen der deutschen Diktatur zu bewältigen. Die junge Bundesrepublik übernahm diese Aufgabe und klärte in den 1950er Jahren durch zahlreiche Verträge mit westeuropäischen Staaten die Folgen der deutschen Besatzungsherrschaft. Im Inneren gewährten vielfältige Gesetze, die Goschler alle in ihrem Zustandekommen beschreibt, einen materiellen Ausgleich für die Opfer und ihre Angehörigen, die in Westdeutschland überlebten. Gerade die

Einigungen mit dem Ausland waren für die Regierung Adenauer wichtig, weil so die Bonner Republik außenpolitischen Bewegungsraum erhielt. In diesem Zusammenhang fällt auch das Luxemburger Abkommen von 1952 mit Israel, in dem sich Westdeutschland zu umfangreichen Entschädigungszahlungen an den jungen jüdischen Staat verpflichtete.

In Westdeutschland wurde, wie Goschler es nennt, ein bürgerlicher Weg der Wiedergutmachung beschritten, bei dem vor allem eigentumsrechtliche Fragen im Vordergrund standen. In Ostdeutschland sah es dagegen ganz anders aus. Hier gab es vorrangig eine politische Rehabilitierung der Opfer des Nationalsozialismus. Rückerstattungsfragen wurden weitgehend ausgeklammert. Dafür dienten die Opfer des Systems dazu, die bestehende Ordnung im Osten zu legitimieren. Die Aufarbeitung der nationalsozialistischen Vergangenheit nahm im Westen kontinuierlich zu, schuf aber zugleich den Wunsch nach einem endgültigen Ende. Die Debatte um den sogenannten »Schlußstrich« kam auf. So begann sich nach 1965 in der Bundesrepublik die Ansicht durchzusetzen, daß die Wiedergutmachung beendet wäre. Die Diskussion um die Entschädigung der Zwangsarbeiter traf daher in den 1990er Jahren die deutsche Öffentlichkeit vollkommen unvorbereitet. Insgesamt zahlte die Bundesrepublik von 1949 bis 1998 gemäß Forschungen von Goschler rund 105 Milliarden Mark an Wiedergutmachung.

Das Buch berührt jenseits der Aufarbeitung eines Teils der Geschichte der Bundesrepublik ein brisantes Thema. Wiedergutmachung ist, so Goschler im Schlußkapitel mit Verweis auf andere Länder, ein wichtiger Bestandteil um historisch verankerte Konflikte zu bewältigen. Dieses zeigt sich heute beispielsweise in den USA, wo eine Diskussion um die Entschädigung der indianischen Ureinwohner noch nicht abgeschlossen ist. Die Darstellung dieses wichtigen Themas gerät in den Händen von Goschler jedoch mitunter zu einer trockenen Auflistung von Gesetzgebungsverfahren. Zudem sind viele seiner Thesen und Beschreibungen nicht neu, wie er im Vorwort selbst einräumt. Teilergebnisse veröffentlichte er bereits zuvor in Aufsätzen. Die ausführlichen Darlegungen des Buches geben nun jedoch einen guten Überblick über die einzelnen Phasen der deutschen Vergangenheitsbewältigung.

Hanns C. LÖHR, Berlin

Lothar GALL, *Der Bankier Hermann Josef Abs. Eine Biographie*, Munich (C. H. Beck) 2004, 526 p., ISBN 3-406-52195-9, EUR 29,90.

Cette biographie est un modèle, tant par la précision des faits relatés que par l'équilibre des jugements, en particulier sur des points controversés comme le rôle joué par Abs sous le Troisième Reich. L'ouvrage possède une grande puissance évocatrice. Il est agrémenté de nombreuses photos, en particulier un portrait figurant en couverture qui exprime à merveille les capacités d'analyse et d'abstraction du personnage, mais aussi sa réserve, voire sa dissimulation, à l'abri des lunettes derrière lesquelles brille le regard.

Par bien des aspects, Abs se rattache à la bourgeoisie rhénane traditionnelle, de confession catholique, pétrie d'humanisme et de culture, nostalgique de l'économie de libre concurrence, de stabilité monétaire et d'ouverture internationale telle qu'elle existait avant la Première Guerre mondiale. Gall y voit l'un des fils conducteurs de sa carrière. Né en 1901 à Bonn, Abs appartient à une famille de juristes matériellement aisée, possédant des participations dans l'industrie, notamment dans un gisement de lignite qui restera sa propriété jusqu'en 1943. Dans ce milieu, la foi religieuse est vive, l'adhésion au *Zentrum* naturelle. Même si, politiquement, Abs se sent plus proche de Stresemann, il affiche publiquement ses convictions religieuses, jusqu'en plein Troisième Reich où il participe aux processions de la Fête-Dieu, appartient à l'ordre du Saint-Sépulcre et se dit »chrétien avant d'être allemand«. Son attachement à la culture classique est vif, même s'il n'y donnera libre cours qu'une fois venu l'âge de la retraite, collectionnant des objets d'art, soutenant des manifestations cultu-

relles, notamment le festival annuel de musique baroque d'Ansbach, voué aux œuvres de son compositeur préféré, J.-S. Bach.

Les débuts de sa carrière, durant les années 1920, correspondent aux derniers feux de l'économie libérale extravertie du XIX^e s. Abs y participe pleinement. Après un apprentissage dans une Privatbank de Cologne, il travaille dans le grand commerce international, à Amsterdam, puis à Londres, enfin à New York, la Nouvelle-Orléans et en Amérique du Sud pour un courtier belge en coton. Lors de son voyage de noces à Paris, il se rend à la banque de Neuflyze, elle-même fortement insérée dans le négoce international. Devenu fondé de pouvoirs de la banque Delbrück Schickler & Co, il s'installe à Berlin en 1928, puis est appelé au directoire de la Deutsche Bank en 1937, pour ses compétences de spécialiste en affaires internationales.

C'est dans ce domaine que, sous le Troisième Reich, se valorisent ses talents. Non sans fréquentes et lourdes ambiguïtés: Gall avoue à plusieurs reprises sa perplexité face à un personnage dont il est difficile de dire s'il s'est borné à suivre et à faire profiter sa banque des occasions procurées par la politique étrangère du régime, s'il a agi pour influencer les dirigeants dans tel ou tel sens ou s'il mérite au contraire de figurer parmi les opposants potentiels. Tantôt Abs se borne à faire profiter la Deutsche Bank des occasions offertes. Cinq jours après l'Anschluß, il part à Vienne négocier pour elle une place de partenaire privilégié de la Credit Anstalt, sans succès d'ailleurs, car elle échoit à la VIAG, proche du pouvoir nazi, qui ne cède sa place à la Deutsche Bank qu'en 1942. L'importance attachée par Abs à cette place semble grande: malgré la confiscation des parts de la Deutsche Bank dans la Credit Anstalt en 1945, il parvient néanmoins à conserver une coopération étroite avec elle. De même, sous son impulsion, des accords sont signés et des participations acquises dans plusieurs pays d'Europe balkanique: la Yougoslavie pour la Compagnie des mines de Bor, la Roumaine pour la Banque commerciale roumaine et, à travers elle, les gisements pétroliers. Là aussi, après la guerre, Abs marquera sa volonté d'obtenir un dédommagement pour les pertes encourues du fait de la défaite et de la socialisation des économies.

Dans d'autres occasions, s'agit-il encore de »suivisme«? Abs est aussi un acteur, capable d'une habileté manœuvrière qui ne cède en rien aux autres dirigeants nazis. À l'automne 1940, il fait pression sur Alexandre Galopin, le gouverneur de la Société générale de Belgique, et mobilise toutes ses relations, y compris Hjalmar Schacht et Guido Schmidt, le directeur général des Reichswerke Hermann Göring, pour obtenir pour la Deutsche Bank le contrôle du groupe sidérurgique luxembourgeois ARBED. Certes, là aussi, le projet avorte, les actions d'ARBED possédées par des intérêts belges étant mises sous séquestre par les autorités allemandes d'occupation. D'autres affaires ont même un aspect ambigu, comme la reprise par la Deutsche Bank de la maison berlinoise Mendelssohn: les spécialistes, aujourd'hui encore, se partagent entre ceux qui estiment qu'Abs a voulu profiter de l'aryanisation pour éliminer les dirigeants de la banque et ceux qui décrivent son rôle comme celui d'un prête-nom leur permettant de retrouver ultérieurement le contrôle de l'affaire.

Enfin, par certains aspects, Abs fait figure d'opposant. Il entretient des relations suivies avec plusieurs membres de l'aristocratie conservatrice comme le comte Peter Yorck von Wartenburg ou le comte Helmut James von Moltke, les futurs conjurés du 20 juillet 1944 et victimes de la répression qui s'ensuit, de même qu'avec des hommes d'affaires émigrés comme Richard Merton, le président de la Metallgesellschaft. Son catholicisme affiché le fait mal voir du pouvoir. Lors d'un déplacement en Suisse en 1942, il se serait répandu en propos défaitistes sur l'issue de la guerre, ce qui lui vaut d'être dénoncé comme traître par un placard apposé au siège de la Deutsche Bank à Berlin, vraisemblablement rédigé par le secrétaire de la cellule d'entreprise du NSDAP. Toutefois, suivant ici les appréciations de Hans Mommsen, Gall préfère le placer à la périphérie plutôt qu'au cœur de l'opposition au nazisme.

Certes il ne saurait être question de faire endosser à Abs la responsabilité de décisions dont il n'était sans doute pas tenu informé, malgré les postes qu'il occupait, en tant que représentant de la Deutsche Bank, dans de nombreux conseils de surveillance. Ainsi, il est présent à la séance du conseil d'IG Farben, qui, en 1941, se tient le lendemain du jour où est prise la décision d'installer à Monowitz, près d'Auschwitz, un grand complexe chimique recourant à la main-d'œuvre concentrationnaire. Il est infiniment probable, selon Gall, que la question n'a pas été évoquée, malgré l'énormité des investissements nécessaires. Mais, plus fondamentalement, une part d'ombre persiste dans la nature même de son rôle sous le nazisme, même s'il s'en expliquera fréquemment par la suite et s'impliquera personnellement fortement en 1953 dans les négociations entre le gouvernement fédéral allemand, l'État d'Israël et la Jewish Claims Conference sur l'indemnisation des victimes du nazisme.

Emprisonné durant trois mois en 1945, jugé, puis disculpé par les tribunaux américains, Abs rentre dans une semi-retraite. Il en est tiré en 1948 par sa nomination à la tête du Kreditanstalt für Wiederaufbau. Quatre ans plus tard, il retrouve son mandat au directoire de la Süddeutsche Bank, l'un des trois établissements héritiers de la Deutsche Bank. Dans celle-ci, reconstituée en 1957, Abs conserve les mêmes responsabilités qu'avant guerre. Puis il accède à la présidence du directoire, enfin, en 1967, à celle du conseil de surveillance qu'il conserve jusqu'à son départ en retraite en 1976. Son importance grandit dans toutes les questions de politique économique. À plusieurs reprises, Adenauer songe à en faire son ministre des Affaires étrangères. C'est qu'il prend publiquement position sur de multiples problèmes et cumule les responsabilités, tout en restant fidèle à l'héritage légué par son milieu d'origine et par ses années de formation. Son ralliement à l'économie sociale de marché est essentiellement pragmatique, car il n'hésite pas à réclamer en cas de besoin l'intervention gouvernementale, en 1951, par exemple, où il parvient à convaincre Adenauer de mettre en place un système d'aide à l'investissement dans les secteurs de base, malgré les fortes réticences d'Erhard. Il en est de même dans les relations monétaires et financières avec l'étranger. Ainsi, s'il prend la tête de la délégation allemande dans les négociations qui conduisent en 1953 aux accords de Londres consolidant la dette extérieure allemande, c'est parce qu'il y voit une étape essentielle à la réinsertion de l'Allemagne dans le marché mondial des capitaux et à son retour au rôle de grand prêteur international exercé avant la Première Guerre mondiale. De même, s'il est hostile aux réévaluations successives du Deutsche Mark à partir de 1961, c'est parce qu'il y voit un soutien artificiel au système de Bretton Woods, fondé sur un dollar dépourvu de couverture en or suffisante. Finalement, comme il l'a dit un jour avec une fausse simplicité, toute sa carrière a consisté à agir pour «remettre les choses en ordre», de façon à ce que la libre concurrence puisse agir en toute efficacité.

Les mêmes orientations s'expriment dans son action à la Deutsche Bank. Il ranime les anciennes filiales, comme la Deutsche Überseeische Bank, spécialisée dans les liens avec l'Amérique latine, ou comme la banque de Bary à Amsterdam, parvenant à obtenir du gouvernement néerlandais la rétrocession de la part possédée par la Deutsche Bank avant guerre à un consortium international. Il développe les activités en matière d'emprunts internationaux, émis pour le compte de grandes sociétés ou de collectivités publiques, libellés d'abord en dollars, puis en Deutsche Mark à partir de 1959, date du retour à la convertibilité monétaire externe. Il favorise la conclusion de pools bancaires internationaux avec d'autres partenaires, comme Euralliance avec la Société générale de Belgique et l'Amsterdamsche Bank. Dès 1963, la Deutsche Bank entretient des relations avec 2223 banques établies dans 138 pays.

Quant au pouvoir que confèrent à Abs ses multiples mandats dans des conseils de surveillance de grandes sociétés, où il siège, soit à titre personnel, soit pour le compte de la Deutsche Bank, et dont il est souvent président, il impressionne par son étendue, même si Gall, sans doute du fait des sources utilisées, essentiellement les fonds déposés par Abs lui-même dans les archives de la Deutsche Bank, et non ceux des sociétés représentées, ne

montre guère l'usage qu'en a fait leur détenteur. À la fin de la guerre, Abs disposait de 50 mandats. Réduits à 13 en 1947, ils redeviennent 34 dès 1965, dont 21 présidences. Une loi fédérale, à l'élaboration de laquelle Abs prend une part active, limitant alors la détention de mandats par un seul individu, ce nombre diminue par la suite, d'autant plus qu'Abs doit renoncer à certains pour accéder à d'autres où sa participation est requise, comme par exemple chez Krupp en 1967 lors de la mise en place du plan de sauvetage du groupe. Ayant pris sa retraite à la Deutsche Bank, Abs conserve encore certains mandats: il reste ainsi membre du conseil de la Metallgesellschaft jusqu'en 1978 et de celui des charbonnages Dahlbusch jusqu'en 1988, deux postes où il a exercé ses fonctions de manière ininterrompue durant un demi-siècle.

Abs incarne ainsi la continuité qui marque les élites dirigeantes de l'économie allemande, par-delà les changements de régime, des années 1930 aux années 1970. Plus que quiconque, il en assure le rayonnement à l'extérieur. Durant les années 1970, son intervention est sollicitée pour le règlement de toutes sortes de questions financières internationales, depuis le rééchelonnement de la dette extérieure de certains pays en développement comme l'Indonésie ou l'Argentine jusqu'à la remise en ordre des finances pontificales, après le scandale du Banco Ambrosiano. Sur le plan intérieur cependant, l'influence d'Abs rencontre progressivement des limites. Son avis n'est pas toujours suivi. Gall remarque par exemple que, dans le débat sur l'extension de la cogestion paritaire réclamée par les syndicats, il doit se rallier à la ligne dure préconisée par le patronat, malgré des options personnelles plus nuancées. À vrai dire, depuis la fin des années 1960, son audience s'estompe. C'est surtout le cas dans les cercles gouvernementaux, par suite notamment de l'arrivée aux leviers de commande des sociaux-démocrates, notamment de Karl Schiller au ministère de l'Économie qui ne le consulte guère. Le renouvellement des générations en fait peu à peu un symbole, encensé par certains, contesté par d'autres. En 1969, une caricature du »*Spiegel*« le représente sous les traits d'un monarque louis-quatorzien, se livrant à un jeu de mots facile sur l'»Abs-solutismus«. L'historien est-allemand Eberhard Czichon l'attaque violemment pour son rôle sous le Troisième Reich, s'attirant en réplique de la part d'Abs un procès en diffamation. Même si, un an avant sa mort, survenue en 1994, le magazine américain »*Forbes*« le qualifie encore d'»homme le plus puissant d'Allemagne«, il n'est plus guère que le témoin d'une époque révolue. Le grand mérite de l'ouvrage de Gall est d'en faire découvrir à son lecteur toute la richesse et les multiples dimensions.

Jean-François Eck, Lille

Lothar GALL (Hg.), *Krupp im 20. Jahrhundert. Die Geschichte des Unternehmens vom Ersten Weltkrieg bis zur Gründung der Stiftung*, Berlin (Siedler) 2002, 719 p., ISBN 3-88680-742-8, EUR 34,90.

Après avoir dirigé le volume consacré à l'histoire de Krupp au XIX^e s., paru en 2000, il revenait à Gall d'animer l'équipe qui a poursuivi cette histoire jusqu'en 1968, date à laquelle la propriété du groupe, selon la volonté de son dernier actionnaire unique, décédé l'année précédente, est transférée à une fondation à but non lucratif, échappant ainsi, à la cinquième génération, à la famille qui le possédait depuis sa fondation en 1811. Disons-le tout de suite: il s'agit d'une synthèse majeure, appelée à faire date. Réalisée à partir des archives du groupe, riche en tableaux statistiques, plans, illustrations, l'ouvrage remplace avantageusement – et souvent rectifie – celui de William Manchester, »*Les armes des Krupp*«, le seul dont dispose à ce jour le public francophone, dans une traduction parue en 1970.

Quatre auteurs se partagent le volume. Les »années mouvementées« qui s'écoulent de 1914 à 1925 sont étudiées par Klaus TENFELDE qui insiste sur le poids qu'y revêtent les

aspects politiques et sociaux. Le contexte politique joue un rôle déterminant, quoique non univoque. En 1913–1914, Krupp ne consacrait aux fabrications de guerre que 28% de son chiffre d'affaires. Ses dirigeants qui n'avaient pas pressenti l'imminence du conflit n'ont pas fait pression auprès des pouvoirs publics pour son déclenchement, ni pour obtenir du chancelier Bethmann-Hollweg, à l'automne 1914, la définition de buts de guerre conformes aux revendications pangermanistes, malgré la présence à la tête du directoire d'Alfred Hugenberg avec qui, comme l'avait déjà noté Georges-Henri Soutou, Gustav Krupp von Bohlen est en sensible décalage. Paradoxalement, c'est la défaite qui les convertit au militarisme. Pour satisfaire aux obligations du traité de Versailles, ils doivent renoncer totalement à la fabrication de matériel de guerre, une reconversion à laquelle ils tentent d'échapper grâce à leurs relations privilégiées avec les milieux gouvernementaux. En 1922, un accord secret conclu avec la Reichswehr crée un bureau d'études théoriquement indépendant qui travaille sur les plans de l'état-major. De même, c'est en pleine connaissance des pouvoirs publics que du matériel d'armement est testé en Union soviétique, à qui Krupp livre des locomotives et des machines agricoles, et que des filiales sont créées aux Pays-Bas et en Suède pour poursuivre les fabrications de guerre. À l'unisson d'un peuple qui refuse majoritairement d'assumer les conséquences de sa défaite, Krupp devient, durant l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en 1923, le symbole même des souffrances de l'Allemagne, lors de la fusillade qui, lors d'une manifestation pacifique, fait 13 morts parmi son personnel, puis de l'arrestation de Gustav Krupp et de trois de ses collaborateurs, condamnés par les autorités françaises à de lourdes peines de prison.

Sur le plan social, la Première Guerre mondiale et ses suites annoncent la Seconde. Les effectifs du groupe connaissent d'amples fluctuations. Les 81 000 salariés de janvier 1914, devenus 168 000 en janvier 1918 (dont 26% de femmes), ne sont plus que 75 000 début 1925. Durant le conflit, on recourt à des prisonniers de guerre, au mépris des conventions de Genève, et à l'embauche de travailleurs belges, hollandais, suisses, de sorte qu'en 1918 8% du personnel des fonderies est de nationalité étrangère. La firme édifie, pour les loger, de multiples foyers et baraquements. Dans les usines et les mines possédées en dehors de la Ruhr, à Magdebourg et Silésie, les prisonniers de guerre et travailleurs civils russes ou polonais sont nombreux. Pour l'ensemble du personnel, les conditions matérielles se dégradent, durant la guerre par suite du blocus, après celle-ci du fait des troubles révolutionnaires et de l'inflation. Au lendemain de la stabilisation du Reichsmark, en 1924, malgré le renvoi des effectifs en surnombre et les compressions de salaires, le groupe ne parvient pas à rétablir sa situation. Aux 33 millions de Reichsmark de bénéfices de l'exercice 1913–1914, s'opposent, en un abrupt contraste, 15 millions de pertes de 1924–1925.

Les années 1924–1933 sont examinées ensuite par Toni PIERENKEMPER, sous l'angle des stratégies suivies par Krupp. Elles correspondent, non pas à la prospérité, mais plutôt à une stagnation relative. Menacé de faillite par l'inflation qui a déstabilisé son bilan, le groupe est sauvé, au printemps 1925, par l'aide gouvernementale. Le chancelier Luther, ancien *Oberbürgermeister* d'Essen et futur membre du conseil de surveillance, lui accorde 22 millions de Reichsmark (et non la somme 15 fois supérieure avancée par W. Manchester), complétés par des emprunts en devises auprès de banques britanniques et néerlandaises. Mais Gustav Krupp refuse, malgré l'insistance d'Otto Wiedfeldt, membre influent du directoire depuis 1918, de rejoindre le groupe des Acieries réunies, fondé en 1926, car, »investi de la confiance du personnel, [il doit] assumer le risque de l'indépendance«. Il s'efforce néanmoins de consolider la situation du groupe en multipliant les accords de cartels, nationaux et internationaux, et en le rapprochant des autres firmes demeurées hors des Acieries réunies, comme Hoesch et la Guttehoffnungshütte. Durant cette période, d'importantes mesures de rationalisation sont mises en œuvre, comme l'édification à Borbeck, non loin d'Essen, de hauts-fourneaux assurant les approvisionnements en fonte ou la formation d'une communauté d'intérêts avec plusieurs firmes d'électrotechnique pour exploiter des

brevets Osram d'acier au tungstène, destiné aux machines-outils à coupe rapide et commercialisé sous le nom de »Widia« (»wie Diamant« ou »dur comme le diamant«). Parallèlement, des efforts sont faits pour conquérir les marchés nationaux et étrangers et écouler les fabrications du groupe: locomotives, grues, excavatrices, camions, navires de commerce, matériel chirurgical, etc.

Pourtant le résultat global reste mal assuré. Les hauts-fourneaux de Borbeck fonctionnent en dessous de leur capacité, d'où l'absence des économies d'échelle attendues. L'exploitation des brevets Osram suscite des conflits avec les partenaires. Dans les comptes du groupe, les charges salariales pèsent lourd, malgré de sévères compressions d'effectifs. De 1923 à 1927, tandis que le nombre des ouvriers recule de 48,9%, la masse salariale correspondante ne diminue que de 17,2%. Pour les employés payés au mois, les chiffres sont respectivement de 57,4% et de 38,9%. Aussi, dès 1929, avant même la crise, Krupp connaît à nouveau des pertes, après trois années seulement d'exercices bénéficiaires. Même si cette situation est partagée par d'autres groupes de l'industrie allemande qui subissent aussi une »crise avant la crise«, elle déçoit les dirigeants qui se trouvent placés, lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, »à la croisée des chemins«.

C'est Werner ABELSHAUSER qui retrace les années 1933 à 1951, en une longue et dense partie où les relations entre Krupp et le nazisme occupent évidemment la place centrale. On y constate le fréquent décalage entre les positions personnelles prises par les dirigeants et les réalités. Ainsi, même si, selon Abelshauser, Gustav Krupp, proche du Parti populiste, n'a jamais nourri de sympathie à l'égard d'Hitler ni versé avant 1933 le moindre subside au NSDAP, ni sur sa fortune personnelle, ni sur les caisses de l'entreprise, même s'il ironise, dans une lettre à son beau-frère Willmowsky, deux jours après la prise de pouvoir, sur ce »mélange d'hydrogène et d'oxygène [qui] risque de mener bientôt à l'explosion«, ce qui compte davantage, c'est la place qu'occupe son groupe dans l'Allemagne hitlérienne. Dès juillet 1933, Krupp est l'une des cinq premières firmes à souscrire au capital de la Mefo, la Metallforschungsgesellschaft éditée par Schacht pour financer le réarmement. Elle bénéficie pleinement de »la combinaison de keynésianisme et de militarisme« pratiquée par le nouveau pouvoir. Ses profits nets, réapparus dès 1933 après quatre ans de déficits, représentent à la veille de la guerre le triple de ceux d'avant la crise. Le directeur se félicite, dans son rapport annuel de 1935, du »retour, après une longue interruption, des commandes de la Wehrmacht qui nous permettent de renouer avec la glorieuse tradition de notre Maison«. Par ses structures internes, Krupp est proche, avant même son adoption officielle, du modèle du *Führerprinzip* imposé dans les entreprises, la conformité devenant totale lorsqu'en 1943 est pris le décret d'Hitler surnommé »lex Krupp« qui remplace la société préexistante par une entreprise individuelle. Son propriétaire et unique dirigeant est Alfried von Bohlen, fils aîné de Gustav et de Bertha Krupp, désigné comme seul futur héritier de sa mère, dispensé du paiement des droits de succession et autorisé par surcroît, comme son père l'avait été par Guillaume II en 1906, à porter le nom de Krupp.

La contrepartie de la faveur dispensée par le régime à son principal fournisseur d'armes est, il est vrai, très lourde. La perte d'autonomie devient de plus en plus évidente face aux décisions du pouvoir, qu'il s'agisse des types d'armes commandées par la Wehrmacht et par la Kriegsmarine, des moyens financiers alloués, des autorisations de rachat d'entreprises dans les territoires conquis (multiples conflits sur ce point avec les Reichswerke Hermann Göring). Dès les débuts de la guerre, Krupp emploie des prisonniers, des travailleurs »volontaires«, puis requis dans toute l'Europe allemande, enfin, à partir de 1943, des détenus raciaux ou politiques. L'ensemble forme en septembre 1944 près du tiers de l'effectif total. Or ce recours à une main-d'œuvre sous-productive obère lourdement les finances du groupe. Chaque travailleur originaire d'Europe orientale, devant être nourri, logé, vêtu, soigné et ... surveillé, représente en 1942 une charge salariale globale supérieure à celle du travailleur allemand correspondant, ce qui amène les dirigeants à protester contre leur emploi,

non certes par souci humanitaire, mais par stricte logique entrepreneuriale. On aboutit parfois à l'irrationalité totale, comme par exemple lors de l'implantation décidée en 1941 près de Breslau d'une unité, la »Berthawerk«, destinée à la production en série d'obusiers de moyen calibre. Après de multiples ordres et contre-ordres contradictoires, que même les dirigeants du groupe les plus inféodés au parti comme le chef du département d'artillerie Erich Müller, surnommé »Kanonen-Müller«, ne parviennent plus à démêler, l'usine ne réaligne, durant les tout derniers mois de la guerre, qu'une production dérisoire, à la place des cadences mensuelles de 600 obusiers prévues au départ.

En 1945, le groupe paye cher sa soumission au nazisme. Les bombardements ont fait de lourdes pertes chez ses salariés et dans leurs familles, vu l'étroite imbrication entre usines et quartiers ouvriers. À Essen, les installations sont détruites dans une proportion de 45%. Les autorités d'occupation prélèvent ou détruisent 30% du restant. À Magdebourg, l'usine devient propriété soviétique. En Silésie, tout a disparu. Deux ans plus tard, tandis que le groupe est placé sous administration provisoire, son propriétaire, arrêté, puis interné par les Américains dès leur entrée à Essen, est condamné, à l'issue d'un procès qui lui est intenté ainsi qu'à onze dirigeants, à la confiscation de ses biens et à douze années de détention. Gracié par le haut-commissaire John McCloy, il sortira de prison dès 1951.

Prenant le relais, Lothar GALL conduit l'histoire du groupe jusqu'au moment où celui-ci sort du patrimoine de la famille fondatrice. Cette dernière partie retrace les grandes orientations qui sauvent Krupp de la pure et simple disparition à laquelle les Alliés semblaient initialement décidés, puis le reconvertissent vers les fabrications pacifiques, enfin en transmettent le capital à la fondation qui reste aujourd'hui, après la fusion avec Thyssen, son principal actionnaire, avec environ 20% des actions. On remarque une fois de plus le rôle déterminant joué par les personnalités: Alfried Krupp tout d'abord, qui, loin de l'image effacée qu'il donnait de lui-même, comme directeur à l'ombre de son père, puis seul propriétaire du groupe, est le principal inspirateur des grandes décisions, même s'il préfère se tenir dans l'ombre; son mandataire général ensuite, Berthold Beitz, qui, dépourvu de tout lien avec la sidérurgie, puisqu'avant d'être recruté à son poste en 1953, il dirigeait une compagnie d'assurances, assume pleinement les traditions du groupe, notamment lors des cérémonies jubilaires qui, en 1961, célèbrent son 150^e anniversaire.

Malgré l'engagement pris par Alfried Krupp de ne pas réinvestir dans l'industrie lourde la fortune qui lui a été rendue et de revendre dans un délai de cinq années les mines et aciéries qu'il possédait, le groupe se reconstitue peu à peu. La revente rapide des actions se révèle en effet impossible et des délais supplémentaires doivent être accordés par les autorités alliées. Les positions perdues sont retrouvées grâce à des montages financiers. L'opération la plus réussie est, à cet égard, le rachat, effectué en 1959 par l'intermédiaire d'une filiale, du Bochumer Verein détenu par le milliardaire suédois Axel Wenner-Gren. Il permet à Krupp de contrôler, à travers la Fried. Krupp Hüttenwerke AG, constituée en 1965, plus de la moitié de la capacité de laminage de la Ruhr. Parallèlement, la diversification vers les fabrications pacifiques est activement poussée. Possédant de multiples entreprises dans des domaines variés, Krupp se restructure sur une base multidivisionnelle et décentralisée. Son expansion hors d'Allemagne est rapide, marquée dès 1953 par la signature d'un contrat avec le gouvernement indien pour la construction de l'aciérie de Rourkela, puis par la livraison de nombreuses usines clés en mains en Amérique latine et en Europe de l'Est, ce qui permet de surcroît à Berthold Beitz de jouer auprès des dirigeants soviétiques, dont Khrouchtchev, rencontré en 1963, un rôle de »diplomate amateur« qui agace souvent les autorités fédérales. Enfin, dans les relations sociales, même si l'esprit maison est exalté, le paternalisme ancienne manière disparaît, devenu inutile depuis l'organisation de la protection sociale par l'État fédéral et les autorités locales.

Tout n'est cependant pas réussi dans cette mutation. De manière éphémère en 1962, puis durable en 1965–1966, les profits disparaissent, la liquidité du groupe n'est plus assurée. Le

manque d'argent frais, la longue absence de bilan consolidé rendent la situation financière à la fois précaire et opaque. Une profonde transformation est devenue inéluctable. Celle-ci intervient en 1967, lorsque le ministre fédéral de l'Économie Karl Schiller, pour éviter le dépôt de bilan, organise un plan de sauvetage combinant aide publique, tant fédérale que locale, et crédit bancaire, autour d'un pool de 28 banques conduit par la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. En contrepartie, Krupp doit adopter la forme d'une société à responsabilité limitée et se soumettre au contrôle d'un conseil composé de 15, puis 20 personnalités. Quelques mois plus tard, à la mort d'Alfried Krupp, ses avoirs sont transférés, selon ses dernières volontés confiées à Berthold Beitz, à la fondation qui devient propriétaire du groupe.

Même s'il est dommage que les débats et – vraisemblablement – les tensions entre dirigeants et héritiers accompagnant ces ultimes décisions aient été laissés dans l'ombre, Gall souligne l'essentiel. La césure de 1967/68 signifiait certes le remplacement du pouvoir familial par un nouveau capitalisme. Mais elle a permis aussi à Krupp de préserver son identité collective et de rester ainsi fidèle aux valeurs qui lui ont été léguées par sa longue histoire.

Jean-François ECK, Lille

Henry LEIDE, NS-Verbrecher und Staatssicherheit. Die geheime Vergangenheitspolitik der DDR. 2., durchgesehene Auflage, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 448 p. (Analysen und Dokumente, 28), ISBN, 3-525-35018-X, EUR 29,90.

L'histoire de la RDA progresse, grâce à l'abondance des archives. Comme pour le Troisième Reich, l'effondrement brutal du régime a laissé en place les fonds, d'une ampleur considérable dans un système si bureaucratique. Un responsable fédéral (*Bundesbeauftragter*) gère les documents explosifs du ministère de la Sécurité d'État (*Stasi*). Avec son accord, Leide, originaire de l'Est, en poste à Rostock, a mené une enquête solide et minutieuse sur l'attitude adoptée envers les criminels nazis. Mû par une volonté d'objectivité, il écrit: »Ce n'est pas mon affaire de désigner un vainqueur dans la compétition engagée pour savoir lequel des deux États allemands partagés a le mieux maîtrisé les divers problèmes résultant du passé. On ne doit ici ni décompter ni excuser les carences et les retards du côté occidental, assurément non négligeables. On doit taire aussi peu que, malgré des résistances diversement fondées dans les deux États allemands séparés, il y a eu également des efforts, à prendre au sérieux, pour punir de façon conséquente les crimes nazis«. Cependant »l'histoire des combattants« ne contribue à trouver la vérité sur aucun sujet et, pour le thème creusé ici, elle est purement indigne et impropre. L'auteur aspire à »juger équitablement en donnant aux sources toute leur signification, et à ne pas se livrer à des romans feuilletons ni à des rapports à la hussarde«.

Si toutes les données nécessaires sont fournies sur l'organigramme du ministère et sur la constitution de ses archives, le noyau dur du livre est l'analyse fouillée d'une cinquantaine de dossiers nominatifs. Pour chacun, Leide passe en revue les pièces conservées, il suit le déroulement des enquêtes, il enregistre le dialogue entre les échelons hiérarchiques de la police et il indique finalement la décision prise – ou l'absence de décision! Un titre concis condense l'orientation de chaque procédure. De ce panorama, il ne ressort pas une conclusion univoque, dans un sens ou dans un autre, car l'observateur constate des comportements contradictoires, dus à des exigences opposées. En principe, tout est simple. La RDA se fonde sur le principe de l'»antifascisme« et elle proclame sa volonté farouche de punir les coupables. En outre, à partir des dossiers qu'elle détient, elle ne cesse de mener des campagnes tapageuses contre la présence d'anciens nazis dans des positions influentes en RFA. D'autant plus volontiers qu'elle donne au terme de »fascisme« une interprétation marxiste,

à base économique, qui déborde largement l'idéologie raciste de Hitler. La Guerre froide a désormais la priorité et la référence au passé est instrumentalisée dans le combat du présent.

De fait, l'enquête recense un certain nombre de peines sévères, la prison à vie ou la mort. Cependant bien d'autres cas sont traités tout différemment. Des suspects démasqués à l'Est bénéficient d'indulgence quand ils ont transféré leur zèle vers le régime communiste. Beaucoup sont recrutés, en tant qu'indicateurs (*Inoffizielle Mitarbeiter, IM*). Leur culpabilité même assure leur docilité. On les retourne pour la bonne cause et par eux on compte pénétrer le réseau de leurs vieilles camaraderies. À l'Ouest, le général Gehlen utilise cette même ressource, quand il organise le service qui va devenir le Bundesnachrichtendienst (BND). Mais en RFA, l'agence de Ludwigsburg poursuit résolument les crimes nazis à partir de 1960, selon une procédure respectueuse de la légalité judiciaire. Ses demandes de coopération et aussi les sollicitations de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, pays socialistes frères, mettent la *Stasi* dans un réel embarras. En général, elle s'abstient de répondre: d'une part, on veut couvrir des ralliés, d'autre part, elle craint la révélation de situations aberrantes, »qui serait tout à fait préjudiciable au mythe de l'antifascisme conséquent« (p. 391).

Le lecteur français relève particulièrement les indications fournies sur le cas des SS condamnés pour crime de guerre en France par contumace. Avec la RFA, un traité a été conclu en 1955, mais des manœuvres au Bundestag ont retardé sa mise en œuvre jusqu'en 1975. Quelques peines de prison ont été alors prononcées. Si la RDA a dénoncé ce manque d'ardeur, elle n'a pas fait beaucoup plus. S'étant procuré la liste française, le ministère de la Sécurité d'État a couvert les accusés qui étaient devenus ses informateurs, et oublié presque tous les autres. Les démarches du professeur de Bouard, résistant d'extrême gauche, contre un policier sanguinaire de Caen n'ont pas abouti. »Bernhard« a été identifié et placé sous surveillance, mais on a déclaré ne pas l'avoir retrouvé. Seul a été condamné, tardivement en 1983, l'ancien lieutenant SS Heinz Barth, impliqué dans le massacre d'Oradour-sur-Glane. Ce cas est »un alibi«: l'ampleur et la notoriété du drame lui conféraient une valeur symbolique, précieuse pour la propagande. Encore a-t-on censuré les témoignages recueillis de deux subalternes, afin de ne pas les compromettre et de ne pas gâcher l'image du régime.

Pierre BARRAL, Montpellier

Reinhard HÜBSCH (Hg.), »Hört die Signale!« Die Deutschlandpolitik von KPD/SED und SPD 1945–1970, Munich (Akademie) 2002, 215 p. (Studien des Forschungsverbundes SED-Staat an der Freien Universität Berlin), ISBN 3-05-003648-6, EUR 46,80.

Tiré d'un colloque organisé par le Südwestrundfunk et la Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg en décembre 1998, cet ouvrage analyse la politique des partis de la gauche allemande de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'*Ostpolitik*. En ayant accès aux archives de l'ex-Union soviétique et à celles surtout de l'ex-RDA, les historiens ont pu aussi renouveler l'histoire des relations entre les deux Allemagnes. Cet ouvrage ne se contente pas de publier les communications des intervenants, il reproduit également les débats qu'elles ont générés entre historiens, politologues et publicistes mais aussi grands témoins comme le ministre Egon Bahr, un des artisans de la politique de Willy Brandt ou Herbert Häber, un membre du Comité central du SED.

En déclarant »les nazis ont laissé des montagnes de cadavres et le SED des montagnes d'actes derrière eux«, Egon BAHR décrit la tâche immense incombant aux historiens, qui cherchent à étudier les relations entre le SPD et le SED. Les participants ont cherché à répondre dans le cadre de ce colloque à une problématique bien précise: quelle fut l'action menée d'une part par le KPD, puis le SED à l'Est et d'autre part par le SPD à l'Ouest en vue de parvenir à l'unité du pays. Il s'agit d'une étude comparative relevant de l'histoire croisée

notamment dans le cas de l'intervention de Bahr sur le SPD et sa politique allemande dans les années cinquante et soixante¹ et de celle de HÄBER qui décrit la politique allemande du SED durant la même période.

La communication de Manfred WILKE précise, au départ, le sens de certains mots clés: démocratie, socialisme et unité nationale. Sociologue et spécialiste du SED, Wilke a été membre de la commission d'enquête chargée par le Bundestag d'étudier l'histoire et les conséquences de la dictature du SED en Allemagne. Le SPD et le KPD ont tous deux en 1945 insisté sur l'importance du retour à la démocratie, une démocratie parlementaire avec un multipartisme et l'existence d'un État de droit. Paradoxalement, c'est le SPD qui parle le plus de socialisme, le parti communiste ne mentionne pas le terme. La question de la souveraineté allemande est mise en exergue par le dirigeant du SPD, Kurt Schumacher et ce problème ne peut être résolu dans le contexte de l'occupation. Après la construction du mur de Berlin, c'est l'établissement d'une forme de *statu quo*, mais le dialogue entre les hommes politiques allemands qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest est difficile.

Cinq communications portent sur ce thème et évoquent les relations entre le SPD et le SED dans le contexte de la Guerre froide. Les unes, présentées par les historiens, évoquent les contacts qui se sont progressivement établis entre les partis politiques est- et ouest-allemands, les autres, exposées par les témoins, Bahr et Häber, insistent sur l'attitude du SPD et du SED face à la question prioritaire de la réunification. R. HÜBSCH constate les difficultés voire l'impossibilité qu'ont les deux partis est- et ouest-allemand à collaborer. W. Pieck a encore cherché, en novembre 1947, alors que la rupture n'était pas consommée à réunir les partis et organisations de masse de toute l'Allemagne en un immense congrès du peuple à Berlin mais qu'il s'est heurté à un premier refus des partis des zones occidentales. La confrontation ne fut pourtant pas immédiate. SED et SPD restent partisans de l'unification après la création des deux Allemagnes. Les démarches est-allemandes furent nombreuses mais vaines. Selon Egon Bahr, les dirigeants de l'Est savaient bien dans les années cinquante et soixante que leurs propositions en vue d'une action concertée pour parvenir à un front uni seraient inmanquablement rejetées, cela relevait de la Guerre froide. Même si certaines d'entre elles étaient sérieuses, comme le déclare Günter BENSER, les Allemands de l'Ouest les considéraient comme des *kiss of death*. À la fin des années soixante, les contacts sont enfin noués et, en mars 1966, Willy Brandt répond à une lettre ouverte du Comité central du SED.

Le rôle joué par l'URSS dans sa zone entre 1945 et 1949 puis en RDA et en RFA est mis en valeur lors des discussions par Bahr et dans les communications de Häber sur »Die Deutschlandpolitik der SED«, de Günter BENSER sur »SED und SPD – Kontakte und Verbindungen in den 50er und 60er Jahren« et de Gerhard WETTIG »Das Bemühen der sowjetischen Führung und der SED um Sozialdemokraten und bürgerliche Oppositionskreise in Westdeutschland (1946–1953)«, qui met l'accent sur les avances faites par les dirigeants soviétiques aux partis bourgeois de RFA après l'échec de leurs tentatives auprès du SPD et dont l'intervention fit l'objet d'un véritable débat. Bahr a rencontré en 1945 Otto Grotewohl, qui lui a demandé de l'aide pour lutter contre la poussée communiste. Quelques mois plus tard, a lieu la fusion avec le KPD! Selon Wettig, Staline, après avoir hésité entre l'unité et le démembrement de l'Allemagne, a opté en mars 1945 pour l'unité, estimant que les Américains ne resteraient pas longtemps en Europe et que cette unité pourrait se faire sous sa houlette. Ceci expliquerait, en partie, selon Bahr et Häger, la note soviétique de 1952. La fusion SPD-KPD s'est faite tout d'abord là où se trouvaient les troupes d'occupation soviétiques, elle visait avant tout à empêcher une domination du SPD. Il a donc été difficile pour le SPD de négocier avec le SED car il y avait, en son sein, explique E. Bahr, des personnes qui avaient torturé et parfois assassiné certains membres du SPD.

1 Le texte d'Egon Bahr est la transcription fidèle d'un débat, jusque là inédit, de 1961 sur »Chemins et perspectives d'une réunification allemande«.

Fin des années cinquante, la situation évolue; l'unité est devenue pour le SPD la priorité. Si le SPD a joué un rôle important en Allemagne à deux périodes entre 1945 et 1949 et de 1969 à 1982, il n'a été véritablement opérationnel, selon Bahr, qu'entre 1969 et 1972 pendant l'*Ostpolitik*. La politique allemande du SPD jusqu'en 1959 a été marquée par une priorité: l'unification et c'est pour cette raison que Bahr est entré au parti. Il évoque de façon précise les discussions au sein de son parti dans les années cinquante face à la note de Staline de 1952, à la lutte contre la bombe atomique et à la CED. Le discours de Herbert Wehner enterre en juin 1960 cette politique. On ne croit plus l'unification possible dans l'immédiat tout en l'espérant toujours. Bahr estime que son parti a eu tort d'abandonner cette priorité. La construction du mur clarifie la situation. L'Allemagne étant un enjeu de la Guerre froide, à l'Ouest, la priorité n'est plus l'unification mais la sécurité. Comme l'unification s'éloigne, de nombreuses entreprises comme Siemens ou AEG quittent Berlin-Ouest. Tout en parlant à son arrivée à la chancellerie d'une politique de continuité, Brandt s'oriente de suite vers l'*Ostpolitik*. La double reconnaissance en 1972 permet de renouer le dialogue. Mais sur le plan de la réunification, c'est le *statu quo*. Sans l'accord des vainqueurs de 1945 et sans assurer la sécurité aux pays frontaliers de l'Allemagne, rien ne peut être fait.

Bon connaisseur de la RFA, l'ancien directeur de la Westabteilung du Comité central du SED, Häber estime *a posteriori* que la RDA avait tout intérêt à se rapprocher de la RFA et ceci par une politique des petits pas sans chercher à provoquer Moscou ou la direction du SED. Mais les dirigeants du SED qui voulaient négocier avec le SPD idéalisaient ce parti et ne s'étaient pas rendu compte de son évolution. Ensemble SPD et SED n'auraient pas pu résister aux forces conservatrices. Dès son arrivée à la Westabteilung en 1973, Häber a mis fin aux tentatives d'infiltration du SPD, les estimant inutiles, il leur préfère des contacts directs et ouverts avec des personnalités socialistes de République fédérale par le biais de la représentation officielle de RFA à Berlin-Est, de tels contacts seront aussi noués avec la CDU après l'arrivée de Kohl à sa tête. Häber se demande s'il y a eu une politique allemande indépendante du SED, n'était-elle pas que la copie de la politique allemande de l'Union soviétique? Il estime qu'il y a eu des tentatives est-allemandes pour mener une politique indépendante mais qu'en règle générale, le point de vue soviétique l'emportait. Ulbricht a en créant un poste de secrétaire d'État chargé de la question allemande à la fin de l'année 1965² infirmé cette règle. Il a engagé indirectement un dialogue avec le SPD qui se concrétisera par la suite lors de la réunion d'Erfurt entre Brandt et Honecker en 1970. Ces contacts se poursuivront par la suite puisqu'en pleine crise des Pershing, au début des années quatre-vingt, Honecker garde des contacts avec la RFA, il sera sérieusement tancé par les autorités soviétiques.

Toutes ces réflexions et ces études nourrissent d'intéressants débats qui vont jusqu'à opposer les participants. Le dernier, présidé par Hübsch, conclut cet ouvrage fort riche qui a parfois vu s'affronter témoins et historiens et qui fut, comme le déclare un des orateurs, assez »turbulent«. La voie qui mène à la réunification oppose deux conceptions antagonistes mais les intervenants se sont accordés sur un point essentiel: Allemands de l'Ouest et de l'Est n'ont jamais envisagé un conflit ouvert, ils ont tout fait pour l'empêcher.

Cet ouvrage est plus qu'un ouvrage d'histoire, il s'agit d'un bilan de l'histoire des relations interallemandes à un moment, où les passions sont encore loin d'être éteintes. À ce titre il est fort précieux.

Chantal METZGER, Nancy

2 C'est Herbert Häber qui a obtenu ce poste.

Journal of Modern European History, 2/1, 2004. Communist Regimes and Parties after the Second World War, ed. by Manfred HILDERMEYER, München (C. H. Beck) 2004, 152 S., ISSN 1611-8944, EUR 29,90.

Eine dreisprachige historische Zeitschrift mit englischen, deutschen und französischen Beiträgen anzuzeigen, ist allein schon ein Vergnügen, denn das beweist, daß es noch genügend Historiker gibt, die mindestens drei Sprachen zu lesen in der Lage sind. Jedoch auch inhaltlich ist der zweite Band dieser neuen, von renommierten Zeithistorikern – früher hätte man gesagt: aus Ost und West – herausgegebenen Zeitschrift interessant. Gegliedert ist sie nach Generalthemen, denen ein »Forum« vorgeschaltet ist, das nicht unbedingt mit dem Generalthema des Heftes im Zusammenhang steht. In unserem Falle handelt Dieter LANGEWIESCHE Krieg und Kriegstheorien vom Mittelalter bis zur Zeitgeschichte ab. Interessant sind die »Ausflüge« in die Anthropologie (Krieg als rein menschliche, somit nachgerade »kulturelle Handlung«, deren Legitimation darin besteht, den Feind zu enthumanisieren; als Beispiel wird der ritterliche Ehrenkodex erwähnt, der sich nur auf »gleiche« Gegner anwenden läßt, nicht jedoch für »niedrigere« oder gar andersgläubige gilt). Langewiesche skizziert danach die Entwicklung des Krieges zu seiner »Verstaatlichung« in der Neuzeit, weist weiter darauf hin, daß vor den Nationen, die gegeneinander Krieg führten, diese natürlich erst einmal entstehen mußten: »Unifikation und Sezession gelangen von [...] wenigen Ausnahmen abgesehen stets nur durch Krieg«. Langewiesche sieht in den aktuellen bewaffneten Konflikten mehr und mehr »asymmetrische Kriege«, die nicht mehr zwischen Staaten oder staatsähnlichen Gebilden geführt werden, sondern vornehmlich Bürgerkriege oder von Terror-Gruppen initiierte nicht-klassische Konflikte sind. Beunruhigenderweise sind diese Konflikte laut Langewiesche eindeutig eine »Wachstumsbranche«.

Das General-Thema hat mit Krieg nur insofern zu tun, als es sich um den Stalinismus in der Nachkriegszeit 1945 bis 1955 handelt. Allerdings weist Elena ZUBKOVA darauf hin, daß in Sowjetrußland in den späten 1940er und den 1950er Jahren die Kriegsfurcht nicht nur nach wie vor eine Realität war, sondern auch propagandistisch dazu benutzt wurde, die Unzulänglichkeiten in der Versorgung zu verschleiern (S. 149). Die beiden Sowjetrußland betreffenden Artikel von Norman N. NAIMARK (Stalin and Europe in the Postwar Period, 1945–1953: Issues and Problems) und Elena ZUBKOVA (The Soviet Regime and Soviet Society in the Postwar Years: Innovations and Conservatism, 1945–1953) behandeln außenpolitische und innersowjetische Entwicklungen. Naimark stellt darauf ab, daß Stalins Europakonzept nach dem Krieg nicht mit dem traditionellen Panslawismus gleichzusetzen ist, sondern weiter geht. Er zitiert das berühmte Wort des Diktators, daß jeder, der ein Territorium besetzt, diesem auch sein System aufzwingt, und fragt sich, warum Stalin die von der Roten Armee besetzten Gebiete Bornholm und Österreich geräumt, in der Berlin-Blockade nachgegeben und in einigen sowjetisch beeinflussten Ländern (Jugoslawien, Polen, Albanien) »Abweichungen« akzeptiert habe. Die Antwort ist nicht immer schlüssig, jedoch weist Naimark darauf hin, daß Stalin den Kalten Krieg zwar aufgelöst hat, ihn aber als weltweite Auseinandersetzung so nicht gewollt habe. Erst der Kalte Krieg habe ihn zu einer Politik des geteilten Europa gezwungen. Man dürfe auch nicht übersehen, daß in der globalen Strategie die Teilung innerhalb der westlichen Staaten mit ins Kalkül gezogen wurde. Überspitzt formuliert war nicht nur die Sowjetunion stalinistisch, sondern der PCF und der PCI waren es auch – aber eben nicht komplett. Noch komplizierter zu »regeln« war offenbar der Fall Gomulkas mit seinem latent antisemitischen Nationalkommunismus in Polen¹, dessen Gegner, auf die Stalin sich hätte stützen können, noch »unverdaulicher« erschienen – entstammten sie doch überwiegend dem »kosmopolitischen« Judentum.

1 Blazej BRZOSTEK, *Contrasts and Grayness: Looking at the First Dekade of Postwar Poland*, S. 110–133, zur polnischen Historiographie vor und nach der Wende 1989 beschäftigt sich mit dieser Problematik nur am Rande, zeigt aber, daß die »Aufarbeitung« der stalinistischen Periode in Polen

Zubkova berichtet über die Schwierigkeiten der UdSSR nach Kriegsende, die Erwartungen der Bevölkerung nach einem besseren Leben und auch nach mehr Freiheit. Der »Frontovik« (Frontsoldat) habe nachgerade einen »spirit of freedom« aus dem Krieg mitgebracht und daher erklärt sie auch die systematischen Repressionen gegen »Heimkehrer«, welcher Art auch immer. Da die Bürokratiepyramide als Machtstruktur im Krieg zerstört worden sei – nicht zuletzt wegen der kriegsnotwendigen dezentralisierten Entscheidungsmechanismen –, hätten nun im »decision-making« staatliche Strukturen die Strukturen der Massenorganisationen ersetzt. Sehr überzeugend klingt das in dieser Verkürzung allerdings nicht, denn im Endeffekt – so auch Zubkova – traf zumeist Stalin selbst die letzten Entscheidungen.

Hier sei dem französischen Rezensenten ein Stoßseufzer gestattet: Wenn sogar der polnische Kollege BRZOSTEK in seinem Text ausdrücklich das »Schwarzbuch des Kommunismus« von der Aurorengruppe um Stéphane Courtois direkt angreift, da es ein groteskes »funhouse mirror image« der Zeit vermittele, warum muß dann ausgerechnet der Franzose Philippe BUTON aufs totalitaristischste in bester Annie-Kriegel-Tradition und Courtois-Manier auf dem PCF der Zeit herumhacken? Es gibt doch auch im PCF Streit, Ausschlüsse und Austritte um die Marty-Affaire herum und anderes mehr. Eine totale – totalitäre – Konkordanz zwischen französischer KP und KPdSU zu konstruieren, ist nun wirklich nicht mehr »modern«. Sind wir französische Geschichtswissenschaftler so überlastet, daß wir Artikel von einer Subtilität wie den von Peter Heumos nicht mehr rezipieren können? Dabei hat die Sozialgeschichte doch gerade hierzulande eine innovative Tradition.

Den sozialgeschichtlichen Ansatz macht sich Peter HEUMOS zu eigen, der in dem nach meinem Dafürhalten interessantesten Aufsatz der Zeitschrift die Schwierigkeiten beschreibt, die tschchoslowakischen Industriearbeiter zu »stalinisieren«. Teils mit Hilfe der eigentlich »stalinistischen« Einheitsgewerkschaft, offiziell der Transmissionsriemen der Partei, werden terroristische Aktionen des Staates durch Passivität, Streiks (trotz der offiziellen Bezeichnung »terroristische Aktionen«), Proteste gegen und Sabotage der Kollektivierung der Landwirtschaft, auch absichtlich herbeigeführtes Chaos »ausgehöhlt«: »Dies alles dokumentiert für die ›hochstalinistische‹ Periode hohe soziale Dynamik und eine damit einhergehende starke Konfliktbereitschaft« (S. 91). Zum Glück waren unsere kommunistischen Väter und Großväter in Frankreich nicht mit der Realität eines stalinistischen Staates konfrontiert; aber hätten auch die Mitglieder des PCF alles einfach so mitgemacht? Es geht nach Aussage beider Wissenschaftler (Heumos und Brzostek) hier gar nicht um eine Schwarz-Weiß-Klassifizierung von etwa »Kollaboration« oder »Widerstand«. Heumos: »Es gehört zu den Denkfiguren der Literatur des Kalten Krieges, daß in Arbeiterstreiks unter kommunistischer Herrschaft die Flamme erbitterten Protests gegen soziales Elend und politische Unfreiheit emporgeschlagen sei. Ersteres kann – in bestimmten Grenzen – nicht bestritten werden, zum zweiten Punkt ist festzustellen, daß politische Forderungen bei Streiks nur eine unbedeutende Rolle spielten. Die Motivation, die zu Streiks führte, war in vielen Fällen ganz anderer Natur. Dutzende von Berichten zeigen eine Stimmung unter rebellierenden Arbeitern, die sich nur als hedonistisch mit anarchistischem Einschlag bezeichnen läßt« (S. 92). Gott sei Dank!

Für Polen gilt, daß Parteibonzen kirchlich heiraten, Kinder getauft, kirchliche Feiertage respektiert werden u. a. m. – ähnlich übrigens wie in der französischen kommunistischen Arbeiterklasse der Zeit! Der Rezensent hofft, daß man nachträglich auch über ein stalinistisches Frankreich hätte schreiben können, was Brzostek über das stalinistische Polen

bereits früher eingesetzt hat, trotz der Bemühungen Jaruzelskis, derlei Publikationen unter hagiographisch gehaltenen Schriften gleichsam zu ersticken. Brzostek beklagt im übrigen das Fehlen komparatistischer Arbeiten zum Sowjetblock, die die nationale Nabelschau etwas auflockern könnte und begrüßt neue Ansätze sozialgeschichtlicher Natur.

schreibt: »It is difficult to deny that the realities of Stalinist society, generally considered clear-cut, were in fact quite fluid« (S. 124).

Fritz TAUBERT, Montrouge

Hélène MIARD-DELACROIX, *Question allemande et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Villeneuve d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion) 2004, 460 S., ISBN 2-85939-862-7, EUR 22,00.

Die Zielsetzung dieser Studie ist bescheidener, als es der Titel vermuten läßt. Nicht die französische Wahrnehmung der deutschen Frage im Allgemeinen ist das Thema, sondern das Deutschlandbild des französischen Hochkommissariats, wie es sich in den Berichten von André François-Poncet und seiner Mitarbeiter an die Pariser Zentrale widerspiegelt. Begründet wird die Wahl dieses Fokus zum einen mit der Rolle, die das Hochkommissariat als Akteur in den komplizierten deutsch-französischen Beziehungen der Jahre 1949 bis 1955 spielte, zum anderen mit seiner Funktion als Vermittler von Bildern des jeweils Anderen auf beiden Seiten des Rheins. Etwas wenig präzise ist darüber hinaus vom »croisement« (S. 8) von zwei Problematiken die Rede: der »nationalen Frage« der Deutschen, die Miard-Delacroix sehr umfassend definiert, und des Nationalismus, den sie immer dann als gegeben ansieht, wenn ein Volk die Betonung seiner Einzigartigkeit mit einer Abwertung aller anderen Völker verbindet.

Tatsächlich kann sie zeigen, daß François-Poncet praktisch überall Anzeichen für ein Wiederaufleben des deutschen Nationalismus sieht, in der »Ohne-mich«-Haltung der Anfangsjahre der Bundesrepublik ebenso wie in der zunehmenden Unterstützung für einen deutschen Wehrbeitrag, in der feindseligen Rhetorik eines Kurt Schumacher ebenso wie im bestimmten Auftreten des Bundeskanzlers. Nicht nur die kleinen Gruppen der extremen Rechten, auch die Aktivitäten der diversen Anwälte einer Neutralisierung Deutschlands oder eines »Dritten Weges« werden sehr genau beobachtet. Selbst Paul Sethe, dessen Engagement für die EVG zuvor positiv hervorgehoben worden war, wird als vom »nationalistischen Reflex« beherrscht charakterisiert, sobald er für eine ernsthafte Prüfung der Stalin-Noten eintritt. Die Verschwörer des 20. Juli 1944, die die Bonner Demokraten für die freiheitliche Tradition in der deutschen Geschichte in Anspruch nehmen wollen, werden in den Berichten des Hochkommissariats mehrheitlich der expansionistischen konservativen Revolution zugerechnet.

François-Poncet zeigt sich hier in starkem Maße vom Deutschlandbild der französischen Germanisten der Dritten Republik geprägt, die einen ebenso aggressiven wie »dunklen« Nationalcharakter der Deutschen beschrieben hatten. Der Machtkampf mit der deutschen Schwerindustrie, die er als Parteigänger Poincarés miterlebt hatte, und die Exzesse deutscher Gewaltpolitik, die er als Botschafter in Berlin in den Jahren 1931 bis 1938 beobachten konnte, haben diese Prägung offensichtlich verstärkt. Als Hochkommissar registrierte er zwar durchaus die neuen Ansätze in der Bonner Politik; er fragte jedoch an keiner Stelle systematisch, was die Situation seit 1949 von der Lage bis 1933 oder bis 1945 unterschied, und gelangte daher immer wieder zu übertriebenen Befürchtungen. Claude Cheysson, der nach eigenem Bekunden (S. 41) als junger Diplomat die Aufgabe hatte, den direkten Kontakt mit den Bonner Politikern zu pflegen, irritierte zwar ständig mit positiven Informationen; er konnte aber, nach dem Tenor der Berichte zu urteilen, die an den Quai d'Orsay gingen, seine Vorgesetzten in der Regel nicht überzeugen. Die Prägung durch alte Vorurteile hinderte François-Poncet freilich nicht daran, sich im Grundsatz für eine neue Politik zu engagieren, die auf die Integration der Westdeutschen in ein westliches Europa setzte. Der Parteinahme für den Neuanfang französischer Deutschlandpolitik verdankte er seine Berufung zum deutschlandpolitischen Berater Robert Schumans im Dezember 1948 und auch

seine Ernennung zum Hohen Kommissar in Deutschland. In Adenauer, dem er zunächst »nationale Arroganz« vorgeworfen hatte, erkannte er seit dem Schuman-Plan einen Verbündeten im Kampf um eine dauerhafte Westintegration der Westdeutschen. Geradezu verzweifelt setzte er sich für die Ratifizierung des EVG-Vertrages ein; für Adenauers Warnungen vor einem Wiederaufleben des deutschen Nationalismus im Falle seines Scheiterns war er sehr empfänglich.

Leider erfährt man nicht, wie François-Poncet die Situation beurteilte, die durch die Pariser Verträge vom Oktober 1954 geschaffen wurde. Hier wie an vielen anderen Stellen begnügt sich Miard-Delacroix damit, die deutschen Verhältnisse und die Argumentationen auf der deutschen Seite zu schildern. Das verleiht der Studie auf weite Strecken den Charakter einer Einführung in die Probleme der Bonner Politik in den Anfangsjahren der Bundesrepublik, erschwert aber gleichzeitig die systematische Nachzeichnung der Entwicklung des Deutschlandbildes des französischen Hochkommissariats und seines Einflusses auf die französische Politik. Vom Einfluß auf das deutsche Frankreichbild, der zur Begründung für die Konzentration auf das Hochkommissariat angeführt wurde, ist im Laufe der Untersuchung überhaupt nicht mehr die Rede.

In der Skizzierung der Europapolitik der SPD und der Charakterisierung der deutschen Europa-Bewegung ist die Autorin nicht ganz auf der Höhe des Forschungsstands; die Forschungsdiskussionen über die Stalin-Noten und die Vorgeschichte des 17. Juni 1953 werden höchst selektiv rezipiert. Etwas merkwürdig mutet auch der Umgang mit der Forschungsdiskussion zur französischen Deutschlandpolitik an: Miard-Delacroix charakterisiert François-Poncet als »représentant de la concomitance de deux modèles de traitement de l'Allemagne, domination ou intégration, tels que la recherche les a dans un premier temps identifiés«, fügt dann aber gleich hinzu, daß die neuere Forschung diese Interpretation korrigiert habe (S. 348). Welcher Befund nun für François-Poncet gelten soll, bleibt unklar.

Wilfried LOTH, Essen

Franz KNIPPING, Rom, 25. März 1957. Die Einigung Europas. 20 Tage im 20. Jahrhundert, Munich (dtv) 2004, 368 p., ISBN 3-423-30609-2, EUR 15,00.

Spécialiste de l'histoire des relations internationales, plus particulièrement des relations franco-allemandes au XX^e s., Knipping propose une synthèse précise et détaillée de la construction européenne de ses origines à nos jours. La formule est connue. Elle consiste à replacer dans son contexte historique un événement, choisi parmi les »vingt jours qui ont marqué le XX^e s.«, ici la signature des traités de Rome, et à en dégager la portée.

Après un exposé qui montre la genèse précoce de l'idée européenne et la profondeur de son insertion dans l'histoire, n'hésitant pas à remonter à la fin du Moyen Âge et aux projets d'empire universel de Dante et d'arbitrage perpétuel de Pierre du Bois, quatre chapitres très denses examinent l'évolution survenue depuis 1957. La démarche est chronologique. Elle s'articule autour de césures à la signification clairement dégagée: 1969 qui, avec le départ du Général de Gaulle et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, marque la préférence accordée à la voie de l'élargissement sur celle de l'approfondissement; 1984, date du règlement du problème budgétaire au sommet de Fontainebleau, mais aussi de la nomination de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne; 1992/93, avec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht dont les difficultés de ratification soulignent le fossé croissant entre les opinions publiques et une construction perçue comme une œuvre technocratique indifférente à son coût humain. Tout en conservant constamment ce fil conducteur, l'auteur n'en présente pas moins de manière synthétique les questions abordées au cours de chaque période, permettant de suivre aisément les enjeux successifs de la construction de l'Europe.

Un tel sujet était difficile à traiter de manière originale, vu l'abondance des faits et la multiplicité des ouvrages disponibles. Knipping relève la gageure en insistant prioritairement sur la dimension politique, y compris celle que contiennent des projets ou des réalisations d'ordre apparemment complètement différent. Les implications économiques de la construction européenne ne sont guère approfondies: rapports entre celle-ci et le rythme de la croissance; conséquences sur les structures productives et les spécialisations sectorielles; implications pour les politiques économiques nationales; évolution des disparités sociales et régionales; coûts et avantages des élargissements successifs; enjeux de la monnaie unique; place de l'Union européenne dans la compétition internationale ... Sur tous ces points, autour desquels la discussion est pourtant vive entre spécialistes, l'ouvrage se borne à de rapides développements.

Par contre, il met opportunément en valeur les aspects institutionnels, accordant une large place, par exemple, au débat entre les fédéralistes et les partisans de la coopération intergouvernementale, du congrès de La Haye en 1948 à la création du Conseil européen en 1974, rappelant que cette dernière initiative porte la double empreinte de deux anciens membres du Comité pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, et que grâce au recours au concept d'union européenne, elle permet de surmonter la longue opposition entre les tenants de l'Europe supranationale et ceux de l'Europe des États. L'ouvrage excelle à montrer le contenu politique de la construction communautaire, celle des traités de Rome par exemple qui «ont certes un contenu économique, mais renvoient à une dimension politique, celle de l'intégration européenne», ainsi que de la quasi-totalité des réalisations ou des projets communautaires. De même, l'importance du tandem franco-allemand ressort bien. Il permet notamment de relancer la construction communautaire au lendemain de périodes où les relations intergouvernementales s'étaient distendues: en 1984 par exemple, lorsque François Mitterrand et Helmut Kohl, déçus de l'attitude britannique, décident ensemble du contenu du programme ESPRIT et de l'élaboration d'une riposte commune face aux demandes d'allègement de la contribution budgétaire britannique présentées par Mme Thatcher.

Enfin, le problème du «déficit démocratique» de la construction communautaire est posé à plusieurs reprises. L'auteur montre que, même s'il n'est apparu au grand jour que depuis une quinzaine d'années, il était perceptible dès les débuts de celle-ci. Le 25 mars 1957 par exemple, il est symptomatique que l'événement, pourtant couvert par la presse internationale et retransmis par Eurovision, n'ait suscité qu'indifférence dans les opinions publiques respectives, mobilisées par d'autres sujets, y compris à Rome où, si les cloches sonnent, ce n'est pas en l'honneur de l'Europe, mais en raison de la fête de l'Annonciation qui se déroule au même moment.

De telles notations ajoutent encore à l'intérêt de l'ouvrage. Même si, étant donné sa date de parution, il ne peut aborder les implications de l'échec récent du projet de Constitution européenne, il fournit les clés nécessaires pour resituer dans sa profondeur la signature des traités fondateurs dont on vient de célébrer le cinquantième anniversaire.

Jean-François Eck, Lille

Manfred STEINKÜHLER, *Der deutsch-französische Vertrag von 1963. Entstehung, diplomatische Anwendung und politische Bedeutung in den Jahren von 1958 bis 1969*, Berlin (Duncker & Humblot) 2002, 212 p. (Zeitgeschichtliche Forschungen, 14), ISBN 3-428-10767-5, EUR 18,00.

Ancien diplomate, grand connaisseur de la France, Steinkühler a livré à la veille du 40^e anniversaire du traité de l'Élysée une étude bien documentée (fondée essentiellement sur l'exploitation des archives des ministères français et allemand des Affaires étrangères, des

fonds de l'Institut Goethe et des mémoires et témoignages publiés des acteurs de l'époque) sur l'origine, l'usage et le sens du traité, de 1958 à 1969 (du début de »l'ère de Gaulle-Adenauer« à la fin de l'époque »de Gaulle-Kiesinger/Brandt«). L'étude consiste en grande partie dans l'analyse des entretiens entre les chefs d'État et de gouvernement, désormais largement connus des historiens grâce aux publications des procès-verbaux de ces rencontres dans les collections de documents diplomatiques français et allemands.

Steinkühler a choisi un angle d'approche original, cherchant à montrer que la difficulté des relations franco-allemandes au cours des six ans suivant la conclusion du traité (le gouvernement Erhard puis le gouvernement de grande coalition dirigé par le chancelier Kurt Georg Kiesinger) s'expliquerait par les réticences à l'égard de la France d'une grande partie des responsables politiques et des diplomates allemands ayant à traiter des questions bilatérales. Ce manque de sympathie à l'égard du voisin français, allant jusqu'à la francophobie (le ministre des Affaires étrangères chrétien-démocrate Gerhard Schröder est ici particulièrement visé), résulterait pour une large part de l'adhésion passée de ces hommes politiques et de ces diplomates à l'idéologie nazie, ou, pour les plus jeunes, de leur formation à la »carrière« par des responsables très compromis sous le national-socialisme (appartenant à cette nouvelle génération, il cite Paul Frank qui fut en poste à Paris et devint secrétaire d'État sous la coalition sociale-libérale, p. 151). L'appartenance confessionnelle (protestante) serait également, selon l'auteur, un élément explicatif de ce désintérêt pour le voisin d'outre-Rhin (p. 46). Sous la grande coalition et au début de l'ère sociale-libérale (abordée à la fin de l'ouvrage), des changements importants dans le personnel diplomatique (l'*Auswärtiges Amt* étant alors dirigé par Willy Brandt) se produisirent, caractérisés par une rupture avec le fonctionnariat en place sous le III^e Reich, mais la volonté de s'orienter vers la France ne s'en est pas nécessairement trouvée accrue. Mais désormais pour d'autres raisons: soit, comme dans le cas de Georg Ferdinand Duckwitz, par mésestimation de l'importance du traité de l'Élysée comme facteur déterminant de la politique étrangère, soit, comme dans le cas de Egon Bahr, en raison d'une autre perception des nouvelles constellations sur la scène internationale (Steinkühler rappelle opportunément le commentaire fait par Bahr sur la signature du traité franco-allemand en 1963: »Tout ce qui approfondit l'amitié franco-allemande est bien. Tout ce qui approfondit la relation germano-américaine est mieux«, p. 152).

Cette analyse originale et même pionnière conduit l'auteur à rechercher les »antécédents« dans le parcours des diplomates et politiques allemands. Il démontre les continuités majeures dans le personnel de l'*Auswärtiges Amt* entre le III^e Reich et les 15 premières années de la république de Bonn. Sans doute ce ministère est-il de tous les ministères et grandes administrations en RFA celui qui se caractérise par les plus grandes continuités personnelles (Steinkühler parle de re-nazification, p. 67). Les pages de l'ouvrage consacrées à la reconstitution des parcours sont particulièrement intéressantes. Ainsi, outre le cas bien connu de Kiesinger, ont été membres de la NSDAP: (entre autres) Gerhard Schröder, Karl Carstens, Rolf Lahr, Wilhelm Grewe, Günter Diehl, Herbert Blankenhorn, Manfred Klai-ber, Sigismund von Braun (ces trois derniers se succédant comme ambassadeurs à Paris entre 1958 et 1970).

Si l'on suit cette interprétation, les responsables politiques auraient été particulièrement influencés par leur entourage et l'échec sur le court terme du traité de l'Élysée, vidé de sa substance par le préambule imposé par le Bundestag, serait largement dû, au moins jusqu'en 1966, à une francophobie héritée du traité de Versailles puis du national-socialisme, qui aurait perduré dans les milieux diplomatiques et politiques allemands. C'est faire grand cas de l'entourage et du rôle des diplomates, que l'auteur estime trop peu pris en compte, par rapport aux »décideurs« que sont les chefs d'État et de gouvernement, dans les travaux des historiens. C'est faire en revanche trop peu de cas du dilemme »atlantistes/gaullistes«, ou »France/Amérique + OTAN« et de la situation de »ou bien/ou bien« devant laquelle de Gaulle avait placé les responsables allemands. Car l'orientation prévalente vers les États-

Unis et l'Angleterre ne résulte pas seulement d'une anglophilie, que justifierait en grande partie le souci de se ranger désormais aux côtés des « vainqueurs véritables » (p. 50). De notre point de vue, Steinkühler n'a pas assez pris en considération l'impact de la politique française sur les positionnements et les décisions de Bonn, de même que, dans les années qui pavent le chemin vers le traité, la politique européenne du général de Gaulle n'est pas évaluée à sa juste mesure. Ainsi la question du projet d'union politique de l'Europe et l'échec des « plans Fouchet », en 1961/62, est mentionnée « en passant » et inexactement: il n'est pas sûr que de Gaulle ait voulu respecter les étapes déjà réalisées en matière d'intégration européenne (p. 19) quand on sait qu'il tenta de réintégrer l'économie dans le domaine de la coopération intergouvernementale (plan Fouchet II). L'échec du projet multilatéral européen comme étape fondamentale dans la voie du bilatéralisme franco-allemand laisse déjà entrevoir les difficultés qui devaient apparaître au lendemain de la signature du traité. L'orientation vers Londres et Washington, pour une République fédérale dont la sécurité dépendait largement de l'OTAN, se fondait donc sur des stratégies qui dépassent largement la francophobie ou le manque de sympathie pour le voisin immédiat.

Poursuivons la thèse de l'auteur: il affirme que la compromission des élites allemandes sous le III^e Reich (indéniable) aurait sapé leur autorité par la suite et entravé le développement harmonieux des relations intergouvernementales franco-allemandes. Il en donne pour illustration le cas du chancelier Kiesinger. Certes, les autorités françaises connaissaient son passé, mais rien ne prouve, du temps de De Gaulle, que sa compromission ait été jugée par la partie française comme un obstacle à la coopération. Steinkühler pense démontrer le poids de ce passé en rappelant les honneurs décernés par Mitterrand à Beate Klarsfeld (p. 134–135), qui avait giflé publiquement le chancelier. Mais à l'époque, c'est elle qui fut congédiée de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, dont elle était fonctionnaire à Paris, et Willy Brandt, auquel elle s'était adressée, refusa de la soutenir dans cette affaire¹! Enfin, il est regrettable qu'un ouvrage présentant une telle perspective sur le parcours des individus n'offre pas au lecteur un index des noms des personnes.

Corine DEFRAANCE, Paris

Daniela GNISS, *Der Politiker Eugen Gerstenmaier 1906–1986. Eine Biographie*, Düsseldorf (Droste) 2005, 514 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 144), ISBN 3-7700-5264-1, EUR 64,80.

Eugen Gerstenmaier zählte fraglos zu den prominenten Köpfen der Union von 1949 bis 1969 und hat jetzt eine hervorragende Biographie gefunden. Der Sohn eines Handwerkers aus Kirchheim unter Teck mußte nach einer kaufmännischen Lehre und kurzfristiger Berufspraxis ein erhebliches persönliches Risiko eingehen, um seinen Traum vom Studium zu erfüllen. Die evangelische Landeskirche Württembergs ermöglichte dem begabten Eugen ein Studium von Theologie und Philosophie in Stuttgart und Rostock. Mutig trat der Student 1933/34 im Konflikt zwischen dem von Hitler eingesetzten Reichsbischof Müller und seinem Rivalen von Bodelschwingh für letzteren ein. Nach einem Vikariat in Gaildorf gelangte Gerstenmaier mit Hilfe des württembergischen Landesbischofs Wurm 1936 zum Kirchlichen Außenamt in Berlin. Dessen Leiter, Bischof Heckel, galt der Bekennenden Kirche ebenso wie Wurm als zu kompromißbereit gegenüber dem Regime. Die jeden Pragmatismus

1 Klarsfeld fut limogée de l'OFAJ dès l'automne 1967 pour avoir publié une tribune libre dans la revue «Combat», attaquant le passé de Kiesinger. Cf. Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Berlin, B 94, vol. 1611, lettre de Beate Klarsfeld du 12 septembre et réponse de Brandt du 23 octobre 1967.

ablehnende Bekennende Kirche schloß den kirchlichen Diplomaten Gerstenmaier – der 1935 promoviert hatte – trotz dessen Distanz zum Nationalsozialismus in ihre Kritik ein.

In seiner Habilitationsschrift über Kirche und Schöpfung machte Gerstenmaier unverkennbare Konzessionen an den Zeitgeist, wobei seine Bewertung von Volk und Rasse selbst Zeitgenossen etwas zu sehr nach Verbeugung vor der NSDAP anmutete. Er wollte unbedingt Dozent werden. Gerstenmaier übernahm die völkische Ideologie nicht, legte sich aber auch nicht mit deren Vertretern in der Theologie an. Trotzdem wurde er abgewiesen. Als das Kirchliche Außenamt 1942/43 lahmgelegt worden war, fand Gerstenmaier den Weg zum Kreisauer Kreis und nahm in diesem Rahmen auch am 20. Juli 1944 teil, wenngleich er keine wesentliche Rolle spielte. Er wurde verhaftet und dem »Volksgerichtshof« Freislers vorgeführt. Gerstenmaier war angeblich selbst erstaunt darüber, nur zu sechs Jahren Zuchthaus verurteilt worden zu sein, anstatt wie seine Mitverschworenen zum Tod durch den Strang. Ob die Pose des weltfremden Theologen wirklich den Ausschlag gegeben hat, bleibt unklar.

Schon im Krieg dachte er über ein Evangelisches Hilfswerk nach und packte es 1945 entschlossen an. Auf der Konferenz von Treysa (August 1945) zeigte sich die Dominanz der Bekennenden Kirche um Martin Niemöller in der neuorganisierten Evangelischen Kirche (EKD). Niemöller übernahm das Kirchliche Außenamt. Möglicherweise zur Besänftigung bekam Gerstenmaier für das Hilfswerk freie Hand und machte sich mit außerordentlicher Tatkraft ans Werk. Was der Konsistorialrat hier in den ersten Nachkriegsjahren geleistet hat, verdient eine ausdrückliche Würdigung. Die darbende Bevölkerung in Deutschland erhielt nicht zuletzt durch seine Energie Nahrungsmittel, Kleidung und manch anderes Lebensnotwendige. Allerdings ließ er seine Dünkelhaftigkeit aufblitzen. Die Unterabteilungen der Stuttgarter Zentrale seufzten unter seiner Bevormundung. Gerstenmaier dehnte die Aktivitäten des Hilfswerks immer weiter aus. Bald wurde es geradezu ein kapitalistisches Unternehmen mit gutem Zweck. Zur Linderung der Wohnungsnot wurde eine Siedlungsgesellschaft gegründet. Ferner besaß er maßgeblichen Einfluß auf die seit Juni 1948 erscheinende Tageszeitung »Christ und Welt«, die bewußt Glaube und Politik verbinden wollte. Er übernahm sich sichtlich mit dieser Fülle an Projekten und wurde der EKD geradezu unheimlich.

Gerstenmaier erkannte bei diesen vielfältigen Aktivitäten, wie sinnvoll politische Unterstützung für sein Hilfswerk wäre. Deshalb ließ er sich 1949 zu einer Kandidatur für den Bundestag »überreden«. Das christliche Weltbild der CDU entsprach voll seinen Überzeugungen. Die Wahl im Kreis Schwäbisch-Hall/Backnang stand auf des Messers Schneide. Sein ernsthaftester Konkurrent von der FDP/DVP unterlag nur um wenige hundert Stimmen und warf ihm einen Bestechungsversuch vor. Jedenfalls setzte Gerstenmaier Kräfte aus dem Hilfswerk für seinen Wahlkampf ein. Einen näheren Bezug zu seinem agrarisch geprägten Wahlkreis gewann er niemals.

Innerhalb der EKD hatte Gerstenmaier zahlreiche Gegner, die an der Personalunion von Hilfswerksvorsitz und Bundestagsmandat rüttelten. Auf dem Essener Kirchentag im August 1950 plädierte er derart unverblümt für eine Remilitarisierung der Bundesrepublik, daß die Empörung groß war. Der überwiegende Teil der von Persönlichkeiten wie Niemöller, Gustav Heinemann, Helmut Gollwitzer und Heinrich Albertz geprägten EKD dachte pazifistisch. Einen erheblichen Prestigeverlust erlitt Gerstenmaier durch die Affäre beim Hilfswerk vom Frühjahr 1951. Zwar mußte der »Spiegel« unvorsichtige Behauptungen über eine Bereicherung Gerstenmaiers zurücknehmen, aber dessen Versagen als verantwortlicher Leiter des Hilfswerks in diesem Zusammenhang ist offenkundig. Das Hilfswerk zahlte an die amerikanische Militärregierung wegen Devisenvergehen 100 000 DM Bußgeld. Im Herbst 1951 mußte Gerstenmaier trotz heftigen Widerstrebens und Unterstützung des Ratsvorsitzenden der EKD, Bischof Otto Dibelius, die Leitung des Hilfswerks niederlegen. Das lag nicht zuletzt daran, daß er sich bei seiner Verteidigung im Ton vergriff.

Im Bundestag ging der Theologe mit dem für ihn bezeichnenden Elan ans Werk. Im Flüchtlingsausschuß konnte er segensreich wirken, da er in diesem Bereich besonders ver-

siert war. Der zweite Schwerpunkt seines Wirkens im Bundestag lag in der Außenpolitik. Erstaunlicherweise brachte es der junge Abgeordnete gleich zum Stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses für Besatzungsfragen und auswärtige Angelegenheiten, was für seine Kompetenz und Durchsetzungsfähigkeit spricht. Er avancierte zum entschiedenen Befürworter der Außenpolitik Adenauers, ganz besonders bei der europäischen Integration und der Wiederbewaffnung. Gerstenmaier bevorzugte die Europäische Verteidigungsgemeinschaft (EVG) klar gegenüber einem Beitritt der Bundesrepublik zur NATO – doch Gniss erweckt den Eindruck, er habe punktuell geschwankt und im März 1953 eine deutsch-amerikanische Militärvereinbarung anstelle der maroden EVG favorisiert. Völlig unbefangen konstatiert sie, er habe dabei auch eine Vermittlung von atomarem Know-How einbezogen (S. 271). Diese ebenso spektakuläre wie unrealistische Vorstellung bedürfte schon der Kommentierung.

Trotz der nach außen hin demonstrativen Unterstützung Adenauers scheint Gerstenmaier insgeheim eine aktivere Ostpolitik gewünscht zu haben. Er plädierte nach dem Gro-tewohl-Brief vom November 1950 für Gespräche mit der SED-Führung und trat auch nach der Stalin-Note vom März 1952 für ein Ausloten der bestehenden Chancen ein. Adenauer sollte Moskau die Aufnahme diplomatischer Beziehungen anbieten! Im Dezember 1952 schickte er Adenauer diesbezüglich einen Grundsatzbrief, den er gar notariell beglaubigen ließ.

In der Beratenden Versammlung des Europarats fiel er besonders 1953/54 beim van-Naters-Plan zur Europäisierung der Saar auf. Gniss hat auch dieses verwickelte Gespinnst gut erforscht, die Literatur zu seinen Saar-Aktivitäten aber nur partiell rezipiert. Deshalb wird ihr nicht voll bewußt, daß Gerstenmaier *à tout prix* eine Realisierung dieses Projekts aus brennendem Ehrgeiz und wegen einer zu dieser Zeit geradezu missionarische Züge aufweisenden Europa-Gesinnung erreichen wollte. Hallstein bremste ihn im Frühling 1954 nicht wegen persönlicher Eifersüchteleien, sondern weil Gerstenmaier längst jedes Gespür für die aus deutscher Sicht unvorteilhaften Bestimmungen des van-Naters-Plans verloren hatte. Im November 1954 kandidierte er nach dem plötzlichen Tod von Hermann Ehlers auf Drängen Adenauers als Bundestagspräsident. Sein Beinahe-Scheitern war sicherlich noch stärker auf die Unbeliebtheit des hemdsärmeligen Politikers zurückzuführen, als Gniss wahrhaben will. Sogar viele Parlamentarier der CDU stimmten gegen den robusten Theologen. Zudem: Wollte Adenauer nicht doch Gerstenmaier als potentiellen Widersacher »wegkomplimentieren«?

Unterschwellig blieb stets ein Mißbehagen Gerstenmaiers über seinen Ausstieg aus der Tagespolitik, der dauerhaft sein sollte. Indessen stürzte er sich durchaus engagiert auf sein neues Amt und kümmerte sich um Arbeitsweise und Erscheinungsbild des Bundestages. Der Wiederaufbau des Berliner Reichstags, vor allem aber das nach ihm benannte, in den 1960er Jahren errichtete Abgeordnetenhochhaus »Langer Eugen« – dessen Bau er trotz explodierender Kosten beharrlich förderte – haben sich dem Gedächtnis der Nation eingepägt. Gerstenmaiers Streitlust blieb, sein Einfluß auf die Politik sank.

Sein Hang zur Überparteilichkeit verstärkte sich durch das neue Amt – zum Leidwesen seiner Parteifreunde. Als Abgeordneter der Union sprach Gerstenmaier nur fünfmal während seiner 14jährigen Präsidentenzeit. Auf den Parteitagen der CDU trat der am christlichen und sozialen Profil der Union feilende Schwabe hingegen häufig mit programmatischen Reden in Erscheinung. Auch dies ging mitunter daneben. So erregte sich Adenauer 1960 über dessen Lob für das Godesberger Programm der SPD. Gerstenmaier bewerkstelligte, daß der Bundestag häufig in Berlin tagte. Die Wahl der Bundespräsidenten zwischen 1959 und 1969 fand auf sein Betreiben in der Berliner Ostpreußenhalle statt. Im Jahre 1959 gab es deswegen Zwistigkeiten mit Adenauer und von Brentano, die infolge des sowjetischen Berlin-Ultimeatums einen Zusammenstoß mit der UdSSR befürchteten. Schon 1955 plädierte Gerstenmaier für eine Intensivierung des Dialogs mit Moskau bei gleichzei-

tiger Stigmatisierung Pankows. Damit einher ging eine Neigung zu einer gemeinsamen Außenpolitik von Union und SPD. Im Sommer 1957 ärgerte sich der Kanzler über ihn, weil er seine parteiübergreifenden Entspannungsideen öffentlich anpries, während Adenauer den Wählern begreiflich zu machen suchte, daß ein Wahlsieg der SPD im Herbst zum Untergang Deutschlands führte. Im Januar 1958 riet der Bundestagspräsident, auf einer kommenden Gipfelkonferenz über einen Friedensvertrag für Deutschland zu verhandeln. Danach hielt er sich zurück, um am 30. Juni 1961 einen Paukenschlag zu landen: Diesmal sprach er nämlich in der letzten Sitzung des Bundestages vor Ende der Legislaturperiode ohne Abstimmung mit der Bundesregierung von seiner Idee einer gemeinsamen Außenpolitik von CDU/CSU und SPD sowie einem Friedensvertrag. Dies führte zu einer Konfrontation mit Adenauer und von Brentano, die nicht zu Unrecht argwöhnten, Gerstenmaier wolle sich als Kanzler einer großen Koalition bzw. als Außenminister empfehlen. Dieses Motiv leitete ihn wohl auch während der Krise um die Nachfolge von Bundespräsident Heuss 1959. Gerstenmaier drängte Adenauer, in die Villa Hammerschmidt zu wechseln, und war empört über dessen Rückzieher, der besonders durch die drohende Amtsübernahme Erhards begründet war. Am Koalitionspoker nach der Bundestagswahl vom Herbst 1961 beteiligte sich Gerstenmaier eifrig. Wie Erhard zögerte er indes, Adenauer offen den Fehdehandschuh hinzuwerfen.

Unter Bundeskanzler Erhard mischte sich Gerstenmaier in den Konflikt zwischen »Atlantikern« und »Gaullisten« ein, wobei er mit dem »Ellipsen«-Modell – Frankreich in der Verteidigung neben den USA als zweites Zentrum des westlichen Bündnisses – keines der beiden Lager zu überzeugen vermochte. In einem unglücklichen »Bild«-Interview vom 7. November 1964 nach einem Paris-Besuch zieh er die Bundesregierung der Vernachlässigung der deutsch-französischen Beziehungen. Gerstenmaier zweifelte zunehmend an den Fähigkeiten Erhards, den er nur unterstützt hatte, um den ungeliebten Gerhard Schröder vom Palais Schaumburg fernzuhalten. Gerstenmaier gehörte 1966 zu den heißesten Kandidaten als Kanzler einer Großen Koalition. Doch Kiesinger behielt die Oberhand, und Gerstenmaier mußte auch seine Hoffnung auf das Außenministerium begraben, das Willy Brandt zufiel.

Gerstenmaier entpuppte sich als reiselustiger Bundestagspräsident. Besonders Lateinamerika, Israel und Afrika hatten es ihm angetan. Er wirbelte dabei nicht selten Staub auf. In Schwarzafrika kümmerte er sich 1961 zum Verdruß des Außenministers um Entwicklungshilfe, in Israel wollte er 1962 das Verhältnis zu Bonn der Normalisierung näherbringen, was zu Verstimmungen der arabischen Länder führte. 1964 bemühte er sich in Kairo vergeblich, Nasser von einer Anerkennung der DDR abzuhalten. Wegen seiner offenen Worte an die Machthaber der DDR war er im Visier der Stasi, die in den 1960er Jahren Difamierungskampagnen steuerte. Der Angegriffene strafte seine Verleumder mit Nichtachtung. Erst als ihn die »Soldatenzeitung« wegen seines Prozesses gegen General Ramcke um seine Rolle am 20. Juli attackierte, erstellte Schlabrendorff 1965 eine Rechtfertigungsschrift. Sie fiel ebensowenig überzeugend aus wie eine Publikation der DDR von 1969, die Beweise für Gerstenmaiers »Verrat« an den Protagonisten des Widerstandes schuldig blieb.

Der Bundestagspräsident trat Ende Januar 1969 zurück. Die Ursache dafür waren üppige Wiedergutmachungsleistungen für die ihm entgangene Dozentenstelle im Dritten Reich. Es wurde ihm nicht nur vorgeworfen, die gesetzliche Grundlage dafür beeinflußt zu haben. Vielmehr war die aufbrausende Art, mit der er auf Kritik reagiert hatte, mindestens ebenso fatal. Bereits 1967 hatte er durch eine Grundstücksspekulation einen Streit mit der Stuttgarter Stadtverwaltung vom Zaun gebrochen, der an seinem Renommee zehrte. Nun verlor er in seiner Fraktion jeden Rückhalt und zog verbittert die Konsequenz. Seine Hoffnung auf eine Fortsetzung seiner politischen Laufbahn zerschlug sich, denn sein Landesverband Nordwürttemberg weigerte sich, ihn nochmals für den Bundestag zu nominieren. Zornbeidend, aber auch deprimiert, kehrte er der Politik den Rücken.

Gerstenmaier hielt die Ostpolitik der Regierung Brandt für verfehlt und fand die Gegenwehr der CDU/CSU zu lasch. Erst Ende der 1970er Jahre näherte er sich seiner Partei wieder an und erreichte dank seiner Verbindung zu Helmut Kohl die Bildung eines Seniorenrats. Ansonsten war er in zahlreichen Aufsichtsräten und öffentlichen Institutionen engagiert. Viel Zeit opferte er seiner Arbeit als Vorsitzender der Deutschen Afrika-Gesellschaft, doch dies endete wie zahlreiche andere Tätigkeiten Gerstenmaiers im Zerwürfnis. Selbst das »Hilfswerk des 20. Juli 1944«, die EKD oder die Wochenzeitung »Christ und Welt« bekamen seinen Groll zu spüren. Nach mehrjährigem Herzleiden starb der zurückgezogen in Oberwinter bei Bonn lebende Gerstenmaier im März 1986.

Das Buch von Gniss ist eine echte Bereicherung der Biographienlandschaft in Deutschland. Sie hat auf allen Themengebieten die Aktivitäten Gerstenmaiers über Jahrzehnte hinweg gründlich recherchiert. Ihre ausgiebigen Fußnoten verraten, daß die Biographie hätte deutlich umfangreicher sein können. Die Präsentation des Stoffes erscheint nicht immer optimal. Es bleibt unerfindlich, warum Gniss die Erörterung des Hilfswerk-Skandals von 1951 aufspaltet (S. 242f., 258–262) und hauptsächlich in das Kapitel »Außenpolitik« verlegt, wo sie nicht hinpaßt. Die Gedankenführung ist bei den außenpolitischen Aspekten bisweilen unklar. Gniss reflektiert nicht darüber, wie die resolute Befürwortung der Westintegration bis 1954 mit der geheimgehaltenen, erstaunlich weitgehenden deutschlandpolitischen Verhandlungsbereitschaft Gerstenmaiers in Einklang zu bringen ist. Nach 1954 verlagerte sich sein Interesse vollends auf die gesamtdeutsche Ebene, wo er eigenwillige, die bisher vorsichtige Ostpolitik hinwegfegende Initiativen startete. Was vorher subkutan vorhanden war, trat jetzt in den Blickpunkt. Der Leser rätselt, was hinter diesem Wandel steckte. Lag der Primat bei Europa oder bei der deutschen Einheit – und ab wann? Gerstenmaiers Bedeutung als Außenpolitiker bedarf noch der analytischen Vertiefung.

Sein an Machtgier grenzender Ehrgeiz hätte als Triebfeder seines Handelns vielleicht noch stärker herausgestellt werden können. Die Autorin verschleiert die Unbeherrschtheiten des Politikers aus Kirchheim mitnichten, zeigt aber ein gewisses Maß an Schonung. Seine Affären werden stets milde beurteilt, obwohl zumeist einiges gegen Gerstenmaier sprach und er niemals eigene Mißgriffe zugab. Der Konsistorialrat hat zeit seines Lebens nicht begriffen, daß seine Arroganz und seine Schroffheit der Karriere abträglich waren. Auch Politiker brauchen in entscheidenden Augenblicken loyale Verbündete. Opportunistische Manöver vor Wahlen und angriffslustige Rechthaberei bildeten eine verhängnisvolle Kombination. Gerstenmaier überschätzte seine gewiß hohen intellektuellen Fähigkeiten und vermochte es nicht, seinen Mitmenschen mit dem stets gebotenen Respekt zu begegnen. Hier liegt die Hauptursache für sein Scheitern, als er nach höchsten Staatsämtern strebte.

Herbert ELZER, Andernach

Werner FAULSTICH (Hg.), *Die Kultur der 60er Jahre*, Paderborn (Wilhelm Fink) 2003, 306 p. (Kulturgeschichte des 20. Jahrhunderts), ISBN 978-3-7705-3873-7, EUR 41,90.

According to Werner Faulstich, editor of this volume, existing histories of the 1960s in the Federal Republic of Germany suffer from major deficiencies. Some accounts emphasize politics and current events at the expense of culture, while those that do purport to examine culture choose their topics very selectively, typically focusing on what has often been labeled »high culture« – literature, art, music, theater and film. Such an emphasis, Faulstich argues, ignores many other forms of culture such as sports, religion, photography and radio. Finally, most descriptions of these decades rely too heavily on vague, almost clichéd formulas and slogans, such as »between pragmatism and utopia, or »cultural shifts«.

Faulstich's latest volume, one in a series that examines the cultural history of the 20th century, attempts to overcome these deficiencies. This collection of 17 individual contribu-

tions, born out of a series of lectures from the winter semester 2002/2003 at the University of Lüneburg, seeks, above all, to expand the understanding of culture to include the growing importance of the media. The famous revolution in values of the 1960s, Faulstich argues, took place as the result of music, the new youth culture and the media. By becoming a »media-culture«, culture became the »motor« and »emancipating factor« of societal subcultures. At the same time, these media cultures became ever more differentiated, including photography, alternative theater, radio, film, letter writing, and even illustrated magazines. The societal transformation of the 1960s, he insists, are to be found in the changes in an ever more diverse set of media cultures.

True to this thesis, each of the seventeen individual chapters accordingly focuses on a different aspect of culture in the 1960s. Topics include the theater, sports, music and even the churches, a refreshing and welcome addition, even if the Roman Catholic church receives relatively short shrift in this account. Other chapters bring new and a much needed attention to the forms of the media, both old and new – regional newspapers, advertisement, tabloids (*Illustrierte*), the rock culture, pop songs and television stars, design and fashion, telephones, letter writing, books, bestsellers, amongst others. By de-emphasizing high culture, Faulstich underscores its ultimate lack of long-term significance, as attention-grabbing as many artists may have been at the time. Otto Mühl's »Oh Tannenbaum«, presented an excessive work, in which a pig was slaughtered, milk, flour and raw eggs were smeared on a naked woman, the artist urinated on her and finally defecated on the remains of the pig. Faulstich's relatively short chapter on the failure of the artistic avant-garde as a bastion of high culture provocatively argues that the avant-garde, under the pretext of criticizing existing societal structures not only lost its utopian core but degenerated into artistic narcissism, even falling to the level of charlatanism. Free Jazz, Karl Heinz Stockhausen's musical works, pop-art, Joseph Beuys' almost Dadaesque works are rarely seen, seldom heard today. The true artistic revolt, he concludes, was to be found in rock culture.

Unfortunately, the concluding chapter on rock culture is less developed and less daringly argued than other chapters, an almost afterthought at the close of the volume. The real heart of this volume instead is found in the chapters on new culture of protest. Knut HICKETHIER's chapter on protest, quite significantly the first chapter in this volume, attributes the emerging culture of protest to the continued existence of many former National Socialist as a functional elite to the criticisms of a conservative »CDU-Staat«, the influence of cultural and artistic modernization, a culture of the 1950s and the new youth culture. Clearly, the roots of this protest were to be found in the 1950s (the new youth culture undoubtedly took shape in response to growing prosperity and better possibilities for consumption) but it took the more differentiated media of the 1960s to spread the message of protest more effectively. This chapter concludes by arguing that the culture of protest ultimately expedited societal modernization. By criticizing capitalism and probing its roots, critics of the existing capitalist order paradoxically allowed themselves to become better integrated into the social and societal forms of capitalism.

Overlooked in this volume, as in many similar accounts of the 1960s in the United States, however, is the persistence of conservative and moderate voices – »a silent majority« of those who either resisted these sweeping changes or who simply went their own way in the midst of such upheaval. This volume might have taken more seriously voices of opposition such as the *Bild* newspapers (the Springer publications do not appear extensively here). In many respects, it was not until the 1970s that a revolution in values began to change the behavior of more and more Germans. This volume depicts, more often than not, the voices of change that were the most shrill and sweeping.

To his credit, Faulstich explicitly attempts to present a basic canon of information about the 1960s »clearly and attractively«, in the hopes of attracting the interest of younger readers. This volume lives up these high expectations more than admirably. Few passages are

laden with ponderous jargon; the chapters include numerous bar graphs, illustrations, and photographs from the time, including the cover of the Beatles' album, »Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band«, a frame from the television ad of the powerful Esso Tiger, reproductions of political leaflets and a for the time shocking photograph of a very pregnant wife of the American born photographer himself, Will McBride. Each chapter concludes with a select bibliography of the most prominent literature on that topic, compendia which are invigoratingly up to date. Appealing to both students and specialists in the field alike, this volume will serve as a most worthy introduction to the culture of the 1960s, one that laudably combines the information of an encyclopedia with the more pronounced and trenchant arguments of historical monographs.

Mark Edward RUFF, St. Louis

Markus BERNATH, Wandel ohne Annäherung. Die SPD und Frankreich in der Phase der neuen Ostpolitik 1969–1974, Baden-Baden (Nomos) 2001, 390 p. (Nomos Universitätschriften. Geschichte, 14), ISBN 3-7890-7308-3, EUR 51,00.

On savait que les relations entre Willy Brandt et Georges Pompidou avaient été plus distantes que celle d'autres »couples« ou »tandems« de dirigeants français et allemands, comme on savait que l'Ostpolitik, la politique de normalisation des relations de la République fédérale avec les pays du bloc de l'Est qu'a poursuivie la coalition sociale-libérale sous la direction de Brandt entre 1969 et 1974, n'avait pas provoqué une adhésion enthousiaste et dépourvue de craintes de la part des dirigeants français. Voici un nouvel ouvrage consacré à cette question mais qui annonce dès son titre, »Wandel ohne Annäherung«, avec un travestissement de la formule fixée en 1963 par Egon Bahr pour caractériser l'*Ostpolitik* et la stratégie de dépassement du *statu quo* par sa reconnaissance préalable, qu'en effet la période où Brandt fut chancelier n'a pas correspondu à un rapprochement entre le SPD, désormais aux affaires, et la France. Cette étude est présentée par son auteur comme relevant à la fois de la discipline historique et de celle des sciences politiques, cette dernière étant présente par l'intérêt pour la décision politique. C'est en fait beaucoup plus sur les représentations que s'attarde cette thèse de doctorat, et en particulier sur celles, réciproques, de deux acteurs majeurs: le SPD et la France. Ce choix conduit à la formation d'un adjectif récurrent, »sozialdemokratisch-französisch«, certes justifié par le regard défini dans l'introduction mais très troublant par les postulats qu'il révèle. En effet, la précaution consistant à décliner »la France« en »la classe politique française« ne masque pas une approche holiste particulièrement problématique au regard de la diversité de cet acteur supposé unitaire que serait la »classe politique française« c'est-à-dire »gouvernement, opposition, opinion publiée, universitaires, scientifiques et intellectuels« (p. 16). Aussi le résultat reste-t-il en deçà de l'ambition annoncée et cette étude s'intéresse surtout aux relations et perceptions réciproques de Willy Brandt et de ses proches collaborateurs du parti au niveau fédéral d'une part, du président Pompidou et de ses principaux ministres et conseillers d'autre part, puis secondairement aux relations complexes avec le Parti socialiste français. L'intérêt pour la décision politique conduit l'auteur à mettre l'accent, dans l'introduction, sur les phénomènes de discours, identifiés comme le lieu de formulation des perceptions et représentations, et à identifier trois questions essentielles: quel »code opérationnel« suivent les acteurs de part et d'autre? Quelles représentations ont-ils les uns des autres? Quelles répercussions ont ce code et ces images des sociaux-démocrates allemands sur la conception, le choix et la réalisation de l'*Ostpolitik*?

L'hypothèse de départ de ce travail est que le caractère, les valeurs et la tradition du parti social-démocrate allemand sont en grande partie en cause dans la nature des relations avec Paris pendant cette période et que la médiocre qualité de celles-ci ne peut se comprendre

que par le détour par les perceptions et représentations. Cette hypothèse s'appuie sur le postulat de la continuité d'une relation qui a été marquée dès l'après-guerre, par Kurt Schumacher lui-même, par la méfiance et l'incompréhension, par un »rendez-vous manqué« (p. 8). Le second postulat moins explicite est celui de la continuité après 1969, abordée par une lecture à rebours depuis 1989. Ces deux postulats sont également problématiques: d'abord en ce qu'ils identifient l'appartenance partisane comme un déterminant plus décisif que la responsabilité gouvernementale qui est dominée par la gestion de réalités tangibles et multiples contraignant à un pragmatisme dont ne manquait pourtant pas l'équipe de Brandt, ensuite en ce qu'ils reposent sur des attendus un peu simplistes quant à la »crainte française de l'unité allemande« toujours évoquée et pourtant fortement nuancée dans la recherche depuis qu'on a procédé à l'examen attentif des archives désormais accessibles. Aussi aborder la complexité des réactions françaises à l'»Ostpolitik« en partant de »1989 comme réalisation des cauchemars de 1969« (p. 9) n'est-il pas sans conséquence sur les résultats de l'analyse. L'attention se concentre d'abord sur les malentendus auxquels est consacrée une première partie centrée sur la perception de chacun des acteurs, sur la base de nombreuses données remontant loin avant 1969, avant d'étudier en deuxième et troisième partie les différents aspects de la façon dont fut gérée l'*Ostpolitik* dans la relation avec Paris dans une approche plus thématique que chronologique. Une quatrième partie est enfin centrée sur les différentes conceptions de la liberté et de la nation chez les interlocuteurs en présence et en particulier la question de la relation entre socialisme et nation en Allemagne. Les sources sont très majoritairement des entretiens, fort nombreux, menés avec des proches des acteurs. Ce type de source a les qualités de ses défauts et inversement: la diversité des regards »de l'intérieur« mais aussi l'inévitable reconstruction de la réalité, alliée à la partialité. Aussi peut-on regretter que l'auteur n'ait eu par ailleurs recours majoritairement qu'à des mémoires ou des ouvrages d'observateurs en laissant de côté les sources premières des archives et les travaux historiques pourtant nombreux aujourd'hui. Tendant au collage de réflexions alimentées de témoignages, ce livre est construit et rédigé sur un mode impressionniste, avec de larges sauts dans le temps et nombreux retours en arrière; il propose en fin de compte un aperçu de la multiplicité d'images et de non-dits. Si l'on fait abstraction d'une certaine facilité journalistique dans le style et d'un penchant pour le stéréotype naturellement simplificateur (comme Pompidou »l'Auvergnat méfiant«), cet ouvrage apporte bon nombre d'anecdotes et de points de vue de témoins.

Hélène MIARD-DELACROIX, Paris

Herbert LÜTHY, Frankreichs Uhren gehen anders. Herausgegeben von Irene RIESEN und Urs BITTERLI, Zurich (Neue Zürcher Zeitung) 2002, XXVI-385 p. (Gesammelte Werke, II), ISBN 978-3-85823-980-8, EUR 44,00.

Il faut saluer la publication par les éditions de la »Neue Zürcher Zeitung« des œuvres complètes en sept volumes de l'historien et publiciste suisse, Herbert Lüthy, dont l'étude sur »La banque protestante en France de l'édit de Nantes à la Révolution« est un ouvrage de référence et le livre traduit en français sous le titre: »La France à l'heure de son clocher« une contribution fondamentale à la compréhension de la IV^e République. Le tome II reproduit la version allemande de l'essai sur la France avec une introduction de Urs Bitterli qui met bien en évidence le propos de l'auteur et souligne la justesse de son diagnostic sur les dysfonctionnements de la société française et la faiblesse de ses gouvernants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, il estime que la période retenue (1945-1953) est trop brève pour qu'on puisse tirer des conclusions définitives de l'observation des faits et de leur enchaînement et il reproche à Lüthy de raisonner comme si les maux qu'il dénonçait étaient irrémédiables.

Certes, le poids des traditions centralisatrice et colbertiste ne prédisposaient pas notre pays à jouer le jeu de la compétition internationale, ni à opter pour une politique d'aménagement du territoire susceptible de réduire l'écart entre »Paris et le désert français«. Par ailleurs, le jeu délétère des partis et l'emprise du Parlement sur le pouvoir exécutif privaient le gouvernement des moyens de lutter efficacement contre les »féodalités«. Enfin, les dirigeants de la IV^e République s'étaient engagés imprudemment dans des guerres coloniales en Asie et en Afrique du Nord dont on ne voyait pas l'issue et leur attitude vis-à-vis de la construction européenne restait ambiguë en dépit des initiatives audacieuses prises par Robert Schuman et Jean Monnet au début des années 1950. On conçoit donc que Lüthy se soit exprimé en termes pessimistes sur l'avenir de la France à une époque où les crises ministérielles se succédaient à un rythme inquiétant et où la politique tant intérieure qu'extérieure était grevée de lourdes hypothèques.

La rédaction de son livre a été achevée sous le gouvernement de Joseph Laniel qui symbolisait »l'immobilisme dans la stagnation« et il est paru après l'investiture de Pierre Mendès-France qui mit un terme à la guerre d'Indochine et amorça un programme de réformes. Mais on sait que cette expérience ne fut pas durable et que les gouvernements dits de »front républicain« constitués après les élections de janvier 1956 sont retombés dans les vieilles ornières et n'ont pas été en mesure de relever les défis de la décolonisation, notamment en Afrique du Nord. Dans un *post scriptum* à la quatrième édition de son essai, parue en 1958, Lüthy évoque cette période et ne modifie pas fondamentalement son jugement sur les faiblesses de la IV^e République. Tout en rendant hommage au talent de Mendès-France et d'Edgar Faure dans la gestion des affaires tunisienne et marocaine et en se félicitant du retour de la France à l'orthodoxie atlantique après l'échec de la CED, il estime que le système politique est bloqué et que rien ne laisse augurer la fin du »régime des partis«. Comme la plupart des observateurs de la scène politique française, l'auteur ne pouvait imaginer que le général de Gaulle, qui avait échoué dans sa tentative de mobiliser les énergies nationales sous l'égide du RPF et s'était retiré de la vie publique pour écrire ses mémoires, reviendrait au pouvoir à la faveur de la dégradation de la situation en Algérie et parviendrait à réformer les institutions selon le modèle qu'il avait exposé en juin 1946 dans son discours de Bayeux.

Dès lors les prévisions pessimistes de Lüthy étaient démenties puisque l'avènement de la V^e République a introduit une césure dans la vie politique française. Sous l'impulsion du général de Gaulle, la France a rompu avec le malthusianisme, participé activement à la construction de l'Europe, modernisé son appareil industriel et restauré l'autorité de l'État aussi bien dans son domaine de compétence interne que dans la conduite de sa politique étrangère. Aussi Raymond Aron a-t-il pu noter dans ses »Mémoires« (1983) que la France décadente et repliée sur elle-même que Lüthy criblait de ses flèches appartenait au passé et que son livre avait essentiellement valeur de témoignage sur une période déterminée de l'histoire de France. En revanche, le livre d'Alain Peyrefitte: »Le mal français« (1976) apportait de l'eau au moulin de l'auteur suisse dans la mesure où il soulignait certains éléments permanents du comportement français et confirmait ainsi le bien-fondé de la démarche entreprise dans »La France à l'heure de son clocher«: par-delà l'histoire immédiate, dégager les traits d'une »France éternelle« qui continue de fasciner le monde et apparaîtrait à certains esprits comme un modèle de civilisation humaniste et un môle de résistance contre »la technicisation et la mécanisation de la vie«.

Lüthy ne dissimule pas ses affinités avec la civilisation française et son livre révèle une connaissance approfondie de notre pays où il a vécu de 1946 à 1958. Le regard qu'il porte sur ses institutions et ses mœurs politiques est celui d'un intellectuel suisse attaché au fédéralisme et au libéralisme et il se montre particulièrement sévère à l'égard de la centralisation administrative et du protectionnisme économique, celle-là favorisant des pratiques clientélistes préjudiciables au bon fonctionnement de la démocratie (»la république des camarades«) et celui-ci entravant l'action des entreprises les plus dynamiques et empê-

chant la répartition équitable des fruits de la croissance par le maintien de structures de production et de distribution archaïques. Tout aussi critique est sa description de la politique des partis qui se complaisent dans des querelles de clocher et négligent d'aborder de front les grands problèmes de l'heure, quand ils ne justifient pas la défense d'intérêts corporatistes au nom d'idéologies progressistes. Les coups les plus rudes sont portés aux partis conservateurs qui se préoccupent avant tout de défendre les privilèges des petits commerçants et artisans, entravent ainsi l'action des agents économiques les plus efficaces et empêchent une répartition équitable des fruits de la croissance. Mais il ne ménage pas pour autant les partis de gauche et plus particulièrement le PCF dont la trajectoire est décrite sans complaisance.

On trouvera notamment dans son livre des informations fiables sur le comportement des communistes français après la signature du pacte germano-soviétique d'août 1939, leur action dans la Résistance contre l'occupant allemand, leur participation à l'exercice du pouvoir après la Libération, leur engagement dans la bataille de la »production«, l'éviction de leurs ministres du gouvernement Ramadier, enfin les grèves »révolutionnaires« fomentées en 1947 et 1948 pour empêcher la mise en œuvre du plan Marshall et l'organisation de la sécurité européenne dans le cadre d'une alliance occidentale. Lüthy relève avec satisfaction que grâce à l'action déterminée de quelques hommes politiques auxquels il rend hommage – Vincent Auriol, Robert Schuman, Jules Moch, René Mayer – les gouvernements de »troisième force« ont su tenir tête au parti communiste et aux syndicats qui voulaient les renverser mais il déplore que depuis la victoire de »l'ordre républicain« contre la »subversion totalitaire« les intérêts de la classe ouvrière ne soient plus défendus et qu'elle soit condamnée à camper aux »portes de la cité«. C'est dire que l'auteur de »La France à l'heure de son clocher« n'est pas le thuriféraire d'un capitalisme ultra-libéral (*reiner Kapitalismus*) mais se soucie de l'amélioration du sort des classes sociales les plus défavorisées et de leur intégration dans la communauté nationale. À cet égard il relève l'incidence positive de l'idéologie des mouvements de Résistance et de la doctrine sociale de l'Église sur la politique menée par la IV^e République dans ce domaine, mais regrette que les querelles pour l'exercice du pouvoir dans les organismes dirigeants de la Sécurité sociale et les failles dans l'organisation de la solidarité entre les différentes catégories socio-professionnelles n'aient pas permis d'atteindre les objectifs que l'on s'était assignés.

Les remarques qui précèdent donnent un bref aperçu de la manière dont Lüthy aborde les questions soulevées par la politique française sous la IV^e République mais ne sauraient rendre compte de la richesse d'un ouvrage qui a été salué en son temps comme l'une des études les plus pénétrantes sur la France d'après guerre, en dépit des parti pris de l'auteur et du caractère polémique de certains développements, notamment ceux consacrés à la politique étrangère, à la politique coloniale et à la construction de l'Europe. Ainsi Lüthy, se montre très critique à l'égard de la politique allemande de la France dans les années consécutives à la chute du III^e Reich et va jusqu'à imputer aux prétentions émises par Paris au sein du Conseil de contrôle interallié et dans les conférences des ministres des Affaires étrangères des Quatre la cause principale de la division de l'Allemagne. Or, la plupart des historiens et des germanistes ont aujourd'hui une position plus nuancée en la matière même s'ils continuent d'exprimer des réserves sur les formules imaginées par les gouvernements français entre 1945 et 1948 pour régler la question allemande. Par ailleurs, l'auteur prend nettement parti dans la querelle sur la CED et accable de ses traits les adversaires de ce projet quelles qu'aient été leurs motivations. Là aussi, il eut été convenable de distinguer entre les arguments mis en avant par le parti communiste et les raisons invoquées par le général de Gaulle. Au demeurant, le rejet de la CED ne fut pas la résultante d'une collusion entre les »communistes et les gaullistes« mais l'expression d'une volonté de préserver l'autonomie de décision de la France en matière de défense et de politique étrangère. Ce sentiment était largement partagé au sein de la classe politique puisque à l'exception du MRP, tous les autres

partis étaient divisés sur ce mode d'encadrement du réarmement allemand. Quant à la dimension européenne de l'entreprise, elle était douteuse et Lüthy en convient lui-même lorsqu'il affirme que l'objet de la CED était »d'intégrer les forces allemandes dans l'OTAN sans que la RFA en soit un membre à part entière« (p. 304).

Cinquante ans après la publication du livre sa lecture s'impose à quiconque veut approfondir sa connaissance de l'histoire de la IV^e République et s'intéresse aux invariants de la politique française. Un appareil critique établi avec soin permet au lecteur de situer les acteurs dans le contexte de l'époque et de se remémorer les événements marquants qui ont jalonné l'histoire de la France et du monde de 1945 à 1958. Enfin, on ne lasse pas d'être frappé par la pertinence et l'actualité des analyses de Lüthy sur la permanence des pratiques administratives et des passions françaises. Aussi son livre ne se réduit-il pas à un essai sur les mœurs de la IV^e République mais relève de la science politique au sens où l'entendait Alexis de Tocqueville. À cet égard, »La France à l'heure de son clocher« s'apparente à »La démocratie en Amérique« et devrait connaître la même fortune.

Jean KLEIN, Paris

Herbert LÜTHY, *Essays II. 1963–1990*, hg. von Irene RIESEN und Urs BITTERLI, Zürich (NZZ) 2004, XVII–503 S., ISBN 978-3-03823-106-6, EUR 60,00.

Wie sehr Herbert Lüthy (1918–2002) ein Historiker und Essayist von europäischem Format war, belegt einprägsam der hier anzuzeigende zweite Band seiner Essays. Für ihn gilt das Gleiche wie für den in dieser Zeitschrift bereits vorgestellten ersten Band¹. Erneut beeindruckten die Spannweite der Themen und das breite Hintergrundwissen ebenso wie die analytische und darstellerische Perfektion.

Die Essays setzen ein mit einem Beitrag für den Kongress »L'Europe et le Monde« von 1963 in Basel. Hintergrund war der seit 1960 beschleunigte weltweite Prozeß der Entkolonialisierung. Den Schluß bildet »Wo liegt Europa? Ein Nachwort nach 30 Jahren«. Damals, am Ende des Kalten Krieges, sah Lüthy eine europäische Friedensordnung in den Bereich des Möglichen gerückt und nahm dazu Gedanken aus früheren Beiträgen auf. Die hier abgedruckten 30 Essays sind wieder überwiegend schweizerischen und deutschen Zeitschriften entnommen. Hinzu kommen Beiträge in Festgaben und Presseartikel. Damit sind einige der zahlreichen Anlässe genannt, die Lüthy zu Essays über die Geschichte bzw. Zeitgeschichte der Schweiz, Europas und der überseeischen Welt inspirierten.

In seinen Beiträgen über die Schweiz und die sie prägenden Prinzipien beschrieb er einen Bundesstaat zwischen z. T. fragwürdigen Traditionen und unumgänglichen Innovationen. Dieses Spannungsverhältnis spiegelte sich für ihn z. B. im schweizerischen Föderalismus, diesem oft als Modell für Europa empfohlenen System der »Nicht-Zentralisierung«. Zunehmende Regelungsdichte, eine Vielzahl von Bundessubventionen und Mischfinanzierungen haben zu einer von Lüthy kritisierten Verflechtung geführt. Hier versucht die Schweiz in jüngster Zeit, durch eine neue Aufgabenverteilung zwischen den Ebenen gegenzusteuern. Als eine der schwersten Belastungsproben für den Föderalismus analysierte er die sogenannte Jurafrage, d. h. den über 30 Jahre dauernden Prozeß der Herauslösung der frankophonen katholischen Minderheit aus dem überwiegend deutschsprachigen protestantischen Kanton Bern. Nach mehreren Plebisziten konnte sich der katholische Nordjura 1978 als neuer Kanton konstituieren, während der frankophone protestantische Südjura bewußt im Kanton Bern verblieb. Damit entwickelte sich auch in der Schweiz eine Ethnisierung der Politik. Im Widerspruch dazu hatte Lüthy 1965 die Gründung von zwei jurassischen Halbkantonen als adäquaten Weg zur Integration der Sprachminderheit gefordert

1 Vgl. Francia 32/3 (2005), S. 317f.

(S. 111). Erst die jüngste Entwicklung geht ein Stück weit in die von ihm geforderte Richtung. 2004 erhielt der 1978 nahezu halbierte, bei Bern verbliebene französischsprachige Kantonsteil ein Sonderstatut mit eigenen Vertretungs- und Mitwirkungsrechten.

Weitere Essays sind zeitgeschichtlichen Vorgängen im übrigen Europa und in seinen ehemaligen Kolonien gewidmet. So bilden der 50. Jahrestag des Beginns des Ersten Weltkrieges, die Unterzeichnung des Versailler Vertrags und des »Anschlusses« Österreichs sowie der 150. Jahrestag der Beschlüsse des Wiener Kongresses Ausgangspunkte für die Aufdeckung historischer Hintergründe und zeitgeschichtlicher Nachwirkungen. Zu den Entwicklungen, die Europa destruktiv und konstruktiv veränderten, zählten für Lüthy auch die konfessionellen Gegensätze. Ihre Folgen für die Aufklärung und das Verhältnis von Staat und Kirche gerieten wiederholt in seinen Blick. Auch hierzu gaben Jahrestage den Anstoß: die Trizentenarien der Widerrufung des Ediktes von Nantes 1985 und der »Glorious Revolution« 1988. Für den Missionarssohn war die Geschichte Europas untrennbar mit seiner Kolonialgeschichte verknüpft. So verdeutlichte Lüthy den Zusammenhang zwischen dem Rückzug der westeuropäischen Kolonialmächte aus ihren überseeischen Machtpositionen um die Mitte des 20. Jhs. einerseits und den beiden Weltkriegen und dem Kalten Krieg andererseits (S. 131).

Bei seinen Analysen und Schlüssen beschäftigte ihn immer wieder die Frage nach Sinn und Methoden der Geschichtswissenschaft, so in »Wozu Geschichte?« (1967) und in seiner Dankesrede, die er anlässlich der Verleihung des Jacob Burckhardt-Preises hielt (1975). Ihm war bewußt, daß er sich in vielen seiner Essays in einem Spannungsfeld zwischen zwei Polen bewegte. Lüthy war nicht nur eine Distanz zum Gegenstand wahrer Historiker, sondern häufig auch ein engagierter Beobachter, der Zeitgenossen Ratschläge gab (S. 368). In dieser doppelten Funktion stellte er große, Zeit und Raum übergreifende Zusammenhänge her, die, sprachlich brillant vermittelt, die Lektüre ebenso abwechslungsreich wie lehrreich machen. Im übrigen folgt die vorliegende Edition den bewährten Grundsätzen, die bereits die vorausgegangenen Bände der Werkausgabe bestimmen.

Reinhard SCHIFFERS, Bonn

Frédéric BOZO, Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht, Paris (Odile Jacob) 2005, 518 S., ISBN 2-7381-1642-6, EUR 29,00.

Historiographisch gewiß einzigartig, kann die Zeitgeschichtsforschung bei der Interpretation der Wiedervereinigung Deutschlands nur 15 Jahre nach den welthistorischen Ereignissen auf ein außergewöhnlich festes Fundament von Veröffentlichungen zurückgreifen. Dies hängt gewiß zum Gutteil damit zusammen, daß Beteiligte und Betroffene nicht selten subjektiv gefärbte Darstellungen über ihre persönliche Leistung publizierten und die Archive vor Ablauf der üblichen Sperrfristen für die Forschung selektiv öffneten. Auch François Mitterrand, der französische Staatspräsident, hoffte offenbar, das Bild von seiner Rolle in diesem geschichtsmächtigen Jahr 1989/90 mit einer offensiven Geschichtspolitik nach eigenem Gutdünken prägen zu können. Trotz seiner eigenen oder der von ihm angeregten Darstellungen vermochte er allerdings nicht zu verhindern, daß ihm noch immer vorgehalten wird, die Einheit Deutschlands nicht nur nicht gewollt, sondern sogar blockiert zu haben.

Mit einer »véritable enquête historique« unternimmt Bozo nun den Versuch, »à dépasser le clivage stérile entre une littérature parfois systématiquement défavorable du fait d'un biais méthodologique ou d'un parti pris, et des ouvrages s'inscrivant, à l'inverse, dans la défense et illustration de la politique mitterrandienne« (S. 13). Dabei geht es dem Professor für die Geschichte der internationalen Beziehungen aus Nantes vornehmlich darum, die französische Außenpolitik der auslaufenden 1980er und beginnenden 1990er Jahre so objektiv wie

möglich zu rekonstruieren, ihre »logique propre« herauszuarbeiten (S. 14) und sie unter dem Blickwinkel der eigenen Zielsetzungen zu bilanzieren. Mit privilegiertem Zugang wertete Bozo dazu auf breiter Basis nicht nur den Nachlaß Mitterrands in den Archives nationales, sondern auch Akten des Quai d'Orsay und Dokumente aus privaten Archiven aus.

Drei Motive standen aus der Sicht Bozos im Zentrum der Außenpolitik Mitterrands: seine Überzeugung vom Gewicht der Geschichte, die Vision einer großeuropäischen Nachkriegsordnung, das »alpha et oméga de la politique de Mitterrand« gewesen sei (S. 25), und die »obsession gorbatchévienne« (S. 24), d. h. die Furcht vor einem Umsturz in der Sowjetunion. Ganz im Sinne seines einstigen Widersachers Charles de Gaulle zielte Mitterrand darauf ab, Westeuropa zu einem »acteur politico-stratégique« (S. 37) aufzubauen, um das System von Jalta zu überwinden und die Abhängigkeit von den USA zu mindern. Nachdem mit der Aufstellung amerikanischer Mittelstreckenraketen in Westeuropa 1983/84 aus seiner Sicht das von Moskau zerstörte strategische Gleichgewicht zwischen Ost und West wieder hergestellt worden war, betätigte er sich mit großer Vorsicht als »fer de lance de la détente« (S. 43). Die deutsche Frage war dabei für ihn bis 1989 »pratiquement absente«, schien sie doch dauerhaft geregelt, »que ce soit du fait de l'opposition – effective – de Moscou ou de l'acceptation – supposée – des réalités allemandes outre-Rhin« (S. 90f.).

Auch nach dem Fall der Berliner Mauer sah Mitterrand die Wiedervereinigung zunächst nicht auf der Tagesordnung der Weltpolitik, »car l'URSS ne peut l'accepter« (S. 135). Erst der Zehn-Punkte-Plan Helmut Kohls veränderte seine Einschätzung der Lage, und zwar grundlegend. »Encadrer internationalement le processus allemand et en maîtriser si possible le rythme pour permettre les nécessaires adaptations européennes et internationales«, so lautete fortan seine Marschroute (S. 147). Weder beim Staatsbesuch in Kiew Anfang Dezember noch auf seiner Reise durch die untergehende DDR Ende Dezember 1989 wirkte Mitterrand dem Urteil Bozos nach auf eine Blockade der Wiedervereinigung hin. Vielmehr sei es ihm damals wie auch in den Zwei-plus-Vier-Verhandlungen 1990 stets um ein Gleichgewicht zwischen »la légitimité de l'autodétermination allemande et la nécessité de la stabilisation européenne« gegangen (S. 167). Da Frankreich in den entscheidenden Fragen der internationalen Debatte, der Oder-Neiße-Grenze, der NATO-Zugehörigkeit Deutschlands und des ABC-Waffen-Verbots, seinen Standpunkt habe durchsetzen können, glaubt Bozo eine durchaus positive Bilanz der französischen Politik des Jahres 1990 ziehen zu können. »Force est de constater«, so zitiert er wie zur Bestätigung Mitterrand, »[que la France] a eu raison« (S. 286).

Auch für die Zeit nach der Errichtung der »nouvelle architecture européenne« (S. 301) stellt Bozo der französischen Diplomatie bis zur Unterzeichnung des Vertrages von Maastricht *cum grano salis* ein positives Zeugnis aus. Gleichwohl verschweigt er nicht, daß Mitterrands Vision von der europäischen Nachkriegsordnung mit dem Scheitern seines Konföderationsprojekts 1991 ein »fiasco« (S. 356) erlitten habe und auch der Zusammenbruch der Sowjetunion nicht im Sinne Frankreichs gewesen sei. Doch diese Fehlschläge tragen keineswegs dazu bei, seine Grundüberzeugung in Frage zu stellen. »Le rôle de la France dans cette histoire«, so hatte der Autor bereits zu Beginn seiner Studie konstatiert, »apparaît nettement moins secondaire qu'on l'a généralement reconnu jusqu'ici« (S. 26). Das Fazit am Ende fällt dementsprechend aus. Doch selbst wenn man dieser These nicht folgen möchte, sollte man nicht nur die Einleitung, sondern in jedem Fall das ganze Buch Bozos lesen. Es lohnt sich.

Ulrich LAPPENKÜPER, Friedrichsruh

Michèle WEINACHTER, Valéry Giscard d'Estaing et l'Allemagne. Le double rêve inachevé, Préface de Jean FRANÇOIS-PONÇET, Paris (L'Harmattan) 2004, 428 S. (Collection Allemagne d'hier et d'aujourd'hui), ISBN 2-7475-6655-2, EUR 33,00.

Die deutsch-französischen Beziehungen und damit auch die europäische Integration werden in der öffentlichen Wahrnehmung wie in der Historiographie gerne auf die jeweils dominierenden politischen Repräsentanten beider Länder reduziert. Konrad Adenauer gehört zu Charles de Gaulle, Willy Brandt zu Georges Pompidou, Helmut Kohl und Francois Mitterrand bilden bis heute das letzte »Tandem«. Zu diesen Paaren gehören zweifellos auch Helmut Schmidt und Valéry Giscard d'Estaing. Letzterem und insbesondere seiner Deutschlandpolitik ist die Dissertation von Weinachter gewidmet.

Obwohl in Koblenz geboren, hatte Giscard d'Estaing vor seiner Präsidentschaft keine besondere Beziehung zum östlichen Nachbarstaat. Er verstand die Sprache mit Mühe, das Englische beherrschte er weitaus besser, anti-deutsche Ressentiments allerdings hatte er auch keine. Seine Kontakte mit Deutschen während seiner Zeit als Finanzminister unter Pompidou waren pragmatisch ausgerichtet, er kooperierte schon hier gut mit dem ähnlich denkenden Helmut Schmidt. Mit Beginn seiner Präsidentschaft 1974 jedoch gewann die Bundesrepublik Deutschland an Bedeutung, Schmidt, der ebenfalls gerade ins Amt gewählte deutsche Bundeskanzler, wurde zum engsten Partner des französischen Präsidenten. Das lag vor allem daran, so erklärt Weinachter, daß Giscard d'Estaing eine »relance européenne« zu einem der wichtigsten Ziele seines Septennats erklärte, und Europapolitik ohne die enge Kooperation mit der Bundesrepublik nicht möglich war. Hierfür war es aus seiner Sicht wesentlich, von der von seinen Vorgängern geleisteten Aussöhnung mit der Bundesrepublik zu einer wirklichen Partnerschaft zu kommen. Allerdings entsprang das Engagement für Deutschland und die europäische Integration keineswegs dem europäischen Idealismus, der neue französische Präsident sah die Gemeinschaft vielmehr als effizientes Mittel, um die internationalen Krisen in der Mitte der siebziger Jahre langfristig zu bewältigen. Das betraf die globale währungspolitische Unsicherheit nach dem Zusammenbruch des Bretton-Woods-Systems ebenso wie die Energiekrise. In enger Kooperation zwischen beiden Regierungschefs entstanden in den siebziger Jahren der Europäische Rat als (zunächst inoffizielle) europäische Institution, das Europäische Parlament wurde direkt gewählt und das Europäische Währungssystem nach dem Scheitern des Werner-Plans auf den Weg gebracht. Entscheidend hierfür, so betont Weinachter, seien die sehr guten persönlichen Beziehungen zwischen Schmidt und Giscard sowie der Pragmatismus auf beiden Seiten gewesen. Giscard habe zwar die von De Gaulle vorgegebene französische Politik einer Konföderation von Nationalstaaten nicht prinzipiell aufgegeben, dieses Ziel jedoch weit weniger dogmatisch als sein Vorgänger verfolgt. In ähnlicher Weise habe sich Schmidt vom föderalistischen Ansatz Hallsteins verabschiedet. Auch auf der durch die Rahmenbedingungen des Kalten Krieges dominierten weltpolitischen Ebene habe die deutsch-französische Kooperation gut funktioniert: Voraussetzung war einerseits, daß Giscard den offenen Anti-Amerikanismus De Gaulles überwunden habe, und Schmidt durch die schwierigen Beziehungen zum US-Präsidenten Carter sehr viel stärker auf die Kooperation mit Frankreich angewiesen war als seine Vorgänger. Auch nach Ende seines Septennats im Jahre 1981 habe Giscard d'Estaing an den Grundprinzipien seiner Deutschland- und Europapolitik festgehalten. Als Präsident des Komitees für die europäische Währungsunion (wieder gemeinsam mit Schmidt) habe er erheblich dazu beigetragen, daß das Projekt mit dem Vertrag von Maastricht tatsächlich realisiert worden sei. Insgesamt, so resümiert die Autorin, sei der Traum Giscard d'Estaings für Frankreich und Europa allerdings nicht Realität geworden: Zum einen sei die deutsche Wiedervereinigung vor der westeuropäischen Einigung vollendet worden; Maastricht war in gewisser Weise das Resultat der deutschen Einheit und nicht umgekehrt, wie Giscard es erwartet hatte. Zum anderen sei zwar die europäische Wirtschafts- und Währungsunion heute Realität, die politische Union, die stets das Ziel Giscard's gewesen sei, aber nicht.

Weinachter liefert eine Synthese der Deutschlandpolitik Giscard d'Estaings, die für weitere Forschungen als Basis dienen kann. Große Überraschungen im Sinne tiefgehender neuer Erkenntnisse liefert sie aber nicht. Das liegt zweifellos daran, daß sie ihre Arbeit ausschließlich auf der Basis publizierter Quellen und Interviews mit den wichtigsten Beteiligten schreibt. Hier hätten die schon heute zugänglichen Akten des französischen Finanzministeriums wie auch des Quai d'Orsay bis 1973 sowie die im Archiv der Sozialen Demokratie bzw. im Privatarchiv von Helmut Schmidt in Hamburg zugänglichen Archivalien wohl weitergeführt. Aus diesem Grund bleibt das Buch an manchen Stellen oberflächlich, die Autorin selbst weist darauf hin, daß zukünftige Forschungen in den Archiven manche Frage beantworten werden, die heute noch offenblieb.

Guido THIEMEYER, Siegen/Kassel

Mohammed HARBI, Gilbert MEYNIER (dir.), *Le FLN. Documents et histoire 1954–1962*, Paris (Fayard) 2004, 898 p., ISBN 2-7028-9516-6, EUR 35,00.

Il n'est plus besoin de présenter les auteurs de cet ouvrage important, lequel confirme une fois de plus la profonde connaissance de la guerre d'Algérie de ces deux très grands spécialistes de l'histoire de l'Algérie contemporaine. Cette fois-ci cependant, Harbi et Meynier restent discrètement en arrière-plan, se contentant de présenter sobrement une documentation impressionnante sur ce que fut le FLN durant la guerre. La grande retenue des deux auteurs témoigne de leur générosité envers le lecteur. Ils le laissent découvrir librement le rôle du FLN entre 1954 et 1962, ils lui permettent d'appréhender lettres, tracts, protocoles, textes de militants du FLN à sa guise, sans lui imposer de gloses et de jugements. Le lecteur peut ainsi évaluer par lui-même la vie interne du FLN, son organisation et son fonctionnement, son idéologie et sa culture, son évolution dans la guerre, ses rapports à et avec d'autres organes politiques et organisations algériennes, en particulier l'ALN, son rapport au monde et à la France. Mais Harbi et Meynier nous plongent également sans bouée de sauvetage (c'est-à-dire sans commentaires) dans le monde de la guerre, dans le monde d'un peuple souffrant, condamné au sacrifice et à l'héroïsme (les pages consacrés au FLN et les femmes, au rôle que les activistes du FLN ont assigné aux Algériennes dans la guerre, sont tout à fait remarquables et grandement instructives).

L'ouvrage est le résultat d'un travail patient et courageux. Dans l'avant-propos succinct, nous apprenons en effet que, depuis 45 ans, Meynier et surtout Harbi entreprennent de sauver et de préserver des archives vouées à la destruction, souvent à l'insu des dirigeants algériens qui auraient souhaité l'élimination de ces documents pour asseoir une histoire officielle du FLN très aseptisée et sans biographies. Fort heureusement, ces archives sont désormais mises à la disposition du lecteur. Le lecteur bénéficie également d'archives privées et personnelles que Harbi a réuni en accord avec leurs détenteurs algériens, mais souvent mentionnés anonymement pour les préserver d'éventuelles représailles.

Après une courte introduction historique (l'économie des pages n'est pas seulement une politesse des auteurs envers leur lecteur, la parcimonie même révèle leur maîtrise absolue du sujet), Harbi et Meynier nous confrontent d'emblée aux sources primaires et nous font entrer de plein fouet dans l'histoire complexe, multiple et contradictoire de la formation de l'Algérie contemporaine. Les textes officiels du FLN, les lettres des militants, les tracts des activistes, les directives du parti, les procès-verbaux des réunions, qui concernent aussi les circonstances de l'émergence du FLN, ou la scission du MTLD, ou encore la diversité des expériences et des motivations des femmes et des hommes que le FLN a rassemblés, confirment cette complexité et ces contradictions, et témoignent de cette Algérie plurielle des années de guerre dans laquelle est née l'Algérie contemporaine.

Dans leurs nombreux ouvrages précédents, Mohammed Harbi et Gilbert Meynier s'étaient déjà employés à écrire une histoire du FLN désacralisée et démythifiée. Les

sources présentées dans le présent recueil, conçu d'ailleurs comme une suite à l'ouvrage de G. Meynier, «L'histoire intérieure du FLN 1954–1962» (2002), confirment leur analyse: le FLN ne fut jamais un mouvement révolutionnaire. Il fut un front de résistance, certes, incarnant le refus de la domination étrangère, mais il ne promut jamais de changements sociaux et culturels en profondeur. Bon nombre de textes de militants du Front publiés dans le recueil révèlent distinctement l'idéologie confuse, passéiste et nationaliste du Front algérien et une mentalité qui contraste avec la rhétorique «révolutionnaire» scandée dans les documents officiels que le lecteur découvre au fil des pages. Par ailleurs, les documents choisis semblent intéressants à plus d'un titre. Ils montrent d'une part combien les blocages coloniaux, les déchirements des partis indépendantistes ont laissé l'issue violente comme seule issue possible au conflit algéro-français et combien cette issue fut inéluctable. Ils dévoilent d'autre part l'influence que le FLN a exercée sur les jeunes ruraux algériens, comment le mouvement a pu recruter parmi l'élite rurale désireuse de conquérir l'indépendance, puis la direction de la société. Enfin, et c'est là l'un des points forts de l'ouvrage, les documents révèlent le fonctionnement de l'idéologie du FLN, souvent basée sur un traditionalisme obscur et un nationalisme simpliste. Le marqueur musulman en est la marque essentielle. On apprend cependant qu'il y a eu plusieurs FLN, celui des «évolués», civil et politique moderne et citadin, celui des religieux musulmans, celui des islamistes obscurantistes, enfin celui des militaires. Ces derniers, qui haïssaient le politique, et qui n'avaient quasiment pas combattu dans les maquis, prirent finalement le FLN en main, le dirigeant vers un pouvoir d'État. Tout le devenir de l'Algérie indépendante est de fait écrit dans les sources du recueil.

De ce point de vue, l'ouvrage est essentiel pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Algérie contemporaine. Il en permet la lecture à sa source même, à travers des documents inédits et primordiaux.

Christiane KOHSER-SPOHN, Birkenwerder

Helke STADTLAND, *Herrschaft nach Plan und Macht der Gewohnheit. Sozialgeschichte der Gewerkschaften in der SBZ/DDR 1945–1953*, Essen (Klartext) 2001, 625 p. (Veröffentlichungen des Instituts für soziale Bewegungen. Schriftenreihe A: Darstellungen, 16), ISBN 978-3-88474-981-4, EUR 65,00.

Cette thèse de université de Bochum examine le fonctionnement du syndicalisme en Allemagne de l'Est, pendant la période initiale du régime, sous le statut d'occupation puis en RDA jusqu'au 17 juin 1953. Comme l'indique le titre, il y est soumis à deux pressions contradictoires. D'une part, «le pouvoir planifié» du parti SED veut en faire «la plus importante organisation de masse pour transmettre son projet de haut en bas»; d'autre part, «la force de l'habitude» fait jouer «les traditions du mouvement ouvrier organisé en syndicats». Le Freie Deutsche Gewerkschaftsbund se trouve donc «à l'engrenage des techniques de pouvoir de la direction du SED avec les pratiques sociales au niveau de l'entreprise». L'observation se concentre sur les mines de charbon et sur la chimie, mais le poids de ces deux branches industrielles lui assure une portée générale.

En 1945, l'effondrement du Troisième Reich clôt la parenthèse de la Deutsche Arbeitsfront nazie et semble permettre la restauration de la liberté syndicale. Sous la république de Weimar, rivalisaient l'ADGB socialiste, les centrales chrétienne-sociale et libérale et la dissidence communiste de la Revolutionäre Gewerkschaftsopposition. Dans le FDGB rénové, on aspire à l'unité. Le noyau communiste, appuyé par l'administration militaire soviétique, élimine vite chrétiens et libéraux. Puis il tourne la règle de parité convenue avec les anciens dirigeants de tendance socialiste (l'un d'eux, Otto Brass, s'est déjà rallié secrètement) et il joue une relève des générations pour contrôler l'organisation au sommet. Si la

situation est plus complexe à la base, la structure est fortement centralisée, dans les relations avec les fédérations de branches comme dans celles avec les échelons régionaux et locaux. Les conseils d'entreprises, reconnus par l'article 165 de la constitution de Weimar, ont bien été rétablis par le Conseil de Contrôle interallié, mais sous une forme affaiblie. Puis à la fin de 1948, leur absorption par les sections syndicales est décidée: sans doute sous la pression des Soviétiques, très méfiants envers une survivance gestionnaire étrangère à leur pratique.

La subordination du syndicat au parti, masquée au début, est maintenant proclamée, conformément à la doctrine léniniste. Le FDGB écarte les cadres qui ne veulent être que de purs syndicalistes (*Nurgewerkschaftler*). Il appelle à accroître la production, d'abord pour reconstruire après le désastre, puis, en se référant à la conscience de classe, pour assurer les bases du socialisme. Il soutient le remplacement du salaire au temps par le salaire au rendement. Mais la déperdition est forte du haut en bas, malgré la surabondance des instructions et des rapports. La direction constate en 1953 que »l'exécution des décisions est toujours la plus grande faiblesse« (p. 204) Au sein du personnel, des clivages s'observent, selon l'âge, le sexe et l'expérience vécue: une fine analyse montre comment la génération de la Jeunesse hitlérienne transfère sur le système sa culture de l'obéissance. Dans une dramatique pénurie, les salariés se préoccupent surtout de leurs difficultés matérielles d'alimentation, de santé, de logement. Ils ne s'intéressent guère aux transferts de propriété. Les syndicalistes de base se trouvent ainsi placés dans une situation malcommode: tantôt ils relaient les pressions d'en haut, tantôt ils tiennent compte des revendications d'en bas et cèdent à »un égoïsme d'entreprise« (p. 361).

L'auteur dresse la typologie des stratégies défensives pratiquées par la base ouvrière. Certaines sont individuelles: pour les uns, à l'exemple du mineur Adolf Hennecke, l'engagement parmi les »activistes«, plutôt pour les avantages concrets que pour le prestige politique; pour les autres au contraire, le retard au travail, l'allongement des pauses, le refus des heures supplémentaires volontaires. Si le sabotage, souvent dénoncé, est rare, l'exode à l'Ouest est très fréquent (un million de personnes en cinq ans). Sur le plan collectif, la grève existe, quoique proclamée illégale: elle se résout souvent par un compromis discret au niveau de l'entreprise. Rares sont les explosions spectaculaires. En 1951, dans les mines de Saalfeld, un attroupement massif des camarades arrache la libération d'ouvriers arrêtés pour tapage sur la voie publique. Surtout l'émeute berlinoise du 17 juin 1953, déjà beaucoup étudiée, naît d'une réaction indignée contre une élévation brutale des normes, d'abord assez basses. Si les troupes soviétiques rétablissent l'ordre par les armes, le pouvoir consent des concessions.

Ce travail riche, fouillé, nuancé constitue un apport précieux. Deux regrets toutefois. D'une part, il manque un portrait étoffé des présidents, Hans Jendretsky, puis Herbert Warnke; les citations signalées par l'index donnent l'impression que ces communistes disciplinés ont tenté d'obtenir une marge d'autonomie, sans aucun succès. D'autre part, hors une allusion à une conférence interzone, l'étude du FDGB est fermée sur son histoire propre. Un regard comparatif sur les zones occidentales aurait été le bienvenu. Le processus y est plus lent, parce que les occupants y privilégient la reconstitution à la base. Sous l'impulsion d'un responsable chevronné, Hans Böckler, une fédération naît en 1947 en zone britannique, le Deutsche Gewerkschaftsbund deux ans plus tard¹.

Pierre BARRAL, Montpellier

1 Cf. en français Pierre WALINE, Cinquante ans de rapports entre patrons et ouvriers en Allemagne, 1970, encore utile.

Heiner TIMMERMANN (Hg.), *Das war die DDR. DDR-Forschung im Fadenkreuz von Herrschaft, Außenbeziehungen, Kultur und Souveränität*, Münster (LIT) 2004, 788 p. (Dokumente und Schriften der Europäischen Akademie Otzenhausen, 128), ISBN 3-8258-8167-9, EUR 59,90.

Depuis 1993, l'Académie européenne d'Otzenhausen en Sarre a consacré plusieurs colloques à l'étude la RDA. Le dernier (2003) veut se situer «au carrefour du pouvoir, des relations extérieures, de la culture et de la souveraineté». Le recueil des Actes, dense et riche, contient une cinquantaine de contributions, dues à des auteurs de diverses nationalités. Quelques unes sont des témoignages d'anciens acteurs, la plupart sont des études universitaires, appuyées souvent sur des archives inédites, allemandes ou américaines. Certaines, de caractère monographique, portent sur des points particuliers, mais il existe une convergence d'ensemble sur l'image d'un État qui veut s'affirmer et qui se fonde sur une mobilisation idéologique. En exergue, une citation révélatrice du poète latin Horace condense l'interprétation dominante: »La force sans l'intelligence croule de sa propre masse« (*Vis consili expers mole ruit sua*, *Odes*, III, 4, 65).

La structure du pouvoir fait l'objet d'une grande attention. Des données précises sont fournies sur le fonctionnement du ministère de la Sécurité, la Stasi, sur la biographie d'un de ses fondateurs, Sepp Gutsche, sur la genèse et sur les conséquences du 17 juin 1953, sur le service sans armes des *Bausoldaten*. La construction du mur assure après 1961 une relative »normalisation«: le régime semble stabilisé et dans la vie quotidienne (*Alltag*), la population pratique des accommodements avec la dictature du parti. La référence constante à l'antifascisme oriente l'insertion dans la tradition nationale allemande. Mais la RDA se voit refuser toute légitimité par la République fédérale. Elle doit mener une guérilla, aux épisodes pittoresques, pour afficher son étiquette dans les foires commerciales de l'Ouest. Pour sa compagnie aérienne, la marque Lufthansa lui est contestée avec succès, elle doit se replier sur le succédané Interflug.

Près de la moitié des articles concernent le domaine de la culture, fortement encadrée par l'idéologie. La ville »socialiste« est »planifiée au centre, tracée sur place, construite par assemblage de panneaux«. Un tour d'horizon examine les musées, les théâtres, la musique, le cinéma, et aussi l'histoire: »aucune discipline scientifique n'a été autant contaminée idéologiquement«. Mais les intellectuels ne s'alignent pas tous, comme il leur est prescrit, »en colonnes et en rangs avec l'armée prolétarienne«. Certains s'abritent dans des niches oubliées, beaucoup émigrent, même si l'Ouest ne leur plaît guère. La religion dégage des espaces d'autonomie, tel le réseau du parrainage interallemand entre les Églises protestantes. Les juifs, peu nombreux, sont exposés au risque d'être accusés de sionisme.

Enfin quelques textes concernent les relations internationales. Un auteur russe, Alexis Filitov, éclaire à partir de sources internes la politique allemande de l'URSS en 1953, moins déterminée par Beria qu'on ne l'a dit. Elle a d'abord promu la constitution d'une confédération paritaire pan-allemande et perçu réellement la nécessité d'une libéralisation préalable en RDA. Après le 17 juin, elle est revenue à »une propagande unitaire stérile«, derrière laquelle l'idée de »deux États allemands était même plus articulée qu'au temps de Staline«. De manière générale, tout en proclamant la souveraineté de la RDA, l'URSS la limite par une tutelle plus étroite que pour les autres démocraties populaires. Elle juge de plus opportun de conserver jusqu'au bout le système quadriparti de l'accord de Potsdam, et même la référence à l'article 107 de la charte des Nations unies sur les anciens États ennemis. Walter Ulbricht doit se borner à une longue quête de la reconnaissance internationale, Erich Honecker tente de s'émanciper à la dernière heure. Aux États-Unis, Nixon freine la reconnaissance diplomatique quand Kissinger la propose. Le lecteur français s'intéressera particulièrement à trois articles documentés et nuancés concernant son pays: sur les jumelages, développés en accord avec le parti communiste français, sur les étapes de la reconnaissance diplomatique de la RDA et, sous la plume de l'ambassadeur Froment-Meurice, sur l'attitude devant la réunification.

Pierre BARRAL, Montpellier

Henry Rousso, Vichy. L'événement, l'histoire, la mémoire, Paris (Gallimard) 2001, 746 S. (Folio Histoire, 102), ISBN 2-07-041749-2, EUR 13,26.

Rousso kann für sich in Anspruch nehmen, historiographischer Pionier in der Repräsentationsgeschichte des Vichy-Regimes nach 1944 gewesen zu sein. Sein Buch zum »Vichy-Syndrom«, das 1987 im Jahr des Barbie-Prozesses in erster Auflage auf den Markt kam, hat eine ganze Lawine weiterer Untersuchungen zu Frankreichs Umgang mit den »schwarzen Jahren« losgetreten und die anschwellenden öffentlichen Debatten darüber maßgeblich mitgeprägt. Der vorliegende Band versammelt 15 Beiträge, die er zwischen 1979 und 2001 in Fachzeitschriften und Sammelbänden veröffentlicht hat.

Der erste Hauptteil beschäftigt sich mit »l'impact de l'événement«, mit dem Projekt der »Nationalen Revolution« unter den Augen des deutschen Besatzers und zentralen Aspekten der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Entwicklung. Der zweite dann mit »la postérité de l'événement«, mit Fragen der Geschichtspolitik und Erinnerungskultur, mit Säuberungen unter Wirtschaftseliten und Richtern sowie dem komplexen Verhältnis von Rechtsprechung, kollektivem Gedächtnis und Geschichte als Wissenschaft. Um den historiographischen Charakter des Buches zu unterstreichen und um deutlich zu machen, wie profund sich der Umgang von Zeithistorikern mit belasteten Vergangenheiten verändert hat, finden sich die Ursprungstexte ohne Veränderungen abgedruckt. Ergänzt und aktualisiert sind nur die bibliographischen Angaben, die sich an die Hauptkapitel anschließen. Bei aller Nützlichkeit dieser Zusammenstellung verstreut erschienener Artikel liegt doch der inhaltliche Mehrwert letztlich in der über vierzigseitigen Einleitung: ein neu verfaßter Text, der seinerseits die großen Linien des dreimal längeren Vorspanns aus der unveröffentlichten Habilitationsschrift von Juni 2000 aufgreift und resümiert. Besonders erhellend sind darin die Passagen zu den Gründen, die eine Generation junger französischer Historiker – häufig inspiriert durch das 1973 übersetzte »Vichy France – Old Guard and New Order« von Robert Paxton, dem Rousso ein eigenes Kapitel widmet – dazu brachte, das bis dahin geschichtswissenschaftlich unter- oder einseitig belichtete Vichy-Regime genauer unter die Lupe zu nehmen. Ganz im Sinne einer »égo-histoire« zeigt der ehemalige Direktor des Pariser Institut d'histoire du temps présent (1994–2005) auf, wie sich dabei inneruniversitäre Logiken und forschungsstrategische Motive mit persönlichen Impulsen und emanzipatorischen Ansprüchen vermischten. Über Vichy zu arbeiten, bedeutete in den 1970er Jahren eine mehrfache Herausforderung: eine politische, eine moralische, eine staatsbürgerliche, auch eine archivalische angesichts minimierter Zugangsmöglichkeiten zu einschlägigen Materialien.

Die Konsequenzen beschreibt Rousso als einen doppelten Paradigmenwechsel. Einen ersten, positiv besetzten, der das Schwarz-Weiß-Bild eines gaullistisch oder kommunistisch angeführten »Volkes im Widerstand« gegen eine Handvoll Vichy-Verräter durch Grautöne ablöste, durch die ganze Ambivalenz der Erfahrungen, Optionen und Praktiken zwischen 1940 und 1944: nicht nur Résistance und Libération, auch Entzweiung und Verwirrung, Kriegsdebakel und Besatzung, innerfranzösischer Bürgerkrieg und Kollaboration bis hin zur Verstrickung in den nationalsozialistischen Völkermord. Damit begann seit den 1970er Jahren der lange unantastbare Kanon der Nationalgeschichte, dem stets auch etwas Selbstgefälliges und Überhebliches anhaftete, einem deutlich offeneren und kritischeren Umgang mit belasteten Vergangenheiten zu weichen. Einen zweiten, als problematisch erachteten Paradigmenwechsel dann, der in den 1990er Jahren weltweit wie franko-französisch eine »Epoche des Gedenkens« generiert habe, verbunden mit Formen memorieller Besessenheit und massenmedial verordneter »devoir de mémoire«, mit gedächtnisindustrieller und jubiläumskultureller Ausschlachtung von Geschichte, die historisches Wissen eher vernebele als erhelle.

Roussos kritische Zwischenrufe zum Verhältnis von Gedächtnis und Geschichte sind nur ein prominentes Beispiel für das mittlerweile tiefe Unbehagen unter französischen Zeithi-

storikern. Denn zum einen sind es seit den frühen Vichy-Kontroversen immer wieder Wissenschaftler, die einen differenzierten öffentlichen Umgang mit dunklen Flecken auf der nationalen Geschichtsweste anmahnen und es als emanzipatorischen Akt begrüßen, wenn Opfer- und Minderheitengedächtnisse das jeweils Eigene an der Gesamtgeschichte zurückerobern. Zum anderen aber zeigt sich die Zunft regelmäßig erstaunt, daß einmal angestoßene Debatten aus dem Ruder laufen, kaum mehr den Maßstäben akademischer Kolloquien gerecht werden, geschweige denn der komplexen historischen Realität als solcher. Historiker empfinden es als bedauerlich bis schmerzhaft, wenn »Geschichtslobbies« im Interesse dieser oder jener Gruppe ein Vichy-Bild zeichnen, das deutscher Ausbeutung und Drangsalierung, deutschen Repressalien und Verbrechen keinen Federstrich mehr widmet: Als käme das besetzte Frankreich ohne seine Besatzer aus und als habe »*sous Vichy*« den lange obligatorischen Zusatz »*sous l'occupation allemande*« nicht ergänzt, sondern ersetzt. Doch es liegt in der Natur der Sache, daß Geschichte als Wissenschaft im öffentlichen Raum keine Deutungshoheit zu beanspruchen vermag und letztlich kaum eine Chance hat, zielgerichtetes Funktionalisieren gerade belasteter Vergangenheiten abzuwenden. Und eine Rückkehr zu den alten Klischees kann schließlich auch niemand ernsthaft wollen.

Dietmar HÜSER, Kassel

Klaus GROSSE KRACHT, *Die zankende Zunft. Historische Kontroversen in Deutschland nach 1945*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht), 2005, 224 p., ISBN 3-525-36280, EUR 19,90.

Sous un volume ramassé, ce livre condense un très riche apport de données et de réflexions. Il déroule les controverses apparues en Allemagne depuis 1945 dans le champ de la »Zeitgeschichte«. Le terme déborde en amont notre »histoire immédiate«, car son regard remonte jusqu'en 1917: ce serait à peu près notre »histoire du XX^e s.«. Grosse Kracht, chercheur au Zentrum für Zeithistorische Forschung (ZZF) de Potsdam, retrace avec précision les péripéties, situe les intervenants, relie les débats culturels à la conjoncture politique du moment. Il ne masque pas le caractère personnel de certaines polémiques et il s'efforce de présenter avec objectivité les thèses qui s'affrontent.

Le premier niveau est celui de l'historiographie professionnelle. Les historiens de métier, en général professeurs d'université, travaillent dans un système hiérarchisé, selon des méthodes définies avec rigueur. La discussion entre collègues se développe dans les revues spécialisées et au congrès annuel des historiens, forum toujours animé. Cependant »la corporation en querelle«, dont parle l'auteur, ne détient pas l'exclusivité sur les problèmes délicats traités ici. Ceux-ci suscitent l'intérêt des journaux les plus intellectuels, la »Frankfurter Allgemeine Zeitung«, »Die Zeit«, de Hambourg, la »Süddeutsche Zeitung«, de Munich. Ces organes, qualifiés de »transrégionaux« pour leur audience nationale, exposent les données du débat, prennent position à leur tour, insèrent un dialogue contradictoire entre historiens. Ils donnent ainsi à la controverse un écho plus large et aussi une agressivité plus marquée. L'affaire échappe à la sphère scientifique pour interpeller l'opinion publique.

Le fil rouge est l'hypothèse du »Sonderweg«: tandis que la démocratie progressait en Europe, l'Allemagne n'a-t-elle pas suivi pendant un siècle une voie funeste, quasi-démoniaque, qui a débouché finalement sur le régime criminel de Hitler? Cette question sous-tend plus ou moins explicitement les controverses successives, que l'on peut seulement passer en revue ici.

Premier acte, »la catastrophe allemande« de 1945. Elle suscite une crise de conscience chez les savants honnêtes qui avaient adhéré au patriotisme bismarckien: Friedrich Meinecke, Gerhard Ritter, Hans Rothfels (juif qui a pu émigrer aux États Unis). Ils se démar-

quent du nazisme, en soulignant les valeurs humanistes de la tradition nationale. Deuxième acte, le coup de tonnerre de »Griff nach der Weltmacht« en 1961. Fritz Fischer décèle dans le »Deuxième Reich« de 1914 un programme impérialiste qui annonce le »Troisième Reich«. Gerhard Ritter dirige la contre-attaque, avant que se dégage une thèse moyenne. Troisième acte, la tempête universitaire de 1968. Comme en France, l'histoire n'est pas dans l'œil du cyclone, mais elle se trouve bousculée par »les sciences humaines«. On veut l'y absorber, notamment dans le programme scolaire du Land de Hesse. On débat sur le concept de »fascisme«, qu'un courant imprégné de marxisme attribue à des facteurs socio-économiques, comme un avatar du capitalisme pervers. Avec le quatrième acte, la fameuse »querelle des historiens«, »le point négatif de l'histoire allemande récente, l'Holocauste« est abordé de front autour de 1986. Ernst Nolte rejette le négationnisme néonazi, mais explique le nazisme comme une réaction défensive aux violences de la révolution bolcheviste. Le sociologue Jürgen Habermas le contredit dans une vraie »déclaration de guerre«, les experts se partagent et le public suit avec passion ce tournoi. C'est, dit l'auteur, »moins une discussion entre historiens sur la clarification de questions concrètes que plutôt un combat pour l'autorité médiatique qui doit donner la signification du passé le plus récent«. Cinquième acte, la réunification. Après la chute du mur de Berlin, de jeunes chercheurs de l'Est mettent en cause les concessions de leurs aînés au dogmatisme de feu la R.D.A. Sixième acte, un choc de l'extérieur. En 1996, la thèse de l'Américain Daniel J. Goldhagen accuse tout le peuple allemand de complicité passive avec le nazisme. Son livre et ses conférences soulèvent un écho considérable. Les historiens allemands font bloc pour contester scientifiquement une généralisation trop systématique, mais une exposition très visitée ébranle parallèlement l'image de la Wehrmacht, moins innocente que ne le disaient ses anciens.

Il s'agit donc d'un ouvrage remarquable, dont on souhaiterait l'équivalent en France. Car nous avons également nos champs minés: la Révolution française, Vichy, la guerre d'Algérie. Les débats au sein de la corporation historique y prennent plus d'âpreté que sur d'autres sujets. Les grands médias leur font parfois écho. Ils trouvent un intérêt d'actualité politique à cerner le parcours exact d'un jeune résistant, François Mitterrand, qui deviendra président de la République, ou à discuter si la colonisation outre mer a produit un bilan »positif«. Dans l'ensemble pourtant, la presse, même de qualité, porte à la recherche scientifique moins d'attention chez nous qu'outre-Rhin.

Pierre BARRAL, Montpellier

Astrid M. ECKERT, Kampf um die Akten. Die Westalliierten und die Rückgabe von deutschem Archivgut nach dem Zweiten Weltkrieg, Stuttgart (Franz Steiner) 2004, 534 p. (Transatlantische Historische Studien, Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Washington, DC, 20), ISBN 3-515-08554-8, EUR 68,00.

Ce livre est la thèse de doctorat d'Astrid Eckert, préparée sous la direction du professeur Knud Krakau, soutenue devant la Freie Universität Berlin et publiée par l'Institut historique allemand de Washington, dont l'auteur a été jusqu'en 2005 collaboratrice scientifique. La thèse a obtenu un écho très favorable en Allemagne, primée par la FU Berlin et par le Deutscher Historikertag en 2004.

Selon le sous-titre du livre, l'étude est consacrée à la »restitution par les Alliés occidentaux des archives allemandes après la Deuxième Guerre mondiale«, expression qui n'en définit qu'incomplètement le contenu; le titre »Combat pour les documents« donne à penser que cette restitution ne s'est pas faite sans difficultés, ce qui est l'originalité et l'intérêt principal du travail. On sait que les Alliés ont saisi de nombreuses archives en Allemagne à l'effondrement du Reich nazi, et les Alliés occidentaux ont exploité en commun ce qu'ils avaient saisi, Anglais et Américains dès 1945, avec la coopération à part égale de la France à partir du

printemps 1947. Pour la période 1944–1959, qu'elle étudie avec attention (trop brièvement à mon avis pour les années finales 1956–1959), A. Eckert veut traiter de toutes les archives saisies par les Alliés occidentaux, c'est-à-dire non seulement les archives bien connues de la chancellerie et du ministère des Affaires étrangères (Wilhelmstraße) mais aussi les archives militaires (un domaine immense qu'il est un peu paradoxal de penser maîtriser en quelques dizaines de pages), celles du parti et d'autres organismes dirigeants du Reich nazi. On se permet de rappeler ici les saisies d'archives d'entreprises qui, du fait de leur importance technologique, firent l'objet de plus de concurrence que de coopération entre Alliés.

En fait, c'est le sort des archives de la Wilhelmstraße (et de la chancellerie, réunies tant qu'elles furent sous séquestre allié) qui fait l'essentiel de l'étude, à juste titre, car ce sont celles qui firent l'objet de la coopération intensive entre Alliés occidentaux et des longues négociations entre eux et la jeune République fédérale pour leur restitution et la poursuite de leur publication. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai accepté de lire ce livre et d'en rendre compte, ayant coopéré à l'entreprise de 1957 jusqu'à son achèvement en 1995. L'étude dépasse donc le cadre de la restitution puisqu'elle commence en 1944, avant même la fin de la guerre, et il ne pouvait être question d'une éventuelle restitution qu'après la renaissance d'un État allemand, c'est-à-dire pour la République fédérale fin 1949. Les premiers chapitres nous rappellent donc les projets de saisies préparés par les Américains et les Anglais dès 1944, les découvertes de dépôts d'archives dès avril 1945 dans le Harz et d'autres lieux, leur exploitation immédiate (le «film Loesch» révélant la réalité de ce qu'avait été le pacte germano-soviétique de 1939, etc.), l'utilisation pour les procès de Nuremberg puis, rapidement, la décision anglo-américaine de publier une sélection scientifique de ces documents à des fins de dénazification et de «rééducation». À vrai dire, pour cette première phase, et même pour l'utilisation par les Alliés occidentaux de ces archives tant qu'ils en furent les maîtres, c'est-à-dire jusque vers le milieu des années 1950, l'auteur reprend et résume ce qui a déjà été étudié par Roland Thimme, historien allemand et collaborateur du Politisches Archiv de l'Auswärtiges Amt¹, et les historiens américains Paul Sweet² et George Kent³, collaborateurs de la commission interalliée. Elle doit aussi beaucoup à l'ouvrage récent du Suisse Sacha Zala⁴. Cette synthèse est utile et pratique; on suit »l'odyssée« de ces archives, d'abord regroupées à Berlin, puis évacuées par avion vers la Grande-Bretagne pendant le blocus pour éviter la prise de ce trésor politico-historique par les Soviétiques en cas de chute de la ville. De 1948 à 1959, des historiens américains, britanniques et français, choisis par le State Department, le Foreign Office et le Quai d'Orsay, y travaillèrent en commun à l'étude et au microfilmage des archives et à la préparation de sélections de documents pour publication⁵.

1 Martin KRÖGER, Roland THIMME, Das politische Archiv des Auswärtigen Amtes im Zweiten Weltkrieg. Sicherung, Flucht, Verlust, Rückführung, dans: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 47 (1999), p. 243–264. Roland THIMME, Das politische Archiv des Auswärtigen Amtes, Rückgabeverhandlungen und Aktenevidenz, 1945–1995, dans: *ibid.* 49 (2001), p. 317–362.

2 Paul SWEET, Der Versuch amtlicher Einflußnahme auf die Edition der Documents on German Foreign Policy, 1933–1941, dans: *ibid.* 39 (1991), p. 265–303.

3 George O. KENT, The German Foreign Ministry Archives at Whaddon Hall, 1948–1958, dans: *American Archivist* 24 (1961), p. 43–54.

4 Sacha ZALA, Geschichte unter der Schere politischer Zensur, amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich, Munich 2001. Astrid M. ECKERT en a rendu compte dans: *Francia* 29/3 (2002), p. 119–123.

5 L'entreprise s'installe dans une propriété des domaines britanniques, Whaddon Hall, près du village de Bletchley, dans le Buckinghamshire, en pleine campagne. Cette propriété disposait d'un appareillage de photographies et de photocopies très important, car elle avait abrité pendant la guerre le service d'exploitation des photos rapportées de leurs missions par les appareils de la Royal

Ici, une grave déception: la participation française à l'entreprise est entièrement laissée de côté par A. Eckert, à l'argument que l'Américain Noble, au point de départ, avait estimé que les Français n'étaient pas sérieux, qu'ils n'avaient rien trouvé d'important et n'avaient rien à apporter. Se fondant sur cette remarque, Eckert, qui a consciencieusement travaillé dans les archives américaines, britanniques et allemandes, s'est abstenue de toute enquête dans les archives françaises. C'est là une grave lacune; la situation de 1945 n'a pas conditionné l'affaire jusqu'à sa conclusion ultime en 1995. Peut-être l'obstacle de la langue est-il la véritable raison de ce rejet. Du moins, ai-je lu avec surprise que Pierre Renouvin aurait refusé de participer à l'entreprise interalliée (sans qu'aucune source ne soit donnée de cette surprenante information), d'où l'appel que l'on aurait fait à Maurice Baumont. Ayant été à partir de 1951 l'élève très proche de Renouvin et de Baumont, qui s'entendaient parfaitement, je regrette vivement cette affirmation. Manifestement, A. Eckert ne sait pas dans quel contexte international Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères français et historien, a voulu et obtenu au printemps 1947 la participation française sur pied d'égalité avec Américains et Britanniques dans l'entreprise interalliée. En ayant été membre à partir de 1957, je puis affirmer la parfaite entente et l'estime réciproque entre nous tous et témoigner du très grand respect qu'inspirait, aussi auprès des Allemands, Baumont, à l'époque l'un des meilleurs connaisseurs de l'Allemagne et de la vie internationale au niveau mondial⁶.

Venons-en à l'essentiel qui est aussi le plus original: les pressantes demandes de restitution des archives par la République fédérale. Le propos de l'auteur est de sortir du cadre administratif et archivistique limité des études qui ont précédé la sienne, pour replacer l'affaire dans un cadre politique général et pour ainsi dire moral: qui détient les archives est maître de l'histoire qu'elles contiennent, lit-on, et de sa signification (*Deutungsmacht*). Pendant des années, du fait du séquestre allié, l'écriture de l'histoire récente de l'Allemagne aurait ainsi échappé à ceux à qui cette responsabilité aurait dû légitimement revenir, pour être quasiment monopolisée par des étrangers, surtout des Américains. Il est vrai que des historiens américains ont été les premiers à écrire à partir de ces archives et ils ont beaucoup écrit; il est vrai aussi que, pour certains d'entre eux, l'Allemagne n'avait pas toujours été un pays étranger, ce qui a certainement contribué à leur désir d'en savoir rapidement plus. Avec raison, A. Eckert met en valeur la précocité des demandes allemandes de restitution, dès 1950, par Adenauer lui-même auprès de la Haute Commission interalliée, à la demande du Bundestag; puis la persévérance dans la demande au cours des années suivantes, les historiens allemands, notamment Gerhard Ritter, souffrant de cette sorte de disqualification de fait qui leur était temporairement imposée. On lira avec profit les étapes des demandes allemandes répétées et les réponses des Alliés, commençant certes à faire dès 1951 certaines restitutions de dossiers sans dimension politique, mais remettant toujours à plus tard la restitution de l'ensemble, et toujours avec le même argument: la nécessité de publier une sélection de ces documents, à laquelle ils s'étaient engagés entre eux. A. Eckert pense pouvoir rendre l'administration allemande en grande partie responsable de ces retards par des exigences de restitution intégrale et immédiate; l'expression »Kategorische Maximalforderung« revient comme un leitmotiv dans son analyse. Peut-être, est-elle trop sévère à l'égard des fonctionnaires allemands de l'époque. Il faut se souvenir de quel abîme sortait le pays, de quelle

Air Force. Tous ceux qui ont eu la chance de partager la vie en commun dans ce phalanstère savant et international dans les années cinquante en ont gardé le meilleur souvenir.

6 On regrette aussi le silence sur la publication des documents en allemand, donc dans la langue originale, initiée par la France sur les frais d'occupation et par les soins de l'annexe de l'Imprimerie nationale à Baden-Baden, sous le titre »Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918–1945«, qui devait devenir par la suite, et jusqu'en 1995, le titre officiel de la collection originale de référence. La bibliographie du livre ne mentionne que l'édition en langue anglaise, »Documents on German Foreign Policy«.

patience intelligente Adenauer et son équipe faisaient montre, de l'acquisition progressive de la souveraineté de la République fédérale à partir de 1955 seulement. Les historiens allemands n'avaient pas pleine conscience des difficultés que les négociateurs allemands rencontraient auprès des Alliés.

L'auteur en a pourtant bien reconnu et défini une: les exigences des historiens britanniques. À vrai dire, Zala les avait déjà décelées; du moins Eckert a-t-elle le mérite de bien les mettre en valeur. Les historiens britanniques, comme l'ensemble des Britanniques, ont été tragiquement marqués par l'échec de la tentative de construction de la paix de l'entre-deux-guerres et l'aboutissement catastrophique de l'*appeasement* qu'ils avaient longtemps soutenu. Dans les années cinquante, ils n'étaient pas prêts à faire pleine confiance à leurs collègues allemands; ils ne voulaient pas leur rendre leurs archives avant de les avoir entièrement analysées, y compris celles des années vingt. C'est avec raison qu'A. Eckert écrit que le Foreign Office aurait été plus libéral sans l'opposition des historiens.

Je puis en témoigner. Quand, en 1956, les Alliés et la République fédérale furent enfin d'accord pour la restitution des archives de la Wilhelmstraße, il était déjà décidé entre Alliés que la restitution ne s'achèverait que lorsque les années 1918–1932 auraient été entièrement lues et photocopiées (les années 1933–1945 avaient déjà été maîtrisées). C'est dans cette conjoncture que je fus recruté en août 1957 et, jusqu'en mars 1959, plus tard que la date initialement prévue pour l'achèvement des restitutions, nous avons dépouillé les dossiers des années 1920, fait des filmages, des dossiers de fiches et des sélections qui ont été envoyés à nos trois ministères des Affaires étrangères qui les détiennent toujours dans leurs archives.

Il serait toutefois injuste d'en terminer là et l'on peut regretter que l'auteur n'ait en rien évoqué la suite de l'affaire. Quand la restitution des archives de la Wilhelmstraße fut achevée en 1959, la publication interalliée était en voie d'achèvement pour les années 1933–1945; elle était préparée par des sélections, mais nullement entamée du point de vue de la publication, pour les années 1918–1932. En rendant ses archives à l'*Auswärtiges Amt*, alors à Bonn, les Alliés lui confièrent aussi copies de leurs travaux préparatoires pour les années 1918–1932. Le gouvernement fédéral proposa dès la fin de 1959 au gouvernement français une coopération germano-française pour la publication des années de Weimar. L'initiative vint de von Brentano, alors ministre des Affaires étrangères, bien sûr en accord avec Adenauer. C'était l'époque du grand rapprochement franco-allemand. Couve de Murville, alors ministre français des Affaires étrangères, en accepta le principe, bien sûr en accord avec le général de Gaulle, mais à la condition qu'Américains et Britanniques y participent. Des négociations entre les quatre ministères des Affaires étrangères menèrent à une conférence à Bonn en décembre 1960, qui décida la publication quadripartite des volumes encore manquants de la période nazie et de l'intégralité des années de Weimar. Ce nouveau travail ne s'acheva qu'en 1995. Ayant eu l'honneur d'y être associé, je puis témoigner du climat excellent de collégialité professionnelle et d'amitiés personnelles dans lequel il s'est déroulé entre les participants des quatre nationalités. Il n'était rien resté des tensions de la période antérieure.

En conclusion, la communauté scientifique doit remercier Astrid Eckert de cet important travail, qui apporte nombre de connaissances et de précisions nouvelles sur le sort des archives allemandes séquestrées par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale et un regard neuf sur la réception en Allemagne de la publication interalliée ainsi que sur les longues négociations pour la restitution des dossiers à la République fédérale. La publication invite aussi à de nouvelles recherches sur l'importance de la participation française et sur la postérité quadripartite de l'entreprise alliée.

Jacques BARIÉTY, Paris

Heinz DUCHHARDT (Hg.), Martin Göhring (1903–1968). Stationen eines Historikerlebens, Mainz (Philipp von Zabern) 2005 (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz. Abteilung für Universalgeschichte, 64), ISBN 3-8053-3526-1, EUR 24,80.

Anders als bei den meisten Tagungen steht hier eine Person im Mittelpunkt der wissenschaftlichen Diskussion. Weil jeder Teilnehmer weiß, um wen es geht, gibt es im allgemeinen keine Abweichungen oder ausgebreitete Einzelinteressen. Wenn sich alle auf das Wesentliche konzentrieren, hat es auch der Herausgeber nicht so schwer. Diese Taktik mußte allerdings in dem Band über Martin Göhring etwas geändert werden: Da von den Teilnehmern am Workshop des Instituts (Januar 2004) zwar alle – mit einer Ausnahme – ihre überarbeiteten Manuskripte einreichten, begrüßte der Herausgeber einige ergänzende Beiträge von Kollegen, die nicht am Mainzer Kolloquium teilgenommen hatten.

Von den neun Beiträgen hat DUCHHARDT allein drei übernommen. Außerdem verfaßte er auch das Vorwort und die (anonyme) Einleitung. Über die frühen Stationen (Kiel, Halle) weiß man wenig, doch lassen sich einige Informationen aus der Einleitung und seinem Aufsatz entnehmen. Über die Professur an der Reichsuniversität Straßburg (seit 1.1.1943) berichtet quellennah in französischer Sprache Pierre RACINE. Etwas ausführlicher ist der Aufsatz von Corine DEFRANCE, »Fritz Kerns Nachfolge im Institut für Europäische Geschichte und die Wahl von Martin Göhring. Personalpolitik innerhalb der Historikergunft 1950/1951«. Es scheint, daß französische Behörden Göhring, der sich seit dem Kriegsende mit einem Tübinger Lehrauftrag begnügen mußte, als Nachfolger Kerns empfohlen haben. Seine Ernennung muß Anfang 1951 erfolgt sein, denn sein Amtsantritt war am 14.4.1951 (S. 19). An dieses Datum wird wohl der Herausgeber erinnern wollen, wenn er sagt, daß Göhring »17 Jahre lang« Direktor des Mainzer Instituts gewesen sei (S. XII). Der Chronologie in etwa folgend, stammt der folgende Abschnitt von Claus SCHARF, »Martin Göhrings Emanzipation von den Gründervätern des Mainzer Instituts«. Als »Gründerväter« werden die Professoren Fritz Kern und Joseph Lortz sowie der französische Kulturoffizier Raymond Schmittlein bezeichnet. Den chronologisch folgenden Aufsatz verfaßte Martin VOGT: »Zielsetzungen und Realitäten. Martin Göhring und der frühe Ausbau des Instituts für Europäische Geschichte«. Dieser endete 1953 mit einer neuen Institutssatzung und einer Neuordnung des Verwaltungsrates.

Nach einem Sonderkapitel, das der Herausgeber beisteuerte, »Martin Göhring und der Mainzer Europa-Kongreß von 1955« kommen zwei Historiker zu Wort, die sich über zwei wichtige Publikationen Göhrings äußern. Zuerst stellt Ernst SCHULIN Göhrings bekanntestes Werk vor, nämlich das zweibändige Werk über die Französische Revolution. Er versucht auch zu erklären, warum der dritte Band niemals erschienen ist, da das Werk etwas abrupt abbricht (Bd. 1: Vorgeschichte und Anfänge bis zum 4./5.8.1789; Bd. 2: bis zum 9. Thermidor). Vor Jahren ärgerte den Rezensenten die Torsoausgabe, weil keiner der zwei Bände ein Register hat, so daß man alle wichtigen Aussagen ziemlich zeitraubend suchen mußte. Als Frankreich-Spezialist verfaßte Göhring 1959 eine knappe Napoleon-Biographie, die genauer von Hermann VON DER DUNK analysiert wird: »Göhring und die deutsche Napoleonhistoriographie – einige Überlegungen«. In die Reihe »Persönlichkeit und Geschichte« paßte das Göhringsche Buch vorzüglich hinein. Er schrieb »eine konventionelle Biographie«, in der »der Schwerpunkt völlig auf der Person des Helden« lag. Diese Biographie hätte er auch ohne viel (kritische) Änderungen »zwanzig Jahre früher« schreiben können. Der Grundton seines Napoleonbuches ist zwar »romantisch-ästhetisch«, doch ist seine Biographie »ein voll Schwung und Hingabe gemaltes Lebensbild« (alle Zitate: S. 108f.). Ein internes Gutachten betonte sogar, daß Göhrings Napoleon-Biographie in einem »brillanten Stil« geschrieben worden sei (S. 117). Als letzten Beitrag analysiert DUCHHARDT die letzte Station eines Historikerlebens »Göhrings Berufung nach Gießen«. Wer an den Hintergründen der früheren (und aktuellen!) Berufungspraktiken und vielen

Zitaten aus Berufungsgutachten interessiert ist, wird diesen Bonbon mit Behagen lesen. Göhring stand zwar an erster Stelle auf der Liste, doch nur *ex aequo* mit Kurt Kluxen. Wie es schließlich zur Berufung kam und mit welchen Tricks die Gießener Uni-Administration arbeitete, um die Berufung zu verschleppen, ist lesenswert. Zum Sommersemester 1961 nahm Göhring seine akademische Lehrtätigkeit in Gießen auf.

Im Ganzen bekommt man durch dieses recht schmale Buch einen breiteren Zugang zu einem verdienstvollen Kollegen als durch die 9 Bändchen »Deutsche Historiker«, die seit den 1970er Jahren von Hans-Ulrich Wehler herausgegeben und als Kleine Vandenhoeck-Reihe in Göttingen publiziert worden sind. Da diese Reihe, die inzwischen abgeschlossen scheint, an Göhring vorübergegangen ist, kann man den Duchhardt-Band als kleine Entschädigung ansehen: Die einzelnen Etappen des 1968 unerwartet verstorbenen Historikers werden durch die 12 Beiträge, die zwar knapp, aber gehaltvoll sind, durchaus zufriedenstellend dargestellt. Der Band schließt mit einem »Autorenverzeichnis«, das netterweise die genauen Anschriften angibt, und einem genau gearbeiteten »Personenregister«.

Ilja MIECK, Berlin

Ulrike STOLL, Kulturpolitik als Beruf. Dieter Sattler in München, Rom und Bonn 1906–1968, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, 594 S., ISBN 3-506-71313-2, EUR 88,00.

Die im Jahre 2003 mit dem Rave-Forschungspreis des Instituts für Auslandsbeziehungen ausgezeichnete Dissertation ist ein erfolgreicher Versuch, sich der westdeutschen Kulturpolitik der ersten zwei Nachkriegsjahrzehnte über die Biographie einer Person des politisch-administrativen »zweiten Glieds« zu nähern. Stoll sieht ihr Werk als Sonde, um das Funktionieren der staatlichen Behörden auf kulturellem Gebiet von innen zu betrachten (S. 17), ihren Protagonisten aber auch als typischen »Zeitgeistrepräsentanten« des politisch-kulturellen Lebens nach 1945 unter katholisch-konservativen Vorzeichen. An dessen Werdegang und Denken lassen sich laut Autorin auch exemplarisch die Frage nach der Elitenkontinuität über 1945 hinaus wie auch die Bedeutung des Faktors Konfession für Karrieren in der frühen Bundesrepublik ablesen (S. 20, 36).

Sattler war Zeit seines Lebens einer weiteren Öffentlichkeit unbekannt und bekleidete stets Posten unterhalb der obersten politischen Entscheidungsebene: 1947–1951 war er erster und einziger bayerischer Staatssekretär der Schönen Künste, sodann von 1952–1959 Kulturattaché der deutschen Botschaft in Rom, schließlich zwischen 1959 und 1966 Leiter der Kulturabteilung des Auswärtigen Amtes. Zuletzt bis zu seinem frühzeitigen Tod im November 1968 wirkte er als Botschafter am Vatikan. Daneben bekleidete er zahlreiche weitere Posten in der kulturellen Landschaft der frühen Bundesrepublik: Er war zeitweilig Präsident des Deutschen Bühnenvereins, Vorsitzender des Bayerischen Rundfunkrates und Fernsehbeauftragter des Bayerischen Rundfunks. Er wirkte an der Schnittstelle zwischen Kultur, Verwaltung und Politik und konnte, wie Stoll überzeugend belegt, innerhalb des von der Politik gesetzten Rahmens erheblichen Einfluß ausüben. In seiner Zeit als Staatssekretär rief er in München Institutionen ins Leben, die heute noch existieren; in Bonn leitete er langfristige Weichenstellungen in der organisatorischen Neuordnung der deutschen auswärtigen Kulturpolitik seit Ende der fünfziger Jahre ein.

Die Autorin leuchtet dank des umfangreichen Nachlasses, insbesondere seinen ausführlichen privaten Tagebüchern, zunächst überaus detailliert den Werdegang und das Weltbild Sattlers aus. Er wurde 1906 in München geboren, aber in Florenz getauft als Sproß einer weltläufigen Münchener Künstler- und Architektenfamilie. Obwohl bis 1945 nicht an einer Karriere in Politik oder Verwaltung interessiert, brachte er aufgrund seiner Herkunft und Interessen die nötigen Voraussetzungen für sein späteres erfolgreiches Wirken in München, Rom und Bonn mit: Bereits als Kind und Jugendlicher kam Sattler über sein großbürgerliches Elternhaus mit

Künstlern, Wissenschaftlern und Intellektuellen in Kontakt und wurde mit seiner Wahlheimat Italien vertraut. Von Natur aus ein kontaktfreudiger und persönlich einnehmender Mensch, entwickelte er vielfältige künstlerische Interessen, neben der Architektur, die er zu seinem Beruf erkor, vor allem die Musik und das Theater. Sein Kunstgeschmack war eher traditionell ausgerichtet, ohne daß er moderne Tendenzen ablehnte oder als Kulturpolitiker zu unterdrücken versuchte. Alles in allem blieb er Zeit seines Lebens ein »später Repräsentant des ausklingenden bürgerlichen Zeitalters« (S. 488). Er überwinterte das Dritte Reich, abgesehen von einem halbjährigen Intermezzo bei der Wehrmacht 1940, als angestellter Architekt.

Gegen den Nationalsozialismus war er laut Stoll durch den großbürgerlich-liberalen Hintergrund seines Elternhauses, in dem auch viele jüdische Künstler und Intellektuelle verkehrt hatten, vor allem aber durch den von seiner Frau geförderten Übertritt zum Katholizismus Anfang der dreißiger Jahre gefeit. Allerdings gehören gerade die Passagen über Sattlers Einstellung zum Ende der Weimarer Republik und zum Machtantritt Hitlers zu den schwächeren und weniger gut belegten des Buches. Seine eindeutige Ablehnung des Dritten Reiches nach 1945, sein damals eher selten anzutreffendes Eintreten für ein deutsches Schulbekenntnis statt eines Abwälzens der Verantwortlichkeit für die Verbrechen auf wenige hohe Funktionsträger des untergegangenen Regimes und sein Wunsch einer durchgreifenden Entnazifizierung werden von der Autorin gleichsam auf die frühen dreißiger Jahre zurückprojiziert.

Er konnte jedenfalls 1945 eine politisch weiße Weste vorweisen und wurde umgehend von der US-Besatzungsmacht als Architekt eingestellt, um diese bei der Instandhaltung von Münchener Gebäuden zu unterstützen, welche als Zwischenlagerstätte des sogenannten Central Collecting Point für NS-Beutekunst vor der Rückführung an ihre Besitzer dienten. Auf diesem Posten und durch seine Initiativen zusammen mit dem Münchener Bürgermeister, den öffentlichen Raum der Stadt von NS-Kunstwerken und Bauten möglichst zu säubern, erwarb er sich bald Vertrauen und Freunde unter den Besatzungsoffizieren, was ihm die Karriere in der bayerischen Kulturpolitik der Nachkriegsjahre ebnete. Hilfreich waren zusätzlich sein katholischer Glaube, die CSU-Mitgliedschaft und die damals für einen Mann seiner Generation und Herkunft typische anti-kommunistische, christlich-abendländische, kulturell und politisch eher elitär denn auf eine Partizipation der Massen ausgerichtete Einstellung. So wurde er ab 1949 auch zum überzeugten Befürworter von Adenauers Kanzlerschaft.

Die Einrichtung des Staatssekretariats der Schönen Künste in Bayern 1946, einem Unikum in den sich damals konstituierenden westdeutschen Ländern, zeugte von der vorübergehend hohen Bedeutung, welcher der Kultur in den unmittelbaren Nachkriegsjahren beigemessen wurde, um über die Besatzungszeit, die durch den Nationalsozialismus heraufbeschworene moralische Krise und die dürtigen materiellen Lebensumstände hinwegzutrusten. Als zweiter, dem ersten parlamentarischen Staatssekretär im bayerischen Kultusministerium nachgeordnet, engagierte sich Sattler ab Februar 1947 vor allem für den Abbau bzw. die Umwidmung früherer NS-Bauten in München sowie die Errichtung eines Mahnmals in Dachau und suchte die Rückkehr von Emigranten zu fördern. Er war jedoch mit diesen Initiativen nicht erfolgreich, da seine Mitbürger sich zunehmend gegen eine Vergangenheitsaufarbeitung wendeten und einer Schlußstrichmentalität frönten, vor der letztlich auch er kapitulierte. Außerdem rief er das Zentralinstitut für Kunstgeschichte und die Bayerische Akademie der Schönen Künste in München ins Leben. Sattler mußte Anfang 1951 seinen Posten räumen, da die Existenz von zwei parlamentarischen Staatssekretären im Kultusministerium inzwischen als verfassungswidrig angesehen wurde und die ungeschriebene Regel galt, daß einem katholischen Kultusminister ein protestantischer Staatssekretär als Vertreter zur Seite stehen müsse.

Bereits als Staatssekretär war er auch mit Kulturbeziehungen zum Ausland betraut gewesen, so etwa in Fragen der Restitution von Beutekunst. Seine Kenntnisse Italiens machten

ihn nun zum idealen Kulturattaché in Rom im Rahmen der seit 1951/52 wiedererstehenden deutschen auswärtigen Kulturpolitik. Diese griff anfangs für die wichtigsten Missionen in Washington, Paris, London und Rom auf politisch unbelastete diplomatische Seiteneinsteiger aus dem Kulturbereich zurück. In seinen römischen Jahren arbeitete er vor allem an der Rückübertragung der insgesamt 22 beschlagnahmten wissenschaftlichen Institute und Kulturstützpunkte des Reichs in Italien, so z. B. der Villa Massimo, der Bibliotheca Hertziana, des Deutschen Historischen Instituts sowie des Deutschen Archäologischen Instituts auf die Bundesrepublik. Daneben engagierte er sich für die Errichtung der sogenannten »Deutschen Bibliothek« in Rom, die 1955 zum ersten nach 1945 eröffneten bundeseigenen Auslandskulturinstitut wurde und zu dessen Leitung Sattler einen seiner Bekannten erkor. Bereits in Rom wie später in Bonn zeigte sich, daß er eher über persönliche Kontakte wirkte und Kulturpolitik gleichsam im Salon im Kreise Gleichgesinnter betrieb, als daß er ein Meister der Berichterstattung und der Grundsatzpapiere war, was hier wie dort wiederholt zu verhaltener Kritik der ihm vorgesetzten Berufsdiplomaten führte.

In Rom, basierend auf seinen dortigen Erfahrungen und herausgefordert durch die zunehmenden kulturpolitischen Aktivitäten insbesondere der DDR, die in Rom eine Art ostdeutsches Gegeninstitut zur Deutschen Bibliothek zu errichten trachtete, stellte er seit etwa 1956 zusammen mit dem ehemaligen Leiter der Kulturabteilung, Rudolf Salat, der 1954 ebenfalls nach Rom versetzt worden war, Überlegungen zu einer Reorganisation der bundesdeutschen auswärtigen Kulturpolitik an. Das Amt war seit etwa 1957 in der Öffentlichkeit mehr und mehr ins Kreuzfeuer der Kritik geraten ob seiner nachlässigen Handhabung der bundesdeutschen Selbstdarstellung im Ausland in Zeiten des Systemkonflikts zwischen Ost und West. Außenminister Heinrich von Brentano suchte die Kritik durch Ernennung Sattlers zum Leiter der Kulturabteilung zum 1. Juli 1959 zu entkräften. Zudem empfahl sich Sattler einmal mehr, da er als Katholik die richtige Konfession hatte, denn die Kulturabteilung des Bundesinnenministeriums wurde damals von einem Protestanten geleitet und in Bonn galt die stillschweigende Vereinbarung, daß beide Kulturabteilungen nicht von Personen der selben Konfession geleitet werden sollten.

Die wichtigsten Initiativen Sattlers in seinen Bonner Jahren betrafen, neben einer erheblichen Steigerung der Kulturfonds in den Jahren 1960–1963, vor allem das Verlagern der Arbeit aus der personell unterbesetzten Kulturabteilung hin zu den sogenannten »Mittlerorganisationen«. Somit ließ sich die Auslandskulturarbeit kontinuierlicher und auch kostengünstiger betreiben als durch dem Rotationsprinzip unterliegende Beamte, die häufig auch nicht die Qualifikation und das Interesse zur Betreuung kultureller Aufgaben mit sich brachten, galt doch die Kulturabteilung des Auswärtigen Amtes traditionellerweise als Karriereabstellgleis für Diplomaten. So wurden seit 1960 sukzessive alle Kulturinstitute im Ausland dem Goethe-Institut in München übertragen und auch die Grundlage für eine allerdings erst 1968 errichtete Zentralstelle für das Auslandsschulwesen geschaffen. Parallel dazu versuchte Sattler, durch die Schaffung eines Kulturpolitischen Beirats, dem u. a. Theodor Heuss angehörte, das Gewicht des von ihm als »dritte Bühne« bezeichneten Felds der Außenpolitik innerhalb des Amtes zu erhöhen, doch scheiterte dies am weitgehenden Desinteresse der Amtspitze.

Gerade die Tatsache, daß Sattler, abgesehen von den unmittelbaren Nachkriegsjahren, in dem eher nebensächlichen Feld der Kulturpolitik wirkte, gab ihm mehr Gestaltungsraum, als seine offiziellen Funktionen auf den ersten Blick vermuten ließen. Zudem war die relative Nebensächlichkeit der Kulturpolitik auch eine Chance für einen Außenseiter wie Sattler, ins Auswärtige Amt übernommen zu werden, das seit seiner Wiedererstehung 1951 in den Kernbereichen der sich mit Politik-, Wirtschafts- und Rechtsfragen befassenden Abteilungen mehr oder weniger von alten Wilhelmstraßendiplomaten dominiert wurde. Auf der anderen Seite beschnitt seine selbst gewählte Konzentration auf Fragen der Kulturpolitik (neben einer fehlenden parteipolitischen Hausmacht des eher nominellen CSU-Mitgliedes)

auch Sattlers Einflußmöglichkeiten im politisch-administrativen Gesamtgefüge, was besonders deutlich wurde während seiner Zeit als Leiter der Kulturabteilung des Auswärtigen Amtes. Dieser konnte er trotz des Vertrauensvorschlusses, mit dem er sein Amt antrat und des allgemeinen Gefühls, daß es auf diesem Gebiet wichtiger Reformen bedürfe, innerhalb des Amtes letztlich nicht wesentlich mehr Gewicht verschaffen als seine Vorgänger. So suchte er 1966 halbwegs frustriert nach einer neuen Aufgabe und fand sie als Botschafter am Vatikan. Hier mußte er allerdings feststellen, daß die Botschafter bei wichtigen bilateralen Verhandlungen, sei es hinsichtlich der Frage der Grenzen der Diözesen der ehemaligen deutschen Ostgebiete oder beim Streit um Bekenntnis- oder Gemeinschaftsschule in Baden-Württemberg, welches die beiden die deutsch-vatikanischen Beziehungen dominierenden Themen der Jahre 1966 bis 1968 waren, mittlerweile mehr oder weniger umgangen wurden.

Sattler betrieb Kulturpolitik in München, Rom und Bonn vor allem als Personalpolitik. Er besetzte wichtige Posten der von ihm mit ins Leben gerufenen oder geförderten Institutionen wie die Bayerische Akademie der Schönen Künste, die Deutsche Bibliothek in Rom, später die Beratungsgremien des Goethe-Instituts und den Kulturpolitischen Beirat des Auswärtigen Amtes in nicht unerheblichem Maße mit Vertrauten mit einer weitgehend übereinstimmenden politisch-weltanschaulichen Einstellung und ähnlichem künstlerischen Geschmack. Es kam so zu einer engen Vernetzung zwischen Sattlers persönlichen Leben und Interessen und seinem beruflichen Wirken, ohne daß dies offenbar zu Nepotismus oder politischer Einseitigkeit ausartete, denn Sattler erfreute sich auch bei der Opposition im Bundestag hohen Ansehens. Dieser Tatbestand rechtfertigt einmal mehr Stolls Ansatz, wichtige Kapitel der (auswärtigen) Kulturpolitik der frühen Bundesrepublik in Form einer Biographie zu schreiben, was ihr in eindrucksvoller Weise gelungen ist.

Eckard MICHELS, London

Ministère de la Défense, Secrétaire général pour l'administration, »Nouvelle histoire bataille« (II), Armées (Centre d'études d'histoire de la Défense) 2004, 356 S. (Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense), ISBN 2-11-094729-2.

In Deutschland ist seit Jahren unter Militärhistorikern die Suche nach einer »modernen Operationsgeschichte« im Gange¹. Offensichtlich treibt auch französische Kollegen diese Frage um. Anders aber als in Deutschland, wo die Diskussion deduktiv geführt wird, versucht der vorliegende Band, ganz pragmatisch mit einer Sammlung von Aufsätzen die Breite möglicher methodischer Zugriffe auf die Geschichte militärischer Kampfhandlungen aufzuzeigen.

Die insgesamt 17 Beispiele sind chronologisch angeordnet; der Übersichtlichkeit halber seien nur einige von ihnen herausgegriffen. Alain ALEXANDRA stellt erneut die Frage nach der Verantwortung für die römische Niederlage bei Cannae. Er revidiert die klassische Annahme, wonach der befehlshabende Konsul Terentius Varro der Alleinschuldige sei – die späteren römischen Autoren, die so etwas insinuierten, standen Alexandra zu Folge im Sold der Nachfahren des anderen Konsuls der Zeit, Aemilius Paulus, der auf dem Schlachtfeld gefallen war. Er zeigt auch auf, daß Varro in der Zeit unmittelbar nach der Schlacht keineswegs als Versager angesehen wurde, daß der Senat ihm vielmehr weitere wichtige Führungsverwendungen übertragen hat. Der Aufsatz ist ein Beleg dafür, wie äußere Quellenkritik

1 Siehe beispielsweise Bernd WEGNER, Wozu Operationsgeschichte? in: Was ist Militärgeschichte?, hg. von Thomas KÜHNE und Benjamin ZIEMANN, Paderborn 2000 (Krieg in der Geschichte, 6), S. 105–113; Stig FÖRSTER, Operationsgeschichte heute. Eine Einführung, in: Militärgeschichtliche Zeitschrift 61 (2002), S. 309–313.

und Methoden der modernen Elitenforschung Beiträge zur Operationsgeschichte, zur »histoire bataille« leisten können. Frédéric ARNAL beschreibt die Adaptation der Kreuzfahrerheere an die klimatischen und hygienischen Einsatzbedingungen im Nahen Osten. Mancher Ritter fiel nicht dem Schwert der Türken zum Opfer, sondern dem Hitzeschock in seiner stählernen Rüstung. Das zwang zu veränderten Schutzkonzepten, damit aber auch zu veränderten Gefechtsformationen. Letztlich wären wahrscheinlich auch daraus veränderte Sozialstrukturen innerhalb der »Streitkräfte« entstanden, aber davor scheuten die Kreuzfahrer denn doch zumeist zurück. Die Frage nach der Lernfähigkeit militärischer Strukturen, nach den Bedingungsfaktoren von Veränderung in Streitkräften, wird hier im Zusammenwirken mit der Analyse von Kampfhandlungen betrachtet, ebenfalls ein vielversprechender neuer Ansatz. In ähnlicher Weise, wenn auch vielleicht etwas zu sehr an den Vorschriften (*règlements*) orientiert, beschreibt Frédéric CHAUVIRE das taktische Konzept der Kavallerie vom Beginn der Frühen Neuzeit bis kurz vor der Französischen Revolution (»de Bayard à Seydlitz«): erneut ein Beispiel für eine Bereicherung der Operationsgeschichte durch Fragestellungen der Modernisierungsforschung. Er legt dar, daß in dieser Zeit scheinbaren Stillstands der Taktikentwicklung gleichwohl, bestimmt durch eine vielfältige Veröffentlichungstätigkeit, die Möglichkeiten des Einsatzes von Schlachtenkavallerie einer wechselnden Entwicklung unterlagen. In einer ähnlichen Arbeit stellt Michel Goya den Lernprozeß der französischen Infanterie in der Frühphase des Ersten Weltkriegs vor – nicht nur, daß die Truppen angesichts des deutschen Feuers den lange geübten Massenangriff aufgeben mußten, das Umlernen führte auch zu massiven personellen Veränderungen in der französischen Generalität im allgemeinen und besonders an der Spitze. Erst Pétain gelang es, die innere Entwicklung der französischen Armee zu stabilisieren.

Einen anderen Ansatz wählt Christian BUCHET, der die Möglichkeiten der Royal Navy zur »power projection« im 18. Jh. aufzeigt. Langsame Segelschiffe bedingten lange Reisezeiten, die mangelhaften Konservierungsmöglichkeiten für Lebensmittel an Bord führten zu Mangelkrankungen wie etwa Skorbut, und zur allgemeinen Anfälligkeit für tropische Infektionskrankheiten. Versuchte sich eine britische Flottille auf Stützpunkte in der Zielregion abzustützen und damit solche Erscheinungen zu mildern, begab sie sich damit in aller Regel des entscheidend wichtigen Überraschungsmoments, das sonst der amphibischen Landeoperation innewohnt. Der Beitrag schildert am Beispiel der Eroberung von Havanna (Kuba) 1762, wie es der britischen Admiralität gelang, durch eine Kombination unterschiedlicher Maßnahmen dieser Herausforderung gerecht zu werden. Noch ein anderer Ansatz charakterisiert die Arbeit von Alain ALEXANDRA und Patrick BOUHET, die sich mit der Darstellung von Schlachten des Zweiten Weltkriegs im Propagandafoto befassen. Anhand geschickt ausgewählter Beispiele zeigen die beiden Autoren, welchen Zusatznutzen eine Untersuchung mit dem neu entwickelten Instrumentarium der historischen Bildforschung zu einer Beschreibung der drei genannten Schlachten (Luftschlacht um England, El Alamein, Kursk) erbringen kann.

Insgesamt liegt hier ein Band vor, der Beachtung über den engen Kreis der »amtlichen« Militärgeschichtsforscher verdient. Seinem Anspruch, die Vielfalt moderner operationengeschichtlicher Ansätze zu dokumentieren, wird er allemal gerecht. Die Theorie dahinter fehlt weiterhin – an ihr beißen sich aber auch deutsche Militärgeschichtler noch die Zähne aus.

Winfried HEINEMANN, Potsdam

Bernhard SCHMIDT, Jürgen DOLL, Walter FEKL et al., *Frankreich Lexikon. Schlüsselbegriffe zu Wirtschaft, Gesellschaft, Politik, Geschichte, Kultur, Presse- und Bildungswesen*, Berlin (Erich Schmidt) 2. überarbeitete Auflage 2005, 1223 S., ISBN 978-3-503-06184-6, EUR 128,00.

Voici un livre dont les Français peuvent envier les Allemands, un livre sur la France – par des Allemands et pour des Allemands. Sa valeur ne s'ouvre pleinement qu'au bilingue, mais celui-ci tient en main une somme inépuisable: toute la France coulée en plus de mille pages d'informations précises et d'analyses pertinentes. Celui qui aura »lu« ce dictionnaire – oui, on peut s'adonner à une lecture! – sait (presque) tout sur la France. Même celui qui en sait déjà beaucoup, en apprendra toujours plus. Y sont exposés les faits et problèmes de – pour citer le sous-titre – »économie, société, politique, histoire, culture, média et éducation« de la France contemporaine.

Les 612 articles sont bien recherchés, toujours critiques et engagés. Ils incluent les deux dimensions essentielles à la compréhension approfondie d'une civilisation, le côté historique et le côté »contrastif«, c'est-à-dire la comparaison avec l'Allemagne, ce proche voisin parfois si lointain. Et, les articles sont d'une agréable lisibilité. On lira donc avec profit et plaisir de nombreux articles de fond qui traitent en détail, méthodiquement et de façon cohérente des sujets aussi variés que *décentralisation, nucléaire, islam français, chanson, Église catholique, Vichy, Libération, Paris, fonction publique, tour de France, festivals, sécurité sociale, beurs, extrême droite, BD, banlieue, exclusion sociale/nouveaux pauvres, judaïsme français*, et beaucoup d'autres. L'article le plus long, *Révolution française*, avec 15 pages (suivi par *Mai 68, Troisième et Cinquième République* avec chacun de 10 pages) est le point de départ historique de cette entreprise de comprendre la civilisation de la France contemporaine. Il n'y a que quatre articles qui traitent la période antérieure: *Ancien Régime, colbertisme, encyclopédie, physiocrates*.

On peut ouvrir ce dictionnaire au hasard ou le consulter à un sujet précis de A comme *académie* à Z comme *zone franc*, on trouvera toujours des rapports, précisions, renseignements nouveaux, comme dans les articles *affaires Barbie/Bousquet/Touvier/Papon* (7 pages), *Corse* (6 pages), *francophonie* (5 p.), *guerre d'Algérie* (7 p.), *immigration* (5 p.), *loi Veil* (5 p.), *Traité franco-allemand* (5 p.), et bien d'autres. Qui pourrait définir ou expliquer *Skyrock*, les »non inscrit«, *binage, Montlaur, loi Verdeille, pantouflage, Les Inrocks, taupes, soyeux ...?*

En plus, ce »Frankreich Lexikon« est indispensable à tous, aux Français autant qu'aux Allemands, pour faire face à cette passion froide des Français pour les sigles. Si tout le monde connaît la signification de *TGV, EDF, SDF*, il est déjà moins sûr pour *QCM, CRS, SAMU, RTT* et *PMU*. Et si l'on utilise avec facilité les acronymes tels les *Sicav*, les *Assedic*, l'*Unedic* ou *ARTE*, il est probable qu'il y en aient peu qui puissent les expliquer. À coup sûr, il y en a encore moins qui seraient capables de démêler des casse-tête comme *GEIE, RMA, TNS, CIALA, GISTI, GAMS, MIEL, ZUS, ICEM, LOPSI*, plus encore quand ils ont deux ou plusieurs significations comme *CFA, CFP, CNE, PSA, CCI, FNMF, CGE, CV* ou des monstruosité imprononçables tels *DDCCRF, SNALC-CSEN, AUPELT-UREF, FFAI-ACA, CCAMIP ...*

Comparée à la première édition de 1981 et 1983 en deux volumes, cette deuxième édition du »Frankreich Lexikon« est entièrement révisée, bien plus maniable, augmentée d'un tiers, solidement actualisée jusqu'en 2004 dans le contenu des articles, totalement renouvelée dans la partie bibliographique, et utilement munie d'adresses électroniques. Ainsi trouve-t-on de nouvelles entrées comme *IUFM* (1989), *Attac* (1998), *Aventis*, et *PACS* (1999), *Thales*, *EAD, France Télévisions* (2000), *Arcelor* (2001), *UMP*, et *Master* (2002).

Quant aux trois champs d'intérêt renforcé de ce dictionnaire, les partis politiques, les syndicats et l'éducation, on trouvera, en addition aux articles de vue d'ensemble, plusieurs entrées spécifiques: ainsi à côté d'une entrée *partis politiques* (de 5 pages) l'index renvoie à 34

autres articles à ce sujet; en plus de l'entrée *syndicalisme* (de 5 pages), on trouve 31 autres articles de détail; et c'est encore plus compliqué dans le domaine de l'éducation, où, à part d'articles de fond comme *grandes écoles, université, recherche*, on est renvoyé, dans l'index, à non moins de 119 articles particuliers. Au sujet de la presse avec 26 entrées spéciales, et les médias qui en comptent 74, il n'y a pas d'articles de fond.

Le tout est utilement complété par des annexes comportant une triple chronologie (politique, économie, culture) de 1789 à 2004 (35 pages), une liste des plus grandes entreprises, banques et assurances françaises, un carnet d'adresses internet sur tous les aspects de la France (9 pages), et une bibliographie raisonnée (30 pages).

Les quelques rares fautes ne nuisent guère à la solidité de l'ouvrage: le président assassiné en 1894 à Lyon s'écrit *Sadi Carnot* (p. 67); le prénom de l'écrivain Valéry Larbaud ne porte pas d'accent (p. 450); le renvoi à *cagoule* (p. 574), un reste de la 1^{ère} édition, va dans le vide; *Châlons sur Saône* (p. 634) est une contamination de deux villes distinctes: Châlons (-en-Champagne) et Chalon-sur-Saône. On peut regretter l'absence d'articles de fond tels *gastronomie, autoroutes (sociétés d'exploitation d'), exception culturelle, carte/titre de séjour* (voir 1^{ère} éd. I, 97, toujours d'actualité!); les diverses bibliothèques publiques (au-delà de la BnF), *presse gratuite, acte électoral (vote, code, liste, inscription, droits, etc.), corruption*, et surtout *tourisme*, phénomène d'économie, de loisir, de culture et d'identité nationale – la France étant la première destination touristique du monde avec 75 millions de visiteurs en 2004 – et *patrimoine (mondial, historique, culturel, littéraire, industriel, architectural ...)*, ce terme qui, en dépassant le cadre d'héritage familial, est devenu à la mode et moderne, éthique et magique, Marc Fumaroli parlant même d'un »sentiment patrimonial«! En constatant un certain accent (presque français!) mis sur l'institutionnel tels les partis et les syndicats et sur la capitale parisienne, on aurait aimé une plus forte présence de sujets comme *démographie, folklore, recensement, néoruralité, monument historique, désertification, migration, drac, parcs (nationaux/naturels, régionaux, de loisirs), eau, littoral, etc.*, le tout dans une orientation moins institutionnaliste que »mythologique« à la Roland Barthes. On souhaiterait, en outre, que les reflets littéraires soient moins succincts, p. e. dans les articles PCF ou *Résistance*, puisque la littérature peut vivement illustrer une civilisation et agréablement compléter les analyses scientifiques.

Mais d'une part, il est certain que pour un tel ouvrage l'intégralité reste hors d'atteinte. D'autre part, sa seule véritable imperfection sont les index. La division en deux parties, une française et une autre allemande, s'avère plutôt maladroite. Ainsi, des références se trouvent arbitrairement ou dans l'un ou dans l'autre, comme *esclavage, Droits de l'homme, Greenpeace* et *anarchisme*, ou sont divisées comme *Suez*: le canal dans l'un, le groupe dans l'autre, ou sont présentes dans les deux, comme *huguenots* et ARTE. Surtout, trop de termes traités dans le corpus du dictionnaire ne figurent ni dans l'un ni dans l'autre: *journal télévisé* (p. 933), *Sanofi Aventis* (p. 876), *hip-hop* (p. 814), *développement durable* (p. 336, 916), *Gadzarts* (p. 325), *dragonnades* (p. 783), *psychanalyse* (p. 322), *remembrement* (p. 165), *eaux usées* (p. 233, 336, 915), *grève tournante* (p. 902), *Interpol* (p. 740), *apprentissage* (p. 246, 361), *jumelage* (p. 948), *APCA* (p. 164), *Légrand* (p. 878), *Sangatte* (p. 371). Les termes géographiques ou géopolitiques sont systématiquement absents, ainsi les grands fleuves, toutes les villes (sauf *Paris*), et les régions (sauf *Bretagne, Corse* et *Pays basque*). Est aussi éliminé des index tout ce que contiennent les 18 tableaux hors-texte. On note, en passant, la confusion des significations de *congrès*, terme parlementaire (p. 599, 839) et syndical (p. 475), et avec amusement la confusion concernant *Marianne*, à la fois symbole républicain figuré par Laeticia Casta (p. 503) et nom homonyme de la revue de Jean-François Kahn (p. 614). Dans le contexte donné, on passe sous silence les nombreuses incongruités de l'index allemand.

Il est bien dommage que les noms d'auteurs qui figurent dans les bibliographies en bas des articles, dans les annexes et à l'intérieur des articles mêmes n'aient pas été accueillis dans

l'index des personnes. Les études sur une civilisation donnée n'en font-elles pas partie intégrante? L'ordre alphabétique des noms commençant par *la, le, l'* n'est pas respecté. Bref: les trois index sont lacunaires et d'utilité restreinte, ou simplement susceptibles d'être améliorés. On peut pourtant retourner cette observation et lui donner un sens positif: le corpus de ce dictionnaire encyclopédique contient beaucoup plus d'informations que les tables ne le laissent soupçonner ...

En dépit de ces quelques réserves qui concernent principalement les index, on confirme à bon droit qu'ensemble avec le »Manuel français«¹, ce »Dictionnaire France« constitue une précieuse et captivante source d'informations et une somme actuelle, concise et critique de la France au début de ce XXI^e siècle, indispensable au professionnel et toujours fascinant pour tout lecteur curieux.

Fin septembre 2006, ce même dictionnaire est paru dans la collection »Grundlagen der Romanistik«, vol. 13, dans une »édition d'études« cartonnée, et dont le prix est ramené à EUR 50,00. Cette »Studienausgabe« a été augmentée de plus de 30 pages, essentiellement par des annexes actualisées: 21 p. de chronologie (unifiée) prolongée jusqu'en mars 2006 (*Ségolène Royal, Clearstream*), et une excellente bibliographie comprenant 140 titres parus en 2005/2006 soit d'intérêt général soit portant sur les problèmes d'actualité brûlante (comme *islamophobie, traite négrière, mondialisation, immigration, foulard, intermittents*).

Martin RAETHER, Lyon

Edgar WOLFRUM (Hg.), *Die Deutschen im 20. Jahrhundert*, Darmstadt (Primus) 2004, XVI–303 p., 30 ill., ISBN 3-89678-505-2, EUR 29,90.

Par quelque vague relent d'ouvrages passés le titre, d'abord, surprend; mais dès les premières pages tout malentendu est levé. Cette histoire n'est en aucune manière une histoire des Allemands mettant un peuple en avant, c'est bien une étude fondée sur une approche multichrome de la vie des Allemands au XX^e s. que nous propose Wolfrum. Oui, le titre est adéquat. On aurait grand tort d'y voir un élément dissuasif. Car, comme l'affirme le coordinateur de l'ouvrage (p. IX), ce choix était destiné à montrer que les contributions qui le constituent n'entendaient pas considérer cette période »d'en haut«, sous l'angle des milieux décisionnels, mais y intégrer, voire y privilégier, la dimension humaine. Cette intention dicte l'économie du livre. Pour bref qu'il soit, »Die Deutschen im 20. Jahrhundert« aborde tour à tour, selon une organisation thématique, des aspects de la vie politique, culturelle, économique, sans éviter les domaines des mentalités et de la mémoire. Chacune de ces rubriques répond à une progression chronologique, fondée sur le postulat que la Première Guerre mondiale a marqué la fin du XIX^e s. d'un point historique. Cette double grille de lecture, chronologique et thématique, est gérée avec doigté et circonspection, de manière scientifique, rigoureuse (bien que ponctuellement un peu globalisante) et tout en même temps de lecture agréable.

Wolfrum situe d'emblée la perspective: le XX^e s. est considéré, dans la ligne de Hans-Peter Schwarz notamment, comme un siècle d'affrontements entre dictature(s) et démocratie(s) qui s'achèvent dans les années 1990 par la victoire de cette dernière dans sa forme libérale – au moins pour un temps. Il la relativise à la même page en rappelant que les vérités et perceptions historiques évoluent. L'ouvrage se trouve ainsi investi d'emblée d'une mission ambitieuse et prudente à la fois: refléter l'état actuel des connaissances. Et le livre répond effectivement à cette finalité. Pendant ce siècle de quelque huit décennies l'Allemagne s'est

1 Ingo KOLBOOM, Thomas KOTSCHI, Edward REICHEL (Hg.), *Handbuch Französisch. Sprache, Literatur, Kultur, Gesellschaft*, Berlin 2002, voir le compte rendu de François GENTON dans: *Francia* 31/2 (2004), p. 230–231.

trouvée, à divers titres, à des points nodaux de l'histoire du monde. Les Allemands en ont été à la fois les acteurs et les victimes.

Comme nous l'avons dit plus haut, le livre prend en compte, à côté des aspects auxquels la tradition historique a conféré leurs lettres de noblesse, les aspects plus quotidiens de l'histoire allemande, ceux qui ont longtemps fait l'objet du mépris des chercheurs et auxquels l'histoire travaille fort heureusement à rendre leur place. »Die Deutschen im 20. Jahrhundert« montre avec quelque bonheur le bien-fondé de cette orientation. C'est en effet une vision non pas désincarnée ou élitiste qu'il nous offre, mais une présentation dans laquelle les diverses strates de la société sont reconnues à travers ce qui a constitué le vécu de ces diverses périodes, leurs passions, leurs enthousiasmes, leurs souffrances, etc. On voit ainsi se dessiner un itinéraire qui va d'un désamour croissant de la démocratie sous Weimar (on vote en masse jusqu'en 1932, mais de moins en moins en faveur des démocrates), en passant par l'adulation du *Führer* puis la rééducation de l'après-guerre et enfin la division dans laquelle les deux États allemands se situèrent d'abord, à des degrés divers, dans la continuité de ... Weimar. Parallèlement on assiste à l'évolution de la vie culturelle dans ses diverses formes, artistiques (à plusieurs niveaux), quotidienne (modes, sports, etc.), mais aussi la percée d'un bien-vivre, d'un confort qui marque profondément la civilisation de l'Allemagne du XX^e s. – aussi dans son évolution économique et politique, faisant de la consommation une valeur sociale fondamentale en même temps qu'un facteur de légitimation du pouvoir (à l'Ouest) ou un révélateur des faiblesses et des limites de celui-ci (à l'Est). Ainsi se dessinent les facteurs du recouvrement d'une identité allemande après 1945 dont l'adhésion à la démocratie et à un mode de vie occidentalisés n'est qu'un élément à côté de la victoire de Berne en 1954 ou du culte de l'automobile, de la maison (avec piscine) – la recherche du plaisir individuel remplaçant à bien des égards l'esprit de sacrifice pour la communauté. On a vu ainsi la société allemande évoluer d'une configuration fragmentée dans laquelle coexistaient divers systèmes de valeurs (Weimar) vers l'uniformisation (nazisme) puis, dans les années soixante, la rupture avec une soumission à l'autorité qui tourna dans certains cas à l'affirmation d'une contestation (il est vrai, inscrite dans un mouvement qui dépassait de loin l'Allemagne). La mémoire collective apparaît comme le fil rouge de cette évolution.

Le grand mérite de cette présentation, cohérente dans la diversité des aspects de la vie allemande qu'elle évoque, est qu'elle n'est pas seulement faite de constats et d'affirmations, mais qu'elle soulève également des questions. L'on regrettera toutefois, en dépit de choix pertinents, la qualité technique très moyenne des illustrations: à moins qu'elles n'aient été destinées à faire ressentir au lecteur toute la tristesse de ce XX^e s., elles n'atteignent pas leur objectif. L'on déplorera surtout cette habitude qu'ont certains éditeurs de reléguer l'appareil scientifique dans une fosse commune, à la fin de l'ouvrage (p. 263–282). Ou bien on considère, à juste titre, que les notes ont une utilité, et on les met là où elles sont utilisables, en bas de page; ou bien on juge (à tort) qu'elles sont dénuées d'importance, et on les supprime. C'est une forme de respect que l'on doit au lecteur. Dommage pour un ouvrage qui, par sa qualité intrinsèque, méritait un meilleur sort.

Jean-Paul CAHN, Paris

Axel SCHILDT (Hg.), *Deutsche Geschichte im 20. Jahrhundert. Ein Lexikon*, Munich (C. H. Beck) 2005, 438 p. (Beck'sche Reihe, 1618), ISBN 3-406-51137-6, EUR 14,90.

Ce dictionnaire d'histoire allemande au XX^e s. est une œuvre collective qui réunit 52 historiennes et historiens, pour la plupart spécialistes des questions qu'ils traitent. Ils se répartissent environ 400 rubriques de taille variable, allant de quelques lignes à huit pages pour la plus longue d'entre elles (Parteien und Verbände, p. 275–282). Chaque article comporte jusqu'à trois et dans quelques cas quatre références à des ouvrages et articles, plus

rarement à des recueils de sources imprimées. Cette sélection bibliographique fait apparaître trois types de publications: les ouvrages »classiques« sur la question même relativement anciens, les rééditions de volumes marquants sur le sujet et les livres les plus récents datant notamment du début des années 2000. À cet égard ce dictionnaire constitue une mise au point remarquable sur l'historiographie allemande actuelle, concernant l'histoire de l'Allemagne au XX^e s.

Donner le maximum d'informations, d'analyses et de sources de réflexion sur cette dernière, implique, par ailleurs, un certain nombre de choix. L'ouvrage ne contient aucune notice biographique mais seulement un index des noms de personnes en fin de volume (p. 427–439). Par contre, l'accent a été mis sur les grands courants de la pensée politique: démocratie et libéralisme, fascisme et national-socialisme, nationalisme et nation, socialisme et communisme, la révolution conservatrice, le mouvement *völkisch*, l'idéologie de la *Volks-gemeinschaft*, qui ont fourni un excellent terreau au national-socialisme, ainsi que la théorie des races et l'antisémitisme, ne sont aucunement négligés:

- la vie politique, particulièrement le fonctionnement des institutions, les partis et associations d'intérêts, la politique municipale, les médias et l'opinion publique.
- L'évolution politique elle-même qui donne lieu à des notices plus longues comprenant entre trois et cinq pages sur: la Première Guerre mondiale, la Révolution de novembre, la république de Weimar, le III^e Reich, la Seconde Guerre mondiale, la République fédérale, la RDA, qui fait l'objet de plusieurs notices fondées sur les recherches les plus récentes.

Cet accent mis sur le politique n'exclut aucunement un intérêt marqué pour l'histoire démographique, économique et sociale ainsi que religieuse. Les recherches les plus récentes sur la question des générations, l'histoire du genre et les problèmes de l'environnement sont également prises en compte. Le texte des notices qui traitent de l'Allemagne dans les relations internationales et la construction européenne se limite, par contre, à l'essentiel. Il y a cependant deux exceptions majeures: une notice de sept pages sur la »question allemande« et une rubrique sur »l'idée d'Europe« (*Europagedanke*) dans la perspective allemande (4 p.). L'ouvrage comporte des mises au point fondées sur les recherches les plus récentes concernant l'extermination des Juifs d'Europe particulièrement dans les rubriques intitulées: »Aktion Reinhard«; Shoah; Conférence de Wannsee. Enfin, si l'ouvrage ne contient aucune rubrique intitulée »Sonderweg«. La raison en est que ses auteurs ont préféré analyser les caractères spécifiques de la philosophie politique, du système des partis, du droit et de l'État de droit (*Recht und Rechtsstaat*) en Allemagne, ainsi que les ruptures et les continuités d'une évolution rythmée par les deux guerres mondiales. Ils ont également fait le choix d'élaborer une série de mises au point sur la manière dont les historiens et les citoyens ont cherché à surmonter le passé (*Vergangenheitsbewältigung*). Peter REICHEL auteur d'un ouvrage sur ce thème paru en 2001 et réédité en 2003, signe une rubrique longue de trois pages, qui porte ce titre. Il est également l'auteur des trois notices comportant chacune une page sur la querelle des historiens (*Historikerstreit*), la thèse de la responsabilité collective et le procès de Nuremberg.

Au total, ce dictionnaire très dense, rigoureux et bien documenté s'avère très utile pour ses mises au point sur les recherches les plus récentes de l'historiographie allemande.

Nicole PIÉTRI, Neuilly

Dieter HEIN, *Deutsche Geschichte in Daten*, Munich (C. H. Beck) 2005, 191 p. (Beck'sche Reihe, 1645), ISBN 3-406-52819-8, EUR 9,90.

Il est bon, utile et nécessaire que, face aux déformations anachroniques de tant de chanteurs, politiques et autres stars de la médiocratie médiatique à prétentions historiques, un vrai historien rappelle le «ba ba» du métier. La chronologie est la trame de toute histoire, de celle des morts et des encore vivants face aux contemporains. Il était donc logique que Hein ait privilégié l'histoire contemporaine (XIX^e et XX^e s.) de l'Allemagne ... des Alleagnes (58% de ses 190 pages). Son choix est celui d'une histoire strictement nationale.

Ce qui pose la question de la datation des origines. Hein s'arrête en mai 2005, donnant ainsi sa large part à la reconstitution, à travers vents, marées, tempêtes et catastrophes, d'une nation – humiliée jusqu'à la lie par ses propres enfants – sachant s'élever de nouveau à la hauteur de sa renommée de haute civilisation ... Il est, en revanche, tellement plus difficile d'en cerner l'antique émergence, située quelque part dans l'entre-deux nébuleux d'une période de transition entre une Antiquité tardive chrétienne, puis entre Carolingiens et la dynastie des Ottoniens. Fort judicieusement il y consacre 20 pages (10% du livre), élargies aux «prologuèmentes» de ... 4900 avant J.-C. à 900 après J.-C. Car «le proche passé est, pour l'homme moyen, un commode écran; il lui cache les lointains de l'histoire et leurs tragiques possibilités de renouvellement des catastrophes» (Marc Bloch)¹. Quant au Moyen Âge, il se subdivise ici en deux sous-ensembles: le Haut Moyen Âge (de 400 à 1250 après J.-C.) et le Moyen Âge tardif (de 1250 à 1500), soit 36 pages (18,5% du total). Les Temps modernes (de 1500 à 1789) sont gratifiés de 24 pages (13%). Cette période de 400 à 1789 se trouve ainsi défavorisée avec la plus faible représentation du livre (22%).

Toute chronologie est certes tributaire du lit de Procuste où chacun est libre de la tailler, avec plus ou moins de bonheur, dans le vif. C'est cependant, croyons-nous, ne pas tenir assez compte du Saint Empire germanique, ce bloc erratique d'une Antiquité romaine tardive chrétienne, barrant l'isthme central européen de l'Adriatique à la Baltique, des siècles durant. Ce sont là les racines fondamentales de l'originalité du Saint-Empire, qui, rappelons-le nous, compte, du XII^e au XVII^e s., plus de souverains que le reste de l'Europe. Les travaux récents de tant d'historiens allemands et français l'éclairent d'un jour nouveau. À juste titre encore, Hein donne nombre de dates de batailles. Il faudrait cependant y ajouter celles de la guerre dont elles font partie. Ce qui serait particulièrement utile pour celles de la deuxième moitié du XVII^e s. (ne fut-ce qu'à titre de parenthèse). Soulignons que l'absence de véritables armées des États ecclésiastiques de l'Allemagne du Sud a permis le report de leurs dépenses publiques sur l'investissement culturel du grand baroque allemand et autrichien, ce dernier grand style unitaire de l'Europe.

Saluons les cartes géographiques de l'ouvrage, et, plus encore, les substantielles et souvent pertinentes introductions explicatives aux diverses périodes. Le grand avantage de pareilles chronologies est d'éviter au public visé (étudiants et «grand public» réputé cultivé) de se noyer dans les brumes des incertitudes d'une histoire sans repères. But pleinement atteint.

Une réserve cependant. L'histoire allemande est, encore plus peut-être que d'autres, faite de bien autre chose que de sa seule composante politique. On m'objectera qu'il eut fallu augmenter le volume de l'ouvrage. Était-ce tellement impossible de consacrer à l'histoire culturelle, à l'histoire sociale et économique, une petite vingtaine de pages, compte-tenu des références déjà citées dans le texte? Car la politique fournit seulement l'échine dorsale de cette Histoire qu'il est plus urgent que jamais, de faire comprendre aux générations montantes. Un seul exemple: dans la gigantesque cathédrale sonore que la musique a tissée du Moyen Âge à nos jours sur l'Europe – qu'elle contribue singulièrement à définir –, l'alle-

1 Marc BLOCH, *L'étrange défaite*. Témoignage écrit en 1940, Paris 1946, p. 72, 148. À lire le remarquable livre d'Étienne BLOCH et d'Annette BECKER, *Marc Bloch: l'histoire de la Guerre, la Résistance*, Paris 2006.

mande est de toute évidence une composante essentielle. On peut ou doit en dire plus ou moins autant dans le vaste ensemble des arts.

Au total, on a donc affaire à une très bonne chronologie politique, incontestable prouesse. Tout livre est d'abord objet matériel. Celui-ci est beau, d'une présentation de haut goût, placée sous les deux images, tellement symboliques de la couronne du Saint-Empire et de la coupole récente du Reichstag. Typographie et présentation sont exemplaires, formant un écrin digne du contenu. Souhaitons, *in fine*, que le plus grand nombre de lecteurs utilisera cette utile première marche comme un tremplin de dépassement et d'élargissement fructueux². On aura plaisir à ranger ce petit livre au plus accessible de sa bibliothèque, comme instrument de première référence. Ce qui ne court pas nécessairement les rues.

Jean MEYER, Paris

De la comparaison à l'histoire croisée. Sous la dir. de Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN, Paris (Seuil) 2004, 239 S. (Le genre humain), ISBN 2-02-062885-6, EUR 15,00.

In den letzten anderthalb Jahrzehnten sind Veränderungen des politischen und kulturellen öffentlichen Raums erfolgt, die auf das Verständnis dessen, was Geschichte ist und wie historische Forschung betrieben werden sollte, nicht ohne Wirkung blieben. Das Ende des Ost-West Gegensatzes mit der Öffnung der östlichen Archive, die stärkere globale Vernetzung von Kommunikation mit der neuen Vernehmbarkeit anderer Stimmen als der dominierenden »westlichen« Deutungskonstrukte haben dazu beigetragen, daß für die Wahrnehmung und Bewertung historischer Vorgänge das jeweilige lokale und gesellschaftliche Umfeld stärker in den Vordergrund rückte. Damit wurde die Eindeutigkeit »gesicherter Erkenntnis« in Frage gestellt und der Blick auf mehrdimensionale Konfigurationen und auf »la complexité d'un monde composite et pluriel« frei gegeben.

Den Anforderungen, die sich aus dieser Sichtverschiebung ergeben, versucht eine neue Forschungsstrategie der methodischen Verflechtung, die »histoire croisée«, gerecht zu werden. Mehrere Diskursebenen, die einen gegebenen Untersuchungsgegenstand aus unterschiedlicher Warte beleuchten, werden dabei so miteinander gekreuzt, daß sich eine Schnittstelle ergibt, »où peuvent se produire des événements susceptibles d'affecter à des degrés divers les éléments en présence, en fonction de leur résistance, perméabilité ou malléabilité ou de leur environnement«. Während die Vergleichende Geschichtsschreibung, die zwei oder mehr parallel verlaufende Diskursstränge betrachtet und Ähnlichkeit und Verschiedenheit herausfiltert, sich den Vorwurf gefallen lassen muß, daß unterschiedliche Schnittebenen selten kompatibel sind und schon die Terminologie je nach Bezugsrahmen mit denselben Begriffen höchst unterschiedliche Dinge meinen kann, zielt die *histoire croisée* auf Asymetrie. In einem Prozeß der Dekonstruktion werden einige der das Untersuchungsfeld konstituierenden und strukturierenden Elemente und Handlungsstränge bloßgelegt, genau bestimmt und untersucht. Besser als die bisher geübten methodischen Strategien läßt sich auf diese Weise die Komplexität historischer Vorgänge erforschen und darstellen. Im Wechselspiel der Ebenen, der Perspektiven, der Milieus und der Wirkungszusammenhänge werden Mehrschichtigkeit und Mehrdeutigkeit der Welten menschlicher Erfahrung deutlich und auch abbildbar. Der Gefahr »postmoderner Beliebigkeit« soll durch methodische und analytische Exaktheit vorgebeugt werden.

2 Chronologies plus amples: Andrea VAN DÜLMEN, *Deutsche Geschichte in Daten*, tome 1, Von den Anfängen bis 1770, Munich 1979; Jochen SCHMIDT-LIEBICH, *Deutsche Geschichte in Daten*, tome 2, 1770–1918, Munich 1981. Dans le domaine de la collaboration franco-allemande: Hans HOFSTÄTTER et Hannes PIXA, *Histoire comparée des civilisations*, Paris 1964–1976, 16 tomes.

Soweit der Anspruch! Im vorliegenden Band haben sieben Autoren, Soziologen und Historiker sich vorgenommen, die Strategie der *histoire croisée* in den methodologischen Diskurs einzuführen und in ihrer praktischen Anwendbarkeit darzustellen. Dies gelingt, um es vorweg zu sagen, nur in eingeschränktem Maß, weil einerseits notwendigerweise die Theorie einen breiten Raum einnimmt, dabei jedoch die praktische Anwendung aller der kategorialen Erörterungen mitunter auf der Strecke bleibt. Die Handhabung der breit geschilderten Analysetechniken bleibt die eine oder andere Studie schuldig. Auch hätte der Leser sich angesichts der komplexen Fragestellungen ein besonderes Maß an Klarheit des Stils gewünscht, was ihm nur in einigen Beiträgen zuteil wird. In keiner Weise betroffen von dieser Kritik ist die sehr gelungene Arbeit von Nicolas MARIOT und Jay ROWELL, die, ausgehend von einem Vergleich zweier zeitgleicher und auf den ersten Blick ähnlicher Besuchsreisen von Staatsoberhäuptern zu Beginn des 20. Jhs. nicht nur die Nicht-Übereinstimmung gängiger Untersuchungskriterien aufzeigt, sondern auch zu weiterführenden Ergebnissen kommt. Anschaulich auch der Beitrag von Sebastian CONRAD, der deutlich macht, in welchem Prozeß des permanenten Austauschs mit der Außenwelt sich die japanische Geschichtswissenschaft entwickelte. Dasselbe gilt für die Untersuchung von Kapil RAJ über die britische Kartographie, bei deren Entfaltung im 18. und 19. Jh. die Kenntnisse der indischen Vermessungstechnik eine große Rolle spielten. Heidrun FRIESE zeigt in »Unité et histoire croisée de l'espace méditerranéen« die Unterschiedlichkeit von Temporalitäten auf und Alexandre ESCUDIER weist am Beispiel der französischen, von Henri Berr ausgehenden Rezeption der deutschen erkenntnistheoretischen Schriften nach, in welchem Maß individuelle, »unsachliche« Interpretationsformen in den Wissenschaftsdiskurs eingehen können und die Appropriation mancher weiterführenden Erkenntnis behindern.

Klar zum Ausdruck kommt in allen Beiträgen die Notwendigkeit permanenter methodischer Überprüfung der sich ergebenden Untersuchungsschritte, die »Reflexivité asymétrique«. Diese verbindet in besonderer Weise das Untersuchungsobjekt mit den flexibel gehandhabten und alternierenden Analyseverfahren und gibt damit dem Untersuchenden ein Instrument an die Hand, das ihm bei einem hohen Maß an individuellem Gestaltungsspielraum auch die Chance bietet, seine persönliche Deutungskompetenz hinter seiner Studie sichtbar und erfahrbar zu machen.

Elisabeth BOKELMANN, Essen

Niklas REINKE, *Geschichte der deutschen Raumfahrttechnik. Konzepte, Einflussfaktoren und Interdependenzen 1923–2002*, München (Oldenbourg) 2004, 602 S., ISBN 3-486-56842-6, EUR 49,80.

Im Jahr 2007 wird die interessierte *community*, anknüpfend an die Gründung der Versuchsanstalt der Motorluftschiff-Studiengesellschaft, das 100jährige Jubiläum von institutionalisierter Luft- und später Raumfahrtforschung in Deutschland begehen. Das Werk von Reinke, welches die grundlegenden 80 Jahre deutscher Raumfahrtspolitik in umfassender Weise abdeckt, erscheint insoweit zu einem Zeitpunkt von aktueller Bedeutung. Auch sind seit dem 1987 in der gleichen Reihe (Schriften des Forschungsinstituts der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik e. V.) von Kaiser und Frhr. von Welck herausgegebenen Band, *Weltraum und internationale Politik*, eine solche Vielzahl neuer Entwicklungen eingetreten, daß die Thematik eine neuerliche Betrachtung unter Berücksichtigung der globalen Veränderungen der beiden letzten Dekaden herausforderte. Das Werk ist in einen Textteil (450 S.) und eine Dokumentation (100 S.) der meisten deutschen bzw. für die deutschen Raumfahrtprogramme relevanten Missionen sowie ein ausführliches Quellen- und Literaturverzeichnis gegliedert. Bereits die dokumentarischen Teile machen den Band auch zu einem wertvollen Nachschlagewerk und Instrument für die

gezielte Nachforschung. Der Text selbst gliedert sich in fünf Zeitepochen, denen die jeweiligen Kapitel gewidmet sind.

Den Einstieg bildet der Zeitraum von 1923 (Erscheinungsjahr von Hermann Oberths Buch »Die Rakete zu den Planetenräumen«) bis 1955, d. h. die Zeit der Pioniere, die Raketenforschung im nationalsozialistischen Deutschland und die daraus resultierenden Implikationen in der Aufbauphase der Nachkriegszeit. Die Entstehung einer bundesdeutschen Raumfahrtspolitik wird den Jahren 1955–1969 zugeordnet. Zentrale Ereignisse sind die Gründung der europäischen Raumfahrtorganisationen ESRO und ELDO, die Begründung der Juniorpartnerschaft mit den USA und das deutsch-französische Projekt SYMPHONIE. Krisenmanagement, »Package Deals« und Reorganisation sind Stichworte des dritten Kapitels über die Raumfahrtspolitik der sozial-liberalen Koalition (1969–1982). Das vierte Kapitel befaßt sich mit den Autonomiebestrebungen Europas und dem Wandel des deutschen Raumfahrtmanagements (1982–1990). In diesen Zeitraum fällt die Gründung der Deutschen Agentur für Raumfahrtangelegenheiten (DARA) aber auch die neuen Aspekte der europäischen Raumfahrt für die Sicherheitspolitik. Das fünfte Kapitel unter dem Titel »Raumfahrtspolitik unter neuen Rahmenbedingungen (1990–2002)« setzt sich schließlich mit der Vereinigung Deutschlands, der Einbindung der Raumfahrtforschung der DDR und den aus der Auflösung des alten Ost-West-Konfliktes resultierenden programmatischen und politischen Änderungen auseinander.

Unbeschadet der klaren zeitlichen Gliederung bestehen zwischen den unterschiedlichen Einzelabschnitten durchaus überlappende Anknüpfungen, die es erleichtern, den roten Faden beizubehalten. Bestimmte Sachkomplexe, wie die Industriepolitik, Phasen des industriellen oder staatlichen Strukturwandels oder Themen der Sicherheitspolitik werden in Einzelabschnitten zusammenfassend dargestellt und sind damit auch bei speziellen Interessen gut zugänglich. Frappierend ist die Fülle der angeführten Einzelbegebenheiten und Detailbetrachtungen bestimmter Entscheidungssituationen, Personal- und Organisationszusammenhänge. Dies macht den historischen Kontext lebendig und nachvollziehbar.

Bei der Aufarbeitung historischer Zusammenhänge stellt sich Reinke immer wieder die Frage, inwieweit eine eigenständige deutsche Raumfahrtspolitik vorliegt, in Abgrenzung zu »lediglich minimal koordinierten Projekten« einschlägiger Politikfelder. Bei der Analyse der Entscheidungsprozesse gilt sein besonderes Augenmerk den maßgeblichen Persönlichkeiten und deren Interaktion untereinander. Hierbei wird in unterschiedlichen Facetten der Grundkonflikt zwischen westeuropäischen und transatlantischen Kooperationsentscheidungen, der Balance zwischen nationalem und ESA-Engagement und für die letzten beiden Dekaden die Diskussion um das Maß der Wahrnehmung neuer Kooperationschancen im Osten behandelt. Der in Deutschland teils begrenzte Rückhalt für das politische Thema »Raumfahrt« – außerhalb der reinen Wissenschaft – wird auf die kriegspolitische Instrumentalisierung bis zum Ende des Zweiten Weltkrieges zurückgeführt. Auch mit den Organisationsentwicklungen der maßgeblichen, staatlich geförderten Institutionen erfolgt eine kritische Auseinandersetzung.

Zum umfassend herangezogenen Quellenmaterial verweist der Autor selbst u. a. auf die Akten der Heeresversuchsanstalt Peenemünde im Bundesarchiv (Militärarchiv) in Freiburg, das Bundesarchiv in Koblenz sowie Privatsammlungen und Nachlässe (z. B. Büdeler) und nicht zuletzt auch auf Archive der Parteien und Ministerien.

In seinen Schlußbetrachtungen resümiert Reinke, daß Deutschland oftmals eher durch Impulse aus dem Ausland zu Erfolgen getrieben wurde, als diese aus einer aktiven Rolle heraus zu gestalten. Diese enge inhaltliche Abhängigkeit von Vorstellungen Dritter wird als Ursache für eine Reihe von Enttäuschungen in Kooperationsprojekten identifiziert. Ein Kernsatz dazu lautet »Weil sich die bundesdeutsche Politik bei raumfahrtspezifischen Richtungsentscheidungen häufig von außen drängen und mitziehen ließ, waren ihre Inhalte regelmäßig früher festgelegt als ihre politischen Ziele« (S. 431). Angesichts anstehender wesentlicher Entscheidungen bezüglich der Perspektive der Raumstation, der Reaktion auf

visionäre Programmvorschläge Dritter (AURORA, Exploration) sowie neuen bundesdeutschen Herausforderungen an die Konsolidierung der Technologiepolitik ist die kritische Auseinandersetzung mit zurückliegenden Entscheidungssituationen und erzielten Ergebnissen eine unverzichtbare Grundlage. Das Werk bietet hier für alle Entscheidungsträger und Interessierte die solide aufbereiteten Beispielfälle. Wirft man einen Blick auf die Ergebnisse, der vor kurzem in Berlin erfolgreich abgeschlossenen ESA-Ratssitzung auf Ministerebene vom Dezember 2005, so lassen sich Anzeichen für einen verstärkten Gestaltungswillen im Politikfeld ›Raumfahrt‹ aufzeigen. Der Band ist über die historische Aufarbeitung hinaus in diesem Sinne in erster Linie ein unverzichtbares Hilfsmittel für den Einstieg in aktuelle Entscheidungszusammenhänge.

Bernhard SCHMIDT-TEDD, Köln